

Mélanges en l'honneur des *Deux*  
*Républiques Françaises*, de Philippe Nemo, paru  
aux Presses Universitaires de France (2008)

Prix Wikibéral 2009

## INTRODUCTION

### L'AUTEUR

*Les Deux Républiques françaises*, est un ouvrage écrit par Philippe Nemo, paru en 2008 aux Presses Universitaires de France (PUF). Philippe Nemo, né le 11 mai 1949 à Paris, est un philosophe et essayiste français de tendance libérale classique. Spécialiste de l'histoire des idées, de Friedrich Hayek et de Michael Polanyi, il s'est intéressé également à l'histoire de la musique et est un fervent défenseur de la liberté de l'enseignement. Philippe Nemo est, avec Henri Lepage, l'auteur français qui a réussi à initier le monde francophone à la philosophie de Friedrich Hayek, grâce à sa thèse sur *la Société de droit selon F. A. Hayek*, publiée aux PUF en 1988. Il est en particulier l'auteur de *L'histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains* (2002), de *L'histoire des idées politiques dans l'Antiquité et au Moyen Âge* (2007) et de *Qu'est-ce que l'Occident ?* (2004, traduit dans de nombreuses langues).

Parallèlement à la vulgarisation des thèses du philosophe et économiste d'origine autrichienne, il a poursuivi des recherches sur l'éthique (dans le prolongement de l'œuvre d'Emmanuel Lévinas) et la philosophie politique. Il s'est aussi consacré à examiner les maux qui, d'après lui, sclérosent l'enseignement en France.

Au milieu des années 1990, Philippe Nemo a entrepris un colossal et ambitieux travail de réflexion sur l'histoire des idées politiques en Occident. Il estime que le libéralisme – fondé sur le respect de la liberté individuelle (religieuse, scientifique, économique, etc.) et de la *Rule of Law* (i.e. l'état de droit) – constitue l'aboutissement politique de l'idée occidentale de progrès. A cet égard, en sa qualité de pensée progressiste au sens strict du terme, le libéralisme constitue un pôle à part dans la topographie des philosophies politiques. Il n'est réductible ni à la gauche ni à la droite, qui ont toutes deux été contaminées par les germes totalitaires au XX<sup>e</sup> siècle et qui perpétuent encore aujourd'hui des schémas idéologiques réactionnaires (mais selon des modalités différentes).

Ses recherches les plus récentes l'ont conduit à étudier les raisons de l'émergence du paradigme libéral en Occident et à examiner ses relations étroites avec le christianisme. Pour Nemo, le libéralisme occidental procède de l'hybridation de cinq miracles successifs : l'apparition de la Cité grecque ; l'émergence du Droit romain ; l'eschatologie biblique ; la révolution papale

(terme préféré à celui de « *réforme grégorienne* ») ; et la *Rule of Law* prônée par les auteurs libéraux.

En dehors de sa réflexion politique, il travaille à une philosophie de la musique.

\* \* \*

## LES DEUX REPUBLIQUES FRANÇAISES

Contrairement à l'image d'Epinal que nous en avons, notre Marianne nationale ne représente pas une seule et unique République pour tous les Français. Ceux-ci se font de ce régime deux conceptions bien différentes, qui reflètent des discordes politiques, sociales, économiques et culturelles. Pour les uns, la République est un État de droit démocratique et libéral, pour les autres, un projet de société étatiste et socialiste. Comment pourrait-il y avoir en France un consensus dès lors qu'on s'en fait des représentations aussi antagoniques ? Le propos de cet essai est d'étudier cet antagonisme, sa nature exacte, ses origines historiques et son devenir au cours des deux derniers siècles. Pour l'auteur, 1793 et la 1<sup>ère</sup> République ont aboli l'œuvre constitutionnelle et législative de 1789, représentative de l'esprit des Lumières, car « *la Révolution et la République sont deux choses différentes* », et « *1793 est une religion honteuse, non consciente d'elle-même qui se présente comme un athéisme, un laïcisme et un matérialisme qui fonctionne sociologiquement comme une religion [...]* Pour son malheur, la France a donné à cette religion [que l'auteur appelle la Gauche, en expliquant ses raisons] *l'église dont elle avait besoin, c'est l'Éducation nationale* » : d'où, selon lui, la reproduction des mythes identiques d'une génération à l'autre et l'impossibilité d'un véritable débat.

\* \* \*

L'association [liberaux.org](http://liberaux.org), et plus précisément l'un de ses sites, Wikibéral, encyclopédie collaborative en ligne consacrée au libéralisme, a choisi de primer pour 2009 cet ouvrage de Philippe Nemo. En l'honneur de celui-ci et de son auteur, nous vous invitons à découvrir avec ces quelques *Mélanges* certains aspects ou thèmes abordés au fil des pages des *Deux Républiques françaises*, pour les prolonger, pour les critiquer parfois, plus souvent encore pour inviter nos lecteurs à approfondir leur réflexion en se fondant tant sur l'ouvrage important de Philippe Nemo que sur nos propres commentaires. Ces *Mélanges* sont une invitation vivante à la réflexion, rien de plus, rien de moins.

Vous noterez par ailleurs que ces *Mélanges* matérialisent une évidente volonté d'ouverture de notre part. Nous avons ainsi sélectionné, parmi les ouvrages figurant au palmarès 2009 mais coiffés sur le fil par les *Deux*

*Républiques françaises*, des essais et des points de vue fort contrastés, du libéralisme le plus classique au libertarianisme le plus assumé. Nous avons néanmoins estimé que chacun revêtait suffisamment d'intérêt intellectuel pour que nous nous y arrêtions un instant, et si besoin que nous le critiquions sur le fond.

\* \* \*

## **L'ASSOCIATION LIBERAUX.ORG**

L'association liberaux.org et l'ensemble de ses composantes cherchent à promouvoir la pensée libérale sous toutes ses formes, sur tous les supports (numériques ou classiques), par tous les procédés de communication dont elle peut bénéficier. L'association est indépendante et n'a pas d'autre financement que les cotisations versées par les membres de l'association.

Nous cherchons à souligner – ou parfois à rappeler – que le libéralisme est un courant de pensée, ou un ensemble de courants de pensée, qui reconnaît la primauté de l'individu et entend limiter le pouvoir à son profit.

Sur le plan politique, le libéralisme ne cherche pas à déterminer qui doit détenir le pouvoir : il fixe des limites à l'autorité politique, les moyens qu'elle peut ou ne peut pas utiliser. Cela a d'abord été une réponse à l'absolutisme des régimes de droit divin qui octroyait tous les pouvoirs aux monarques ; par la suite, même la démocratie a vu émerger des structures politiques qui pouvaient aussi restreindre les prérogatives individuelles. Le libéralisme politique est consécutivement la doctrine politique visant à limiter les pouvoirs de l'État à la protection des droits et libertés individuelles.

Sur le plan économique le libéralisme donne une grande place au principe de propriété individuelle et s'oppose aux pouvoirs qui perturbent le libre jeu de la concurrence. Qu'il s'agisse de l'étatisme ou de l'État-providence qui instaurent des barrières au commerce, ou de la constitution de conglomérats ou ententes industrielles, qui acquièrent une position hégémonique sur un marché.

L'accusation contemporaine la plus commune qui est portée contre le libéralisme est qu'il n'accorderait quasiment aucune valeur à la réduction des inégalités et considérerait les politiques de solidarité comme dangereuses. Pour les libéraux, il s'agit de distinguer le fonctionnement de l'économie de la politique sociale, deux domaines ayant leurs propres objectifs. Ils considèrent que les mélanger crée des confusions, opacités et effets pervers au détriment des deux.

## LES MELANGES

Ce prix Wikibéral a été attribué par l'association liberaux.org, dont l'encyclopédie collaborative en ligne Wikibéral est une composante majeure. Ces *Mélanges* en sont la concrétisation. L'an dernier, Jacques de Saint Victor a été primé, avec *Les racines de la liberté : Le débat français oublié, 1689-1789* (Perrin). Par ailleurs, l'association attribue un prix liberaux.org à une personnalité libérale qu'il nous semble intéressant d'assurer de notre soutien. C'est ainsi qu'en 2008, nous avons rédigé les *Mélanges en l'honneur de Serge Schweitzer*, et que nous nous apprêtons à faire de même à présent en l'honneur de Vincent Bénard.

Fabrice Ribet  
Coordonnateur des présents *Mélanges*

## PRESENTATION DES ENTITES COMPOSANT L'ASSOCIATION LIBERAUX.ORG

**Forum liberaux.org : <http://www.liberaux.org>**

Le premier site internet composant l'association liberaux.org est constitué par un forum éponyme. Celui-ci constitue un espace de discussion de référence dans le web francophone, et ce depuis sa création en 2002. Il est ouvert à tous ceux qui souhaitent s'exprimer, découvrir, connaître ou échanger au sujet du libéralisme ou des questions liées à la liberté. Il y a début octobre 2009 plus de 575 000 messages postés sur la version 3 du forum, et environ autant pour les versions précédentes.

Dans sa charte, il est écrit que

*« Liberaux.org met à la disposition des internautes un forum. Ce forum est un espace de dialogue et de réflexion entre libéraux consacré principalement au libéralisme. L'utilisation de cet espace doit se faire en respectant les règles en usage sur Internet. Liberaux.org est une association de droit français. Tous les internautes intervenant sur le forum à quelque titre que ce soit s'engagent donc à respecter la loi française lorsqu'ils publient des messages sur le forum. »*

**Wikibéral : <http://www.wikiberal.org>**

Par ailleurs, l'association gère et fait vivre une encyclopédie en ligne, gratuite et libre d'accès, Wikibéral. Celle-ci a pour objectif de contribuer à la découverte, auprès de toute personne intéressée par la question, de la philosophie, de la pensée et de la doctrine libérale et libertarienne, dans la mesure où, pour le public francophone en particulier, celles-ci sont incroyablement méconnues et injustement décriées. Bien que différente, l'école autrichienne d'économie, qui partage avec la famille libérale de très nombreux points communs, est particulièrement mise en avant sur cette encyclopédie, dans la mesure où elle inspire la plupart des wikibertariens.

Wikibéral a été créé et initié en 2005, et est toujours développé par les membres de la communauté constituée par le site et le forum liberaux.org. Tout membre inscrit peut contribuer à enrichir cette encyclopédie et à participer de manière active à son approfondissement.

L'ensemble de l'encyclopédie était diffusée jusqu'en 2008 sous licence GFDL, autrement dit est libre d'usage et de reproduction. Dorénavant, l'encyclopédie est diffusée sous licence Creative Commons Paternité 3.0. Ce projet n'est pas lié à Wikipédia et à sa fondation.

**Catallaxia :** <http://www.catallaxia.org>

Ensuite, l'association libéraux.org anime le site Catallaxia. Celui-ci est le plus ancien des projets libéraux.org. Il est né en 1996, durant les balbutiements du « net ». Catallaxia a vocation à présenter des analyses et documents relatifs aux grands penseurs du libéralisme. Le terme même de Catallaxia, un peu mystérieux de prime abord, provient du grec *Katallassein*, mot qui signifie non seulement « échanger », mais aussi « recevoir dans la communauté », et « faire d'un ennemi un ami ». C'est toute la philosophie que nous mettons en œuvre au quotidien.

Dans la profession de foi du site, on peut lire :

*« Ce site est ouvertement – et parfois fermement – opposé à toute forme de totalitarisme et de collectivisme. Il est par conséquent absolument antinationaliste, anticonservateur, antisocialiste, anticomuniste, antitotalitaire, antifasciste, antidirigiste, antigauilliste et bien d'autres choses encore. Toutefois, se définir par opposition à d'autres doctrines ou pensées n'est pas très constructif, et, si nous revêtons volontiers l'oripeau du bretteur, c'est parce que nous estimons menacée la liberté dans le monde contemporain. Comme Lord Acton, nous pensons en effet que « la liberté n'est pas un moyen pour une fin politique plus haute. Elle est la fin politique la plus haute. Ce n'est pas en vue de réaliser une bonne administration publique que la liberté est nécessaire, mais pour assurer la poursuite des buts les plus élevés de la société civile et de la vie privée. » »*

**Librairal :** <http://www.librairal.org>

Librairal est le dernier-né des projets de libéraux.org. A l'instar de la bibliothèque Wikisource de la fondation Wikimédia, Librairal est une collection de textes libres en ligne, lesquels sont pour la plupart épuisés de longue date. La politique éditoriale de librairal, fixée par l'association libéraux.org, vise à rendre disponible des ouvrages fondateurs de la pensée libérale, mais depuis bien trop longtemps oubliés. Et de rendre hommage à quelques illustres prédécesseurs, ou intercesseurs, tels que la Librairie de Médicis.

Ce site est un wiki, ce qui signifie que tout membre enregistré, peut facilement ajouter un nouveau livre. Le projet a été lancé le 7 mai 2007 et il y a à ce jour 400 pages en travaux toutes langues confondues.

Tout le contenu de ce site est couvert par la licence juridique de documentation libre GNU. Les contributions demeurent la propriété de leurs créateurs, alors que le copyleft s'assure que le contenu demeurera toujours librement distribuable et reproductible.

**Contrepoints : <http://www.contrepoints.org>**

Enfin, dernier site géré par l'association libéraux.org, et le plus récent, Contrepoints. Il s'agit d'une revue en ligne, appelé parfois webzine, avec mise à jour régulière et cadencée. L'intitulé de cette revue en ligne est une allusion et un clin d'œil peu voilé à la première revue fondée par Raymond Aron, *Contrepoint*. Si la politique éditoriale adoptée s'éloigne un peu de la revue aronienne, ou de sa version contemporaine (*Commentaire*), nous cherchons néanmoins à nous inspirer de l'état d'esprit et de la méthode de nos grands aînés, nonobstant les critiques que nous avons parfois à leur formuler.

Des dossiers d'actualité sont mis en ligne régulièrement, par exemple liés à la crise économique et financière, ou encore à divers sujets de société.



## EDITORIAL

C'est à l'occasion de la deuxième édition du Prix Wikibéral que l'association liberaux.org a réalisé ces *Mélanges* en l'honneur du vainqueur 2009, *Les Deux Républiques Françaises* de Philippe Nemo. Cet ouvrage succède donc au vainqueur de l'année précédente, *Les Racines De La Liberté* de Jacques de Saint Victor.

*Les Deux Républiques Françaises* apporte sa pierre au débat toujours essentiel sur la part de la Révolution dans l'histoire récente et dans l'actualité française. Au lieu de l'évoquer comme un héritage unique, Philippe Nemo dessine deux grandes tendances qui en sont sorties et comment elles sont depuis adversaires et concurrentes pour le choix de la façon dont la France devrait être gouvernée.

Il éclaire des questions cruciales comme l'instruction, la politique économique, mais aussi la mémoire d'événements historiques traumatisants tels l'affaire Dreyfus et la collaboration avec l'occupant la seconde guerre mondiale.

Ces *Mélanges* vous présenteront des discussions sur son contenu et des développements sur certaines des questions qu'il pose. Nous espérons qu'ils en seront un digne complément.

Ce qui fait des *Deux Républiques Françaises* un si bon vainqueur du Prix Wikibéral, c'est son souci d'amener à un grand public, certes curieux d'histoire, mais pas forcément de formation universitaire dans ce domaine, une masse d'information pertinentes, mais aussi de sources pour prolonger par soi même, aussi loin qu'on souhaitera, la découverte des éléments et événements traités. Ceci a comme double mérite, premièrement de faire connaître une version des faits qui va bien souvent à l'encontre de tout ce qu'on a appris, du moins tant qu'on n'a pas fait soi même les premiers pas pour remettre en question ce qui nous a été enseigné, mais aussi, plus généralement, de prendre le lecteur par la main et de l'accompagner dans ces premiers pas sur le chemin d'une recherche personnelle de la connaissance. De l'aider à prendre l'habitude de questionner ce qu'on lui a appris, mais par l'étude.

Cette position charnière entre l'érudition de Philippe Nemo et le goût d'en savoir plus de son lectorat, représente bien une des ambitions de l'association Liberaux.org : faire partager des convictions, pas seulement par une action militante – quoique nous ayons dans ce domaine un rôle de carrefour entre un certain nombre d'organisations plus ou moins formelles – mais par un débat dont le rôle espéré est, justement, d'encourager ses participants à se renseigner par eux même, à consulter des sources, à se faire sa propre idée.

Ainsi, un mot me vient à l'esprit en pensant simultanément à notre vainqueur 2009, à notre association, et à ces mélanges, et ce mot c'est : entraînement. Avec deux sens qui correspondent bien à ce que nous cherchons à faire. Le premier c'est entraîner au sens d'attirer autrui à nous rejoindre, le deuxième c'est le sens sportif, de viser, par une pratique un tant soit peu exigeante, à améliorer ses capacités. Ces *Mélanges* en particuliers, entraîneront, espérons-le, leurs lecteurs à prolonger la réflexion au sujet du livre de Philippe Nemo, mais auront aussi, pour leur auteurs, représenté un entraînement à la participation écrite au débat public, qui les aura affûtés pour continuer de plus belle sur cette lancée. Devant les défaillances de l'instruction mises en avant par Philippe Nemo dans *Les Deux Républiques Françaises*, de telles initiatives et de tels efforts d'individus privés, réunis en association, sont une opportunité pour ramener le débat vers la rigueur et vers l'observation des faits.

Enfin, j'aimerais conclure en citant le passage du livre que j'ai trouvé le plus saisissant, et qui illustre bien comment un texte peut nous entraîner à mieux faire, et le citer en toute humilité mais aussi en contemplant les délices de découvertes qu'il me promet, puisque je dois avouer qu'il me vise personnellement : des auteurs qui y sont cités, je n'en ai, pour l'instant encore, lu presque aucun.

*« Je pense avec tristesse à ces étudiants d'aujourd'hui à qui l'on ne fait rien étudier et qui, ajoutant foi à ce que disent ces mauvais guides, commettent l'erreur étrange d'attribuer à la gauche marxisante ce qui vient d'Accurse, Bartolde, Balde, Huguccio, Hostiensis, saint Thomas, Cujas, Vittoria, Suarez, Grotius, Domat, Pufendorf, Locke, Beccaria, Hamilton, le Chief Justice Marshall, Portalis, Bigot de Préameneu, Benjamin Constant - et à la "République" ce qui vient de l'Evangile. »*

Guillaume Kalfon  
Président de l'association libéraux.org

## RESULTATS DES VOTES POUR LE PRIX WIKIBERAL 2009

### VOTES A L'ISSUE DU PREMIER TOUR

TITRE	VOIX	POURCENTAGE
Agnès Verdier-Molinié, <i>La mondialisation va-t-elle... nous tuer ?</i>	0	0,00%
Ayn Rand & Alain Laurent, <i>La Vertu d'égoïsme</i> , réédition	1	4,76%
Xavier de Lesquen, <i>État de choc, un pays sans fonctionnaires</i>	1	4,76%
Gilles Campagnolo, <i>Carl Menger, entre Aristote et Hayek : Aux sources de l'économie moderne</i>	0	0,00%
Laurent Theis, <i>François Guizot</i>	1	4,76%
Sylvie Brunel, <i>A qui profite le développement durable ?</i>	1	4,76%
Friedrich A. Hayek, <i>Nouveaux Essais de Philosophie, de Science Politique et d'Économie</i>	2	9,52%
Alain Laurent, <i>La société ouverte et ses nouveaux ennemis</i>	2	9,52%
Daniel J. Mahoney, <i>Alexandre Soljénitsyne : En finir avec l'idéologie</i>	2	9,52%
Philippe Nemo, <i>Les deux Républiques françaises</i>	8	38,10%
Serge Audier, <i>Aux origines du néo-libéralisme : Le colloque Lippmann</i>	0	0,00%
Guy Sorman, <i>L'Économie ne ment pas</i>	3	14,29%

### VOTES A L'ISSUE DU SECOND TOUR

TITRE	VOIX	POURCENTAGE
Friedrich A. Hayek, <i>Nouveaux Essais de Philosophie, de Science Politique et d'Économie</i>	2	10,53%
Alain Laurent, <i>La société ouverte et ses nouveaux ennemis</i>	0	0,00%
Daniel J. Mahoney, <i>Alexandre Soljénitsyne : En finir avec l'idéologie</i>	2	10,53%
<b>Philippe Nemo, <i>Les deux Républiques françaises</i></b>	<b>11</b>	<b>57,89%</b>
Guy Sorman, <i>L'Économie ne ment pas</i>	4	21,05%

**COMMENTAIRES ET CRITIQUES SUR LES OUVRAGES EN  
COMPETITION POUR LE PRIX 2009**

**AGNES VERDIER-MOLINIE, LA MONDIALISATION VA-T-ELLE... NOUS TUER ?, JC LATTES, 2008, 162 PAGES.**

Agnès Verdier-Molinié, vice-présidente de l'iFRAP, est aussi une essayiste talentueuse qui a sorti en 2008 un petit opuscule intitulé *La mondialisation va-t-elle... nous tuer ?*<sup>1</sup> Derrière ce titre humoristique, se cache une véritable question, celle de la peur instinctive et peu fondée des français pour la mondialisation.

### **La mondialisation, cette grande inconnue**

La collection « Idées fausses, vraies réponses », dirigée par Mathieu Laine, ambitionne de présenter les idées reçues erronées qui règnent dans le débat public. Agnès Verdier-Molinié les liste avec justesse : nouveauté supposée de la mondialisation, développement des « inégalités » et des délocalisations qu'elle engendrerait, etc. L'ouvrage s'organise autour de six parties qui chacune reprennent une idée reçue, un lieu commun sur la mondialisation.

Au fur et à mesure du déroulement de l'ouvrage, l'auteur expose des illustrations de la peur panique qui découle de ces erreurs : par exemple, l'étude menée par l'université du Maryland entre juin et août 2005 sur la perception de l'économie de marché avec la question suivante : « *la libre entreprise et l'économie de marché sont-elles le meilleur système pour construire le futur ?* » 74% des chinois, 71% des américains, 70% des sud-coréens, 67% des britanniques approuvent. La France est le seul pays où la majorité réponde non. On serait curieux de savoir quel autre modèle peut bien exister après l'effondrement des pays communistes et l'échec de ceux qui avaient choisi un développement centré sur soi. Les comparaisons ne laissent pas le moindre doute : quelle illustration des effets de

---

<sup>1</sup> Agnès Verdier-Molinié, *La mondialisation va-t-elle... nous tuer ?*, JC Lattès, 2008, 162 pages, ISBN 2709629240

la mondialisation plus frappante que la comparaison entre Corée du Nord fermée et pauvre et Corée du Sud ouverte sur le monde, insérée pleinement dans les flux commerciaux internationaux et qui est sorti de la pauvreté par le commerce international et la division internationale du travail ?

Cette peur panique est d'autant plus incompréhensible que la France est insérée pleinement dans la mondialisation et en bénéficie chaque jour. Pourquoi ce fossé entre une réalité de la mondialisation très positive pour tous les français et une perception si négative ? Principalement à cause de ces idées reçues auxquelles Agnès Verdier-Molinié répond successivement.

### Une mise au point riche

L'auteur reprend la même présentation que les autres ouvrages de la collection « Idées fausses, vraies réponses » avec un « chiffre qui tue » pour montrer la réalité de la situation et dissiper les lieux communs qui entourent la mondialisation. Par exemple, entre 1975 et 2005, le pourcentage de pauvres en France est passé de 12% à 6,3%. Ce n'est pas seulement une coïncidence, c'est essentiellement la conséquence de la mondialisation. A la différence du protectionnisme qui n'enrichit que quelques amis du pouvoir au détriment de tous les autres individus, le libre-échange bénéficie à tous, y compris aux moins fortunés. En France comme dans le reste du monde, contrairement aux discours des tenants de la lutte des classes à l'échelle mondiale qui voit une exploitation des pays pauvres par les pays développés dans le commerce international. Là où certains manient la peur, Agnès Verdier-Molinié explique clairement, en s'appuyant en particulier sur les travaux de Suzanne Berger, que les délocalisations ne sont pas une menace pour l'emploi et permettent aux pays pauvres d'enclencher leur développement économique et de sortir leurs habitants de la pauvreté.

Comme Agnès Verdier-Molinié l'évoque, la mondialisation n'est au final qu'une étape supérieure de la division du travail, qui permet d'améliorer la situation de tous. Plus rien désormais n'est produit par un seul individu, les opportunités à l'échelle planétaire sont utilisées pour produire au mieux, avec le moins de ressources possibles. Comme le résume Hernando de Soto, cité dans l'introduction de cet ouvrage : « *rien, aucun des objets que vous voyez dans cette salle, n'est le produit du travail d'un seul homme. A part la mère sauvage que nous cueillons dans les bois, toutes nos consommations sont le fruit de la collaboration et de l'échange entre plusieurs individus* ».

## Limites de l'ouvrage

Cependant, ces réponses aux lieux reçues restent à mon avis trop légères : il est significatif que la bibliographie soit constituée uniquement d'ouvrages en français. L'auteur aurait pu ajouter avec profit des ouvrages comme *The World is Flat* de Thomas Friedman ou *Why Globalization Works* de Martin Wolf par exemple. Sur la question des inégalités, les travaux de Christian Broda qui a souligné comment la mondialisation des échanges, en particulier avec la Chine, réduisait de 1/3 la « *hausse des inégalités* » observée récemment aux Etats-Unis. Cet exemple est doublement révélateur : peu ou pas d'exemples tirés de la littérature anglophone, germanophone ou hispanophone, peu ou pas d'exemples tirés directement de la littérature académique. Les ouvrages sur lesquels s'appuient Agnès Verdier-Molinié sont déjà des ouvrages de vulgarisation, certes de très bonne qualité comme ceux d'Augustin Landier, David Thesmar, Johan Norberg ou Suzanne Berger, mais qui ne proposent déjà que peu de contenu original. L'ouvrage d'Agnès Verdier-Molinié décevra donc le lecteur qui connaît les fondamentaux du sujet et cherche à enrichir ses perspectives.

Il vise le lecteur néophyte, explicitement français, avec des exemples trop souvent tirés uniquement de la situation française, comble pour un ouvrage qui traite de la mondialisation, i.e. du monde entier ! Ce francocentrage de la bibliographie est d'autant plus perceptible quand, comme dans mon cas, on lit le livre depuis l'étranger (L'Irlande) en l'occurrence), dans un pays qui n'a pas les mêmes peurs paniques à l'évocation du monde mais au contraire souhaite bouger. C'est cet élargissement au reste du monde qui est nécessaire pour montrer l'absurdité de certaines peurs françaises ; des raisonnements chiffrés, des arguments théoriques sont utiles, mais présenter les succès extérieurs, les politiques concrètes est bien plus parlant. On regrettera qu'ils ne soient pas plus évoqués dans ce livre et que l'insistance sur la situation française aboutisse à noircir le tableau. Le reste de l'Europe n'est pas marquée par ce pessimisme récurrent et cette crainte de l'ouverture aux autres. Certes, le livre s'ouvre sur l'image d'un jeune français qui profite à plein de la mondialisation et s'insère avec optimisme dans l'économie mondiale mais le tableau semble bien artificiel. Qu'il est frappant de voir en comparaison avec la France tous ces irlandais qui partent par exemple un an travailler en Australie ou ailleurs à l'autre bout du monde !

Pour ces raisons, l'ouvrage plaira plus au néophyte qu'au connaisseur du sujet, mais est-ce vraiment un mal ? S'il est quelque chose qu'on ne peut critiquer, c'est le désir de s'adresser à tous, de faire un ouvrage de vulgarisation. C'est un des terrains sur lesquels les libéraux ont beaucoup à apprendre encore et sont bien impuissants face au simplisme manié à l'envie par les partisans du

repli sur soi. Tenir un discours modéré, très français dans les références, n'est-ce pas le meilleur moyen de toucher l'homme de la rue ? Un lecteur libertarien goûtera fort peu les références nombreuses à Dominique Strauss-Kahn ou Hubert Védrine, tous deux issus d'une social-démocratie bon teint, mais il y a fort à parier que, au vu du lourd biais français en faveur de l'ultraétatisme et du protectionnisme, ce soit le seul discours réellement audible et convaincant.

Quentin Michon



**AYN RAND, LA VERTU D'EGOÏSME, PREFACE D'ALAIN LAURENT, BIBLIOTHEQUE CLASSIQUE DE LA LIBERTE, LES BELLES LETTRES, 2008, 168 PAGES.**

### **L'éthique objectiviste**

Pourquoi l'homme a-t-il besoin d'un code de valeurs ? L'éthique est-elle du domaine de l'irrationnel (caprices, émotions personnelles, contraintes sociales...) ou au contraire du domaine de la raison ? A cette question, Ayn Rand répond sans hésiter que les moralistes ont, sauf en de très rares exceptions, considéré l'éthique comme étant du domaine de l'irrationnel.

Avant d'y revenir, il faut répondre en préambule à une autre question : *pourquoi* l'homme a-t-il besoin d'un code de valeurs ? Aussi longtemps que cette question demeurera sans réponse, aucun code éthique *objectif*, scientifique et rationnel n'a pu être découvert ou défini. Il est du reste difficile de parler de rationalité de nos jours. La plupart des philosophes d'hier comme d'aujourd'hui considèrent que la norme ultime de l'éthique est *l'irrationnel*. La seule question étant alors de savoir quel irrationnel devrait être retenu : le nôtre, celui de la société, du dictateur ou de Dieu ? Si vous voulez sauver la civilisation, poursuit Ayn Rand, c'est cette prémisse de l'éthique moderne (comme de toute l'histoire de l'éthique) que vous devez remettre en question.

Que sont les « valeurs » ? C'est par le concept de « vie » que celui de « valeur » devient possible. C'est seulement pour une entité vivante que les choses peuvent être bonnes ou mauvaises. Ce qui détermine ce qui est bon ou mauvais, en un mot adéquat, c'est la vie de l'organisme, autrement dit ce qui est requis pour la survie de l'organisme. N'oublions pas que l'organisme n'a pas de choix : ce qui est requis pour sa survie est déterminé par sa nature, par le genre d'entité qu'il est. L'immobilité est l'antithèse de la vie, car celle-ci ne peut être maintenue en existence que par un constant processus d'action qui s'auto-entretient. La vie d'un organisme est sa *norme* d'évaluation : ce qui la favorise est bon, ce qui la menace est mauvais.

Seul un objectif ultime, une *fin en soi*, rend possible l'existence de valeurs. Métaphysiquement, la *vie* est le seul phénomène qui a une fin en soi : une valeur acquise et maintenue par un constant processus d'action.

De quelle façon un être humain découvre-t-il le concept de « valeur » ? Par les sensations physiques de *plaisir* et de *douleur*. Cette capacité est innée dans le corps de l'homme ; cela fait partie de sa *nature*, du genre d'entité qu'il est. Il n'a aucun choix à cet égard, ni sur la norme qui détermine ce qui lui procurera une sensation physique de plaisir ou de douleur. Quelle est la norme ? sa *vie*.

C'est la conscience qui distingue l'homme des plantes ou des animaux. Seul lui a conscience des alternatives qui s'offrent à lui pour se maintenir en vie. La plante ne connaît aucune alternative, nonobstant les variations de conditions climatiques ; elle agit automatiquement pour demeurer en vie ; elle ne peut s'auto-détruire. D'une façon plus générale, un organisme qui possède uniquement la faculté sensorielle est guidé par le mécanisme du plaisir et de la douleur propre à son corps, c'est-à-dire par une connaissance et un code de valeurs automatiques. Les espèces conscientes supérieures possèdent une forme de conscience beaucoup plus développée : elles possèdent la faculté de retenir les sensations, c'est-à-dire la faculté de la *perception*. Un animal n'a pas le pouvoir d'accroître ses connaissances ou de ne pas en tenir compte. L'homme si.

L'homme n'a pas de code de survie automatique. Ses sens ne lui dictent pas automatiquement ce qui est bon ou mauvais pour lui, ce qui est favorable à sa vie ou la met en danger, quels objectifs il doit poursuivre et les moyens qui lui permettraient de les atteindre, les valeurs dont dépend sa vie, ou le processus d'action qu'il doit suivre. Sa propre conscience doit découvrir les réponses à toutes ces questions. Mais sa conscience ne fonctionnera pas *automatiquement*. L'homme est la seule entité vivante née sans aucune garantie de *demeurer* conscient.

Par conséquent, les actions de l'homme, de même que sa survie, nécessitent qu'elles soient guidées en fonction de valeurs *conceptuelles*, elles-mêmes découlant d'une connaissance *conceptuelle*. Mais une connaissance conceptuelle ne peut être acquise *automatiquement*. La faculté qui dirige le processus de transformation des percepts en concepts, c'est la raison, via la pensée. Pour l'homme, le moyen fondamental de survie est donc constitué par la *raison*. Il doit découvrir les règles de la pensée et les *lois de la logique*, pour diriger sa pensée. La nature ne lui donne aucune garantie automatique de l'efficacité de son effort mental.

Ceci n'obère pas la liberté de l'homme. Ce dernier est libre de faire de mauvais choix, mais non de réussir s'il en fait. Il est libre de choisir de ne pas être conscient, mais non d'échapper aux conséquences de son inconscience : la destruction. L'homme est la seule espèce vivante qui a le pouvoir d'agir comme son propre fossoyeur. Et c'est la façon dont il a agi la plupart du temps au cours de son histoire.

Quels sont, alors, les bons objectifs que l'homme doit suivre ? C'est précisément ce à quoi l'éthique apporte une réponse. L'éthique est une *nécessité objective et métaphysique de la survie de l'homme*, et ce, non par la grâce d'une quelconque force surnaturelle ou de désirs irrationnels, mais par la grâce de la réalité. La norme d'évaluation de l'éthique objectiviste, c'est la vie de l'homme en tant qu'homme. Est bon d'un point de vue éthique ce qui convient à la vie d'un être rationnel, et est mauvais ce qui va à son encontre, ou la met en danger.

Les deux aspects essentiels de la méthode de survie sont la réflexion et le travail productif. Les hommes ne peuvent survivre en tentant de le faire comme le font les animaux, en rejetant la raison et en comptant que les *hommes* productifs les servent selon leurs désirs. De tels pilliers ne peuvent atteindre leurs buts que momentanément, et au prix de la destruction de leurs victimes et de la leur. Par exemple, les criminels et les dictateurs. L'homme ne peut survivre, comme un animal, dans l'éphémère et le provisoire.

### **L'égoïsme rationnel**

L'éthique objectiviste considère la *vie de l'homme* comme le fondement de toute valeur, et sa propre vie comme le but éthique de chaque individu. Les trois valeurs cardinales de l'éthique objectiviste sont la raison, l'intentionnalité et l'estime de soi. Ces trois valeurs sont, ensemble, à la fois le moyen de réaliser et la réalisation de cette valeur ultime qu'est notre propre vie. Leurs vertus correspondantes sont la rationalité, la productivité et la fierté.

La vertu de la *rationalité* tout d'abord, signifie la reconnaissance et l'acceptation de la raison comme notre seule source de connaissance, notre seul juge des valeurs et notre seul guide d'action. Elle signifie en particulier que nous ne devons jamais désirer d'effets sans causes, et que l'on ne doit jamais donner naissance à une cause sans assumer pleinement la responsabilité de ses effets. Elle signifie aussi rejeter toute forme de mysticisme, c'est-à-dire de toute prétention à une source de connaissance supra naturelle, non sensorielle, non rationnelle et non définissable.

La vertu de la *productivité*, ensuite, est la reconnaissance du fait que le travail productif est le processus par lequel l'esprit de l'homme entretient sa vie, le processus qui libère l'homme de la nécessité de s'adapter à son environnement, comme le font les animaux, et lui donne le pouvoir d'adapter son environnement à lui-même. C'est aussi le refus de se laisser abattre par les catastrophes et son dévouement à l'objectif de refaçonner la terre à l'image de ses valeurs.

La vertu de la *fierté*, enfin, est la reconnaissance du fait que l'homme doit acquérir les qualités de caractère qui rendent sa vie digne d'être maintenue. Cela signifie que l'on doit mériter le droit de se considérer soi-même comme notre plus grande valeur en réalisant notre propre perfection morale, c'est-à-dire en refusant d'accepter tout code fondé sur des vertus irrationnelles qui seraient impossibles à pratiquer, et en s'assurant de pratiquer celles qui le sont, en refusant toute culpabilité imméritée.

L'homme doit vivre pour son propre intérêt, ne sacrifiant ni lui-même aux autres, ni les autres à lui-même. Vivre pour son propre intérêt signifie que *l'accomplissement de son propre bonheur est le plus haut but moral de l'homme*.

Le mécanisme émotionnel de la conscience de l'homme est structuré comme un baromètre qui indique une alternative au moyen de deux émotions fondamentales : la joie et la souffrance. Mais, puisque la connaissance n'arrive pas à l'homme d'une manière automatique, il ne peut avoir de valeurs automatiques. Ou bien l'homme choisit ses valeurs par un processus de pensée conscient, ou bien il les accepte soit par défaut, soit en fonction d'associations subconscientes, soit en vertu de la foi ou en vertu de l'autorité de quelqu'un d'autre, soit par un quelconque processus d'osmose social, soit, enfin, par pure imitation.

Le bonheur est donc la mesure du succès de l'homme au service de la vie. Il n'est possible qu'à l'homme rationnel, l'homme qui ne désire que des buts rationnels, ne recherche que des valeurs rationnelles et ne trouve sa joie que dans des actions rationnelles. *A contrario*, quand un désir, sans égard à sa nature ou à sa cause, est utilisé comme primat éthique, les hommes n'ont d'autres choix que se haïr et se craindre les uns les autres, et se battre les uns contre les autres, étant donné que leurs désirs et leurs intérêts se contrediront nécessairement.

Ainsi l'éthique objectiviste prône et soutient fièrement l'*égoïsme rationnel*, c'est-à-dire les valeurs requises pour la survie de l'homme en tant qu'homme, c'est-à-dire les valeurs requises pour la survie *humaine*. Et non les valeurs découlant des désirs, des émotions, des « aspirations », des impressions,

des caprices. Ce qui est bon pour l'homme ne nécessite pas de sacrifices humains et ne peut être accompli par le sacrifice des uns en faveur des autres.

Le principe de l'échange est le seul principe éthique rationnel pour toutes les relations humaines, personnelles ou sociales. Celui qui applique le principe de l'échange est un homme qui gagne ce qu'il obtient et qui ne donne ni ne prend ce qui n'est pas mérité. Dans les affaires spirituelles également, l'homme qui applique le principe de l'échange ne cherche pas à être aimé pour ses faiblesses ou ses défauts, mais seulement pour ses vertus. Seul un homme rationnellement égoïste, un homme qui a l'estime de soi, est capable d'amour, parce qu'il est le seul homme capable d'avoir des valeurs fermes et cohérentes, sans compromis et avec intégrité.

L'homme tire avantage à vivre en société, par les deux grandes valeurs dont on peut bénéficier par la vie sociale : la connaissance, l'échange et la division du travail. Dans ce contexte, aucun homme ne peut prendre l'initiative de recourir à la force physique contre les autres. Les hommes peuvent utiliser la force physique seulement par représailles et seulement contre ceux qui y ont eu recours.

Le seul but moral qui convienne à un gouvernement est la protection des droits de l'homme et la défense du capitalisme. Si ce dernier périclité, ce sera par défaut, n'ayant jamais été découvert ni identifié, pas même aux États-Unis. Il doit défendre un capitalisme pur, ni réglementé, ni contrôlé, c'est-à-dire un capitalisme de laissez-faire fondé sur la séparation de l'État et de l'économie, de la même façon et pour les mêmes raisons que la séparation de l'État et de l'Église. Ce système n'a jamais existé ; le capitalisme n'est pas le système du passé, c'est le système de l'avenir.

L'éthique objectiviste est la morale de la vie, et ce contrairement aux trois principales écoles de la théorie éthique, la mystique, la sociale et la subjective, qui ont amené le monde à son état actuel et qui représentent la morale de la mort. Ces trois écoles ne sont que des variantes de l'altruisme, cette éthique qui considère l'homme comme un animal sacrificiel, qui soutient que l'homme n'a pas le droit de vivre pour lui-même, que les services qu'il peut rendre aux autres sont la seule justification de son existence.

La théorie mystique de l'éthique, qui a connu son apogée au Moyen Âge, stipule que la norme de l'éthique est outre-tombe. Elle s'oppose à la vie de l'homme sur terre, et dit que l'homme doit en supporter le blâme et souffrir toute la durée de son existence terrestre pour expier la culpabilité d'être incapable de mettre en pratique l'impraticable.

La théorie sociale de l'éthique, qui a connu son apogée dans l'Allemagne nazie et la Russie soviétique, substitue la « société » à Dieu, et bien qu'elle prétende que sa préoccupation principale soit la vie sur terre, ce n'est pas la vie de l'homme, pas la vie d'un individu dont il s'agit, mais la vie d'une entité désincarnée, le *collectif*, qui, par rapport à chaque individu, est tout le monde sauf lui-même.

Enfin, la théorie subjectiviste de l'éthique est, à proprement parler, non une théorie, mais une négation de l'éthique. C'est même une négation de la réalité, une négation non seulement de l'existence de l'homme, mais de toute l'existence. Si l'homme n'a pas besoin de principes d'action objectifs, si la réalité lui donne carte blanche sur le choix de ses valeurs, alors c'est que la vie n'existe pas. Le monument existentiel de cette théorie est l'état actuel de notre culture.

Une conclusion toute trouvée peut être apportée par le discours de John Galt, dans *Atlas Shrugged* :

*« Vous avez utilisé la crainte comme arme et apporté la mort à l'homme comme châtiment d'avoir rejeté votre morale. Nous lui offrons la vie comme récompense pour accepter la nôtre. »*

A LIRE EGALEMENT :

La page consacrée à cet ouvrage sur [Wikibéral](#)

L'analyse de Patrice Vézine sur [Catallaxia](#)

Fabrice Ribet



**GILLES CAMPAGNOLO, CARL MENDER, ENTRE ARISTOTE ET HAYEK : AUX SOURCES DE L'ÉCONOMIE MODERNE, CNRS EDITIONS, 2008, 236 PAGES.**

A peine plus d'un an après la sortie de *Seuls les extrémistes sont cohérents...* Murray Rothbard et l'école austro-américaine dans la querelle de l'herméneutique<sup>2</sup>, Gilles Campagnolo, chercheur au CNRS en philosophie des sciences sociales et économiques, signe la biographie intellectuelle du fondateur de l'école autrichienne, lequel est l'un des trois initiateurs de la pensée marginaliste (« découverte » qu'il partage avec l'anglais William Stanley Jevons et le franco-suisse Léon Walras). Assez étrangement, Carl Menger (1840-1921), qui fut pourtant l'un des économistes qui bouleversa le plus l'épistémologie économique, est aussi l'un des moins lus, appelé parfois Charles Menger<sup>3</sup>, parfois Karl<sup>4</sup>, et toujours confondu avec les autres tenants de la « révolution marginaliste », dont il ne se distingue pas dans les manuels d'économie. Il mérite pourtant mieux.

### **Vienne 1900**

L'Autriche-Hongrie des Habsbourg n'avait pas encore disparu, et Vienne 1900 fut à l'apogée de son prestige, que seul Paris lui disputa, lorsque Carl Menger connut son apogée. La défaite irréparable contre la Prusse à Sadowa en 1866 avait marqué l'émergence de la Prusse des Hohenzollern, conduite par Bismarck, contre l'Empire finissant. Vienne en fut bouleversée, le décorum des parades militaires abandonné, dans un esprit « *fin de siècle* » marqué par un

---

<sup>2</sup> Lyon, ENS-éditions, 2006.

<sup>3</sup> C'est le prénom qui lui a été attribué dans la *Revue d'économie politique*, dans un article rédigé par l'auteur en français et encore aujourd'hui méconnu de ses hagiographes, germanophones ou anglophones, en 1892, et intitulé « La monnaie mesure de valeur », n°6, p. 159-175.

<sup>4</sup> Dans les premières pages de l'ouvrage qu'il consacre au néo-libéralisme et au colloque Walter Lippmann, Serge Audier confond Carl Menger, le père, avec Karl, son fils, mathématicien de renom. Voir Serge Audier, *Le Colloque Lippmann, Aux origines du néo-libéralisme*, Le Bord de l'eau, 2008.



bouillonnement intellectuel unique (Wittgenstein, Freud, et tant d'autres). Ce contexte si particulier était propice à l'émergence d'idées nouvelles.

Né en 1840 à Neu-Sandez, dans la province de Galicie occidentale, Carl Menger fut un haut fonctionnaire impérial reconnu et respecté, quoique sa célébrité fût concurrencée par celle de ses deux frères, eux aussi parfaitement insérés dans l'ordre bureaucratique impérial. Max Menger, l'aîné, fut un entrepreneur et longtemps député libéral-national en vue au Parlement de l'Empire. Anton Menger, le cadet, fut un juriste de renom international, le plus connu du vivant de la fratrie, et il lutta sa vie durant avec ferveur pour les droits des couches populaires, lesquelles devaient selon lui bénéficier du « *droit au produit intégral du travail* ». Anton Menger proposait une voie legaliste vers le socialisme : le produit du travail devait exclure le profit octroyé au capitaliste, et seulement rémunérer intégralement les travailleurs<sup>5</sup>.

Carl, quant à lui, suivit une formation au Gymnasium puis étudia le Droit à l'université de Prague et de Vienne. Il obtint plus tard un Doctorat de Droit (jurisprudence) à l'Université de Cracovie, université qu'il quitta dans les années 1860 pour devenir journaliste économique, d'abord au *Lemberger Zeitung*, puis au *Wiener Zeitung*. Durant son travail, notant une différence entre ce que les sciences économiques classiques lui avaient enseignées concernant la détermination des prix et ce que croyaient les vrais acteurs du marché mondial, il entreprit, en 1867, une étude d'économie politique, qui fut publiée en 1871 sous le nom de *Principes d'économie politique* (*Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*). Texte fondateur de l'école autrichienne d'économie, les *Principes* sont restés cependant largement méconnus, bien qu'ils fussent plus tard perçus comme une contribution majeure à la révolution néoclassique.

En 1872, Carl Menger rejoignit la faculté de droit de l'Université de Vienne. Il fut admis à l'enseignement supérieur (habilitation) par Lorenz von Stein. Il passa plusieurs années à enseigner la finance et l'économie politique à un nombre croissant d'étudiants. En 1873 il devint titulaire de la Chaire de théorie économique, alors qu'il n'avait que 33 ans. En 1876 il commença à enseigner l'économie et les statistiques à l'archiduc Rodolphe de Habsbourg, le prince héritier de la Couronne d'Autriche. Il accompagna le prince dans ses voyages pendant deux ans, d'abord en Europe puis en Grande-Bretagne. Il est probable, par ailleurs, qu'il aida le Prince dans la rédaction d'une brochure anonyme de 1878, qui critiquait violemment la haute aristocratie autrichienne. Il resta près du Prince, jusqu'au suicide de ce dernier en 1889 (lors de l'affaire de Mayerling).

---

<sup>5</sup>Pareto étudia longuement le système proposé par Anton Menger dans son analyse des *Systèmes socialistes*.

En 1878 l'Empereur (le père du prince Rodolphe) le nomma à la Chaire d'économie politique de Vienne. Le titre de *Hofrat* lui fut décerné.

A la fin des années 1880, Carl Menger fut nommé à la tête de la commission chargée de reformer le système monétaire autrichien. Durant la décennie suivante, il écrivit une pléthore d'articles qui ont révolutionné la théorie monétaire, notamment sa *Theory of Capital* (1888) et *Money* (1892). Le 22 décembre 1894, reconnaissance internationale, il fut élu correspondant de la section d'économie politique à l'Académie française des sciences morales et politiques, en remplacement de Wilhelm Roscher, décédé le 4 juin 1894, et il fut même nommé au *Herrenhaus* autrichien en 1900. Mais, en grande partie en raison de son pessimisme au sujet de l'état de la bourse allemande, Carl Menger démissionna de son professorat en 1903 pour se concentrer sur ses études. Il mourut en 1921 à Vienne.

Selon Gilles Campagnolo, Menger fut influencé par la philosophie aristotélicienne, à la vue des annotations approfondies dont celui-ci a émaillé son exemplaire de l'*Ethique à Nicomaque*. Il produisit aussi une savante réplique philologique, fondée sur la *Politique*, aux détracteurs historicistes de sa pensée. Il est incontestable que Menger fit usage de catégories puisées chez Aristote (réalisme, « échelle des biens », triptyque « survivre – vivre (*zein*) – bien vivre (*euzein*) »). En faire un descendant direct du Stagirite serait en revanche exagéré. Max Alter, l'un des meilleurs exégètes de Menger<sup>6</sup>, dégage quant à lui de manière plus convaincante l'arrière-plan historico-intellectuel dans lequel baignait Menger, qu'il caractérise comme marqué au coin du romantisme allemand de type hégélien<sup>7</sup>. Nous partageons cette interprétation.

Carl Menger construisit une théorie économique neuve par rapport aux paradigmes classique, historiciste, socialiste, mais il posa aussi ses bases méthodologiques dans le cadre général des sciences sociales, et particulièrement en économie. A la naïveté ontologique de l'universalité supposée de l'*homo oeconomicus*, le monde germanique répondit par l'insistance mise sur la réalisation de cet agent économique dans le cadre du développement historique du marché mondial. Menger, depuis Vienne, ébranla la théorie économique, puis

---

<sup>6</sup> Max Alter, *Carl Menger and the Origins of Austrian Economics*, 1990, Boulder, Co. : Westview Press.

<sup>7</sup> On peut se demander, à la suite de Robert Nadeau, si la lecture aristotélisante de la méthodologie de Menger à laquelle se livrent tant Alter que Campagnolo n'est pas exagérée, et si ces auteurs n'accordent pas trop d'importance à l'image du romantisme et de l'idéalisme allemands, dominée par la figure magistrale et charismatique de Hegel et certes caractérisé également par une redécouverte de la pensée d'Aristote. Voir Robert Nadeau, *Carl Menger et le conflit des méthodes*, Université du Québec à Montréal, 2004.

défendit, au cours d'une véhémence polémique, une philosophie de la connaissance devant prévenir de telles erreurs. Cette théorie, il l'exposa dès 1871 dans ses *Principes*. Il en approfondit la méthode durant les années ultérieures, et ne se consacra qu'en dernier lieu aux applications concrètes à des cas de politique économique (Menger joua un rôle majeur dans l'orientation de la politique monétaire de son pays, en conseillant directeur l'Empereur). Cela étant, théorie et méthode doivent être lues ensemble chez lui ; les idées théoriques de Menger en économie peuvent recevoir un éclairage profitable si elles sont appréciées à la lumière de ses arguments épistémologiques et méthodologiques. Réciproquement, la doctrine philosophique que Menger développe dans ses investigations épistémologico-méthodologiques, lorsque lue en liaison systématique avec l'exposé que Menger fait des principes fondamentaux de la théorie économique, fait mieux apercevoir ce qui caractérise en propre l'approche théorique de Menger en économie et montre sa fertilité réelle.

Tout le sens de la révolution copernicienne que Menger initia, qui balaya l'économie classique et le rôle pivot de la valeur-travail, se résume en un nouveau sens donné à la science économique. Son objet unique doit être la compréhension du rôle de l'échange. Marx n'était encore qu'un classique, peut-être le dernier, qui mettait les concepts de la science de son temps au service de la révolution. Menger, lui, devait révolutionner la science. Les *Grundsätze* réorientèrent la compréhension que l'on pouvait avoir des rapports dans lesquels les hommes entrent par l'intermédiaire de l'échange de biens matériels. Il forgea ainsi des concepts nouveaux et inédits, tels que la « satisfaction des besoins » (*Bedürfnisbefriedigung*), de « disponibilité des biens » (*Verfügbarkeit*), de « moyen » (*Mittel*) pour la « réalisation » (*Verwirklichung*) des « objectifs » de l'individu, qui est l'unité élémentaire de l'analyse économique, car c'est lui l'agent décisif sans lequel il n'y a pas d'échange. Tout comme Descartes pour la douleur, Menger se fonda sur le fait que le sujet est nécessairement seul à connaître pour lui-même ce qui crée son besoin ; l'économiste ne peut ni ne doit décider si les individus sont fous ou rationnels, moraux ou non, quand ils choisissent ce qu'ils choisissent dans le monde qui les environne. L'économiste doit se borner à constater que celui qui agit recherche des biens dont il sait (ou dont il est convaincu savoir) qu'ils satisferont le(s) besoin(s) qu'il ressent. Ainsi un autre penseur germanophone, qui s'est ouvertement inspiré de Menger, écrivait-il dans *Economie et société*, suivant en cela la même logique que le fondateur Autrichien :

« (...) comprendre par interprétation l'activité sociale et par là (...) expliquer causalement son déroulement et ses effets. Nous entendons par "activité" un comportement humain (...) quand et pour autant que l'agent ou les agents lui communiquent un sens subjectif. Et par activité "sociale", l'activité qui, d'après son sens

*visé par l'agent ou les agents se rapporte au comportement d'autrui, par rapport auquel, s'oriente son déroulement.*<sup>8</sup> »

Les biens n'ont aucune valeur intrinsèque ; l'analyse économique se déploie à partir de la relation entre l'individu et les choses. Une chose ne devient un bien qu'en vertu de la relation qu'un individu entretient avec elle, du fait qu'il la juge apte à satisfaire son besoin. La notion même de « prix » des choses est absurde, si l'on entend par là la quantité de peine prise à les produire, et ne peut rien signifier d'autre que ce que l'individu est prêt à céder pour les acquérir s'il pense qu'elles satisferont son besoin.

L'explication causaliste que Menger proposa impliquait de prendre position quant à une cause réelle, motrice et première de l'échange. Il la trouva dans le besoin, ou l'utilité, défini subjectivement par l'individu, et qui n'est pas mesurable. La valeur n'est donc qu'une relation, pas une quantité.

C'est ainsi que naquit le célèbre raisonnement dit « à la marge ». Menger mit en évidence la différence d'intensité attribuée par l'agent aux divers biens particuliers qu'il veut se procurer. Pour chaque besoin, il existe une deuxième unité d'un bien dont l'importance est aux yeux de l'agent équivalente à la première unité d'un autre bien, et il sera devant un choix possible. Ces deux options représentent pour lui la même utilité, qu'il est seul à pouvoir connaître. L'utilité de la dernière unité acquise d'un bien, l'utilité « marginale », détermine donc la valeur de ce bien aux yeux de l'agent.

Il serait inexact de dire que Menger a, seul, découvert le raisonnement à la marge. Outre Walras et Jevons, ses « co-découvreurs » selon le mot de Merton, c'est du côté d'un mathématicien obscur, qui, dans un ouvrage publié à compte d'auteur et resté inconnu un demi-siècle après sa parution, qu'il faut se tourner. Hermann Heinrich Gossen (1810-1858)<sup>9</sup> put en effet faire figure de prédécesseur. Toutefois, outre que Menger n'avait pas lu cet ouvrage au moment de la sortie de ses *Grundsätze*, comme Campagnolo le démontre à la lecture de ses archives, il n'en partagea pas les substrats hédonistes. La morale du *carpe diem* permanent, qui irrigue l'ouvrage de Gossen, déplut fort au haut fonctionnaire austère Menger. Si l'individu gossénien cherche son bien sous l'unique forme de la plus grande sommation de jouissances terrestres, la jouissance matérielle étant toujours positive et constituant une sorte de salut, Menger défendit au contraire l'absence de tout jugement de moralité sur l'action individuelle. Du reste, la valeur-travail était fondamentale dans le raisonnement de Gossen. Ce qui dénotait, selon les annotations rédigées par Menger sur son propre exemplaire

---

<sup>8</sup> Max Weber, *Économie et société*, Plon, 1971, p. 4.

<sup>9</sup> Hermann Heinrich Gossen, *Entwicklung der Gesetze des menschlichen Verkehrs und der daraus fließenden Regeln für menschliches Handeln*, Braunschweig, 1854.

de l'ouvrage, une incapacité à progresser au-delà du raisonnement théorique classique.

Si Carl Menger, Léon Walras et William Stanley Jevons énoncèrent le raisonnement marginal de manière simultanée (et non coordonnée)<sup>10</sup>, il faut cesser de regarder celui-ci comme uniforme. Le raisonnement de fond fut longtemps confondu en raison de la fascination pour la révolution scientifique qu'apporta le marginalisme, balayant le classicisme et la vieille valeur-travail simultanément dans les mondes germanique, anglo-saxon et français. Au-delà des analogies possibles, comment en effet imaginer rendre compatibles entre elles une théorie de l'équilibre général statique et mathématique (Walras), une théorie des équilibres partiels calqués sur les systèmes mécaniques et fortement imprégnée de l'utilitarisme benthamien (Jevons), et l'analyse dynamique de l'action humaine des agents économiques (Menger) ?

Du reste, alors que Walras et Jevons forgeaient des outils qu'Alfred Marshall devait plus tard combiner avec les débris du classicisme britannique pour donner la célèbre « synthèse néo-classique », les spécificités « autrichiennes » devaient se révéler incompatibles par principe avec tout renouveau de l'économie classique. Pour Menger, la relation que l'économie étudie ne peut jamais déboucher sur la représentation d'un marché un et uniforme d'agents représentatifs identiques. Car sinon, pourquoi même échangeraient-ils ? La double vision de la concurrence pure et parfaite, et de l'homo oeconomicus, illustre l'idée d'homogénéité des besoins, dont la variété est au contraire aux yeux de Menger responsable de l'entrée de l'agent dans le processus d'échange.

Par ailleurs, chez Walras, et plus encore chez Jevons, une caractérisation psychologique *a minima* de l'individu est requise. Chez Menger, au contraire, l'instrument d'analyse par excellence est la variation de ce qu'il nommait *Realtypen*, méthode que Max Weber allait rendre célèbre quelques années plus tard. Le mécanisme de l'action individuelle n'opère pas du fait du seul ajustement prix-quantités conçu comme « automatique », mais prend en compte les coûts associés (au temps passé à chercher des biens, par exemple), les

---

<sup>10</sup> Les dates de parution de leurs ouvrages en font foi : *Grundsätze* de Menger en 1871, *Theory of Political Economy* de Jevons la même année, *Principes d'économie politique pure* de Walras en 1874. Pour Menger, c'était son premier ouvrage, et la popularité ne devait lui venir qu'avec sa polémique contre l'école historique allemande. Les deux autres économistes commençaient, eux, à avoir déjà une réputation – qui valut notamment à Walras, car elle était sulfureuse – de ne pas pouvoir enseigner en France et de devoir prendre un poste à Lausanne. Il est connu que Menger et Walras correspondirent, mais ultérieurement, alors que « leur » découverte devait être *défendue*.

limitations cognitives de l'acteur, ou encore les avantages éventuels à manipuler l'information<sup>11</sup>.

Sur le plan de la méthode, Menger eut pour ambition de faire de l'économie politique une science moderne, au même titre que les sciences de la nature, véritablement théorique, pouvant prétendre à une portée et une validité générales par des relations typiques qu'elle rend manifestes entre les phénomènes. Cette volonté de réforme de la pensée économique fut le véritable enjeu de la célèbre et virulente « Querelle des méthodes », qui opposa Menger à l'école historicisme allemande, Schmoller en particulier<sup>12</sup>. Menger n'est pas entré spontanément dans cette querelle, il s'en serait même passé pour approfondir son œuvre théorique. Toutefois, il défendait la légitimité et la possibilité d'étudier en toute tranquillité et intégrité les phénomènes économique et sociaux sans chercher à orienter des politiques favorables à telle ou telle partie de la société. L'économie en tant que science exacte avait à se détacher aussi bien de la théorie de la valeur-travail que de la défense des « causes » de toutes les « meilleures intentions morales », cette prise de partie n'étant pas de son ressort. Ses travaux ne furent pas dirigés d'emblée contre la science historique, mais contre le projet des historicistes allemands qui tendaient à exclure l'orientation théorique de la science en vue d'évincer le paradigme classique. En rejetant la théorie, les historicistes ne contestaient finalement plus tant le contenu conceptuel de la valeur-travail classique, qu'ils ne souhaitaient pallier les conséquences jugées funestes du libre-échangeisme qu'ils refusaient. Par l'établissement de monographies historiques, de parallèles, et de « conseils au Prince », selon la pure tradition caméraliste, l'historicisme voulait forger l'économie de la nation allemande unifiée, au-delà des frontières d'un *Sonderweg* prussien, autour de concepts collectifs de *Volk* et de *Nation*. Ces errements empirico-réaliste excluaient *de facto* selon Menger la théorie du savoir économique, en niant la pertinence de l'analyse fondée sur le raisonnement.

### La raison d'être de l'empirisme méthodologique

La méthode de recherche que Menger préconisait était considérée par lui comme étant universellement acceptée dans les sciences naturelles, et non pas, comme on aurait peut-être pu s'y attendre, parce qu'elle serait adéquate pour saisir ce qui fait la nature spécifique et irréductible des phénomènes

---

<sup>11</sup> Hayek devait d'ailleurs développer plus tard ses propres conceptions à partir de ces divers points.

<sup>12</sup> Le contexte historique de cette querelle est bien connu maintenant pour avoir fait l'objet d'études minutieuses et approfondies, voir notamment les travaux de Raimondo Cubeddu, de Barry Smith, d'Erich Streissler et de Karen Vaughn.

économiques par comparaison avec les phénomènes de la nature. Par conséquent, si l'on insistait exclusivement sur ce qui fait la particularité (voire l'irréductibilité) de l'économie à la science physique, on se méprendrait sur la thèse de Menger. Mais l'on se tromperait tout autant si l'on se contentait d'affirmer que, suivant Menger, sciences sociales et sciences naturelles sont méthodologiquement assimilables les unes aux autres. En effet, dire que deux domaines de recherche sont épistémologiquement analogues parce que chacun applique à sa façon une même méthode, ce n'est pas dire qu'ils sont en tous points identiques. De même, dire que deux sortes de sciences se ressemblent entre elles précisément parce qu'elles procèdent en appliquant chacune à sa façon une même approche de la réalité, ce n'est pas dire qu'elles sont en tous points identiques. C'est, bien au contraire, prendre d'innombrables précautions pour dire à la fois que ces disciplines scientifiques sont comparables sans être assimilables, et aussi qu'elles sont distinctes sans être de nature différente. Toute autre interprétation du texte de Menger lui ferait inutilement violence.

Il ne faudra donc pas comprendre l'apriorisme de Menger, comme signifiant que les lois découvertes par le travail du théoricien sont à ce point certaines qu'il n'est pas utile de chercher à voir dans le monde réel si elles s'appliquent exactement comme nous les concevons. La thèse aprioriste se présente chez Menger comme une stratégie épistémologique destinée à assumer le succès de l'entreprise de l'économie théorique conçue comme science exacte. Cet apriorisme reste hermétique à notre entendement, dans la mesure où l'empirisme est à ce point dominant aujourd'hui qu'on a peine à comprendre le sens, la portée et la valeur philosophiques d'une telle thèse. Car, loin que cette thèse serve d'aucune façon, chez Menger du moins, à immuniser la science théorique contre les assauts de l'expérience ou encore à justifier dogmatiquement un parti-pris libéraliste en matière de politique socio-économique, cette thèse est destinée par Menger à faire valoir les droits de la théorie pure dans un champ de connaissances qui, à l'époque où il se situait, ne lui en reconnaissait à peu près aucun. Le non-réalisme et l'apriorisme proposés par Carl Menger n'ont de sens que compris dans cette perspective.

Sans l'identification de relations typiques entre événements sociaux eux-mêmes typiques, il nous serait radicalement impossible d'agrandir et d'approfondir notre connaissance du monde social réel, et, partant, il nous serait impossible aussi bien de chercher à prédire le cours futur de certains phénomènes que de chercher à contrôler l'incidence de certains facteurs sur notre existence sociale. Du point de vue où Menger se plaçait ici, la toute première erreur capitale commise par l'École Historique Allemande fut précisément de ne pas saisir la différence entre ces deux entreprises scientifiques radicalement distinctes, mais tout également légitimes l'une que l'autre. Car une théorie doit donner accès à une compréhension véritable ou à une explication du

phénomène par l'identification de sa raison d'être : elle doit donc pouvoir rendre compte aussi bien du fait que ce phénomène existe que de la manière effective dont il existe.

### **L'empirisme n'a aucune valeur objective**

Cette distinction entre deux sortes de tâches épistémiques en sciences sociales, rejoint tout à fait le combat mené par Karl Popper dans *Misère de l'historicisme*<sup>13</sup>. Elle a également, dans le contexte polémique où s'était délibérément installé Menger, une tout autre fonction : elle servit à fonder une analyse méthodologique dont l'effet critique nous paraît beaucoup plus dévastateur. Menger put désormais s'employer, en effet, à couper l'herbe sous le pied de tous ceux qui, comme Gustav Schmoller, voudront prétendre que, dans son souci de généralisation, non seulement l'histoire économique peut servir à élaborer la théorie dont l'économie a besoin, mais encore qu'elle est la seule à permettre de le faire en toute légitimité méthodologique. Car, même si l'on devait apprendre à se passer de lois exactes en sciences sociales, et même s'il fallait se contenter ici de lois moins universelles et moins absolues, il n'en resterait pas moins qu'en cherchant à formuler de telles lois empiriques, c'est de la théorie que nous ferions et non de l'histoire. Entre lois empiriques et lois exactes, il y a, suivant Menger, non pas une différence de principe, mais seulement une différence de degré. Les lois empiriques basées sur un nombre fini d'observations, que l'on observe des rapports de coexistence ou des rapports de succession entre phénomènes, n'ont, à strictement parler, aucune validité projective. Une tout autre orientation est possible en recherche théorique, à savoir l'orientation « exacte ». Nous la pensons comme exacte parce que nous la concevons selon une procédure logique qui lui impose le sceau de la nécessité. Pour y parvenir, Menger exposa deux principes. Le principe de causalité d'une part, le principe de pertinence d'autre part. Le principe de causalité signifie que des phénomènes strictement typiques d'une espèce définie doivent toujours être suivis par des phénomènes strictement typiques d'un type tout aussi défini mais différent, les mêmes causes produisant toujours les mêmes effets. Menger est d'avis qu'un tel principe ne peut jamais être contredit par l'expérience, voire qu'une exception à ce principe est inconcevable. Le principe de pertinence signifie que, s'il est vrai que la présence d'un certain facteur ne trouble pas une relation de causalité ne serait-ce qu'au cours d'une seule observation, alors, sous exactement les mêmes conditions, ce même facteur restera toujours négligeable.

---

<sup>13</sup> Karl Raimund Popper, *Misère de l'historicisme*, Presses Pocket, Agora, 1988. Voir aussi du même auteur *La Connaissance objective*, Champs Flammarion, 1999.



Roscher, le précurseur de l'historicisme, pensait que la science devait, à l'instar du récit historique, se nourrir des faits livrés par l'enquête sur le passé. Il était souvent prêt à reconnaître la supériorité théorique des classiques, à condition que ces résultats soient « adaptés » à la réalité (historique) du peuple allemand. Ses successeurs allèrent encore plus loin. Pour Schmoller et les siens, l'objet de la recherche n'était en réalité plus d'identifier les limites des théorèmes libéraux de l'échange entre les agents, en établissant des parallèles dans l'histoire nationale. Il s'agissait plutôt d'identifier des différences par comparaison entre les cas précis singuliers dans l'histoire allemande et de gérer les rapports entre l'Etat à la société civile en vue d'éviter tant les « périls » de l'industrialisation (chômage, paupérisation), que la révolution. Schmoller revendiqua même un véritable rejet de la dimension théorique, jugée arrogante et, au terme de l'analyse, souvent insignifiante.

Menger, lui, pensait que ce qui appartient par définition au passé ne permet pas de déduire ce qui est valide dans le savoir économique, mais seulement ce qui a été fréquent. Leur valeur est heuristique, pas démonstrative. Inversement, en aval de la théorie, le fait pratique des politiques économiques n'apparaît que comme application de l'analyse générale, spécifiée sur des cas particuliers du présent.

Si Max Weber reformula le projet historiciste pour lui donner son dernier éclat, il ne le put qu'en prenant en compte les critiques véhémentes, mais judicieuses, de Menger. Il écrivit à son collègue Liefmann, que « *la sociologie, elle aussi, ne peut se pratiquer qu'en partant de l'agir d'un, de plusieurs ou d'un grand nombre d'individus, par conséquent de manière strictement "individualiste" quant à la méthode* »<sup>14</sup>.

Menger n'a pas renié les sujets pratiques. Il a écrit, conseillé le prince, sur nombre de sujets économiques de l'actualité de son temps. Le rôle qu'il assignait à la monnaie est à cet égard typique : il ne déduisit rien de l'histoire, mais put établir que la monnaie réalise historiquement les caractéristiques d'une essence qui est de rendre les biens « écoulables ». Gilles Campagnolo souligne ainsi, et à juste titre, l'écart qui sépare le père fondateur des laudateurs de la vulgate autrichienne contemporaine : pour Menger, « un Etat, ou un groupe d'Etats, peuvent décider de la quotité de numéraire à distribuer ». La politique monétaire menée par l'Etat est favorable à la mesure des variations de prix des biens et de la monnaie, et par là même une condition souhaitable de leur stabilité. L'Etat peut jouer un rôle de stabilisateur éminemment utile pour le niveau des prix. Il ne le peut qu'avec le monopole de l'émission de la monnaie introduite sur le marché. La divergence – sinon la trahison – est ici patente avec

---

<sup>14</sup> Lettre adressée par Max Weber, traduite et publiée dans la *Revue française de sociologie*, numéro « lire Weber », oct.-déc. 2005, trad. de J.P. Grossein.

les « Autrichiens » qui devaient plus tard refuser tout rôle à l'Etat et ne voir en lui qu'un tiers bloquant le fonctionnement « normal » de l'économie<sup>15</sup>.

### **L' « école autrichienne », entre exégèse et trahison**

Contrairement à nombre de ses descendants contemporains, Menger ne fut partisan d'aucune cause – il voulait plutôt toutes les écarter au profit de la seule recherche scientifique. Il voulait délivrer la science de ceux qu'il nommait les *Advokaten* nombreux qui l'encombraient.

Alors que le courant principal de l'économie moderne, dans sa synthèse néo-classique comme dans sa critique keynésienne, a fait évoluer la découverte marginaliste vers différentes versions de l'équilibre général formalisé, de Walras à Debreu et Arrow dans les années 1950, puis Samuelson jusqu'à nous, une « école autrichienne » s'est inscrite en faux contre ces concepts. A partir d'un noyau de postures communes (la théorie subjective de la valeur, à la fois individuelle, amoral et « neutre en jugements de valeur » ; le concept d'une substitution entre biens désirés par l'agent ; le raisonnement « à la marge » ; le rejet de la mathématisation et de la psychologisation de la science du comportement de l'agent économique ; une vision réaliste et causaliste stricte) chacun d'eux apporta néanmoins sa propre contribution, visant à refondre toute la théorie pour son propre compte plutôt que de la répéter et l'approfondir. La première génération de disciples fut la plus modérée. Böhm-Bawerk, l'un des créateurs de l'imposition sur le revenu, von Wieser, partisan d'une économie mixte dirigée, Philippovich, « Fabien autrichien », montrent tous trois ce qui sépare ces premiers économistes de leurs épigones ultérieurs. Karl Menger, le fils de Carl, donna le premier la démonstration formelle exacte de l'équilibre général walrassien, et le positivisme logique et hypothético-déductif s'y substituait à ce que Carl Menger avait retenu comme la méthode exacte en économie, un réalisme causaliste. L'idée, présente aussi bien chez Karl Menger, que chez Ludwig von Mises, selon laquelle il est loisible de poser n'importe quel axiome au départ de la science, ou encore le privilège donné à la formulation de lois contre l'affirmation des causes réelles, étaient incompatibles avec la position affirmée en 1871 par Menger. Certes, les historicistes que Menger avait

---

<sup>15</sup> Voir l'article fondateur de Friedrich A. Hayek, « La dénationalisation de la monnaie », 1978, *The Institute of Economic Affairs* (Hobart Paper Special 70) ; Cyriac Poupinel de Valencé, *Théorie de la banque libre*, thèse, 2006, à lire sur le site [contrepoints.org](http://contrepoints.org) ; Mathieu Laine, « La monnaie privée », *Revue trimestrielle du droit commercial*, avril-juin 2004. Hayek, selon Campagnolo, a été le principal artisan de cette radicalisation de la pensée de Menger, l'instrumentalisant au service d'une cause politique, et outrepassant en cela largement l'interdiction méthodologique de Menger, dans sa réédition de ses ouvrages opérée entre 1934 et 1936.

combattus s'étaient trompés : leurs études empiriques ne pouvaient engendrer une théorie. Les thèses du positivisme logique viennois ou plutôt celles révisées dans leur version américaine (Friedman), établissant des lois par déduction sans autre fondement que la liberté axiomatique de « poser » les termes initiaux, étaient étrangères à Menger.

Après leur exil américain, les Autrichiens (Hayek, Mises, Machlup, Schumpeter, ...) se heurtèrent au courant dominant des *Chicago Boys*, et en particulier à Friedman, Buchanan, North, Stigler ou Becker. Campagnolo soutient que l'objet de la querelle épistémologique entre ces deux courants a été accru du fait du manque de reconnaissance académique et intellectuel dont souffraient des émigrés placés ça ou là dans l'université américaine, et souvent relégués au rang d'illustres inconnus au milieu de leurs confrères américains<sup>16</sup>. Du reste, le renouveau de l'école autrichienne, devenue austro-américaine, se fit bien plus sous la houlette de l'apriorisme misésien que sous le patronage de Menger. Israël Kirzner tenta de synthétiser la pensée autrichienne avec le néo-classicisme. Il fut un théoricien de la tendance à l'équilibre dans la ligne droite de Friedrich von Hayek. Ludwig Lachmann incarna un deuxième courant austro-américain. Proche de Max Weber, un prôna un subjectivisme intégral. Enfin, Murray Rothbard anima le troisième courant austro-américain, le plus radical, louant, défendant et illustrant la vérité révélée de l'action humaine dont la science véritable et la liberté absolue du marché se déduisent logiquement. Le slogan « il est interdit d'interdire » n'a jamais trouvé de défenseur plus zélé que Rothbard. Prônant de privatiser toutes les tâches régaliennes de l'Etat, critiquant au nom de son idéal de pureté jusqu'à son maître Mises, Rothbard fut extrême, et il est vrai que ce qui est extrême fascine<sup>17</sup>.

### Le héraut de la science exacte

Ce qui fait l'originalité de Menger, c'est d'avoir soutenu que, loin que l'irréalisme des hypothèses cause quelque préjudice à l'entreprise théorique, il faut plutôt convenir que c'est à ce prix que celle-ci atteint à l'exactitude, et donc que la théorie peut prétendre accéder au royaume des vérités nécessaires. Carl Menger s'inscrit en faux contre deux erreurs, celle qui viserait à considérer que

---

<sup>16</sup> C'est particulièrement vrai de Ludwig von Mises, qui était passé de son célèbre *Privatseminar*, étape obligée à Vienne des personnalités du monde économique, de l'université et de la haute administration, au quasi anonymat d'un « professeur invité » de la New York University. Voir Jörg Guido Hülsmann, *Mises : The Last Knight of Liberalism*, Mises Institute, Auburn, 2007.

<sup>17</sup> Voir Gilles Campagnolo, *Seuls les extrémistes sont cohérents... Murray Rothbard et l'école austro-américaine dans la querelle de l'herméneutique*, op. cit., et les commentaires de Copeau sur le site Contrepoints.org.

son approche théoriques et l'approche historiciste sont « complémentaires », alors qu'elles sont selon lui incompatibles<sup>18</sup>. La deuxième erreur à éviter serait de considérer que le critère de vérité pour les lois empiriques et pour les lois exactes est le même, à savoir la plus ou moins grande conformité de la formule énoncée avec les données d'observation. C'est ici que prend place un argument crucial de Menger. Cette conception touche, selon lui, le point le plus sensible de l'orientation exacte en économie. En fait, à bien y regarder, elle implique la négation de la valeur propre de la recherche exacte. Le risque est très grand de se méprendre complètement sur la nature de la recherche exacte et sur la relation que cette recherche fondamentale entretient avec la recherche empirique. Il est épistémologiquement illégitime, si l'on en croit Menger, d'appliquer à la recherche exacte ou théorique des contraintes que l'on a raison d'adopter uniquement en recherche empirique. Menger est le premier à reconnaître que, lorsqu'ils sont mesurés à l'aune du réalisme, les résultats théoriques de la recherche exacte doivent inévitablement apparaître comme insuffisants, voire comme non empiriques. Mais il ne saurait en être autrement, et pas davantage en économie qu'en toute autre science, puisque les lois dites exactes ne sont vraies que relativement à un corpus de suppositions qui, comme telles, ne sont jamais réalisées en pratique ou encore ne s'appliquent pas toujours exactement comme telles dans la réalité. Il doit donc être absolument clair que vouloir chercher à tester la théorie économique exacte à l'aide de la méthode empirique envisagée dans la totalité de ses exigences constitue rien de moins qu'une absurdité méthodologique. Cela équivaut, dit Menger, à vouloir corriger les principes de la géométrie par la mesure des objets physiques réels.

Or les grandeurs auxquelles on appelle la géométrie, et Menger a raison d'y insister, sont en fait des idéalités et ne sont pas, comme telles, des grandeurs observables, et encore moins sont-elles des grandeurs réellement observées. De plus, eu égard aux idéalités géométriques, il convient de reconnaître que toute mesure concrète, par exemple en arpentage ou en astronomie, fait place à certaines inexactitudes liées aux estimations, aux extrapolations, aux approximations, aux simplifications et aux réductions qu'il est nécessaire d'opérer en pratique. Il est parfaitement juste, cependant, de considérer que les résultats de la recherche empirico-réaliste doivent être appréciés suivant leur degré de conformité plus ou moins grand avec les phénomènes observés. Mais cela veut dire justement qu'« une loi empirique n'a pas de garantie de validité a priori absolue, et cela en vertu même de ses présupposés méthodologiques propres ». Alors qu'il n'y a aucune nécessité absolue des lois empiriques qui affirment l'existence de certaines régularités dans la succession et la coexistence de phénomènes donnés, c'est à cette validité a priori, nécessaire et absolue, que

---

<sup>18</sup> Nonobstant les travaux de Böhm-Bawerk qui, justement, à chercher à les concilier.

tente d'atteindre la recherche exacte. Et bien qu'il soit le premier à reconnaître qu'il serait extrêmement désirable que la science exacte s'accorde en tous points avec la réalité empirique, tout comme il peut paraître désirable que la science empirique offre les mêmes avantages épistémologiques que la connaissance exacte, Menger pense néanmoins que cet idéal est condamné à rester à jamais inaccessible. L'économie théorique ne peut pas et ne doit pas avoir moins de validité qu'une science naturelle, dont les modèles paradigmatiques sont déjà bien établis, qu'il s'agisse de physiologie (Helmholtz), de chimie (Lavoisier) ou de physique (Newton).

Comme l'a écrit Robert Nadeau<sup>19</sup>, « L'apriorisme de Menger n'a, par contre, rien à voir avec l'idée que les suppositions ou les axiomes fondamentaux de la théorie économique seraient nécessairement vrais parce qu'évidents par eux-mêmes ou parce qu'établis par voie d'introspection. L'anti-réalisme de Menger n'a rien à voir non plus avec l'idée que la théorie économique pourrait se satisfaire d'hypothèses ou de suppositions fausses. Par contre, l'anti-empirisme de Menger en matière de théorie économique a tout à voir avec l'impossibilité de recourir à l'induction pour fonder la théorie, une thèse que Popper contribuera plus que quiconque à rendre célèbre. Que Menger ait pu l'influencer à ce sujet est tout à fait plausible.

Cela étant, l'argumentation de Menger a-t-elle eu pour effet de débouter l'histoire économique de ses prétentions à être la seule science économique légitime ? Schumpeter est d'avis, quant à lui, que le débat méthodologique en question n'eut aucun impact réel si ce n'est en Allemagne (...). Mais c'est, me semble-t-il, une façon de reconnaître que la querelle des méthodes eut précisément, pour l'essentiel, l'effet immédiat que Menger recherchait ouvertement : débouter les chercheurs allemands partisans de l'historisme en sciences sociales, et tout particulièrement en science économique, de leurs prétentions épistémologiques et méthodologiques. Pour ma part, bénéficiant d'un recul historique dont ne bénéficièrent évidemment pas ses contemporains, je ne doute pas le moins du monde que Menger ait, sur l'essentiel, gagné le Methodenstreit. »

Fabrice Ribet

---

<sup>19</sup> Robert Nadeau, *Carl Menger et le conflit des méthodes*, op. cit.

Bourgeois protestant et incontestable gentilhomme, François Guizot vient de faire l'objet d'une biographie complète et détaillée dans la célèbre et prestigieuse collection de Fayard. Ceci vient à point nommé, tant Guizot n'a pas fait l'objet d'une historiographie à la hauteur, non de l'estime (ou de l'absence d'estime) que l'on peut avoir pour le personnage, mais à la hauteur de son influence historique qui, elle, est incontestable<sup>20</sup>.

Rappelons tout d'abord en quelques mots les grandes étapes de la biographie de Guizot. Issu d'une famille huguenote dont le père est guillotiné en 1794 sous la Terreur, François Guizot part alors en exil avec sa mère – femme de principes, libérale, et influencée par Rousseau – pour Genève, où il reçoit une bonne éducation. Venu à Paris pour étudier le droit en 1805, à 18 ans, il se fait remarquer par ses qualités d'écriture, est félicité par Chateaubriand. Il se marie en 1812 avec un écrivain, Pauline de Meulan, bien plus âgée que lui. Celle-ci meurt en 1827. Il en garde un fils, appelé également François, qui mourut jeune, au grand désespoir de son paternel, qui plaçait en lui tous ses espoirs. Veuf, il se remarie en 1828 avec une nièce de Pauline, Elisa Dillon, dont il aura deux filles, Henriette et Pauline, puis un fils, Guillaume (1833). Sa seconde femme meurt peu après.

Plutôt que d'évoquer, comme c'est bien trop souvent le cas dans les biographies en mal d'inspiration, de manière lancinante et linéaire le parcours intellectuel, social et politique de Guizot, Laurent Theis, l'auteur, a choisi une présentation thématique, et il a eu ô combien raison.

Theis n'est pas tendre avec Guizot, notamment dans un chapitre intitulé « Faire de la politique », où il expose par le menu l'objet de la haine viscérale

---

<sup>20</sup> Voir bien sûr Pierre Rosanvallon, *Le Moment Guizot*, bibliothèque des Sciences humaines, Gallimard, 1985, 420 p., quoique ce livre est plus consacré à la réhabilitation de la pensée et du poids de la pensée de Guizot dans l'histoire des idées, qu'à François Guizot lui-même.

qu'il voue à Mathieu Molé, son concurrent le plus direct et le plus redoutable du temps de la monarchie de Juillet. « *Crève, chien !* », voilà ce que Guizot formula à l'encontre de son rival. Tout cela n'est pas très ragoûtant, pas plus que sa soif insatiable de pouvoir, qui connut probablement son apogée en 1839 au moment de cette querelle mémorable au sein du camp conservateur.

Démêlons un peu l'écheveau du parcours politique de François Guizot.

L'objectif du cabinet d'octobre 1832 (dirigé par Soult, extrêmement proche de Guizot) était d'organiser un parti conservateur et de mettre en œuvre une politique de résistance au parti républicain, qui menaçait l'existence de la monarchie<sup>21</sup>. Guizot, alors ministre de l'Instruction publique, fut la cheville ouvrière de la répression policière à l'encontre des républicains. À sa grande fierté, et on a les satisfactions qu'on mérite, ses mesures ne dépassèrent jamais les limites de la loi et c'est par l'exercice légal du pouvoir qu'il réprima l'insurrection à l'origine de la guerre civile de Lyon et de la révolte de Paris. La force du ministère ne reposait pas sur ses membres, mais seulement sur le fait que Guizot et Thiers travaillaient en cordiale coopération<sup>22</sup>. Les deux grands rivaux au Parlement suivaient le même chemin ; mais aucun des deux ne pouvait se soumettre à la suprématie de l'autre, et les circonstances rejetèrent presque toujours Thiers dans l'opposition, tandis que Guizot assumait la responsabilité du pouvoir. C'est peu dire que les républicains, et plus généralement la gauche parlementaire, ont toute sa vie durant reproché à Guizot cet épisode qui ne fut certes pas sanglant, mais parfaitement liberticide.

A vrai dire, Guizot et la gauche (Adolphe Thiers, mais aussi Odilon Barrot) ne furent unis qu'une seule fois, en 1839, mais c'était dans l'opposition à ce fameux Mathieu Molé, qui avait formé un gouvernement intermédiaire. Cette coalition entre Guizot et les leaders du centre gauche et de la gauche, née de son ambition et de sa jalousie envers Molé, est considérée comme l'une des principales erreurs de sa vie. Ce fut une victoire à la Pyrrhus, et l'attaque du gouvernement par Guizot aggrava la crise et l'insurrection républicaine. Aucun des trois chefs de cette alliance ne prit de poste ministériel, et Guizot ne fut pas mécontent d'accepter le poste d'ambassadeur à Londres, ce qui l'écarta du combat parlementaire pour un temps. C'était au printemps 1840, et Thiers remporta peu de temps après le ministère des affaires étrangères.

---

<sup>21</sup> Guizot a pourtant été, jusqu'en 1830, un membre éminent de ce parti républicain, ses anciens amis ne le lui pardonneront jamais. Voir les propos tenus par Manuel, dans *Le Globe*, ou encore chez les anciens membres de la société « Aide-toi, le ciel t'aidera », dont Guizot fut le président

<sup>22</sup> Une chanson, intitulée la Bascule, s'en fit l'écho : « *ça, Thiers vous déplaît ? / Bien ! Guizot est prêt ! / Un coup de bascule, et le tour est fait* »

Guizot rejoignit alors les rangs conservateurs, et dire que son image en resta à jamais écornée n'est pas exagéré.

Au-delà de cet épisode, Thiers ne mésestime pas la portée de l'action ministérielle de Guizot, tout au long des années 1830, et la confiance que Louis-Philippe avait en lui. Evoquons donc l'épisode durant lequel Guizot fut ministre de l'Instruction publique.

En 1831, Casimir Perier forma une administration vigoureuse et compacte, qui s'acheva par sa mort en 1832. Les mois qui suivirent furent marqués par l'agitation carliste et républicaine, et ce ne fut que le 11 octobre 1832 qu'un gouvernement stable fut formé, dans lequel le maréchal Soult était président du Conseil, le duc de Broglie prenait les Affaires étrangères, Adolphe Thiers le ministère de l'Intérieur, et Guizot le ministère de l'Instruction publique. Il avait dû sa nomination, malgré l'hostilité de Thiers et les réticences du roi, à l'insistance du duc de Broglie qui avait déclaré qu'il n'accepterait d'entrer au gouvernement qu'à la condition que son ami Guizot en fût également. Thiers obtint qu'il ne reçût qu'un ministère technique, pour lequel l'ancien professeur à la Sorbonne avait au demeurant toutes les compétences requises. Guizot accepta sans faire de difficultés, convaincu que la supériorité de son talent oratoire lui permettrait malgré tout de jouer un grand rôle au Parlement, et donc sur la scène politique.

Guizot, cependant, était déjà impopulaire auprès du parti libéral le plus avancé. Il resta impopulaire toute sa vie. « *Je ne recherche pas l'impopularité, je n'en pense rien* », disait-il. C'est lorsqu'il occupa cette fonction au ministère de l'Instruction publique, de second rang mais de première importance, que ses grandes compétences furent le plus utiles au pays. Les devoirs que ce poste lui imposaient convenaient parfaitement à ses goûts littéraires, et il maîtrisait le sujet. Il s'appliqua en premier à faire passer la loi du 28 juin 1833 et les trois années suivantes à la mettre en application. En créant et en organisant l'éducation primaire en France, cette loi marqua une période de l'histoire nationale.

En quinze ans, sous son influence, le nombre de ces écoles primaires grimpa de dix à vingt trois mille ; les écoles normales pour les maîtres, et le système d'inspection, furent introduits ; et des conseils d'éducation, sous l'autorité partagée des laïques et des religieux, furent créés. Les enseignements secondaire et universitaire furent également l'objet de sa protection éclairée et de ses soins, et une prodigieuse impulsion fut donnée aux études philosophiques et à la recherche historique. L'une des compagnies de l'Institut de France, l'Académie des Sciences morales et politiques, qui avait été supprimée par Napoléon, fut relancée par Guizot. Certains anciens membres de la compagnie,



Talleyrand, Sieyès, Roederer et Lakanal, reprirent leur siège et de nouvelles célébrités y firent leur entrée par élection, pour débattre des grands problèmes politiques et sociaux. La Société de l'histoire de France fut fondée pour la publication de travaux historiques et une vaste entreprise de publication des chroniques médiévales et de documents diplomatiques fut lancée aux frais de l'État, ainsi qu'une Inspection générale des monuments historiques.

### **Guizot, un libéral**

En quoi Guizot le politique était-il un libéral ? Remontons encore un peu le temps, et arrêtons-nous un instant aux événements qui précédèrent les Trois glorieuses de 1830.

En janvier 1830, Guizot fut élu à la chambre des députés par la ville de Lisieux, siège qu'il conserva durant toute sa vie politique (sans même mettre les pieds en Normandie avant un très grand nombre d'années, vive le suffrage censitaire). Guizot assumait immédiatement une position importante à l'Assemblée, et son premier discours fut pour défendre la célèbre adresse des 221, en réponse au discours menaçant du trône, qui fut suivi par la dissolution de la chambre et fut un événement précurseur d'une autre révolution. À son retour de Nîmes le 27 juillet, la chute de Charles X était imminente. Guizot fut appelé par ses amis Casimir Perier, Jacques Laffitte, Villemain et Dupin pour établir la protestation des députés libéraux contre les ordonnances de Saint-Cloud du 25 juillet. Il s'appliqua avec eux à en contrôler le caractère révolutionnaire. Guizot était convaincu que c'était une malchance pour un gouvernement parlementaire en France et que la fatuité et la stupidité de Charles X et du prince de Polignac rendaient un changement de ligne héréditaire inévitable. C'est ainsi qu'il devint l'un des plus ardents partisans de la branche orléaniste, et de Louis Philippe en particulier. En août 1830, Guizot fut nommé ministre de l'intérieur, mais il démissionna en novembre. Il avait maintenant rejoint les bancs du parti de la résistance, et pendant les dix huit années suivantes il fut un ennemi déterminé de la démocratie, l'inflexible champion de « *la monarchie limitée par un nombre limité de bourgeois* ».

Revenons au tournant de 1839-1840. Cette période fut marquée, dans des circonstances sombres et défavorables, le 29 octobre 1840, par le gouvernement dont Guizot demeura la tête pensante pendant près de huit ans, dans l'ombre du premier ministre, le Maréchal Soult. Son premier souci fut de maintenir la paix et de restaurer les relations amicales avec les autres puissances européennes (il était depuis peu ambassadeur à Londres, solution de repli somme toute acceptable). Il réussit à calmer les éléments agités et à panser les blessures d'amour-propre de la France grâce surtout au courage indomptable et

à la splendide éloquence avec laquelle il affrontait l'opposition, réunifiant et renforçant le parti conservateur, qui sentait la présence d'un grand leader à sa tête, appelant à l'épargne et à la prudence de la nation plutôt qu'à la vanité et à l'ambition. Dans sa tâche pacificatrice, il fut heureusement secondé par le gouvernement de Sir Robert Peel au Royaume-Uni à l'automne 1841. Entre Lord Palmerston et Guizot existait une dangereuse incompatibilité de caractères. A contrario, Chez Lord Aberdeen, secrétaire aux Affaires étrangères de Sir Robert Peel, Guizot trouva un ami et un allié sympathique. Leur rencontre à Londres avait été courte, mais elle se transforma rapidement en respect mutuel et en confiance. Tous deux étaient hommes de grands principes et d'honneur ; le presbytérianisme écossais qui avait moulé la foi d'Aberdeen se retrouvait chez le ministre huguenot de la France ; tous deux étaient des hommes aux goûts simples, cherchant le perfectionnement du système scolaire et la culture ; tous deux avaient une profonde aversion pour la guerre et se sentaient peu qualifiés pour mener ce genre d'opérations aventureuses qui enflammaient l'imagination de leurs opposants respectifs. Du point de vue de Lord Palmerston et de Thiers, leur politique était mesquine et pitoyable ; mais c'était une politique qui assurait la paix dans le monde et unifiait les deux grandes nations libres de l'ouest de l'Europe dans ce qu'on appelle l'entente cordiale. Aucun des deux ne se serait abaissé à saisir un avantage aux dépens de l'autre ; ils maintenaient cet intérêt commun pour la paix comme primordial ; et quand des différences surgissaient, dans des parties éloignées du monde (à Tahiti avec Affaire Pritchard, au Maroc, sur la Côte-de-l'Or, actuel Ghana), ils les résolvaient en les ramenant à leur insignifiance.

L'opposition dénonçait la politique étrangère de Guizot comme bassement servile envers le Royaume-Uni. « *Vous aurez beau amonceler vos calomnies, vous n'arriverez jamais à la hauteur de mon dédain !* » répondait-il avec mépris. De même, l'opposition britannique attaquait sur ce thème Lord Aberdeen, mais en vain ; le roi Louis Philippe visita le château de Windsor et la reine Victoria, en 1843, séjourna au Château d'Eu. En 1845, les troupes britanniques et françaises combattirent côte à côte au début de l'expédition du Río de la Plata.

La chute du gouvernement Peel en 1846 modifia le climat des relations ; et le retour de Palmerston aux affaires étrangères conduisit Guizot à penser qu'il était à nouveau exposé à la rivalité du cabinet britannique. Une entente amicale avait été établie à Eu entre les deux cours au sujet du mariage de la jeune reine en Espagne, mais le langage de Lord Palmerston et la conduite de Sir Henry Bulwer (futur Lord Dalling) à Madrid laissait penser à Guizot que cette entente était rompue, et qu'il était prévu de mettre un Saxe-Cobourg sur le trône espagnol. Déterminé à résister à une telle intrigue, Guizot et le Roi plongèrent la tête la première dans une contre-intrigue, complètement contraire à leur

engagement avec le Royaume-Uni, et fatal au bonheur de la reine d'Espagne. Par leur influence, elle fut poussée à se marier avec un rejeton de la maison des Bourbon, et sa sœur mariée au plus jeune fils du roi des français, en violation des promesses de Louis Philippe. Bien que cette action se soit réalisée à une époque de triomphe de la politique française, elle fut en vérité fatale à la monarchie d'autant qu'elle discrédita le ministre. Ce fut réalisé avec un mélange de secret et de violence, masqué par un subterfuge. Son effet immédiat fut la rupture de l'alliance franco-britannique, jetant Guizot dans une coopération plus étroite avec Metternich et les cours du nord de l'Europe.

En 1847 il devint Président du conseil. Il refusa à nouveau des réformes électorales à l'opposition qui menait alors la campagne de Banquets et que Guizot tenta d'interdire.

La dernière scène de sa vie politique fut singulièrement caractéristique de sa foi dans une cause perdue. L'après-midi du 23 février 1848, il convoqua son ministre, qui siégeait à la chambre, pour l'informer que la situation à Paris et dans le pays pendant l'agitation des banquets pour une réforme et l'effervescence et la division de l'opinion dans la famille royale, le conduisaient à douter de son maintien au ministère. Ce doute, répondit Guizot, est décisif et il démissionna instantanément, retournant à la chambre seulement pour annoncer que le gouvernement était dissous et que Molé avait été appelé par le roi. Molé échoua à former un gouvernement, et entre minuit et une heure du matin, Guizot, qui à son habitude s'était couché tôt, fut de nouveau appelé aux Tuileries. Le roi lui demandant conseil, Guizot répondit, « *Nous ne sommes plus les ministres de Sa Majesté, c'est à d'autres de décider du cap à suivre. Mais une chose est évidente : la révolte de la rue doit être stoppée ; ces barricades prises ; et pour ce travail il me semble que le maréchal Bugeaud doit être investi des pleins pouvoirs, et ordonner de prendre les mesures militaires, et comme votre Majesté n'a pas de ministère en ce moment, je suis prêt à rédiger et à contre-signer un tel ordre* ». Le maréchal, qui était présent, assumait la tâche, disant « Je n'ai encore jamais été battu, et je ne le serais pas demain. Les barricades doivent être prises avant l'aube ». Devant cette manifestation d'énergie le roi hésita, et ajouta bientôt : « Je dois vous prévenir que monsieur Thiers et ses amis sont dans la pièce à côté en train de former un gouvernement ! ». Alors, Guizot répliqua « *Alors c'est leur rôle de prendre les dispositions qui conviennent* » et il quitta les lieux. Thiers et Barrot décidèrent de retirer les troupes. Le roi et Guizot se rencontrèrent à nouveau à Clarmont. Ce fut la situation la plus difficile de la vie de Guizot, mais heureusement il trouva refuge à Paris pour quelques jours le meublé d'un humble peintre en miniatures qu'il avait pris en amitié, et peu de temps après s'échappa à travers la Belgique et de là à Londres, où il arriva le 3 mars. Sa mère et ses filles l'avaient précédé, et il fut rapidement installé dans une modeste maison de Pelham Crescent à Brompton.

## Une petite touche d'humanité

Guizot survécut à la chute de la monarchie et du gouvernement qu'il avait servi vingt-six années. Il passa soudainement de la position d'un des hommes d'État les plus puissants et les plus actifs en Europe à la position d'un philosophe et d'un citoyen spectateur des affaires humaines. Il était conscient que la fracture entre lui et la vie publique était définitive ; aucun murmure d'ambition déçue ne passa ses lèvres ; il semble que la fièvre d'orateur et la puissance ministérielle l'avaient quitté et le laissaient plus grand encore qu'avant, occupé par son courrier, les conversations avec ses amis, et à la tête d'un cercle patriarcal qu'il aimait. La plus grande partie du temps, il résidait au Val-Richer, une ancienne abbaye cistercienne, près de Lisieux en Normandie, qui avait été vendu pendant la Révolution. Ses deux filles, qui étaient mariées à deux descendants de la Famille hollandaise de Witt, si agréable à la foi et aux manières des huguenots français, tinrent sa maison. Un de ses gendres cultiva la propriété. Et Guizot dévoua ses dernières années avec une énergie constante à son travail d'écriture, qui était en fait son principal moyen de subsistance. Il resta fier, indépendant, simple et combatif jusqu'à la fin ; et ses années de retraite furent peut-être les plus heureuses et les plus sereines de sa vie.

Par ailleurs, Guizot fut un personnage rêche, à la raideur intraitable du calvinisme qu'il a bien connu durant ses jeunes années, qu'il a passé de la citadelle nîmoise au Vatican protestant qu'est Genève. Le front haut et assuré de ses dispositions, Guizot n'avait que les mots « *honneur* », « *dignité* » et rigueur morale à la bouche. Au point d'en être antipathique. Sorte de Fouquier-Tinville huguenot, de Torquemada calviniste, Guizot exigeait de ses proches, de sa famille en particulier, une droiture et une rigueur dont on a peine à imaginer les contours de nos jours. En cela, il misait beaucoup sur son premier fils, François, qui devait être à l'image de son père. Sa disparition prématurée au Val Richer le laissa dans une détresse à jamais inconsolée. Reportant dès lors son exigence sur ses filles, et plus encore sur son cadet, Guillaume, il n'imaginait pas un seul instant qu'un doute quelconque puisse s'immiscer dans l'esprit de sa progéniture. C'est pourtant ce qui se passa. Je voudrais un instant souligner la sympathique que j'éprouve pour ce fils rebelle, familier des poètes romantiques, admirateur de Baudelaire, traducteur de chefs d'œuvre anglais, et qui sa vie durant sera renié par son père. Son seul défaut était de ne pas adopter l'attitude inflexible de son illustre paternel. Qu'il en soit remercié, car s'il n'a manqué qu'une seule chose à François Guizot, c'est une petite touche d'humanité.

- Voir l'article que Wikipédia consacre à l'auteur, et celle de Wikibéral
- Voir la section consacrée à Guizot sur Catallaxia

Fabrice Ribet

**SYLVIE BRUNEL, *A QUI PROFITE LE DEVELOPPEMENT DURABLE ?*, LAROUSSE, A DIRE VRAI, 2008, 157 PAGES.**

Sylvie Brunel a publié en 2008, dans la collection « A dire vrai » de Larousse, un opuscule de 159 pages intitulé *A qui profite le développement durable ?* Cet ouvrage se situe dans le prolongement de l'étude plus académique qu'elle a consacré, dans la célèbre et illustre collection « Que sais-je ? » des PUF, au *Développement durable*.

Ceci ne fait certes pas d'elle une spécialiste des débats scientifiques, qui sont ceux qui animent en général les questions liées au développement durable, mais lui donne tout de même une certaine crédibilité. Par ailleurs, cet ouvrage sort moins d'un an après celui de Claude Allègre, *Ma vérité sur la planète*, nommé au prix Wikibéral 2008 et dont Lexington a commenté les tenants et aboutissants.

Sylvie Brunel n'est pas pour moi une inconnue. Outre sa vie privée, mise à jour il y a peu<sup>23</sup>, j'ai déjà eu l'occasion de lire et d'apprécier deux de ses ouvrages de jeunesse, parus à la fin des années quatre-vingt, tout d'abord *Asie, Afrique : grenier vides, greniers pleins*, paru chez Economica, collection « Économie agricole » en 1986, et ensuite *Une Tragédie banalisée, la faim dans le monde*, ouvrage paru chez Hachette-Pluriel en 1991 et qui m'avait à l'époque profondément troublé.

Sylvie Brunel est du reste surtout connue pour avoir travaillé pendant plus de quinze ans dans l'action humanitaire : de 1984 à 1989, pour Médecins sans frontières, puis de 1989 à 2002 pour Action contre la faim (ACF) en tant que conseillère stratégique, directrice entre 1992 et 1993 et présidente de juin 2001 à mars 2002.

Ses thèses, qui visent (en particulier dans *Une Tragédie banalisée*) à moins insister sur une forme d'euro-masochisme d'un monde occidental un peu trop prompt à battre sa coulpe, que sur la nécessité symétrique pour les Africains de

---

<sup>23</sup> Sylvie Brunel est la femme du secrétaire d'Etat Eric Besson. Ils sont actuellement séparés.

se responsabiliser et de se prendre en main, ont frappé d'un sceau indélébile la position libérale classique en matière d'aide humanitaire. Non sans, pour être honnête, tirer malgré tout sur quelques grosses ficelles, celles des accusations un peu rapides à l'égard de l'Occident indifférent, ou encore celles du misérabilisme fondé sur un lamento un peu trop larmoyant. La tragédie de la faim est trop sérieuse pour jouer avec les sentiments.

Au demeurant, ses ouvrages « humanitaires » comprennent tous une partie fort descriptive, proche du documentaire journalistique, dans le bon sens du terme, celui qui permet de comprendre ce qu'est le kwashiorkor<sup>24</sup>, comment les peuples Africains vivent les périodes de soudure<sup>25</sup>, quelles sont les conséquences à long terme de la malnutrition.

Mais l'objet de cet article n'est pas de parler des thèses de Sylvie Brunel en matière de malnutrition, ou encore ses critiques à l'encontre du système humanitaire qu'elle a, tout comme Jean-Christophe Rufin par exemple, connu de l'intérieur. Cet article vise à présenter les thèses de l'ouvrage qu'elle a publié en 2008, *A qui profite le développement durable ?*, dans lequel elle développe une vision critique de ce concept. Elle s'interroge aussi bien sur les réalités scientifiques énoncées, que sur les fondements idéologiques du développement durable. Essayons de présenter ses principales thèses.

### Un vaste retour en arrière

En premier lieu, elle considère que les assertions des tenants les plus jusqu'au-boutistes du développement durable sont infondées, voire fausses. Du reste, elle ne distingue pas les environnementalistes des tenants de la *deep ecology*, ce qui est l'un des principaux points faibles de son ouvrage<sup>26</sup>.

Elle cite en particulier un exemple que nous connaissons bien depuis C'est trop tard pour la terre, de Cécile Philippe, celui du réchauffement

---

<sup>24</sup> Le kwashiorkor est un syndrome de malnutrition protéino-calorique sévère de la première enfance. Le terme, qui signifie enfant (*kwashi*) rouge (*orkor*) dans la langue des Ashanti du Ghana, se réfère à la rougeur de peau des enfants qui en sont frappés. Le kwashiorkor touche principalement le jeune enfant qui, âgé de 18 mois à trois ans, à l'arrivée d'un second enfant, est brutalement sevré et passe à une alimentation trop pauvre en protéines.

<sup>25</sup> La soudure désigne la période entre deux récoltes où la nourriture et l'eau viennent à manquer (de janvier à mai en Afrique sub-saharienne). En Europe, la soudure se situait à la fin du printemps.

<sup>26</sup> Voir bien évidemment sur cette question l'ouvrage fondateur de Luc Ferry, *Le Nouvel ordre écologique*, Grasset, 1992.

climatique<sup>27</sup>. Emmanuel Le Roy Ladurie a montré que l'Europe, après avoir connu une phase de réchauffement propice aux défrichements et aux innovations agricoles du IX<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, est entrée dans un « *petit âge glaciaire* », du XIV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. En 1850 en Europe, la révolution industrielle vient tout juste de commencer. Ce n'est donc pas elle qui permet d'expliquer la phase de réchauffement actuelle. Il ne faut pas analyser le réchauffement climatique en termes négatifs. Les gains qu'il entraîne doivent être pris en compte : libération de terres cultivables aux hautes latitudes, ouverture de nouvelles routes circumpolaires qui permettront d'économiser l'énergie nécessaire aux trajets actuels qui contournent les continents par le sud, augmentation de la période propice à la croissance des végétaux, donc accroissement des récoltes.

L'apparente multiplication actuelle des catastrophes est liée, d'une part, à leur médiatisation, d'autre part au rôle joué par les ONG, enfin et surtout à un phénomène structurel, l'accroissement de la population. Mais, sur ce dernier point, Sylvie Brunel se veut confiante : la planète est parfaitement capable de nourrir une population qui ne doublera plus jamais.

Autre fondement scientifique à subir la critique de Sylvie, l'empreinte écologique. Elle écrit : « *les indicateurs utilisés dans l'empreinte écologique ne tolèrent que le mode de vie d'un Bolivien ou d'un Bûkinabé. Peu importe que le Bolivien ou le Bûkinabé dispose d'une espérance de vie qui ne dépasse pas soixante ans et qu'il perde deux enfants sur dix avant l'âge de cinq ans : au regard de la Planète, il est clean*<sup>28</sup> ».

Sylvie Brunel rappelle aussi que la nourriture industrielle, autre cible privilégiée des tenants de la *deep ecology*, sert notamment à garantir la longévité et la sécurité des aliments. Le bilan énergétique entre un petit détaillant et un supermarché penche en faveur de ce dernier, de par les économies d'échelles qu'il permet de réaliser. Rouler à bicyclette et labourer les champs à la main suppose que la main d'œuvre soit abondante et gratuite. Et de telles conduites constituent des retours en arrière par rapport à ce qu'était l'objectif premier du développement : libérer l'être humain des contraintes matérielles et de l'asservissement à l'énergie humaine.

Sylvie Brunel rappelle du reste opportunément que le bilan énergétique des agrocarburants est moins favorable que celui des énergies fossiles. Que la biodiversité est une construction humaine, car, depuis que la vie est apparue sur terre, les espèces animales n'ont cessé de disparaître ou de se transformer, 99% de celles qui ont vécu depuis l'origine de l'humanité n'existant plus.

---

<sup>27</sup> Cécile Philippe, *C'est trop tard pour la terre*, Jean-Claude Lattès, « Idées fausses Vraies réponses », 2007. Voir aussi la page consacrée au sujet sur Wikibéral.

<sup>28</sup> P. 19



## **L'homme, un parasite à éliminer**

Sylvie Brunel s'oppose à la dualité entre un état de nature idéalisé et un homme vu comme un parasite. Elle rappelle le mythe fondateur de Tarzan, fils d'aristocrate anglais, incarnation du héros occidental dont la mission est de sauver la forêt et ses habitants de la bêtise et de l'ignorance des peuplades primitives.

Le développement durable et ses outils (les Agendas 21 en particulier) intronisent la mondialisation d'une conception du monde directement inspirée de ce que Tocqueville qualifiait de l'« *esprit de religion* » américain, mélange de puritanisme et de messianisme. Le nouveau Mal, c'est le mal fait à la planète. Les ONG tiennent ainsi un discours de nature religieuse, fortement influencé par la morale évangéliste qui valorise l'auto flagellation. Les partisans de la durabilité forte (les tenants de la *Deep ecology*) accordent la primauté à l'environnement sur l'humanité car les hommes sont de toute façon condamnés à disparaître s'ils ne préservent pas leur milieu de vie. Sylvie Brunel a alors beau jeu de rappeler que la notion de « *conservation* », chère au cœur des tenants de la durabilité forte, est étrangère à la plupart des géographes, qui soulignent au contraire que, pour subsister, tout écosystème a besoin d'évoluer en permanence.

Sylvie Brunel souligne aussi le rôle néfaste joué par les ONG. Ce sont au final elles qui décident de ce qui peut être conservé en l'état, utilisé, transformé. Chaque institution tente d'imposer ses référentiels et ses procédures, pour occuper le terrain au détriment de ses concurrentes. Cette guerre de la représentativité aboutit à une surenchère dans le catastrophisme.

Le mythe de la « *nature naturelle* » est une chimère : nulle part dans la partie de la terre habitée par l'homme, ne subsiste d'espace qui n'ait pas été modifié par lui. Les espèces préservées le sont par sa seule volonté. Du reste, la nature n'est pas du tout bienveillante : la Nature, c'est la loi du plus fort, l'élimination impitoyable du déviant, du débile, du fragile, du vulnérable, du faible. C'est bien selon Brunel le type de société que prônent les écologistes.

## **Riches contre pauvres**

Dernière série d'arguments avancés par Sylvie Brunel, ceux qui incarnent, à travers les tenants du développement durable, une forme nouvelle d'impérialisme. Elle estime que l'invocation du développement durable peut servir de paravent à la défense des intérêts des pays du Nord contre ceux du

Sud, en particulier aux riches des pays du Nord, aux entreprises et aux ONG de l'humanitaire. Pour Sylvie Brunel, le développement durable « légitime un certain nombre de barrières à l'entrée. En offrant ainsi un prétexte au protectionnisme des pays développés, *« le sentiment que donne le développement durable, c'est qu'il sert parfaitement le capitalisme »*. Contrairement aux ONG altermondialistes, les ONG environnementales travaillent de concert avec les entreprises et ne remettent nullement en question les mécanismes du capitalisme.

Ceux qui savent combien nous abîmons la planète détiennent aussi le pouvoir de nous exonérer de notre terrible culpabilité. Il nous suffit de donner. L'Afrique, en particulier, sert de véritable laboratoire à ciel ouvert du développement durable. Les normes concernant l'alimentation animale, les *« petfoods »*, sont plus exigeantes que celles qui sont en vigueur dans les camps de réfugiés ! L'Afrique est le théâtre de nos fantasmes, car à l'heure où ce continent cherche à échapper au piège de la pauvreté et de la dépendance envers la nature, le reste du monde cherche à l'y maintenir de force au nom du Paradis perdu.

Le développement durable tel qu'il est actuellement présenté sert donc les intérêts des riches plus que ceux des pauvres, qu'ils soient dans le Tiers Monde ou dans les pays développés. Grâce à l'environnement, les pays du Nord savent qu'ils vont pouvoir non seulement s'ouvrir de nouveaux marchés, y compris dans les pays du Sud, mais aussi et surtout discréditer les produits en provenance de ces pays et les taxer, avec la légitimité d'un protectionnisme justifié par de nobles arguments environnementaux.

Si les pauvres souffrent de la faim, ce n'est pas parce que la nourriture n'est pas disponible, mais parce qu'elle ne leur est pas accessible, faute de revenus. Le vrai problème n'est ni la population, ni la nourriture, mais la pauvreté. En particulier, en créant une tension sur les prix agricoles, les agrocarburants offrent la perspective de revenus à des paysans pauvres. Ils peuvent permettre d'exploiter des terres improductives.

Pour atteindre vraiment ses objectifs, le développement durable doit cesser d'être, comme il l'est actuellement pour Sylvie Brunel, un gadget *« écolo-responsable »*, une religion avec ses fanatiques néo-convertis ou une culpabilisation allant jusqu'à la déformation, à la peur et au *« flicage »*. Mener une politique de développement durable efficace, ce ne doit donc pas consister à rechercher *« un vaste retour en arrière »* comme c'est actuellement le cas selon elle, mais prendre en compte tous les éléments, en particulier la dimension sociale. Pour elle, *« il faut toujours garder présent à l'esprit que sa finalité doit être l'humaine. La planète n'existe pas indépendamment de l'homme »*.

Principaux ouvrages de Sylvie Brunel :

- *Une Tragédie banalisée, la faim dans le monde*, Hachette-Pluriel, 1991
- *Asie, Afrique : grenier vides, greniers pleins*, Economica, « Économie agricole », 1986
- *Le Développement durable*, PUF, « Que sais-je ? », 2004, nouvelle édition 2007
- *À qui profite le développement durable ?*, Larousse, 2008

Sa page sur [Wikibéral](#)

Fabrice Ribet

**ALAIN LAURENT, LA SOCIÉTÉ OUVERTE ET SES NOUVEAUX ENNEMIS, LES BELLES LETTRES, 2008, 253 PAGES**

*La Société ouverte et ses nouveaux ennemis* est un livre tendant à prouver que l'Histoire n'est pas finie, la fin de la Guerre Froide n'ayant pas laissé la place à la domination mondiale d'un ensemble de démocraties libérales apaisées et individualistes, dont les Etats s'en tiendraient au strict rôle d'arbitres entre individus et sociétés mis en accord par un droit supranational et un commerce mondialisé. Car le collectivisme a plus d'une ruse dans son sac d'histoires et une tête de l'hydre finit-elle par tomber sous le poids de ses contradictions, une autre réapparaît sous un nouvel avatar.

S'inscrivant alors dans la filiation de Karl Popper ou Friedrich Hayek, qui tous deux avaient ressentis le besoin d'abandonner provisoirement leurs études épistémologiques et économiques pour accomplir ce qu'ils nommèrent leur « effort de guerre »<sup>29</sup>, Alain Laurent a ainsi lui aussi délaissé ses études sur la théorie du libéralisme<sup>30</sup> pour se laisser entraîner dans la défense pratique de ses idées libérales. Fin 2008, il ne s'agit plus de combattre la philosophie politique héritée de Platon, des hégéliens, du positivisme, de l'historicisme ou encore l'Etat-Providence alors en voie de construction en Angleterre dans les années 40, mais d'accueillir, aux côtés des ennemis « classiques » de la société ouverte hantant tout le spectre politique allant de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, un nouvel ennemi bicéphale :

- un certain islam conquérant aux valeurs incompatibles avec celles des sociétés ouvertes, désormais installé dans ces dernières et se servant de leurs propres largesses pour tenter de s'y imposer

---

<sup>29</sup> Avec, respectivement, *La Société ouverte et ses ennemis* (1945) et *La Route de la servitude* (1944)

<sup>30</sup> *Les grands courants du libéralisme* (1998), *La philosophie libérale* (2002), *Le libéralisme américain : Histoire d'un détournement* (2006)

(ennemi intérieur/extérieur ou « *alterculturel* ») ; qui ne seraient rien sans

- des angélistes aussi bienpensants qu'inquisiteurs qui, par repentance ou clientélisme, acceptent l'inacceptable tout perpétuant une ingénierie sociale ayant pourtant prouvé son inanité durant tout le XX<sup>e</sup> siècle, et continuant de faire peser sur nos sociétés tout le poids du fléau du bien via la législation et la perversion de l'Etat de droit (ennemi intérieur)

Alain Laurent s'attache alors à rassembler les voix, en commençant par celle de feu Jean-François Revel, de tous ces écrivains « *résistants* » réagissant pour alerter leurs contemporains du danger que connaîtraient les sociétés ouvertes et leur mode de vie aussi riche que fragile. Face à eux les tentatives d'apaisement politique qui ne sont que des justifications « *munichoises* » théorisant ou l'acceptation de revendications de replis communautaristes ou au contraire de conquêtes de l'espace public émanant de certains groupes parfois violents ; des collusions idéologiques des églises musulmanes, catholiques et évangéliques (dans et hors de l'« Occident ») ; ou encore des chantres de la tolérance, sans-frontiéristes, droits-de-l'hommes, fétichistes de l'Alterité, cachant de véritables oukazes idéologiques que diffusent à leur tour, par naïveté, des hommes de bonne volonté trompés par des dichotomies fallacieuses (instrumentalisation du « *racisme* » sur tous les tons, culture masochiste) que le livre remet à leur place.

Ainsi placé au plus prêt des polémiques politico-médiatiques des dernières années, ce texte est un cri de révolte en même temps qu'une déclaration d'amour aux vraies valeurs de tolérance, de pluralisme, d'égalité des sexes et de sécurité qui permettent aux individus de s'épanouir (malgré tout) dans nos sociétés ouvertes. Echo d'un sentiment d'urgence passionnément engagée mais sans outrance, cet écrit parfois grinçant et lacunaire<sup>31</sup>, n'est jamais grincheux à la manière de longues litanies apocalyptiques bilieuses, mais profondément stimulant intellectuellement comme peuvent l'être les films à fin ... ouverte.

### **Bémols méthodologiques et rapport à l'Islam**

---

<sup>31</sup> Du moins lacunaire si on en attend des discussions approfondies sur tous les points. Sur l'Islam notamment, il s'agit d'une « revue de presse » approfondie, demandant d'autres lectures pour attaquer le cœur du sujet

*Faits convergents ou construction ?*

L'ouvrage débute pourtant sur une affirmation épistémologiquement douteuse qui mobilise un « ensemble (...) de faits connus de tous » (p.9), qui « convergerait » évidemment, malgré l'hétérogénéité de sa composition, vers l'interprétation défendue dans le livre. L'accumulation de « faits »<sup>32</sup> empiriques (pourtant toujours sélectivement choisis dans la quantité infinie de faits potentiels<sup>33</sup> ou de points de vue possibles), ne suffit malheureusement pas à dégorgier de lui-même le sens des choses, au-delà des « mots » grâce auxquels nous découpons mentalement nos représentations du monde. Nous avons pourtant toujours une grille de lecture – voire une idéologie – qui nous sert à déchiffrer l'amas informe du monde social<sup>34</sup>, et qu'il faudrait idéalement nous attacher à « falsifier », comme nous le conseillait Popper, pour en éprouver la validité plutôt que de chercher appui dans la multiplication de témoignages d'auteurs aussi brillants soient-ils.

*Vous avez dit « Occident » ?*

Ainsi par exemple de la notion d'Occident acceptée comme une réalité évidente, alors qu'au détour de multiples remarques, tant sur les idées dominantes des médias et des intellectuels que ces premiers choisissent de mettre en avant<sup>35</sup>, que sur les politiciens ou groupes de pression dits « autochtones », on s'aperçoit bien que cette notion est rongée de partout en son sein. Sur fond d'une théorie huntingtonienne du « choc des civilisations » (p.172) avec laquelle marque cependant ses distances, on constate bien pourtant lors de la lecture les multiples collusions entre les églises, notamment suite à la polémique sur autour du droit de blasphème après l'affaire des caricatures de Mahomet (p.189), collusion très globale des USA et des islamistes contre la « dépravation et la sécularisation des sociétés européennes » en une alliance des « puritains théocratiques de tous les pays » (p.41), ce même Huntington s'inquiétant d'une immigration de latinos n'attaquant en rien la société ouverte ou la Constitution américaine (p.42)... Non « occidentaux » les USA ? Pourquoi pas ? Hayek avait bien une certaine tendance durant toute *La Route de la servitude*,

---

<sup>32</sup> J'ai essayé de montrer sur Parallaxe, à partir du fait anecdotique d'une agression dans un bus parisien, comment un fait pouvait se retrouver oblitéré par la gangue d'interprétations idéologiques, cf. « Un fait contrefait : fantasmes et faits d'armes idéologiques ».

<sup>33</sup> A commencer par les trains qui arrivent à l'heure, y compris dans le monde musulman.

<sup>34</sup> Cf. Friedrich Hayek, *The Counter-Revolution of Science*, ch. III et IV

<sup>35</sup> Médias eux-mêmes en interaction avec les opinions publiques qu'ils satisfont autant qu'ils informent (gardons l'ambiguïté de l'acception aristotélicienne du terme)

même s'il s'en défend (notamment dans le prologue), à flirter avec la substantialisation de l'opposition idéologico-civilisationnel entre l'Angleterre et l'Allemagne, polarisant l'un les valeurs « occidentale » et l'autre une opposition à celles-ci, pour des raisons aussi bien de contingences historiques que plus profondes<sup>36</sup> voulaient très explicitement rompre avec la civilisation « occidentale » (cf. chap. 1, « The Abandoned Road »). Pourtant qui aujourd'hui, 60 ans seulement après, verrait sérieusement en l'Allemagne en Marx et Hitler les rejets inévitables de leur mère-partie naturelle ? Parcourir ainsi l'histoire de cet Occident en la confrontant à son Idée, à ses valeurs (liberté d'opinion, pluralisme, libre-entreprise, responsabilité, non-agression) nous surprendrait alors sûrement et nous amènerait à penser que l'Occident n'est pas vraiment l'Occident, ou bien malgré lui... et qu'il se trouve pourtant bien souvent loin d'un chez lui qui n'en devient que plus suspect. Sans doute faudrait-il la structure de l'opposition clos / ouvert au plus près de chaque groupe, société, philosophie ou « civilisation » nationale et/ou religieuse, pour voir comment leur dialogue spontané réussit à résoudre l'équation de la survie du groupe, en évitant l'action sclérosante de la seconde, qui elle-même jalonne et tempère la première...

#### *Un Islam de seconde main et sans défense*

D'un autre côté dans le chapitre 6, consacré au nouvel ennemi islamique, l'instruction du procès contre l'Islam semble faite à charge, par compilation de témoignages provenant d'hommes et (surtout) de femmes qui, bien que de très bonne foi et forts d'un courage admirable, ne sont pas ce qu'on pourrait appeler des témoins très objectifs. Certes, il n'apparaît pas que le projet d'Alain Laurent tout au long de ces pages soit de proposer une quelconque étude sur l'Islam, que les auteurs abondamment cités auront par ailleurs étudié<sup>37</sup>, sinon de rassembler toutes ces voix éparses en une sorte de manifeste de la « *pensée de résistance* ». Mais alors c'est le titre même du chapitre « La vraie guerre civile dans l'Islam » qui en devient problématique car on s'attendrait dès lors à trouver une déconstruction de l'Islam (soit : par des musulmans au nom de l'Islam), là où justement la voie de musulmans comme ceux du Minaret of Freedom sont écartés d'un revers de la main sceptique (p.167), pour mieux opposer quelques apostats à l'ensemble de ces soi-disant musulmans modérés dont le silence paraît bien assourdissant à l'auteur autant en « Occident » que

---

<sup>36</sup> Et ce depuis Fichte, soit quelques décennies avant, voire plus tôt si l'on suit Philippe Nemo dans *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains*, chap. 8 « Le nationalisme allemand avant le nazisme ». Voir en ligne.

<sup>37</sup> De ce point de vue on regrettera l'absence de bibliographie thématique en fin d'ouvrage, permettant au lecteur désireux de reparcourir par lui-même le chemin intellectuel ayant permis à l'auteur d'arriver à cette sorte de synthèse en creux

dans tout le Dar-al-islam. Symptomatique à cet égard un sous-chapitre qui annonce « *l'heure des musulmanes libres* » (p.142) et finit bien par admettre cinq pages plus loin qu'à l'exception d'Irshad Manji, ces musulman(e)s sont surtout des ex-musulmans... Le piège tendu à l'Islam pourrait alors être parfait quand, après avoir séparé sincèrement certains musulmans intolérants (et donc intolérables dans les sociétés ouvertes) des autres qui y sont les bienvenus (pourvu qu'ils soient arrivés de manière légale et juste), une série de citations d'auteurs différents font, dès la page 147 et jusqu'à la fin du chapitre, hardiment voler en éclat la distinction islamisme vs islam modéré, pour celle de musulman cohérent = islamiste vs musulmans en parti dés-islamisés ou apostats conséquents. Alors même si l'on s'écarte des outrances bilieuses d'Oriana Fallaci qualifiées de très « *graves erreurs* » (p.180) on comprend surtout que le désaccord n'est pas tant sur le fond que sur la forme, l'Islam en tant que tel n'étant pas compatible avec l'individualisme et les valeurs constitutives de la société ouverte.

Le bilan en quatre points, allant de ce qui appert au premier abord au problème dans sa vraie mesure, qui clôt le chapitre reflète à son tour le flottement des frontières que tentent de retracer le livre : si le choc civilisationnel entre Islam et « Occident » « est une réalité qu'il serait vain de nier » (p.181) (point 1), que l'Occident comme vecteur de la meta-culture universaliste de la société ouverte s'oppose à l'Islam et son modèle de société close (point 2), comment comprendre la jonction avec les point 3 et 4, c'est-à-dire la reconnaissance de tensions dans l'Islam entre musulmans sécularisés et intégristes<sup>38</sup>, et la reconnaissance que le conflit de « *civilisation* » entre société ouverte et close est interne à chaque aire géographique ou à chaque religion ... qui comprend et dépasse<sup>39</sup> le point 1 ... ? Autant dire qu'on reste très largement sur sa faim pour accepter sans autre forme de procès le point 1 (mais si le but était d'éveiller l'appétit, c'est totalement réussi) sauf à avoir déjà un avis concordant avec l'auteur (et on sera dans ce cas-là alors heureux de trouver un point de rencontre entre penseurs isolés), et que le point 4 demande réexamen plus approfondi de la question...

### Le conflit société ouverte / close en France

---

<sup>38</sup> Conflit dont on peine, finalement, à l'aune de ce que l'on vient de lire, à savoir s'il est réel ou illusoire. C'est pourtant cette disjonction sans déchirure que voulait signaler Patrick Haenni (*L'islam de marché. L'autre révolution conservatrice*, Seuil/La République des idées, 2005), en montrant comment une bourgeoisie islamique, sorte de résurgence « orientale » de l'esprit du capitalisme des calvinistes selon Max Weber, se défaisait des dogmes islamistes pour réinscrire leur islam dans la modernité, notamment économique.

<sup>39</sup> Hegel aurait utilisé le terme *Aufheben*.



*Autopsie de la dérélction*

Heureusement c'est à cette tâche que les chapitres 2 à 5 et 7 sont consacrés, qui reviennent sur la façon dont évoluent les démocraties libérales, avec en premier plan la France depuis ces dernières décennies. Toutes ces pages sont alors très efficaces pour dénoncer la « Tyrannie des Bien-Pensants »<sup>40</sup>. Ainsi de la façon aussi arrogante qu'apeurée qu'ont certains journalistes et « *faiseurs d'opinion* » d'éluder les débats en se cachant derrière toute une « *novlangue* » lénifiante ou stigmatisante<sup>41</sup>, procédé qui leur permet de jouer le bon rôle de l'honnête homme rassembleur sans s'abaisser à écouter ce que des individus pourtant venus de la gauche laïque, des philosophes peu soupçonnables de populisme, ou penseurs franchement éloignés de l'extrême-droite essayent de leur montrer, ni prendre sérieusement les problèmes à bras le corps avant que certains véritables extrémistes ne représentent la dernière solution pour des groupes entiers abandonnés par les autruches autosatisfaites. L'énumération des problèmes qui rongent ces démocraties libérales constitue malheureusement un écheveau parfois difficile à démêler. Elles souffrent ainsi :

- d'une immigration légale trop conséquente et souvent « *alterculturelle* », à laquelle se greffe un grand nombre d'opportunistes légaux (rassemblements familiaux abusifs parfois acquis après l'envoi d'un mineur qu'on sait automatiquement naturalisé, accouchements stratégiques sur le sol national, immigration de personnes désirant profiter gratuitement du système hospitalier, ...)
- d'une immigration clandestine que certaines naturalisations de masse encouragent
- d'insécurité permanente dans certaines banlieues secouées ponctuellement d'émeutes destructrices, couplée avec une police muselée et une justice complaisante ou débordée
- du communautarisme islamique (application de la charia pour la communauté au détriment des règles communes, régime alimentaire et enseignement propre dans les établissements scolaires, horaires non-mixtes dans les piscines, droit à porter

---

<sup>40</sup> Jean-Marc Chardon (dir.), *La Tyrannie des Bien-Pensants. Débat pour en finir !*, Economica, 2002 (Toutes les polémiques médiatiques que rappelle Alain Laurent, montrent bien que 7 ans après on en a toujours pas fini...)

<sup>41</sup> « *Néo-réacs* », p.124 ; « *racisme* » qui n'est qu'une mutation de l'anathème pavlovien de « *fascisme* » (cf. chap. 4)

le hijab ou la burqa, lieu et temps de prière dans les entreprises, médecine sous contrôle phallocrate ...)

- de la faillite de leur système scolaire
- de créations de discriminations positives et de tout un arsenal de législations mémorielles et organismes inquisiteurs (HALDE), secondées par des associations tapageuses aux indignations sélectives<sup>42</sup>

Tout ceci servi par des politiciens démagogiques ou empêtrés dans les querelles médiatiques dès qu'ils veulent défendre manière décomplexée les valeurs de la société ouverte, aggravé par des Machiavel qui n'hésitant pas à brader les valeurs républicaines par calcul tactique vont jusqu'à créer des monstres (le FN) pour pouvoir régner sur les décombres de leur adversaire au risque de jouer un jeu dangereux, accompagné par un appareil d'Etat se réfugiant dans « *gesticulations incohérentes* » ou la « *pure rhétorique* » (p.46) comme autant de « *dérobades* » camouflées. Soit. Il est bon et salutaire que ces choses soient dites et proclamées malgré la chape médiatique qui, sous couvert de pluralisme, n'est que trop souvent la mise en abyme de discours saturés de vide, et qu'elles le soient très explicitement en dehors de toutes références extrémistes.

#### *Des séries causales difficiles à retrouver distinctement*

Seulement, tous les problèmes étant dénoncés en de grands chapitres où tout est juxtaposé, se confond, s'amalgame et n'est au fond relié que par la même faillite idéologique<sup>43</sup> d'une République dont on se demande, à la lecture de tant d'échecs, s'il faut aider à l'achever ou la ressusciter, un certain trouble s'ajoute à l'état d'urgence qui est dépeint. A l'exemple que donne Bergson rappelant que ce n'est pas parce qu'un manteau accroché à un clou tombe en même temps que ce dernier si celui-ci vient à se détacher, que l'un et l'autre sont la même chose, on perd parfois le fil des séries causales ayant amené aux problèmes listés plus haut. Sont-ce les islamistes qui ont interdit d'interdire en Mai 68 et sapé l'autorité du système scolaire ? Sont-ce les polygames arriérés tribaux qui créent des zones de non-droits dans les banlieues ? Les ouvriers qui séquestrent aujourd'hui leur patron sont-ils des immigrés alterculturels venant de montagnes situées au-delà de la Méditerranée ? Les Eglises et les politiques qui abondent dans le sens des

---

<sup>42</sup> On notera, il sera toujours temps de revenir dessus plus tard, que la propagande écologiste, pourtant le deuxième cheval de Troie de la bienpensance « citoyenne » après l'antiracisme, est la grande absente de ce tableau.

<sup>43</sup> Et financière !

musulmans pour condamner le blasphème lors de l'affaire des caricatures de Mahomet en 2005, ont-ils raté leur assimilation à la société ouverte ?

C'est alors que l'oubli - ou du moins la mise en retrait - de symptômes tout aussi révélateurs que la violence physique des banlieues ou la revendication identitaire des musulmans se fait sentir. En effet, prendre la pleine mesure du mal, dans toute sa diversité apparente, des revendications féministes et homosexuelles à la propagande écologiste en passant par les inéluctables querelles idéologiques qui font de l'Education Nationale un champ miné ou les intrusions bienveillantes de despotes prohibitionnistes de tous ordres, aurait eu l'avantage de réinscrire le défi posé à la société ouverte dans sa pleine dimension. Puisque c'est bien en se coulant dans le sillon de tous ces demandeurs de droits et apprentis-sorciers législateurs que les musulmans en viennent à réclamer une isonomie qui ne pourrait leur être refusée sous peine de trahir la règle de la loi. Finalement, peut-être souffrons-nous de ce que Hayek décrivait en 1944 : en l'absence d'une échelle de valeurs universelle et d'un illusoire consensus qui permettraient de mettre tout le monde d'accord, le Pouvoir, dès lors qu'il dépasse le cadre strict de l'Etat minimal du libéralisme classique, devient un champ de bataille ingérable poussé par sa propre logique inflationniste. Ainsi replongé dans son tout, l'épisode du foulard islamique, par exemple, n'aurait été que la dernière manifestation de luttes idéologiques menées par les laïcards, les églises, la gauche, la droite au sein de l'Education Nationale destinée à former le bon citoyen. L'Islamisme ne donnerait pas l'impression d'être le danger absolu, comme un virus qui aurait muté et serait devenu plus fort qu'avant, mais une pathologie parmi d'autres tirant sa vitalité d'un environnement où il est très adapté (et très bien chez lui) : la politisation de l'existence.

Alors, à l'aune de tout ceci : pas intégrés les casseurs de banlieue qui ont compris qu'en représentant une menace, on obtiendra subsides et "respect" craintif du pouvoir (puis des médias) ? A bonne école, ils ont plutôt bien intégrés la démarche que les syndicalistes (ennemis de l'intérieur ?) leur ont montrée depuis des décennies. Alors, ces immigrés qui viennent profiter des largesses de l'Etat-Providence, plus parasites que ces artistes d'Etat qui ont une « *sébile à une main et une kalachnikov dans l'autre* » (Maurice Druon) ? Plus parasites que cette mafia légale qui distribue l'argent des autres sous couvert de générosité, et à le culot suprême d'attendre de nous que nous les remercions de leurs largesses toxiques ?

Non, tous ces exemples sont des épiphénomènes du collectivisme. Ce que le livre d'Alain Laurent ne nie pas, mais ce qu'il semble perdre de vue, en s'arrêtant en chemin, car s'attaquant à un certain collectivisme, il ne s'attaque pas

à sa racine. Coupons celle-là, au nom de l'individualisme, nous les couperons tous.

*Ne pas se tromper de cochon mais s'attaquer à la porcherie elle-même*

Ce collectivisme qui nous dit que parce que nous (l'homme blanc, le bourgeois, la France, etc.) avons péché collectivement, devons obtenir collectivement la rédemption par un sacrifice expiatoire (une contre-violence symbolique) qui passe par

1) la reconnaissance officielle de la victime fusse par contumace, quitte à faire de la terre une cour de miracles où pullulent les victimes avides d'être reconnue à grand coup d'auto-flagellations,

2) nous devons dédommager la victime quand bien même ce serait la génération d'après et nous ne serions pas nés en vertu d'une *solidarité* qui n'a rien d'individualiste et qu'aucun libéral ne peut accepter.

Ne pas se tromper de cochon mais s'attaquer à la porcherie elle-même  
Ce collectivisme qui nous dit que parce que nous (l'homme blanc, le bourgeois, la France, etc.) avons péché collectivement, devons obtenir collectivement la rédemption par un sacrifice expiatoire (une contre-violence symbolique) qui passe par 1) la reconnaissance officielle de la victime fusse par contumace, quitte à faire de la terre une cour de miracles où pullulent les victimes avides d'être reconnue à grand coup d'auto-flagellations, 2) nous devons dédommager la victime quand bien même ce serait la génération d'après et nous ne serions pas nés en vertu d'une solidarité qui n'a rien d'individualiste et qu'aucun libéral ne peut accepter.

Ne pas se tromper de cochon mais s'attaquer à la porcherie elle-même  
Ce collectivisme qui nous dit que parce que nous (l'homme blanc, le bourgeois, la France, etc.) avons péché collectivement, devons obtenir collectivement la rédemption par un sacrifice expiatoire (une contre-violence symbolique) qui passe par 1) la reconnaissance officielle de la victime fusse par contumace, quitte à faire de la terre une cour de miracles où pullulent les victimes avides d'être reconnue à grand coup d'auto-flagellations, 2) nous devons dédommager la victime quand bien même ce serait la génération d'après et nous ne serions pas nés en vertu d'une solidarité qui n'a rien d'individualiste et qu'aucun libéral ne peut accepter.

Ce collectivisme qui impose sa norme, qui ou permet à la majorité de faire violence à la minorité, ou retourne le principe en prétendant régler quoi que

ce soit. Ce collectivisme qui s'incarne dans l'esprit de la République, et que malheureusement défendent les alliés ponctuels de cet ouvrage, même si par quelques moments de recul, Alain Laurent marque sa pleine conscience du problème d'un tel compagnonnage.

On sait que Hayek regretta 12 ans après *La Route de la servitude* de ne pas avoir assez insisté sur le communisme, tout pris par l'ennemi immédiat que constituait le nazisme. De même Churchill s'en voulait d'avoir choisi le « *mauvais cochon* », Staline contre Hitler. Alors, ne combattons pas un collectivisme quel qu'il soit et de quel ordre qu'il soit (nationaliste – républicain, religieux, idéologique, politique) en lui opposant un autre. Ainsi lorsque, à raison, Alain Laurent, rappelle dans son épilogue que les seuls droits sont ceux de ne pas « *être l'objet de violences* » et de ne pas être « *rejeté a priori à cause de sa "race", de ses origines ethniques ou géographiques et de sa religion* » (p.234), lorsqu'à la suite il rappelle les méfaits de l'Etat-Providence, pourquoi s'adresse-t-il aux immigrés potentiels et non pas à l'ensemble de l'humanité, puisque le même socialisme produit universellement les mêmes méfaits ? S'il reconnaît qu'il faut cesser tout « *impérialisme culturel* » (p.238) au niveau international, pourquoi ne pas étendre cette volonté en demandant la fin du droit d'ingérence à l'intérieur des sociétés ouvertes ? Pourquoi avoir à reconnaître officiellement (ou son contraire) ceux qui veulent cacher les strings des filles à l'école (une certaine candidate de gauche) et ceux qui veulent les voiler ; à arbitrer, à prendre parti au nom d'entités illusoire (le peuple, la nation, etc.) plutôt que de laisser et la liberté pédagogique (dans le strict respect des droits de l'homme) et se faire la concurrence des modèles en l'absence de toute compensation financière d'un Etat-Providence favorisant de fait certains modèles plutôt que d'autres ? Exemple extensible à bien d'autres (le travail le dimanche, jours fériés, mœurs sexuelles, ad lib.) A un Redecker qui demande basement aux « *étrangers* » de se « *montrer plus vertueux, plus travailleurs et plus respectueux que les Français eux-mêmes, parce qu'[ils] sont leurs hôtes, [qu'ils] n'ont rien à exiger, mais tout à mériter [car] quand on dîne à la table d'autrui, on remercie* » (p.127), ne faut-il pas répondre que l'individu n'est solidaire que des imaginaires, des groupes, des cultures qu'il veut, qu'il a choisi, et que par ce genre de déclaration l'homme épris de liberté répugnera à aller manger de ce pain-là à sa table car il est, à ses yeux, à mettre à côté de ceux qu'il combat ? Un individu « *français* » de papier peut bien être « *étranger* » à la France, à la chrétienté, au fétiche démocratique qui n'est que la permanence de la tyrannie de la majorité : les frontières Moi-Nous / Eux qui constituent son identité ne regardent que lui. Ses choix aussi. Les libéraux ont-ils à être rabattus sur des individus certes moins dangereux actuellement, mais encore empêtrés dans une vision de la communauté qui n'est pas la leur ? Devons-nous, nous autres libéraux, nous assimiler, prendre part à la farce politique qui n'est que le terreau fertile de toutes les folies actuelles ? Avons-nous à nous intégrer au point de devenir de bons citoyens qui sacrifient aux nouveaux dogmes verts et

prennent plaisir payer leurs impôts ? Et si les dangers de tous côtés devenaient des odieux utiles pour la cause de la liberté, car ils permettent, une fois mis face à face, de faire comprendre l'impossibilité d'un accord républicain ?<sup>44</sup>. Et si la menace que tel ou tel groupe faisait peser sur d'autres n'était dû à un défaut congénital de la société ouverte qu'il faudrait contrebalancer par quelques béquilles unificatrices, mais justement à un défaut d'ouverture qui réclame des privatisations de l'existence...

### **Le difficile rapport entre ouverture et clôture : clôturer l'ouverture ou s'ouvrir à la fermeture ?**

Alors en guise d'épilogue ouvert, en résonance avec celui du livre qui essaye de dresser un mode d'emploi vivable pour que la « *société ouverte cesse d'être son propre fossoyeur et revienne à elle-même* » (p.240), il n'y a peut-être qu'une seule chose à dire : la société ouverte n'impose que la non-agression et refuse tout autre forme de reconnaissance ou d'aides. Elle ne reconnaît de « *droits à* » à personne, immigré ou non, femme ou homme, hétérosexuel ou homosexuel, chrétien, musulman, athées... mais de simples individus qui vont incarner leur singularité dans la société civile. Elle fait cohabiter en son sein des individus, des groupes, qui peuvent se trouver mutuellement intolérables et qui ne doivent pas être mis en contact artificiellement par un espace public qui n'est rien d'autre qu'un grand champ de bataille. Cette position revient à penser une société sans Etat (ou le moins possible), où la nation politique (contrairement à l'idée défendue p.232-233 de la nécessité de la nation politique maniée « *avec prudence* ») n'est qu'une chimère du passé et en maintient l'esprit vivant pour ceux qui le souhaitent par des clubs culturels (tout comme le devraient être les religions) au risque d'une sorte de communautarisme spontané entre personne de mêmes goûts ou idéologie<sup>45</sup> que combattent les auteurs cités dans le livre, et peut-être Alain Laurent derrière eux. Cette société où la clôture (nécessaire comme le montrent les pages 230-234) est spontanée, entre groupes, tout comme est spontané le rapprochement (culturel, économique) est-elle possible ? Faut-il se résoudre à défendre des frontières politiques (p.236), à enfermer à notre tour les individus dans entités collectives même pour leur bien ? Ou laisser à chacun l'initiative de se fermer ou de s'ouvrir lorsqu'il voudra quitter un groupe clos auquel il n'avait adhéré que par tradition, étant alors prêts à l'aider à en sortir et le défendant vigoureusement contre toute menace physique ?

---

<sup>44</sup> On pourra néanmoins refuser inconditionnellement quelques pratiques comme l'excision et autres dérivés barbares au nom des droits de l'individu

<sup>45</sup> Qui est déjà très probablement une réalité puisque toutes nos affinités sont discriminatoires.

*La Société ouverte et ses nouveaux ennemis* est un livre destiné à faire réagir, une invitation à l'éveil, l'esquisse de quelques pistes destinées à sauver les (fausses) sociétés ouvertes des armes qu'elles confèrent à leurs ennemis : en toute logique ce n'est pas un catéchisme. Il plante quelques banderilles. Celles-ci feront hurler les veaux (la routine), ou stimuleront ceux qui ont encore leurs oreilles et leur queue à entrer dans l'arène. Profitons-en avant que la tauromachie soit interdite pour barbarie.

Article paru sur [Catallaxia.net](http://Catallaxia.net), site non lié à Liberaux.org, et que nous remercions.

A lire également sur Contrepoints :

- [Islam et libéralisme et Le Coran et le recours à la coercition](#)
- [Des extraits et recensions de La Société ouverte et ses nouveaux ennemis](#)
- [Le Libéralisme américain](#), d'Alain Laurent

(=S=)

**DANIEL J. MAHONEY, ALEXANDRE SOLJENITSYNE, EN FINIR  
AVEC L'IDEOLOGIE, FAYARD, COLL. COMMENTAIRE, 334 PAGES**

*Alexandre Soljenitsyne, En finir avec l'idéologie (Solzhenitsyn, The Ascent from Ideology)*, le livre du professeur de philosophie politique américain Daniel J. Mahoney, par ailleurs connaisseur de Raymond Aron, est une formidable mise au point sur la personne et le message du plus célèbre des dissidents soviétiques.

Soljenitsyne, envoyé au goulag pour des motifs dérisoires, comme tant d'autres, sut trouver la force pour se conserver et se construire. Témoin de la vérité, il fit connaître en occident la réalité de l'univers concentrationnaire soviétique, envers du mensonge totalitaire. Si d'autres personnages avaient déjà pu faire connaître cette réalité aux esprits éclairés, c'est véritablement Soljenitsyne qui va dissiper les résistances intellectuelles et fournir la description du système.

Mais l'œuvre de Soljenitsyne ne s'arrête pas là, le plus important est à venir. Quand Soljenitsyne vient s'exprimer sur les plateaux télé occidentaux, c'est la douche froide car le *zek* refuse de jouer la partition prévue : non seulement témoin du totalitarisme, il se fait aussi critique du modèle occidental. Soljenitsyne aurait pu renforcer les certitudes dans le caractère absolument bon du modèle occidental, à travers le caractère absolument néfaste de l'ennemi soviétique. Tel n'allait pas être le cas, Soljenitsyne attribuant des racines communes aux deux modèles. Sans aucunement les mettre à égalité, Soljenitsyne cherchait à sortir d'alternatives satisfaites et nous invitait à aller au-delà, à critiquer, à voir les imperfections de la modernité.

Soljenitsyne rejeta ainsi la facilité et lui préféra un témoignage qui devait le conduire à la solitude. Sa critique fut rapidement dévalorisée comme les divagations d'un réactionnaire nationaliste, antisémite etc. Le héros devenu gêneur fut discrédité. Il était trop difficile, trop désagréable de comprendre pourquoi le plus grand critique de l'URSS se refusait d'être le champion de l'occident.



Le livre de Daniel J. Mahoney, biographie intellectuelle, nous montre à quel point le message de Soljenitsyne a été mal compris et dénaturé. Il nous révèle un Soljenitsyne plus prudent et plus libéral que celui retenu par le public. Il nous présente le message de Soljenitsyne en faveur de l'autolimitation et du juste milieu.

### Ce que Soljenitsyne n'est pas

A grand renfort de citations, Mahoney démonte les idées reçues qui se sont constituées sur la tête de Soljenitsyne.

#### *Un réactionnaire ?*

Sur le plan moral - Soljenitsyne dénonce la confusion progressiste entre progrès moral et progrès matériel. Notre société moderne génère celui-ci mais celui-là n'y est pas lié. Au contraire, en nous absorbant dans la quotidienneté elle nous coupe des questions morales que nous devons nous poser.

La critique de la modernité est certaine, elle n'est cependant pas une apologie du passé. Dans un passage du fameux discours de Harvard se trouve une clé : « *The Middle Ages had come to a natural end by exhaustion, becoming an intolerable despotic repression of man's physical nature in favor of the spiritual one. Then, however, we turned our backs upon the Spirit and embraced all that is material with excessive and unwarranted zeal.* »

Ainsi le Moyen-Âge et la modernité tombent-elles dans des excès inverses entre lesquels il faut trouver le juste milieu, entre les besoins du corps et de l'âme.

Sur le plan politique - Soljenitsyne dresse dans son œuvre l'éloge de Piotr Stolypine, dernier homme politique russe d'envergure avant l'accession au pouvoir des Bolcheviques. L'éloge révèle l'idéal de juste milieu mais aussi du libéralisme prudent qui anime le *zek*, favorable à une démocratie tout en la sachant imparfaite, ce qui est la position libérale par excellence. Piotr Stolypine est l'homme qui, tel Turgot, a tenté de réformer son pays avant qu'il ne soit trop tard. Mais en libéralisant l'agriculture, il était l'ennemi aussi bien des révolutionnaires communistes que des forces traditionnelles de la noblesse et du clergé. Pour Soljenitsyne, Stolypine est en plus de l'homme politique idéal et désintéressé le véritable libéral, contrairement à ceux qui portent ce nom à l'époque en Russie, des progressistes qui jouent le jeu des révolutionnaires et croient qu'à l'abolition de l'autocratie succéderait un régime forcément meilleur.

On le voit, le message de Soljenitsyne est plus complexe qu'on voudrait le croire. Mahoney nous montre que la critique de la modernité de Soljenitsyne n'en fait pas pour autant un réactionnaire. Il écarte ainsi une alternative manichéenne. Mahoney écarte également d'autres reproches : nationaliste ? Non, antisémite ? Non, antidémocratique ? Non plus.

### Dénoncer le mensonge et préconiser l'autolimitation

L'idéologie est mensonge. Elle nie la nature humaine. Et paradoxalement elle en a démontré la résilience par l'échec de ses projets de reconstruction de l'homme.

L'idéologie est justification du mal : « *L'idéologie ! C'est elle qui apporte la justification recherchée à la scélératesse [...]. C'est la théorie sociale qui aide le scélérat à blanchir ses actes à ses yeux et à ceux d'autrui.* » L'idéologie nous trompe sur la nature du mal. Elle situe celui-ci non dans le cœur de l'homme, dans une part de sa nature, mais dans un camp ennemi. Elle nous dit que le mal n'est pas nécessaire mais une contingence attachée à ce camp, justifiant la haine et la destruction.

Soljenitsyne propose que chacun s'autolimite, conformément à ce que prône le christianisme. Un pendant de l'autolimitation est la défense de la propriété privée, sans laquelle l'autolimitation est sans objet. Outre l'autolimitation, la prudence, Soljenitsyne invite au repentir, qui recoupe l'idée de ne pas chercher le mal en autrui. Protéger la nature, épargner les ressources sont encore des préoccupations de Soljenitsyne.

L'autolimitation commande que l'homme questionne d'abord son propre cœur avant de chercher à éliminer le mal chez autrui, avec pour justification l'idéologie. Soljenitsyne nous livre ici une clé de compréhension du monde moderne, monde dans lequel des groupes politiques de toutes sortes entrent en compétition pour désigner à la vindicte le groupe ennemi du peuple et de l'intérêt général :

« *Cela fait maintenant un bon demi-siècle que nous sommes mus par la conviction que la faute incombe au tsarisme, aux bourgeois, aux sociaux-démocrates, aux gardes-blancs, aux popes, aux émigrés, aux saboteurs, au koulaks, aux semi-koulaks, aux ingénieurs, aux parasites, aux « fractionnels », aux ennemis du peuple, aux nationalistes, aux sionistes, aux impérialistes, aux militaristes et même aux modernistes – à tout le monde sauf à toi et moi ! Autrement dit, ce n'est pas à nous de nous corriger,*

*c'est à eux ! Seulement, eux ne veulent pas, eux s'entêtent. Alors comment les corriger sinon par la baïonnette ? »*

Aujourd'hui il semble que la crise des *subprimes* a entériné le rôle des libéraux dans celui des méchants. C'est une croix à porter mais aussi une chance extraordinaire. Mieux vaut tenir ce rôle qui permet de voir la vérité sans fard que hurler avec la meute.

Nicolas Rannou

**PHILIPPE NEMO, *LES DEUX REPUBLIQUES FRANÇAISES*, PUF, 2008, 328 PAGES.**

Dans *Les Deux Républiques Françaises*, Philippe Nemo défend la thèse de l'existence continue en France, depuis la Révolution, de deux courants qui s'opposent et qui se disputent la légitimité de l'appellation « *républicain* » ainsi que la légitimité de l'héritage de la Révolution. Le premier, qu'il appelle « 1789 », correspond à ceux qui sont restés attachés au contenu de la Déclaration Des Droits De L'Homme Et Du Citoyen de 1789 et au respect de l'expression du suffrage du peuple. Le second, qu'il intitule « 1793 », héritière du Jacobinisme, est dirigiste, ne rechigne pas à l'usage de la force, ne respecte guère le vote populaire, et use volontiers des organes de l'Etat pour imposer une vision unique de sa mission, mais aussi pour promouvoir une espèce de religion millénariste sans dieu, le laïcisme.

Pour démontrer et illustrer son propos, l'auteur analyse une série d'éléments clés de l'identité Française contemporaine, en comparant pour chacun d'entre eux les attitudes prises par ceux qui se rapprochent de « 1789 » et de ceux qui se rapprochent de « 1793 ». Ces éléments sont : le respect de la démocratie, les fondations de la République, la laïcité à laquelle il rattache la question de l'enseignement, l'affaire Dreyfus, l'occupation Allemande pendant la II<sup>ème</sup> Guerre Mondiale et enfin l'accaparement du terme « *républicain* » par la gauche.

Dans ce contexte, l'histoire de France se trouve mal enseignée aux enfants, dans un but de perpétuations d'un certain crédo dit républicain, qui tait le rôle positif joué par bien des acteurs de l'histoire et qui donne une image exagérément embellie d'un certain nombre de personnages présentés comme exemplaires. Nemo, avec cet ouvrage, exprime clairement le désir d'amorcer une inflexion afin qu'un rééquilibrage devienne un jour possible.

**Le poids de 1793**

En premier lieu, le premier mythe : que « 1793 » serait démocrate. En fait, depuis sa première incarnation en la personne des Jacobins, elle n'a eu de cesse que de remettre en cause le verdict du suffrage du peuple, par le biais d'artifices aussi innombrables que divers tels l'élimination de candidats gênants, la prise de contrôle déloyale des assemblées, mais aussi la violence et l'émeute, justifiées sans honte par des historiens tels Lissagaray. La force populaire, le peuple, sont alors présentés comme un personnage héroïque à qui tout est permis, alors même qu'on nie l'expression de son vote.

La charbonnerie, les sociétés secrètes de la Restauration, l'affreux Auguste Blanqui qui avait l'habitude d'appeler au meurtre de son propre frère Adolphe, les « rouges » des journées de juin 1848, la Commune qui s'élève pour renverser un gouvernement légitimement élu, les exemples soigneusement décrits abondent, jusqu'aux innombrables blocages se faisant passer pour des grèves, dont nous sommes encore quotidiennement les témoins.

Dans cette lutte, « 1793 » a clairement pris le dessus en arrivant à contrôler des pans entiers de la vie politique et syndicale Française. Sa force découle d'un discours millénariste, c'est à dire de la promesse d'un âge d'or sur terre grâce l'action d'une catégorie d'hommes à la sagesse presque infaillible, se présentant comme des sauveurs.

Deuxième mythe : « 1793 » aurait fondé la République. Au moment de sa création, la III<sup>ème</sup> république est l'œuvre de « monarchistes, anciens orléanistes, anciens partisans de l'empire libéral », d'une part des républicains « *récusant formellement 1793* ». Avant cela, une lignée de penseurs prolonge et enrichit le projet de « 1789 » aspirant à une constitution qui « *interdise à l'Etat de transgresser les libertés publiques essentielles* », tels Guizot, Say, et surtout Constant.

Il est à noter tout de même que c'est sous la III<sup>ème</sup> République que s'enclenche le processus de redistribution des richesses par l'Etat, sous la forme d'une « *intervention limitée de l'Etat dans le domaine social et la perception par l'Etat de ressources fiscales permettant cette intervention* ».

## 1793 et le laïcisme

Troisième point, troisième mythe, et le pilier central qui porte le livre, « 1793 » se prétend laïque. De fait il ne s'agit en rien de laïcité, c'est-à-dire la non implication du pouvoir dans les affaires de la foi, mais d'une guerre sans pitié pour l'élimination, et à défaut la mise sous contrôle totale, des religions. Bien sûr, le point de départ est une situation où Taine, enseignant, n'ose pas faire lire à sa classe *L'Ecole Des Femmes* du fait de la pression de l'église, et cette dérive elle-

même ne peut être tolérée. Mais une fois cela admis, on ne peut pour autant justifier un anticléricalisme, et même un antichristianisme, intolérant et jusqu'aboutiste.

Un inspirateur important de l'anticléricalisme fanatique est Edgar Quinet, qui considère le catholicisme comme rigoureusement incompatible avec la liberté et comme « *un danger... le ciment de tout ce qui reste de servitude sur terre* ». Pour lui, il faut interdire l'enseignement du catholicisme en employant l'arme absolue, le monopole scolaire, mais il faut aussi rendre le culte chrétien « *matériellement impossible* ». Et cela ne peut se faire en respectant les droits de l'homme et la liberté : « *le despotisme religieux ne peut être extirpé sans qu'on sorte de la légalité* ». Quinet est aussi un haut gradé du Grand Orient de France. La Franc Maçonnerie jouera un rôle essentiel dans ce combat, en particulier en recrutant nombre d'instituteurs.

La religion est perçue comme une concurrente du pouvoir. Dès lors il faut imposer « *la religion de la Révolution française* ». De telles idées entraîneront logiquement des persécutions antichrétiennes. La loi Ferry de 1879 revient à tuer dans l'œuf les universités catholiques. Les Jésuites sont dissous, les autres congrégations « *non autorisées* ». La loi de gratuité de l'école laïque signifie que qui veut confier ses enfants à une autre éducation doit payer deux fois. Une génération de protestants libéraux tels Halévy joueront un rôle majeur dans l'éclosion des Hussards noirs de la République, mettant ainsi en place les conditions de la prise de contrôle de l'éducation par ce nouveau corps devenu puissant.

Ce sera ensuite la Franc Maçonnerie qui réalisera ce potentiel de contrôle. Tout comme Quinet, un grand nombre de membres du Bloc des Gauches en fait partie. En 1910, les enseignants qui ne sont pas maçons sont du moins en relation étroite avec la Ligue de l'Enseignement, véritable filiale de l'ordre. Léon Bourgeois dira, « *l'éducation nationale a pour fin dernière de créer [l'] unité des esprits et des consciences* » ; le président Lafferre, au convent du Grand Orient : « *par-dessus les gouvernements qui passent, la Maçonnerie, bras armé de la République, demeure* ». Le secret maçonnique permettra de plus de donner l'apparence de nombreuses voix diverses et convergentes recommandant les mêmes réformes.

Une fois ces bases posées, tout sera en place pour que l'instruction publique, devenue éducation nationale, devienne la chose de syndicats politisés ne répondant plus qu'à eux même, avec l'intention déclarée de ne même plus avoir de compte à rendre à l'Etat, pour aboutir enfin à l'adoption du plan Langevin Wallon avec les réformes Berthouin de 1959 et Fouchet de 1963, sans

que le projet et les fins de l'école unique n'ait jamais été clairement présenté à la population. « *Voilà comment les minorités mènent le monde* ».

### Le 1793 des Dreyfusards

Le quatrième mythe mis à jour de façon convaincante par Philippe Nemo est que la France de 1793 aurait été dans le camp Dreyfusard à l'occasion de l'affaire Dreyfus. De fait, à l'aide de très nombreux exemples, l'auteur défend la thèse qu'il y a, en fait, eu deux époques dans cette affaire. Durant la première, « 1793 » a été très clairement anti dreyfusarde. La deuxième, déclenchée de façon spectaculaire par l'agression à coup de canne par du Président Loubet par le Baron Christiani en juin 1899 verra un renversement du tout au tout de cette position.

De la première époque, Léon Blum, contemporain de l'affaire, dira « *je puis affirmer, sans forcer en rien la vérité, que ceux qui devaient, un peu plus tard, former la base du « Bloc des gauches » étaient alors en grande majorité hostiles à la révision [du procès contre Dreyfus]* ». En ces années de l'après 1870, en plus d'être anticapitalistes et antibourgeois nombreux sont en effet les gens de gauche qui sont aussi anti étrangers. Par extension, ceux qui sont antisémites ne sont pas rares, sans toutefois aller tous jusqu'à l'extrême de Proudhon qui propose d'exterminer les juifs. Les exemples abondent. On se contentera de citer le grand Jaurès : « *la race juive, concentrée, passionnée, subtile, toujours dévorée par un sorte de fièvre du gain quand ce n'est pas celle du prophétisme* ».

Ce n'est que suite au coup d'éclat de Christiani, un aristocrate qui attaque un élu, que la gauche changera de camps, et n'aura alors de cesse que de faire croire qu'il n'en est rien, qu'elle avait toujours été dreyfusarde. Cinquième mythe et le plus proche de nous, la sombre période de l'occupation allemande, pour laquelle « 1793 » prétend que ce sont ses adversaires qui ont été Nazis. En fait, beaucoup des noms célèbres de la collaboration sont socialistes ou anciens socialistes, voire gauchistes et communistes. Ainsi Déat, Guilbaud, Luchaire, Tissot et Darnand qui, dans une longue lettre de septembre 1943, écrivent à de hautes personnalités allemandes à Paris et Berlin leur souhait de construire avec eux partout en Europe une politique « *réellement socialiste et révolutionnaire* ». Pour eux, Hitler a vaincu le capitalisme tant détesté.

A la libération et dans la période qui l'a suivie, on n'aura de cesse de dissimuler cet état de fait, et fabriquera l'image de la gauche et du communisme inflexibles résistants de toujours.

Et enfin le sixième mythe sans cesse alimenté par la gauche dans la discussion nationale : qu'il n'y a de républicains qu'en son sein. Comme pour les cinq premiers, Nemo démonte méticuleusement cette assertion à l'aide d'exemples multiples, même s'il est de toutes façons permis de douter de l'importance du terme républicain dans la bonne marche de la démocratie libérale, celle-ci fonctionnant pour le moins aussi bien dans les monarchies constitutionnelles que dans les républiques.

Comme conclusion du livre, Nemo nous livre une analyse aussi juste que déprimante de la situation de la France d'aujourd'hui, où une religion inavouée de type millénariste a trouvé en le monopole de l'éducation nationale l'église par laquelle elle peut s'assurer que l'ensemble de la population est copieusement exposée à sa doctrine. Sur l'éducation il résume : *« le système, bien que nominalelement public et fonctionnant de facto avec l'argent des citoyens contribuables, est une entreprise privée qui s'autogère. Il est dirigé par les seuls chefs de l'Eglise de la Gauche, francs maçons et syndicalistes, qui considèrent le peuple comme privé de voix délibérative, puisqu'il n'est pas initié et ne peut délibérer valablement de l'avenir qu'ils lui préparent – le « Temple » ou le socialisme. »*

### **Retrouver la pertinence de 1789**

Par sa rigueur, par son infatigable énergie à revenir sur les vérités acceptées par presque tous et qui pourtant n'ont pas grand-chose de vrai, par la liste interminable d'exemples tous plus parlant les uns que les autres, qui nous font nous immerger dans les contextes et les épisodes décrits, par ses révélations sur certains des personnages considérés comme sacrés de l'histoire de France, Nemo nous propose une critique au plus haut point convaincante et dévastatrice de l'édifice révolutionnaire jacobin qu'il appelle « 1793 » et de ses retombées contemporaines. Pour cette raison, ce livre devrait être lu par le plus grand nombre, et relu pour bien en saisir le contenu après la réalisation plus viscérale de l'étendue des dégâts telle qu'obtenue en première lecture.

Sa défense de la France libérale démocratique dite « 1789 », que semble promettre le titre de l'ouvrage, est, elle, en fait, moins fournie. Elle apparaît plus comme l'image lumineuse mais vague de ce qu'il y a de bien face à l'autre composante de l'alternative, une image que Nemo nous demande d'accepter sans en discuter abondamment le contenu. Il y aurait donc un peut-être un autre ouvrage critique à écrire sur cet héritage là, en abordant des questions que le livre ne fait que frôler, telles par exemple :



Comment défendre le principe même de révolution puisqu'il porte en lui le risque chaotique, que son potentiel de troubles est incontrôlable et que son résultat final ne peut être maîtrisé si l'on s'en tient à des principes libéraux ?

Ou encore, les libéraux qui ont posé les bases de l'éducation nationale, et même du monopole de celle-ci, par anticléricalisme « rationnel », ne se sont-ils pas par là même donné le bâton pour se faire battre, puisque leur créature a pu si facilement ne plus répondre qu'à elle-même et leur infliger une défaite dont aujourd'hui encore ils ne semblent pas prêts de se remettre ?

Enfin, même si le modèle républicain jacobin français prouve particulièrement bien en ces temps troublés, de blocages d'universités en séquestration de patrons, d'endettement public catastrophique en étouffante pression fiscale, qu'il est une impasse et porte en soi des risques de troubles graves, néanmoins les démocraties libérales non entachées de jacobinisme, présentée par Nemo comme un contre exemple à suivre, échappent-elles à une lente mais dommageable dérive, via les problèmes de « *public choice* » et les effets cliquets sur la dépense publique, et pour nombres d'entre elles, ne se retrouvent-elles pas aujourd'hui plongées dans des problèmes presque aussi insurmontables que les nôtres ?

S'il veut retrouver une pertinence, « 1789 » doit chercher des réponses au grand défi qui lui fait face : comment limiter les prérogatives que l'Etat n'a cessé de s'arroger ; comment éviter que le suffrage universel ne continue de donner cette dangereuse illusion que les domaines légitimes d'intervention du pouvoir sont eux aussi universels ?

Guillaume Kalfon

**SERGE AUDIER, AUX ORIGINES DU NEO-LIBERALISME : LE COLLOQUE LIPPMANN, LE BORD DE L'EAU, 2008, 354 PAGES.**

Souvent mentionné, le colloque Lippmann, qui a eu lieu en août 1938, est pourtant très mal connu, y compris parmi les spécialistes de l'histoire du libéralisme, et même du néo-libéralisme. Le terme même de néo-libéralisme a pris, depuis les années soixante-dix, un sens nettement différent de celui qu'il avait du temps de ce colloque. L'Institute of Economic Affairs, créé à Londres en 1955 par Arthur Seldon et Anthony Fischer, sur les bons conseils de Friedrich Hayek, suite à la création de la société du Mont-Pèlerin en avril 1947, serait la quintessence de l'entreprise idéologique néo-libérale. Or, les mots n'avaient pas le même sens avant le second conflit mondial.

Selon Bourdieu, le néo-libéralisme serait un projet politique d'autant plus redoutable qu'il ne s'énonce pas comme tel et que les choix concrets qu'il préconise se présentent comme une description neutre des lois de l'économie<sup>46</sup>. Le postulat de Bourdieu et d'une cohorte d'autres auteurs est que la contre-révolution néo-libérale a été planifiée de très longue date par une sorte de « *commando* » intellectuel qui, avec préscience, n'attendait que l'occasion de passer à l'attaque.

Si Serge Audier ne cache pas que, pour lui, « *la connaissance informée du néo-libéralisme n'est pas antinomique avec la possibilité de le combattre politiquement* » (ce qui est vrai), il veut même souligner les graves tensions et contradictions « *pour en percer les faiblesses et pour dénoncer l'impasse historique de ce qui devait finalement s'imposer comme l'idéologie « néo-libérale »* ».

Keith Dixon<sup>47</sup> clame, quant à lui, que les cibles des conférenciers du colloque Lippmann étaient bien Keynes et le keynésianisme<sup>48</sup>. Or il semble clair

---

<sup>46</sup> Pierre Bourdieu, « le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites », *Contre-feux*, Paris, 1998, pp. 108-119.

<sup>47</sup> Keith Dixon, *Les Évangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Seuil, 1998.

<sup>48</sup> Qu'est-ce que le keynésianisme en 1938 ? On aurait aimé savoir.

que la cible était plutôt le planisme, le corporatisme, et du reste il est absolument faux d'affirmer, comme le fait pourtant Dixon, que l'ensemble des membres du colloque s'accordaient à voir dans le keynésianisme l'ennemi à abattre.

Serge Halimi, dans *Le Grand bond en arrière*, ne s'embarrasse pas de plus de détails. Peu importe, pour Dixon comme pour lui, qu'Aron se définissait alors « socialiste ».

Certes, dit Serge Audier, parmi les participants du colloque, il y avait bien un certain nombre d'auteurs importants qui, dans les années 1930-1940, ont assumé des positions qui les opposent nettement à Keynes (Rueff, Mantoux, Mises, Hayek, Röpke). Mais cette position est loin d'être alors entièrement partagée. Même Lippmann évoque, dans *La Cité libre*<sup>49</sup>, Keynes sans le dénigrer. Bien au contraire, le livre de Lippmann constitue une critique radicale des « illusions du laisser-faire »<sup>50</sup> et un bilan des plus sévères de la « débâcle du libéralisme ». Michaël Polanyi, disait, lui, qu'« une politique keynésienne correcte pourrait régénérer le marché libre et refonder le capitalisme sur de nouvelles bases »<sup>51</sup>.

C'est oublier un peu vite que bon nombre des participants du colloque Lippmann n'étaient pas économistes de formation, et que l'aile la plus favorable au marché, celle de la « première » école de Chicago, n'était pas présente à Paris en 1938. A dire vrai, le contexte de l'ère des totalitarismes et de la montée de la guerre pèse alors infiniment plus lourd que la critique de la *Théorie générale* de Keynes.

François Denord a apporté de nombreux éléments de documentation sur le colloque<sup>52</sup>, en soulignant notamment l'importance d'X-crise, le cercle de réflexion de polytechniciens très actif avant et après guerre. Mais on ne peut considérer qu'expliquer les réseaux intellectuels et patronaux suffise à savoir ce qu'il faut penser des thèses de tous ces auteurs.

Audier, s'il offre une bonne présentation du colloque, de ses particularités, liées à la forte présence des Européens au détriment des Américains, peu présents non seulement pour des raisons de fond mais aussi et tout simplement à cause du contexte géopolitique de l'époque, alourdit trop les

---

<sup>49</sup> W. Lippmann, *La Cité libre*, trad. G. Blumberg, Paris, Librairie de Médecis, 1946.

<sup>50</sup> Serge Audier n'a pas saisi la différence entre le « laisser faire » et le « laissez-faire », et seul le second concept est revendiqué par les libéraux. Voir [ici](#) en particulier.

<sup>51</sup> M. Polanyi, *Full Employment and Free Trade*, Cambridge, University Press, 1948, p. XII. Le terme « correcte » n'est peut-être pas le moins important dans la phrase de Polanyi.

<sup>52</sup> F. Denord, *Néo-libéralisme, version française. Histoire d'une idéologie politique*, Paris, Demopolis, 2007.

arguments en faveur de sa thèse. Laquelle consiste à faire de ce colloque fondateur l'un des fondements de la pensée sociale-libérale, sinon social-démocrate, contemporaine. Ce faisant, il mésestime assez nettement l'influence et le magistère unique de Mises, qui n'avait pas à proprement parler de concurrent en termes d'aura parmi les membres du colloque. Même les deux tenants de l'ordo-libéralisme, Röpke et Rustow, ne sauraient sérieusement se comparer au Mises de la fin des années trente.

Par ailleurs, soutenir que les membres du colloque Lippmann étaient favorables à l'interventionnisme économique le plus orthodoxe, à la manière du New Deal Rooseveltien, ne me semble pas du tout correspondre à la réalité, peut-être à l'exception d'un Raymond Aron qui, encore à l'époque, se disait socialiste. D'une façon plus générale, prétendre que le néo-libéralisme serait assimilable au keynésianisme, comme le fait Audier, ne correspond pas à la réalité. Il n'est qu'à lire les textes de l'époque, et ceux parus un peu plus tard sous la plume de ces auteurs, pour se rendre compte de l'erreur d'une telle appréciation. Walter Lippmann lui-même, dans *la Cité libre*, tient des propos extrêmement éloignés de ceux qu'Audier rapporte dans son livre. A toutes fins utiles et afin que chacun se fasse son propre jugement, je reproduis du reste en ce moment sur Librairial [l'intégralité du texte](#) de *la Cité libre*.

S'il ressort du colloque de 1938 un penchant social prononcé, qu'on ne retrouvera effectivement pas après-guerre, au moment de la création de la Société du Mont-Pèlerin, et qu'aucun des auteurs présents en 1938 ne portera de manière prégnante sur la place publique (à l'exception de Röpke, quoiqu'on puisse en débattre, et bien qu'il ait été lui aussi président de la Société du Mont-Pèlerin), il ne faudrait pas pour autant caricaturer. L'aile libérale la plus orthodoxe, autrichienne ou américaine, reste une voie présente aussi bien dans les débats que dans le rapport final. A aucun moment, les néo-libéraux n'ont pris le pas sur les orthodoxes, pour dire les choses autrement.

Enfin et plus grave, Audier n'a pas du tout saisi la teneur des différents courants qu'il appelle « orthodoxes », terme que je reprends ici comme il m'y invite. Il mélange allègrement les Autrichiens classiques, qui, à la manière de Mises et plus tard Hayek, reprennent la méthode scientifique professée par Carl Menger<sup>53</sup>, il évoque les futurs Austro-Américains, qui ont pourtant développé une voie particulière vers le libéralisme, et plus encore les tenants de l'école de Chicago, sans saisir le moins du monde les oppositions épistémologiques et

---

<sup>53</sup> Il y a même eu des Autrichiens classiques partisans de l'interventionnisme, ce qui n'est pas en soi incompatible, par exemple von Wieser. A propos de Carl Menger, lire la biographie de Gilles Campagnolo, *Carl Menger, entre Aristote et Hayek*, CNRS, 2008. Du même auteur, lire aussi *Seuls les extrémistes sont cohérents... Rothbard et l'école austro-américaine dans la Querelle de l'herméneutique*, ENS Lyon, 2007.

pratiques extrêmement fortes qui émaillaient déjà, avant-guerre, cette dernière école aux deux premières. Faire des libéraux orthodoxes un tout pour mieux tirer à soi la couverture du libéralisme social est une chose, mais la réalité a été tout autre.

Je passe enfin sur certaines imprécisions<sup>54</sup> qui m'incitent à vous dire que cet ouvrage peut constituer une bonne entrée en matière pour saisir les tenants et les aboutissants de cet événement en effet fondateur de la pensée libérale contemporaine. Mais en vous précisant que, si vous souhaitez véritablement approfondir le sens de ce cheminement tortueux, mieux vaut s'orienter vers d'autres ouvrages, à commencer par *le Libéralisme américain* d'Alain Laurent<sup>55</sup>, qui évoque assez longuement le colloque, en des termes nettement plus objectifs.

Fabrice Ribet

---

<sup>54</sup> Audier fait de Karl Menger le fondateur de l'école autrichienne (p. 8), alors qu'il s'agit de Carl Menger. Il a confondu le père et le fils, qui, lui est un mathématicien de renom. Il croit qu'un certain Ludwig van Mises, auteur néerlandais je présume, a participé au colloque Lippmann.

<sup>55</sup> Alain Laurent, *Le libéralisme américain, Histoire d'un détournement*, les Belles Lettres, 2006. J'ai résumé l'ensemble de cet ouvrage, je vous invite donc à vous y référer. Voir en particulier le chapitre 4.

**GUY SORMAN, *L'ECONOMIE NE MENT PAS*, FAYARD, 2008  
2008, 336 PAGES.**

L'économie n'est plus une opinion, c'est une science. Les percées théoriques et leur application politique ont, depuis trente ans, transformé la condition humaine : le monde est entré dans une phase de développement sans précédent. Il n'existe plus désormais qu'un seul système économique : le marché mondialisé. Fondé sur l'innovation incessante et l'esprit d'entreprise, ce système est progressiste et imparfait : il exige des critiques, à condition qu'elles soient scientifiques, et des corrections politiques, à condition qu'elles ne détruisent pas le système lui-même. Cette économie moderne n'est pas à l'abri des fluctuations, mais le temps des grandes crises semble passé : les nations qui appliquent les enseignements de la science économique connaissent la croissance la plus forte, les mauvais élèves payent par leur stagnation. Ici, Guy Sorman rencontre les grands théoriciens de notre temps et les praticiens ; il montre comment les découvertes théoriques expliquent les succès et les échecs du développement au sein de toutes les civilisations. Ce livre est un état de la connaissance économique à travers le monde.

### **La nouvelle économie**

Edward C. Prescott (prix Nobel d'économie 2004) affirme que sur plus d'un siècle, la croissance suit un trend de 2%, qui traduit le progrès constant de l'efficacité économique aux Etats-Unis. Sur le long terme, le trend du pays leader n'est pas dépassable, à moins que le leadership ne change. Dans l'attente, une économie qui croît à moins de 2% par an vit en dessous de ses capacités ; elle est en crise virtuelle. Et cette crise, selon Prescott, est toujours provoquée par une mauvaise politique économique. Dans le modèle de Prescott, la croissance résulte de la combinaison du travail, du capital et de l'efficacité. En Occident, la productivité est homogène, de même que la répartition des capitaux ; c'est donc la quantité de travail et elle seule qui fait la différence et explique les réels écarts de croissance.

Depuis les années 1980, à efficacité comparable, les Américains travaillent plus et s'enrichissent plus, tandis que les autres travaillent moins et s'appauvrissent relativement.

Pourquoi, à partir des années 1980, les Américains ont-ils « choisi » collectivement de travailler plus, tandis que les Européens opéraient le choix inverse ? Le motif, c'est l'impôt. En 1980, les Américains et les Européens travaillaient autant, et le niveau de l'impôt sur le travail était identique. Maintenant que les Américains produisent 40% de plus que les Européens, il se trouve que les impôts en Europe, en moyenne, sur un gain de 100 confisquent 60 ; aux Etats-Unis, le prélèvement est de 40. Il s'agit là d'un taux marginal : un Américain, en travaillant plus, conserve 60% de ce qu'il gagne, contre 40% en Europe.

Seule l'augmentation du travail par l'offre conduit à une augmentation de la production ; la nouvelle croissance ainsi induite permet à l'Etat de prélever des impôts à un taux plus faible, mais sur une richesse accrue. L'Etat y gagne autant que les travailleurs.

Des expressions comme « relance de l'économie » ou « ralentir la surchauffe » n'ont aucun sens : les agents économiques savent que les signaux ne sont que des signaux, et non des changements réels ; ils déjouent donc les politiques en anticipant sur les effets artificiels que les gouvernements en attendent.

En cas de baisse du trend, il ne faut rien faire, dit encore Prescott. Le cycle de l'innovation durant environ 42 mois, il y a des creux. Inévitablement, ces ruptures provoquent des protestations chez les victimes. Mais l'intervention des gouvernements peut transformer un cycle naturel en crise majeure, jusqu'à casser durablement le trend de croissance. C'est le cas, par exemple, de la politique engagée durant le New Deal, par Franklin Roosevelt<sup>56</sup>. De la même manière, le gouvernement de Léon Blum a prolongé la crise en réduisant le temps de travail tout en augmentant les salaires<sup>57</sup>.

Pourquoi l'Occident est-elle en avance, et comment imaginer une éventuelle répliquabilité ? Selon la Banque mondiale, le Saint Graal réside dans les

---

<sup>56</sup> Voir bien évidemment Murray Rothbard, *America's Great Depression*, 1963 ; et aussi « The Hoover Myth », J. Weinstein et D. W. Eakins ed., *For a New America : Essays in History and Politics from Studies on the Left, 1959-1967*, et « Herbert Hoover and the mythology of Laissez-faire », *A New History of Leviathan*, codirigé avec R. Radosh en 1972.

<sup>57</sup> A l'exception de Jacques Rueff, peu ont fait preuve de clairvoyance, non seulement pendant, mais encore après ces événements.

« *bonnes institutions* »<sup>58</sup>. Un état de droit, une justice authentique, des banques et des entreprises indépendantes, le respect de la parole donnée et des contrats en constitue le fondement. Il est indéniable que ces institutions sont nées en Europe, et qu'elles y ont précédé l'Etat.

Pour expliquer ce parcours historique, deux conceptions s'opposent. Une culturaliste, et l'autre économiste.

La conception culturaliste est incarnée par Avner Greif, pour qui les valeurs religieuses déterminent le choix des bonnes institutions. En Méditerranée (en particulier à Gênes et Venise), se noua par le commerce international une révolution économique médiévale : la pérennité des Génois vint de leur aptitude à créer la plupart des institutions économiques modernes (banque, traite, lettre de crédit, société par action). A contrario, les réseaux maghrébins, partis de Bagdad et ayant Le Caire pour base, étaient fondés sur la famille, les solidarités communautaires et les engagements personnels. Là où à Gênes, on traitait entre individus, et où on s'engageait par contrat écrit, au Caire on traitait entre communautés. Pour faire régner entre eux un état de droit, les Génois créèrent un pouvoir politique, faible et choisi par eux, la Cité-Etat, sans équivalent ailleurs. A Gênes, les familles étaient restreintes, nucléaires. Chez les Maghrébins, l'individu n'existait pas en dehors de la communauté. La conception économiste est défendue a contrario par Daron Acemoglu, Arménien de Turquie. Pour lui, les individus sont mus essentiellement par la recherche de leurs intérêts matériels. Les idées ne gouvernent pas le monde, les intérêts seuls sont le moteur de l'histoire : l'économie agit comme infrastructure, les idéologies comme superstructures. Pour bâtir son modèle, Acemoglu a recours au Rasoir d'Occam : les élites détiennent *de facto* le pouvoir ou la richesse (et généralement les deux). Dans les démocraties, c'est le peuple qui décide ; dans les « non-démocraties », ce sont les élites. Les élites s'opposent donc à la démocratie lorsqu'elles ont tout à y perdre ; les peuples s'accommodent de la « non-démocratie » dans des sociétés stables qui ne croissent pas, parce que les injustices y sont supportables. Mais, en période de croissance, les rapports de force et les exigences se modifient. Ainsi, les élites cèdent lorsque le coût de la démocratie leur paraît moindre que celui de la résistance à celle-ci. Aucune démocratie ne pourra donc être instaurée ni devenir stable, si elle n'est pas fondée sur la nécessité économique d'un partage entre les élites et le peuple.

Dès lors, doit-on estimer que le despotisme est indispensable au décollage économique, et un passage obligé avant l'avènement de la démocratie ? Dani Rodick réfute cette thèse. En effet, il y a trois « impacts » économiques à la

---

<sup>58</sup> Après avoir milité pour les équipements structurants, la privatisation, la bonne gouvernance et des administrations non corrompues, ou encore l'aide internationale...



démocratie. Tout d'abord, el le permet une redistribution plus égalitaire. Ensuite, il est plus difficile d'imposer des réformes en démocratie, même des réformes bénéfiques, car nul n'est capable de déterminer à l'avance qui seront les gagnants d'une économie en croissance, tandis que les perdants, eux, sont connus : ce sont les bureaucrates, les monopoles et les titulaires d'une rente de situation. Dans ce jeu asymétrique, le statu quo va l'emporter. Enfin, la démocratie permet de surmonter les crises. Elle permet de négocier avec les partenaires concernés une nouvelle distribution des charges qui est la condition de la sortie de crise. Les démocraties survivent aux crises économiques, les dictatures rarement. Elles agissent donc comme des réducteurs d'incertitude.

Selon la Banque Mondiale, l'état de droit représente 57% du capital d'une nation, et l'éducation 36%. Les richesses naturelles ne représenteraient en réalité que de 1 à 3% du capital des nations. Ainsi en est-il des Argentins : ils sont entrepreneurs, éduqués, ouverts sur le monde, mais leur puissance économique est passée du cinquième rang mondial au milieu du peloton, du fait de l'érosion du capital immatériel argentin. La dégradation constante des institutions politiques et financières, le caractère fantasque, imprévisible de l'Etat argentin, en réduisant le capital immatériel, ont miné la productivité du pays, diminuant l'investissement et le retour sur investissement. Enfin, n'oublions pas que plus une économie se développe, plus elle requiert une puissance publique indépendante ; et celle-ci a un revers : elle est coûteuse.

### **La monnaie vraie**

Alors que quelques charlatans défendaient et justifiaient l'inflation, le monde est fort heureusement sorti, à quelques exceptions près, de cette maladie. Les monnaies sont stables et les prix prévisibles. Nous devons beaucoup à Milton Friedman : il a démontré que l'inflation n'est pas la conséquence de la hausse des prix, c'est l'inverse qui est vrai. La hausse des prix vient toujours de l'excès de monnaie fabriquée par les Etats. Elle ne « relance » jamais la demande. Robert Lucas a expliqué pourquoi : l'anticipation rationnelle des agents économiques. La création de monnaie ne sert qu'à financer les dépenses publiques en prélevant un impôt invisible sur le peuple ; cette hausse des prix pèse, à leur insu, sur les plus pauvres. L'Etat seul en tire des bénéfices, et aussi les privilégiés qui vivent avec des monnaies non nationales comme l'or ou le dollar. Pour en finir avec l'inflation, il suffit d'éliminer le déficit public et de ne pas mettre en circulation plus de monnaie que nécessaire. On peut même mettre les monnaies en concurrence, pour que les cours cessent d'être artificiellement déterminés par les Etats qui les émettent.

Kenneth Rogoff, économiste en chef du FMI de 2001 à 2005, donne un exemple très explicite. Le FMI a souvent accordé des prêts politiques dans l'espoir de sauver des régimes en place. Ces prêts à fonds perdus ont permis aux dirigeants de différer les réformes qui auraient été indispensables au développement. Les dettes de ces pays, tant décriées dans les médias, ne sont en tout état de cause jamais honorées par les pays pauvres ; mais, pour les pays riches, annuler la dette ne coûte rien, procure bonne conscience, et laisse croire que la dette est l'origine de la pauvreté. L'annulation des dettes perpétue aussi la pratique du détournement des fonds.

Selon Rogoff, c'est la mondialisation plus que la BCE qui garantit la stabilité des prix. L'accumulation des dollars, le désir qu'en ont les non-Américains, permettent aux Etats-Unis d'emprunter et d'investir à des taux plus bas que tout autre pays au monde. Ce gain par rapport à l'Europe est de 1% de croissance supplémentaire par an. Sachant que la croissance annuelle dans les pays riches gravite autour de 2%, l'avantage dollar représenterait la moitié de cette croissance ; l'ambition européenne de remplacer le dollar par l'euro est donc justifiée.

Mais l'erreur européenne, dit Rogoff, est de croire qu'il suffit de créer l'euro pour obtenir l'équivalent du dollar. Or il est bien trop tôt pour anticiper la gestion future de l'euro par la BCE, et ceci sera déterminant.

L'Argentine, là encore, est exemplaire de cette contradiction entre l'intérêt général à long terme, qui requiert la création d'une nouvelle monnaie stable, et les mafias politiques qui gèrent ce pays. Il eût été possible pour l'Argentine d'adopter le dollar comme monnaie nationale. Domingo Cavallo opta pour une solution qui parut géniale et se révéla fatale : il fixa la valeur du peso à un dollar américain, garantie par des réserves en dollars. C'est aussi en dollars que la Banque centrale argentine s'endettait pour garantir la parité du peso. Si bien que d'un côté, Cavallo stabilisait la monnaie avec succès ; de l'autre, le président de la République Carlos Menem dépensait à tout va l'argent public. Les prêts octroyés au pays se firent de plus en plus onéreux. Les successeurs de Menem choisirent en 2001 de se mettre en faillite, de ne pas rembourser, et à la dévaluation ils ajoutèrent le stratagème dit de la *pésification* : les dollars déposés dans les banques par les Argentins furent considérés comme des pesos « nouveaux » à la valeur fixée à 33% du cours ancien. Autrement dit, tous les titulaires de comptes en pesos qui avaient accordé leur confiance à la nouvelle monnaie furent dépouillés des deux tiers de leur patrimoine. Mais quelle aubaine pour les débiteurs ! Leur dette fut réduite des deux tiers. Ce coup d'Etat économique a été prémédité : les débiteurs étaient essentiellement de très grandes entreprises, et les gouvernements locaux ; les victimes furent les

prêteurs. La conséquence la plus significative en fut le ralentissement des investissements nationaux et étrangers.

### **La bonne mondialisation**

On est frappé par le nombre de chercheurs et d'enseignants européens qui passent, sans trop en faire état, de l'autre côté de l'Atlantique. Jagdish Bhagwati nous donne une explication convaincante du paradoxe suivant. La baisse de salaires dans les pays riches en raison des importations en provenance des pays bon marché ne devrait-elle pas être une conséquence logique de la mondialisation ? En réalité, ces pays fortement importateurs ne connaissent pas de baisse des salaires. Bhagwati explique que, dans un produit importé, par exemple de Chine, le salaire ne représente qu'une part modeste du prix (de l'ordre de 10%). La concurrence joue donc peu sur les salaires. Par ailleurs, un emploi supprimé par suite d'une délocalisation sera presque toujours remplacé par un autre emploi. Ce nouvel emploi est généralement plus rémunérateur car plus qualifié ; la mondialisation tire donc toutes les économies vers le haut.

Il n'empêche, c'est vrai, que certains salaires baissent réellement dans les pays occidentaux exposés à la mondialisation. Mais celle-ci n'y est pour rien.

Dans les périodes de transition, d'un mode de production à un autre, les salariés subissent une baisse de revenus, avant de rebondir vers des métiers plus rémunérateurs. Mais ce rebondissement, à la sortie du creux, n'est vrai qu'en moyenne. Cela signifie que si la mondialisation est bonne pour la croissance globale, ses effets pervers doivent être traités par ailleurs.

Prenons l'exemple du protectionnisme agricole. La facture de cette erreur est payée deux fois : une fois par les contribuables et les consommateurs des pays riches, une fois par les pays pauvres dont les exportations sont écartées. Le protectionnisme agricole, dit Bhagwati, ralentit les progrès techniques, puisqu'ils ne sont plus nécessaires pour gagner des marchés ; il détruit l'esprit d'entreprendre parce qu'il ne sert à rien dans un secteur protégé ; il prive les nations des avantages comparatifs qu'elles gagneraient à échanger. Il appartient à un gouvernement démocratique, ajoute-il, de protéger telle ou telle catégorie de population ; c'est son choix. Mais il est d'intérêt général que ce choix n'interrompe pas le libre-échange et la mondialisation. Bhagwati accepte qu'un État subventionne les agriculteurs à titre personnel, à condition que les obstacles au libre-échange des produits soient levés.

Il n'existe pas un seul exemple répertorié où la protection accordée à une entreprise incapable de résister à la concurrence internationale soit

parvenue, à terme, ni à sauver cette entreprise, ni à faire progresser l'économie nationale.

Même les économistes les plus critiques à l'encontre de la mondialisation (Dani Rodrik, Joseph Stiglitz), ne doutent pas de l'intérêt général de la mondialisation comme arme absolue contre la pauvreté. Le désaccord, qui n'est pas doctrinal, porte sur les modalités de l'exercice.

Enfin, il ne faut pas omettre que, sur le marché mondial, ce ne sont plus des produits que l'on échange, mais des tâches. L'entreprise est devenue un concepteur, distributeur, rassembleur de tâches qui aboutissent à un produit ou à un service finis. La nationalité de ce produit ou de ce service ne fait plus sens.

### **L'entreprise éducation**

Caroline Hoxby considère que l'école est une entreprise comme les autres. Et elle se demande si cette entreprise est rentable. Dès l'instant où les fonds investis dans l'éducation sont considérables, l'interrogation n'est pas illégitime. Pour calculer l'investissement dans le système éducatif, il faut partir du point d'entrée (l'argent qu'on y met) et viser le point de sortie (le capital humain produit). Le capital humain est décisif, puisque le taux de croissance est indexé sur son évolution. On observe que le niveau baisse quand l'école baisse ; cela est vrai en moyenne sans l'être nécessairement pour un individu particulier. Il existe donc de mauvaises écoles, mal gérées, et de mauvais enseignants.

Pour rendre les *high schools* productives, Milton Friedman a inventé le principe des chèques éducation (*vouchers*), qui s'inscrit à l'intérieur de l'enseignement public, et ne cherche pas à le privatiser. L'Etat ou les collectivités locales attribuent, dans le système des vouchers, à chaque famille et pour chaque enfant, sans tenir compte des revenus, un chèque-éducation valable pour n'importe quelle école publique ou privée sous contrat. On attend ainsi que les intéressés sélectionnent les meilleurs établissements. Pour les établissements, le chèque-éducation représente tout ou partie de leurs ressources budgétaires. Les établissements entrent alors en compétition pour attirer les élèves. Pour y parvenir, il leur faut recruter les meilleurs enseignants, et les rémunérer en fonction de leur qualité.

Le cas de la Floride, explique Caroline Hoxby, est partiellement convaincant. Le chèque-éducation a été accepté par les républicains comme par les démocrates, mais nul ne l'utilise, car il ne représente qu'une infime fraction des budgets des écoles. L'expérience de Milwaukee est plus persuasive : il y avait là-bas une forte minorité hispanique dont les résultats scolaires étaient

médiocres. Avant le chèque-éducation, ces élèves étaient assignés, par une carte scolaire contraignante, à des écoles de quartier « ghettoïsées ». Depuis le chèque-éducation, on observe une amélioration variant entre 5 et 10% pour l'ensemble des élèves de Milwaukee, avec une progression plus importante pour les enfants hispaniques que pour la population d'origine locale.

On peut citer aussi l'exemple du Chili, où les résultats du chèque-éducation sont médiocres parce que les gouvernements (de gauche depuis le départ de Pinochet en 1990) refusent de financer les chèques à un niveau suffisant pour accéder aux écoles privées, plus onéreuses que les écoles publiques ; de plus, au sein même de l'enseignement public, les directeurs d'école refusent de publier leurs résultats.

Caroline Hoxby évoque une autre expérience, encore marginale mais digne d'espoir : les charters schools, écoles sous contrat. Ce sont des établissements secondaires créés par une entreprise privée, ou par une fondation. Ces entreprises passent avec les autorités locales un contrat détaillé sur le contenu de leur enseignement, leurs méthodes pédagogiques et leur mode de gestion. Ces établissements reviennent moins cher à la collectivité ; pour les enfants, l'école est gratuite ; il ne s'agit pas d'établissements confessionnels ; pour les managers et les enseignants, il est possible de faire carrière à l'intérieur de la chaîne.

### **Les limites de la raison pure**

A l'opposé de la théorie de l'action rationnelle de Gary Becker, deux conceptions tentent de la réfuter : la première porte sur la spéculation, qui semble la moins rationnelle des activités économiques ; la seconde, sur l'économie comportementale, et va jusqu'à contester la capacité des individus à faire preuve de rationalité.

José Scheinkman, économiste brésilien, étudie le cas de la spéculation et des bulles financières. Il note qu'au départ de ces phénomènes (un des exemples les plus connus, n'est pas lié à l'actualité du moment, mais à la bulle des bulbes de tulipes au XVII<sup>e</sup> siècle), il y a toujours un fait réel, une innovation. Intervient alors un personnage tiers qui va engendrer la passion : le « conseiller ». Dès qu'il a repéré ou cru repérer l'innovation, il va en exagérer la portée au mieux de ses intérêts. Cet excès même contribue à sa réputation d'expertise et lui attire de nouveaux clients.

Ce qui caractérise la bulle, c'est, outre son rythme, la disparition de toute relation entre la valeur d'acquisition et la valeur de l'entreprise ou les

bénéfices que l'on peut en attendre. L'acquéreur serait-il devenu irrationnel ? Pas totalement, car le spéculateur n'achète pas dans l'attente de dividendes ; il achète avec l'espoir que la spéculation se poursuivra et qu'il pourra revendre à un cours supérieur. Par conséquent, le spéculateur est affecté d'un trait psychologique banal : l'excès de confiance en soi.

Enfin, Scheinkman s'interroge sur les conditions et les raisons qui font qu'une bulle crève. Si l'échéance en est imprévisible, les raisons en sont triviales : le marché s'effondre quand les offres dépassent en nombre la demande. Les valeurs baissent jusqu'à refléter le prix réel (ou nul) des entreprises ou des objets qui avaient suscité la spéculation. En attendant bien sûr la prochaine frénésie et la répétition à l'identique du modèle de Scheinkman.

David Laibson, Amos Tversky et Daniel Kahneman soutiennent, quant à eux, que les modèles classiques fondés sur des ensembles statistiques, à la Gary Becker, ne rendent pas compte de la manière dont les individus exercent leurs choix économiques. Nous sommes divisés entre des exigences et des pulsions contradictoires dans l'instant, et plus encore dans le temps. Le moi instantané est plusieurs. Si l'on s'inscrit dans la durée, tous les « moi » qui sont en moi divergent encore plus. Le cas des dépendances (au tabac, à la drogue), illustre bien cet état de fait. Ces économistes en tirent une courbe d'inconséquence temporelle, qui reflète que nous sommes parfois amenés à faire des choix irrationnels qui nous sont défavorables. Cet écart entre l'optimum théorique et la réalité traduit nos inconséquences temporelles : plus l'avenir est éloigné, plus le moi présent entre en conflit économique avec le moi futur.

Allons encore un peu plus loin. Si on se rallie à David Laibson, il conviendrait d'interdire les offres irrésistibles, trop alléchantes pour être vraies. L'économie comportementale dénonce ainsi l'irrationalité de tous les acteurs économiques, l'Etat inclus. Les acteurs étatiques, dit Laibson, manifestent aussi une préférence (électorale) pour la gratification immédiate, et minorent le long terme ; cette irrationalité de l'Etat étant plus dangereuse que celle des individus en raison de son pouvoir plus considérable, mieux vaut limiter le pouvoir de l'Etat puisqu'il est, lui aussi, irrationnel.

On trouve cette même invitation chez George Akerlof : lorsqu'un marchand de voitures d'occasion propose une affaire à un client, le marchand dispose d'informations que le client n'a pas : leur information est asymétrique. Autre exemple, les agents immobiliers acquièrent leur propre logement à un prix moyen inférieur au prix du marché ; ils ne peuvent pas exploiter leur information asymétrique contre eux-mêmes. Akerlof en conclut que le marché doit obligatoirement être surveillé par un tiers. Mais ce tiers n'est pas

nécessairement l'Etat ; une marque ou un label peuvent aussi bien rétablir l'équité des informations.

### **La grande transition**

Le Hongrois Janos Kornai rappelle que le gouvernement socialiste autorisait le travail au noir et les petites entreprises privées ; les entreprises publiques, par exemple, fabriquaient des bouteilles de bière qui ne s'ouvraient pas, permettant à des entrepreneurs privés de prospérer dans la fabrication de décapsuleurs. Pour lui, il n'y a pas de troisième voie (qui serait par exemple un « *socialisme de marché* ») : si l'on quitte le socialisme, on le quitte pour de bon pour entrer dans le capitalisme. Kornai a théorisé le socialisme comme système. Dans un système clos, aucun élément ne peut être modifié ou soustrait sans que le système entier s'effondre.

Si le socialisme n'innova jamais, c'est parce qu'il n'existait, dans le système, aucune incitation à innover. Tout, dans l'économie socialiste, était copié sur le capitalisme, ou dérobé. L'Etat faisait semblant de vous payer, et les travailleurs faisaient semblant de travailler. Du reste, comme le dit Hayek, un Etat central qui entend fixer les prix supposerait une connaissance parfaite des désirs et des comportements de tous les individus à un moment donné, et devrait anticiper sur leurs comportements et désirs à venir. Ce qui est impossible. Le système socialiste, ajoute Kornai, remplissait les fonctions végétatives de l'économie ; la répression était un élément essentiel. Ce n'étaient pas Staline ou Mao qui pervertissaient le bon système communiste ; au contraire, la tyrannie y était intrinsèque, car sans une discipline militaire, une économie socialiste ne peut fonctionner.

Dans les années 1980, l'esprit de réforme s'empara des dirigeants socialistes. De nombreux théoriciens avaient préconisé d'introduire dans le système socialiste les mécanismes du marché, sans renoncer à la propriété publique. Ce qui supposait, dit Kornai, que l'économie soit une galerie marchande où l'on pourrait sélectionner les produits les plus avantageux. Mais l'économie n'est pas un supermarché.

Gorbatchev a ainsi commis deux erreurs irréparables. La première fut de libérer l'information et les prisonniers. La seconde, de croire que le marché et la propriété publique étaient compatibles. Or, la propriété publique interdit de fait la destruction créatrice, dont Joseph Schumpeter a pourtant démontré qu'elle est le moteur de l'efficacité capitaliste.

On observe de nos jours que le concept de « socialisme de marché » n'a pas totalement disparu. Il s'est réfugié dans des niches : la santé et l'éducation. Les conséquences de cette tentative de concilier l'inconciliable, c'est évidemment que la santé et l'éducation ressemblent à l'ancien système socialiste : une productivité médiocre, la pénurie, la queue et les passe-droits.

Qu'en est-il en Chine ? si l'on entend par économie capitaliste, la domination de la propriété privée, la fixation des prix par le marché et la concurrence, le parti communiste chinois s'est clairement rallié au capitalisme. On aimerait qu'il existe une relation certaine entre capitalisme et démocratie, mais cela n'est pas empiriquement démontrable. Tandis que la tyrannie est indispensable au système socialiste, la démocratie ne semble pas inhérente au système capitaliste, du moins dans le court terme.

Dans les années 1930, lorsque le capitalisme fut en crise, l'économie soviétique était réellement efficace, à condition de s'en tenir au seul critère de la croissance. Les Occidentaux, béats, qui confondaient le visible et le réel, ne comprenant pas le caractère systémique du socialisme, imputaient aux aberrations personnelles de Staline ou de Mao les dérives d'une économie qu'ils estimaient essentiellement juste. Le plein emploi, l'égalité, le pouvoir des travailleurs : ces trois qualités, selon Kornai, étaient réelles. L'intelligentsia occidentale estimait (et estime toujours) que l'économie capitaliste récompense mal ses talents ; le système socialiste, à l'inverse, reconnaissait aux intellectuels des privilèges de classe. A condition bien sûr qu'ils servent le régime.

Comment passer du socialisme au capitalisme ? En 1990, la méthode n'existait tout simplement pas. Deux écoles se sont alors affrontées. Les gradualistes d'une part, conduits par Kornai, qui suggéraient une vente aux enchères progressive du secteur d'Etat aux investisseurs privés. C'est ce qui se passa en Hongrie. Hors de ce pays, l'école gradualiste fut supplantée par les tenants de la thérapie de choc, emmenés par le tchèque Vaclav Klaus. Il fut l'instigateur des vouchers (ou bons d'achat), qui portaient du principe que toutes les entreprises revenaient de droit aux citoyens. Chacun devait donc recevoir un bon d'achat qu'il pouvait utiliser pour acquérir des parts ou la totalité des entreprises privatisées. Cette méthode n'a pas vraiment marché, car Klaus a sous-estimé le faible désir des citoyens de devenir actionnaires. La plupart revendront leurs vouchers à des fonds de placement créés par d'anciens nomenklaturistes, qui s'approprièrent ainsi à bas prix tout l'ancien appareil de production.

En réponse à ces objections, Egor Gaïdar, auteur de la privatisation instantanée en Russie, justifie son choix d'alors par la nécessité de remettre en route les usines arrêtées : les nouveaux patrons étaient peut-être des voleurs,



mais c'étaient des patrons. L'industrie redémarra grâce à ces « oligarques », ainsi qu'on les appelle.

La grande transition qui, vue de l'Ouest, nous paraît un miracle historique, à l'Est suscite bizarrement une certaine déception. Il est clair que dans le nouveau système, les perdants se manifestent plus bruyamment que les gagnants. Si nul ne conteste que nombre de nomenklaturistes se soient reconvertis dans le capitalisme, Kornai juge qu'il n'y a pas eu un complot communiste pour faciliter délibérément la reconversion de la Nomenklatura, comme on l'entend parfois.

### **L'Europe vue des Etats-Unis**

Selon Alberto Alesina, un Italien parti aux Etats-Unis, l'Europe est tombée en panne. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le modèle européen était considéré comme exemplaire par sa productivité et la cohésion sociale que faisait régner l'Etat-providence. Aujourd'hui, par comparaison avec les Etats-Unis, on peut parler de déclin – certes relatif, mais déclin tout de même – de l'Europe.

Dans les économies industrielles, il est plus facile d'imiter que d'innover ; les Européens se contentèrent ainsi de répliquer les méthodes américaines (modes de production, techniques de management, ...). A court terme, les entreprises européennes ont plus gagné que les américaines à automatiser. Mais à plus long terme, en raison même du rattrapage, les avantages relatifs de l'Europe se sont épuisés : quand on ne peut plus imiter, il faut innover. Pour innover, le modèle européen se révèle inefficace.

Edmund Phelps considère que le décrochage est avant tout culturel et qu'il s'est produit dès les années 1920-1930, lorsque le capitalisme américain adopta la tournure qu'il a depuis lors conservé. Aux USA, c'est sans états d'âme que les activités anciennes sont abandonnées, fermées ou délocalisées ; le processus de destruction créatrice conceptualisé par Joseph Schumpeter joue à plein. Aux Etats-Unis, les rentes de situation, les avantages acquis sont pris sous le feu de l'Etat et des tribunaux : ce que l'on appelle politique économique consiste par priorité à accélérer la concurrence. Les Européens, eux, ne sont pas des partisans de l'économie de marché pris en otages par des politiciens interventionnistes ; les prélèvements publics en Europe sont passés de 30% en moyenne dans les années 1960 à 50% dans les années 2000. En l'absence de croissance suffisante, la dépense et l'endettement publics ont dû progresser à un niveau suffisant pour maintenir les avantages de l'Etat-providence : la stagnation suscite la dette qui aggrave la stagnation.

Alesina ajoute que les priorités, en Europe, sont dictées par deux traditions : le christianisme et le marxisme. L'un comme l'autre récuse le profit. Aux Etats-Unis, l'inégalité est mieux tolérée qu'en Europe, y compris par les plus démunis : elle est considérée comme une sorte de destin auquel chacun devrait échapper par le travail. Aux Etats-Unis, l'impôt favorisera donc l'entrepreneur pour l'inciter à devenir créatif, tandis qu'en Europe la fiscalité sera redistributive.

N'est-il pas étonnant, demande Alesina, que la pauvreté ne disparaisse pas en Europe alors que les allocations publiques sont massives ? C'est qu'en Europe, la compassion l'emporte sur l'efficacité, et qu'on attache plus d'importance aux procédures qu'au résultat. Aux Etats-Unis, ce sont les résultats que l'on mesure, tandis qu'en Europe, ce sont les intentions qui comptent.

La tyrannie du statu quo, déjà dénoncée par Milton Friedman, domine l'Europe : les corps de métiers qui ont avantage à ce que rien ne change ont une grande capacité à bloquer toute innovation. Et ceux qui trouveraient avantage au changement, les jeunes, les entrepreneurs, les créateurs, sont dispersés, inorganisés. Pour faire accepter les changements, observe Alesina, il convient que la croissance soit rapide, comme aux USA, ce qui permet un reclassement instantané des salariés évincés des secteurs archaïques, ou bien que la stagnation soit si évidente qu'une mutation s'impose. L'Europe continentale végétant dans un entre-deux, ni croissance ni récession, la passivité des dirigeants politiques comme de l'opinion en résulte ; cet entre-deux explique pourquoi le déclin, si évident dans les statistiques, ne suscite pas d'appel majeur au changement.

En Europe, le marché est perçu comme une idéologie, tandis que pour les économistes il est un mécanisme. Le choix qui s'impose à l'Europe n'est pas entre le marché et la solidarité. Si les gouvernements européens laissaient fonctionner les marchés, les salariés retrouveraient rapidement un emploi et celui-ci serait mieux rémunéré. Le rôle de l'Etat ne disparaît pas, mais il change : il lui revient de gérer la transition des hommes plutôt que celle des entreprises.

Fabrice Ribet

**MELANGES EN L'HONNEUR DE L'OUVRAGE PRIME PAR  
WIKIBERAL EN 2009, *LES DEUX REPUBLIQUES FRANÇAISES*, DE  
PHILIPPE NEMO**

\* \* \*

**L'AUTEUR**

## ENTRETIEN AVEC L'AUTEUR

*Entretien avec Philippe Nemo à l'occasion du prix Wikibéral 2009, décerné aux Deux républiques françaises. Entretien réalisé le 29 septembre 2009 à Paris par Quentin Michon et Nicolas Rannou.*

**Q. Philippe Nemo bonjour. Afin de démarrer cet entretien, pourriez-vous faire un résumé rapide de votre livre pour ceux qui n'ont pas encore lu ?**

**Ph. N.** Dans ce livre, je raconte en accéléré l'histoire politique de la France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Je montre qu'elle est structurée, pour l'essentiel, autour de l'antagonisme entre deux idéaux-types, le jacobinisme révolutionnaire (que j'appelle « 1793 ») et la démocratie libérale (que j'appelle « 1789 »). Je montre que les grands progrès historiques sont venus par « 1789 » et par lui seulement, tandis que « 1793 » était responsable uniquement de violences, de refus des élections démocratiques, d'obscurantisme intellectuel et de régressions sociales. Je montre également que la République à laquelle la plupart des Français sont aujourd'hui attachés, c'est-à-dire l'Etat de droit démocratique défendant les libertés fondamentales et les droits de l'homme, a été créé non pas par ceux qui ont sans cesse à la bouche « *Marianne* » et la « *République* », mais, essentiellement, par leurs adversaires. Elle a été fondée, en effet, par les monarchistes et les bonapartistes raisonnables qui, à mesure qu'avancait le XIX<sup>e</sup> siècle, avaient compris qu'aucune des trois dynasties ayant régné sur la France, les Bourbons légitimes, les Orléans, les Bonapartes, ne pouvait plus reprendre seule le pouvoir sans bain de sang, et que donc, selon le mot profond d'Adolphe Thiers, la République était « *le régime qui nous divise le moins* ». C'est eux qui, en 1875, en alliance avec les républicains modérés de Jules Ferry et Jules Grévy, ont fondé le régime actuel.

À cette époque, les socialo-communistes étaient dans l'opposition à ce régime ! Ce n'est que plus tard, à l'occasion du Bloc des Gauches de 1901-1906, qu'ils ont commencé à participer au gouvernement. La gauche franc-maçonne et

socialiste a fait alors une véritable OPA sur la République, prétendant qu'elle en était l'inventeur et que tous ceux qui refusaient le collectivisme étaient des réactionnaires, des partisans du retour à l'Ancien Régime, des cléricaux ennemis bornés de la science, etc. C'était faux, mais, comme cette même gauche s'était emparée de l'école et fait depuis lors le catéchisme à tous les enfants de France petits et grands, cela explique que la plupart des Français de bonne foi, mais qui n'ont pas spécialement étudié l'histoire, croient aux mythes répandus par la gauche.

Ce sont ces mythes que j'essaie d'élucider et de démonter un à un dans le livre. Par exemple, que la gauche aurait été dreyfusarde, qu'elle serait laïque (alors qu'elle est adepte d'une religion millénariste-révolutionnaire intolérante, une « *foi laïque* » parfaitement indémontrable et visant néanmoins au monopole idéologique), qu'elle aurait été anti-vichyssoise (alors que le régime de Vichy a été largement fondé et dirigé par des gens de gauche : Laval a été pendant vingt ans membre de la SFIO, et même de sa composante blanquiste la plus radicale ; quant aux partis collaborationnistes pronazis de Paris rêvant d'être nommés par les Allemands à la place de Laval, ils étaient dirigés par Marcel Déat, ex-numéro 2 du Parti socialiste (et principal théoricien de l'école unique !) et par Jacques Doriot, ex-numéro 2 du Parti communiste ; un des idéologues patentés de Vichy a été Gaston Bergery, ex-numéro 2 du Parti radical, plusieurs syndicalistes ont été ministres du régime, à commencer par le Secrétaire général de la CGT, René Belin, signataire de la première loi sur les juifs...).

Mais il est clair que ce n'est pas comme cela qu'on raconte l'histoire aux Français.

**Q. Pouvez-vous nous présenter les raisons qui vous ont poussé à écrire ce livre ? Est-ce l'actualité ? L'aboutissement d'un travail ?**

**Ph. N.** J'ai fait ce minutieux travail d'enquête d'abord pour y voir clair pour moi-même, et ensuite, à mesure que je comprenais « *les choses cachées depuis la fondation de la République* » (pour paraphraser le titre du célèbre livre de René Girard Des choses cachées depuis la fondation du monde où il analyse la formation des mythes), pour essayer de faire profiter de ces mises au point le plus grand nombre possible de mes compatriotes. Car j'ai foi (une foi peut-être aveugle) dans notre pays qui a été, dans le passé, un grand pays intellectuel. Je m'imagine qu'il y a partout en France des esprits libres capables de résister à décennies de propagande et de penser et d'agir à contre-courant pour préparer l'avenir, comme cela s'est d'ailleurs toujours fait dans l'Histoire où les grandes illusions ne sont jamais éternelles.

Il y a aussi à ce livre une cause occasionnelle. J'avais organisé avec Jean Petitot, entre 2001 et 2005, un séminaire de recherche, commun à l'ESCP et au CREA de l'École polytechnique, sur l'histoire du libéralisme en Europe. De ce séminaire est sorti un livre, *Histoire du libéralisme en Europe* (PUF, 2006) pour lequel j'avais écrit un article intitulé « *La face libérale de la République française* ». Je commençais à y analyser les idées évoquées plus haut : je montrais le rôle des hommes de « 1789 » dans la naissance et le gouvernement de la III<sup>e</sup> République, j'expliquais l'anti-républicanisme foncier des hommes de « 1793 ». Mais cette thèse politiquement incorrecte avait besoin d'être suffisamment documentée et étayée. Il fallait que j'étudie à nouveaux frais des dossiers compliqués et énormes comme la fondation de la III<sup>e</sup> République, l'Affaire Dreyfus, Vichy... Renonçant donc au dernier moment à insérer l'article en question, trop incomplet, dans notre ouvrage, je me suis remis au travail. Ce n'est que deux ans plus tard que j'ai pu présenter le résultat de ces recherches dans *Les deux Républiques françaises*.

**Q. Dans cet ouvrage, vous parlez longuement du problème de l'éducation. Vous évoquez le concept d'« école unique » élaboré dans les années 1920 par la franc-maçonnerie radical-socialiste et peu ou prou réalisé par l'Education nationale de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. La dérive de notre école remonte donc loin. Y a-t-il quelque chose à faire aujourd'hui pour remonter la pente ? Quelles mesures préconiserez-vous pour faire avancer la liberté scolaire aujourd'hui ?**

**Ph. N.** Mettre fin au monopole idéologique de l'Education nationale est une priorité. Les initiatives de la société civile, par exemple la création de l'association « *Créer son école* » par Anne Coffinier ou de l'association « *SOS Education* » fondée par Vincent Laarman, un de mes anciens élèves, sont très encourageantes. D'autre part, il faut convaincre l'opinion que la liberté scolaire est une nécessité, qu'elle techniquement possible, et surtout qu'elle est légitime, et même seule légitime dans des sociétés démocratiques. Il y a beaucoup à faire à cet égard, tant les mythes ont la vie dure, tant les prétendus « *laïques* » ont été longtemps seuls à occuper le terrain et ont pu faire croire aux Français que le monopole scolaire est aussi naturel que l'air qu'on respire. Pourtant, il n'existe dans aucun grand pays démocratique autre que la France.

**Q. Que pensez-vous par exemple du chèque-éducation, plébiscité par nombre de libéraux ?**

**Ph. N.** J'en pense le plus grand bien et j'ai précisément publié plusieurs articles allant dans ce sens, dont deux, tout récemment, en espagnol. L'Espagne est en effet un pays très intéressant du point de vue scolaire, car le monopole socialo-communiste sur l'école n'a jamais pu s'y imposer totalement comme en France, pour la double raison de la guerre civile (qui s'est terminée sur une sorte

de statu quo, chaque camp gardant des positions) et de la structure fédérale du pays (l'éducation étant en partie du ressort des communautés autonomes).

Il faut à mon sens un pluralisme scolaire, pour briser l'actuel monopole de la prétendue Éducation nationale. Celle-ci usurpe doublement son nom, puisqu'elle n'éduque plus et n'est en aucune façon nationale, mais appartient depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle à un groupe privé et partisan, l'alliance de la franc-maçonnerie et des syndicats enseignants socialo-communistes. Cette alliance est parvenue à imposer au pays une idéologie qui est la cause profonde de l'appauvrissement et de la décadence relatifs de la France dans les dernières décennies. Donc il faut un pluralisme scolaire pour mettre fin à ce monopole et que chaque famille puisse trouver une école respectant ses valeurs. La France est divisée à peu près à 50/50 entre droite et gauche ; or 90% des professeurs sont de gauche. Est-ce normal ? N'est-ce pas un despotisme caractérisé ?

Cependant, il ne faut pas non plus que l'éducation soit assurée par le seul secteur marchand, ce qui aurait les effets pervers qu'a excellemment étudiés Hayek dans un célèbre chapitre de son grand ouvrage de 1960, la Constitution de la liberté. Il y a d'excellents arguments libéraux en faveur d'un financement collectif de l'éducation générale de base, en tant que siège d'externalités tant positives (si l'éducation est bien faite) que négatives (si elle est mal faite ou si elle n'existe pas).

Fort heureusement, il est parfaitement possible de concilier le principe du pluralisme et celui du financement collectif. La solution est de découpler le problème du financement de l'éducation de celui de sa prestation. On peut très bien avoir un financement public et une prestation privée, pluraliste et concurrentielle. Avec ce système, l'école de base est gratuite pour tous, et il y a une émulation entre les écoles qui joue dans le sens de la qualité et de la responsabilité ; en même temps, l'emprise idéologique d'un groupe sur la société trouve ses contrepoisons. C'est bien l'idée directrice du « *chèque-éducation* ».

La même idée peut être mise en œuvre de façon un peu différente. Pour ma part, j'ai suggéré un système où la loi établit un « *Cahier des charges* » que doit respecter toute école et où une autorité administrative indépendante accorde l'agrément aux écoles dont elle a pu constater qu'elles se conforment audit Cahier des charges, et le leur retire quand ce n'est plus le cas. Munies de l'agrément, les écoles ont le droit de passer des contrats pluriannuels avec les pouvoirs publics (rectorats ou collectivités locales). Mais elles sont de statut privé : elles recrutent et gèrent librement leur personnel, elles inscrivent et renvoient librement leurs élèves, elles choisissent leur pédagogie. On trouvera le détail de ce projet sur le site de SOS Education.

**Q. Vous avez eu l'occasion d'évoquer ces idées à de nombreuses reprises à travers l'Europe. Pouvez-vous nous en dire plus ?**

**Ph. N.** Une Internationale libérale en matière d'éducation est en train de se mettre en place en Europe pour faire pièce à l'Internationale du socialisme éducatif qui existe au moins depuis un demi-siècle. Beaucoup de projets sont très avancés en Italie, en Espagne, en Angleterre (où Tony Blair, je le dis en passant, a officiellement supprimé le « *collège unique* »). Un certain pluralisme existe déjà en Allemagne où l'éducation est du ressort des *länder*, et où, par conséquent, aucun land n'a pu imposer l'« école unique » à la française ; les familles et les élèves auraient déménagé dans le land voisin... En Belgique et aux Pays-Bas aussi, en raison notamment de l'histoire religieuse de ces pays, une certaine liberté de choix existe déjà pour les parents. Enfin, en Suède, un système d'écoles libres subventionnées, mais libres de leurs programmes et de leurs méthodes, a été mis en place il y a quelques années par un gouvernement de droite ; il n'a pas été supprimé par les sociaux-démocrates lorsqu'ils sont revenus au pouvoir, parce qu'ils constataient que cet aiguillon de concurrence était excellent pour stimuler aussi l'école publique. Finalement, la France est le seul vrai pays du totalitarisme scolaire. Il le paie cher en termes de niveau et d'effondrement dans les classements internationaux.

Il y a une raison qui place à nouveau ces problèmes dans l'actualité aux yeux des gouvernants lucides. C'est que les politiques socialisantes en matière d'éducation qui ont été menées dans de nombreux pays d'Europe depuis un demi-siècle ont conduit à une sorte de faillite. Etant donné qu'elles ont eu pour seule finalité et obsession la « *réduction des inégalités sociales* », l'accès du plus grand nombre d'élèves et d'étudiants aux plus hauts niveaux d'enseignement, elles ont abandonné le souci de la qualité et de l'excellence de l'éducation elle-même, qui suppose distinction entre élèves, filières, classes homogènes, émulation, valorisation et récompense de l'excellence, etc., tous procédés incompatibles avec le dogme égalitariste. Elles ont donc abouti in fine à un affaiblissement scientifique considérable de l'Europe qui se décèle dans de nombreuses enquêtes internationales. Or, dans le monde mondialisé, deux autres pôles ont pris le relais de l'excellence scientifique européenne : depuis longtemps, les États-Unis, et, depuis quelques décennies, le Japon et les autres pays asiatiques, Chine, Corée, Singapour... C'est eux qui trident les Prix Nobel et sont à la pointe de l'innovation technologique. Partant, c'est eux qui créent le plus d'emplois à forte valeur ajoutée. Mais précisément, ils n'ont pas adopté de politiques scolaires massifiantes, bien au contraire ils ont organisé une compétition scolaire et universitaire intense.

En se laissant décrocher par rapport à eux, l'Europe s'expose à perdre ses emplois et sa prospérité (puisque les nouveaux pays émergents fournissent une main d'œuvre de qualification de plus en plus proche des standards européens, pour des salaires sensiblement inférieurs). Les politiques se sentent donc interpellés : s'ils ne se décident pas à se coller avec les gros bataillons de



la gauche sur le terrain de l'éducation, ils auront face à eux des bataillons encore plus gros sur le front du chômage. La crainte, dit-on, est le commencement de la sagesse ; il n'est donc pas strictement impossible que les hommes politiques – même français ! – deviennent un peu plus sages à moyen terme.

**Q. Vous prenez très fréquemment à partie la franc-maçonnerie dans ce livre. N'avez-vous pas l'impression de trop l'accuser, d'en faire une responsable trop facile ?**

**Ph. N.** Pas du tout. Dans le livre, je me permets de mettre formellement en cause le rôle politique de la franc-maçonnerie sous la III<sup>e</sup> République parce que ce rôle est désormais bien connu. Avec le temps, les principales informations ont fini par percer et les travaux des historiens se sont multipliés. Il est historiquement prouvé qu'il y a eu, de la part de cette Église ou secte, une tentative de prise de pouvoir général sur notre pays pour changer en profondeur ses structures sociales, sa culture, sa morale et ses mœurs. Ce projet comportait en particulier une mainmise organisée et planifiée sur « *l'Ecole de la République* » (comme ils disent), et les francs-maçons se sont placés aussi avec méthode dans de nombreux autres secteurs de l'appareil d'État (notamment la justice et la police ; ils ont essayé également, mais avec moins de succès, de s'implanter dans l'armée). Je ne dis pas que cette entreprise est bonne ou mauvaise, légitime ou illégitime, je dis seulement qu'elle a existé, que c'est un fait historiquement prouvé.

Et je constate que bien peu de Français le savent ! Car ce qui est mal, en toute hypothèse, c'est que cette action des francs-maçons n'a jamais été présentée comme telle à l'opinion publique ; les maçons ont toujours procédé de façon clandestine ou, du moins, cachée, non-publique, contrairement aux idéaux essentiels de la démocratie. Les Français n'ont jamais su où on voulait les mener. En particulier, beaucoup de lois concernant les mœurs, le code de la famille, la fiscalité ont été pensées d'abord dans les loges et sont devenues des lois en raison de l'influence des maçons au Parlement (à certaines périodes, sous la III<sup>e</sup> République, la moitié des parlementaires et des ministres appartenaient à l'Ordre). Or on a présenté ces lois comme résultant de l'évolution naturelle des mœurs, comme « *voulues en profondeur par le pays* ». Pas du tout ! Elles n'étaient voulues, au départ, que par une poignée d'idéalistes, en vertu d'ailleurs d'une doctrine philosophique respectable si l'on veut, mais extrêmement faible sur le plan intellectuel, très anti-rationnelle, fondée sur un ésotérisme invérifiable...

D'autre part, il y a eu une attaque, non moins profondément pensée et organisée, contre le christianisme. La maçonnerie peut se vanter d'avoir gagné cette guerre en rase campagne, puisqu'elle a quasiment fait disparaître l'Eglise de France. Elle l'a fait notamment en persécutant ses écoles et en excluant de l'enseignement des dizaines de milliers de prêtres et religieux, donc en cassant la

chaîne de la transmission de la foi et de la culture religieuse, et aussi en asséchant complètement les ressources financières traditionnelles de l'Eglise par l'impôt progressif, les impôts sur les héritages et sur le capital, la lourdeur de la fiscalité en général. Ce plan d'extermination du catholicisme avait été élaboré par Edgar Quinet et ses disciples dès les années 1860... Il a été exécuté d'une main de maître par leurs successeurs. Or ce phénomène n'a pas eu lieu en Allemagne, ni en Angleterre, ni en Espagne, ni en Italie, ni dans les pays nordiques, pour ne pas parler des États-Unis ! L'observateur des arcanes de la vie politique peut donc saluer cette belle victoire, mais il est permis de ne pas s'en réjouir quand on voit ce qu'est devenue moralement la France d'aujourd'hui.

De ce qu'a fait la maçonnerie sous les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> République, je ne parle pas dans le livre puisqu'il est encore impossible d'avoir des informations fiables et suffisamment détaillées sur ces questions. Je parle encore moins de ce qu'elle fait et de ce qu'elle est aujourd'hui. Il est probable qu'elle a perdu beaucoup de son pouvoir. D'autre part, je n'ignore évidemment pas qu'il y a plusieurs obédiences dans la maçonnerie, dont certaines sont modérées. Mais je sais bien que le Grand Orient a aujourd'hui encore un poids considérable dans l'Education nationale, et qu'il ne pèse certes pas dans le sens de la liberté.

**Q. Vous semblez estimer que la droite a plus fait avancer les idées libérales et reste le plus à même de le faire aujourd'hui. Pourtant, une gauche libérale et une droite antilibérale ont toujours existé. Ne craignez-vous pas d'avoir un préjugé trop favorable en faveur de la droite ?**

**Ph. N.** Pas plus qu'Hayek, qui s'en est expliqué dans son fameux épilogue à la Constitution de la Liberté (« *Why I Am Not a Conservative* »), je ne suis de « droite ». Je suis démocrate libéral, et j'ai montré dans mes livres que ce modèle et cette philosophie s'opposent autant à la vision du monde de la droite qu'à celle de la gauche. Mais nous vivons dans des démocraties où le système majoritaire induit toujours une bipolarisation. Si l'on veut participer à la vie politique, il faut donc choisir d'entrer dans un camp ou dans l'autre, et cela conduit parfois à s'allier avec des gens dont on ne partage pas la philosophie, même si, provisoirement, on a intérêt à établir avec eux un compromis tactique. Dans l'histoire, les libéraux se sont tantôt alliés avec la gauche (par exemple les libéraux italiens à l'époque du *Risorgimento*), tantôt à la droite (par exemple le tiers-parti d'Émile Ollivier avec Napoléon III à la fin du Second Empire). La situation en France aujourd'hui est que, dans le bloc électoral de la gauche, les libéraux ne sont représentés que par le 1% de Jean-Marie Bockel au dernier congrès du PS. On en conclut ordinairement qu'il faut que les libéraux s'allient plutôt avec l'UMP, mais il est vrai qu'au sein de celle-ci, leur poids n'est pas non plus très grand (même si, bien évidemment, il dépasse 1%...). Beaucoup de libéraux ont été séduits par la campagne de Nicolas Sarkozy et cru qu'il pouvait rompre avec le jacobinisme commun à la gauche et au gaullisme qui se sont

partagé le pouvoir en France depuis 1958. Je devine leur désarroi aujourd'hui... Et je tire, pour ma part, une autre conclusion. C'est qu'il faut prendre ses distances à l'égard de la politique politicienne et agir prioritairement au plan des idées. Il faut écrire des livres fondamentaux expliquant pourquoi seule une société de liberté est à la fois viable (sur le plan socio-économique) et vivable (sur le plan de la dignité morale). Et il faut multiplier associations, sites Internet, revues, événements divers, pour diffuser ces idées. Il faut surtout et d'urgence créer ne serait-ce qu'un seul journal vraiment libre et de qualité, qui soit capable d'inscrire dans l'« agenda » des médias et de notre classe politique les idées libérales qui en sont actuellement exclues, condition première pour qu'il y ait en France des débats intellectuels dignes de ce nom, comme il y en a tous les jours en Allemagne, en Italie, en Angleterre, aux Etats-Unis, comme il y en avait encore en France avant 1981. C'est sur ces terrains que mes efforts se sont portés depuis des années.

Entretien réalisé par Quentin Michon et Nicolas Rannou

## BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

Philippe Nemo, né le 11 mai 1949 à Paris, est un philosophe et essayiste français de tendance libérale classique. Spécialiste de l'histoire des idées, de Friedrich Hayek et de Michael Polanyi, il s'est intéressé également à l'histoire de la musique et est un fervent défenseur de la liberté de l'enseignement.

### Biographie

Il est normalien, diplômé de l'école normale supérieure de Saint-Cloud. Il passe un doctorat ès lettres et sciences humaines à l'université de Paris IV Sorbonne sur *L'Homme structural : Essai sur les modes d'articulation du Réel, du Désir et du Discours*. Il rejoint ensuite l'université de Tours, entre 1978 et 1982, et l'institut Auguste Comte (1981-1982). Entre temps, il est producteur à *France-Culture* (1975-1981).

Il est actuellement professeur à l'ESCP-EAP et maître de conférences à HEC Paris, depuis 1983. Il dirige le Centre de Recherche en Philosophie économique de l'ESCP depuis 1999<sup>59</sup>.

Il a collaboré avec *France Culture* pour 300 heures d'émissions radiophoniques consacrées à l'histoire de la philosophie et des religions.

C'est une figure intellectuelle du libéralisme en France; il est ainsi membre du conseil scientifique de l'Institut Turgot et a participé aux événements de l'Institut Euro 92.

Il travaille régulièrement avec Emmanuel Lévinas.

---

<sup>59</sup> Notice du *Who's Who* 2008 de Philippe Nemo

Il a reçu le prix Koenigswarter de l'Académie des sciences morales et politiques (1999).

## **Œuvres**

Philippe Nemo est, avec Henri Lepage, l'auteur français qui a réussi à initier le monde francophone à la philosophie de Friedrich Hayek, grâce à sa thèse sur *la Société de droit selon F. A. Hayek*, publiée aux PUF en 1988.

Parallèlement à la vulgarisation des thèses du philosophe et économiste d'origine autrichienne, il a poursuivi des recherches sur l'éthique (dans le prolongement de l'œuvre d'Emmanuel Lévinas), la philosophie politique. Il s'est aussi consacré à examiner les maux qui, d'après lui, sclérosent l'enseignement en France.

Au milieu des années 90, Philippe Nemo a entrepris un colossal et ambitieux travail de réflexion sur l'histoire des idées politiques en Occident. Il estime que le libéralisme – fondé sur le respect de la liberté individuelle (religieuse, scientifique, économique, etc.) et de la *Rule of Law* (i.e. l'état de droit) – constitue l'aboutissement politique de l'idée occidentale de progrès. A cet égard, en sa qualité de pensée progressiste au sens strict du terme, le libéralisme constitue un pôle à part dans la topographie des philosophies politiques. Il n'est réductible ni à la gauche ni à la droite, qui ont toutes deux été contaminées par les germes totalitaires au XX<sup>e</sup> siècle et qui perpétuent encore aujourd'hui des schémas idéologiques réactionnaires (mais selon des modalités différentes).

Ses recherches les plus récentes l'ont conduit à étudier les raisons de l'émergence du paradigme libéral en Occident et à examiner ses relations étroites avec le christianisme. Pour Nemo, le libéralisme occidental procède de l'hybridation de cinq miracles successifs : l'apparition de la Cité grecque ; l'émergence du Droit romain ; l'eschatologie biblique ; la révolution papale (terme préféré à celui de « réforme grégorienne » cf. *Law and Revolution* d'Harold Berman) ; et la *Rule of Law* prônée par les auteurs libéraux.

En dehors de sa réflexion politique, il élabore actuellement une philosophie de la musique.

## **Bibliographie sélective**

### *Livres*

- 2008, *Les deux Républiques françaises*, PUF, ISBN 2130558887

- 2006, avec Jean Petitot, Dir., *Histoire du libéralisme en Europe* (Recueil des allocutions prononcées lors du séminaire ainsi intitulé), Collection Quadrige, Presses Universitaires de France, Paris, 1427 p., ISBN 2130552994
  - Traduction italienne en 2007, Rubbettino, Rome
- 2005, *Qu'est-ce que l'Occident ?*, What is the West ?, Collection Quadrige, Essais, débats, Presses Universitaires de France, Paris, 158 p.,
  - Traduction allemande en 2005, Tübingen, Mohr-Siebeck
  - Traduction anglaise en 2005, Pittsburgh, Duquesne University Press
  - Traduction espagnole en 2006, Madrid, Gota a Gota
  - Traduction grecque en 2007, Athènes, Éditions Hestia
  - Traduction italienne en 2005, Rome, Rubbettino
  - Traduction polonaise en 2005, Varsovie
- 2002, *Histoire des idées politiques aux temps modernes et contemporains*, PUF, Coll. « Quadrige », 2002 et 2003, 1428 p., ISBN 2130531636 (Prix du livre libéral 2002).
- 1998, *Histoire des idées politiques dans l'Antiquité et au Moyen Age*, Coll. « Fondamental », PUF, 784 p., ISBN 2130495516 (Prix Koenigswarter de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, 1999)
- 1993, *Le Chaos pédagogique*, Albin Michel, Paris, 250 p.
- 1991, *Pourquoi ont-ils tué Jules Ferry ? La dérive de l'école sous la V<sup>ème</sup> république*, Grasset, Paris, 355 p.
- 1988, *La Société de droit selon F. A. Hayek*, Coll. « Libre-échange », PUF, Paris, 450 p., ISBN 2130414974 (Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Paris IV, soutenue en 1987)
- 1984, *Ethique et infini* (avec E. Levinas), dialogues avec P. Nemo, Fayard, Paris, 1982 et Livre de Poche, 148 p.
- 1978, *Job et l'Excès du mal*, Grasset, Paris, 240 p. (réédition, avec une postface d'Emmanuel Levinas, Albin Michel, réédition 1999 et 2001).
- 1976, *Cette étrange Matière* (avec A. Kastler, Prix Nobel de Physique), Stock, Paris, 272 p.
- 1975, *L'Homme structural*, Grasset, Paris, 240 p. (Thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle en Philosophie, Université de Paris I)

### Traductions

- 1989, *La Logique de la liberté* de Michael Polanyi (introduction et traduction de l'anglais), Michael Polanyi, PUF, Paris, 270 p.

*Contributions diverses*

- 2007, « Foreword », in MALKA S. (ed.), *Emmanuel Levinas. His Life and Legacy*, Duquesne University Press, 6 p.
- 2006, « Quatre thèses au sujet des rapports entre libéralisme et christianisme », In: Jörg Guido Hülsmann et Mathieu Laine, Dir., *L'Homme libre. Mélanges en l'honneur de Pascal Salin*, Éditions Les Belles Lettres, pp. 452-474, 23 p.
- 2006, « Introduction générale », In: Philippe Nemo et J. Petitot, Dir., *Histoire du libéralisme en Europe*, Collection Quadridge, Presses Universitaires de France, pp. 9-64, 56 p.
- 2006, « Les sources du libéralisme dans la pensée antique et médiévale », In: Philippe Nemo et J. Petitot, Dir., *Histoire du libéralisme en Europe*, Collection Quadridge, Presses Universitaires de France, pp. 65-112, 48 p.
- 2006, « Les Idéologues et le libéralisme », In: Philippe Nemo et J. Petitot, Dir., *Histoire du libéralisme en Europe*, Collection Quadridge, Presses Universitaires de France, pp. 323-368, 45 p.
- 2006, « Benjamin Constant, le grand architecte humaniste de la démocratie libérale », In: Philippe Nemo et J. Petitot, Dir., *Histoire du libéralisme en Europe*, Collection Quadridge, Presses Universitaires de France, pp. 419-428, 10 p.
- 2006, « La théorie hayékienne de l'auto-organisation du marché (la "main invisible") », In: Philippe Nemo et J. Petitot, Dir., *Histoire du libéralisme en Europe*, Collection Quadridge, Presses Universitaires de France, pp. 1067-1094, 28 p.
- 2006, « Les dimensions éthiques de l'Europe : singularités et universalité », in *Les racines éthiques de l'Europe*, Actes du douzième colloque d'éthique économique, Librairie de l'Université d'Aix-en-Provence, pp. 291-304, 14 p.
- 2005, « Préface », in Patrick Simon. (ed.), *Le droit naturel, ses amis et ses ennemis*, Éditions F.X. de Guibert.
- 2004, « L'Etat dans la philosophie politique de Friedrich Hayek », in *L'Etat au XX<sup>e</sup> siècle. Regards sur la pensée juridique et politique du monde occidental*, Goyard-Fabre, S. (dir.), Vrin, pp. 71-85

- 2004, « Einleitung: Über Benjamin Constant », in *Die liberale Demokratie. Ein Benjamin-Constant-Brevier*, Horn, K. I. (Hrsg), Ott Verlag, Thun, pp. 7-20
- 2004, « Benjamin Constant, le grand architecte humaniste de la démocratie libérale », *Cahier du séminaire « Histoire du libéralisme en Europe »*, CREPHE - ESCP-EAP, CREA - Ecole Polytechnique, n°28, 18 p.
- 2004, « Les deux Républiques françaises », *Cahier du séminaire « Histoire du libéralisme en Europe »*, CREPHE - ESCP-EAP, CREA - Ecole Polytechnique, n°25, 42 p.
- 2003, « Une trop longue erreur »
- 2001, « La Fonction de garderie de l'école, une explication de la dégradation de sa fonction pédagogique », in *Ecole et société : les paradoxes de la démocratie*, Boudon, R., Bulle, N. & M. Cherkaoui (eds.), PUF, Coll. « Sociologies », 2001, pp. 99-116
- 2001, « The Invention of Western Reason », in *Rationality and Irrationality / Rationalität und Irrationalität*, Brogaard, B. & B. Smith (ed.), OBV&HPT, Wien, 2001, pp. 224-241.
- « Hayek and the Tradition of Moral Philosophy », in *Hayek Revisited*, Boeckaert, B. & A. Godart-Van der Kroon (eds.), Locke Institute, Edward Elgar Publishing, U.K., 2000, pp. 62-71.
- 1999, « Comment s'est formée la pensée occidentale: une approche libérale de l'histoire des idées politiques », Conférence donnée à l'Institut Euro92, [lire en ligne](#)
- 1997, « La Genèse de la notion occidentale de progrès », Conférence donnée à l'Institut Euro 92, [lire en ligne](#)
- « Hayek » et « Levinas », in *Encyclopædia Universalis*, 1993, 1996.
- 1994, Préface de *La Constitution de la liberté*, F. A. Hayek, LITEC.
- 1993, « Le Triomphe moral de l'Ouest », in *Après le communisme*, Haarscher, G. & M. Telo (eds.), Editions de l'Université de Bruxelles.
- 1992, « Maurice Clavel », « F.A. Hayek », in *Dictionnaire des philosophes*, Paris, PUF
- 1992, « Individualism and Economic Order », « The Constitution of Liberty », « Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas », « Droit, Législation et Liberté, de F.A. Hayek », et « La Logique de la Liberté de M. Polanyi », in *Encyclopédie philosophique, dictionnaire des Œuvres*, Paris, PUF.



- 1990, « Libéralisme », in *50 idées qui ébranlent le monde*, Dictionnaire de la Glasnost, Payot, Paris, pp. 249-261.

*Articles de revues*

- 2007, « L'éducation, service public ou service d'intérêt général ? », in Camps J., Vidal E. (eds), *Familia, Educacion y Género*, Instituto de Estudios Superiores de la Familia, pp. 89-137, 49 p., édition bilingue espagnol-français
- 2007, « Ratio ancilla caritatis », in Leuzzi L. (ed.), *Europa e nuovo umanesimo*, Percorsi di ricerca, Sangiorgio Editrice, pp. 93-103, 11 p.
- 2006, « A. Destutt de Tracy critique de Montesquieu : le libéralisme économique des Idéologues », *Romantisme. Revue du Dix-neuvième siècle*, 3e trimestre, n°133, pp. 15-24, 10 p.
- 2006, « La double oligarchie de la Ve République », *Commentaire*, vol. 29, issue 114, pp. 415-424, 10 p. [[lire en ligne](#)]
- 2005, « Las dos Repúblicas francesas », *Cuadernos de pensamiento politico*, janvier-mars, n°5, pp. 9-37, 29 p.
- 2004, « Pour le pluralisme scolaire », *École et liberté*, N° 1, Septembre 2004, pp. 1-28
- 2004, « Benjamin Constant, le grand architecte humaniste de la démocratie libérale », *Cahier N°28 du Séminaire « Histoire du libéralisme en Europe »*, publié par le CREPHE de l'ESCP-EAP et le CREA de l'Ecole Polytechnique, 2004, 18 pp.
- 2004, « Les deux Républiques françaises », *Cahier N°25 du Séminaire « Histoire du libéralisme en Europe »*, publié par le CREPHE de l'ESCP-EAP et le CREA de l'Ecole Polytechnique, 42 pp.
- 2004, « La double Oligarchie de la Ve République », *Cahier N°26 du Séminaire « Histoire du libéralisme en Europe »*, publié par le CREPHE de l'ESCP-EAP et CREA de l'Ecole Polytechnique, 42 pp.
- 2004, « Le pluralisme scolaire », *Persona y Derecho*, pp. 505-550, 46 p.
- 2003, « Union européenne ou « Union occidentale » ? », *Sociétal*, N° 41, 3e trimestre, pp. 91-95
- 2003, « Les Idéologues et le libéralisme », *Cahier N° 14 du Séminaire « Histoire du libéralisme en Europe »*, publié par le CREPHE de l'ESCP-EAP et le CREA de l'Ecole Polytechnique, 67 pp.

- 1984, « La Théorie critique de la tradition de F. A. Hayek », *Cahiers du CREA* (Centre de Recherche Epistémologie et Autonomie) de l'École Polytechnique, N° 3, mai, pp. 5-102 (Mention particulière du Prix de la Fondation HEC, 1984).

#### *Liens externes*

Discussions sur le forum [liberaux.org](http://liberaux.org)

- [Philippe Nemo contre la carte scolaire](#)
- [Philippe Nemo, Job ou l'excès du mal](#)
- [Libéralisme et christianisme, Philippe Nemo, 4 thèses et 1 réplique](#)
- [Les trois libéralismes, classification de Philippe Nemo](#)
- [Les Deux républiques françaises, de Philippe Nemo](#)

#### *Divers*

- (fr) [Peut-on sauver l'enseignement ?](#)
- (fr) [La Notion de justice sociale.](#)
- (fr) [Le Modèle libéral de la famille.](#)
- (fr) [pdf] [Quatre thèses au sujet des rapports entre libéralisme et christianisme.](#)
- (fr) [pdf] [Pour le pluralisme scolaire.](#)
- (fr) [De la Démocratie en Amérique au socialisme en France.](#)
- (fr) [La double oligarchie de la Ve République.](#)
- (fr) [pdf] [La forme de l'Occident, 2003.](#)
- (fr) [Comment s'est formée la pensée occidentale ?](#)

## LA NOTION D'OCCIDENT

### Qu'est-ce que l'Occident ?

La définition du terme « Occident » provient de la division de la chrétienté en deux, pendant le Moyen-Age : l'empire d'Occident, et l'empire d'Orient de rite byzantin. Mais, du fait de l'effondrement du communisme, les Etats-nations « orientaux » mais européens ont rejoint l'Occident.

Pour Philippe Nemo, la civilisation occidentale peut se définir par les traits suivant :

- l'héritage grec (la cité et la science grecques)
- l'invention du droit privé (Rome)
- l'héritage biblique
- la « Révolution papale » médiévale (l'homme est l'acteur de son histoire)
- la démocratie libérale moderne.

Si la notion de civilisation ne s'oppose pas à l'universalisme des libéraux (car être traité de la même manière – *Rule of Law* – ne réclame pas des individus qu'ils soient identiques), n'y a-t-il pas cependant, sous les différents visages de l'Autre, un unique Même fondamental qui ferait que sous l'apparence des choses une même structure d'opposition se retrouve et divise courants religieux, politiques, scientifiques, de tous temps et de tous lieux ?

L'Occident n'est-il qu'une notion-refuge pour des collectivistes-culturalistes crispés face à l'Islam ou à tendance conservatrice (Edmund Burke, Louis Rougier) ?

## Question de taxonomie

### *Visions bipolaires*

**Occident versus Orient** : une telle « découpe » amalgame en un seul bloc chinois, indiens, arabes, russes, etc., ce qui est très « occidentocentrique ». Pose la question de la frontière entre les deux « civilisations »... De ce point de vue la Turquie fait-elle partie de l'Orient ou de l'Occident ? Les musulmans font-ils partie de la civilisation occidentale ?

« Il me semble essentiel de bien comprendre qu'à ce titre [le nombre de musulmans vivant en Occident], l'Islam appartient totalement à l'Occident, ainsi que de reconnaître que l'Occident est devenu ce qu'il est grâce et par l'Islam<sup>60</sup>. (...) En vérité, quoiqu'on en dise souvent, l'Occident ne s'arrête pas au Bosphore; il s'étend jusqu'à l'Indus. » Tony Sullivan, *L'Islam et l'Occident*.

La vision de Tom Sullivan est pourtant diamétralement opposée à celle d'Alexandre del Valle.

En effet, Alexandre del Valle, considère que l'Islam ne peut, en aucun cas, être occidental (voir ses ouvrages, comme *Le Totalitarisme islamique à l'assaut de l'Occident*).

La mondialisation ne rend-elle pas la notion caduque – et la mondialisation n'est-elle pas bien plus vieille qu'on ne le croit ?

**Occident comme monde moderne** : ainsi via son avance technologique (elle-même fruit d'une pensée rationnelle qui aurait abandonné les explications mystiques (pourquoi permanence des instincts « *ataviques* » du tribalisme et de la vieille morale ?), l'Occident serait le phare du monde car détenteur de la flamme de la Modernité, et avec elle le libéralisme (cf. société ouverte) qui en est l'idéologie adéquate s'oppose à un monde archaïsant (tribal/collectiviste, moyenâgeux, féodal). De ce point de vue, non plus géographico-culturel mais en tant que développement d'une sorte de "superstructure" juridico-culturelle (le droit romain, la démocratie libérale) on deviendrait occidental comme on devient riche, et vice et versa. Ainsi le Japon, asiatique deviendrait sous l'ère des Meiji occidental (remarque : bénéficient-ils des héritages grec et biblique ainsi que de la révolution papale, via des formes d'institutions occidentales qui les incorporent ?) alors que les pays fascistes, nazis ou communistes seraient rétrogrades, non-civilisés, etc. Allemagne, Italie, Espagne, Russie auraient-elles

---

<sup>60</sup> En commençant par se demander grâce à qui le fameux héritage grec est arrivé jusqu'aux scolastiques.

perdues leur statut d'occidentales pendant leurs années d'errance totalitaire ? La France soviétiforme, semi-occidentale ? Occident = monde anglo-saxon ?

Mais cela n'est-il pas qu'un ethnocentrisme paré des vêtements de la science ? Un progressisme historiciste qui s'ignore ?

### *Visions pluralistes*

**Occident comme civilisation**, ou comme une de des neuf aires culturelles/religieuses à la façon de Huntington ? Mais un esprit du capitalisme universel, véhiculé par les marchands, n'est-il pas plus profond que les différences religieuses ?

### **Occident et capitalisme**

Le capitalisme est-il l'apanage de l'Occident ?

Facteurs culturels (religieux, philosophiques) qui mèneraient à une réponse affirmative.

D'après Max Weber, le capitalisme occidental serait dû au protestantisme et à la rationalisation de la pensée, bien que dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, il affirme que l'éthos capitaliste se trouve « *non seulement dans les sociétés que l'on qualifie habituellement de capitalistes (et dont on date l'émergence à la fin du Moyen Âge en Europe occidentale), mais aussi dans l'Antiquité et dans d'autres civilisations.* ». Ce qui relativise beaucoup la réponse positive. Si le protestantisme est surtout la reconnaissance de la raison individuelle (*versus* l'infailibilité du Pape et la centralisation de la pensée dans l'Eglise catholique), il faudrait se demander alors pourquoi d'autres religions n'ont pas suivies cette même évolution. C'est oublier aussi que la religion juive n'a connu aucune ambiguïté dans ses rapports à l'argent et au commerce et ce, bien avant la religion chrétienne qui en provient, et bien avant que l'on parle d'Occident.

Il faut rappeler, en outre, que parmi les pères de la philosophie grecque, c'est-à-dire de la raison contre les sophistes (et bien que Platon, par exemple, fasse très souvent appel au mythe), Platon et Aristote, l'un refuse le commerce en s'efforçant de créer des conditions autarciques (*La République, Les Lois*) pour ses cités idéales et l'autre théorise de l'argent (*La Politique*, I, 9) de manière très partielle...

Faut-il suivre un schéma comtien et voir dans le monothéisme le passage à une pensée métaphysique abandonnant partiellement le mode d'explication théologique, pour amorcer un passage vers un esprit positif dont le capitalisme serait la résultante, d'où le libéralisme qui en est la « superstructure » ?

Par rapport à l'héritage biblique tel que le voit Philippe Nemo : n'est-ce pas par rupture avec lui, que les Lumières écossaises ont théorisées la société de marché ? Cette philosophie n'est-elle pas un simple épiphénomène culturel, conscience de ce que les commerçants pensaient/vivaient en acte muettement depuis la nuit des temps ? L'esprit du capitalisme serait donc aussi vieux que le monde mais sans cesse combattu par d'autres pensées anticapitalistes. Certaines religions, comme l'écologisme des indiens d'Amérique, le bouddhisme ou l'hindouisme seraient incompatibles avec le capitalisme, quand le catholicisme serait simplement collectiviste, et dans l'affrontement entre ces deux positions l'esprit capitalisme l'aurait emporté (malgré tout) en Europe<sup>61</sup>.

Voici en quelques mots les raisons historiques qui conduisent à une réponse négative.

Pour Claude Jessua<sup>62</sup>, le capitalisme est né de l'esprit d'entreprise, donc de la liberté (cf. avantage de l'ordre spontané sur le dirigisme), et non d'une différence culturelle... Cela repousse la question d'un cran : pourquoi la liberté est-elle apparue en certains pays (Hollande, Angleterre, petites villes-républiques souveraines et pas dans d'autres ? Sans doute obligées de faire du commerce pour survivre, il y aurait un rapport entre leur petitesse, donc l'impossibilité de poursuivre toute politique autarcique, et le libre-échange => le commerce => la liberté d'entreprise => le polycentrisme et l'efficacité qui en est le corollaire. Mais alors pourquoi d'autres peuples connaissant la même situation historico-économique n'ont-ils pas développés la même « superstructure » religio-économique ?

En effet, au XV<sup>ème</sup> siècle, sous l'ère d'Edo, le Japon avait adopté une forme de libéralisme artisanal, mais d'une importance considérable, notamment à Osaka – Kobé – Nagoya où des commerces créaient des produits manufacturés de très haute perfection, comme les textiles, les laques, les Ivoires célèbres, les ouvrages littéraires.

---

<sup>61</sup> Cf. Louis Dumont.

<sup>62</sup> via Fernand Braudel.

## La religion chrétienne et l'Occident

Occident comme creuset de la chrétienté. Capitalisme via le protestantisme ? Thèse de Max Weber dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Ne faut-il pas plutôt parler de religions monothéistes (métaphysique), qui, selon, le schéma progressiste des trois états de Comte aurait permis l'essor du capitalisme grâce à la sortie de la pensée théologique ?

## Bibliographie

- *Qu'est-ce que l'Occident ?* (2004) de Philippe Nemo
- *Le Génie de l'Occident* (1969) de Louis Rougier
- *La Dynamique de l'Occident* de Norbert Elias
- *Orient-Occident, la fracture imaginaire* de Georges Corm
- *Ce que l'Occident ne voit pas de l'Occident* de Pierre Legendre (« D'autres cultures sont déjà et seront productrices de Modernité. »)
- *La Trahison de l'Occident* de Jacques Ellul

## Liens externes

- « Les valeurs de l'Occident » par Jacques Garello
- « La question de la supériorité culturelle » par Constantin

Wikibéral

## MICHAEL POLANYI

Michaël Polanyi (11 mars 1899 - 22 février 1976) est un chimiste et épistémologue britannique d'origine hongroise.

Né en Autriche-Hongrie, il part pour la Grande-Bretagne après la chute de l'Empire. Issu d'une lignée de scientifiques, il poursuit lui-même des études de chimie, matière qu'il enseignera à l'université de Manchester de 1933 à 1948. Il est considéré comme un futur nobélisable.

C'est alors qu'il change d'orientation pour se tourner vers les sciences sociales, qu'il enseigne jusqu'en 1958 dans la même université, avant d'obtenir le titre de Senior Research Fellow au Merton College de l'université d'Oxford.

### *Ses idées*

#### **La liberté scientifique**

Dans *La Logique de la liberté* (1951), Polanyi entreprend tout d'abord de dénoncer le dévoiement intellectuel qui a permis aux gouvernements de faire main basse sur la recherche scientifique.

L'intervention étatique brise le développement naturel du travail scientifique. Celui-ci se décompose en trois temps : à titre individuel, les savants choisissent leur thème de recherche et s'y consacrent. Ensuite, les autres membres de la communauté scientifique participent aux recherches pour les affiner, les corriger ou même en refuser les résultats provisoires - mais toujours à l'intérieur de critères scientifiques indépendants de toute volonté politique. Enfin, le débat public peut commencer à travers les publications et articles de vulgarisation. Au cours de ces échanges, chacun acceptera librement ou non les conclusions des travaux.



Le problème apparu avec le marxisme est son rejet intégral d'une science indépendante de la « *demande sociale* ». Plus généralement, Polanyi remarque qu'en quelques années, le dogme d'une science devant œuvrer pour le « *bien-être de l'humanité* » s'est substitué à la tradition millénaire d'une science désintéressée. Et l'auteur de citer, à l'appui de sa réflexion, quelques titres d'ouvrages fort populaires au moment de la rédaction de son livre : *Science for Citizen* de Hogben ; *Social Relations of Science* de J. G. Crowther ; *Social Functions of Science* de J. D. Bernal.

En d'autres termes, c'est l'ancienne distinction entre science pure et science appliquée qui a été violemment niée par les intellectuels étiquetés progressistes. L'objectif véritable de cette contestation est de justifier la planification de la science.

Pour démontrer que cette distinction reste pourtant inévitable, Polanyi en donne une explication d'ordre économique :

*«La science appliquée nous montre comment obtenir des avantages pratiques en faisant usage des ressources matérielles. Mais il y a une limite à la désirabilité de tout avantage pratique particulier et il y a une limite à l'abondance de toute ressource particulière. Une technologie ne vaut plus rien en cas de chute brutale de la demande du produit qu'elle détermine ou d'un effondrement de l'offre de la matière première qu'elle utilise. Dès qu'elle produit des biens qui valent moins que les matériaux utilisés, le procédé devient techniquement absurde. Une invention qui serait conçue pour produire des désavantages pratiques n'est pas une invention, ni pour le sens commun ni au sens des lois sur la propriété industrielle. Au contraire, la science pure n'est pas affectée par les variations de l'offre et de la demande. Cela peut modifier légèrement l'intérêt que présente telle ou telle de ses branches, sans pour autant invalider la moindre de ses parties : rien de ce qui était vrai ne deviendra dénué de sens, ni l'inverse. »*

Pour réfuter par l'exemple la théorie marxiste, selon laquelle chaque nouvelle étape du développement scientifique consiste en une nouvelle réponse à une « *demande sociale* », Polanyi explique que les lois newtoniennes de la gravitation n'ont pas été découvertes pour répondre aux intérêts maritimes britanniques, comme le prétendent les économistes marxistes et leurs suiveurs. C'est en effet oublier que Newton s'est appuyé sur les réflexions d'illustres prédécesseurs, qui habitaient et travaillaient loin de la mer : Copernic (à Heidelberg) ; Kepler (à Prague) ; Galilée (à Florence). De même, les conclusions de Newton ont énormément intéressé des chercheurs suisses ou prussiens - peu concernés par les questions navales.

De même, il est impossible de savoir à quelles applications éventuelles les Planck, Einstein, Rutherford ou Schrödinger pouvaient bien songer en élaborant leurs nouvelles théories.

L'utilitarisme et le marxisme sont donc les deux menaces qui ont sapé l'indispensable autonomie du travail scientifique pour le subordonner au pouvoir et à l'organisation étatiques.

La liberté du savant contredit donc les thèses des planistes, lesquels se figurent que l'on peut organiser la science comme on établit le plan d'une maison. Pour encore mieux faire comprendre son propos, Polanyi reprend une métaphore proposée par John Milton dans son *Areopagitica* (1644). D'après le grand penseur et poète anglais, la vérité pourrait être représentée par une statue réduite en mille morceaux, dispersés et cachés en des endroits éloignés les uns des autres. Chaque savant, de sa propre initiative, recherche un fragment pour le remettre à sa place, auprès des autres pièces déjà rassemblées par ses autres confrères.

### **La planification impossible**

A travers sa réflexion épistémologique et politique, Polanyi démontre la supériorité de l'ordre polycentrique (*self-adjusted order*) sur toute organisation sociale reposant sur le centralisme et le monopole bureaucratique (*corporate order*). Plus encore, il estime qu'il n'est pas d'autre forme à long terme viable d'organisation sociale que celle reposant sur la liberté individuelle.

Contrairement aux thèses défendant la mainmise de l'État sur l'activité scientifique, Polanyi argumente que seules la concurrence intellectuelle et la coopération volontaire permettent l'essor des sociétés humaines et leur prospérité.

Mais il va plus loin, en estimant qu'une société obéissant totalement à des principes d'organisation centralisée est rigoureusement impossible. Car cette conception administrative (réglementation des prix, centralisation de la recherche scientifique, etc.) de la société romprait toute communication véritable entre chaque individu et, par voie de conséquence, finirait par faire sombrer dans le chaos l'ensemble de la communauté. Le planisme constitue une utopie irréalisable, car il sape tout système véritable d'information et n'offre qu'un simulacre de contrôle sur la production, au contraire d'un système auto-ajusté, fondé sur une communication libre entre chaque acteur. Seuls les participants à un marché libre interagissent réellement en échangeant des informations authentiques.

Polanyi exprime ainsi la supériorité du système auto-organisé sur l'administration planificatrice :

*«On est confronté ici avec l'immense supériorité quantitative d'un système d'ordre spontané. Quand la taille d'un tel système croît, il peut en résulter une augmentation presque sans limite du taux de régulation des relations per capita. Ceci tranche avec le cas des systèmes organisés, dont l'augmentation de taille n'élève pas réellement le nombre de relations pouvant être régulées par personne et par unité de temps. » Michael Polanyi, La Logique de la liberté*

Pour mieux faire comprendre l'échec inéluctable d'une économie administrée, à la structure nécessairement pyramidale, il recourt à une métaphore éloquente :

*«Une autorité qui serait chargée de remplacer par une gestion délibérée les fonctions d'un grand système auto-organisé serait donc placé dans la situation d'un homme chargé de conduire d'une seule main une machine dont le fonctionnement requiert l'emploi simultané de plusieurs milliers de leviers. Les pouvoirs légaux qu'aurait une telle autorité ne lui serviraient à rien dans cette tâche ; en voulant les faire respecter, quoi qu'il arrive, on ne pourrait que paralyser un système qu'on n'arriverait pas à gérer. » Michael Polanyi, La Logique de la liberté*

Pour illustrer la supériorité d'un système dans lequel les interconnexions entre les individus s'opèrent spontanément, il se sert d'un autre exemple :

*«Songeons, par exemple, aux consommateurs de gaz à un moment où il y a une pénurie se traduisant par une baisse anormale de la pression. Un grand nombre d'entre eux ne pourront chauffer l'eau de leur bain à une température acceptable et préféreront, dans ces conditions, ne pas prendre de bain du tout. Toute personne décidant, compte tenu de la pression du gaz à ce moment, de prendre ou de ne pas prendre un bain, affectera directement la décision de tous les autres consommateurs, en train de chercher, au même moment, une solution au même problème. On a ici un système d'ajustements mutuels dont chacun affecte des milliers de relations. » Michael Polanyi, La Logique de la liberté*

En d'autres termes, chaque décision délivre une information, qui circule à travers tout le réseau interindividuel. En retour, chaque récepteur de la nouvelle information prendra une décision qui entraînera elle-même un nouvel effet, et ainsi de suite.

## **Libertés publiques et libertés privées**

La question de la liberté est donc l'enjeu de sa réflexion. Mais Polanyi ne la réduit pas à une opposition individu/société (ou collectivité). La véritable raison d'être de la liberté n'est pas qu'elle permettrait à chacun de vivre isolément selon ses inclinations personnelles, du moins pas seulement.

En réalité, la liberté est un vecteur d'information entre chacun de nous, en même temps que la condition nécessaire à l'existence d'un lien social digne de ce nom. Dès lors, il ne s'agit pas simplement de refuser la mainmise de l'État sur les décisions individuelles au motif qu'elle empêche effectivement l'homme d'agir pour lui-même, mais - plus profondément - il faut la refuser parce qu'elle détruit les conditions de possibilité d'une vie sociale civilisée. Le socialisme favorise donc l'émergence d'une société atomisée, où chaque individu vit replié sur lui-même, sur sa vie privée (dans son double sens, puisque chacun est privé de toute communication libre avec autrui). Au contraire, le libéralisme a pour raison d'être la perpétuation d'une société d'individus interagissant dans un monde dont la complexité est à la fois cause et effet de leurs actions (et, partant, justification de la préservation des libertés publiques).

### **L'auto-destruction du libéralisme**

Partant de ces considérations, le savant se demande pour quelles raisons le XX<sup>e</sup> siècle a vu le socialisme s'imposer au lieu du libéralisme.

D'après lui, l'Europe a été rongée par le démon totalitaire à cause de la substitution des passions et désirs matérialistes aux idéaux élevés de la raison, de la morale et de la religion. Cette éviction s'est produite à la suite de contradictions internes au libéralisme, estime Polanyi. En effet, la systématisation du doute philosophique et la glorification d'un certain scepticisme a accordé une valeur égale entre moralité et immoralité ; vérité et mensonge ; piété et impiété ; liberté et licence ; pitié et cruauté ; etc. Le processus a été enclenché au Siècle des Lumières quand l'homme s'est vu attribuer un rôle démiurgique, auquel a dû céder la place son antique dignité de serviteur d'idéaux. Dès lors, l'émancipation humaine à l'égard de toute idée transcendante de justice et de vérité a jeté l'Europe sur la route de la servitude. En revanche, continue-t-il, le caractère fortement religieux du libéralisme anglo-saxon l'a préservé de cette pente fatale.

Ce triomphe de la philosophie matérialiste s'est ensuite combiné avec la montée d'un nihilisme - destructeur de principes supérieurs - pour former les différentes idéologies totalitaires : marxisme, fascisme, national-socialisme.

Ceci étant, poursuit Polanyi, le caractère sans précédent du phénomène totalitaire, fondé sur un athéisme radical, a fini par être reconnu. Dès lors, le philosophe regarde avec espoir l'avenir de l'Europe en notant que le combat anticlérical de nombreux libéraux se fait progressivement plus discret, ceux-ci admettant la nécessité de normes supérieures à la volonté humaine.

### Citations

*« Il apparaît, en premier lieu, que l'opposition habituelle individu-État est insuffisante pour penser le rapport entre liberté et totalitarisme ; en tout cas, les libertés les plus essentielles ne sont pas celles qui consistent pour l'individu à exiger de l'État qu'il lui permette d'agir selon ses propres intérêts. La liberté est le droit qu'a un individu ayant une vocation d'exiger qu'on lui laisse faire ce qu'il a vocation à faire. Il s'adresse à l'État sur le ton d'un homme vassal d'un maître supérieur exigeant qu'on rende hommage à son maître. La vraie opposition est donc entre l'État et les réalités invisibles qui guident les efforts créateurs des hommes et où s'enracinent naturellement leurs consciences. La cohérence et la liberté de la société ne sont assurées qu'en proportion de la foi qu'ont les hommes dans la vérité, la justice, la charité et la tolérance et de la volonté qu'ils ont de se consacrer au service de ces réalités ; au contraire, il faut s'attendre à ce que la société se désintègre et tombe en servitude lorsque les hommes nient, disqualifient intellectuellement, ou simplement négligent ces réalités et ces obligations transcendantes. C'est de la négation de la réalité de ce règne des idées transcendantes que naît logiquement l'État totalitaire. Quand les fondements spirituels de toutes les libres vocations humaines - avancement de la science et du savoir en général, exigence de justice, affirmation de la religion, libre pratique des arts et de la discussion politique - quand les états transcendants de toutes ces libres activités sont sommairement rejetés, c'est alors sur l'État que, de toute nécessité, se reportent toutes les ferveurs dont l'homme est capable. Car si la vérité n'est pas quelque chose de réel et d'absolu, alors il peut paraître raisonnable que les pouvoirs publics décident de ce qui devrait être estimé vrai. Et si la justice n'est pas quelque chose de réel et d'absolu, alors il peut paraître raisonnable que l'État décide de ce qui devrait être considéré comme juste ou injuste ».*

*« L'effondrement de la liberté qui est partout survenu après le succès de ces attaques démontre par les faits ce que j'ai dit auparavant : à savoir que la liberté de pensée devient vaine et ne peut que disparaître là où la raison et la moralité sont privées de leur statut de forces autonomes. Lorsque le juge en son tribunal ne peut plus en appeler au droit et à la justice; lorsque ni un témoin, ni un journaliste, ni même un scientifique rendant compte de ses expériences, ne peut dire la vérité telle qu'il la connaît; lorsque, dans la vie publique, il n'existe plus de principe moral imposant le respect; lorsqu'on dénie toute substance aux révélations de la religion et de l'art; alors il ne reste plus de sol sur lequel un individu puisse prendre appui pour résister aux gouvernants du jour. Le totalitarisme est ici logique avec lui-même. Un régime nihiliste devra assurer la gestion quotidienne de toutes les activités qui, en temps ordinaire, sont guidées par les*

principes intellectuels et moraux que le nihilisme déclare nuls et vides ; les principes doivent être remplacés par les décrets de l'omni-compétente Ligne du Parti ».

« Il me semble que ces idées diverses, mouvantes et obscures sur la planification économique souffrent toutes du même défaut de base. Elles sont fondées sur la totale méconnaissance du fait qu'un système industriel géré de façon centralisée est impossible à administrer - impossible au sens où il est impossible pour un chat de traverser l'Atlantique à la nage ». (La Logique de la liberté)

« Ce qui caractérise une société libre, c'est l'éventail des libertés publiques à travers lesquelles l'individu peut jouer socialement tout son rôle, et non le champ laissé aux libertés personnelles sans effet social. Inversement, le totalitarisme n'a pas pour intention première de détruire toute liberté privée ; ce sont les libertés publiques, bien plutôt, qu'il prend pour cible. En effet, dans la conception totalitaire, les actions personnelles indépendantes ne sont jamais de nature à réaliser une fonction sociale ; quant aux responsabilités publiques, elles incombent toutes à l'État. Alors que la conception libérale de la société accorde au contraire un rôle décisif, dans la vie publique des nations, à la liberté individuelle. Ces considérations obligent à remettre en cause la distinction entre les deux aspects, public et privé, de la liberté. Certes, tous deux doivent être protégés ; mais il est fatal au premier d'être fondé sur le second et d'être, comme cela arrive souvent, revendiqué en son nom ».

« La liberté de la personne égocentrique qui veut agir selon son bon plaisir est mise en échec par la liberté de la personne rationnelle qui agit selon ce qu'elle doit ».

#### *Ceuvres*

- 1948, « Planning and Spontaneous Order », *The Manchester School of Economic and Social Studies*, XVI, 3, pp. 237-268
- 1951, *The Logic of Liberty: Reflections and Rejoinders*, Chicago, University of Chicago Press  
Traduction en français en 1989 par Philippe Nemo, *La Logique de la liberté*, Presses Universitaires de France.  
Traduction en italien en 2002, *La logica della libertà*, Rubbettino, Soveria-Mannell
- 1952, « The Stability of Beliefs », *The British Journal for the Philosophy of Science*, III, 11, pp. 217-232
- 1958, *Personal Knowledge : Towards a Post-Critical Philosophy*, Chicago, University of Chicago Press  
Nouvelle édition en 1962, Chicago, Chicago University Press  
Nouvelle édition en 1998, London, Routledge
- 1962, *The Republic of Science: Its Political and Economic Theory*, Minerva, 1:54-73

- 1964, *Science, Faith and Society*, Chicago, University of Chicago Press
- 1964, *The Study of Man*, Chicago, University of Chicago Press
- 1967, *The Tacit Dimension*, New York, Anchor Books  
Traduction en italien en 1979, *La conoscenza inespresa*, Armando, Roma
- 1969, « The Determinants of Social Action », In: Erich Streissler et al., dir., *Roads to Freedom: Essays in Honour of Friedrich A. von Hayek*, London, Routledge & Kegan Paul, pp145-179
- 1969, « The Republic of Science », In: Marjorie Grene, dir., *Knowing and Being: Essays by Michael Polanyi*, Chicago, University of Chicago Press, pp. 49-72
- 1975, avec Harry Prosch, *Meaning*, Chicago, University of Chicago Press

#### *Littérature secondaire*

- 1969, Marjorie Grene, Introduction, In: Marjorie Grene, dir., *Knowing and Being: Essays by Michael Polanyi*, Chicago: University of Chicago Press
- 1976, Walter E. Conn, « Michael Polanyi: The Responsible Person », *The Heythrop Journal*, Vol 17, pp31-49
- 1986, H. Prosch, « Michael Polanyi: A Critical Exposition », Albany, SUNY Press
- 1987, R. Gelwick, *The Way of Discovery: An Introduction to the Thought of Michael Polanyi*, New York: Oxford University Press
- 1991, R. Hodgkin, « Michael Polanyi – Prophet of life, the universe and everything », *Times Higher Educational Supplement*, September 27, p. 15
- 1993, Paul Ignatus, « Some Traces of Pragmatism and Humanism in Michael Polanyi's Personal Knowledge », *Hungarian Studies*, Vol 9, n°1-2, pp139-150
- 1995,
- John Rothfork, « Postmodern Ethics: Richard Rorty and Michael Polanyi », *Southern Humanities Review*, Vol. 29, pp15-48
- D. Scott, *Everyman Revived: The Common Sense of Michael Polanyi*, New York: William Eerdmans.
- 1997, R.T. Allen, *Science, Economics and Philosophy: Selected Papers of Michael Polanyi*, New Brunswick (USA) et London: Transaction Publishers. Essais de 1917 à 1972
- 2000, Monica Quirico, « Michael Polanyi: la critica della pianificazione » (1935-1951), *Il Politico*, LXV, 2000, 4, pp597-624

- 2001, Monica Quirico, « Il liberalismo di Michael Polanyi nell'età dei totalitarismi », *Teoria politica*, XVII, 1, pp165-186
- 2008, Kent D. Miller, « Simon and Polanyi on Rationality and Knowledge », *Organization Studies*, Vol. 29, n°7, pp933-955

*Voir aussi*

- (en) [pdf] *Michael Polanyi and Spontaneous Order, 1941-1951*, Struan Jacobs
- (hu) (en) *Polanyiana*, le périodique de la Michaël Polanyi Liberal Philosophical Association (en hongrois, mais certains articles sont disponibles en anglais).
- (en) Site de la Polanyi Society
- (en) Biographie de M. Polanyi
- (en) Brève présentation sur le site du Acton Institute
- (en) *Michaël Polanyi and Tacit Knowledge*
- (fr) *La Théorie de la production ostentatoire* (trad. par Hervé de Quengo)

Wikibéral



## LA LOGIQUE DE LA LIBERTE, DE MICHAEL POLANYI

*La Logique de la liberté* (*The Logic of Liberty*) est l'ouvrage majeur de Michael Polanyi, paru en 1951. C'est le seul de ses ouvrages traduit en français, par Philippe Nemo en 1989.

### Présentation

Ce recueil d'articles de Michael Polanyi est construit en deux parties : la première regroupe des articles écrits pendant la période 1942 – 1949, qui traite de la science et de la condition de son progrès, dans le contexte international de l'affaire Lyssenko : ce dernier, un agronome soviétique protégé par Staline, entendit dans les années 1930-1940 promouvoir une science prolétarienne, planifiée, en réaction à la « science bourgeoise » pratiquée jusqu'alors. Il fit emprisonner son principal opposant et fut en bonne part responsable des famines de l'époque en URSS. Comme le souligne a posteriori Philippe Nemo, « en voulant enrégimenter science et éducation au service des « masses » et hâter les inventions favorables à la productivité économique, les Michourine et les Lyssenko n'ont fait que paralyser le processus du développement scientifique<sup>63</sup> ». Pourtant, les mêmes demandes de prise en main idéologique de la science se multipliaient en Grande Bretagne. Polanyi, à l'inverse de cette tendance, propose une reconstruction des fondements de la liberté académique, en insistant sur la nécessité de l'individualisme dans la recherche scientifique. La recherche scientifique fonctionne selon Polanyi à la manière d'un organisme composée de cellules souche, qui « [vivent] une vie propre tout en adaptant [leur] croissance à celle de [leurs] voisines, de telle manière que toutes ensemble, elles finissent par former une structure harmonieuse ». A la différence d'une maison, pour la construction de laquelle un

---

<sup>63</sup> Philippe Nemo, *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains*, PUF, p.1319

plan est nécessaire, le plan de l'organisme que représente la science est inconnu. Pour illustrer ce point, il propose l'exemple de la statue<sup>64</sup>:

*« Si l'on rassemblait les morceaux d'une statue et qu'il n'y eut pas de tête, on saurait avec certitude que la statue est encore incomplète. Mais le caractère incomplet de la science dans les états successifs de son progrès n'apparaît nullement de manière évidente. Et pourtant, il est bien possible qu'il en manque encore de vastes parties. La physique, dans l'état où elle était il y a un demi siècle n'avait pas la théorie quantique ni la relativité, et elle ignorait les électrons et la radioactivité. Pourtant on pensait à l'époque qu'elle était pour l'essentiel achevée. [...] Pour illustrer la croissance de la science, il faut donc imaginer une statue qui, au fur et à mesure qu'on en assemble les pièces, apparaîtrait toujours complète, à chaque étape, et qui semblerait changer de signification chaque fois qu'on lui ajoute un nouveau fragment. »*

Dès lors, il est impossible de prévoir comment la construction va évoluer. Aucun organisme planificateur ne peut prévoir la meilleure direction pour les recherches futures que le scientifique lui-même. De cette impossibilité, Polanyi tire son argument majeur en faveur de la liberté académique<sup>65</sup> :

*« Aucun comité de scientifiques, si distingués qu'ils soient, ne saurait prévoir les développements à venir de la science [...]. Un tel comité ne pourrait prédire aucune avancée scientifique importante. Les problèmes qu'il choisirait de traiter n'auraient donc aucune valeur scientifique réelle. Ou bien il serait dénué d'originalité, ou bien à supposer que le comité envoie promener toute prudence et s'aventure à faire des suggestions réellement novatrices, ces suggestions seraient inmanquablement irréalistes. Car les points où le système existant de la science peut être effectivement amélioré ne se révèle qu'au chercheur individuel. Et encore, à condition qu'il se concentre pendant toute sa vie sur un seul aspect particulier de la science. »*

Exemple d'une société monocentrique (un échelon, chaque individu pouvant traiter 9 relations) et d'une société polycentrique de 9 personnes.

Dans une seconde partie, Polanyi élargit sa réflexion à la philosophie sociale, en soulignant l'impossibilité de la planification et surtout la supériorité définitive des sociétés polycentriques sur les sociétés monocentriques. A l'ordre spontané des premières s'opposent l'ordre organisé des secondes, dans lequel les actions de tous les individus sont coordonnées par un organisme planificateur. Dans cet ordre organisé, les relations sont organisées de façon pyramidale

---

<sup>64</sup> Cet exemple avait déjà été proposé par John Milton en 1644 dans son *Areopagitica*, à propos de la vérité.

<sup>65</sup> On retrouve là aussi une influence possible de John Milton, qui avait énoncé le même argument, pour dénoncer l'inanité de la censure.

puisque chaque personne de la hiérarchie ne peut diriger efficacement qu'un nombre limité de personnes.

Polanyi donne plusieurs exemples d'ordre spontané pour expliciter sa pensée dont un wagon de train : les premiers arrivés occuperont les places dans le sens de la marche, près des fenêtres, puis les suivants les autres places dans le sens de la marche, etc. De même, les cinq avants d'une équipe de football se coordonneront par ajustement mutuel. A l'inverse, il cite comme exemple d'ordre organisé l'équipage d'un petit navire sous l'autorité d'un capitaine et qui doit affronter une tempête.

L'idée directrice développée par Polanyi est que les ordres polycentriques peuvent traiter une quantité d'informations bien plus grande que les ordres monocentriques. Plus le problème sera complexe, plus cet avantage des sociétés polycentriques sera grand. Au niveau de complexité qui est celui de nos sociétés modernes, un système planifié (monocentrique donc) ne pourrait tout simplement pas fonctionner. Le planificateur serait ainsi « *placé dans la situation d'un homme chargé de conduire d'une seule main une machine dont le fonctionnement requiert l'emploi simultané de plusieurs milliers de leviers. Les pouvoirs légaux qu'aurait une telle autorité ne lui serviraient à rien dans cette tâche ; en voulant les faire respecter, quoi qu'il arrive, on ne pourrait que paralyser un système qu'on n'arriverait pas à gérer.* ». A l'inverse, un ordre spontané sera à même de traiter les informations envoyées par des millions d'acteurs, en particulier grâce au système des prix. Polanyi prend l'exemple de la distribution du gaz : « *Songeons, par exemple, aux consommateurs de gaz à un moment où il y a une pénurie se traduisant par une baisse anormale de la pression. Un grand nombre d'entre eux ne pourront chauffer l'eau de leur bain à une température acceptable et préféreront, dans ces conditions, ne pas prendre de bain du tout. Toute personne décidant, compte tenu de la pression du gaz à ce moment, de prendre ou de ne pas prendre un bain, affectera directement la décision de tous les autres consommateurs, en train de chercher, au même moment, une solution au même problème. On a ici un système d'ajustements mutuels dont chacun affecte des milliers de relations.* »

Polanyi accompagne cette idée de plusieurs exemples formels qui établissent mathématiquement cette supériorité des ordres polycentriques.

Les idées exposées par Polanyi ont exercé une influence certaine sur les idées de Friedrich Hayek sur l'ordre spontané. Néanmoins, Polanyi ne développe pas la question des institutions nécessaires au fonctionnement harmonieux d'un ordre spontané, ce que Hayek approfondira dans *La Constitution de la liberté* (1960) puis *Droit, législation et liberté* (1973-1979).

## Bibliographie

- 1987, R. Gelwick, *The Way of Discovery: An Introduction to the Thought of Michael Polanyi*, Oxford University Press
- 1989, Philippe Nemo, *Introduction à La Logique de la liberté*, PUF
- 1998, Philippe Nemo, *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains*, PUF, réédition 2003, pp.1317-1323

## Liens externes

- (en) [pdf] *Michael Polanyi and Spontaneous Order, 1941-1951*, Struan Jacobs
- (en) Biographie de M. Polanyi

Wikibéral

## LES FRONTIERES ULTIMES DE L'EUROPE

*Texte d'une conférence délivrée à l'Institut Turgot le 7 mai 2003.*

*En travaillant pendant de longues années sur une magistrale Histoire des idées politiques, en complète rupture avec les habituelles interprétations marxistes, Philippe Nemo a réussi à saisir les multiples facteurs qui ont façonné l'Occident. À rebours des thèses relativistes qui ont cours, l'essor intellectuel, juridique et économique de cette partie du monde ne relève pas des caprices de l'Histoire, mais d'une hybridation unique en son genre. À cet égard, les notions de Droit, de liberté et de progrès nous permettent de délimiter ce qui est occidental de ce qui ne l'est pas. Pour rester elle-même, nous explique Ph. Nemo, l'Europe doit rester fidèle à cet héritage précieux.*

La question de l'élargissement de l'Union européenne a été tout récemment posée par l'entrée possible de la Turquie. Soyons clairs : cette éventualité serait dangereuse et, remarquons-le, il n'est pas innocent qu'elle soit souhaitée par les ennemis de l'Europe. Si cette adhésion prend effet, alors pourquoi ne pas poursuivre sur cette lancée en faisant entrer d'autres pays, qu'ils soient africains ou asiatiques ? C'est non seulement absurde, mais voué à l'échec. Car, pour parler sans ambages, une société ne peut se former qu'à l'intérieur d'une civilisation homogène. Le projet européen ne prend tout son sens qu'à cette condition. En l'occurrence, il s'agit de l'occidentalité, qui repose sur la propriété privée, le droit libéral, la laïcité.

L'Occident est donc démocratique, libéral (quoiqu'imparfaitement et à des degrés divers), et scientifique (cf. le pluralisme et rationalisme critique de Karl Popper). À ces trois caractéristiques, nous devons ajouter la notion de progrès, lequel est conçu comme possible et souhaitable. Mais il faut bien le distinguer du projet de bouleverser le monde de fond en comble. D'où proviennent ces traits propres à l'Occident ? Évidemment, cette civilisation est le fruit d'une longue histoire, car aucune culture ne naît à un instant donné, ainsi que Hayek l'a fait remarquer. En vérité, elle ne serait pas devenue ce qu'elle est si

cinq miracles n'étaient successivement apparus : la Cité grecque ; le Droit romain ; la Bible ; la révolution papale ; les démocraties modernes. La civilisation occidentale forme bel et bien l'hybridation, la synthèse réussie, de ces cinq miracles.

### **Premier miracle : la Cité grecque**

La Cité grecque doit être considérée comme le premier État non religieux. Apparu vers -3000 en Mésopotamie, l'État arrête le processus de vengeance, caractéristique des rites primitifs. Si nous nous référons aux admirables analyses de René Girard, deux méthodes sont en effet envisagées pour exorciser la violence. La première est préventive et constitue le socle des sociétés archaïques ; le rite et le sacrifice y occupent une place décisive pour conjurer les menaces pesant sur la tribu. Néanmoins, pour que ce système fonctionne, il est indispensable d'adhérer aux mythes ; celui qui s'y montre rétif est d'emblée suspecté de vouloir subvertir et détruire la cohésion du groupe. Aussi, il n'est pas surprenant que ces sociétés tribales stagnent dans l'unanimité. C'est pourquoi elles ne survivent qu'à condition de s'opposer au progrès. Autre possibilité : la méthode curative. Pour l'appliquer, une instance est créée : l'État. À cet égard, seule la Cité grecque pluraliste – la *Polis* – a promu à cette époque la Loi comme règle universelle devant laquelle chaque citoyen est égal. Vous aurez reconnu l'isonomie (que les Anglais reprendront plus tard en la traduisant par *Rule of Law* : l'état de Droit instituant « *le gouvernement des lois, non des hommes* »). La connaissance codifiée de la Loi induit la Liberté. En effet, chacun reste libre tant qu'il n'offense pas la loi connue publiquement.

### **Deuxième miracle : le droit romain**

Rome a pour sa part inventé le Droit privé. Celui-ci est une conséquence de la pluriethnicité de l'État romain (alors seul dans ce cas). Pour faciliter le règlement des litiges, le Droit se devait d'être plus compréhensible pour les non-Romains. À cet effet, une nouvelle magistrature est apparue en -242 : le *Prætor Peregrinus* (préteur des étrangers). Cette personnalité était chargée de rendre la Justice en dépit de la diversité des croyances. Pour ce faire, il devait expliquer et exposer la loi le plus clairement possible et, par conséquent, recourir à des formules abstraites, susceptibles d'être comprises aussi bien par un Illyrien que par un Ligurie. De la sorte, même si chacun jurait par ses dieux, un accord devenait possible grâce au socle de l'universalité humaine. Certes, ce sont les Grecs qui, les premiers, ont dit qu'il fallait « *rendre à chacun le sien* ». Pourtant, ce sont les Romains qui, grâce au Droit prétorien, ont affiné cette pensée en l'explicitant avec clarté. Ce Droit a mis deux cent cinquante ans à se définir distinctement en termes du « *mien* » et du « *tien* », c'est-à-dire de protection de la

propriété privée. Cette découverte est tellement capitale que l'on peut estimer que les Romains ont « *inventé* » l'Homme, au sens d'individu et de personne. Il était en effet important de retrouver — à travers les mutations, transmissions et transactions — ce qui appartenait à chaque individu. Ce que l'on a participé aussi de notre être propre, et inversement. Les notions d'héritage, de propriété, de possession, de biens meubles et immeubles, d'achat et vente, et bien sûr de contrat, sont issues du Droit romain.

### **Troisième miracle : la Bible**

La révolution biblique de l'eschatologie constitue de son côté un miracle au sens littéral du terme puisqu'il s'agit d'une Révélation. Si la Justice est indispensable au bon fonctionnement des sociétés humaines, la charité doit la compléter. « *Ceil pour œil, dent pour dent* » atteste l'idée de symétrie inhérente au concept de Justice. L'originalité, bien soulignée par Emmanuel Lévinas, du judéo-christianisme est de s'appuyer sur une dissymétrie éthique : « *Si l'on te frappe sur la joue droite, tends la joue gauche* ». Par ailleurs, le péché originel introduit une rupture radicale avec la conception cyclique du temps propre aux Grecs (et aux Romains). Pour ces derniers, le mal participait du cosmos, de l'ordre des choses, si bien qu'ils considéraient comme illusoire autant que présomptueux de vouloir y mettre un terme définitif. Rien de pareil avec les Hébreux et les chrétiens, qui ne se résignent pas à l'intolérable permanence du mal. À Rome ou Athènes, chacun était jugé responsable pour lui-même. En revanche, dans le judéo-christianisme, je souffre parce que mon prochain — même situé à des milliers de kilomètres — souffre. Je ne puis être en paix tant qu'Autrui ne l'est pas. De cette exhortation à combattre le mal, il découle une différence complète avec la notion temporelle spécifique aux Grecs et aux Romains. En effet, si l'on croit en un endettement antérieur à notre naissance, comme en un salut métaphysique, le monde ne peut être laissé tel quel, d'où l'émergence d'une eschatologie. L'éthique biblique débouche par conséquent sur une linéarité temporelle inédite, orientée vers la réalisation du Bien. Une autre divergence, liée à cette révolution éthique, vaut la peine d'être mise en exergue. Rien n'était plus important pour un Athénien que le service du bien commun attribué à la fonction politique. Or, tant les Juifs que les chrétiens, se méfient du pouvoir étatique. Celui-ci n'est acceptable qu'à la condition qu'il ne laisse pas le monde en l'état et, donc, extirpe le mal.

### **Quatrième miracle : la révolution papale**

Si l'on suit les travaux inestimables de l'historien britannique Harold Berman, il est préférable de parler de « *révolution papale* » que de « *réforme grégorienne* ». Par rapport aux prophéties bibliques, les chrétiens du moyen âge se sont aperçus que le monde avait empiré ; les invasions barbares étaient

passées par là. Mais, pour exercer efficacement une influence sur le cours des choses, pour transformer le monde, une science est nécessaire. C'est vers le XI<sup>e</sup> siècle seulement que la rationalité est redevenue un enseignement de première importance. Des auteurs comme saint Anselme — et, partant, l'école scolastique — ont redécouvert les vertus de la raison. Mais l'Église byzantine refusera cette évolution affectant aussi la notion de péché. Là-bas, il s'agit d'une condition intrinsèque à la nature humaine ; tandis que pour les Occidentaux, comme l'atteste la place centrale occupée par la Passion du Christ, il peut être rédimé. Ensuite, l'Église de Rome insistera peu à peu sur le péché en tant qu'acte violant les commandements divins. Un nouvel intérêt pour le Droit va pouvoir naître. À l'initiative du Pape Grégoire VII, c'est à cette même époque que le Droit romain est revenu en grâce. Cette relégitimation a paru utile aux autorités ecclésiastiques afin de forger une pensée juridique qui lui soit propre : le Droit canon. Il est toutefois paradoxal que ce regain d'intérêt pour le legs romain se soit retourné plus tard contre la papauté, au bénéfice du pouvoir politique. Enfin, il peut sembler au premier abord contradictoire que l'Église de Rome ait réintroduit le Droit naturel, alors que — doctrinalement — elle n'approuve pas l'ordre du monde (politique en particulier). Mais, précisément, ce Droit est repensé afin qu'il serve de référence, non à ce qui est, mais à ce qui doit advenir.

### **Cinquième miracle : le polycentrisme moderne**

Si le christianisme a contribué au renouveau de la rationalité scientifique, la science s'est néanmoins rapidement heurtée au dogmatisme religieux. C'est alors qu'est apparue la nécessité d'une liberté intellectuelle, d'une rationalité critique, sans laquelle le progrès demeure un vœu pieux. En effet, la justification de la tolérance religieuse et philosophique n'est pas le prône d'un pluralisme œcuménique, mais bien la possibilité de pouvoir remettre en question les hypothèses scientifiques, et donc de permettre un progrès de la connaissance. Sans liberté de la recherche, qui suppose la concurrence intellectuelle, la régression de la société est garantie. Parallèlement à ce mouvement d'émancipation spirituelle, l'érosion conjointe des monopoles et du mercantilisme a favorisé l'essor d'une économie plus libre (cf. les villes libres de Flandre ou du nord de l'Italie). On peut même aller plus loin en affirmant sans risque d'erreur que, sans droit ni marché — qui offrent aux individus des règles d'action —, une science digne de ce nom est condamnée. Autrement dit, le formidable progrès de l'Occident, tant du point de vue philosophique que du point de vue économique et juridique, n'a été rendu possible que par la victoire du polycentrisme sur le monocentrisme. Sans ce processus évolutif, les démocraties libérales — fondées sur la garantie du Droit et la liberté d'action et d'opinion — n'auraient pu émerger.



## Inférences pour l'Europe

En résumé, l'homogénéité d'une civilisation n'est pas le produit du hasard, mais de la maturation d'idées communes qui se sont hybridées.

À présent, il convient de réfuter deux fausses bonnes idées pour unifier l'Occident :

- Se fier à la seule Union européenne. Il est évident qu'elle ne regroupe pas tout l'Occident, cependant qu'elle souhaite inclure des pays non occidentaux et orthodoxes. Ces États ne sont pas réellement laïques et n'ont pas connu de révolution juridique. De surcroît, il est permis de douter des visées libérales de l'UE. Il n'est que de constater le poids de la bureaucratie et de la réglementation pour s'inquiéter des desseins plus ou moins avoués de l'Europe institutionnelle.
- Baisser les bras au profit de l'empire américain. Agir ainsi serait cautionner une gestion monocentrique des relations internationales. À ce propos, une précision doit être faite. Trop souvent, les commentateurs identifient les États-Unis au libéralisme et vice versa. Or rien ne nous dit que les États-Unis resteront un pays marqué par la philosophie libérale. D'ailleurs, depuis plus d'un siècle, celle-ci y fut trahie à de nombreuses reprises. Et puis, surtout, cette doctrine est née en Europe : on doit citer non seulement Locke, Smith ou Hume. Mais aussi les continentaux tels que Turgot, Jean-Baptiste Say, Bastiat, pour la France ; Kant, Wilhelm von Humboldt, en Allemagne ; ou encore les Autrichiens : Mises et Hayek étant les plus célèbres. Le libéralisme n'est donc pas exclusivement américain, mais occidental. Que reste-t-il en ce cas comme possibilité à la fois réaliste et désirable ? La meilleure idée est à la fois simple dans sa logique et complexe à mettre en œuvre : édifier une Union occidentale, qui réunirait Europe et États-Unis.

Philippe Nemo

MELANGES EN L'HONNEUR DE L'OUVRAGE PRIME PAR  
WIKIBERAL EN 2009, *LES DEUX REPUBLIQUES FRANÇAISES*, DE  
PHILIPPE NEMO

\* \* \*

**SYNTHESE COMMENTEE DE L'OUVRAGE**

## INTRODUCTION

La République n'a jamais fait l'objet d'une unanimité en France, contrairement à l'image d'Epinal que l'on peut en avoir. Pour les uns, la République, c'est l'Etat de droit<sup>66</sup> démocratique et libéral, le suffrage universel et les libertés politiques essentielles. Pour les autres, la République est un projet de société jacobin, étatiste et socialiste.

Philippe Nemo ambitionne dans cet ouvrage d'étudier la nature et l'histoire de cet antagonisme, au cours des deux derniers siècles.

### *La I<sup>ère</sup> République, régime totalitaire*

En guise de propos liminaire, Nemo observe que la conception jacobine de la République se réfère à un événement historique très circonscrit, la I<sup>ère</sup> République dite « Montagnarde ». Celle-ci débute en septembre 1792 et s'achève en octobre 1795 pour l'ensemble de l'épisode de la Terreur, mais en réalité la focale doit être réduite, dans l'esprit jacobin, à la séquence septembre 1792 – juillet 1794, et en particulier à la convention montagnarde de juin 1793 (après la chute des Girondins) à juillet 1794 (chute de Robespierre). Nous sommes donc sur l'épaisseur du trait historique. Or, dit Nemo, cette I<sup>ère</sup> République présente la particularité peu louable d'avoir été un régime totalitaire, dont les horreurs ont égalé, sinon en ampleur, du moins en nature, celles des régimes nazis et staliniens. Ce qui pose problème est que certaines forces politiques d'*aujourd'hui*

---

<sup>66</sup> Il faudrait plutôt dire : l'*Etat* de droit, mais aussi l'*état* de droit, autrement dit certes le respect de la hiérarchie des normes, l'égalité des sujets de droit, l'indépendance de la justice, le contrôle de constitutionnalité – tous fondements de l'Etat de droit ; mais aussi – et peut-être plus encore – le *Rule of Law*, autrement dit le fait qu'il existe une loi supérieure à n'importe quelle puissance politique. C'est l'état de droit plus encore que la théorie de Kelsen qui fonde la démocratie libérale.

donnent ce passé détestable comme l'épopée fondatrice du pays, comme son écriture sacrée, et même comme ce qui constitue la France comme nation.

Alors qu'en Allemagne ou en Russie, les intellectuels ont depuis longtemps engagé un processus critique de leur passé noir, en France, au contraire, le pays officiel continue à célébrer la République jacobine. « 1793 » serait en particulier le prix à payer pour faire passer « 1789 » dans la réalité. Tous ces crimes auraient été nécessaires<sup>67</sup> ; et le syllogisme se poursuit de la manière suivante : ce qui est nécessaire pour faire advenir un *bien* ne saurait être *mauvais*. La République serait une sorte d'« alternative » à la France, qui s'inscrit au moment de la Révolution contre plus d'un millénaire d'histoire nationale. C'est bien ainsi que l'on professe au lycée ou à l'université l'histoire de la France contemporaine.

### *Les deux révolutions françaises*

Quelle est la nature exacte du lien entre « Révolution » et « République » ? Nemo observe qu'il n'est pas aussi simple qu'il y paraît de prime abord. La Révolution n'est pas d'emblée républicaine, puisqu'elle instaure d'abord une monarchie constitutionnelle. La République jacobine ne sort pas non plus naturellement de la Révolution : elle résulte d'un accident ou plus exactement d'une série d'accidents qui précipitent la chute de la monarchie constitutionnelle<sup>68</sup>. La 1<sup>ère</sup> République a pour origine l'émeute du 10-Août et les massacres de septembre 1792, et elle s'identifie ensuite, peu ou prou, avec la Terreur. Loin de parachever l'œuvre constitutionnelle des hommes de 1789, représentants de l'esprit des Lumières, la 1<sup>ère</sup> République est le régime qui a voulu anéantir cette œuvre et a failli y parvenir.

On sait que la Convention, assemblée qui se veut représentative du « peuple souverain », n'a été élue que par une très petite fraction du corps

---

<sup>67</sup> Voir les travaux d'Albert Soboul, et la critique faite par François Furet du « catéchisme révolutionnaire » de Claude Mazauric dans *Penser la Révolution française*, 1978. Voir en ligne.

<sup>68</sup> En particulier, et la liste n'est pas exhaustive : la déconfiture de la fuite à Varennes de Louis XVI, l'agitation permanente du Comte d'Artois, la déclaration de guerre à l'Empereur d'Autriche et l'arrivée des redoutables armées prussiennes, le veto mis par le roi aux décrets permettant la déportation des prêtres réfractaires, la dissolution de la garde personnelle du roi et la constitution d'un camp de gardes nationaux fédérés pour défendre Paris, la prise des Tuileries, puis, après la chute proprement dite de la monarchie, les « massacres de septembre » (massacre des prêtres réfractaires, des suspects d'activité contre-révolutionnaire et des détenus de droit commun incarcérés dans les prisons à Paris),

électoral. Sur 7 millions d'électeurs, on estime que 90 % se sont abstenus. Le choix des députés appartient donc à une minorité décidée. Comme en 1789, le scrutin à deux tours a pour effet d'éliminer les classes populaires de la représentation nationale. La composition de la Convention reflète les coups de force et les manipulations des Jacobins. Sans compter le fait que le pouvoir sera durant la Terreur entre les mains non de cette assemblée, mais de son gouvernement révolutionnaire, le Comité de Salut public (Barère, Danton, Robespierre, Saint Just, Carnot, Couthon, Billaud-Varenne et quelques autres), avatar comme tant d'autre des régimes dictatoriaux. Tous ces traits font de la 1<sup>ère</sup> République française l'antagonique absolu, et en aucun sens l'héritière, du mouvement des Lumières.

Nemo, s'inscrivant dans la pensée de Guglielmo Ferrero<sup>69</sup>, précise que le mot « Révolution » peut recouvrir deux sens bien différents. Il peut s'agir, d'une part, d'un phénomène créateur (une orientation nouvelle de l'esprit humain, une porte ouverte sur l'avenir). Mais il peut aussi s'agir, d'autre part, d'un phénomène destructeur (écroulement d'une légalité ou d'une légitimité, subversion des règles établies). Le propre et la particularité de la Révolution française est d'avoir *cumulé* ces deux types de révolutions. Chacun a sa propre logique, irréductible à l'autre, et ne concerne pas les mêmes segments de la société. Chacun couvre un champ qui dépasse, en amont comme en aval, le strict cadre des événements révolutionnaires et puise sa force et son origine bien au-delà. Suivant la méthode webérienne des idéaux-types, Philippe Nemo appelle « 1789 » la Révolution créatrice et « 1793 » la destructrice. Ces deux concepts constituent des dates hypostasiées, des lignes directrices courant sur des siècles voire des millénaires, et dont l'idéal-type s'incarne encore aujourd'hui dans les débats intellectuels contemporains. Si l'épisode révolutionnaire a été le théâtre le plus marquant de l'affrontement direct entre ces deux concepts, c'est bien plus à cause du hasard de l'histoire que d'un déterminisme préétabli, épisode dont il ne faut par conséquent pas survaloriser le poids dans ce grand combat. Il en est un avatar, certes majeur, mais ni le catalyseur, ni l'aboutissement.

#### « 1789 »

1789, c'est la démocratie libérale. C'est-à-dire la tolérance religieuse, la liberté de penser, de s'exprimer et de publier, la démocratie politique, enfin la liberté économique (liberté d'entreprendre, liberté du travail). Ces idées sont issues du mouvement des Lumières. Elles sont fondées sur la conviction de la fécondité des libertés, sur trois plans complémentaires.

---

<sup>69</sup> Guglielmo Ferrero, *Les Deux Révolutions françaises*, 1951.

- Sur le plan intellectuel, cette prise de conscience tient à la division religieuse de l'Europe qui a résulté de la Réforme au XVI<sup>e</sup> siècle. Avec cette division, le dogmatisme de l'Eglise et le monopole d'un pouvoir spirituel unique devenaient impossibles<sup>70</sup>. La réflexion est entamée par les humanistes hollandais et anglais, Grotius<sup>71</sup>, Roger Williams, Locke<sup>72</sup> ou Bayle<sup>73</sup>. C'est grâce à eux si, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, les philosophes sont libres de s'exprimer et de publier, si les hypothèses scientifiques même a priori les plus farfelues et contraires aux dogmes et convictions du temps peuvent être librement formulées. Le pluralisme idéologique est irréductible, parce qu'il est lié au caractère éclaté de la vérité. La pensée des Lumières envisage une agora dans laquelle les thèses se confrontent et se réfutent, dans un processus de rationalisme critique qui connaîtra une descendance fructueuse<sup>74</sup>.

---

<sup>70</sup> On pourrait ajouter l'influence qu'exerce Machiavel, plus réformateur religieux que philosophe, comme l'écrit Pierre Manent, cette fois-ci dans le monde catholique. Voir en ligne.

<sup>71</sup> Œuvrant en négociateur patient durant près de dix ans, Grotius estime que le pouvoir politique n'est pas autorisé à donner son avis dans les controverses religieuses et les disputes doctrinales et, partant, est inapte à se réclamer de la vérité religieuse pour imposer par la force la doctrine qu'il considère « juste ». Cette position tolérante sera considérée par Nassau et les calvinistes comme subversive ; notamment parce qu'elle sera jugée trop favorable aux catholiques - désignés par les calvinistes hollandais comme des ennemis étant donné que l'Eglise désapprouve l'idée protestante de prédestination. De ce pro-catholicisme supposé, les adversaires de Grotius déduisent un sentiment pro-espagnol. Les soupçons de conspiration et de trahison ne tardent donc pas à peser sur le courageux conciliateur. Il n'a jamais été facile de défendre la liberté, en voici encore une preuve.

<sup>72</sup> Pour Locke, il est bien clair que seul le magistrat à la charge du pouvoir temporel, qui consiste à maintenir par la loi un ordre public assurant le bien public et la paix civile. Le magistrat n'a aucun droit sur les intérêts spirituels des individus, car chacun est libre de choisir la manière de vivre dont il estime qu'elle lui assurera le salut. Chacun peut donc adhérer librement aux dogmes qui lui plaisent ; les sociétés religieuses doivent être libres et volontaires, mais n'ont aucune légitimité quant à l'usage de la force, pas plus qu'elles n'ont le droit d'influencer les décisions de l'action politique publique.

Le pouvoir politique doit donc tolérer les sectes du moment qu'elles respectent ces conditions ; la mission temporelle de l'État exige de lui qu'il protège les droits de tous les hommes quelles que soient leurs croyances, et précisément afin que chaque homme puisse mener sa vie selon les croyances qu'il juge les meilleures, et dont il est de droit le seul juge.

<sup>73</sup> En 1684, Pierre Bayle commence la publication de son journal de critique littéraire *Nouvelles de la république des lettres*, qui obtinrent dans toute l'Europe un rapide succès. En 1690 paraît un *Avis important aux réfugiés prônant la liberté de religion et la tolérance*, ce qui provoque la colère de Pierre Jurieu et celle de l'évêque de Rieux.

<sup>74</sup> Condorcet, Wilhelm von Humboldt (et son important *Essai sur les limites de l'action de l'Etat*), John Stuart Mill et plus près de nous Karl Popper ou encore Thomas S. Kuhn.

- Sur le plan politique, les doctrines opposées à l'absolutisme royal se font jour dès l'aube du XVI<sup>e</sup> siècle, en parallèle et à l'opposé de la centralisation du pouvoir monarchique au détriment du régime féodal<sup>75</sup>. Elles ont constitué le berceau des doctrines démocratiques contemporaines. On peut faire remonter ces thèses au conciliarisme<sup>76</sup> du XV<sup>e</sup> siècle, aux monarchomaques protestants<sup>77</sup>, à la théorie calviniste des magistrats inférieurs<sup>78</sup>, à la théologie du *covenant*<sup>79</sup>. En France, les doctrines démocratiques de 1789 proviennent naturellement des critiques formulées contre l'absolutisme louis-quatorzien par Claude Joly, Pierre Jurieu ou Fénelon. L'anti-absolutisme prend substance ensuite avec la Fronde des

---

<sup>75</sup> Bertrand de Jouvenel, dans *Du Pouvoir*, rappelle l'histoire de cette lutte entre féodalité et monarchie absolue d'une part, puis entre monarchie absolue et doctrines anti-absolutistes d'autre part.

<sup>76</sup> Cette doctrine d'origine ecclésiastique, apparue au XII<sup>e</sup> siècle pour prévenir le risque d'une défaillance de la raison en la personne du Pape, se transforme au XV<sup>e</sup> siècle en une tentative de limiter l'autorité papale par la prééminence du concile sur elle. Dans *Unitate Ecclesiastica* (1409), le français Jean de Gerson - disciple de Guillaume d'Ockham, le père du nominalisme -, le concile doit être considéré comme l'assemblée représentant la communauté des fidèles. Quant au pouvoir pontifical, il ne signifie nullement que son détenteur - et a fortiori l'Eglise - soit mandaté pour gouverner au-dessus des lois. Surtout, Gerson établit un parallélisme entre l'institution pontificale et les sociétés profanes. Il considère ainsi que nul gouvernant ne peut s'estimer comme propriétaire de la vie et des biens d'autrui ; il est uniquement le ministre (au sens étymologique de serviteur) de ses compatriotes, pas leur souverain absolu. Voir en ligne.

<sup>77</sup> Les monarchomaques sont actifs au cours de la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle et du début du XVII<sup>e</sup> siècle. Ils prônent une certaine "souveraineté du peuple", très différente du concept contemporain du même nom, bien éloigné des considérations politiques de l'époque. L'existence au XVI<sup>e</sup> siècle des monarchomaques (du grec ancien μάχομαι combattre donnant étymologiquement le sens de "ceux qui combattent le monarque") démontre que la théorie de l'absolutisme n'était pas une évidence. On les trouve dans de nombreux pays (France, Espagne...) ; certains sont catholiques (Juan de Mariana, Jean Boucher) mais la plupart protestants (Philippe de Mornay, François Hotman, Théodore de Bèze, Hubert Languet, George Buchanan).

<sup>78</sup> Le peuple, face à un magistrat indigne, peut chez Calvin espérer l'intervention des magistrats inférieurs (princes de sang, états généraux) auxquels Dieu a délégué une part du pouvoir politique avec pour fonction de freiner les princes et d'intervenir automatiquement lorsque ceux-ci s'écarterent de leur propre fonction. En tant qu'homme privé, le magistrat inférieur n'aurait aucun droit à juger le prince auquel il est assujéti. Mais, dans la mesure où cela relève d'une fonction étatique (donc assignée par Dieu), le magistrat inférieur a le devoir de faire des remontrances au roi, de présenter des doléances, de refuser l'enregistrement d'une ordonnance, etc. Voir en ligne.

<sup>79</sup> Cette doctrine affirme qu'un peuple allié avec Dieu a le droit de se révolter contre un Etat malaisant et que cette responsabilité incombe non seulement aux magistrats, mais encore à chaque chrétien pris individuellement, d'où la légitimité du suffrage universel.

Parlements<sup>80</sup> qui retrouvent leur droit de remontrances sous la Régence et entre en lutte ouverte avec le pouvoir presque jusqu'en 1789.

- Sur le plan économique enfin, la fin des XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle voient le développement dans tous les grands pays européens, d'une science économique libérale, et en particulier d'une grande tradition libérale française<sup>81</sup>. Celle-ci court de Pierre de Boisguilbert à Vincent de Gournay, en passant par les physiocrates, Turgot et tant d'autres. Tous croient – c'est la conviction profonde de Turgot, de Destutt de Tracy ou de Say – que la croissance économique seule est la vraie solution de fond aux problèmes sociaux, et non pas la chimère de la simple répartition des richesses qui ne se pose pas la question de savoir comment on la produit. Ils prônent la liberté du commerce et de l'industrie, qui n'ont de sens que si l'on respecte le droit et les contrats : les hommes de cette tradition défendent donc les *voies de droit* que, depuis longtemps, les Parlements français ont défendues contre l'arbitraire de l'absolutisme. Une autre branche de cette tradition fondera aussi la doctrine des droits de l'Homme, qui est d'origine antique et médiévale, et qui sera reprise par les théoriciens modernes du droit naturel à partir de la seconde scolastique espagnole du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>82</sup>.

Il est indispensable de bien comprendre qu'une grande part de l'opinion publique française était acquise à ces idées de liberté dès *avant* 1789. C'est ce qui explique le large consensus dont ont bénéficié les premières mesures de la Constituante. Ce large mouvement, qui déborde en arrière comme en avant l'épisode révolutionnaire, est commun aux grands pays d'Europe et à la jeune Amérique.

---

<sup>80</sup> L'idée-force défendue par les Frondeurs est celle de la limitation du pouvoir royal, qui doit être encadrée par des assemblées, des corporations ou l'aristocratie. Ainsi, la Fronde cherche à défendre les libertés anciennes, les libertés féodales des villes à charte, des corporations, des parlements, des aristocrates, plus que la liberté. On peut voir un parallèle, dans une certaine mesure, avec les « libertés germaniques » dont les hommes du XVII-XVIII<sup>e</sup> siècle se feront les hérauts et que Jacques de Saint-Victor analyse dans *les Racines de la liberté* (Perrin, 2007). Il ne s'agit donc pas d'un message « révolutionnaire », appelant à une abolition de la monarchie. Celle-ci n'est jamais remise en cause en tant que telle. Et ce message, contrairement à ce qu'une première impression pourrait laisser croire, ne suffit pas à dissocier la Fronde des idées libérales : le libéralisme ne se préoccupe en effet pas tant de qui doit exercer le pouvoir, que de sa limitation, comme l'a souligné Benjamin Constant. Une monarchie peut être libérale et une démocratie ne pas l'être. L'essentiel est que ce pouvoir soit encadré par un état de droit, le régime de *Rule of Law* cher à Hayek. Vouloir encadrer le pouvoir et le limiter va dès lors plutôt dans le bon sens.

<sup>81</sup> Voir Murray Rothbard, *An Austrian Perspective on the History of Economic Thought* (2 vol.), 1995.

<sup>82</sup> Dont les représentants les plus éminents furent l'Ecole de Salamanque, parmi lesquels Francisco de Vitoria (1483-1546), Luis de Molina (1535-1600) et Francisco Suárez (1548-1617). Voir en ligne.



« 1793 »

La révolution destructrice des Jacobins est une *réaction* à ce mouvement. Les idées de « 1793 » sont beaucoup plus anciennes que l'épisode de la Terreur, et ne doivent quasiment rien aux Lumières ; elles héritent des collectivismes millénaristes et apocalyptiques de l'Antiquité et du Moyen Âge. Plus anciennement encore, elles renvoient à l'atavisme holiste des sociétés archaïques antérieures à l'émergence de la civilisation gréco-romaine et chrétienne. En même temps que, sous l'Ancien Régime, les doctrines anti-absolutistes se développaient, de violents mouvements de foule antinobles, antibourgeois, anticléricaux, antiriches, apparaissent, fédérés par des thèmes religieux millénaristes : les croisades des pauvres<sup>83</sup>, les mouvements autour de l'Empereur des Derniers jours<sup>84</sup>, le mouvement des Flagellants<sup>85</sup>, le mouvement taborite<sup>86</sup>...

---

<sup>83</sup> Lors du lancement de la Première croisade (1095) par Urbain II, le pape ne se doutait pas de l'enthousiasme et de la ferveur que son appel à la croisade allait susciter parmi les simples citoyens et les paysans. En effet, parallèlement à la croisade des barons, se forme une croisade des pauvres dont le principal initiateur et prédicateur est Pierre l'Ermite, originaire d'Amiens. Partis les premiers, ces croisés, dirigés par Pierre l'Ermite et Gautier Sans Avoir, traversent l'Europe centrale, commettant nombre d'exactions sur leur passage (notamment en Germanie contre les Juifs). Environ 12 000 d'entre eux atteignent le Proche-Orient mais, mal équipés, ils sont rapidement anéantis par les Turcs à Nicomédie (aujourd'hui Izmit) en octobre 1096.

<sup>84</sup> Face aux puissances du mal se dresse, dans l'imagerie populaire de tradition apocalyptique, la silhouette de « l'Empereur des Derniers jours », gardien de la chrétienté, inaugurant l'ère de félicité annonciatrice de la fin des temps. Charlemagne aurait un temps incarné ce personnage mythique. Selon une légende tenace, entretenue par certains chroniqueurs, il aurait jadis mené victorieusement la croisade et restauré la Jérusalem chrétienne. Plus d'un croisé, en route vers la Terre sainte, était convaincu de suivre la route jadis construite par Charlemagne.

<sup>85</sup> Ceux qui y prenaient part pensaient que la pratique de la flagellation leur permettrait d'expier leurs péchés, atteignant ainsi la perfection, de manière à être acceptés au royaume des cieux, censé arriver sur terre après l'Apocalypse. Ils allaient en procession par les villes, nus jusqu'à la ceinture et armés d'un fouet dont ils se flagellaient publiquement, en chantant des cantiques, pour expier leurs péchés. Il convient d'éviter l'erreur largement répandue qui consiste à confondre les flagellants avec les Pénitents. Ces derniers sont apparus en 1267 avec la création, à Rome, par Saint Bonaventure de la première confrérie de pénitents, sous le vocable « Confrérie du Gonfalon ».

<sup>86</sup> Les Taborites (en tchèque : Táborité, pluriel de Táborita) forment la secte proto-protestante du hussitisme du XV<sup>e</sup> siècle. Ils tirent leur nom du bourg de Tábor en Bohême. Jan Žižka est leur chef militaire. Ce mouvement naît de la prédication de Mikuláš Biskupec de Pelhřimov et de Prokop le Grand. La communauté dure une trentaine d'années, puis se dissout après la défaite des Taborites à la bataille de Lipany le 30 mai 1434 quand treize à dix-huit-mille hommes sont tués. Ils signent alors un traité avec Sigismond Ier du Saint-

Le phénomène s'exacerbe avec l'essor commercial et industriel du XVI<sup>e</sup> siècle, issu des Grandes découvertes de l'humanisme et de la Réforme : la guerre des paysans<sup>87</sup> et le terrifiant mouvement anabaptiste de Thomas Münzer<sup>88</sup>, par exemple.

C'est à cette période que naissent aussi les premières utopies, depuis Thomas More et Campanella, jusqu'à Vairas d'Alais, Claude Gilbert et tant d'autres<sup>89</sup>. Les thèmes du futur socialisme apparaissent, autour de l'idée qu'on pourrait établir en Europe même des sociétés alternatives à la société existante pourvu qu'on n'ait pas peur d'y provoquer des changements radicaux. Ces idées se cristallisent dans les systèmes des *Diggers* lors de la Première révolution anglaise<sup>90</sup>, du curé Meslier<sup>91</sup> à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, de Morelly ou de Mably au XVIII<sup>e</sup>.

---

Empire, également roi de Bohême. Ils rejettent le purgatoire, la confession auriculaire, la confirmation, la présence réelle, ...

<sup>87</sup> La guerre des Paysans allemands (*Deutscher Bauernkrieg*) est une jacquerie qui a enflammé le Saint Empire romain germanique entre 1524 et 1526 dans de larges parties de l'Allemagne du Sud, de la Suisse et de l'Alsace. On l'appelle aussi, en allemand, le Soulèvement de l'homme ordinaire (*Erhebung des gemeinen Mannes*), ou en français la révolte des Rustauds. Cette révolte a des causes religieuses, liées à la réforme protestante, et sociales, dans la continuité des insurrections qui enflamment alors régulièrement le Saint-Empire, comme celles menées par Joß Fritz.

<sup>88</sup> Jean de Leyde (Jan van Leiden) prit la tête de l'insurrection de ceux qui voulaient établir une théocratie dans la ville de Münster. L'armée coalisée des princes ne tarda pas à mettre le siège devant la ville révoltée. Les assiégés, fanatisés par leur propre résistance, donnèrent libre cours à leur imagination religieuse : Jean de Leyde, par exemple, comme d'ailleurs David Joris (un autre chef anabaptiste pacifiste quant à lui), alla jusqu'à se proclamer successeur de David et, à l'instar de ce roi, s'unit à plusieurs femmes. Quand, en 1535, après une année de siège et de résistance opiniâtre, la ville fut prise d'assaut, Jean de Leyde et ses lieutenants succombèrent sous la torture. Les anabaptistes dits conquérants furent traqués et poursuivis dans toute l'Allemagne et jusqu'en Suisse.

<sup>89</sup> Voir Armand Mattelart, *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*, La Découverte, 1999.

<sup>90</sup> Les Bêcheux, ou Piocheurs (*Diggers* en anglais) sont une faction chrétienne de la Première révolution anglaise, fondée en 1649 par Gerrard Winstanley. Se faisant appeler Vrais Niveleurs à leurs débuts (*True Levellers*), le public finit par les baptiser « Bêcheux », *Diggers*, en raison du mode de vie qu'ils prônaient. Il s'agit du plus ancien collectif de squatteurs connu à ce jour. Leur nom s'explique par leur croyance en une sorte de communisme chrétien, selon certaine lecture des Actes des Apôtres. Les Bêcheux tentèrent de réformer l'ordre social existant par un style de vie strictement agraire (refusant l'enclosure act : l'appropriation privée des prés communaux et plus généralement des terres communales, terres qui étaient auparavant mises en commun par les paysans et habitants), s'organisant autour de petites communautés rurales autonomes et égalitaires.

<sup>91</sup> Jean Meslier, né à Mazerny (Ardennes) le 15 juin 1664, est un prêtre et un philosophe français, curé d'Étrépigny où il est mort le 17 juin 1729. Son existence n'a été connue qu'à partir de la publication en 1762 par Voltaire, sous le titre de *Testament de J.*

Dans la prose des auteurs tenants de ces thèses, la « République » doit assurer non seulement l'égalité des droits, mais encore l'égalité des conditions. Cette dernière revendication se subdivise à son tour en deux revendications différentes, potentiellement contradictoires : dans un cas, un idéal de démocratie de petits propriétaires indépendants ; dans l'autre, l'idéal d'abolition pure et simple de la propriété privée. Dans tous les cas, un rôle majeur revient à la puissance publique : c'est elle qui est censée produire toute la richesse.

On peut noter le caractère très rudimentaire de la réflexion économique de ces auteurs. Ils n'ont pas conscience de ce que, déjà en leur temps, la vie sociale est le fruit d'une division du travail poussée qui ne peut se maintenir que si les mécanismes de marché, transmetteurs d'information, fonctionnent. Au surplus, le système d'échange d'information qu'est le marché suppose lui-même le respect de la propriété privée et des contrats, donc le droit. Un des traits les plus significatifs de la mentalité « 1793 » sera donc *le mépris du droit et de ses formes*, l'approbation délibérée de la *violence* comme moyen de faire advenir une société estimée plus juste que la société d'alors.

Ces idées prennent un tour nouveau avec l'apparition autour des années 1820 des premières doctrines socialistes<sup>92</sup>. Ce qui distingue ces nouvelles doctrines des précédentes, c'est le caractère systématique, complet, qui fait du socialisme une véritable alternative à la société existante. Le socialisme s'agrège donc à « 1793 » comme la forme achevée de cet idéal-type.

### *La « guerre des deux France »*

La « guerre des deux France », ainsi qu'on la nomme classiquement, a existé. Elle a opposé la Contre-Révolution à la Révolution, c'est-à-dire les tenants de l'Ancien Régime à la nouvelle France issue de 1789. La Contre-Révolution a résisté longtemps à tout ce qui paraissait venir de la Révolution, qu'il s'agisse de « 1789 » ou de « 1793 ». Joseph de Maistre, Louis de Bonald, Frédéric Le Play ou René de La Tour du Pin en sont les principaux représentants.

---

Meslier, d'un texte qu'il présentait comme un extrait d'un texte beaucoup plus volumineux, retrouvé chez lui et dans lequel un curé professait avec détermination son athéisme. Ce texte, en forme de manifeste, et dont l'attribution reste incertaine, est considéré comme le fondateur de l'athéisme et de l'anticléricalisme militant en France.

<sup>92</sup> Les doctrines des saint-simoniens, de Fourier, Leroux, Cabet, Buchez, Louis Blanc, Auguste Blanqui, Proudhon, Spence, Owen, Mazzini, Marx, Engels, ... ne sont que la continuation de celles que Meslier, Morelly, Mably, Dolivier, L'Ange, Babeuf et d'autres avaient formulées au XVIII<sup>e</sup> siècle, dont on peut dire qu'elles étaient socialistes sur le fond.

Seulement, ce combat intellectuel est mineur par rapport au conflit principal, celui qui oppose « 1789 » à « 1793 ». Le combat de l'égalité civile contre la société d'ordres a été gagné pour l'essentiel dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, comme le prouve l'effondrement quasi instantané de l'ancienne structure politique en 1789. Nonobstant quelques combats d'arrière-garde menés par des hobereaux isolés, les droites ont réellement pris part à la vie politique et ont admis la Charte, l'égalité civile, la liberté religieuse, le Code civil, la représentation parlementaire très rapidement.

Ce qui, *a contrario*, a fait les feux, la rage, les crimes de la Révolution, puis des guerres civiles françaises des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ce n'est pas ce combat-là, mais celui qui a opposé « 1793 » à « 1789 ». Or, la conscience publique a été abusée depuis des décennies par une série de mythes, infondés. Philippe Nemo ambitionne de « déconstruire » ces mythes, afin d'identifier que les traits de mentalités françaises qu'on croyait permanents se révèlent à l'examen être, en réalité, le fruit d'une construction historique récente.

## PREMIER MYTHE : « 1793 » AURAIT ETE DEMOCRATE

L'histoire nous apprend que les hommes se réclamant de « 1793 » ont toujours usé de voies de fait et d'émeutes et n'ont jamais pratiqué de bonne foi les élections.

*Les républicains se réclamant de « 1793 » ont toujours usé de voies de fait et d'émeutes...*

De manière très révélatrice, la nature essentiellement violente de « 1793 » a été assumée et expressément revendiquée par un historien de la Commune, Prosper-Olivier Lissagaray<sup>93</sup>. La verve et l'enthousiasme de celui-ci s'emportent lorsqu'il évoque la guerre civile de 1871 : rapprochant la Commune de la Révolution, et en particulier de la série de victoires militaires françaises enregistrées à partir de Valmy<sup>94</sup>, Lissagaray marque son admiration pour les Jacobins<sup>95</sup>, et promeut une guerre à outrance contre les armées impériales dans

---

<sup>93</sup> Il est surtout célèbre pour l'enquête qu'il a menée avec acharnement sur l'histoire de la Commune de 1871, événement auquel il a participé. Il recueille ainsi des témoignages auprès de tous les survivants en exil, à Londres, en Suisse. [Voir en ligne](#).

<sup>94</sup> En s'annexant ainsi volontiers le patriotisme national, mais en oubliant de mentionner au passage les massacres de septembre 1792, sans doute par le plus grand des hasards.

<sup>95</sup> Véritable parti unique sous la Révolution, le club dans Jacobins assure de facto le gouvernement de la France, en lieu et place de l'Etat et des institutions publiques. On peut donc le comparer aux partis uniques des pays totalitaires modernes. Les décisions de cette organisation ne sont pas publiques ni tournées vers l'intérêt général, mais opaques et partisans, et elle pratique la violence. Ces traits sont bien ceux par lesquels Hannah Arendt, dans *Les Origines du totalitarisme*, définit les partis des régimes totalitaires. Comme l'écrivent Patrice Gueniffey et Ran Halévy dans l'article « Clubs et sociétés populaires » du *Dictionnaire Critique de la Révolution française*, « la résurgence d'un véritable débat politique [après la Terreur] condamne une forme d'association dont la principale caractéristique avait été justement de dissoudre tout débat, tout pluralisme d'opinion dans une unanimité artificielle ».

l'unique but de rejouer septembre 1792 et d'imposer à toute la France un nouveau « 1793 ».

On comprend, d'une certaine manière au moins, l'enthousiasme de Lissagaray pour ces événements. Il y a eu pendant la Commune nombre d'actes individuels héroïques. Mais il semble tenir pour acquis que ces actes violents étaient tous porteurs d'un avenir radieux. On peut soutenir au contraire qu'ils ont été essentiellement stériles et que, si la France est devenue une terre de liberté et un grand pays industriel moderne, c'est *en dépit d'eux et non grâce à eux*.

Lorsque la « force populaire », magnifiée par Lissagaray dans un vocabulaire clairement religieux, se manifeste, c'est qu'elle est mise en mouvement par une minorité agissante composée d'individus décidés et organisés. Par exemple, le 10 août 1792 n'est nullement un jour où le « peuple » aurait voulu abolir la monarchie et aurait pris les Tuileries dans ce but<sup>96</sup>. C'est une action soigneusement préparée par un comité insurrectionnel secret de six membres. Du reste, les minorités agissantes de l'époque révolutionnaire ont souvent payé leurs hommes de main. Or, payer un *lumpenproletariat* pour avoir une masse de manœuvre, cela définit le fascisme pour les marxistes-léninistes. Si l'ont tien à dire que c'est « le peuple » qui a fait le 10-Août, il faut dire aussi que c'est lui qui a fait la Marche sur Rome ou la Nuit des Longs Couteaux.

La Charbonnerie<sup>97</sup>, par exemple, reprend la méthode mise au point par Babeuf. Comme les « Trois Glorieuses »<sup>98</sup> de 1830 ne ramènent pas « 1793 », mais un nouveau roi, diverses sociétés secrètes<sup>99</sup> se lancent alors dans l'activisme, et

---

<sup>96</sup> La famille royale résida pendant trois ans dans le palais. Le 21 juin 1791, elle tenta de s'enfuir mais, arrêtée à Varennes, fut contrainte de regagner les Tuileries. Puis, le 10 août 1792, à 7 heures du matin, elle fut contrainte de quitter le palais, assiégé par les émeutiers, pour aller se réfugier dans la salle du Manège, qui abritait alors l'Assemblée législative et qui se trouvait le long du jardin (à l'emplacement de l'actuel carrefour entre les rues de Rivoli et de Castiglione). La garnison de gardes suisses resta en place autour du palais désormais vide. Il fut envahi et pillé, et près de 600 gardes moururent soit pendant le combat, soit ensuite massacrés par la foule. Une centaine d'entre eux parvint toutefois à s'échapper grâce à une partie de la population parisienne. Le 21 août, la guillotine fut dressée sur la place du Carrousel, à l'est du palais.

<sup>97</sup> Le carbonarisme (pour l'Italie) ou charbonnerie (pour la France) est un mouvement initiatique et secret, à forte connotation politique, qui joua un rôle occulte important sous la Révolution française et qui contribua à l'unification de l'Italie au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>98</sup> La révolution de Juillet, révolution française à la faveur de laquelle un nouveau régime, la monarchie de Juillet, succède à la Seconde Restauration, se déroule sur trois journées, les 27, 28 et 29 juillet 1830, dites les « Trois Glorieuses ».

<sup>99</sup> Société des Amis du peuple, Francs régénérés, Réclamants de Juillet, Société des Droits de l'Homme...

provoquent ainsi les émeutes des 17-18 et 19 octobre 1830, puis l'insurrection républicaine des 5 et 6 juin 1832<sup>100</sup>. Ou encore l'attentat commis contre Louis-Philippe, le 28 juillet 1835, sur le boulevard du Temple à Paris<sup>101</sup>.

Les violences reprennent sous l'influence des nouvelles théories socialistes, incarnées en particulier par l'affreux Auguste Blanqui, qui sera partie prenante de quasiment toutes les insurrections « rouges » du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce sinistre individu, « affreux » selon Nemo, avait à chaque insurrection ou presque la manie d'offrir aux casseurs la tête de son propre frère Adolphe<sup>102</sup>, grand économiste libéral et pacifiste savant, qui ne dut sa vie sauve qu'aux scrupules éprouvés par les insurgés à satisfaire ainsi la haine d'un frère<sup>103</sup>.

Après l'élection de l'Assemblée nationale constituante le 23 avril 1848, qui scelle la défaite des révolutionnaires, les violences de rue font rage. Les « rouges » déclenchent ensuite les très sanglantes *journées de juin* 1848. Cavaignac, que l'historiographie marxisante présente comme un monstre

---

<sup>100</sup> L'insurrection républicaine à Paris en juin 1832 a pour origine une tentative des Républicains de renverser la monarchie de Juillet, deux semaines après le décès du président du Conseil, l'énergique Casimir Perier, emporté par l'épidémie de choléra le 16 mai 1832.

<sup>101</sup> Giuseppe Fieschi échoue à tuer le roi, mais fait tout de même 18 morts et 23 blessés.

<sup>102</sup> Voir en ligne.

<sup>103</sup> En tant que socialiste, Blanqui est favorable à une juste répartition des richesses au sein de la société. Mais le blanquisme se singularise à plusieurs égards des autres courants socialistes de son temps. D'une part, contrairement à Karl Marx, Blanqui ne croit pas au génie messianique de la classe ouvrière, ni aux mouvements des masses : il pense, au contraire, que la révolution doit être le fait d'un petit nombre de personnes, établissant par la force une dictature temporaire. Cette période de tyrannie transitoire doit permettre de jeter les bases d'un nouvel ordre, puis remettre le pouvoir au peuple. D'autre part, Blanqui se soucie davantage de la révolution que du devenir de la société après elle : si sa pensée se base sur des principes socialistes précis, elle ne va que rarement jusqu'à imaginer une société purement et réellement socialiste. Il diffère en cela des utopiques. Pour les blanquistes, le renversement de l'ordre bourgeois et la révolution sont des fins qui se suffisent à elles-mêmes, du moins dans un premier temps. Il fut l'un des socialistes non marxistes de son temps.

sanguinaire<sup>104</sup>, est pourtant un bon républicain « bleu », sans l'ombre de « blanc ». Mais il ne supporte pas que des casseurs remettent en cause l'autorité – sacrée, à ses yeux – du suffrage universel tout nouvellement institué.

Après les élections législatives de mai 1849, l'extrême gauche, mécontente de sa défaite, essaie d'envahir avec Ledru-Rollin l'Assemblée nationale. Le 4 septembre 1870, le « gouvernement de la défense nationale » qui se met en place<sup>105</sup>, avec notamment Léon Gambetta et Jules Ferry, est contesté par les « rouges », qui partent à l'assaut du nouveau pouvoir dès le 31 octobre. Ils seront certes repoussés, mais réussiront leur coup lors de la journée révolutionnaire du 18 mars 1871 qui instaure la Commune proprement dite.

L'autorité insurrectionnelle prend alors une série de mesures dignes de la Terreur. Elle supprime la liberté de la presse pour ses adversaires, elle attente à la propriété en décrétant une « remise générale des loyers », en réquisitionnant les appartements ou les ateliers de ceux qui ont quitté Paris, elle expulse les enseignants congréganistes. Deux tiers des églises parisiennes sont fermées ou affectées à diverses activités laïques, ou encore profanées ou pillées. La Commune établit une surveillance générale de la population, en recréant l'équivalent des « certificats de civisme » de la Terreur.

---

<sup>104</sup> L'article de Wikipédia dit ceci : « Les journées de juin 1848 font de nombreuses victimes. Les forces gouvernementales perdent environ 1 600 morts 2, gardes nationaux (boutiquiers et bourgeois de Paris et de province), gardes mobiles (recrutés dans les parties les plus pauvres du prolétariat parisien) et soldats de carrière en grande partie des fils de paysans. La République réprime dans le sang la révolution parisienne. Les insurgés perdent environ 4 000 morts pendant les combats. S'y ajoutent environ 1 500 fusillés sans jugement. Il y a 11 000 arrestations. Les tribunaux condamnent 4000 personnes à la déportation en Algérie.

Marx et Engels analysent cette révolution comme l'acte de naissance de l'indépendance du mouvement ouvrier. Les acteurs de la Révolution de février 1848 se sont divisés en deux camps. Le premier, celui de la bourgeoisie, est satisfait de la mise en place de la République telle qu'elle est. Désormais, face à elle, les ouvriers n'ont pas oublié les mots d'ordre de "République sociale" et c'est logiquement qu'on les retrouve en juin pour les défendre encore. » [Voir en ligne](#).

<sup>105</sup> À Paris, où le général Trochu est gouverneur militaire, le gouvernement fait peu d'efforts pour défendre efficacement la capitale. Le gouvernement ayant choisi de rester dans Paris encerclé par les troupes prussiennes et leurs alliés, une délégation est envoyée à Tours pour coordonner l'action en province sous les ordres d'Adolphe Crémieux, ministre de la Justice, accompagné par Alexandre Glais-Bizoin et l'amiral Fourichon. Elle est rejointe le 9 octobre par Léon Gambetta investit des ministères de la guerre et de l'intérieur pour former de nouvelles armées : l'armée du Nord, l'armée de la Loire puis l'armée de l'Est. En janvier 1871, devant l'avance des armées allemandes, la délégation se replie sur Bordeaux. Trochu remet sa démission le 22 janvier et le 19 février, l'entrée en fonctions du gouvernement d'Adolphe Thiers met fin à l'existence du Gouvernement de la Défense nationale.



Lorsque survient enfin la « Semaine sanglante » des 21-29 mai<sup>106</sup>, les émeutiers incendient délibérément Paris. Une centaine d'otages sont tués de sang-froid. C'est peu, certes, face aux milliers d'exécutions sommaires qui seront perpétrées aussitôt par l'armée versaillaise victorieuse. Du moins l'historiographie serait-elle avisée de ne pas faire des Communards d'innocentes victimes et des prophètes de la fraternité humaine.

*... et ils n'ont jamais pratiqué de bonne foi les élections*

Remontons aux Etats Généraux du premier semestre 1789. Ce furent les seules élections régulières au suffrage universel (indirect, certes) qui aient eu lieu dans cette période. Sans doute, chaque communauté locale était censée émettre une opinion unanime. De plus, les cahiers de doléances ont exprimé surtout l'opinion des lettrés ; mais il est incontestable que ces élections furent régulières. C'est ensuite que tout se dégrade : l'élection de l'Assemblée législative dans l'été 1791 est l'occasion de graves irrégularités<sup>107</sup>. Le pire survient lors de l'élection de la Convention, en août-septembre 1792. En effet, ce sont maintenant les Jacobins qui organisent le scrutin. Le vote est à deux degrés. Les Jacobins ont tout manipulé, les candidatures, la composition des assemblées tant primaires que secondaires, la procédure même du vote. Ils font arrêter les prêtres réfractaires ; ils interdisent les journaux non jacobins ; ils publient une liste de 28 000 signataires de pétitions « royalistes »<sup>108</sup> ; ils inscrivent dans la loi que seuls pourraient voter ceux qui auront prêté serment de fidélité « à la liberté et à l'égalité » ; ils décident que le vote pour l'élection de la Convention aura lieu par appel nominal et à haute voix. Là où l'on n'a pas osé toucher à la loi, qui prévoyait le vote secret, les chances des candidats antijacobins sont compromises par l'appel nominal, par la longueur même des opérations qui favorise, en l'absence d'isoloir, les suggestions plus ou moins menaçantes, et surtout par les violences répétées qui détournent tout simplement les électeurs modérés de se présenter physiquement aux assemblées. Enfin, un premier niveau de scrutin nomme des assemblées électorales qui, elles-mêmes, éliront les députés. Ces assemblées « s'épurent elles-mêmes », comme dit Mathiez, c'est-à-dire qu'elles chassent de leur sein les éléments qu'elles jugent « anticiviques » avant de procéder à l'élection des députés. Le résultat de ces mesures est clair : à Paris, où

---

<sup>106</sup> [Voir en ligne.](#)

<sup>107</sup> Taine, dans *les Origines de la France contemporaine*, a fait le récit des violences et des meurtres ayant accompagné ces opérations électorales à Marseille, Dax ou Montpellier. Il conclut : « Déjà, dans les procédés par lesquels [les Jacobins] obtiennent le tiers des places en 1791, on aperçoit le germe des procédés par lesquels ils prendront toutes les places en 1792 ».

<sup>108</sup> Autant d'hommes qui seront exclus *ipso facto* de l'élection et de l'éligibilité et ne risqueront donc pas de devenir membres de la Convention.

la participation électorale est estimée à moins de 10%, tous les élus sont des hommes de la Commune de Paris. Il en est de même en province, où les futurs girondins et futurs montagnards ne sont pas encore bien distingués, et le club des Jacobins fait front commun contre les « aristocrates » et les Feuillants. Cette même minorité épurera, enfin, la Convention elle-même au long des deux années suivantes, éliminant d'abord les Girondins, puis les hébertistes, puis les dantonistes...

La Convention, qui a prétendu parler au nom du « peuple souverain », a résulté en réalité d'un putsch mené par une petite minorité au mépris de toute démocratie. Les Montagnards ne sont pas gênés pour carrément supprimer les élections, c'est le principe du « gouvernement révolutionnaire » qui suspend, le 10 août 1793, la Constitution de l'an I. Saint-Just et Danton demandent que le Comité de Salut public puisse casser les corps constitués élus et les remplacer par un « agent national » directement nommé par le Comité, véritable commissaire politique au sein des partis totalitaires modernes. Le Comité supprime l'élection des municipalités. Les juges non plus ne sont plus élus, mais nommés directement par lui. Même après la Terreur, sous le Directoire, la participation électorale – lorsqu'il y a des élections – est de moins de 20%. Les électeurs voient bien, de fait, que le jeu est truqué : ainsi du décret des deux-tiers de 1795<sup>109</sup>. Le mécontentement populaire à l'encontre du régime se manifeste notamment lors de la tentative de coup de force du 13 vendémiaire an III, durant laquelle les antigouvernementaux sont parvenus à mobiliser 18 « sections » parisiennes sur une quarantaine et à occuper la plus grande partie de la capitale.

En avril 1797, on interdit l'élection des émigrés et des babouvistes. Hoche fait arrêter tous les nouveaux élus ainsi que les journalistes qui les ont soutenus. Les ex-Jacobins n'ont plus qu'à faire voter, par les Conseils ainsi épurés, l'annulation des élections dans 49 départements, donc l'élimination pure et simple de 177 députés et la déportation en Guyane de 65 députés et journalistes.

Bonaparte en profite pour faire un coup d'Etat, ratifié par un plébiscite, dans lequel les électeurs doivent obligatoirement apposer sur un registre le sens de leur vote, en même temps que leur nom et leur signature.

---

<sup>109</sup> Le 1<sup>er</sup> fructidor an III (18 août 1795), le député Baudin des Ardennes présente un rapport « sur les moyens de terminer la Révolution », dans lequel il préconise que les deux tiers des sièges au Conseil des Anciens et au Conseil des Cinq-Cents soient réservés à des membres de l'ex-Convention, soit 500 des 750 élus. Pour le justifier, il explique que « la retraite de l'Assemblée Constituante vous apprend assez qu'une législature entièrement nouvelle pour mettre en mouvement une constitution qui n'a pas été essayée est un moyen infaillible de la renverser ». Seul le girondin Saladin proteste. Ce décret est voté, avec la constitution, le 5 fructidor an III (22 août 1795).

Tous ces exemples rendent difficile de considérer que la Convention doive être l'épopée fondatrice de la France moderne.

En il est de même en 1848. Après la nette victoire des modérés, lors des élections du 23 avril, une troupe d'hurluberlus prend d'assaut l'Assemblée nationale. Aloysus Huber s'empare de la tribune et s'écrit : « l'Assemblée est dissoute ! » Dissoute ? Elle vient d'être élue trois semaines plus tôt par le peuple souverain dans des conditions de parfaite régularité. Elle représente incontestablement le peuple.

Ainsi en est-il encore de 1871, alors que la nouvelle Chambre est aux deux tiers royaliste. Les électeurs ne se sont sans pas prononcés pour ou contre la monarchie, la question ne leur a d'ailleurs pas été posée, mais pour ou contre la paix. Mais cela n'empêche point les « démocrates » de tenir pour non avenu le libre choix des Français et de se lancer dans une nouvelle insurrection meurtrière, la Commune. Pendant ces événements, le « Comité central de la Fédération de la Garde nationale » fut le fruit d'élections imaginaires. Les vrais élus essaient d'organiser, le 22 mars, une manifestation de protestation ; mais le Comité central insurrectionnel n'hésite pas à faire tirer sur le cortège où l'on compte douze morts.

Le Comité central organise finalement des élections « régulières » le 26 mars. Mais il n'y eut à cette occasion ni liberté de candidature, ni liberté de campagne ; la presse d'opposition était interdite, ses imprimeries confisquées ; sans compter les diverses manipulations qui ont entaché le scrutin. Tous les conseillers modérés sont contraints de démissionner<sup>110</sup>.

### *Explication : un millénarisme laïcisé*

Il est certain que les tenants de « 1793 » n'obéissent pas à l'idéal démocratique ; mais ce ne sont pas, pour autant, des hommes sans idéal. Ils se réfèrent, parfois explicitement, la plupart du temps implicitement, au millénarisme, doctrine dérivée (ou plus exactement hérétique) du christianisme. La similitude et le recouvrement quasi parfait des théories de la révolution et de celles de l'Apocalypse sont incontestables.

---

<sup>110</sup> Nemo souligne le caractère absurde de la phraséologie de gauche qui parle toujours de la lutte héroïque du « peuple de Paris », alors que ledit « peuple » n'a fait, dans sa grande majorité, que subir la situation, épuisé qu'il était depuis la mi-septembre par le siège et la famine, terrorisé par les activistes, rendu muet par la peur des mouchards. La faute impardonnable de l'armée versaillaise est d'avoir passé par les armes un bien plus grand nombre de Parisiens qu'elle n'avait d'adversaires réels.

L'Apocalypse de Jean appelle au grand combat qui fera advenir le millenium, cette période par laquelle se terminera l'histoire du monde, lorsque le Christ régnera sur une société humaine devenue fraternelle. Le millénarisme fut condamné par l'Eglise officielle postconstantinienne. Mais il subsista néanmoins pendant des siècles de façon souterraine, car il autorisait, dans certains milieux, l'espoir d'un changement social décisif. Ainsi l'« Empereur des derniers jours », la doctrine de Joachim de Flore, des Spirituels franciscains, la Croisade des Pauvres ou le mouvement des Flagellants incarnent le rêve d'un millenium associé à une révolution sociale. Il eut des traductions sociales de plus grande ampleur encore vers la fin du Moyen Age : les mouvements hussite et taborite en Bohême, la guerre des Paysans en Allemagne, les Anabaptistes de Münster menés par Jean de Leyde. Engels, dans son livre *La guerre des Paysans*, a soutenu que les luttes du prolétariat moderne étaient le prolongement de ces mouvements millénaristes du XVI<sup>e</sup> siècle.

Dans leur vision, l'ultime mutation de la société et du monde sera accomplie à la faveur d'un combat inexpiable où seront exterminés les méchants et les impurs. Ce combat sera mené par une poignée d'élus, miraculeusement aidés par Dieu. Pour passer du schéma millénariste traditionnel au schéma révolutionnaire moderne, il suffisait de le séculariser. Ce qui fut fait aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

Si la conduite des opérations est l'affaire des seuls élus, c'est parce que le peuple est essentiellement composé de pécheurs. La vérité des révolutionnaires n'est pas, en effet, le fruit d'un échange critique entre esprits humains limités ; elle est connue d'eux de façon intuitive et immédiate, et c'est une vérité totale, une clef universelle qui explique toute l'Histoire. C'est parce qu'ils sont guidés par ce Savoir Absolu qu'ils sont en mesure de guider à leur tour les masses. Ils n'ont donc pas besoin de se faire conférer un mandat par autrui ; ils peuvent et doivent se poser d'eux-mêmes en leaders du mouvement social. Les prédications de Lénine dans *Que Faire ?* sont l'équivalent d'un sermon calviniste. Les révolutionnaires n'organiseront pas d'élections, ni dans la phase de combat, ni d'ailleurs plus tard. Dans la période intermédiaire, ils devront participer, à l'occasion, aux élections organisées par d'autres. Mais ils le feront uniquement à titre tactique et en gardant leur entière liberté de manœuvre. Ils pensent qu'il ne faut pas craindre la guerre révolutionnaire, qui sera la dernière de l'Histoire. Il faut au contraire la préparer et la hâter. Ce sont les tièdes qui sont coupables.

Si les hommes de « 1793 » chers à Lissagaray n'ont jamais pratiqué de bonne foi les élections, ce n'est pas parce que l'occasion leur ait manqué, c'est que leur idéal-type l'exclut.

## DEUXIEME MYTHE : « 1793 » AURAIT FONDE LA REPUBLIQUE

La III<sup>e</sup> République n'a pas été instaurée par les adeptes et les nostalgiques de la I<sup>ère</sup> République. Elle l'a été, d'une part, par des monarchistes, anciens orléanistes ou anciens partisans de l'Empire libéral, et d'autre part par des républicains modérés se réclamant de « 1789 » et récusant formellement « 1793 ». Les néojacobins et les socialistes ont été des opposants à la III<sup>e</sup> République. Ce n'est qu'à l'époque de l'Affaire Dreyfus<sup>111</sup> et du « Bloc des gauches »<sup>112</sup>, soit trente ans après sa création, qu'ils ont fini par s'y rallier. Ralliement d'ailleurs fragile, nombre d'entre eux travailleront à faire de la France une démocratie populaire, tandis que d'autres participeront à Vichy.

### *Incarnations successives de « 1789 » jusqu'à 1870*

Le Code civil promulgué le 21 mars 1804 incarne les idéaux de « 1789 » : l'égalité civile, la liberté de l'usage de la propriété individuelle, le contrat qui devient la loi des parties. Le Concordat de 1801 assure quant à lui des libertés équivalentes sur le plan religieux. Enfin, la monnaie est rétablie, la liberté du

---

<sup>111</sup> Cette affaire bouleverse la société française pendant douze ans, de 1894 à 1906.

<sup>112</sup> Le Bloc des gauches ou Bloc républicain est une alliance de forces politiques de gauche, créée en 1899 en vue des élections législatives françaises de 1902. Nom donnée à la coalition des partis de gauche pour les élections générales (législatives) de 1902, née de la recombinaison des fractions de gauche et conservatrices à la suite des remous de l'Affaire Dreyfus. L'aile droite (méliniste) du parti républicain progressiste (opportuniste) ayant rejoint l'opposition conservatrice et nationaliste par rejet de la politique dreyfusiste et anticléricale du gouvernement de Défense républicaine de Waldeck-Rousseau, la coalition rassemble les poincaristes (progressistes anticléricaux), les « radicaux, les radicaux-socialistes et indépendants » et des « socialistes indépendants ». Pour la première fois les radicaux l'emportent dans les comités républicains et leur politique animera désormais celle du gouvernement de la République avec le soutien partiel des socialistes qui à partir de cette époque font de leur côté une percée non négligeable.

commerce intérieur garantie. Cela est considérable, même si, sur le plan politique, l'Empire est la négation même de la démocratie.

La Charte constitutionnelle du 4 juin 1814 consacre elle aussi les libertés de 1789 ; cette fois même, il y a une ébauche de démocratie puisque le régime admet la co-souveraineté du peuple<sup>113</sup>.

En 1830, est instauré un nouveau régime, la Monarchie de Juillet, qui a délibérément voulu reproduire la Glorieuse Révolution anglaise de 1688<sup>114</sup>.

---

<sup>113</sup> L'autorité monarchique reste fondée sur le droit divin. Le début du préambule invoque « la divine providence ». On fait comme si la Révolution n'avait été qu'une parenthèse : le mot Charte est ancien et le Préambule dans son intégralité évoque des actes de divers rois de Louis le Gros à Louis XIV. La charte elle-même est datée de la 19<sup>e</sup> année du règne ! L'article 13 souligne que le roi est inviolable et sacré mais aussi que l'autorité toute entière réside dans la personne du Roi. Il est donc bien le souverain : il est irresponsable même si Louis XVIII prétextant ses problèmes de santé (il est presque infirme) ne se fera jamais sacrer à Reims. Enfin, l'article 6 fait de la religion catholique la religion de l'État.

Néanmoins, la Restauration du Roi et des Bourbons n'est pas une restauration de l'absolutisme. La Charte est une constitution qui n'ose pas dire son nom même si le mot apparaît dans le préambule : « constitution libre et monarchique... ». Le texte se montre désireux de rétablir la paix « paix si nécessaire à la France comme au reste de l'Europe ». Par l'article 12, la conscription est abolie mais il est nécessaire aussi de réconcilier aussi les Français d'où l'article 11 qui réclame l'oubli des opinions qui ont divisé les Français (royalistes, républicains, bonapartistes). La Charte accepte les acquis révolutionnaires : l'égalité en droits (articles 1 à 3) et les libertés fondamentales (articles 4-5-8). La rédaction des articles est éloquente, les articles 1, 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10 recopient presque mot pour mot la Déclaration des droits de l'Homme d'août 1789. Le Concordat est maintenu : les ministres des cultes chrétiens reçoivent des traitements du Trésor royal. Les articles 9 et 10 suscitent l'hostilité des royalistes car ils légalisent la nationalisation des biens du clergé et des émigrés pendant la révolution (les biens nationaux). L'idée d'une indemnité permet cependant de faire espérer des compensations aux émigrés qui ont été lésés.

<sup>114</sup> La Glorieuse Révolution d'Angleterre (en anglais *Glorious Revolution*, aussi appelé Seconde Révolution anglaise par certains historiens français, ou encore « bloodless revolution ») fut une révolution pacifique (1688-1689) qui renversa le roi Jacques II (Jacques VII d'Écosse) et provoqua l'avènement de la fille de celui-ci, Marie II et de son époux, Guillaume III, prince d'Orange. La révolution aboutit à l'instauration d'une monarchie constitutionnelle et parlementaire à la place du gouvernement autocratique des Stuarts.

Succédant à son frère Charles II en 1685, le catholique Jacques II s'aliéna rapidement l'opinion par des mesures impopulaires : brutalité de la répression contre la rébellion du duc de Monmouth, création d'une armée permanente, entrée de catholiques au gouvernement, dans l'armée et dans les universités, ainsi que le rapprochement avec la papauté (venue d'un nonce apostolique à Londres). En 1687, il ordonna qu'une déclaration d'indulgence, accordant la liberté de culte aux catholiques et aux dissidents, soit lue dans toutes les églises. Cette décision, ajoutée à la naissance de son fils en juin 1688 d'un second mariage avec une catholique, qui garantissait une succession catholique, incita les

L'intention de ses initiateurs était d'instaurer en France une monarchie limitée, constitutionnelle, à l'anglaise, et sur le plan économique, une société de libertés<sup>115</sup>. Ce régime repose sur un système de pensée incarnée par deux écoles.

Il y a d'une part les Doctrinaires<sup>116</sup>, qui appellent, selon la formule de Guizot, à l'avènement d'une « classe moyenne » universelle, autour d'un idéal proche des *whigs* anglais. Face à eux, les Idéologues, menés par Benjamin Constant, qui critiquent un régime jugé trop peu libéral en matière économique et auquel ils reprochent un suffrage encore trop censitaire. La République ne leur paraît pas indispensable à l'établissement de libertés politiques et civiles solides.

---

opposants au roi à agir, mais le souvenir encore frais de la guerre civile, assorti d'un certain loyalisme, dissuadait tout mouvement violent.

Le gendre de Jacques II, Guillaume III d'Orange, *stathouder* des Pays-Bas, époux de la princesse Marie, voyant s'éloigner la perspective d'accéder indirectement au trône, déclencha les hostilités en débarquant avec une petite armée anglo-hollandaise le 5 novembre 1688, à Torkay. Pris de panique, le roi Jacques II s'enfuit en France, ce dont profita Guillaume d'Orange qui, dès son arrivée à Londres le 28 décembre 1688, fit valoir que la fuite du roi équivalait à une abdication. S'emparant de fait du gouvernement, Guillaume d'Orange, en accord avec le Parlement, fit réunir une convention qui proclama la déchéance du roi et offrit conjointement le trône au prince Guillaume et à la princesse Marie. En contrepartie, ceux-ci devaient contresigner, en février 1689, la Déclaration des droits (*Bill of Rights*) laquelle inscrivit dans la loi les acquis du Commonwealth d'Angleterre et du règne de Charles II. La Déclaration interdisait l'accession au trône d'un catholique, assurait des élections libres et le renouvellement du Parlement, rendait illégale la présence d'une armée en temps de paix.

<sup>115</sup> On peut toutefois ajouter que la Monarchie de Juillet se caractérise aussi par ses lois anticléricales très avancées, comme l'abolition de la loi du Sacrilège, l'exclusion des évêques de « l'État », la suppression des traitements supplémentaires en faveur des ecclésiastiques.

<sup>116</sup> Leur idéal était en fait de faire cohabiter un roi qui aurait loyalement accepté les acquis de la Révolution, et qui règnerait dans un esprit libéral, et une chambre élue qui l'assisterait de ses conseils. Elle devait être désignée par un collège électoral très limité, où les propriétaires et les gens instruits formeraient sinon la totalité mais au moins une très grande majorité. Ils ne devaient pas trouver un roi de cette espèce jusqu'à la Monarchie de Juillet et au règne de Louis-Philippe. C'est Guizot qui a le mieux exprimé l'idéologie des doctrinaires dans son traité *Du gouvernement représentatif et de l'état actuel de la France*. Dans la presse, les principaux organes du parti étaient *L'Indépendant*, devenu *Le Constitutionnel* en 1817, et *Le Journal des Débats*. Les doctrinaires étaient principalement soutenus par d'anciens fonctionnaires de l'Empire, qui croyaient en la nécessité d'un gouvernement monarchique mais se souvenaient encore de la rude poigne de Napoléon, ainsi que des négociants, des industriels et des membres des professions libérales, en particulier des avocats, qui n'avaient pas moins de haine envers l'Ancien Régime. On compte parmi les principaux représentants de ce courant Pierre-Paul Royer-Collard, Camille Jordan, François Guizot, Victor de Broglie, Tanneguy Duchâtel, Charles de Rémusat, Jaubert, Prosper Duvergier de Hauranne, Victor Cousin, le Baron de Barante, Jouffroy, Abel-François Villemain.

Pour ces hommes de « 1789 », la question de la dévolution du pouvoir au sommet de l'Etat est importante, certes, mais c'est une question d'ordre « technique ». Ce qui importe, c'est que le gouvernement puisse être changé quand l'opinion évolue, ce qui impose a contrario un pouvoir qui assume la continuité de l'Etat et puisse arbitrer les conflits institutionnels, au-dessus des partis. Pour Constant, le problème crucial est la garantie des libertés et de la société civile ; il faut ainsi une constitution, garantissant la séparation des pouvoirs, et tout le reste est de moindre importance.

Or, la Monarchie de Juillet paraît réaliser les différents points de ce programme. Ainsi, si les hommes du régime de Juillet ne sont pas républicains par définition, au sens nominal du terme, ils n'en incarnent pas moins les idées de « 1789 », et donc la République au sens d'idéal-type.

Il est vrai qu'il y a en France, à la même époque, des hommes qui se réclament explicitement, eux, de la forme républicaine du gouvernement. Mais, outre qu'ils sont très peu nombreux, ils sont en plus divisés entre « bleus » et « rouges ». Ces derniers sont largement majoritaires. Néanmoins, si les « bleus » refusent de se rallier aux monarchies constitutionnelles de l'époque, ils ne sont pas moins hostiles aux néojacobins<sup>117</sup>.

Sous la II<sup>e</sup> République, les idées de « 1789 » continueront à faire florès. La nouvelle République n'est pas jacobine : elle supprime la peine de mort en matière politique, elle ne manifeste aucune volonté de déchristianiser le pays, elle n'inquiète d'aucune manière le personnel politique qui vient d'être écarté du pouvoir. On refusa même, au moment de rédiger la constitution, d'y inscrire un « droit au travail » qui aurait pu entraîner un début d'étatisation de l'économie. En somme, la nouvelle République présente une grande continuité avec le régime de Juillet. On a changé la tête de l'Etat, mais personne n'entend « changer de société », ou ceux qui le pensent sont ultra minoritaires. Des élections au suffrage universel sont immédiatement annoncées. Les révolutionnaires en sortent battus<sup>118</sup>. Louis-Napoléon Bonaparte est élu, et la majorité élue prend le nom de « parti de l'ordre » pour symboliser la grande alliance des républicains modérés et des anciens partisans de la monarchie constitutionnelle. Ce vaste parti de « 1789 » (500 représentants à la Chambre) fait front face au parti de « 1793 » (250 représentants). Par « parti de l'ordre » il ne faut rien entendre de fixiste ou de réactionnaire ; ce terme signifie l'adhésion à l'Etat de droit, le refus de l'émeute, des massacres et des pillages. Rien de plus. Du reste, si quelqu'un

---

<sup>117</sup> Parmi ces modérés, il faut citer Lamartine, Armand Carrel et Armand Marrast, le journal *Le National*, les frères Cavaignac, Godefroy et Eugène. On peut citer aussi les six députés républicains qui siègeront dans la dernière Chambre des députés du régime : Marie, Carnot, Dupont de l'Eure, Garnier-Pagès, Ledru-Rollin et Arago.

<sup>118</sup> Y compris, parmi leurs leaders, Cabet, Raspail, Blanqui.



demande de l'ordre, c'est bien l'électorat, terrifié par les Journées de Juin<sup>119</sup>. Le peuple français, apparemment, ne croit pas que c'est des émeutes que résulteront son progrès, son bien-être, son bonheur, sa dignité.

Après le coup d'Etat du 1<sup>er</sup> décembre 1851, il est évidemment impossible de dire que le régime de Napoléon III s'inscrit dans la démocratie. Néanmoins, le Second Empire est assez libéral sur d'autres plans ; il respecte les libertés économiques, la propriété, les contrats ; il laisse vivre la société civile. En outre, vers la fin de la décennie 1860, Napoléon III se décide à libéraliser progressivement la vie politique elle-même : le droit de réunion est établi, le régime de la presse est libéralisé. Sous l'impulsion d'Emile Ollivier<sup>120</sup>, une nouvelle constitution est élaborée, qui fait du régime une sorte de monarchie parlementaire à l'anglaise. Il est très injuste que Sedan ait fait oublier cette évolution ultime de l'Empire, car il est certain que la démocratie libérale de la III<sup>e</sup> République en est largement le fruit.

Ainsi, de 1799 à 1870, c'est principalement grâce aux monarchies constitutionnelles qui se sont succédé dans le pays que la France s'est peu à peu acclimatée à « 1789 ».

*La mise en place des institutions républicaines. Le rôle clé des orléanistes (1870-1879)*

---

<sup>119</sup> Les journées de Juin sont une révolte du peuple de Paris du 22 au 26 juin 1848 pour protester contre la fermeture des Ateliers nationaux.

<sup>120</sup> Ollivier accepta d'être le rapporteur de la loi du 25 mai 1864, qui abolit le délit de coalition créé par la loi Le Chapelier de 1791 et instaure le droit de grève. Cherchant à concilier ordre et liberté, il engagea une révision constitutionnelle d'ensemble pour mettre sur pied un système semi-parlementaire (constitution du 21 mai 1870). Il abandonna les procédés de la candidature officielle, renvoya Haussmann et quelques autres préfets autoritaires, amnistia Ledru-Rollin exilé depuis 1849, fit appliquer avec modération la législation sur la presse. Le succès du plébiscite de mai 1870 consacra le succès de cette politique mais, paradoxalement, renforça les bonapartistes autoritaires qui contestèrent de plus fort le gouvernement. Ollivier était persuadé d'avoir la situation en main alors que, lâché par les républicains et contesté par les bonapartistes autoritaires, il était de plus en plus isolé et ne se maintenait plus que grâce à la faveur de Napoléon III. Bien que personnellement favorable à la paix, il se laissa dépasser par Gramont et par les partisans de la guerre. Le 5 juillet 1870, devant le Corps législatif, il déclare maladroitement accepter la guerre avec l'Allemagne « d'un cœur léger ». Suite à la dépêche d'Ems (13 juillet), et sous la pression populaire, il annonça la déclaration de guerre à la Prusse, qu'il officialisa le 19 juillet 1870. Les premiers revers fournirent à la Chambre l'occasion de le renverser, à une écrasante majorité, le 9 août 1870.

Le régime républicain proprement dit va être fondé. Mais il ne le sera pas par les nostalgiques de la I<sup>ère</sup> République ; il le sera par leurs adversaires.

Le nouveau gouvernement, dirigé par Adolphe Thiers, a pour souci premier d'empêcher les « rouges » de profiter de la situation. Thiers se disait disciple des Idéologues ; il n'était pas éloigné non plus des Doctrinaires. Membre de la garde rapprochée de Louis-Philippe, il avait néanmoins accepté la République en 1848. L'un des leaders du « parti de l'ordre », il s'était toutefois bientôt opposé au prince-président, tout autant qu'aux radicaux et au socialisme naissant. Il avait demandé à maintes reprises les « libertés nécessaires » sous le Second Empire ; cela importait plus pour lui (à l'instar de Constant ou Prévost-Paradol) que la nature républicaine ou monarchiste du régime. Cette posture lui permit de conclure le « pacte de Bordeaux » : que l'Assemblée le laisse gouverner dans la forme républicaine actuelle, il sera alors en mesure de faire la paix avec les Allemands et de régler la question de l'ordre public. C'est seulement ensuite, quand le calme sera revenu, que l'on pourra aborder sereinement la question du régime. Il conclut avec les francs-maçons la promesse d'instaurer définitivement le régime républicain.

L'Assemblée conservatrice ne parvient pas à rétablir la monarchie. Le prétendant, en particulier, rend les choses impossibles en refusant les concessions qu'on exige de lui. Mais en réalité, il y a beaucoup moins de distance entre les orléanistes, qu'ils soient catholiques ou voltairiens, et les républicains modérés, qu'il n'y en a entre les ultras et les orléanistes.

Albert de Broglie, Ciskey, Léonce de Lavergne, Edouard Laboulaye, incarnent cette famille d'esprit ; ils sont résolument hostiles au jacobinisme. Ce sont eux qui élaborent la constitution de la III<sup>e</sup> République<sup>121</sup>. L'Amendement Wallon scelle le choix de principe de la République<sup>122</sup>. A ce moment les républicains modérés n'ont pas encore fait la concession essentielle que les orléanistes attendent d'eux quant à l'existence d'une Chambre haute. Lorsque, enfin, cette concession sera faite, la Constitution de 1875 pourra être votée à une large majorité, les voix de l'ensemble du centre-droit, y compris celle du duc de Broglie lui-même, s'ajoutant à celles du centre-gauche de Thiers et de la gauche républicaine modérée.

Cette constitution est un compromis. D'un côté, les orléanistes ont accepté la République sans rien céder de ce qu'exige leur philosophie politique, la démocratie libérale. Quant aux républicains, ils ont fait fi des protestations de

---

<sup>121</sup> Il est vrai qu'en renversant Thiers avec l'aide des légitimistes et en portant le duc Albert de Broglie au pouvoir, les orléanistes avaient d'abord voulu jouer une dernière carte en faveur de la restauration monarchique. Avant de se raviser.

<sup>122</sup> 30 janvier 1875, adopté à une seule voix de majorité.

leur aile gauche, les radicaux, et se sont rangés à l'épure constitutionnelle orléaniste. De nombreux traits distinguent nettement ce régime des idées de « 1793 » :

- La présidence de la République est contraire aux traditions jacobines, qui ont toujours voulu un exécutif collégial. Cette existence donne une saveur monarchique au régime, puisqu'il est la possibilité donnée à un homme seul de contredire la volonté du peuple souverain qui a élu la Chambre.
- Le Sénat est une institution empruntée aux monarchies constitutionnelles, tant françaises qu'anglaise<sup>123</sup>.
- La nature parlementariste renforce le rapprochement évident entre ce régime et ceux de l'Angleterre et des Etats-Unis. En particulier, l'Etat n'y a pas le pouvoir de violer les propriétés ni les autres libertés individuelles ; c'est un Etat limité.

Après les législatives de 1876, Mac-Mahon nomme à la tête du gouvernement un républicain modéré, Jules Simon. Ce dernier promulgue plusieurs réformes anticléricales, qui conduisent Mac-Mahon à le renvoyer puis à dissoudre la Chambre. Ce qu'on a appelé le « coup d'Etat » du 16-Mai ne l'est que de façon tout à fait impropre, puisque, en décidant de faire trancher par le pays son différend avec la majorité de l'Assemblée, le président de la République n'a fait qu'user de son droit constitutionnel légitime<sup>124</sup>. Les républicains ont aspiré à être reconnus comme des modérés, favorables au développement économique dans les structures libérales alors existantes, et ils se sont bien gardés de se réclamer du jacobinisme révolutionnaire.

*La « République des républicains » : un changement sociologique, non idéologique*

Le parti républicain qui arrive au pouvoir en 1879 reprend à son compte les principes de la démocratie libérale sur lesquels a été scellé le compromis de 1875.

Parmi les idées politiques professées par les républicains, il y a tout d'abord le positivisme. Il ne serait pas exact de dire que celui-ci aurait un lien direct avec l'idéologie de la III<sup>e</sup> République. Comme Saint-Simon l'avait déjà

---

<sup>123</sup> Il se trouve que la composition réelle du Sénat ne correspondra pas au vœu du centre-droit orléaniste, parce qu'un accord électoral entre républicains et légitimistes assurera à ces deux groupes la quasi-totalité des premiers mandats de sénateurs inamovibles.

<sup>124</sup> Le 16-Mai aura cependant la conséquence fâcheuse de faire tomber en désuétude le droit de dissolution de la Chambre par le président de la République ; aucun président ne se risquera donc plus à en user.

reconnu, le positivisme se rapproche en réalité de la république autoritaire. Le déterminisme de la théorie positiviste ne fait pas de place au principe de liberté qui caractérise « 1789 », ni, par conséquent, au polycentrisme social que celui-ci implique. Et si par « positivisme » on entend l'adhésion à une vision scientifique du monde, cela ne distingue en rien cette période de la Renaissance, de la doctrine des Idéologues, des milieux orléanistes et de la frange saint-simonienne du Second Empire. Au XX<sup>e</sup> siècle, elle sera reprise sous la forme de l'« industrialisme ».

Autre idée majeure de ce courant républicain, le kantisme. Si Kant a détesté « 1793 », c'est parce que sa philosophie est un anti-holisme absolu. Le républicanisme de Kant est une réfutation anticipée de tout socialisme. Le kantisme est par conséquent démocrate-libéral et représentatif de l'idéal type « 1789 »<sup>125</sup>. Philippe Nemo ne nie pas le compagnonnage du républicanisme anticlérical avec le kantisme ; mais cela ne concerne qu'un aspect du kantisme.

Jules Ferry puise ses idées économiques chez Adam Smith. Il était même sincèrement convaincu qu'une gestion socialiste de l'économie conduisait à l'appauvrissement de tous, et en premier lieu des pauvres.

Durant les décennies suivantes, un nouveau courant est apparu : le solidarisme. Il est nettement postérieur à l'établissement du régime républicain. Lancé par Charles Renouvier, le solidarisme première version s'est opposé au jacobinisme en ses composantes collectivistes et totalitaires, parce que son kantisme ne peut supporter aucune forme de holisme. Mais Renouvier voudrait quelque forme de politique sociale, pour assurer, outre l'égalité des droits, une certaine égalité des chances. Cela implique une intervention limitée de l'Etat dans le domaine social.

Les disciples de Renouvier vont aller plus loin dans le sens socialisant, en particulier Léon Bourgeois<sup>126</sup>. Il considère que les individus ne sont pas des points de départ absolus. Ils sont un produit de la société et de son histoire. Celui qui a un héritage est en dette vis-à-vis de la société ; il lui est redevable de la richesse qui est aujourd'hui la sienne. Selon le même principe, d'autres peuvent prétendre qu'ils n'ont pas reçu toute la part qui leur était due de l'héritage social. Selon le cas, donc, le citoyen peut être tenu de rendre à la société ce qu'il a reçu d'elle en excès, ou il est fondé de lui demander réparation pour ce qui lui a manqué. Il y aurait ainsi un « quasi-contrat » entre l'individu et la société.

---

<sup>125</sup> D'ailleurs, Constant et Laboulaye, protestants tout comme Kant, se réfèrent explicitement à lui en de nombreuses occasions.

<sup>126</sup> Léon Bourgeois, *Solidarité*, 1896.

Si l'on peut concevoir un principe juste de contribution aux frais qu'implique le maintien de l'ordre public, ou aux services publics, il n'y a aucun critère objectif pour décider combien chacun aurait reçu en surplus, ou aurait manqué à recevoir, de la société. Cette quotité sera donc décidée en fonction des seuls rapports de force électoraux<sup>127</sup>. De plus, l'ajout de la médiation étatique n'a rien de nécessaire. Pour qu'elle le soit, il faudrait que, dans une société, seul l'Etat représentât le trans-temporel. Ce qui n'est absolument pas le cas dans les pays libéraux : cette médiation entre les générations est assurée aussi par les Eglises, les fondations, les associations, les entreprises, et par les patrimoines privés eux-mêmes, qui se transmettent d'une génération à une autre au sein des familles. Il semble ainsi que le solidarisme n'ait été qu'une idéologie des tinée à donner une apparence de justification philosophique à la spoliation de la propriété privée des riches au profit de l'électorat des partis de gauche. Enfin, les doctrines solidaristes reflètent l'opinion d'une tendance républicaine parmi d'autres, la tendance radicale-socialiste. Elles ne sont donc pas représentatives de tout le parti républicain.

Enfin, le passage de la « République des ducs » à la « République des républicains » reflète un changement d'ordre sociologique, et non pas idéologique. L'arrivée au pouvoir des « classes moyennes » de Guizot ne saurait générer un régime politique *sui generis*, sauf à admettre la thèse marxiste selon laquelle la situation sociologique détermine les pensées. Nemo estime au contraire qu'aucune catégorie sociale n'a, en tant que telle, certaines idées ; et qu'inversement, les idéologies peuvent passer d'une catégorie sociale à une autre en restant peu ou prou identiques à elles-mêmes. Les couches nouvelles paraissent avoir adopté les principales idées de « 1789 ». Elles se sont embourgeoisées – d'où l'aigreur de la gauche révolutionnaire à leur endroit. Le changement qui survient en 1879 consiste simplement dans le remplacement progressif d'une catégorie sociale par une autre aux postes de direction politiques et administratifs. Par rapport à ces vrais fondateurs de la République, les socialistes et les communistes resteront longtemps des opposants inexpiables. S'il est vrai que les orléanistes et tout l'ancien personnel des monarchies constitutionnelles ont été exclus du pouvoir à partir de 1879, ce sont leurs idées qui, incarnées désormais par les hommes venus de nouvelles couches sociales, ont continué à structurer les mentalités et les institutions du pays.

Le radical-socialisme et le socialisme ne sont alors que des options parmi toutes celles des courants républicains. Il n'y a aucune raison de les dire plus « républicaines » que les options concurrentes. Le poids qu'elles vont prendre, la prétention qu'elles afficheront bientôt d'être la « République » par

---

<sup>127</sup> Ceci n'est pas sans rappeler Friedrich A. Hayek, *Droit, législation et liberté*, tome 2, « le mirage de la justice sociale », 1976.

excellence et par exclusive est le résultat d'une politique délibérée dont la pièce maîtresse est l'offensive laïciste.

### TROISIEME MYTHE : « 1793 » AURAIT ETE LAÏQUE

Du mythe précédent en découle en ligne directe un autre, selon lequel « 1793 » serait laïque, cependant que « 1789 » serait clérical, ou plus exactement la gauche serait laïque, et le centre et la droite cléricaux. Pour bien comprendre le problème, il va falloir en réalité distinguer deux anticléricismes : le premier débouche sur la laïcité, le second sur le laïcisme, véritable religion de substitution.

#### *L'anticléricisme rationnel*

Cet anticléricisme remet en cause le pouvoir politique et social du clergé auquel il reproche d'empêcher l'épanouissement de la pensée critique et de la science. Il s'oppose à l'ultramontanisme<sup>128</sup>, aux théocrates Maistre et

---

<sup>128</sup> L'ultramontanisme est une orientation favorable à la primauté, spirituelle et juridictionnelle, du pape sur le pouvoir politique (en matière religieuse et notamment de nomination des évêques), par opposition au gallicanisme. Son nom provient de l'italien *Ultramonte* qui signifie « au-delà des monts », donc de l'autre côté des Alpes, en Italie. C'est une orientation principalement française. Née au XVI<sup>e</sup> siècle chez les catholiques de la Ligue pendant les guerres de religion, cette orientation est reparue au cours du XVII<sup>e</sup> siècle face aux alliances non-catholiques de Louis XIV. Au XVIII<sup>e</sup>, l'ultramontanisme se confond avec la lutte contre le jansénisme parlementaire et gallican. Il est donc soutenu principalement par les Jésuites. Face à l'avancée de régimes politiques de plus en plus séparés de la religion, et après le traumatisme religieux que fut la Révolution française, l'ultramontanisme s'impose au cours du XIX<sup>e</sup> siècle dans les mentalités collectives françaises.

Bonald, aux encycliques liberticides *Mirari Vos*<sup>129</sup>, *Quanta Cura*<sup>130</sup> et le *Syllabus*<sup>131</sup>. Parmi eux, on compte Stendhal, Michelet, Renan, Hugo, Taine, Flaubert, Prévost-Paradol, Sainte-Beuve, Erckmann, Chatrian, Barni, Vacherot ou Renouvier. Ils développent l'idée de la nocivité sociale de l'éducation catholique.

Les critiques redoublent après la défaite française de 1870-71 face à l'Allemagne. La victoire des Allemands, dit-on, a été celle de leurs instituteurs et de leurs ingénieurs. On s'effraie à l'idée que la France, si l'Eglise « syllabique » y prenait trop d'importance, ne devienne bientôt une Italie, une Espagne, une Irlande, une Pologne, pays attardés. Les anticléricaux rationnels prônent donc très vite la séparation des Eglises et de l'Etat. Ils ne sont pourtant pas antichrétiens ; ils ne pensent pas que quelqu'un ait jamais « démontré » que Dieu n'existe pas. Ils ne veulent pas attenter à la liberté de conscience. Ils n'entendent pas donner à l'Etat le rôle même qu'ils contestent à l'Eglise, celui d'un directeur de conscience des citoyens armé du bras séculier. Ils pensent qu'il faut simplement établir en France la neutralité religieuse de l'Etat, avec liberté complète des cultes, et distinction, dans l'enseignement, entre l'enseignement des savoirs profanes, qui doit être critique et affranchi de tout dogmatisme, et celui de la foi, qui est légitime en son ordre et doit rester libre. Ainsi s'exprime,

---

<sup>129</sup> *Mirari Vos* est une encyclique écrite par Grégoire XVI le 15 août 1832 dans le but de condamner le libéralisme et l'indifférentisme religieux. Même s'il n'est pas cité, Lamennais, auteur de *Paroles d'un croyant*, et ses thèses libérales sont sévèrement critiqués.

Le pape juge sévèrement : les thèses de restauration ou de régénération de l'Eglise, comme si elle pouvait être sujette à un quelconque obscurcissement ou d'autres inconvénients du même genre ; la liberté de presse, lorsqu'elle divulgue des opinions contraires à celles de l'Eglise ; la liberté de conscience ; la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Il réaffirme : l'indissolubilité des liens du mariage, la défense du célibat des prêtres « Nous voulons éclairer votre constance toujours plus, afin que vous vous opposiez à l'immonde conjuration contre le célibat des prêtres », la soumission au pouvoir légitime. Il en appelle aux autorités politiques, aux princes chrétiens à soutenir les principes pour le bien de l'Eglise et de l'Etat.

<sup>130</sup> *Quanta Cura* ("Avec quel soin...") est une encyclique du pape Pie IX écrite pour condamner les principales erreurs politico-religieuses du XIX<sup>e</sup> siècle. Donnée le 8 décembre 1864, elle fut accompagnée du *Syllabus*. Le souverain pontife critique principalement le naturalisme appliqué à la société civile. En reprenant les propos de *Mirari Vos*, il dénonce la liberté de conscience, le laïcisme et l'anticléricanisme. Il pourfend en même temps le socialisme et le communisme pour vouloir reléguer toute la vie familiale au simple droit civil. Les sociétés secrètes sont dénoncées comme principale cause de dépravation de la jeunesse.

<sup>131</sup> Le plus célèbre des *syllabi*, celui qu'on note généralement d'une majuscule, est celui du 8 décembre 1864 dont Pie IX accompagna son encyclique *Quanta Cura* dans le contexte de l'annexion de l'unique vestige des États pontificaux — Rome — au reste de l'Italie unifiée. Il y énumère quatre-vingts propositions condamnées touchant aux idées modernes de l'époque : du libéralisme au socialisme en passant par le gallicanisme et le rationalisme.



par exemple, Paul-François Dubois, qui souhaite la séparation des Eglises et de l'Etat, certes, mais est dans le même temps opposé à l'idée d'un monopole scolaire entre les mains de l'Etat.

### *L'anticléricalisme fanatique*

Le second anticléricalisme est fanatiquement et viscéralement antichrétien. Il n'est ni tolérant ni libéral, mais entend au contraire imposer sa propre irréligion comme une nouvelle norme.

Nourri de scientisme, il croit qu'il y a incompatibilité totale entre la science et la religion. Il recrute en masse dans le monde de l'enseignement primaire, chez des gens à demi-instruits et fascinés par les résultats de la science, mais incapables de participer à la démarche érudite et critique dont elle est le fruit.

Edgar Quinet, dans *L'Enseignement du peuple* (1850) a théorisé ce nouveau fanatisme. Il affirme tout d'abord que toute société est caractérisée par sa religion. Ensuite, le catholicisme est rigoureusement incompatible avec la liberté, puisqu'il implique sur le plan intellectuel le dogmatisme, et sur le plan politique, l'absolutisme. La France, étant catholique, ne peut ainsi accéder à la liberté et donc au monde moderne. Les nations anglo-saxonnes ont pu, elles, accéder durablement à la modernité tout en restant chrétiennes, parce que leur religion, le protestantisme, intègre la liberté dans la religion même. Conclusion : la France ne pourra devenir moderne et acquérir les libertés des autres nations civilisées que si elle élimine le catholicisme, avec l'aide éventuelle des protestants.

Quinet ajoute : « Le catholicisme ne sera mort que *lorsque nous l'aurons tué*. On a déjà brisé cent fois la statue, mais ce qu'il faut briser, c'est le moule »<sup>132</sup>. Il faut prendre des mesures de force pour détourner le peuple du catholicisme. Il faut interdire l'enseignement du catholicisme en employant l'arme absolue, le monopole scolaire. Dans une autre brochure, *La Révolution religieuse au XIX<sup>e</sup> siècle*, il précise sa stratégie : il ne faudra pas attaquer seulement le cléricalisme, mais le catholicisme lui-même. Quinet ne pardonne pas à Victor Hugo et à Lamennais d'avoir envisagé de réconcilier l'Eglise avec la Révolution. La loi Falloux accordant aux catholiques la liberté d'enseignement a été une folie. Quand les républicains auront le pouvoir, ils devront l'abroger.

---

<sup>132</sup> *L'Enseignement du peuple*, p. 43.

Il faut imiter les procédés violents par lesquels l'Eglise et l'Empire romain ont eux-mêmes, dans l'Antiquité tardive, supprimé le paganisme. Leur méthode a consisté à détruire les temples, à mettre hors la loi le culte et les prêtres païens, et à ne pas hésiter, même, à instrumentaliser la cupidité des masses à qui l'on a promis les richesses des temples. Il faut donc rendre le culte chrétien « matériellement impossible »<sup>133</sup>. Rendre « matériellement impossible » le culte chrétien en détruisant le plus grand nombre possible d'églises, c'est ce qu'ont fait les communistes en Russie. C'est ce qu'ont fait plus radicalement les nazis en Ukraine, où ils n'étaient pas liés par le Concordat comme ils l'étaient sur le territoire du Reich<sup>134</sup>. Les uns et les autres auraient pu, à bon droit, se réclamer de la « République » quinquétiste. Le véritable objectif vise à donc à établir une dictature laïque.

Les tenants de « 1793 » ne savent pas qu'il existe une multiplicité de visions du monde et que les idées d'autrui peuvent être éventuellement utiles à ceux-là mêmes qui, d'abord, les rejettent. Ils ne comprennent pas qu'un consensus sur les *règles* de la vie commune peut et doit se substituer au consensus sur des *idées* ou des  *croyances*. Ainsi, les anticléricaux fanatiques se croient non religieux parce qu'ils professent des idées antireligieuses, mais ils ne se rendent pas compte que ce qui est religieux en eux, ce n'est pas leurs idées, mais leur rapport non critique au savoir et leur obsession de l'unanimité. Ils sont religieux dans un sens proche de ce que Lévy-Bruhl appelle la « mentalité primitive ».

L'unanimité qu'ils entendent établir n'est pas n'importe lequel ; c'est, le plus souvent, le *nationalisme* issu de la tradition jacobine. On se souvient que les Jacobins se sont heurtés non seulement aux Vendéens, aux Chouans et aux aristocrates, mais aussi aux fédéralistes. Ils ont eu alors l'idée de provoquer puis d'entretenir le danger extérieur, ce qui leur a permis de prétendre que ceux qui ne se ralliaient pas à leur lutte partisane étaient complices de l'ennemi. Le « soldat de l'an II » mène un combat social de type millénariste<sup>135</sup>.

Ce socialisme nationaliste a été exacerbé par la défaite de 1870, il s'est reconnu dans la « guerre à outrance » de Gambetta, puis dans le déroudlisme, le boulangisme et le barrésisme. Dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, il milite passionnément pour la Revanche. Au temps de la Révolution, les boucs

---

<sup>133</sup> *Ibid*, p. 217.

<sup>134</sup> Edouard Conte, Cornelia Essner, *La Quête de la race*, Hachette Littératures, 1995.

<sup>135</sup> « L'armée révolutionnaire française est l'armée de Yahvé Sabaoth en lutte contre les armées européennes qui sont celles de Gog et de Magog. C'est la lutte du Bien contre le Mal, des saints contre les pécheurs (...) D'où la violence sans précédent de ces guerres, leur absence de mesure qui stupéfie Clausewitz. » (Nemo, p. 103).

émisaires ont été les « aristocrates », les « émigrés ». Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à l'affaire Dreyfus, ce seront, avec des dosages divers selon les époques, les juifs et les protestants. Ensuite, avec le passage de toute la gauche française au marxisme, le curseur se fixera sur les bourgeois. A l'époque dont traite ce chapitre, c'est-à-dire au début de la III<sup>e</sup> République, ce sont les cléricaux surtout qui attirent la foudre. La liberté de l'enseignement est de nature à rompre l'unité nationale, garantie au contraire par l'école publique.

*Le Laïcisme est une religion de substitution.* Comme l'écrit Quinet, les Français ont besoin d'un « principe de concorde » ; il faut « recréer une fraternité religieuse » qui sera la « religion de la Révolution ».

La neutralité n'aurait de sens que si l'Etat pouvait envisager de laisser subsister le pluralisme religieux. Or il n'en est pas question. La France nouvelle ne doit avoir qu'une seule « foi »<sup>136</sup>. Aux yeux de la démocratie radicale, *la religion est une rivale* à abattre. Le débat n'a jamais été entre religion et laïcité, comme on le répète en France depuis un siècle, mais entre deux religions, christianisme et millénarisme. Il n'y a pas de vraie querelle entre christianisme et laïcité, puisque la laïcité est une idée chrétienne<sup>137</sup>. Le problème ne naît que lorsque deux religions se font la guerre, ou plutôt lorsqu'une religion non laïque, le laïcisme, déclare la guerre à une religion admettant la laïcité, le christianisme.

Une première loi Ferry de 1879 établit le monopole de l'Etat sur la collation des grades, et interdit tout enseignement aux membres des congrégations « non autorisées ». Dès 1880, un premier décret dissout les Jésuites ; un second, les autres congrégations « non autorisées ». 261 couvents sont fermés et près de 6000 religieux expulsés. En mars 1882, la loi de laïcisation est votée. Une loi de gratuité, votée précédemment, fait financer l'école laïque par les contribuables catholiques qui devront donc payer une seconde fois l'école s'ils veulent scolariser leurs enfants dans des écoles privées de leur choix. Les 15 000 religieuses qui enseignent dans les écoles publiques sont licenciées par la loi Goblet qui, en outre, nationalise entièrement l'enseignement public, c'est-à-dire le fait dépendre du seul gouvernement central. En 1884, on prive du droit d'éligibilité les ministres du culte. On surveille, dénonce, traduit en justice les prêtres qui expriment leur désaccord avec la politique antireligieuse du gouvernement<sup>138</sup>.

---

<sup>136</sup> *L'Enseignement du peuple, op. cit.*, p. 37.

<sup>137</sup> Idée symbolisée par la formule « Rendez à César... ». Mais qui oublie un peu vite le *Syllabus*.

<sup>138</sup> On repère ainsi les Lyonnais qui mettent des lumières à leur balcon lors de la fête traditionnelle de l'Immaculée Conception le 8 décembre ; quand il s'agit de fonctionnaires, on les révoque. Voir exemples dans Jérôme Grévy, *Le Cléricalisme, voilà l'ennemi. Un siècle de guerre de religion en France*, 2005, p. 92-100.

*L'école publique protestante*

Les opportunistes entendent donner un tour constructif et libéral à leur œuvre scolaire. Cette situation durera pendant quelque deux décennies. C'est dans cette période que naît l'« école de la République », la fameuse école des « hussards noirs ». Elle a été véritablement laïque. Cette première école républicaine est due non pas à des libres penseurs et à des athées, mais à des protestants. La spiritualité protestante attire les libéraux<sup>139</sup>, d'autant que les protestants sont à l'origine des libertés modernes<sup>140</sup>. Guizot, Constant, Laboulaye marquent la vie intellectuelle ; il y a cinq protestants sur dix ministres dans le premier gouvernement de la République des républicains. Tous appartiennent à l'aile « libérale » du protestantisme français. Vaincus en 1872 au synode national par les orthodoxes, ces libéraux se sont éloignés de l'Eglise réformée. Ils ne veulent rien de moins que *refaire la Réforme en France*. Charles Renouvier pense que l'on peut remodeler l'Histoire. Il est donc rationnel de se donner pour projet de refaire ce qui a été mal fait, de revenir aux carrefours où l'Histoire a choisi la mauvaise route<sup>141</sup>.

Les protestants pensent qu'il n'y a pas de contradiction entre foi et raison, qui ne sont pas du même ordre, et qu'il y a au contraire entre elles une convenance intime. Ils sont rationalistes critiques, et non dogmatiques. Ils pensent que l'organisation scolaire ne doit pas être instrumentalisée par la politique.

Ferdinand Buisson, directeur de l'enseignement primaire, Jules Steeg et Louis Liard en sont les figures les plus marquantes. Ils veulent enseigner une morale qui puisse être acceptée par toutes les familles spirituelles de la France, mais ne choque pas la majorité catholique, fondée notamment autour du kantisme.

Mais du contrat passé par les protestants avec l'Etat (avoir un homme de la République dans chaque village, en face de l'homme de l'Eglise) impliquait que les républicains acceptassent de recruter en grand nombre des instituteurs issus des couches nouvelles. Or, ceux-ci étaient des adeptes de l'idéologie de

---

<sup>139</sup> Il y a de nombreuses conversions au protestantisme durant ces années : les Fould, les Halévy, les Pereire, les Eichtal, les Erlanger, Henry Michel. D'autres se sont mariés avec des protestantes : Jules Ferry, Emile Boutmy, Henri Martin, Eugène Sue...

<sup>140</sup> Depuis Pierre Bayle et son « Refuge » de Rotterdam.

<sup>141</sup> Il développe cette idée dans le célèbre *Uchronie* (1876).

« 1793 » bien plus que du protestantisme et du kantisme. Aussi, rapidement, les protestants seront dépossédés de leur œuvre<sup>142</sup>.

*La franc-maçonnerie, « église de la République »*

Initiée par Waldeck-Rousseau et le « Bloc des gauches », la République radicale est antichrétienne ; elle n'a que faire des protestants. Ses principaux acteurs sont issus de la franc-maçonnerie. Celle-ci était devenue radicale dans les années 1870-1880 ; elle devient radicale-socialiste puis, de plus en plus, socialiste tout court après 1900. Cette évolution n'a certes pas été unanime ; mais une tendance l'emporte finalement sur l'autre : c'est en 1877 que le Grand Orient de France devient officiellement athée, c'est-à-dire retire de ses statuts, sous la pression des libres-penseurs héritiers de la tradition antichrétienne féroce des Jacobins et des positivistes, la référence à l'existence de Dieu et à l'immortalité de l'âme, et même au « Grand Architecte », ce qui provoque l'excommunication des maçons français par les loges anglo-saxonnes et d'Europe du Nord.

Le monde enseignant est entré en masse dans la maçonnerie, et la maçonnerie dans le monde enseignant, via notamment sa véritable « filiale », la Ligue de l'Enseignement.

Il y a des pénétrations réciproques entre la franc-maçonnerie et le Parti Radical, via notamment Camille Pelletan, proche de Clemenceau et fondateur de La Justice, le « Comité d'action pour les réformes républicaines », Léon Bourgeois ou Gustave Mesureur. Beaucoup de francs-maçons, dans les années suivantes, adhèrent aux divers mouvements socialistes qui se constituent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et, à partir de sa création en 1905, à la SFIO ; inversement, de nombreux socialistes membres de ces mouvements se font initier aux loges<sup>143</sup>.

---

<sup>142</sup> Daniel Halévy avait bien perçu le problème : « le corps des instituteurs (...) agit dans l'Etat, non pour l'Etat » ; il est « comme un ordre romain, mais dressé contre Rome » ; « la corporation primaire constitue, à l'intérieur du pays, une société fermée, complète », in *Décadence de la liberté*, Grasset, 1931, p. 102-105.

<sup>143</sup> Parmi les hauts dirigeants de la franc-maçonnerie qui furent ministres : Mesureur, Sembat, de Lanesson, Violette, Constans, Doumer, Laffere, Desmons, Blatin, Simon, Ferry, Gambetta, Fallières, Brisson, Rouvier, Tirard, Floquet, Dupuy, Bourgeois, Méline, Combes, Monis, Caillaux, Doumergue, Viviani, Millerand, Leygues, Chautemps, Blum, Goblet, Spuller, Bert, Lockroy, Dupuy, Rambaud, Chaumié, Bienvenu, Martin, Faure, Augagneur, Sarraut, ... Les radicaux voulaient bien toutes les combinaisons et tous les « replâtrages » ministériels, pourvu que le ministère de l'Intérieur restât à l'un des leurs, ce qui leur fut rarement refusé. Sans compter les présidents de la III<sup>e</sup> République : Grévy, Loubet, Carnot, Casimir-Périer, Faure, Fallières, Millerand.

Le fondateur de la Ligue de l'Enseignement, Jean Macé, est socialiste mais rejoint rapidement les loges ; à sa suite, des loges entières rejoignent la Ligue. Le grand public a l'impression que l'impulsion en faveur des réformes vient de la seule nature des choses, des lois mêmes de l'Histoire et du Progrès, alors qu'elle a le plus souvent pour origine une poignée d'hommes, un état-major secret. La synthèse des travaux des loges est fournie aux frères ministres et parlementaires pour que les positions adoptées par les francs-maçons deviennent des lois de la République. En parallèle, les francs-maçons font des efforts systématiques pour faire accéder leurs membres ou les personnes qui leur agréent à des postes de responsabilité dans la fonction publique. Et veillent à ce que les non-membres soient écartés de l'appareil d'Etat, comme l'a révélé l'« affaire des fiches » en 1904<sup>144</sup>.

Arrive enfin la fameuse loi sur les associations en 1901. D'apparence libérale, elle exclut en réalité du droit commun les associations religieuses, c'est-à-dire les congrégations. Emile Combes fait ainsi fermer 3 000 écoles religieuses. Mais il reste encore, en 1903, des milliers d'établissements scolaires appartenant à des congrégations autorisées. Il faut donc prendre de nouvelles mesures. En juillet 1904 est votée une loi qui interdit définitivement aux religieux, même à ceux des congrégations autorisées, tout enseignement public en France. La République française devient officiellement sectaire. Les quatre cinquièmes des établissements tenus par les congrégations sont fermés.

---

<sup>144</sup> Le général Louis André est nommé en 1900 ministre de la guerre dans le gouvernement de défense républicaine de Waldeck-Rousseau, puis reconduit dans celui d'Émile Combes, après le triomphe du bloc des gauches aux élections de 1902. Désireux de républicaniser l'armée en la laïcisant, le général fait appel aux loges maçonniques (cellules locales) du Grand Orient de France par le biais de Frédéric Desmons, ancien sénateur du Gard et président du conseil de l'ordre du Grand Orient de France, dont l'obédience est à l'époque pleinement engagée dans la lutte pour la séparation de l'Église et de l'État, pour établir au total 25 000 fiches sur les opinions politiques et religieuses des officiers. Sur les fiches ainsi constituées, on pouvait voir des mentions comme « VLM » pour « Va à la messe » ou « VLM AL » pour « Va à la messe avec un livre ». Les fiches ne se contentent pas de rapporter uniquement des faits comme en témoignent les appellations de « clérical cléricalisant », « cléricafard », « cléricanaille », « calotin pur-sang », « jésuitard », « grand avaleur de bon Dieu », « vieille peau fermée à nos idées », « rallié à la République, n'en porte pas moins un nom à particule ». Les fiches rapportent aussi la vie privée ou familiale des officiers : « Suit les processions en civil », « a assisté à la messe de première communion de sa fille », « Membre de la Société Saint-Vincent-de-Paul », « A ses enfants dans une jésuitière », « Reçoit La Croix chez lui », « A qualifié les maçons et les républicains de canailles, de voleurs et de traîtres », « richissime », « a une femme très fortunée », « Vit maritalement avec une femme arabe », « A reçu la bénédiction du pape à son mariage par télégramme ».

Les officiers sont alors classés pour la constitution des tableaux d'avancement sur deux listes d'après les renseignements fournis, poétiquement nommées par André Corinthe (les officiers à promouvoir) et Carthage (ceux à écarter des promotions).

Enfin, la querelle des « Inventaires » marquera la dernière phase de violence aiguë du combat laïciste. La loi prévoit de mettre les bâtiments églises à disposition d'associations « cultuelles » ; or, beaucoup de bâtiments comportent des biens mobiliers, ou ont bénéficié d'embellissements qui sont le résultat des donations des fidèles, et non des subventions de l'Etat. Clemenceau aura la sagesse de mettre un terme aux Inventaires à la fin de l'année 1906 ; mais cette fois, ce ne sont plus seulement les congrégations qui ont été attaquées, mais le clergé séculier en tant que tel.

Le but des franca-maçons radicaux et des socialistes est le suivant : dès lors que les idées de « 1793 » auront été enseignées officiellement dans les écoles avec le label de l'Etat, elles cesseront d'être des idées politiques partisans ; elles deviendront une norme culturelle nouvelle s'imposant à tous. Les protestants sont alors éliminés des instances de direction de l'école publique ; le normalien type sera désormais le jeune ambitieux radical ou socialiste devenant député ou ministre, Herriot, Daladier, Yvon Delbos, ou le militant communiste ou compagnon de route, Nizan, Sartre, Althusser et tant d'autres.

### *Le laïcisme à la française, un nouveau cléricanisme*

La loi Waldeck-Rousseau de 1884 autorisant les syndicats avait formellement exclu de son champ d'application les fonctionnaires, qui par essence ne doivent pas faire grève et entrer en guerre contre la nation. Mais les socialistes ont soutenu que les fonctionnaires étaient un « prolétariat administratif » ; ils ont donc formé illégalement des syndicats, qui ont rejoint la CGT créée dès 1895. Ceci a abouti à une véritable cogestion de la fonction publique entre syndicats et gouvernements. Mais avec les enseignants, l'affaire fut plus radicale encore et, en vérité, d'une autre nature. Alors que les autres syndicats de fonctionnaires demandaient essentiellement des avantages d'ordre économique, les syndicats enseignants fixèrent beaucoup plus haut leurs prétentions et revendiquèrent *une indépendance de principe par rapport à l'Etat démocratique*. L'organisation de l'enseignement public devra être rendue indépendante non seulement du gouvernement, mais aussi des municipalités et des familles, et, d'une manière générale, des « adversaires de la laïcité » (c'est-à-dire du laïcisme). Elle devra dépendre des seuls syndicats.

Dans les trois cas – protestantisme, franc-maçonnerie, syndicalisme – l'école publique est conçue comme une *cléricature* destinée à exercer un *pouvoir spirituel* et ayant pour mission transcendante de forger la société selon le Bien. Cependant, les protestants étaient des esprits rationnels, respectueux des libertés publiques. Les deux autres familles d'esprit ne peuvent se permettre cette

tolérance. Ainsi en est-il de l'histoire de l'« école unique » ; d'un côté, ce qu'il s'agit de rendre « unique », c'est l'enseignement public existant, en remplaçant les « ordres » d'enseignement par les « degrés » d'un système centralisé. Le second volet est le monopole scolaire de l'Etat, c'est-à-dire la suppression de l'école libre. Le projet d'école unique a été, dès le début, une entreprise à finalité politique. Aussitôt connu, le projet d'école unique est combattu par des organisations de droite<sup>145</sup>, et bien entendu par l'enseignement catholique, mais aussi par d'indubitables « républicains », tel Albert Thibaudet. Les projets de Jean Zay, et le plan Langevin-Wallon n'aboutissent pas sous la IV<sup>e</sup> République. C'est sous la V<sup>e</sup> que le Plan est finalement mis en œuvre, avec les réformes Berthouin de 1959 et Fouchet de 1963. Il a résulté de ce choix – jamais clairement présenté à l'opinion publique – un effondrement du niveau scolaire en France. Les politiques ont renoncé à remettre en cause l'école unique, qui n'avait pourtant été conçue et voulue, au départ, que par une poignée de prophètes autoproclamés. Les accords Lang-Cloupet de 1984, confiant la formation des professeurs du privé à des organismes publics (les IUFM) réduisirent à presque rien l'autonomie éducative des écoles libres.

L'école publique actuelle n'est pas laïque, mais laïciste ; elle relève d'une logique millénariste. Elle n'a pas été instaurée au début de la III<sup>e</sup> République, par les fondateurs de celle-ci, mais quelque trente ans plus tard, par les hommes de « 1793 », pour lesquels l'école doit être mise au service de la Révolution. L'Education nationale n'est donc pas une institution républicaine au sens de « 1789 ».

---

<sup>145</sup> Par exemple le Cercle Fustel de Coulanges.



## QUATRIEME MYTHE : « 1793 » AURAIT ETE DREYFUSARD

L'affaire Dreyfus a fourni aux radicaux et aux socialistes l'occasion de prendre le pouvoir des mains des modérés, qui gouvernaient depuis 1879. Selon l'historiographie officielle, cette affaire aurait opposé la droite, brutale, immorale et pré-nazie, à la gauche, camp de l'humanisme et de la civilisation. Or, à quelques nuances près, les dreyfusards ont été des hommes de « 1789 », et les antidreyfusards des hommes de « 1793 ». Pour expliquer ce retournement historiographique, il faut distinguer deux phases bien distinctes de l'affaire Dreyfus, l'une que l'on peut dire « judiciaire », l'autre « politique » ; ce qui s'est cristallisé dans la seconde a fait complètement oublier ce qui s'était réellement passé dans la première.

### *Dreyfusards et antidreyfusards dans la phase judiciaire de l'affaire*

Dans ses *Souvenirs sur l'Affaire*, Léon Blum témoigne que les premiers dreyfusards ont appartenu essentiellement aux milieux libéraux : « c'est dans ce milieu composite que les dreyfusards trouvèrent d'emblée le plus de partisans ouverts, et surtout le plus d'alliés secrets ou discrets »<sup>146</sup>. Blum cite ainsi Jean Casimir-Périer<sup>147</sup>, Waldeck-Rousseau<sup>148</sup>, Adrien Hébrard<sup>149</sup>, Ludovic Trarieux<sup>150</sup>,

---

<sup>146</sup> Léon Blum, *Souvenirs sur l'Affaire*, 1935, Gallimard, coll. « Folio-Histoire », 1993, p. 103. Par « milieu composite », Blum fait référence aux différentes familles libérales de l'époque, républicains modérés, ex-opportunistes, droite ex-orléaniste.

<sup>147</sup> Jean Casimir-Périer, né le 8 novembre 1847 à Paris et mort le 11 mars 1907 dans la même ville, est un homme d'État français. Il est président de la République française du 27 juin 1894 au 16 janvier 1895, date de sa démission.

<sup>148</sup> Pierre Marie René Ernest Waldeck-Rousseau, né à Nantes (Loire-Atlantique) le 2 décembre 1846 et mort à Corbeil-Essonnes le 10 août 1904, est un homme politique

et même ses principaux adversaires politiques de droite des années 1920-1930, Raymond Poincaré<sup>151</sup>, Louis Barthou<sup>152</sup>, Charles Jonnart<sup>153</sup> ou Georges Leygues<sup>154</sup>, qui étaient « tous dreyfusards ».

« Les Princes, poursuit Blum, les membres des familles royale et impériale, ne doutaient pas de l'innocence de Dreyfus. L'impératrice Eugénie<sup>155</sup>, par exemple, était dreyfusarde convaincue et résolue ». De même que le duc

---

français. Il est célèbre pour avoir participé à la légalisation des syndicats par la loi du 21 mars 1884 dite Loi Waldeck-Rousseau ainsi que la loi relative au contrat d'association de 1901. Il a également dirigé le gouvernement le plus long de la III<sup>e</sup> République.

<sup>149</sup> Adrien Hébrard est un journaliste, directeur de journaux et homme politique français né à Grisolles (Tarn-et-Garonne) en 1833 et mort à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) en juillet 1914. Pendant l'affaire Dreyfus, il garda dans *Le Temps* une neutralité bienveillante qui fut très utile à la cause de Dreyfus.

<sup>150</sup> Ludovic Trarieux né à Aubeterre-sur-Dronne le 30 novembre 1840, décédé à Paris le 13 mars 1904, homme politique français, a été le fondateur et premier président de la Ligue française des Droits de l'Homme de 1898 à 1903. C'est un républicain très libéral, hostile notamment à la création des écoles publiques et très critique contre la loi Waldeck-Rousseau de 1884 sur les syndicats. Il est rapporteur devant le Sénat des « lois scélérates » de 1894, limitant la liberté de la presse. Il devient Garde des Sceaux dans le cabinet d'Alexandre Ribot durant la majeure partie de l'année 1895, s'opposant notamment à Jean Jaurès pendant la grève des verriers de Carmaux. C'est donc un homme de droite qui fonde la LDH, celle-ci se préoccupant exclusivement alors au droit de la personne, dans la ligne de la bourgeoisie libérale de l'époque qui était hostile aux abus de droits sociaux. Ludovic Trarieux doute dès 1895 de la culpabilité de Dreyfus. Il doute notamment de la régularité du procès au Conseil de guerre, qui s'est déroulé en décembre 1894. Ses doutes sont réalimentés par Scheurer-Kestner ; le 7 décembre 1897, il est le seul à le soutenir quand il interpelle Jules Méline. Les 9 et 10 février 1898, il dépose longuement et fermement en faveur d'Émile Zola, poursuivi en diffamation, à la suite de la publication de « J'accuse » le 13 janvier de la même année. Créée la même année, la LDH dont il devient le premier président regroupe des hommes politiques et de nombreux intellectuels républicains, parmi lesquels Victor Basch ou Lucien Herr, tous favorables à la révision du procès du capitaine Alfred Dreyfus.

<sup>151</sup> Durant l'affaire Dreyfus, il adopte une attitude prudente. Il fait d'abord partie de ceux qui souhaitent étouffer un scandale qu'ils jugent contraire à la raison d'État. Il se rallie finalement au camp dreyfusard, plus par légalisme que par conviction. Cela ne le rapproche pour autant pas de la gauche, avec laquelle il garde ses distances.

<sup>152</sup> Jean Louis Barthou, né le 25 août 1862 à Oloron-Sainte-Marie et tué le 9 octobre 1934 à Marseille, est un avocat et homme politique français.

<sup>153</sup> Charles Célestin Auguste Jonnart (27 décembre 1857 à Fléchin - 30 septembre 1927) est un homme politique français.

<sup>154</sup> Georges Leygues est un homme politique français né à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) le 26 octobre 1857 et mort le 2 septembre 1933 à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

<sup>155</sup> Épouse de Napoléon III, empereur des Français, et donc impératrice de 1853 à 1870.

d'Aumale<sup>156</sup>, du pape et des plus hauts dignitaires de l'Eglise romaine. Ou encore du vice-président du Sénat Scheurer-Kestner<sup>157</sup>, du député Joseph

---

<sup>156</sup> Henri Eugène Philippe Louis d'Orléans, prince du sang, prince d'Orléans, duc d'Aumale, est un militaire et un homme politique français né à Paris le 16 janvier 1822 et mort au domaine du Zucco à Giardinello (Sicile) le 7 mai 1897.

<sup>157</sup> Auguste Scheurer-Kestner, né à Mulhouse (Haut-Rhin) le 13 février 1833 et mort à Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne) le 19 septembre 1899, est un chimiste, un industriel, un protestant et un homme politique alsacien. Il était l'oncle par alliance de l'épouse de Jules Ferry<sup>1</sup>. Républicain, opposant à l'Empire de Napoléon III, il fut élu député du Haut-Rhin le 2 juillet 1871 et devint sénateur inamovible de la Seine le 15 septembre 1875. Vingt ans après, il était le dernier représentant de l'Alsace française au Parlement. Ami très proche de Gambetta, il lui fournit une partie des fonds nécessaires à la publication de *La République française*, journal qu'il dirigea de 1879 à 1884. En 1894, Auguste Scheurer-Kestner, premier vice-président du Sénat, était considéré comme une autorité morale en politique.

Le 13 juillet 1897, Louis Leblois, l'avocat du lieutenant-colonel Picquart, l'informe en détail de l'affaire Dreyfus. Au départ, il ne douta pas de la culpabilité de Dreyfus, mais, écrivit-il dans son journal, le procès « avait laissé dans [son] esprit quelque chose de vague et de douloureux ». Après l'intervention de Bernard Lazare, qui tenta de vaincre ses hésitations en 1897, cet homme « passionnément épris de justice » (Mathieu Dreyfus) et qui se considérait comme le protecteur de tous les Alsaciens de France, multiplia les entretiens pour tenter de se faire une opinion sûre. Auguste Scheurer-Kestner va désormais défendre l'innocence du capitaine, auprès du ministre de la guerre, Billot ou auprès du président de la République, Félix Faure.

Le 26 novembre 1897, par l'intermédiaire de son avocat Me Jullemier, Madame de Boulancy, cousine et ancienne maîtresse d'Esterházy, qui a décidé de se venger de son amant et débiteur, fait parvenir à Scheurer-Kestner les lettres de l'officier, dont la fameuse « lettre du uhlan ». Scheurer-Kestner montre la lettre au général de Pellieux, commandant militaire de la place de Paris, chargé de l'enquête administrative sur Esterházy. Une perquisition chez Madame de Boulancy a lieu dès le 27, le Figaro publie la lettre le 28, éclairant l'opinion sur les sentiments qu'Esterházy porte à la France et à son armée. Auguste Scheurer-Kestner se persuada de la culpabilité d'Esterházy après les confidences de maître Louis Leblois, ami de Picquart, alsacien lui aussi. Scheurer-Kestner communiqua confidentiellement ses certitudes au président de la République Félix Faure, au président du Conseil puis rendit une visite tout aussi vaine au général Billot, ministre de la Guerre. Prenant en main la cause de la révision, il contacta Joseph Reinach, entraîna Clemenceau, puis, en novembre 1897, publia dans *Le Temps* une lettre ouverte où il affirmait l'innocence de Dreyfus. En compagnie de maître Leblois, il exposa l'affaire à Émile Zola, qui prit sa défense dans le Figaro quelques jours plus tard. Scheurer-Kestner n'avait en effet reçu aucun appui de ses amis politiques. Le débat ayant été rendu public par Mathieu Dreyfus, il fut violemment attaqué, traité d'« industriel allemand », de « boche », etc. En décembre 1897, il interpella le Sénat sur le refus de révision du procès, déclarant : « la vérité finit toujours par triompher ».

Mais Auguste Scheurer-Kestner ne parvint pas à convaincre ses collègues du Sénat de mener avec lui le combat de la réhabilitation du capitaine : le 13 janvier 1898, il n'obtint que 80 voix sur 229 votants lorsqu'il se représenta à la vice-présidence. Auguste Scheurer-Kestner incarna les espoirs dans la légalité et la justice du gouvernement de la République,

Reinach<sup>158</sup>, ou d'Yves Guyot, du commandant Ferdinand Forzinetti<sup>159</sup>, du colonel Picquart<sup>160</sup>, d'Edgar Demange<sup>161</sup>, de Louis Leblois, de Fernand Labori ou de Gabriel Monod<sup>162</sup>. Ils sont dreyfusards car ils sont modérés et instruits, familiers du droit.

---

et recommanda toujours la patience et la prudence, désapprouvant notamment le coup d'éclat de Zola. Rongé par un cancer de la gorge, il suivit la révision du procès de sa chambre de malade. Il mourut le 19 septembre 1899, le jour même de la signature de la grâce de Dreyfus par le Président Loubet.

<sup>158</sup> Joseph Reinach, né à Paris le 30 septembre 1856 et mort à Paris le 18 avril 1921, est un journaliste et homme politique français. Dès 1894, il prend la défense de Dreyfus, sollicitant le président de la République Casimir Périer pour que le jugement ne se déroule pas à huis clos et dénonçant dans le journal *Le Siècle* les faux ajoutés au dossier par le colonel Henry, ce qui lui vaudra d'être poursuivi pour diffamation par la veuve de ce dernier en 1898. En 1897, il s'associe à Auguste Scheurer-Kestner pour obtenir la révision du procès. Ses prises de positions contribuent au ralliement de personnalités comme Anatole Leroy-Beaulieu et Gabriel Monod. Mais, attaqué par la presse nationaliste, il perd son siège de député en mai 1898. Il participe alors à la création de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen dont la première assemblée générale se tient quelques jours plus tard. Il commence aussi à rédiger sa monumentale *Histoire de l'affaire Dreyfus*, qui paraît en 1901 et qui comptera sept volumes après la réhabilitation de Dreyfus dix ans plus tard.

<sup>159</sup> Commandant des prisons militaires de Paris.

<sup>160</sup> Marie-Georges Picquart (Strasbourg, 6 septembre 1854 - Amiens, 18 janvier 1914) est un général et homme politique français. Il est le personnage central du dénouement de l'Affaire Dreyfus. En 1895 il est promu chef du Deuxième Bureau (service de renseignement militaire) au grade de colonel. Convaincu de l'innocence du capitaine Alfred Dreyfus, il joue un rôle important dans l'Affaire Dreyfus en relevant des indices accusant le commandant Ferdinand Walsin Esterházy. Il découvre notamment un morceau de papier déchiré, connu sous le nom de « petit bleu », adressé par l'attaché militaire allemand à Esterházy. Lorsqu'il consulte les écrits d'Esterházy, il constate que c'est la même écriture que celle du bordereau, principal élément à charge contre Dreyfus. Il en informe sa hiérarchie, ce qui le conduit à être affecté à un nouveau poste en Tunisie avec consigne de ne pas révéler ses informations. Cependant, la publication du bordereau dans la presse permet à une autre personne de l'entourage d'Esterházy de reconnaître l'écriture de ce dernier. Informé de ces nouvelles révélations, Georges Picquart décide alors de communiquer à l'homme politique Auguste Scheurer-Kestner les preuves dont il dispose. Il est alors chassé de l'armée en 1898 et emprisonné pendant près d'un an. Les dreyfusards en font un héros, à l'instar d'Octave Mirbeau qui écrit dans la préface d'*Hommage des artistes à Picquart* (février 1899) : « Comme on avait condamné Dreyfus, coupable d'être innocent, il savait qu'on condamnerait Picquart, doublement coupable d'une double innocence : celle de Dreyfus et la sienne. »

<sup>161</sup> Edgar Demange (1841-1925) est un juriste français. Il fut, avec Fernand Labori, l'avocat d'Alfred Dreyfus lors des procès de 1894 et 1899.

<sup>162</sup> Gabriel Monod, né à Ingouville (Seine-Inférieure) le 7 mars 1844 et mort à Versailles (Seine-et-Oise) le 10 avril 1912, est un historien français. Affichant une certaine neutralité au plan politique, la Revue historique reste cependant proche du milieu protestant et franc-maçon si on en juge par l'origine de la plupart de ses collaborateurs. Fagniez, un des rares catholiques, la quitte en 1881 après la publication d'un article contre

Il est vrai que, parmi les premiers dreyfusards, il y a aussi le leader radical Georges Clemenceau, le leader socialiste Jean Jaurès, le militant socialiste Lucien Herr ; mais ils défendent Dreyfus en hommes civilisés, en bourgeois instruits.

A contrario, qui compose le camp des antidreyfusards ? C'est le scandale public délibérément créé par toute une certaine presse qui interdit tout retour en arrière du ministre de la Guerre, Mercier ; c'est cette même presse qui sans cesse soufflera sur le feu ; c'est elle qui parviendra à persuader une partie de l'opinion que toute remise en cause de la culpabilité de Dreyfus serait une nouvelle trahison. Or les journaux en question sont ceux des nationalistes et des antisémites, de l'ancien communard Henri Rochefort<sup>163</sup>, d'Edouard Drumont<sup>164</sup>, Eugène Guérin<sup>165</sup>, Maurice Barrès<sup>166</sup> ; ils incarnent la pointe avancée des républicains radicaux et socialistes du temps. Les premiers antidreyfusards ont donc été les radicaux et les socialistes. Même « les francs-maçons radicaux<sup>167</sup>, poursuit Blum, n'osaient pas découvrir leurs amis, ou engager le gouvernement ». Quant à leurs collègues radicaux<sup>168</sup>, ils étaient antidreyfusards sans états d'âme. Cavaignac en particulier est un antidreyfusard passionné.

---

l'Église. Elle défend surtout, pour cette raison, la République opportuniste, celle de Ferry ou de Gambetta. Prototype de « l'intellectuel de gauche », Monod est par ailleurs un dreyfusard décidé.

<sup>163</sup> Henri de Rochefort-Luçay, marquis né à Paris le 30 janvier 1831, mort à Aix-les-Bains (Savoie) en 1913, mieux connu sous le nom d'Henri Rochefort, est un journaliste et un homme politique français. Cf. Michel Winock, *Rochefort : la Commune contre Dreyfus*. Voir en ligne.

<sup>164</sup> Édouard Drumont, né à Paris le 3 mai 1844 et décédé dans la même ville le 3 février 1917, était un journaliste et écrivain catholique, antisémite et nationaliste français. Charles Maurras, dans son *Dictionnaire politique et critique*, dit que « la formule nationaliste est ainsi née presque tout entière de lui ; et Daudet, Barrès, nous tous, avons commencé notre ouvrage dans sa lumière. » Plus loin, Charles Maurras ajoute : « Chroniqueur merveilleux, historien voyant et prophète, cet esprit original et libre s'échappait aussi à lui-même. Il ne vit point tout son succès. » Édouard Drumont a été classé par certains comme anarchiste de droite, bien que son attitude vis-à-vis de l'anarchisme ait été ambivalente.

<sup>165</sup> Eugène Guérin, né à Carpentras le 27 juillet 1849 et mort à Paris le 25 avril 1929, avocat, maire de Carpentras de 1881 à 1886 et homme politique français. Il fut ministre de la Justice du 4 avril 1893 au 2 décembre 1893 et du 30 mai 1894 au 17 janvier 1895 dans les Gouvernements Charles Dupuy

<sup>166</sup> Maurice Barrès, né le 19 août 1862 à Charmes (Vosges) et mort le 5 décembre 1923 à Neuilly-sur-Seine (Seine), est un écrivain et homme politique français, figure de proue du nationalisme français. Élu député boulangiste de Nancy à 27 ans, il se voulait socialiste et siégea à l'extrême-gauche. Il fonda l'éphémère revue nationaliste *La Cocarde* (1894) ; il adhéra ensuite à la "Ligue de la patrie française" (1899) puis à la "Ligue des patriotes" de Paul Déroulède, et fut antidreyfusard.

<sup>167</sup> Léon Bourgeois, Henri Brisson, les « anciens gambettistes de gauche ».

<sup>168</sup> Cavaignac, ministre de la Guerre, Paul Doumer, Berteaux.

Même Jean Jaurès, qui a pourtant joué dans le combat dreyfusard le rôle éminent que l'on sait, s'est converti assez tardivement, et on a de lui, dans la première période, des déclarations antidreyfusardes (et même antisémites) hautes en couleur. Les socialistes, dit Blum, ne voulaient pas avoir « pour alliés d'un moment des adversaires permanents « de classe » qui embarrasseraient l'action future [du socialisme] de liens pesants et d'habitudes dangereuses »<sup>169</sup>. Les radicaux et socialistes considèrent que Dreyfus est, d'une part, un riche bourgeois, d'autre part un quasi-étranger, et que le défendre ne relève pas de leur combat anticapitaliste et jacobin. La revendication des « rouges » est de « réviser » la Constitution, c'est-à-dire d'instaurer une dictature jacobine avec l'aide éventuelle d'un chef charismatique. Par ailleurs, ils condamnent le développement du capitalisme, horrifiés qu'ils sont par le scandale de Panamá<sup>170</sup>.

Plus précisément, et en regardant les idées plutôt que les hommes, il y a une nette continuité entre les premiers socialismes et l'antisémitisme du temps de l'Affaire. Ainsi, Fourier et les fouriéristes ont été antisémites<sup>171</sup>. Marx, quant à lui, identifie capitalisme et judaïsme<sup>172</sup>. Proudhon tient des propos d'un antisémitisme échevelé<sup>173</sup>. Blanqui n'est pas en reste<sup>174</sup>. Leurs disciples encore

---

<sup>169</sup> Léon Blum, *op. cit.*, p. 109.

<sup>170</sup> Le Scandale de Panamá désigne une affaire de corruption liée au percement du canal de Panama, qui éclaboussa plusieurs hommes politiques et industriels français durant la Troisième République et ruina des dizaines de milliers d'épargnants. Le scandale est lié aux difficultés de financement de la Compagnie universelle du canal interocéanique de Panama, la société créée par Ferdinand de Lesseps pour réunir les fonds nécessaires et mener à bien le projet. Alors que le chantier se révèle plus onéreux que prévu, Lesseps doit lancer une souscription publique. Une partie de ces fonds est utilisée par le financier Jacques de Reinach pour soudoyer des journalistes et obtenir illégalement le soutien de personnalités politiques. Après la mise en liquidation judiciaire de la compagnie, qui ruine les souscripteurs, le baron de Reinach est retrouvé mort tandis que plusieurs hommes politiques sont accusés de corruption. Le scandale éclate au grand jour.

<sup>171</sup> Selon Fourier, les Juifs ont en France le monopole de la banque, des transports, du commerce, bientôt de la houille, des sels et des tabacs. Tous les malheurs du peuple viennent d'eux.

<sup>172</sup> Marx dénonce en particulier dans tous ses écrits les « Juifs de la Bourse ».

<sup>173</sup> « Juifs. Faire un article contre cette race, qui envenime tout, en se fourrant partout, sans jamais se fondre avec aucun peuple. Demander son expulsion de France... Il faut renvoyer cette race en Asie, ou l'exterminer. H. Heine, A. Weil et autres ne sont que des espions secrets ; Rothschild, Crémieux, Marx, Fould, êtres méchants, bilieux, envieux, âcres, etc., qui nous haïssent... Il faut que le Juif disparaisse... La haine du Juif, comme de l'Anglais, doit être un article de notre foi politique ». Cité par Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire. Les origines françaises du fascisme. 1885-1914*, Le Seuil, coll. « Points », 1978.

<sup>174</sup> La République démocrate libérale, dit Blanqui, « c'est l'intronisation définitive des Rothschild, l'avènement des Juifs ».

moins<sup>175</sup>. Il faut toutefois préciser que le socialisme n'est antisémite qu'indirectement, du fait qu'il veut recréer une communauté traditionnelle solidaire, un groupe « chaud » qui ne peut se souder qu'en excluant des boucs émissaires. Comme l'écrit Drumont, l'antisémitisme a toujours été une question économique et sociale pour eux, pas une question religieuse.

Ce même Drumont s'inscrit expressément dans la tradition jacobino-socialiste. Son maître-ouvrage, *La France juive*, est constitué d'une série de charges furieuses contre le capitalisme national et international, les grandes compagnies, les banques, le crédit, les spéculateurs, au règne desquels il faut mettre un terme par l'étatisation de l'économie.

Les autres doctrinaires de l'antisémitisme appartiennent au même camp radical et socialiste. Le théoricien raciste et organiciste Vacher de Lapouge<sup>176</sup> est un socialiste révolutionnaire, militant guesdiste aux élections de 1889. Il est proche du leader socialiste allemand Ludwig Woltmann, qui entend faire la

---

<sup>175</sup> Alphonse Toussenel (socialiste utopique et disciple de Fourier, il était aussi anglophobe et antisémite ; il fut rédacteur en chef du journal *La Paix* ; ses études d'histoire naturelle lui servaient à véhiculer ses idées politiques), Auguste Chirac (écrivain et auteur dramatique socialiste proudhonien et journaliste antisémite, il collabora à *La Revue socialiste* ainsi qu'à l'hebdomadaire *L'Anti-Sémitique* (1883-1884)), Gustave Tridon (homme politique, journaliste, écrivain français et personnalité de la Commune de Paris ; on lui doit divers ouvrages portant sur les girondins, les hébertistes et la Commune de 1793 ainsi qu'un ouvrage antisémite posthume intitulé *Le Molochisme juif* et sous-titré *Études critiques et philosophiques*, publié en 1884, dans lequel il considère que le judaïsme n'est qu'une survivance du culte du Moloch ; certains antisémites de la fin du siècle tels Édouard Drumont se revendiqueront de son influence), Albert Regnard (sous Napoléon III, il est le leader des étudiants blanquistes ; libre-penseur, il représente la France à l'anti-concile de Naples en 1870 ; il fait partie des plus radicaux pendant la Commune de Paris ; il défend les mesures les plus féroces. Lors de la répression, il se réfugie à Londres ; il y perd ses illusions sur la conspiration blanquiste, et se rallie à Gambetta. Dans le journal *La Libre Pensée*, Regnard affute son antisémitisme ; il se « refuse à accoupler la horde juive et la Grèce antique » (*La Libre Pensée*, N° 2)), Benoît Malon (militant ouvrier, communal, journaliste et écrivain), *La Revue socialiste* (une « institution » du socialisme français de la III<sup>ème</sup> République ; fondée en 1885 par Benoît Malon, la revue paraît sans interruption jusqu'en 1914.), etc.

<sup>176</sup> Le comte Georges Vacher de Lapouge, né le 12 décembre 1854 à Neuville-de-Poitou (Vienne) et mort le 20 février 1936 à Poitiers (Vienne), est un anthropologue français. Magistrat puis bibliothécaire, il est un théoricien de l'eugénisme et une figure de l'anthroposociologie. Défenseur d'un socialisme sélectionniste et aryaniste, impliquant une nouvelle morale et s'inspirant des philosophies de la nature dérivées du darwinisme, en particulier celle d'Ernst Haeckel, il défend une religion civique et panthéiste du vital et du solaire dépassant les idéaux ascétiques et individualistes issus du christianisme. Proche de René Worms, père de la sociologie biologique, il publie de nombreux articles dans la *Revue internationale de sociologie*, que celui-ci a créée en 1893.

synthèse du marxisme et du darwinisme. Des organes de presse se créent dans les années 1890-1891 qui associent la propagande socialiste et la propagande antisémite<sup>177</sup>.

Ce jacobinisme intransigeant se manifeste aussi via la Ligue des Patriotes de Paul Déroulède. Fondée en 1882, elle vire rapidement à l'antiferryisme au nom de la vraie République jacobine. Déroulède fait fusionner les groupes de la Ligue des Patriotes<sup>178</sup> avec les groupes blanquistes, c'est-à-dire les anciens communards, pour constituer les troupes de choc du boulangisme<sup>179</sup>. Par ailleurs, une « Ligue antisémitique de France », créée par Drumont puis renouvelée par Guérin, voit le jour et se rapproche elle aussi des blanquistes, ce qui est naturel puisque les doctrines sont proches.

Dans la première phase de l'Affaire, quelle position tient l'Armée ? Au début, elle marque un entêtement dans l'erreur du petit groupe d'officiers du service de renseignement dont tout est parti. Mais après ? N'y a-t-il pas quelque chose d'étrange dans le prolongement indéfini de cette attitude de fermeture qui, évidemment, nuit à l'honneur de l'Armée bien plus qu'elle ne le sert ? Jean Doise, dans *Un Secret bien gardé*, livre une explication convaincante à ce phénomène<sup>180</sup>.

- Le service de renseignements français aurait voulu intoxiquer les Allemands au sujet d'une arme sophistiquée, un canon léger de 75 mm, et aurait employé dans ce but l'officier français Esterhazy.
- Une partie de la famille Dreyfus était restée à Mulhouse ; le capitaine, à l'occasion d'un passage de la frontière, aurait été dénoncé à tort comme suspect. Mais, pour le pas brûler son honorable correspondant de Mulhouse, Sandherr, destinataire du renseignement erroné, aurait imaginé le scénario

---

<sup>177</sup> A Nantes *Le Peuple*, « hebdomadaire de tonalité socialisante criant haro sur les commerçants juifs de la ville » ; à Lille *L'Anti-Youtre*, qui adjure Drumont et Jaurès de s'allier entre eux, etc.

<sup>178</sup> Dans le feu de l'affaire, en 1897-1898, Déroulède relance la Ligue des Patriotes qui avait été dissoute en 1889 après l'échec de Boulanger. Déroulède tente un coup de force le 23 février 1899, puis un nouveau putsch en août, ce qui lui vaudra dix ans d'exil.

<sup>179</sup> Boulanger est un radical, qui demande que l'on mette un bémol sur la propagande anticléricale. Mais il partage avec les radicaux les mêmes convictions jacobines, étatistes, interventionnistes. Et il laisse propager dans son camp les thèmes antisémites, confondus alors dans l'esprit de presque tout le monde avec l'anticapitalisme.

<sup>180</sup> Jean Doise, *Un Secret bien gardé. Histoire militaire de l'Affaire Dreyfus*, Le Seuil, 1994.



du bordereau<sup>181</sup>, dans lequel il n'est question que d'un canon de 120 mm sans importance.

- Le suspect n'avait-il pas trahi le secret important entre tous, celui du 75, ou n'allait-il pas le trahir si l'on n'agissait pas assez vite ? Ceci expliquerait la détermination de l'Armée à mettre très vite Dreyfus au secret.
- Le problème était que Dreyfus était innocent, tant du bordereau que des activités suspectes qu'on lui avait prêtées en Alsace. Mais sans doute Sandherr était-il parvenu à convaincre quelques-uns de ses supérieurs de la réalité et de la valeur de la « lettre d'Alsace » qui dénonçait Dreyfus. Après sa mort, son adjoint Henry allait embrouiller encore les choses par des faux de nature à surprendre la bonne foi de ces mêmes grands chefs.
- Les chefs successifs de l'Armée se seraient transmis ce secret et auraient espéré, en faisant bloc pour empêcher toute intervention indiscrete de la justice civile, prolonger indéfiniment l'indispensable mystification de l'ennemi.

Outre ces explications historiques, notons aussi que de nombreux militaires étaient, contrairement à l'image d'Epinal, proches du déroutélisme et du boulangisme, et, en ce sens, du radicalisme. Il y a toujours eu une tradition militaire plébéienne<sup>182</sup> ; elle a été interrompue pendant de longs siècles par la féodalité, mais la Révolution et l'Empire l'ont ressuscité.

Qu'en est-il, par ailleurs, du présupposé antisémitisme et antidreyfusisme de l'Eglise ? Malgré le rôle joué dans la campagne antidreyfusarde par le journal des Assomptionnistes, *La Croix*, il est absolument faux que l'Eglise en tant que telle ait été antidreyfusarde. Il s'agit plutôt d'une abstention générale de celle-ci. Le pape Léon XIII, par exemple, n'a pas caché qu'il ne croyait pas à la culpabilité de Dreyfus.

---

<sup>181</sup> Les personnels du Service de Renseignements militaire (SR) ont affirmé de manière constante qu'en septembre 1894, la « voie ordinaire », avait apporté au contre-espionnage français une lettre, surnommée par la suite « le bordereau ». Cette lettre-missive, partiellement déchirée en six grands morceaux, écrite sur du papier pelure, non signée et non datée, était adressée à l'attaché militaire allemand en poste à l'ambassade d'Allemagne, Max von Schwarzkoppen. Elle établissait que des documents militaires confidentiels, mais d'importance relative, étaient sur le point d'être transmis à une puissance étrangère.

<sup>182</sup> De la phalange hoplite aux légions césariennes et aux prétoriens entourant les empereurs romains.

Quant à La Croix, est-elle représentative de l'opinion catholique ? Elle ne l'est pas, en tout cas, de la hiérarchie. Il est vrai que ce journal a une diffusion considérable, mais il touche surtout le bas clergé. C'est par vindicte sociale que ces prêtres obscurs sont antidreyfusards, plus que pour des motifs religieux.

*Le Salut par les juifs* (1892) de Léon Bloy<sup>183</sup> illustre le fait que l'antisémitisme théologique ne fait nullement l'unanimité parmi les catholiques. *Israël chez les nations* d'Anatole Leroy-Beaulieu<sup>184</sup> (1893), a une diffusion comparable à *La France juive*. Béranger, Buffet, Cassagnac, Cochin, Viollet, La Ligue des Droits de l'homme de Trarieux, incarnent ce catholicisme éclairé. Il y a de nombreux catholiques parmi les antidreyfusistes parce qu'il y a de nombreux antidreyfusistes en France et que la France est catholique. Pour la même raison, il y a de nombreux catholiques parmi les dreyfusards. Le catholicisme comme tel est étranger à la question.

Enfin, quelle position ont adopté les milieux sociaux privilégiés à l'orée de l'Affaire ? Il faut signaler, certes, la mauvaise inspiration d'un prince d'Orléans et des petites têtes sensibles aux modes, qui caressent la perspective pararomantique d'une prise de pouvoir à l'emporte-pièce, d'un putsch, ce qui suppose qu'ils aient des troupes, des prétoriens, ce qui est loin d'être le cas. Ils croient simplement qu'il est du dernier chic que de s'encanailler avec les jacobins de *L'Intransigeant*.

---

<sup>183</sup> En 1892, Bloy publie *Le Salut par les Juifs*, écrit en réponse à *La France juive* d'Édouard Drumont. Il y soutient des théories personnelles telles que : « L'histoire des Juifs barre l'histoire du genre humain comme une digue barre un fleuve, pour en élever le niveau. Ils sont immobiles à jamais, et tout ce qu'on peut faire, c'est de les franchir en bondissant avec plus ou moins de fracas, sans aucun espoir de les démolir. » En commentant cet ouvrage dans *Le Figaro* du 20 septembre 1892, Rémy de Gourmont écrit que Bloy « nous fait lire cette conclusion : Israël est la croix même sur laquelle Jésus est éternellement cloué ; il est donc le peuple porte-salut, le peuple sacré dans la lumière et sacré dans l'abjection, tel que l'ignominieux et resplendissant gibet du Calvaire. »

<sup>184</sup> Publié en 1893, un an avant le début de l'affaire Dreyfus. Témoin lucide de son époque, Leroy-Beaulieu perçoit le mélange de tradition et de modernisme qui fait la force de l'antisémitisme tel qu'il s'exprime alors en France : « C'est à la fois une question religieuse, une question nationale, une question économique ou sociale. » Cet antisémitisme, il le refuse : le Juif n'est ni l'incarnation redoutable de l'esprit moderne, ni l'agent de dissolution de la « société chrétienne ». La théorie des races entretient entre les domaines linguistique, culturel et biologique une dangereuse confusion. Ce catholique voit bien que l'antisémitisme débouche sur le paganisme et l'idolâtrie : le nazisme le confirmera. Après l'affaire Dreyfus, ce libéral reprochera vivement au clergé et aux catholiques leur silence, voire leur compromission avec l'antisémitisme.

D'une façon plus générale, si les milieux socialement favorisés ont eu leur part dans la fièvre antidreyfusarde et antisémite des années 1898-1899, elle a été la même, ni plus ni moins, que celle de *tous* les autres milieux sociaux de l'époque.

Ce que l'on appelle le « moment antisémite » est cette année et demi (1898-1899) qui va de l'acquittement d'Esterhazy, du J'Accuse de Zola et de son procès (janvier-février 1898) au second Conseil de guerre de Rennes (août-septembre 1899). Il y a partout en France des manifestations antidreyfusardes et antisémites auxquelles ne répondent que de rares contre-manifestations dreyfusardes. Ce sont des ouvriers, des artisans, des petits-bourgeois ; des étudiants et des lycéens ; enfin, des « casseurs » descendus de leurs banlieues. L'anticapitalisme, le rejet de l'économie de marché qu'incarne le « Syndicat juif », la haine de la République « panamiste », des « gros » et des « riches », voilà ce qui caractérise ce mouvement spontané. Ils scandent des slogans du type « non au grand commerce, non aux bazars » (ancêtres de nos grandes surfaces), « non à la concurrence, non à la spéculation financière ». Certes, on s'en prend dans ces manifestations particulièrement aux Juifs ; mais on s'en prend à eux en tant que représentants des capitalistes, fourre-tout dans lequel on mêle aussi les protestants, les opportunistes, les affairistes, les panamistes, les « gros » en général, et même un « Italien » (Zola).

Il semble que les manifestations de 1898 n'aient été organisées par personne ; elles ont été un phénomène collectif et quasi anonyme, comme la Grande Peur de 1789. Parfois, toutefois, c'est l'establishment local radical qui souffle sur les braises, comme *La Dépêche du Midi* à Toulouse. Il entend engranger les profits électoraux de l'antidreyfusisme et de l'antisémitisme à l'occasion des élections législatives de mai 1898. Même Jean Jaurès y signe des éditoriaux<sup>185</sup> passés depuis sous un silence pesant. La *Dépêche* n'adhérera au camp dreyfusard que tardivement.

Il en est de même des francs-maçons. Le baron le Guay, par exemple, qui avait mis en cause à Angers « une bande de Juifs et de francs-maçons qui cherchent à traîner dans la boue l'armée française », reçoit une lettre de la loge locale qui lui retourne le compliment, accusant les barons d'être nombreux chez les Juifs et très rares chez les francs-maçons.

---

<sup>185</sup> Jaurès y dénonce le 20 décembre 1894 la « pression juve ». « On a surpris, écrit-il, un prodigieux déploiement de la puissance juive pour sauver l'un des siens, voilà tout. » Bien qu'il prenne la précaution de rejeter la « guerre de religion » et la « guerre des races », le même Jaurès, en janvier 1898 dans son journal *La Petite République*, considère que Drumont est « un profond sociologue » qui a vu que « les Juifs manient avec une habileté diabolique notre Code Civil ».

*La phase politique, création d'un mythe*

Léon Blum, là encore, précise le cadre chronologique : « L'idée d'« Affaire Dreyfus » se lie aujourd'hui dans les esprits, par une association naturelle, aux idées « Bloc des gauches » et « Cartel ». (...) *Il y a là une erreur d'époque.* L'amalgame du dreyfusisme et de ce qu'on peut appeler la contre-offensive démocratique ne commença que *beaucoup plus tard*, après le suicide du colonel Henry, après l'enquête de la Cour de cassation, après le coup d'Etat manqué de Reuilly<sup>186</sup>, après l'avanie d'Auteuil dont le président Loubet fut victime<sup>187</sup>. C'est alors seulement dans l'été 1899 que Waldeck-Rousseau et son ministère de « Défense républicaine » réussirent à demi la fusion, et elle ne s'acheva que trois ans plus tard, sous le ministère de Combes<sup>188</sup>.

Cette chronologie nous apprend que le dreyfusisme de la gauche est le produit d'un événement politique, la création du « Bloc des gauches », et non la manifestation d'une quelconque essence philosophique permanente. Le dreyfusisme « politique » n'a rien à voir avec celui de la « phase humaine et passionnelle ». Anatole Leroy-Beaulieu nous en livre en début d'explication : « L'anticléricalisme (...) a pris prétexte des violences de quelques feuilles soi-disant religieuses et des emportements d'un antisémitisme soi-disant catholique, pour identifier le clergé avec les ignominies de l'antisémitisme et pour exiger, contre les congrégations et contre l'Eglise, des mesures de défense nationale, analogues à celles réclamées, par les antisémites, contre les Juifs et contre la Synagogue »<sup>189</sup>.

Les dirigeants de la gauche, sachant maintenant que Dreyfus était innocent, ont eu l'excellente intuition manœuvrière d'attribuer à la droite seule l'antisémitisme qui sévissait. Comme le précise Daniel Halévy, il y a eu autant d'irrationalité dans le passage de la gauche au dreyfusisme qu'il y en avait eu antérieurement dans son adhésion quasi unanime aux campagnes de haine contre Zola et le « Syndicat ». Halévy déplorait depuis longtemps la « folie » des antidreyfusards ; mais quand l'opinion commence à se retourner, à croire en l'innocence de Dreyfus, Halévy constate avec

---

<sup>186</sup> Il s'agit de la tentative de putsch de Déroulède en février 1899, le jour des funérailles de Félix Faure, évoquée plus haut.

<sup>187</sup> Cf. *infra*.

<sup>188</sup> Léon Blum, *Souvenir sur l'Affaire*, op. cit., p. 98.

<sup>189</sup> Anatole Leroy-Beaulieu, *Les doctrines de haine. L'antisémitisme. L'anti-protestantisme. L'anticléricalisme*, Calmann-Lévy, 1902, p. 51.

tristesse qu'elle le fait en vertu d'une « folie inverse »<sup>190</sup>. C'est en effet et plus précisément *avec le coup de canne donné à Loubet à Auteuil par le baron Christiani (le 4 juin 1899) que tout a basculé*<sup>191</sup>.

Le peuple, dit Halévy, n'est pas entré *dans* la cause des dreyfusards, mais *à côté*. Il a l'impression que ce sont les gens de la « haute » qui dirigent le camp antidreyfusard. Et cela seul le pousse à se désolidariser instinctivement de ce camp ! Ainsi la Chambre, jusque-là antidreyfusarde, sent le vent. Alliés à Waldeck-Rousseau au sein de la « Défense républicaine », les anciens antidreyfusards organisent alors de nouvelles manifestations publiques, pour renforcer la cohésion de leur camp.

Ce qu'il y a d'inouï dans la partie « politique » de l'Affaire, c'est la recomposition des deux camps, « 1789 » et « 1793 ». « 1793 » s'est scindé en deux, *extrême gauche* et *extrême droite*. Certains socialistes et radicaux suivent Waldeck-Rousseau et la « Défense républicaine », d'autres se spécialisent dans le nationalisme. Les premiers se trouvent obligés, contre leur gré et leurs instincts, de se rattacher au camp dreyfusard dont l'idéologie de type « 1789 » est bien éloignée de la leur. Ce qui ouvre la porte, pour eux, à la première participation socialiste à un gouvernement, celle d'Alexandre Millerand, puis à la cogestion de la coalition parlementaire du Bloc des gauches par Jaurès. Les socialistes ont ainsi accepté de faire glisser leur vindicte des Juifs vers les cléricaux, c'est-à-dire en *changeant de boucs émissaires*.

Les autres, les nationalistes, à l'approche du nouveau danger allemand, se sont attachés de façon de plus en plus rigide au militarisme et au revanchisme ; ils vont constituer l'extrême droite. C'est alors que *naît* cette famille politique. L'extrême droite n'est pas une extrémisation de quelque composante traditionnelle de la droite, christianisme, monarchisme ou libéralisme ; elle n'est autre chose qu'une *partie détachée du camp « 1793 »* qui a adopté pour tactique l'alliance à droite au nom du nationalisme. Certains hommes de gauche déroulédites-jacobins ont constaté que certains monarchistes, certains bonapartistes, et aussi certains catholiques

---

<sup>190</sup> Cité par Jean-Pierre Halévy, préface à Daniel Halévy, *Regards sur l'Affaire Dreyfus*, Ed. de Fallois, 1994, p. 18.

<sup>191</sup> Le 4 juin, lendemain du jour où le premier procès Dreyfus a été classé, un jeune aristocrate, le baron Christiani, monte sur la tribune de l'hippodrome de Longchamp pour agresser le président de la République Loubet en le frappant de plusieurs coups de canne. Il parvient à le ridiculiser en faisant tomber son chapeau. Aussitôt que la nouvelle de ce singulier incident paraît dans la presse, « l'imagination et l'humeur populaire s'ébranlent : un noble a levé la canne, a frappé... Il faut châtier le noble, venger le républicain ! », cf. D. Halévy, *op. cit.*, p. 241-242.

hostiles à la politique anticléricale du régime, étaient aussi antilibéraux qu'eux-mêmes, aussi soucieux d'unité nationale, aussi « patriotes » et avides d'en découdre, tant avec l'Allemagne qu'avec la République « panamiste » corrompue. De la valorisation de la Patrie, ils passeront à celle de la Tradition, et de là, pour certains, à celle de la Race. Ils continueront à condamner le capitalisme, mais ils rejeteront désormais avec violence le communisme. Ils prôneront des solutions de type corporatiste et dirigiste, par atavisme antilibéral. Ils resteront des révolutionnaires. Au sein du camp de la droite, ils seront et demeureront des hommes de « 1793 ».

Ainsi, extrême droite et extrême gauche sont deux frères, bientôt ennemis comme seuls des frères savent l'être : ils se ressemblent trop, le même sang coule dans leurs veines. Cela seul explique le grand nombre et le caractère régulier, incessant, de leurs passages d'un camp à l'autre, dans les deux sens, de 1900 à 1950. Mussolini, Henri de Man, Déat, Doriot ne sont que les plus connus des leaders socialistes, communistes ou syndicalistes devenus fascistes ou nazis.

L'autre camp, celui de « 1789 », a connu lui aussi une scission. Le parti ex-opportuniste, appelé « progressiste » depuis quelques années, se divise en effet en deux formations. L'une, qui va prendre le nom d'Alliance démocratique, accepte la concentration républicaine de Waldeck-Rousseau<sup>192</sup>. L'autre fraction prend le nom de « Fédération républicaine »<sup>193</sup> et se range dans l'opposition, à côté des catholiques ralliés à la République.

---

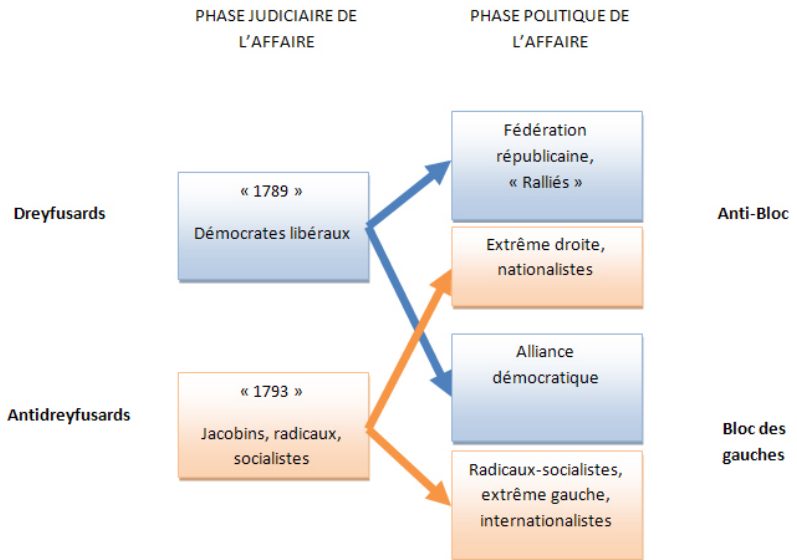
<sup>192</sup> Sa création illustre la volonté de s'opposer à la bipolarisation due à la division des progressistes lors de l'Affaire Dreyfus et d'imposer la tripartition afin d'aboutir à la République du « juste-milieu » théorisée par François Guizot. Elle est le fait de progressistes qui soutiennent le capitaine Dreyfus et s'opposent à ceux qui suivent Jules Méline dans l'opposition au président du conseil Waldeck-Rousseau. À l'instigation officieuse de ce dernier, l'Alliance républicaine démocratique est fondée le 23 octobre 1901 par l'ingénieur Adolphe Carnot (frère de l'ancien président de la République Sadi Carnot), le député Henry Blanc, Edmond Halphen et le publiciste Charles Pallu de la Barrière. Pour cela, l'Alliance capitalise le soutien de nombreux réseaux, tels la Ligue des droits de l'homme (dont Paul Stapfer), la Ligue de l'enseignement (dont est membre Adolphe Carnot) et les anciens réseaux politiques autour de Jules Ferry, Léon Gambetta ou de Léon Say.

Son recrutement initial est celui des élites parisiennes (notamment scientifiques) et des notables de province. Si ses principaux dirigeants sont souvent liés au monde des affaires, le positionnement de la majorité de ses élus s'oppose aux vœux des hommes d'affaires notamment sur la question sociale. Durant l'entre-deux-guerres, l'image d'un parti de cadres s'estompée quelque peu notamment par l'apport de son groupement de jeunesse et le renouvellement générationnel de ses membres.

<sup>193</sup> Le clivage entre Fédération républicaine et Alliance démocratique reflète à peu près celui qui existait, chez les opportunistes, entre ferrystes-grévystes et gambettistes.

Elle est inquiète des progrès de l'anarchisme et du socialisme, et entend résister à l'agression anticléricale contre les libertés publiques essentielles. Le malheur est qu'elle voisine par là même, dans l'opposition, avec les nationalistes venus de « 1793 ».

Cette scission des hommes de « 1789 » a rendu impossible en France ce qu'on appelait à l'époque la « conjonction des Centres », c'est-à-dire la cristallisation de l'idéal type « 1789 » en une *doxa* politique stable et consensuelle<sup>194</sup>.



L'Anti-bloc regroupe quant à lui quatre composantes : la Fédération républicaine ; les catholiques ralliés à la République, membres d'un parti alors appelé Action libérale populaire<sup>195</sup> ; les monarchistes

<sup>194</sup> En particulier, l'Alliance démocratique, contrairement à la doctrine radicale, aspire à réunifier l'ensemble des républicains et à imposer à la droite et à la gauche une « troisième voie », celle de la conjonction des centres autour de la formule « ni réaction, ni révolution ».

<sup>195</sup> Et non pas « Alliance libérale populaire » comme l'écrit Nemo. L'Action libérale ou Action libérale populaire (1901-1919) était un parti politique français de la Troisième République représentant les catholiques ralliés à la République. L'ALP a été fondée en 1901 par Jacques Piou et Albert de Mun, anciens monarchistes ralliés à la

traditionnels ; les nationalistes. Ainsi cohabitent au sein de la droite parlementaire, à partir de cette époque, des gens qui ne sont décidément pas faits pour s'entendre et qui ne s'entendront jamais. Maurras séduira certes quelques salons, mais il n'empêchera jamais la masse de la bourgeoisie et des classes moyennes de voter pour les partis républicains modérés, la Fédération ou L'Action.

L'Anti-bloc a cependant quelques convictions communes, liées à l'identité française, à l'appui à l'armée. Et si les électeurs de l'Anti-bloc sont clairement antisocialistes, ils sont aussi anti-anticléricaux, même quand ils ne sont pas personnellement catholiques. Tous ceux qui se sentaient agressés par la politique de gauche, par l'entreprise hystérique de déchristianisation qu'elle menait, avaient tendance à resserrer les rangs, à instaurer une « union sacrée » pour défendre une certaine idée traditionnelle de la France, à dénigrer tout ce qui venait de la gauche – même le dreyfusisme.

L'antidreyfusisme passe donc à droite, le dreyfusisme à gauche. Et c'est ce *résultat* de la crise que le mythe voudra faire passer pour sa *cause*, provoquant dans les esprits une confusion qui dure encore aujourd'hui.

---

République à la demande du pape Léon XIII. L'Action libérale était le groupe parlementaire dont fut ensuite issu le parti politique, avec l'adjonction du terme populaire pour signifier cet élargissement. Parti non confessionnel, elle voulait rassembler tous les « honnêtes gens » et être le creuset voulu par Léon XIII où s'uniraient catholiques et républicains modérés pour soutenir une politique de tolérance et de progrès social. Sa devise résumait son programme : « Liberté pour tous ; égalité devant la loi ; amélioration du sort des travailleurs. » Les « vieux républicains » y furent cependant peu nombreux, et elle ne réussit pas à regrouper tous les catholiques, boudée par les monarchistes, les démocrates chrétiens et les intégristes. En définitive, elle recruta essentiellement chez les catholiques-libéraux (Jacques Piou) et les catholiques sociaux (Albert de Mun). Plongée dès ses débuts en pleine bataille (ses premiers pas coïncidèrent avec le début du ministère Combes et de sa politique anticléricale de combat), la question religieuse fut au cœur de ses préoccupations. Défendant l'Église au nom de la liberté et du droit commun, elle se positionna comme un parti de centre-droit et comptera, à ses heures les plus glorieuses, 70 députés, 250000 adhérents cotisants et 2500 comités répartis dans toute la France. violemment combattu par l'Action française, le mouvement déclina à partir de 1908, époque où il perdit le soutien de Rome. L'ALP n'en constitua pas moins jusqu'en 1914 le plus important parti politique de droite. Mise en sommeil pendant la guerre, au nom de l'Union sacrée, elle ne conservait plus guère, en 1919, que ses cadres, mais exerçait une influence morale importante sur l'électorat catholique. En 1919 l'Action libérale populaire intégrera le Bloc national. Elle cherchera par la suite, mais en vain, à se reconstituer, notamment en 1923 et 1927. L'Action libérale populaire aura joué un rôle historique important, intégrant dans la vie politique les catholiques ralliés et en étant le premier parti politique, au centre-droit de l'échiquier, à s'organiser selon une conception « moderne ».



De l'autre côté, la « concentration républicaine » du Bloc des gauches rassemble des composantes tout aussi disparates que celles de l'Anti-bloc. Il n'y a aucune cohérence idéologique entre les options philosophiques et les systèmes de pensée profonds de ces familles dont les unes viennent de « 1789 », les autres de « 1793 ». En témoignent une série de questions absolument jamais élucidées par les historiens :

- Comment peut-on être à la fois individualiste *et* holiste ?
- Comment peut-on être favorable au droit *et* aux méthodes violentes de la Révolution ?
- Comment peut-on être à la fois partisan de la démocratie formelle, *et* porter aux nues les Jacobins ?
- Comment peut-on se déclarer partisan d'une démocratie pacifiée *et* prôner les méthodes violentes des syndicats ?
- Comment peut-on défendre, d'un côté, l'esprit critique, la science, *et* approuver par ailleurs l'unanimité de masse et une idéologie fanatique comme le marxisme ?

La « concentration républicaine » est un mensonge, c'est le Mensonge par excellence : celui qui consiste à cacher « 1793 » sous « 1789 », à dissimuler frauduleusement la barbarie du premier idéal type en la couvrant du manteau de civilisation du second.

Après la Seconde Guerre Mondiale, sera consolidée l'idéologie politique selon laquelle la gauche incarne seule la Vérité, le Droit et la Justice ; que c'est pour cela qu'elle a été dès le début et ne pouvait être que dreyfusarde. Jean-Pierre Rioux, Vincent Duclert, Michel Winock – parmi tant d'autres – se fendent d'ouvrages entiers qui défendent ce qui pour eux relève d'une évidence. La Justice et la Vérité seraient nées avec le ministère Waldeck-Rousseau et le Bloc des gauches ; elles ne s'étaient jamais rencontrées auparavant dans l'histoire de France, sauf lors de la prise de la Bastille, ajoute Winock.

Or il y a au moins trois objections qui réfutent cette consolidation savante *a posteriori* du mythe.

- Les idées nationalistes de Barrès et de Maurras ne sauraient être celles de la droite à l'époque de l'Affaire Dreyfus, pour la bonne raison qu'elles ont été élaborées *après* l'Affaire.
- Le cynisme, le machiavélisme, le culte de la force pure, le mépris du droit sont des idées qui seront bel et bien défendues par l'extrême droite dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Mais elles viennent

de l'extrême gauche ! Georges Sorel<sup>196</sup> en particulier, assure la transition entre Blanqui et Mussolini. Il faut beaucoup d'imagination pour voir dans le christianisme rien qui soit hostile par principe à la Vérité, au Droit et à la Justice. Il en faut encore plus pour y voir quelque holisme philosophique. Les antidreyfusards catholiques ne le sont pas pour d'obscur motifs, mais parce qu'ils croient tout simplement qu'Alfred Dreyfus est coupable. Les antidreyfusards de 1899 ne sont pas holistes ni cyniques, ni préfascistes, ils ne sont pas d'extrême-droite. Maurras, bien loin de refléter l'opinion dominante de la droite d'alors, l'a profondément choquée.

Il est vrai qu'à mesure qu'on avance dans les deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, Maurras saura s'attirer des sympathies à droite. Sa doctrine, athée, aura pris la décision tactique de défendre l'Eglise, dans laquelle il voit un principe d'ordre et de « classicisme ». Cela n'empêche pas nos universitaires de faire comme si les spéculations hasardeuses et marginales des intellectuels holistes à la mode sorélienne et

---

<sup>196</sup> Georges Eugène Sorel (Cherbourg, 2 novembre 1847 – Boulogne-sur-Seine, 29 août 1922) est un philosophe et sociologue français, connu pour sa théorie du syndicalisme révolutionnaire. En 1893, il affirme son engagement socialiste et marxiste. Sa réflexion sociale et philosophique prend appui sur sa lecture de Proudhon, Karl Marx, Giambattista Vico et Henri Bergson (dont il suit les cours au Collège de France) ; puis, plus tard, sur le pragmatisme de William James. Son entrée en politique s'accompagne d'une dense correspondance avec le philosophe italien Benedetto Croce et le sociologue Vilfredo Pareto. Après avoir collaboré aux premières revues marxistes françaises, *L'Ère nouvelle* et *Le Devenir social*, Sorel participe, à la charnière du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, au débat sur la crise du marxisme en prenant le parti d'Eduard Bernstein contre Karl Kautsky et Antonio Labriola. Par ailleurs favorable à la révision du procès de Dreyfus, le théoricien traverse durant cette période une phase réformiste. En collaborant à la revue romaine *Il Divenire sociale* d'Enrico Leone et au *Mouvement socialiste* d'Hubert Lagardelle, il contribue, aux alentours de 1905, à l'émergence théorique du syndicalisme révolutionnaire. En 1906 est publié dans cette dernière revue son texte le plus célèbre, les *Réflexions sur la violence*. Sa sortie en volume en 1908 est suivie la même année par la parution des *Illusions du progrès*. À la fois antidémocratique et révolutionnaire, la pensée de Sorel a influencé de nombreux penseurs et hommes politiques du XX<sup>e</sup> siècle, tant de droite que de gauche. Parmi eux, des syndicalistes révolutionnaires comme Hubert Lagardelle, Édouard Berth et Arturo Labriola, des gens d'Action française comme Pierre Lasserre et le catholique René Johannet, des libéraux comme Piero Gobetti, des socialistes comme le Hongrois Ervin Szabó, des communistes comme Antonio Gramsci et le jeune Georg Lukács, des anti-conformistes comme Curzio Malaparte, des sociologues comme Walter Benjamin, Jules Monnerot et Michel Maffesoli, des théoriciens politiques comme Carl Schmitt ou encore des économistes comme François Perroux. Après son arrivée au pouvoir, Benito Mussolini lui-même s'en réclamera. L'influence de Sorel s'étendra jusqu'au Tiers Monde puisque le marxiste péruvien José Carlos Mariátegui ou le Syrien Michel Aflaq, militant du mouvement de libération nationale et co-fondateur du Parti Baas, compteront aussi parmi ses lecteurs. L'homme est en fait davantage connu à l'étranger qu'en France.

maurrassienne avaient été dès 1894, voire depuis toujours, l'idéologie implicite de la moitié de la France.

- Les partis qui ont traditionnellement composé la gauche après l'Affaire Dreyfus n'ont *jamais* mis spécialement en avant des valeurs personnalistes et humanistes. Ils prônaient au contraire des théories sociales où le rôle des individus et le bien-fondé du droit sont systématiquement minorés, décriés.

L'idée qu'on doit défendre un individu lynché par une foule a une origine culturelle bien précise et repérable : la Bible. L'idée que la procédure de droit doit prévaloir sur la force a une origine bien précise et repérable, le civisme grec et le droit romain. Ces différentes origines ont été synthétisées et confirmées par l'humanisme, la Réforme et la Contre-Réforme. Même les arguments et plaidoyers des dreyfusards de gauche (Zola, Jaurès, Clemenceau), viennent d'une tradition de l'Etat de droit qui remonte au droit romain, au droit canonique, au vieux droit français et au Code civil. Comme l'écrit Philippe Nemo en conclusion,

*« Je pense avec tristesse à ces étudiants d'aujourd'hui à qui l'on ne fait rien étudier et qui, ajoutant foi à ce que disent ces mauvais guides, commettent l'erreur étrange d'attribuer à la gauche marxisante ce qui vient d'Accurse<sup>197</sup>, Bartole<sup>198</sup>, Balde<sup>199</sup>,*

---

<sup>197</sup> François Accurse fut surnommé par ses contemporains l'Idole des juriconsultes. Il est né à Bagnolo all'Impruneta, Toscane en 1182, mort à Bologne en 1260. Il enseigna le droit à Bologne et fut un des rénovateurs de la science. Il composa, sous le titre de la *Grande Glose* ou *Glose ordinaire*, une vaste compilation dans laquelle il réunit les meilleures décisions des juriconsultes ses prédécesseurs sur le droit romain.

<sup>198</sup> Bartole (né en 1313 à Sassoferrato dans l'actuelle province d'Ancône, dans les Marches - mort le 10 juillet 1356) était un juriconsulte italien du XIV<sup>e</sup> siècle, professeur de droit, spécialiste du droit romain. Jusqu'à lui, on s'était contenté de faire, sous le titre de *Gloses*, des notes fort courtes sur les passages obscurs du *Corpus Juris* ; par l'intermédiaire de Cynus de Pistoie, il améliore et systématise la méthode développée par les postglossateurs, recourant à des commentaires suivis sur toutes les parties du texte : il y réussit si bien, que les juriconsultes qui l'ont suivi l'ont, d'un commun accord, regardé comme leur maître. Son travail n'a d'ailleurs été profondément remis en cause qu'au XVI<sup>e</sup> siècle par certains docteurs de la mouvance de l'humanisme juridique.

<sup>199</sup> Balde (latin : Baldus de Ubaldis), juriconsulte italien, né à Pérouse en 1324, mort à Pavie en 1400. Né dans la famille noble des Ubaldi ou Baldeschi, Balde étudia le droit civil à Pérouse avec Barthole. Il est reçu au doctorat à l'âge de 17 ans. Parallèlement il étudie le droit canon avec Petrucius. En 1345 il part enseigner le droit à Bologne, avant de revenir en 1348 à Pérouse, où il reste professeur de droit pendant trente-trois ans. On le retrouve également à Pise, Florence, Padoue et Pavie. Balde laisse une œuvre considérable, composée de traités de droit civil, commentaires sur le Code Justinien et les *Libri Feodorum*, de droit canon, commentaires des décrétales et traité *Questio de schismate* écrit à la demande d'Urbain VI lors du grand schisme d'Occident, et de *consillia* ou avis juridiques, dont 3 000 sont conservés.

Huguccio<sup>200</sup>, Hostiensis, saint Thomas, Cujas<sup>201</sup>, Vitoria<sup>202</sup>, Suarez<sup>203</sup>, Grotius<sup>204</sup>, Domat<sup>205</sup>, Pufendorf<sup>206</sup>, Locke<sup>207</sup>, Beccaria<sup>208</sup>, Hamilton<sup>209</sup>, le Chief Justice Marshall<sup>210</sup>,

---

<sup>200</sup> Huguccio (Hughes de Pise) est un jurisconsulte italien (né à Pise, mort en 1210). Son principal ouvrage non juridique est *Magnae Derivationes* ou *Liber derivationum*, basé sur les dérivations lexicales de Osbern de Gloucester. .

<sup>201</sup> Jacques Cujas (ou Cujaus) dit Cujas, jurisconsulte français, né à Toulouse en 1520 ou 1522 et mort à Bourges le 4 octobre 1590, il est l'un des principaux représentants du courant dit de l'humanisme juridique.

<sup>202</sup> Et non « Vitoria » comme l'écrit Nemo. Francisco de Vitoria (Burgos ou Vitoria, 1483-1486 - Salamanque, le 12 août 1546) était un théologien espagnol. Entré dans l'ordre dominicain en 1504, il exerce une grande influence sur la vie intellectuelle de son époque. Il est l'inspirateur de l'école de Salamanque, au sein de laquelle ont été élaborées de nombreuses théories envisageant l'économie d'un point de vue moral. Voir en ligne.

<sup>203</sup> Francisco Suárez (né le 5 janvier 1548 à Grenade et mort le 25 septembre 1617 à Lisbonne) est l'une des plus grandes figures de l'école de Salamanque. L'essentiel de sa philosophie politique est présentée dans sa *Defensio Fidei* (1613). Ce traité s'inscrit dans le contexte d'une querelle violente entre le roi d'Angleterre Jacques I<sup>er</sup>, très nettement opposé aux catholiques et également théoricien autant que praticien de l'absolutisme. Le cardinal Bellarmin avait déjà commencé à répliquer aux thèses du monarque. Mais c'est Suarez qui apportera une riposte célèbre. Pour le jésuite, il ne fait d'abord aucun doute que tout le pouvoir émane de Dieu (« *Omnis potestas a Deo* », *Rom.* 13, 1). Mais cela signifie seulement qu'il est dans la nature humaine que les hommes se constituent en communautés politiques, afin de préserver la paix dans leurs diverses sociétés. De plus, la souveraineté des gouvernants n'est pas immédiate, mais dérivée. Suarez estime ainsi que ce pouvoir de gouverner réside premièrement dans la communauté elle-même, non dans une partie déterminée de celle-ci (*non in aliqua parte ejus*). En ce sens, la monarchie de droit divin, prônée et pratiquée par Jacques I<sup>er</sup> en l'occurrence, constitue une hérésie et une manifestation d'impiété. Mais cette démocratie, pour ainsi dire, de droit naturel se caractérise par son caractère négatif, car elle ne prescrit rien de contraignant en tant que tel. Dès lors, Suarez part de la constitution du peuple comme *corpus politicum mysticum* pour tenter de démontrer qu'elle n'accomplira sa forme de communauté parfaite qu'après avoir transféré une partie de ses droits à un prince chargé de gouverner avec justice. En signant ce contrat social, la souveraineté du peuple passe ainsi, nous indique le jésuite, de la puissance à l'acte. Le Prince se voit ainsi accorder le droit de porter l'épée (*jus gladium*) pour défendre les intérêts de la société qui l'a choisi. Mais, de ce fait, il doit être considéré comme *major universis* (c'est-à-dire : plus grand que la communauté en sa totalité).

Comment le souverain peut-il être dirigé en vue d'agir avec justice ? Il existe au-dessus de lui une puissance plus éminente qui est celle du pape, lequel exerce sur lui un contrôle indirect pour les affaires temporelles. Mais le *Doctor Eximius* ajoute : « S'il est vrai que Dieu a donné au Souverain Pontife un pouvoir directif, il lui a aussi donné un pouvoir coercitif, car sinon l'institution eût été imparfaite et inopérante. » C'est à travers le pouvoir pontifical que le peuple, pris en sa totalité, peut se débarrasser d'un monarque devenu tyrannique et revendiquer son droit de résistance à l'oppression, en vertu de son droit naturel (*ex vi juris naturalis*). En revanche, pour régler la question du tyran d'origine, un individu seul peut le renverser. Voir en ligne.

<sup>204</sup> Avocat protestant hollandais, érudit et homme d'état, Huig de Groot (1583-1645) dit Grotius, déploya tout au long d'une existence quasi romanesque une activité

intellectuelle incessante qui le porta non seulement vers la philologie, l'historiographie, la théologie et le droit mais encore vers les mathématiques et la poésie. Son œuvre multiple, qui ignore le cloisonnement des disciplines, fait de Grotius une figure emblématique de l'humanisme au Siècle d'Or. [Voir en ligne.](#)

<sup>205</sup> Jean Domat, ou Daumat (30 novembre 1625 - 14 mars 1696), juriste français, né à Clermont-Ferrand en Auvergne. Il est le chef de file du mouvement rationaliste en France au XVII<sup>e</sup> siècle, et lui donnera un élan décisif. Il fut avocat du roi au présidial de Clermont, et consacra toute sa vie à l'étude de la jurisprudence. Compatriote et ami de Blaise Pascal, Domat appartient au mouvement janséniste de Port-Royal. Domat eut un objectif : présenter l'ensemble du droit français comme un ensemble cohérent et intelligible.

Pour lui, tous les dysfonctionnements proviennent de « l'incertitude des règles », du « désordre des lois ». Il souhaite rationaliser le droit français, et pour cela, il continue le mouvement de codification des principes généraux commencée avec Charles Dumoulin (1500 - 1566).

<sup>206</sup> Samuel von Pufendorf (Chemnitz, 8 janvier 1632 - Berlin, 26 octobre 1694), est un juriste et historien allemand. Son ouvrage le plus célèbre reste le *De Jure naturæ et gentium* (1672). Innovant par rapport à ses prédécesseurs, dont le plus illustre est Grotius, Pufendorf cherche à fonder sa science du droit sur la méthode mathématique à la lumière de la philosophie cartésienne. Tout d'abord, Pufendorf estime que le Droit naturel (défini comme « une loi qui est perpétuelle parce qu'elle n'est pas soumise aux changements comme les lois positives ») s'applique à chaque homme, de par sa nature même. Il s'oppose ainsi aux thèses artificialistes de Hobbes, dont l'argument dit « du fabricant » cherchait à démontrer que la justice existe parce que l'homme est producteur de lois. Or, pour le philosophe allemand, il n'en est rien : la constitution physique de l'être humain en tant qu'humain le rend titulaire de droits. La nature de l'homme est voulue par Dieu, mais Pufendorf pense que la Volonté divine peut modifier la nature des êtres créés. Contre Hobbes, et annonçant Locke, Pufendorf note que, dans l'état de nature, l'homme est déjà un être sociable. La particularité de l'espèce humaine est qu'en plus d'être constituée d'agents physiques, elle se règle grâce à des entités morales (entia moralia) simples (magistrats) ou complexes (famille, État, etc.) qui n'appartiennent pas totalement à la situation naturelle. La nécessité pour l'homme de se conserver le contraint à observer des règles de sociabilité et, afin d'augmenter sa sécurité, il forme donc des cités. La société politique est ainsi un être moral composé fondé sur des conventions formalisant le contrat social. [Voir en ligne.](#)

<sup>207</sup> John Locke (Wrington, Somerset, 1632 - Oates, Essex, 1704) était un philosophe empiriste anglais, penseur de l'*Enlightenment* (les Lumières anglaises). [Voir en ligne.](#)

<sup>208</sup> Cesare Beccaria (15 mars 1738 à Milan, 28 novembre 1794 à Milan), marquis de son état, fut un intellectuel italien de premier plan à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Très inspiré par Montesquieu et les encyclopédistes français, Beccaria s'intéresse très tôt aux questions liées à l'équité du système judiciaire. Il signe son chef d'œuvre à 26 ans avec *Des délits et des peines* (1764) qui pose les bases de la réflexion juridique moderne. Certains des arguments avancés sont déjà anciens, mais Beccaria en fait une parfaite synthèse d'autant plus neuve qu'il se dégage de tout modèle religieux. Beccaria pose en effet en principe la séparation des pouvoirs religieux et judiciaire. Dénonçant la cruauté de certaines peines comparées au crime commis, il juge « barbare » la pratique de la torture et la peine de mort. [Voir en ligne.](#)

<sup>209</sup> Alexander Hamilton, né le 11 janvier 1757 (ou 1755 : son année de naissance est incertaine et discutée) dans l'île antillaise de Nevis, mort le 12 juillet 1804 à New York

Portalis<sup>211</sup>, Bigot de Préameneu<sup>212</sup>, Benjamin Constant – et à la « République » ce qui vient de l'Évangile. »

---

(des suites d'un duel avec le colonel Aaron Burr, était un homme politique américain, homme d'État, financier, intellectuel, officier militaire et fondateur du parti fédéraliste. Juriste constitutionnaliste des plus brillants, il fut un délégué influent de la convention constitutionnelle américaine en 1787 et était l'auteur le plus éminent du Fédéraliste (The Federalist Papers) (1788), l'interprétation la plus importante jamais écrite sur la Constitution. Voir en ligne.

<sup>210</sup> John Marshall (24 septembre 1755 – 6 juillet 1835) était un juriste et homme d'État américain, originaire de Virginie et leader du Parti fédéraliste.

Il a joué un rôle essentiel dans l'établissement de la Constitution, avec la Cour suprême au centre du pouvoir. Le *Chief Justice of the United States* (juge en chef des États-Unis) est le plus haut magistrat du système judiciaire fédéral américain et le président de la Cour suprême des États-Unis. Ses trois décennies passées à la Cour suprême ont considérablement marqué le système législatif américain. En particulier, il a affirmé le pouvoir de contrôle de la Cour suprême, capable de casser des lois contraires à la Constitution. De cette façon, on considère qu'il a réussi à placer les institutions judiciaires hors de l'influence gouvernementale, contribuant à l'indépendance des pouvoirs. De plus, Marshall a pris d'importantes décisions concernant le fédéralisme, définissant l'équilibre du pouvoir entre le gouvernement fédéral et les États pendant les premières années de cette jeune république. Il a plutôt favorisé la suprématie des lois fédérales sur les lois des différents États.

<sup>211</sup> Jean Étienne Marie Portalis (1er avril 1746 - 25 août 1807), juriconsulte et philosophe du droit français. Il est considéré comme « le père du Code civil ». Voir en ligne.

<sup>212</sup> Félix Julien Jean Bigot de Préameneu (26 mars 1747 à Rennes 31 juillet 1825 à Paris) est l'un des quatre juristes auteurs du Code civil français sous la direction de Cambacérès et sur demande de Napoléon, au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle.

## CINQUIEME MYTHE : LES ADVERSAIRES DE « 1793 » AURAIENT ETE NAZIS

La profondeur de l'humiliation nationale de juin 1940 a été telle que l'on a recherché avec une extrême violence, dès cette même date, et sans cesse depuis lors, des boucs émissaires auxquels faire porter la responsabilité de la défaite. C'est l'alliance des gaullistes et des communistes, triomphatrice à la Libération, qui a été en situation de désigner les boucs émissaires ; « 1793 » a bénéficié d'un regain inattendu de légitimité, cependant que tout ce qui lui était opposé était frappé d'une nouvelle suspicion aggravant celles nées des mythes précédemment créés.

### *Gaullistes et communistes*

Un pacte secret<sup>213</sup> fut scellé entre de Gaulle et Staline dès l'attaque allemande contre l'URSS (juin 1941). Il fut renouvelé, officiellement cette fois, un an plus tard, fin 1942. Les communistes, inféodés à Moscou, avaient pendant toute la « drôle de guerre » et la première année de l'Occupation, soit pendant deux ans, appelé à un rapprochement avec les nazis. *L'Humanité* reçut son autorisation de reparaitre. Si finalement, elle ne reparut pas sous cette forme, ce ne fut pas en raison des scrupules des communistes, mais à cause du veto de Vichy.

Avec le déclenchement de l'opération Barberousse, en juin 1941, les communistes voulurent soulager l'Union soviétique en allumant un second front

---

<sup>213</sup> Cf. Henri-Christian Giraud, *De Gaulle et les communistes*, 2 t., Albin Michel, 1988 ; Stéphane Courtois et Marc Lazar (dir.), *50 ans d'une passion française. De Gaulle et les communistes*, Balland, 1991 ; Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1980 ; Dominique Venner, *De Gaulle. La grandeur et le néant*, Ed. du Rocher, 2004 ; Henri-Christian Giraud, Jacques Le Croignec, Georges Hirtz, Jean-Robert Gorce (dir.), *Réplique à l'amiral de Gaulle*, Ed. du Rocher, 2004.

à l'Ouest. Mais, comme ils restaient des traîtres dans l'opinion des Français, il leur fallait impérativement sortir de leur isolement, être reconnus par la France libre et par la Résistance. Ils commandèrent donc des opérations de résistance qui étaient en fait des opérations suicides destinées à fabriquer artificiellement des héros communistes et à faire du « parti des fusillés » un des piliers de la Résistance. Cette stratégie ne pouvait être que confortée par un accord avec de Gaulle.

Quant à ce dernier, il avait besoin d'une reconnaissance diplomatique d'un pays tiers comme l'URSS pour se constituer en chef d'Etat virtuel destiné à gouverner une future France libérée. Mais, en échange de cette reconnaissance, Staline exigea que de Gaulle acceptât d'associer étroitement à la libération de la France les forces « démocratiques », autrement dit les communistes. Jean Moulin, en particulier, a ainsi contribué non seulement à intégrer les communistes dans la mouvance de la France libre, selon les instructions de de Gaulle, mais finalement à leur assurer la prépondérance dans le Conseil national de la Résistance.

Cette alliance sera même renforcée après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, en novembre 1942. Face à Darlan puis Giraud, avec qui les Américains traitaient, de Gaulle put croire qu'il allait être marginalisé ; il bénéficia donc une nouvelle fois de l'appui de Staline. Giraud était favorable au plan de Churchill consistant à attaquer l'Allemagne dans le « ventre mou » des Balkans, manœuvre qui aurait permis aux Alliés d'arriver à Vienne avant l'Armée rouge et aurait considérablement gêné, voire réduit à néant, les projets soviétiques de communisation de l'Europe centrale. Staline commanda aux communistes français de discréditer délibérément Giraud en le faisant passer, en tant que « vichyste », pour collaboracionniste et même fasciste. Or, de Gaulle ne contredit pas cette propagande. Giraud et ses proches, effectivement discrédités, furent éliminés en quelques mois et de Gaulle resta seul en piste avec les communistes.

Il ne faut pas oublier que de Gaulle communiait avec les communistes dans l'étatisme, l'antilibéralisme et ce qu'on pourrait appeler l'anti-anglo-saxonisme. De Gaulle méprisait la bourgeoisie industrielle et commerçante, qu'il croyait être, par nature, égoïste et intéressée. Il ne comprendra la vraie nature du communisme qu'à partir de 1944, lorsque les communistes voudront lui imposer leurs volontés dans le gouvernement d'Alger, et surtout à partir des débuts de la Guerre froide.

N'oublions pas non plus que de Gaulle défiera l'Amérique, non par antipathie irrationnelle, mais par refus réfléchi du type de société qu'elle incarne. Il ne sera jamais vraiment hostile aux syndicats marxistes, dont le péché était



plus à ses yeux le « séparatisme », que l'anticapitalisme en tant que tel. De Gaulle commettra aussi l'immense erreur, peut-être à jamais irréparable, de finir de céder aux syndicalistes l'école, en appliquant dès le début de la V<sup>e</sup> République, le Plan Langevin-Wallon de 1947 qui avait pourtant été repoussé deux fois par le Parlement de la IV<sup>e</sup>.

Ainsi, de Gaulle et les communistes ont constamment communiqué sur un terrain au moins, celui de l'étatisme et de la croissance de la fonction publique – et, en ce sens, sur « 1793 ».

*Le « précipité chimique » idéologique de l'après-guerre*

On laissa, au sortir de la guerre, entendre que c'était le système démocrate-libéral, impuissant et corrompu, qui avait inéluctablement conduit à la défaite et que la bourgeoisie française, après avoir été en majorité, avant guerre, sympathisante des régimes autoritaires, l'avait été tout naturellement, pendant la guerre même, du régime de Vichy et donc, laissait-on entendre, du nazisme.

Les communistes furent en pointe de cette propagande. Selon leur vulgate, lorsque la bourgeoisie se sent menacée par les progrès des révolutionnaires, elle met bas le masque démocrate libéral sous lequel elle se dissimule d'ordinaire, et son vrai visage d'exploiteur apparaît à découvert. Sa stratégie consiste alors à s'allier avec la petite bourgeoisie et à mobiliser, comme masses de manœuvre, qu'elle paie et habille d'uniformes, les plus basses classes de la société, le *Lumpen-proletariat*. Telle est l'origine et la raison d'être des régimes autoritaires. Les gaullistes, qui pour leurs propres raisons partageaient le même désir de rupture que les communistes, s'abstinrent de rappeler que c'étaient les communistes, et en aucune manière les « bourgeois » ou les classes moyennes françaises, qui avaient été complices des nazis pendant deux ans<sup>214</sup>.

Ainsi, à partir du moment où l'alliance gaullo-communiste contrôla toutes les expressions officielles du combat de la Libération nationale, le seul fait d'être anticommuniste ou adversaire idéologique résolu du marxisme valut soupçon de collaborationnisme et de trahison.

---

<sup>214</sup> Il est vrai que les collaborationnistes, à commencer par Laval, justifiaient au même moment leur compagnonnage avec l'Allemagne au nom d'une prétendue « croisade antibolchevique » commune. Mais on aurait pu, dans la propagande de Londres, faire comprendre que les ennemis des ennemis des Français n'étaient pas nécessairement leurs amis.

Or, la majorité des Français, à cette date, était autant anticommuniste qu'antifasciste. André Tardieu<sup>215</sup> ou Paul Reynaud<sup>216</sup> incarnèrent en particulier ce courant majoritaire. Ce qui se produisit donc à la Libération, *ce fut la délégitimation de ce sentiment antimarxiste prépondérant dans le pays*. Le fameux diptyque : désignation de bous émissaires comme seuls coupables / amnistie des vrais coupables, joua de nouveau à plein.

---

<sup>215</sup> Et non Michel comme l'écrit Philippe Nemo ! André Tardieu, né le 22 septembre 1876 à Paris, mort le 15 septembre 1945 à Menton (Alpes-Maritimes), est un homme politique français. Brillant élève au lycée Condorcet, il est reçu premier au concours d'entrée à l'École normale supérieure mais il décide de ne pas y entrer, puis il est reçu premier au concours du ministère des Affaires étrangères. Georges Clemenceau (président du conseil de 1917 à 1920) le prend comme collaborateur de paix. Il sera Commissaire général aux Affaires de guerre franco-américaines et participera au Traité de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche en 1919. Il sera ministre sous Poincaré (président du conseil de 1926 à 1929). Il a ensuite exercé les fonctions de président du Conseil des ministres à trois reprises (entre 1930 et 1932). Membre de l'Alliance démocratique, il est député de la Seine-et-Oise de 1914 à 1924 et du Territoire de Belfort de 1926 à 1936. Son fort caractère et son style trop « parisien » nuisent à sa carrière politique. En effet, le peuple n'a que peu de confiance en lui et les radicaux le combattent. Voir en ligne.

<sup>216</sup> Paul Reynaud, né le 15 octobre 1878 à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence), mort le 21 septembre 1966 à Neuilly-sur-Seine (Seine, actuellement Hauts-de-Seine), est un homme politique français. Diplômé de l'École des Hautes études commerciales, avocat, Paul Reynaud épouse Jeanne Henri-Robert, la fille de l'avocat Henri-Robert puis se tourne assez vite vers le monde de la politique. Conseiller général puis député des Basses-Alpes à la Chambre des députés avec le Bloc national d'abord en 1919, il est battu en 1924. Tentant de se représenter dans la Seine lors d'une élection partielle, il est de nouveau battu, cette fois par le célèbre communiste Jacques Duclos en 1926, puis est réélu de 1928 à 1940 comme député de Paris. Membre d'un parti de droite modérée, l'Alliance démocratique, il est plusieurs fois ministre sous la Troisième République et est en charge des portefeuilles des Finances, des Colonies et de la Justice. Il se spécialise vers deux domaines très différents, l'économie et la défense, pour lesquels il adopte tout de suite des positions hétérodoxes. Ainsi, il préconise une dévaluation du franc pour affronter la Crise de 1929, qui atteint la France en 1931 alors que l'opinion reste très attachée au mythe du franc Poincaré depuis 1926. D'autre part, il est l'un des rares hommes politiques à se rallier à la stratégie des divisions blindées préconisée par le colonel de Gaulle dans son livre *Vers l'Armée de métier*. L'originalité de sa réflexion le marginalise au parlement. En 1938, même s'il vote la confiance au Parlement pour ratifier les accords de Munich, il est en rupture avec la ligne directrice de son parti et celle du Parti radical-socialiste d'Édouard Daladier sur ce sujet. Nommé ministre des Finances en novembre 1938, il prend des mesures énergiques par décret-loi pour remettre le pays au travail : dévaluation du franc, hausse des impôts, réarmement, économies drastiques sur d'autres postes, majoration du plafond des heures supplémentaires (+15 %). La durée du travail remonte à 41,5 heures par semaine. Un important redressement est ainsi acquis. Il déclare alors : « Croyez-vous que la France puisse à la fois maintenir son train de vie, dépenser 25 milliards d'armement et se reposer deux jours par semaine ? » Voir en ligne.

*La droite, seule coupable*

Un amalgame fut fait à partir de 1945 entre tous les genres de droite, qui furent indistinctement accusées d'avoir été les complices actifs ou secrètement consentants de ceux qui avaient occupé la France. L'élimination du général Giraud illustre bien ce processus.

Giraud avait, dès le 14 mars 1943, explicitement proclamé son rejet de Vichy et abrogé en Afrique française toutes les lois postérieures au 23 juillet 1940, à commencer par le statut des Juifs<sup>217</sup>. Les fonctionnaires et la population avaient servi et supporté Vichy, sans doute, mais ce n'est pas pour cela qu'ils étaient « vichystes » au sens idéologique qu'on voulait maintenant donner à ce mot. C'est cette France centriste ou de droite qui a fourni les gros contingents d'hommes qui ont permis de gagner la guerre au coude à coude avec les Alliés. C'est l'armée d'Afrique, préparée par Weygand dès 1940-1941, réorganisée par Giraud dans les premiers mois de 1943, commandée par ces généraux « vichystes » (eux aussi) qu'étaient Juin ou de Lattre de Tassigny, qui ont joué le rôle militaire effectif, bien plus grand que celui de la France libre (ce qui n'enlève rien aux mérites militaires de celle-ci, bien entendu).

Dans la IV<sup>e</sup> République naissante, il faudra que les dirigeants du MRP se disent de gauche et avalisent nombre de réformes de structure imposées par les communistes à la Libération, à commencer par les nationalisations. N'oublions pas, en parallèle, l'effrayante propagande qui présentera l'Eglise et tout ce qui est catholique comme plus ou moins fasciste, Pie XII comme complice d'Hitler<sup>218</sup>. Quant aux doctrines économiques et sociales libérales, elles furent

---

<sup>217</sup> Cf. Michèle Cointet, *De Gaulle et Giraud. L'affrontement*, Perrin, 2005, p. 285-295.

<sup>218</sup> L'attitude de Pie XII pendant la Seconde Guerre mondiale est l'objet d'une polémique ardente depuis des décennies. Les critiques du pape lui reprochent de s'être insuffisamment engagé contre le nazisme et l'antisémitisme, voire d'avoir cautionné par son « silence » les agissements nazis. Cette polémique est arrivée sur la place publique avec la présentation de la pièce de théâtre *Le Vicaire*, œuvre du dramaturge allemand Rolf Hochhuth, qui a été produite pour la première fois en Allemagne en 1963. Les thèses défendues par l'auteur portent avant tout sur le fait que le pape aurait pu en faire plus. Jusqu'alors, l'image du pape était relativement préservée mais la pièce a largement contribué à retourner l'opinion publique. La pièce connut en effet un grand succès international, fut traduite en 20 langues, souleva d'innombrables questions auxquelles le Vatican répondit en annonçant qu'il fallait attendre l'ouverture des archives après cinquante ans. En 2002, le film *Amen.*, du réalisateur gréco-français Costa-Gavras, directement inspiré du *Vicaire*, relançait le débat. *A contrario*, Selon l'historien israélien Pinchas Lapide, l'Eglise catholique a pu, par son action charitable, sauver d'une mort certaine environ 850 000 Juifs habitant les territoires occupés par le Troisième Reich. Voir Pinchas E. Lapide, *Rome et les Juifs*, Seuil, 1967. Dans un article intitulé « Le Vatican et la question juive », Léon Poliakov relève que le pape était plutôt « diplomate » (par

caricaturées et de plus en plus oubliées. Il y eut bien Antoine Pinay, Jacques Rueff ou Raymond Aron, mais les idées libérales n'étant pour ainsi plus enseignées aux étudiants, la tradition libérale fut quasiment interrompue.

### *La gauche amnistiée et magnifiée*

On « oublia » complètement les deux années d'alliance entre le Parti communiste et les nazis. On masqua la grande similitude des deux genres de totalitarisme<sup>219</sup>, les travaux de Friedrich Hayek<sup>220</sup>, de Karl Popper<sup>221</sup> ou d'Hannah Arendt<sup>222</sup>. Le régime de Vichy lui-même, surtout lors de ses années de collaboration affirmée, *était constitué en grande partie de gens de généalogie* « 1793 » - à savoir, d'une part, l'extrême droite des Liges, et, d'autre part, des représentants éminents de la gauche et de l'extrême gauche de l'immédiat avant guerre.

Pendant les premières années du régime de Vichy, l'immense majorité des Français voulait à la fois le « bouclier » et le « glaive », et était plus ou moins persuadée qu'il existait une entente secrète entre Vichy et Londres. Dans cette phase, Pétain gouverne avec les maurrassiens et les catholiques. Il est certain qu'il n'aime pas la démocratie. Mais il n'est ni fasciste ni nazi, il n'est pas assez radical, millénariste, révolutionnaire, pas assez de gauche pour cela !

La situation change avec le gouvernement Darlan : cette fois, il s'agit d'une collaboration non pas subie, mais voulue et assumée. Laval, qui a organisé Montoire, gardera toujours la même ligne de conduite, même après les premiers reculs stratégiques de l'Allemagne, le débarquement allié en Afrique du Nord, puis la reddition allemande à Stalingrad. Car il jugea alors que les difficultés

---

opposition à son prédécesseur « militant »). En 2005, paraît l'ouvrage *Pie XII et les Juifs. Le mythe du pape d'Hitler* écrit par le rabbin David Dalin. On y lit :

« Imputer la condamnation qui revient à Hitler et aux Nazis à un pape qui s'opposa à eux et était ami des juifs est une abominable calomnie. Quels que soient leurs sentiments vis-à-vis du catholicisme, les juifs ont le devoir de rejeter toute polémique qui s'approprie la Shoah pour l'utiliser dans une guerre des progressistes contre l'Église catholique. »

<sup>219</sup> Voir par exemple Ernst Nolte et François Furet, *Fascisme et communisme*, Plon, 1998 ; Anne Applebaum, *Goulag : Une histoire*, Folio Histoire, 2008.

<sup>220</sup> Friedrich A. Hayek, *La Route de la servitude*, PUF, Quadrige, 2005. Voir en ligne.

<sup>221</sup> Karl Popper, *La Société ouverte et ses ennemis*, t. 1 l'Ascendant de Platon, t. 2 Hegel et Marx, Le Seuil, 1979. Voir en ligne.

<sup>222</sup> Hannah Arendt, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, Le Seuil, Points Essais, 2005.

mêmes du Reich l'inciteraient à mieux traiter une France qui lui aurait manifesté une fidélité sans faille.

Darlan comme Laval ont commis l'erreur intellectuelle d'avoir cru *viables* des régimes socialistes totalitaires. Or il y a une explication bien simple à cette erreur, c'est que *ce sont tous deux, à certains égards, des hommes de gauche*.

Darlan se dit tel<sup>223</sup> ; il était de tempérament radical et anticlérical, et cela l'opposait à Pétain. Il nommera auprès de lui des hommes venus du Parti populaire français (PPF) de l'ex-communiste Jacques Doriot, comme Pierre Pucheu ou Paul Marion.

Quant à Laval, c'est un ancien député socialiste, de tendance blanquiste. Et non pas à l'âge tendre et brièvement, mais à l'âge mûr et longuement. Lui aussi, il s'affirme antichrétien et anticlérical.

Par ailleurs, la collaboration est l'affaire de partis profascistes installés à Paris, en contact direct avec les Allemands. Or, ces partis ont été fondés et sont essentiellement composés d'anciens communistes et socialistes, au point que Rudolf Schleier, conseiller d'ambassade remplaçant Abetz provisoirement disgracié, dira : « la grande majorité des partisans de la politique de collaboration *vient de la gauche française*<sup>224</sup> ». De fait, le PPF de Jacques Doriot et le Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat, sont des partis d'extrême gauche.

Doriot est un ancien dirigeant communiste, qui a été Secrétaire général de la Jeunesse communiste, député et maire de Saint-Denis. S'il est exclu du parti en 1934, ce n'est certes pas pour anticommunisme, c'est parce qu'il est en désaccord avec la ligne « classe contre classe » suivie par le Komintern. Son journal collaborationniste et jacobin s'intitule *Le Cri du peuple*. Il ira combattre sur le front de l'Est sous l'uniforme allemand.

Marcel Déat est dans les années trente le « dauphin » de Léon Blum. Il crée, au sein de la SFIO, une tendance « néosocialiste », qui finit par rompre avec le parti en 1933. Non pas, là encore, parce que Déat serait devenu de droite, mais

---

<sup>223</sup> « Je suis un homme de gauche », in Jean-Paul Cointet, *Histoire de Vichy*, Perrin, 1996. André Blumel, ancien directeur de cabinet de Léon Blum, le confirme : « Ce fut le gouvernement du Front populaire qui le nomma chef d'état-major général de la Marine... L'amiral Darlan affichait des idées de gauche, tout au moins à cette époque ».

<sup>224</sup> Dans un rapport à Ribbentrop du 23 juin 1941, Otto Abentz soutient qu'il sera possible de signer un traité de paix avantageux avec la France, pourvu que les Allemands aident à y mettre en place un « gouvernement de gauche » favorable à une « Europe dirigée par le Reich » (cité par Dominique Venner, *Histoire de la collaboration*, Pygmalion-Gérard Watelet, 2000, p. 165).

parce qu'il reproche à Blum ses erreurs et sa mollesse dans le combat révolutionnaire. Le RNP et son journal, *L'Œuvre*, prêche ouvertement la collaboration dès l'été 1940.

Au-delà de ces groupes, de nombreuses autres personnalités de gauche ont participé au gouvernement ou à l'administration de Vichy. Adrien Marquet<sup>225</sup>, René Belin<sup>226</sup>, Hubert Lagardelle<sup>227</sup>, Charles Spinasse<sup>228</sup>, Ludovic-Oscar Frossard<sup>229</sup>, Paul Faure<sup>230</sup>, Angelo Tasca<sup>231</sup> en sont les plus importants.

---

<sup>225</sup> Adrien Marquet, né le 6 octobre 1885 à Bordeaux et mort le 3 février 1955 dans sa ville natale, est un homme politique socialiste français, député et maire SFIO de Bordeaux, ministre des travaux publics puis du travail dans le gouvernement de Gaston Doumergue et ministre de l'intérieur sous le régime de Vichy de juillet à septembre 1940.

<sup>226</sup> René Belin, né le 14 avril 1898 à Bourg-en-Bresse (Ain) et mort 2 janvier 1977 à Lorrez-le-Boceage, fut un syndicaliste et une personnalité politique française. Remarqué par Léon Jouhaux, il est l'un des principaux responsables de la CGT avant la Seconde Guerre mondiale : élu en 1933 au Bureau confédéral, il devint, pour les observateurs, le « secrétaire général adjoint » de l'organisation. Il anime une tendance très anti-communiste autour de l'hebdomadaire *Syndicats*. Après la débâcle militaire de 1940, René Belin choisit la voie de la Collaboration et devient ministre du Travail de Pétain du 14 juillet 1940 au 18 avril 1942, poste qu'il cumule avec la charge de la production industrielle du 23 février 1941 au 18 juillet de la même année.

<sup>227</sup> Hubert Lagardelle né à Le Burgaud le 8 juillet 1874 décédé à Paris le 20 septembre 1958, penseur français du syndicalisme révolutionnaire. Il a été ministre du Travail du régime de Vichy. Il adhère en 1896 au Parti ouvrier français (marxiste) de Jules Guesde. Puis il fonde *Le Mouvement socialiste* (1899-1914), revue théorique du socialisme, puis du syndicalisme révolutionnaire qui reste une référence dans l'histoire du socialisme français. Lagardelle est influencé par les théories de Proudhon, de Marx et de Georges Sorel. Militant socialiste, il fréquente les leaders de la CGT et contribue à la constitution de l'idéologie syndicaliste révolutionnaire dans les années 1904-1908.

<sup>228</sup> Charles Spinasse est un homme politique français né le 22 octobre 1893 à Égletons (Corrèze) et mort le 9 août 1979 à Rosiers-d'Égletons (Corrèze). En 1924, il est élu député SFIO de la Corrèze. Spinasse devient ministre de l'Économie nationale (juin 1936-mars 1937) et signe les accords de Matignon, puis ministre du Budget (mars-avril 1938) dans le gouvernement de Front populaire. Il fait partie du courant pacifiste, anticommuniste et planiste de la SFIO. Le 6 juillet 1940, devant de nombreux parlementaires réunis à Vichy, il plaide en faveur d'un changement de régime, dans un sens autoritaire, et proclame son appui à la politique du maréchal Pétain. Après avoir voté l'attribution des pleins pouvoirs le 10 juillet, il reste dans un premier temps en zone non occupée et soutient le régime de Vichy. En août 1940, il fait partie avec Paul Rives des membres fondateurs du quotidien *L'Effort*, journal soutenant la collaboration et publié sous censure en zone non occupée. Il fonde ensuite et dirige, à Paris, l'hebdomadaire *Le Rouge et le Bleu*, « revue de la pensée socialiste française », selon l'en-tête. Le premier numéro paraît le 1er novembre 1941. Le journal, publié sous censure en zone occupée, est interdit par les autorités allemandes en août 1942 (le dernier numéro est daté du 22 août).

<sup>229</sup> Louis-Oscar Frossard souvent désigné sous les noms de L-O Frossard ou Ludovic-Oscar Frossard, né le 5 mars 1889 à Foussemagne, territoire de Belfort, et décédé le 11 février 1946 à Paris a été secrétaire général de la SFIO à partir de 1918 puis secrétaire général du jeune Parti communiste français issu du Congrès de Tours, Il sera ministre dans

---

sept gouvernements entre 1935 et 1940. Il reprend le ministère des travaux publics le 21 mars 1940 dans cabinet Paul Reynaud comme président du Conseil, maintenu en fonctions dans le gouvernement que forme Pétain en juin 1940 pour signer l'armistice (jusqu'au 27 juin). En juillet, il vote pour donner les pleins pouvoirs à Pétain. Il refuse de siéger au Conseil national de l'État français, mais poursuit des activités de journaliste sous l'Occupation, ce qui lui vaudra d'être inquiété, mais acquitté à la Libération. Il meurt en 1946. Il était le père d'André Frossard converti au catholicisme à 20 ans, ami de Jean-Paul II, écrivain, journaliste au *Figaro*.

<sup>230</sup> Paul Faure (3 février 1878 à Périgueux (Dordogne)- 16 novembre 1960 à Paris) est un homme politique français, dirigeant de la SFIO dans l'entre-deux guerres. En 1938, il soutient les accords de Munich, puis se rallie à Vichy en 1940 : il est nommé au Conseil national. Il fut exclu de la SFIO en 1944 et fonde le Parti socialiste démocratique qui participe au rassemblement des gauches républicaines (RGR) mais n'eut aucun impact politique.

<sup>231</sup> Angelo Tasca, alias Ernesto Rossi, alias André Leroux est né le 19 novembre 1892 à Moretta en Italie. Il se fixa à Paris en 1929, où il mourut le 3 mars 1960. Il a publié des ouvrages sous le pseudonyme d'Amilcare Rossi. Il rejoint le journal *Le Populaire*, quotidien de la SFIO, où Léon Blum lui confie la rubrique internationale. Il signe ses articles sous le nom d'emprunt André Leroux et acquiert vite une autorité incontestée dans le milieu des journalistes de la politique étrangère. Au sein de la SFIO, il occupe une position originale: à la fois anti-communiste et antifasciste, il s'oppose aux pacifistes. Il obtient la nationalité française grâce à l'intervention du germaniste socialiste Pierre Viénot. Tasca prend la direction du Parti socialiste italien, dont beaucoup de dirigeants se sont réfugiés en France. Avec Modigliani, Buoizzi et Favarelli, il fonde la tendance hostile à toute alliance avec les communistes. Durant la période du Front populaire il prend parti pour le POUM espagnol contre le PC. Il suit le gouvernement à Vichy et adhère à la Révolution nationale. Il participe au lancement de *l'Effort*, journal des socialistes ralliés à Vichy. Il occupe des fonctions officielles à Vichy au Ministère de l'Information, sous l'autorité de Paul Marion. Il est le père de Catherine Tasca.

Mais il faut citer aussi Gaston Bergery<sup>232</sup>, Paul Marion<sup>233</sup>, François Chasseigne<sup>234</sup>, Pierre Cathala<sup>235</sup>, Georges Hilaire<sup>236</sup>, René Bousquet<sup>237</sup>. Sans oublier nombre de

---

<sup>232</sup> Gaston Bergery, né le 22 novembre 1892 à Paris et mort le 10 octobre 1974 à Paris, est un homme politique français. Secrétaire général adjoint de la Commission des réparations (1918-1924), il est ensuite directeur du cabinet d'Édouard Herriot au ministère des Affaires étrangères (1924-1925) puis député-maire (radical) de Mantes en 1928. Il soutient sans en faire partie les « Jeunes Turcs ». En 1933, il fonde le « front commun contre le fascisme, contre la guerre et pour la justice sociale » puis, l'année suivante, l'hebdomadaire frontiste *La Flèche*, et, en 1936, le Parti frontiste. Député du Front populaire, il défend les Accords de Munich par pacifisme.

Le 6 juillet 1940, il appelle le parlement à voter une motion instaurant un « ordre nouveau, autoritaire, national, social, anticomuniste et antiploutocratique ». Le 10 juillet il vote les pleins pouvoirs. Il rédige une partie du message aux français de Philippe Pétain (11 octobre 1940) où ce dernier propose aux français une collaboration avec les Allemands. Il rédige aussi, avec Emmanuel Berl, l'« appel aux travailleurs » du maréchal Pétain. Il est ambassadeur du régime de Vichy à Moscou en 1941 puis à Ankara entre 1942 et 1944. Traduit devant la justice en 1949, il est acquitté. En 1951, il participe à la fondation de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain.

<sup>233</sup> Paul Marion né le 27 juin 1899 à Asnières, décède en 1954 à Paris était un journaliste français, militant communiste devenu fondateur du PPF et membre du gouvernement de Vichy. Membre du Parti communiste en 1922, il fait partie du comité central du Parti communiste français (PCF) en 1926 et secrétaire de la section Agit-prop. De 1927 à 1929, il appartient au bureau de propagande du Komintern à Moscou. En 1929, il rompt avec le PC et rejoint la SFIO puis l'Union socialiste républicaine (USR) ; il compte alors parmi les pacifistes de la gauche néo-socialiste (Notre temps). En 1936, joint les rangs du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot où il est rédacteur en chef de *L'Émancipation nationale* puis de *La Liberté*. Il quitte le PPF en 1939 après avoir été mobilisé, mais il est de retour en janvier 1941 à la suite d'une intervention d'Otto Abetz en sa faveur. Le 11 août 1941, il est nommé secrétaire général à l'information et à la propagande sous le régime de Vichy. En 1944, il devient secrétaire d'État auprès du maréchal Pétain qu'il suit en Allemagne à Sigmaringen. Condamné à dix ans de prison le 14 décembre 1948 et gracié en 1953 pour des raisons médicales, il meurt de maladie en 1954.

<sup>234</sup> François Chasseigne, né le 23 décembre 1902 à Issoudun (Indre) et mort à Chavin (Indre) le 13 mars 1977, était un homme politique français, député de l'Indre, maire d'Issoudun et membre du gouvernement de Vichy. Journaliste, François Chasseigne a été très jeune attiré par la politique. Il devient conseiller général de l'Indre, puis député d'Issoudun en 1932. Il siège alors au Groupe d'unité ouvrière et s'intéresse particulièrement aux questions agricoles, au commerce du blé et au commerce extérieur. Il est réélu député en 1936 et s'inscrit au groupe du Parti d'unité prolétarienne. Il est précisé sur lui : « il est pacifiste et ne manifeste aucun sentiment antisémite ». On dit de lui qu'il est un « ancien communiste passé à la SFIO ». Il est nommé à plusieurs postes de propagande ouvrière du régime de Vichy : chargé de mission à la Propagande au Secrétariat général de l'Information (mars 1941), puis directeur de la propagande ouvrière au ministère de l'Information (janvier à novembre 1943), puis directeur de cabinet de Jean Bichelonne au ministère du Travail, puis (à la suite de Robert Weinmann, commissaire général au Service du travail obligatoire (STO) (janvier à mars 1944). François Chasseigne devient secrétaire



---

d'État à l'agriculture et au ravitaillement dans le cinquième gouvernement Pierre Laval, du 3 mars à août 1944.

<sup>235</sup> Pierre Cathala, né le 22 septembre 1888 à Montfort-sur-Meu (Ille-et-Vilaine) et mort le 27 juillet 1947 à Paris, avocat et homme politique français. Il est fils d'un sous-préfet. Il fait ses études à Paris. Un temps secrétaire général du Parti radical-socialiste, il s'en éloigne ensuite et constitue en 1935 le Parti radical indépendant. Il est élu Député de Seine & Oise (Pontoise) de 1928 à 1936. En mars 1930, il devient le chef de cabinet de Pierre Laval, Ministre du Travail (1930) et est nommé sous-secrétaire d'État au travail et à la prévoyance sociale (1930). En janvier 1931, il est nommé Sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, chargé de l'Intérieur. De juin 1935 à janvier 1936, il est ministre de l'agriculture. En septembre 1939, Pierre Cathala est mobilisé à la justice militaire. De juillet à décembre 1940 il est Secrétaire général des PTT. Après le retour de Laval au pouvoir, il sera nommé d'avril 1942 à août 1944 (856 jours) Ministre secrétaire d'État à l'Économie nationale et aux finances. À partir de janvier 1944, il devient aussi Secrétaire d'État à l'Agriculture. Fidèle de Pierre Laval, Pierre Cathala poursuit la politique financière de son prédécesseur avec cependant une marge de manœuvre de plus en plus limitée par l'occupant. Condamné par contumace à la Libération par la Haute Cour de justice, il vit presque jusqu'à ses derniers jours dans la clandestinité d'août 1944 à Mars 1947.

<sup>236</sup> Georges Hilaire né à Pont-de-Chéruy le 24 décembre 1900 est un homme politique français, membre du gouvernement de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale. Préfet de l'Aube en septembre 1940, Il devient secrétaire général pour l'Administration à partir d'avril 1942 et secrétaire général des Beaux-Arts en mars 1944. Il reçut notamment avec René Bousquet et Louis Darquier de Pellepoix (commissaire général aux Questions juives), le général SS Reinhard Heydrich à Paris en mai 1942. A la fin de la guerre, il trouve refuge en Suisse.

<sup>237</sup> René Bousquet (né le 11 mai 1909 à Montauban (Tarn-et-Garonne), mort le 8 juin 1993 à Paris) était un haut fonctionnaire français, puis membre du gouvernement de Pierre Laval en tant que Secrétaire général de la police du régime de Vichy du 18 avril 1942 au 31 décembre 1943.

syndicalistes, tels que René Mesnard<sup>238</sup>, Gabriel Lafaye<sup>239</sup>, Pierre Vigne, Raymond Froideval<sup>240</sup>, André Delmas, Georges Dumoulin<sup>241</sup>, Gaston Guirand. Certains deviennent des collaborateurs des ministres de Vichy, comme Pierre Vigne, Marcel Roy, Alfred Savoy ou Georges Dumoulin.

Il faut citer aussi des francs-maçons comme Paul Rives, René Château, Robert Lefebvre, Alexandre Rauzy ou Fernand Roucayrol.

L'objet de cette longue liste n'est pas de faire oublier que d'autres personnages clés du régime ont été des hommes de droite, y compris des catholiques<sup>242</sup>. Mais il est bien commode pour la gauche d'aujourd'hui d'observer un silence total sur cette présence très substantielle de ses membres dans le régime avec lequel elle prétend n'avoir eu aucun rapport réel ni concevable.

Ce qui permet à ces hommes de se rapprocher (à des degrés divers, certes) des nazis, c'est en effet la même haine du libéralisme, du capitalisme et du parlementarisme. La même haine de « 1789 ». Ils défendent le but explicite de conduire avec les nazis partout en Europe une politique « réellement socialiste et révolutionnaire ». Ils savent gré à Hitler d'avoir abattu le capitalisme. Ils reprochent même aux gouvernements successifs de Vichy de compter en leur sein trop de « réactionnaires » et de représentants du « grand capital ». Ils n'ont évidemment aucune querelle avec l'idée de parti unique ; ils n'ont aucune querelle avec la « jeunesse unique », qu'ils s'efforcent d'imposer au vieux Pétain.

---

<sup>238</sup> Fondateur de *L'Atelier*, journal hebdomadaire de la collaboration socialiste au cours de l'occupation nazie.

<sup>239</sup> Gabriel Lafaye est un homme politique français né le 14 octobre 1888 à Eauze (Gers) et décédé le 19 janvier 1959 à Paris. Député socialiste SFIO puis néo-socialiste, secrétaire d'Etat, il sera l'un des dirigeants du parti collaborationniste du Rassemblement national populaire (RNP) après 1940.

<sup>240</sup> Raymond Froideval (1897-1978) fut chargé de mission au cabinet de Raoul Dautry, ministre de l'Armement (1939-1940) puis chef de cabinet de René Belin, ministre de la Production industrielle et du travail (juillet 1940-février 1941) et enfin secrétaire général de la Chambre consultative et de contrôle des sociétés coopératives ouvrières de production (1941-1944). D'abord ouvrier serrurier, il fut syndicaliste à la CGT et adhéra au PCF, qu'il quitta en 1923 pour rejoindre la SFIO. À la CGT, il fut secrétaire de la chambre de la serrurerie à Paris (1924), puis secrétaire régional des syndicats confédérés du bâtiment (1936). Il fut à l'origine du journal *Le Bâtiment syndicaliste*, créé en 1936. Il fait partie de ces syndicalistes de la CGT, qui choisirent la voie de la collaboration sous le régime de Vichy.

<sup>241</sup> Georges Dumoulin, syndicaliste français, né en 1877, mort en 1963. Il fut trésorier de la CGT.

<sup>242</sup> Notamment Xavier Vallat, Joseph Darnand, Philippe Henrion, Marcel Bucard ou Fernand de Brinon.

Ce sont des fanatiques de l'unanimité, des nostalgiques de ce communautarisme « chaud » qui efface l'individu « égoïste » et le force à « se dépasser » en poursuivant des buts « spirituels » supérieurs. Ils n'ont pas de querelle non plus avec l'usage délibéré de la violence en politique, ni avec la dictature d'une minorité sur la majorité. Jacques Doriot, l'ex-communiste, trouve tout à fait normal de proposer à Otto Abetz d'envoyer à Vichy sa Milice, l'équivalent français des SA Allemands, qui ne feront qu'une bouchée des quelques escouades de gendarmes qui défendent la place.

Ces hommes sont des « élus », le « petit reste » des saints, dit Déat, reprenant les accents de Saint-Just. Nous reconnaissons là la vieille idée millénariste des Jacobins, la série des héros de Lissagaray.

Marcel Déat et ses amis entreprirent de donner aux conceptions nazies des « antécédents français » ; ils les trouvèrent chez Rousseau et chez les Jacobins de l'an II dont ils firent les pères spirituels du nazisme et dont la lignée, passant par Mazzini et Jaurès, venait aboutir au RNP<sup>243</sup>.

### *La majoration de l'influence du marxisme dans la culture française d'après-guerre*

En conséquence de cette amnésie-amnistie, l'influence du marxisme fut dramatiquement majorée dans la culture du pays. Nous avons ainsi assisté à une profonde décadence de toute la vie culturelle française pendant près d'un demi-siècle. Au lendemain de la guerre, Sartre et Merleau-Ponty firent des émissions de radio, fort écoutées et célébrées, où ils trahissaient leur incompréhension intellectuelle totale des principes de l'économie de marché, de la démocratie et de la pensée critique. Longtemps, le communisme sera présenté comme l'évidente antithèse du fascisme, l'unique remède à lui opposer. Les pays du monde libre seront *a contrario* présentés comme fascistes à la moindre intervention diplomatique ou militaire contre une subversion communiste.

L'information au sujet de la réalité de l'Union soviétique et du Goulag ne pourra être entendue en France qu'à partir de l'époque des « nouveaux philosophes » et de la publication des grands textes de Soljenitsyne, c'est-à-dire aussi tard que les années 1974-1980.

---

<sup>243</sup> Philippe Burrin, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Le Seuil, Points Histoire, 2003 ; *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Le Seuil, Points Histoire, 1997 ; *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Le Seuil, Points Histoire, 2000.

La conception démocratique libérale, pourtant largement française dans ses origines et qui avait été, au total, dominante sous la III<sup>e</sup> République, tendra à apparaître comme étrangère, anglo-saxonne, et sera, pour ainsi dire, arrachée comme un corps étranger du pays où elle était née.

## SIXIEME MYTHE : IL N'Y AURAIT DE REPUBLICAINS QU'À GAUCHE

Contrairement à ce que le mythe voudrait nous faire croire, il y a eu en France des républicains authentiques n'ayant aucune complaisance pour aucune forme de socialisme. Ils sont injustement oubliés aujourd'hui.

### *Du début de la III<sup>e</sup> République à la Première guerre mondiale*

En 1871, les républicains étaient divisés en deux groupes, l'Union républicaine de Gambetta et la Gauche républicaine de Ferry et Grévy. Le premier groupe était, il est vrai, largement à cheval sur « 1789 » et « 1793 ». Ils firent toutefois des concessions nécessaires aux orléanistes pour que les lois constitutionnelles de 1875 puissent être votées. Les leaders de l'autre groupe, Waddington<sup>244</sup>, Léon Say<sup>245</sup>, Agénor Bardoux<sup>246</sup>, Jules Simon<sup>247</sup>, sont, eux, des

---

<sup>244</sup> William Waddington, né le 11 décembre 1826 à Saint-Rémy-sur-Avre (Eure-et-Loir), mort le 13 janvier 1894 à Paris, était un homme politique et archéologue français. Il a été président du Conseil du 4 février au 28 décembre 1879.

<sup>245</sup> Jean-Baptiste Léon Say, né le 6 juin 1826 à Paris où il est mort le 21 avril 1896, est un économiste et homme politique français. Il est fils de Horace Émile Say (1794-1860), petit-fils de Jean-Baptiste Say (1767-1832) et petit-neveu de Louis Say (1774-1840), tous trois économistes de renom. Journaliste, il rédige de nombreux articles attaquant la gestion financière du Baron Haussmann dans le *Journal des débats*. Il se lance en politique en 1869, soutenu par les Cheuvreux dont il est proche parent. Il est élu à l'Académie des sciences morales et politiques en 1874 et à l'Académie française en 1886.

<sup>246</sup> Agénor Bardoux, né à Bourges le 15 janvier 1829, mort le 23 novembre 1897 à Paris, est un homme politique français. Il était avocat à Clermont-Ferrand (plus tard bâtonnier de l'ordre des avocats de Clermont-Ferrand) et n'hésitait pas à professer sa foi républicaine. Il devint conseiller municipal de sa ville en 1869. En 1871, il fut élu député du Puy-de-Dôme à l'assemblée nationale, puis réélu en 1876 et 1877. À l'Assemblée, il était président du groupe centre gauche, ardent partisan de la République mais non anticlérical.

démocrates libéraux convaincus, souvent cultivés, des anticléricaux rationnels décidés à défendre vigoureusement la liberté de conscience contre les laïcistes fanatiques.

Gambetta, mort en décembre 1882, Ferry devient le leader des deux groupes. Après sa propre mort (1889), ce sont encore des ferrystes qui dirigent les gouvernements de la décennie 1890 (Jules Méline<sup>248</sup>, Alexandre Ribot<sup>249</sup>, Charles Dupuy<sup>250</sup>) ; c'est à ce moment que le groupe reçoit la dénomination nouvelle de « progressistes ». En 1889, au moment où l'ancien gambettiste Waldeck-Rousseau fait alliance avec les radicaux, le clivage entre gambettistes et ferrystes reprend vigueur. Avec Eugène Motte, ces derniers créent la tendance

---

Il devint ministre de l'Instruction publique en décembre 1877. Il démissionna en 1879 et ne fut pas réélu en 1881, mais fut nommé sénateur inamovible en décembre 1882. Il fut conseiller général du canton de Saint-Amant-Tallende de 1871 à 1895 et président du conseil général du Puy-de-Dôme de 1878 à 1883. Son fils Jacques Bardoux fut sénateur. L'un de ses arrière-petits-fils, Valéry Giscard d'Estaing, fut lui-même député du Puy-de-Dôme, puis président de la République de 1974 à 1981.

<sup>247</sup> François-Jules Suisse dit Jules Simon, né le 27 ou le 31 décembre 18141 à Lorient (Morbihan) et mort le 8 juin 1896 à Paris, était un philosophe et homme d'État français. Il collabora à la *Revue des Deux Mondes*, contribua à la fondation de la Liberté de penser (1847). Le 7 décembre 1851, quelques jours seulement après le coup d'État du 2 décembre instaurant le Second Empire, Jules Simon se rendit à son cours de la Sorbonne et prononça l'allocution suivante, devenue célèbre : « Messieurs, je vous fais ici un cours de morale. Je vous dois aujourd'hui non une leçon, mais un exemple. La France est convoquée demain dans ses comices pour blâmer ou approuver les événements qui viennent de se passer. N'y eût-il qu'un vote de blâme, je viens vous dire publiquement que ce sera le mien. »

Il fut révoqué le lendemain et privé, par suite, de sa conférence de l'École normale supérieure. Il se retira d'abord à Nantes où il employa ses loisirs à des recherches historiques. Puis, pour marquer son opposition à l'Empire, il publia *Le Devoir* (1854) qui eut un retentissement énorme. Bientôt suivirent : *La Religion naturelle* (1856) ; *La Liberté de conscience* (1857), *La Liberté* (1859), puis toute, une série de conférences éloquentes et fougueuses sur des questions de socialisme ou de philosophie. Après la guerre de 1870, il devient ministre de l'Instruction publique du gouvernement provisoire. « Il n'y a pas d'école neutre, disait-il, parce qu'il n'y a pas d'instituteur qui n'ait une opinion religieuse ou philosophique ».

<sup>248</sup> Félix Jules Méline, né le 20 mai 1838 à Remiremont (Vosges) et mort le 21 décembre 1925 à Paris, est un homme politique français de la droite modérée, président du Conseil de 1896 à 1898.

<sup>249</sup> Alexandre Félix Joseph Ribot, né le 7 février 1842 à Saint-Omer (Pas-de-Calais) et mort le 13 janvier 1923 à Paris, est un magistrat, conseiller d'État et homme politique français.

<sup>250</sup> Charles Dupuy (Charles-Alexandre Dupuy, dit Charles-Dupuy), né au Puy-en-Velay le 5 novembre 1851 et mort à Ille-sur-Têt le 23 juillet 1923, est un homme politique français qui occupa cinq fois la fonction de Président du Conseil.

qui deviendra, en 1903, la Fédération républicaine, tandis que Waldeck-Rousseau et les anciens gambettistes créent l'Alliance démocratique.

Malgré cette division tactique, les deux groupes sont incontestablement des républicains selon « 1789 ».

Il en est de même des ex-orléanistes. Jacques Piou<sup>251</sup> fonde en 1885 un groupe parlementaire, la « Droite constitutionnelle », composée de députés qui acceptent la République et la jugent définitive, gage d'union et d'unité.

Les protestants ex-monarchistes ou ex-bonapartistes agissent de même. Edgar Raoul-Duval fonde un parti intitulé « Droite républicaine ».

Léon XIII, pape depuis 1878, enfonce le clou en précisant que la doctrine chrétienne n'est attachée à aucune forme particulière de régime ; il y a eu, et il y a, de nombreuses républiques chrétiennes, tant catholiques que protestantes (Venise, Florence, Gênes, Genève, les Etats-Unis, ...), et l'Eglise n'a pas conséquent pas à entretenir de conflit en France avec la République<sup>252</sup>. Le

---

<sup>251</sup> Jacques Piou, né le 6 août 1838 à Angers (Maine-et-Loire) et mort le 12 mai 1932 à Paris, était un homme politique français. Avocat, député de la Haute-Garonne de 1885 à 1893 puis de 1898 à 1902, il est ensuite député de la Lozère de 1906 à 1919. Il joua un rôle déterminant dans le ralliement des catholiques à la république, sera le fondateur du premier parti politique, au sens moderne du terme, de centre-droit, et sera de 1898 à 1918 l'un des principaux leaders politiques catholiques français. La politique de Jacques Piou, qui cherchait à réconcilier, dans le respect des institutions républicaines, les catholiques avec la République et les républicains avec l'Eglise de France, fut vivement combattue sur sa droite par les royalistes, par l'Action française, en particulier de Charles Maurras et de Léon Daudet (qui surnommait ses troupes les « piou-piou »), et par les catholiques intransigeants que révélaient son libéralisme et sur sa gauche la plus proche par les démocrates chrétiens qui la trouvaient trop conservatrice et par les républicains modérés qui la trouvaient trop marquée par le catholicisme. Il trouva ses concours les plus efficaces chez les catholiques sociaux et les catholiques libéraux, frères ennemis qu'il réussit à faire vivre ensemble dans son parti, ce qui était déjà un exploit ! Et s'il ne parvint jamais à coïncider, comme il l'avait rêvé, toutes les forces du centre-droit, il n'en fut pas moins jusqu'en 1914 la personnalité politique de droite la plus influente au Parlement.

<sup>252</sup> Au grand dam des monarchistes, il est l'initiateur du ralliement des catholiques Français à la III<sup>e</sup> République, marqué par l'encyclique *Au milieu des sollicitudes* et le toast, prononcé à sa demande, à Alger, par le cardinal Laviege le 12 novembre 1890. Ce geste scandalisa nombre de catholiques et, par exemple, dans les manoirs de Vendée, on pria pour la conversion du pape ; certains allèrent même jusqu'à soutenir qu'au véritable Léon XIII on avait substitué un sosie ; *Les Caves du Vatican* (roman d'André Gide) contiennent une allusion à cette fable qu'on a répétée avec Paul VI. La comtesse de Pange raconte que son père, le duc de Broglie, avait coutume d'inviter à déjeuner une ou deux fois par an les curés du voisinage ; l'un d'eux, un peu échauffé par le vin de champagne dont il n'avait pas l'habitude, n'hésita pas à lancer au dessert un : « Et quand je pense à ce monstre de pape ! », qu'il refusa de retirer.

cardinal Lavigerie ajoute qu'en jouant le jeu de la nouvelle constitution les catholiques, qui sont nombreux et auxquels on peut penser que le suffrage universel donnera des élus en nombre important, pourront peser sur la législation et faire rapporter ou amender les lois les plus antireligieuses. Même Albert de Mun rejoint ce qui deviendra en 1901 un parti politique, l'Action libérale populaire (ALP). Piou ne reproche pas à ses adversaires d'être républicains, il leur reproche au contraire d'être de faux républicains, des continuateurs des terroristes et des tyrans. Il réclame à cor et à cri une Cour suprême permettant, comme dans la République américaine, de protéger les libertés contre les empiètements d'un régime d'assemblée.

Les républicains modérés sont sur la même longueur d'onde, y compris les libéraux de la franc-maçonnerie, tels Yves Guyot ou Hippolyte Rigault<sup>253</sup>.

La logique aurait donc voulu que catholiques ralliés et républicains modérés se rapprochent. Mais ces projets seront compromis par l'Affaire Dreyfus qui rejettera les uns dans le Bloc des gauches, les autres dans l'Anti-bloc. A partir de cette date et pour des décennies, la démocratie libérale française restera scindée en deux.

### *Entre les deux guerres*

Le Parti radical lui-même, comme (semble-t-il) la franc-maçonnerie dont il émane, est partagé entre les idéaux de « 1789 » et « 1793 ». Les hommes de « 1793 », contrairement à la reconstruction a posteriori de l'historiographie, n'ont dominé le gouvernement de la France que lors de brefs épisodes sans lendemains, Bloc des gauches, les deux Cartels<sup>254</sup>, le Front populaire. Plusieurs événements décisifs contribuent en effet à détourner les Français des tentations extrêmes.

---

<sup>253</sup> Hippolyte Rigault (1821-1858) est un écrivain français. Ancien élève de l'École normale supérieure, professeur de rhétorique au lycée Louis-le-Grand et suppléant au Collège de France à la chaire d'éloquence latine. Précepteur de 1847 à 1848 du comte d'Eu, fils de Louis d'Orléans, duc de Nemours. Il collabora notamment comme critique littéraire à la *Revue de l'instruction publique* où, vers la même époque, écrivaient Prévost-Paradol, Hippolyte Taine, Edmond About, Elme-Marie Caro, J.-J. Weiss, et Alfred Assollant. En 1853, Antoine-Isaac Silvestre de Sacy appelait le jeune professeur au *Journal des débats* qui était alors, au regard du gouvernement, une feuille subversive. Gustave Rouland, ministre de l'Instruction publique, mit le jeune maître en demeure d'opter entre sa chaire au Collège de France et son journal. Hippolyte Rigault était trop fier pour reculer : il choisit le journal.

<sup>254</sup> Après le Cartel des gauches proprement dit (1924-1926), il y a eu en 1932 un gouvernement centré à gauche, parfois appelé « Second cartel ».



D'abord, la Grande Guerre a imposé l'« Union sacrée », ce qui a mis un terme quasi définitif aux persécutions antichrétiennes. C'est l'époque où Barrès écrit *Les Diverses familles spirituelles de la France*. Même les radicaux mettent la pédale douce sur leur anticléricalisme.

Il y aura aussi, dès la fin de la guerre, le repoussoir de la Révolution bolchevique. Il déniaisera et « déradicalisera » les radicaux<sup>255</sup>.

Des influences de type « 1789 » s'exercent ensuite lors du Bloc national<sup>256</sup>, puis sous les gouvernements Poincaré et les autres gouvernements modérés des années 1920 et 1930.

Il y a d'abord les successeurs des ferrystes-grévistes, les « progressistes », réunis maintenant dans la Fédération républicaine. En 1919, leurs rangs se grossissent de nombreux catholiques issus de l'Action libérale populaire de Piou, au sein de l'Entente républicaine démocratique (ERD).

Les autres partisans de « 1789 », ceux qui ont choisi de suivre Waldeck-Rousseau et de participer au Bloc des gauches, se sont organisés dans l'ARD. C'est le parti des grands dirigeants de centre droit – Poincaré, Barthou, Tardieu, Flandin. Le slogan du parti, « ni réaction, ni révolution », marque son anti-collectivisme assumé. *L'Alliance s'est même délibérément constituée en réaction à la création du Parti radical-socialiste*, parce qu'elle est antisocialiste sur le plan économique et antilaïciste sur le plan idéologique.

Après la Première Guerre mondiale, l'ARD est présidée par Auguste Jonnart. Elle change deux fois de nom, devient le Parti républicain démocrate (PRD) puis le Parti républicain démocrate et social (PRDS). Les anciens sont rejoints par une nouvelle génération (Maginot, Lebrun, Reynaud, Petsche).

Face à eux, il y a le grand Parti radical. Et celui-ci n'est pas hostile à « 1789 ». Il est certes attaché à une certaine extension du secteur public. Mais aussi à la méritocratie républicaine, par définition anti-égalitariste. Il défend donc une politique nullement socialiste, mais social-démocrate, tendant vers l'Etat-providence, vaguement inspirée par le solidarisme de Léon Bourgeois. Cette politique implique une forte fiscalité, mais elle ne remet pas radicalement en cause les principes de la démocratie libérale selon « 1789 ». Elle ne le pourrait d'ailleurs pas, car son électorat est constitué de classes moyennes, et plus

---

<sup>255</sup> Dans *Les Hommes de bonne volonté*, Jules Romains narre le voyage en URSS de Jallez, Jerphanion, Bouitton et Bartlett, voyage qui leur dessille les yeux à tous quatre. Cf. *Le Monde est ton aventure*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », t. 3, 2003.

<sup>256</sup> Le Bloc national est une coalition rassemblant la droite et le centre en France, au pouvoir de 1919 à 1924.

précisément de classes moyennes indépendantes, avec une forte composante de *self-made men*. Comme l'écrit Albert Thibaudet en 1926, les radicaux ont été empêchés par leurs électeurs de mettre en œuvre des programmes trop socialisants. Ceux-ci sont attachés à la propriété privée ; ce à quoi ils sont hostiles, c'est aux « gros ». Ils refusent les « réformes de structure », c'est-à-dire la vague de nationalisations proposées par les socialistes lors du Front populaire. C'est ensuite le radical Daladier qui met brutalement fin aux réformes du Front populaire, chassant les socialistes du gouvernement et prenant avec lui des

---

hommes du centre et même de la droite, Champetier de Ribes<sup>257</sup>, Paul Reynaud, Jacques Rueff.

Parmi les républicains, il faut aussi citer les partisans de la démocratie chrétienne. Il y a eu un catholicisme libéral dans la période 1830-1848 (Lamennais, Lacordaire, Montalembert, relayés en 1848 par l'abbé Maret et Ozanam<sup>258</sup>). Frédéric Le Play<sup>259</sup>, Albert de Mun et René de La Tour du Pin<sup>260</sup>

---

<sup>257</sup> Auguste Champetier de Ribes est un homme politique français, né le 30 juillet 1882 à Antony (Hauts-de-Seine), décédé à Paris le 6 mars 1947. Il fut ministre sous la III<sup>e</sup> République et président du Conseil de la République. Juriste, il fut un adepte du christianisme social et un disciple d'Albert de Mun. Il fut blessé pendant la Première Guerre mondiale, puis élu au titre du Parti démocrate populaire député des Basses-Pyrénées de 1924 à 1934. Il fut ensuite sénateur, de 1934 à 1940. Président du Parti démocrate populaire à partir de 1929, il fut sous-secrétaire d'État aux Finances du 3 novembre 1928 au 21 février 1930, puis ministre des Pensions du 2 mars au 13 décembre 1930 dans le ministère André Tardieu, ministre des Anciens combattants et pensionnés du 10 avril 1938 au 13 septembre 1939 dans le cabinet Édouard Daladier. Il fut ensuite sous-secrétaire d'État du 13 septembre 1939 au 10 mai 1940 dans les gouvernements Daladier et Paul Reynaud.

Il refusa de voter les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940. Il se retira dans son département, où il dirigea le mouvement Combat. Premier leader de parti à reconnaître l'autorité du général de Gaulle en qualité de chef de la France libre, il fut membre de l'Assemblée consultative provisoire à la Libération. De Gaulle le nomma délégué du GPRF auprès du Tribunal militaire de Nuremberg. À son retour, il devint président du Conseil de la République le 27 décembre 1946 au bénéfice de l'âge, car, comme son concurrent communiste Georges Marrane, il obtint 129 voix. Deux jours plus tard, il fut le candidat du MRP à la présidence de la République contre le socialiste Vincent Auriol. La maladie l'empêcha d'assumer sa fonction de président de la Haute Assemblée.

<sup>258</sup> Antoine-Frédéric Ozanam (Milan, 23 avril 1813 – Marseille, 8 septembre 1853), historien et essayiste catholique français, professeur d'histoire de la littérature étrangère à la Sorbonne, fondateur de la Société de Saint-Vincent-de-Paul qui a été béatifié par le pape Jean-Paul II le 22 août 1997.

<sup>259</sup> Frédéric Le Play (Pierre-Guillaume-Frédéric) est né à La Rivière-Saint-Sauveur (Calvados) le 11 avril 1806 et mort à Paris le 5 avril 1882. Le Play était un polytechnicien (Promotion X, 1825), ingénieur du corps des mines et sociologue paternaliste français se revendiquant de la tradition contre-révolutionnaire. Il est l'auteur d'une enquête demeurée célèbre sur les « ouvriers européens » (1855) ; il est également le fondateur de la Société internationale des études pratiques d'économie sociale et de l'Union de la paix sociale.

<sup>260</sup> François René de la Tour du Pin Chambly, marquis de la Charce, est un officier et homme politique français, inspirateur en France du catholicisme social, né le 1er avril 1834 à Arrancy (Aisne), non loin de Laon en Picardie, et décédé le 4 décembre 1924 à Lausanne, en Suisse. En septembre 1871, de la Commune, alors qu'il est encore capitaine aide de camp du gouverneur militaire de Paris, il s'engage, à la demande de Maurice Maigren, fondateur en 1845 des Frères de Saint Vincent de Paul dans l'« Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers » avec ses amis Albert de Mun et Félix de Roquefeuil. Son action est alors inspirée des travaux de Frédéric Le Play. C'est alors qu'il est touché par la situation

fondent des cercles catholiques d'ouvriers. Leurs travaux, réalisés dans un esprit conservateur, inspireront la Doctrine sociale de l'Eglise de Léon XIII<sup>261</sup>. Les mêmes se rallient, à la demande du pape, à la République.

En parallèle, d'autres catholiques, comme l'abbé Lemire, ont également adhéré à la République. A partir de 1892-1893, leur mouvement demande la « coopération », la participation des salariés aux bénéfices, la « solidarité ». Ils acceptent les principes de « 1789 », la souveraineté du peuple, les libres élections. Ils inspirent le Sillon de Marc Sangnier.

Après la réintégration dans la République de l'Alsace et de la Moselle, en 1918, toute une génération d'hommes qui ont eu l'expérience d'un parti catholique est le noyau d'une nouvelle formation démocrate-chrétienne. En 1924 naît ainsi le Parti démocrate populaire (PDP), présidé par le Dr Thibout, puis par Auguste Champetier de Ribes. Il est aidé par la condamnation pontificale de l'Action française en 1926. Aux élections de 1928, le nouveau parti aura une vingtaine d'élus (dont l'abbé Desgranges, ou encore Robert Schuman).

Tout au long de la IV<sup>e</sup> puis de la V<sup>e</sup> République, ce mouvement perdurera, sous les avatars successifs du Mouvement républicain populaire (MRP), du Centre des démocrates sociaux (CDS), fondu ensuite dans l'UDF puis l'UMP. Tous ces gens sont d'excellents républicains, qui ne sacralisent pas l'Etat, défendent la famille, les libertés religieuses, les écoles libres, les autonomies locales et régionales, les associations. Ils ne sont pas seulement antitotalitaires, ils sont aussi antijacobins.

Par ailleurs, l'historiographie de gauche essaie parfois de présenter comme de mauvais républicains, voire comme des antirépublicains décidés, des hommes politiques des années 1930 qui ont proposé de réformer la République parlementaire. Voyons ce qu'il en est réellement.

- Alexandre Millerand avait tenté de rompre avec la tradition du 16 Mai, selon laquelle le Président ne doit exercer aucun des rôles politiques que lui reconnaissent formellement les lois constitutionnelles, et surtout pas dissoudre la Chambre.
- Gaston Doumergue avait proposé d'étendre le droit de dissolution et de limiter l'initiative parlementaire en matière de dépenses.

---

des ouvriers. Ses écrits politiques sont marqués par cette situation. Plus encore que Lamennais, il est à la source du courant du catholicisme social en France.

<sup>261</sup> Encyclique *Rerum Novarum* de 1891.

- André Tardieu, dans *L'Heure de la décision*, lance en 1934 un cri d'alarme, immédiatement suivi de *La Réforme de l'Etat*. Puis il jette carrément l'éponge et abandonne la vie politique. L'esprit général des réformes proposées par Tardieu est libéral. Il s'agit de limiter les pouvoirs de l'Etat et la ponction économique que la fonction publique opère sur la société civile. Quand une nouvelle majorité arrive au pouvoir, les spoliations pèsent sur d'autres catégories sociales, sans remise en cause des spoliations antérieures. Plus encore, comme l'écrit Tardieu, « *Il faut choisir en fonction du but que l'on désire atteindre. Ce but, Herbert Spencer l'avait prophétiquement discerné, il y a bien des années, quand il écrivait : « la fonction du libéralisme dans le passé a été de mettre une limite au pouvoir des rois. La fonction du libéralisme dans l'avenir sera de limiter le pouvoir des parlements »* » (*La Réforme de l'Etat*, p. 109).

### *La IV<sup>e</sup> République*

Au lendemain de la guerre, le MRP incarne ce courant démocrate chrétien. Il a certes dû faire des concessions aux idées socialistes alors prépondérantes, mais il reste un parti modéré, chrétien, personnaliste, anticommuniste.

Il y a une autre famille de partis politiques directement ou indirectement issus des partis de la droite républicaine d'avant guerre : les indépendants. Le Parti paysan de Paul Antier<sup>262</sup> ; l'Entente républicaine de Joseph Denais<sup>263</sup> ; le Parti républicain de la liberté (PRL) de Joseph Laignel<sup>264</sup> et Michel Clemenceau<sup>265</sup> ; la Fédération républicaine, désormais dirigée par Louis Marin ; le Centre national des Indépendants (CNI) créé en janvier 1949, avec pour fondateurs Roger Duchet<sup>266</sup>, Jean Boivin-Champeaux et René Coty ; plus tard le CNIP, le mouvement des républicains indépendants de Valéry Giscard d'Estaing et Démocratie libérale d'Alain Madelin incarnent ce courant, globalement libéral. Ce parti critique entre autres l'adjonction, dans le Préambule de la Constitution, aux droits de l'Homme de 1789, des droits économiques et sociaux. La « Troisième force » qu'ils constituent avec la « conjonction des centres » tombera sur la question de la Communauté européenne de défense (CED), refusée en 1954 à la fois par les communistes et les gaullistes.

Antoine Pinay, Joseph Laignel deviennent présidents du Conseil dans les années 1952-1953, et mènent une politique libérale, orléaniste dans l'esprit.

---

<sup>262</sup> Ex-député de la Haute Loire qui a rejoint de Gaulle en Angleterre.

<sup>263</sup> Biographe de Jacques Piou.

<sup>264</sup> Futur président du Conseil.

<sup>265</sup> Fils du Tigre.

<sup>266</sup> Ancien sénateur radical.

Néanmoins, la conjonction des centres a été tentée plusieurs fois, sans jamais avoir réussi à se pérenniser. Pourquoi la place que les familles républicaines démocrates libérales ont occupé dans la vie politique de notre pays a-t-elle été si instable ?

*Une déficience idéologique de la démocratie libérale ?*

Face à une gauche qui a depuis 1793 une mystique – un millénarisme – et depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle une doctrine construite, le marxisme, face à une droite traditionnaliste qui a elle aussi une mystique, les démocrates libéraux ont eu des difficultés à proposer un idéal.

Certes, les doctrines démocrates-libérales ont dominé au début de la Révolution, rayonné ensuite jusque tard dans le XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, il est de fait que la tradition libérale perd ensuite une grande part de son attractivité. La crise de 1929 paraît, aux yeux de nombreux intellectuels, sonner le glas de l'économie libérale<sup>267</sup>. Les intellectuels mêmes qui sont assez intelligents et informés pour comprendre les dangers et les horreurs des régimes totalitaires, ne se rallient pas pour autant avec netteté à l'idéal « 1789 »<sup>268</sup>. Les anticonformistes des années 1930 considèrent que le monde de ces années vit une terrible régression civilisationnelle. Ils renvoient dos à dos le capitalisme et le marxisme, qu'ils considèrent tous deux comme des matérialismes conduisant au règne de la machine et à la déshumanisation de la société. Ils entendent donc promouvoir une société où la personne humaine et les valeurs spirituelles seront remises au premier plan. Or il est évident, à leurs yeux, que la République démocrate libérale est incapable de produire une telle société. Ils refusent, certes, le révolutionnarisme de l'extrême gauche comme celui de l'extrême droite ; mais ils ne reconnaissent de valeur ni spirituelle ni morale à la République modérée qui a fait accomplir au pays tant de progrès scientifiques, économiques et sociaux.

Sous l'effet des traitements de choc que constituent la Deuxième Guerre mondiale puis la Guerre froide, l'Europe se réveille bientôt de la fascination pour les régimes antilibéraux. Toute une génération reprend alors la réflexion sur le modus operandi de l'économie de marché, sur le rôle essentiel que jouent la propriété privée et la liberté des contrats pour permettre une coopération sociale pacifique et efficiente, sur le caractère essentiel à cet égard du droit formel, sur le

---

<sup>267</sup> Voir notamment l'analyse de Walter Lippmann dans *La Cité libre* (1937). Voir en ligne.

<sup>268</sup> Lors du « Colloque Walter Lippman », organisé à Paris en août 1938, un bon tiers des présents ne se dit pas « libéral ». Cf. Serge Audier, *Le Colloque Lippmann, aux origines du néo-libéralisme*, Le Bord de l'eau, 2008, et la critique de Copeau. Voir en ligne.

bien-fondé de la démocratie politique pluraliste, et enfin sur le rôle des libertés intellectuelles. Parmi beaucoup d'autres, il faut citer Michael Polanyi, Ludwig von Mises, Friedrich Hayek, Karl Popper, Walter Eucken, Karl Boehm, Hannah Arendt, Piero Gobetti, Luigi Einaudi, Bruno Leoni, Luigi Sturzo, Alexandre Zinoviev, Ayn Rand... On reconnaît enfin que les sociétés modernes complexes ne peuvent être gérées *que* dans le cadre d'ordres sociaux *polycentriques*, c'est-à-dire démocrates libéraux. Ces auteurs ont repris à la gauche la magistrature morale. Ce qui ne rend que plus étranges, par contraste, les difficultés que rencontre cette philosophie politique pour se faire entendre *en France*.

## CONCLUSION : L'ÉGLISE DE LA GAUCHE

Nous pouvons observer un quasi monopole des tenants de « 1793 » dans les réseaux de la communication sociale. Les entreprises de médias peuvent bien appartenir à des capitalistes, cela ne veut pas dire que ceux-ci aient le moindre contrôle sur l'idéologie qu'ils diffusent. Surtout, ce ne sont pas les médias qui peuvent créer en profondeur une culture. La culture d'un pays est forgée par d'autres institutions, les grandes institutions pérennes et qui forment les esprits depuis la jeunesse.

« 1793 », nous l'avons vu, est un millénarisme. Cette religion de substitution, Nemo l'appelle la « Gauche » avec une majuscule, en prenant le mot non au sens parlementaire ou partisan, mais précisément en son sens spirituel – une mystique qui ne se discute pas. Pour son malheur, la France a donné à la religion de la Gauche l'Eglise dont elle avait besoin : c'est l'Education nationale.

Les intellectuels de Gauche ne sont pas des isolés et sont bien rarement des penseurs originaux. Ce sont plutôt les estafettes d'une armée permanente, constituée des enseignants fonctionnaires, auxquels il faut ajouter nombre d'employés des organismes publics de la culture. A contrario, privée d'un accès normal à l'école et à l'Université, *la famille idéologique libérale n'a plus jamais eu d'assise institutionnelle lui permettant de vivre et de rayonner*. Cela s'est déroulé le long d'une suite de décisions malencontreuses qui se sont enchaînées en cascade selon une *path dependance* fatale. Aujourd'hui, la République a renoncé purement et simplement à toute idée de gouverner l'Education nationale. Bien que nominale public et fonctionnant avec l'argent des citoyens-contribuables, c'est une entreprise privée qui s'autogère, gouvernée par les seuls chefs de l'Eglise de la Gauche, francs-maçons et syndicalistes. Simultanément, l'Etat rend à la nouvelle Eglise le signalé service d'empêcher la société civile de faire naître et vivre des écoles concurrentes. Or il est un fait que le pluralisme scolaire existe



sous une forme ou une autre dans *toutes* les démocraties autres que la France jacobine.

L'appareil social massif fonctionne à maints égards dans la société française comme l'Eglise fonctionnait dans les sociétés européennes traditionnelles<sup>269</sup>. La vie de 1 250 000 personnes et de leur famille dépend de l'institution. Les syndicats ont le pouvoir de tuer dans l'œuf toute politique qui serait voulue par les représentants de la souveraineté nationale, mais qui ne leur agréerait pas. Cette Eglise se recrute elle-même ; non seulement elle forme ses professeurs, mais elle contrôle aussi, depuis les accords Lang-Cloupet, la formation des professeurs du privé. Elle bénéficie des statuts créés en 1946 par Maurice Thorez, ainsi que des franchises universitaires, qui rendent tout professeur titulaire inamovible.

Dès lors qu'elle est une institution monopolistique, elle dispose d'un pouvoir d'uniformisation plus grand que celui qu'a jamais possédé l'Eglise de Rome qui n'était pas l'employeur de tous ses clercs. Cette institution est aussi marquée par son monocolorisme. Presque toute trace des anciennes sagesse, des autres philosophies politiques, des autres manières de voir le monde, ont été progressivement éliminées. D'autres visions sont systématiquement écartées, refoulées, tenues soigneusement en marge, contraintes de se réfugier dans l'*underground*, de communiquer par les *samizdats* (quelques rares journaux, des réseaux associatifs, et – ce qui est d'ailleurs le grand avenir – internet). Nous vivons une véritable situation d'oppression.

Ce système monopolistique n'existe dans aucun autre pays démocratique. Il tient en tutelle les pouvoirs séculiers. Il contrôle l'Etat *sub rationae peccati*, c'est-à-dire en se faisant juge de l'orthodoxie ou de la déviance des hommes politiques. Certes, il existe en France des hommes politiques de droite et du centre. Mais ils n'ont le droit d'exister dans le débat public que s'ils restent *spirituellement* de Gauche.

L'Eglise de la Gauche s'est arrogé le droit de délier les citoyens français du devoir d'obéir à la loi. Elle s'est même donné le droit de dispenser les citoyens français de tout devoir d'obéir à des décisions du gouvernement ou à des lois du Parlement qu'elle juge impies, et d'absoudre n'importe quel citoyen qui, pour lutter contre ces décisions et ces lois, use de moyens violents. *C'est l'explication de fond que nous recherchions de la prévalence des mentalités « 1793 » dans notre pays.*

---

<sup>269</sup> Tel était le plan explicite de Léon Bourgeois dans *L'Education de la démocratie française. Discours prononcés de 1890 à 1896*, Edouard Cornély et Cie, éditeurs, 1896.

Tout vœu du peuple qui ne correspond pas aux canons moraux de l'Eglise est repoussé comme « populiste ». On ne veut pas envisager l'idée que les membres du gouvernement ou le président de la République soient des hommes mauvais ; ils n'oseront donc pas s'élever contre le Bien. C'est exactement le type d'influence cléricale que dénonçaient les anticléricaux rationnels du XIX<sup>e</sup> siècle. *C'est, au sens propre du terme, du cléricalisme.*

Le ministre de l'Education nationale, en particulier, ne doit rien toucher à l'institution dont il reçoit pour quelques mois la direction nominale. Les gouvernements de la République font comme l'empereur germanique Henri IV ; ils vont tous les jours à Canossa et baisent la mule des francs-macs.

L'Eglise millénariste a décrété que l'école avait pour fonction non d'éduquer et d'instruire, mais de « réduire les inégalités ». Outre qu'elle a contribué à aggraver en réalité les inégalités sociales, elle n'a cessé de faire reculer la qualité des études<sup>270</sup>.

Nous sommes, nous, dans la situation où était l'Empire ottoman à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, paralysé intellectuellement et socialement par ses *oulémas*, en passe d'être submergé par des civilisations supérieures.

Beaucoup de Français croient en toute bonne foi que ce qu'ils ont reçu de « 1789 », ils le doivent à « 1793 ». *C'est donc manifestement l'éducation qu'ils ont reçue qui fait problème.* Nous devons faire œuvre d'anticléricalisme rationnel, et songer à mettre d'urgence en chantier une loi de séparation de l'Eglise de la Gauche et de l'Etat.

---

<sup>270</sup> Cf. Philippe Nemo, *Pourquoi ont-ils tué Jules Ferry ?*, Grasset, 1991 ; *Le Chaos pédagogique*, Albin Michel, 1993.

MELANGES EN L'HONNEUR DE L'OUVRAGE PRIME PAR  
WIKIBERAL EN 2009, *LES DEUX REPUBLIQUES FRANÇAISES*, DE  
PHILIPPE NEMO

\* \* \*

**MELANGES**

## NEMO REPLACE L'ACCEPTATION DE LA DEMOCRATIE LIBERALE COMME CRITERE D'INTELLIGIBILITE DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Il n'est guère aisé de rendre compte du dernier ouvrage de Philippe Nemo, *Les deux républiques françaises*<sup>271</sup>, tant la thèse qu'il y déploie s'inscrit à contre-courant de ce que nous pourrions appeler les croyances ordinaires, à travers une très courageuse remise en cause de ce qui apparaît comme une histoire officielle, qui aurait occulté, pour ne pas dire éradiqué, un certain nombre de faits jugés incompatibles avec le logiciel idéologique des forces dominantes. Bien que Philippe Nemo ne s'inscrive pas franchement – c'est un euphémisme – dans les problématiques plus ou moins récentes de dénonciation de la domination, il s'avère pourtant que la totalité de ce livre relate le procès même de l'installation de la domination d'une force idéologique non démocratique, non pas dans les plus hautes sphères de l'Etat, mais dans les sphères les plus stratégiques de diffusion idéologique, au détriment de la bonne marche du processus démocratique. Cette force idéologique et non-démocratique, Nemo la thématise à partir d'une date, hypostasiée en concept explicatif, à savoir 1793. Tout au long de l'ouvrage, « 1793 » désignera, certes, le moment inaugural de la pulsion totalitaire, planant en permanence sur la politique française, mais « 1793 » désignera surtout cette foi religieuse, génératrice de croyances profondément irrationnelles, que Nemo résume ainsi : « « 1793 », (...), est un millénarisme. C'est une religion honteuse, non consciente d'elle-même, puisqu'elle se présente comme un athéisme, un laïcisme et un matérialisme, mais elle n'en fonctionne pas moins, psychologiquement et sociologiquement, comme une religion. J'appellerai cette religion de substitution la « Gauche » avec une majuscule, en prenant le mot non au sens parlementaire ou partisan, mais précisément en son sens spirituel – une mystique qui ne se discute pas, ne s'argumente pas, résiste à toute objection rationnelle basée sur les faits et, le cas échéant, soulève des montagnes. »<sup>272</sup> Il ne s'agit donc pas tant de lutter contre la légitimité de la Gauche, mais bien plutôt d'en révéler la nature intime, les analogies troublantes avec le millénarisme religieux, les armées de diffusion publique ; non pas attaquer mais démythifier afin de présenter ce concept sous son vrai visage, qui est celui du

---

<sup>271</sup> Philippe Nemo, *Les deux républiques françaises*, PUF, 2008

<sup>272</sup> *Ibid*, p. 248

saut dans la croyance au sens le plus désastreux du terme. Une gigantesque entreprise critique se trouve ainsi convoquée, pour mieux interroger les ressorts fondamentaux de « 1793 » dont les effets sont plus que jamais visibles aujourd'hui.

Une précision s'impose : j'adopte, pour des raisons évidentes, le sens des concepts de Nemo, si bien que lorsque j'écrirai Gauche avec une majuscule, il ne s'agira pas des partis de gauche mais bien de cette mystique jacobine, étatiste, antisémite, socialiste ou communiste, ne décrivant en aucun cas les Républicains modérés ni la social-démocratie.

### Les deux paradoxes

Néanmoins, ce texte ne saurait être réduit à la dénonciation de la structure exclusivement *fiduciaire* de la Gauche ; il propose également, et peut-être même essentiellement, une profonde relecture de l'histoire contemporaine de la France, à travers un déplacement significatif de la grille de lecture idéologique : si nous avons tous appris à lire l'histoire de France comme la lutte du Bien contre le Mal, entendons des Bons Républicains contre les Méchants Royalistes, puis contre la méchante droite, Nemo invite à déplacer le curseur vers un critère désormais immanent à la République elle-même : il n'y a pas *la* République contre *les* royalistes, mais il y a *des* Républiques, profondément antagonistes, et c'est cet antagonisme là qu'il faut interroger et placer au centre des réflexions herméneutiques en histoire. L'effet immédiat de ce transfert interprétatif est fort paradoxal : s'il ne s'agit plus d'accepter ou de refuser la République mais de savoir *quelle* République on veut, si donc le problème devient immanent à la République elle-même, il n'en demeure pas moins que le critère fondamental nous semble demeurer dans le rapport à la démocratie libérale ; en d'autres termes, cet ouvrage présente le paradoxe d'un recentrage dans la République elle-même qui a pour effet de placer le critère discriminant en dehors de la République, à savoir dans l'acceptation de la démocratie libérale. *Il ne s'agit donc plus de lire l'histoire de France comme la lutte du refus et de l'acceptation de la République mais bien plutôt de la lire comme le choix entre plusieurs Républiques, discriminées par leur rapport à la démocratie libérale.* Nemo forge un second concept pour qualifier ceux qui reprennent la République libérale, antijacobine, et ce concept, à l'image du premier, est puisé dans une date elle-même conceptuellement hypostasiée : « 1789 ». Ainsi l'histoire de France est-elle cette lutte incessante entre « 1789 » et « 1793 », et non entre 1793 et la réaction royaliste.

Deuxième paradoxe, lié cette fois au concept de « *Gauche* » que forge Nemo en conclusion, la notion même de droite et de gauche perd de sa pertinence ; on peut imaginer de la droite réactionnaire ou extrême dans « 1793 » (ce que Sternhell appelle excellemment les « *droites révolutionnaires* »), tout comme on peut parfaitement ranger une partie de la gauche sous « 1789 » ; il s'agit donc de ne pas se laisser illusionner par le concept de « *Gauche* » proposé par Nemo, qui ne désigne en rien la réactivation d'une bipolarité droite / gauche, qui serait le sens de l'histoire, mais il convient d'appréhender la « *Gauche* » comme une Religion, au sens fort, métapolitique, transcendant le débat démocratique, et imposant au destin français la marche historique souhaitée.

Ce paradoxe nous semble stratégiquement risqué, de la part de Nemo : il y a là de quoi nourrir facilement un amalgame qui, n'en doutons pas – si toutefois la Gauche condescend à rendre compte de cet ouvrage –, sera ravageur ; nous entendons déjà les critiques indignées, reprochant à Nemo de ne pas reconnaître la légitimité de la gauche, amalgamant bien sûr la gauche comme force politique, et la Gauche comme idéologie religieuse et millénariste ; nous entendons d'ici les railleries fondées sur l'arroseur arrosé, lequel reprocherait à la gauche son manquement démocratique, lui-même refusant les forces démocratiques en présence ; il est à craindre que la malhonnêteté intellectuelle de beaucoup soit telle que ne soit pas prise la précaution de distinguer la Gauche au sens conceptuel des partis de gauche, et fasse croire que Nemo s'en prend à la légitimité même de ces derniers, faisant de Nemo un antidémocrate patenté sous couvert de la défense de la démocratie libérale. A suivre.

Pour mener à bien pareille entreprise, qui n'est autre que la dénonciation de l'appropriation par la Gauche de l'histoire glorieuse de France comme étant son Histoire, au prix de mensonges parfois grossiers mais toujours efficaces, Nemo se voit obligé de faire preuve d'une grande rigueur historique, et de convoquer un à un les mythes, au sens mensonger du terme, forgés par cette « *Gauche* », issue de « 1793 », si bien que c'est une gigantesque entreprise de mythomanie qui se trouve ainsi démontée, souvent de manière fort convaincante. Pour ce faire, cinq grands mythes vont être examinés, disséqués, et systématiquement malmenés : « 1793 » aurait été démocrate, la République serait née de « 1793 », « 1793 » aurait été laïque, « 1793 » aurait été dreyfusard, et les adversaires de « 1793 » auraient été nazis. Naturellement, la simple lecture de ces têtes de chapitres suffit à montrer que « 1793 » n'est pas une simple date, mais une idéologie, le jacobinisme, qui court à travers les siècles, et qui structure l'histoire nationale, de façon souvent tragique, dès ce moment inaugural, jacobin, socialiste et étatiste que Nemo définit ainsi : « *La conception jacobine se réfère à la 1ère République française. Or celle-ci a été un régime totalitaire dont les horreurs ont*

*égalé en nature, sinon en ampleur, celles des régimes nazi ou stalinien du XX<sup>e</sup> siècle. Il ne s'agit pas de reprocher aux Robespierre, Saint-Just, Billaud-Varenne, Carrier, Turreau et consorts d'avoir pratiqué des assassinats, génocides et autres actes relevant de la définition moderne des crimes contre l'humanité. C'est un fait qu'on ne voyait pas les choses de cette manière à leur époque ; autant reprocher aux Topinambours d'être anthropophages. Mais ce qui pose problème est que certaines forces politiques d'aujourd'hui donnent ce passé détestable comme l'épopée fondatrice du pays, comme son écriture sacrée, comme la source rayonnante de ses valeurs et même comme ce qui constitue la France comme nation. »<sup>273</sup>*

## Généalogie du crime politique

Une telle entreprise ne peut avoir pour son auteur que deux conséquences : la diabolisation, ou l'occultation. L'hérésie que constitue ce livre se trouve prémunie contre la diabolisation en vertu de ses très nombreuses sources, convaincantes et claires ; il est alors probable que le silence prévaudra, et il n'est guère surprenant que près d'un mois après sa sortie, aucun organe de presse nationale ne s'en soit fait l'écho...

### *La violence*

Les sources, en effet, il y en a ; elles sont fortes, et se dispensent peut-être même de commentaires. « 1793 », nous l'avons dit, c'est à la fois le moment inaugural et le concept antidémocratique par excellence, c'est-à-dire ce besoin de violence et de répression à l'encontre des tenants de l'opinion adverse, au nom, bien entendu, d'idéaux jugés généreux : la lutte contre les « riches », la redistribution des richesses, etc. Ainsi Nemo peut-il citer l'Enragé d'Orléans Taboureau de Montigny, pour lequel « *la soif de richesse ne peut s'éteindre que dans des flots de sang* »<sup>274</sup> ou Jacques Roux, légitimant « l'extermination » de « ceux qui s'approprient les produits de la terre et de l'industrie, qui entassent dans les greniers de l'avarice les denrées de première nécessité et qui soumettent à des calculs usuraires les larmes et l'appauvrissement du peuple »<sup>275</sup>. Nous sommes ici au cœur, déjà, de ce qui sera le fond invariant de « 1793 », à savoir ce mépris absolu de la vie de l'individu, cette légitimation de la violence révolutionnaire au nom d'une mystique dont la réalisation hic et nunc se veut justifier la mort de milliers – de millions – d'individus. Comment, dans ces conditions, s'étonner que le site internet du Nouveau Parti anticapitaliste bruisse de mille appels au meurtre et à

---

<sup>273</sup> *Ibid.* p. 2

<sup>274</sup> cité p. 17

<sup>275</sup> *Ibid.*

la violence, ainsi que le révèle Maël Thierry dans le *Nouvel Observateur* : « *Il faudra les militaires avec nous pour les épisodes inévitables d'affrontement* »<sup>276</sup> écrit un militant ; « *Si on veut significativement faire progresser la Justice sociale, on s'expose à la violence des capitalistes. Donc le recours aux armes doit être envisagé (...)* »<sup>277</sup>, écrit un autre militant du NPA. Cette continuité de la légitimation de la violence et du meurtre au nom d' « idéaux » ne peut s'expliquer en effet que par une mystique devant laquelle doivent s'effacer les atrocités du réel commises en son nom.

Il serait trop long de donner la liste de tous les morts, de toutes les victimes de « 1793 », jamais innocentes aux yeux de cette religion puisque retardant de manière insupportable l'accomplissement millénariste souhaité ; il n'est qu'à songer aux journées de 1848 où un général venu négocier avec un drapeau blanc se trouve sauvagement assassiné, à Mgr Affre lui aussi battu à mort par les émeutiers alors qu'il cherchait à s'interposer entre les combattants. Inutile de rappeler ici combien terrible fut la Terreur, le cortège de morts qu'elle entraîna, ou les mesures de police instituées par la Commune, où le blanquiste Rigault restera tristement célèbre pour ses persécutions de tous ordres, à commencer par les fonctionnaires de la ville de Paris, jugés insuffisamment révolutionnaires et démis de leur fonction pour 75 % d'entre eux. La liberté de la presse, établie par le Second Empire, sera abolie, les persécutions religieuses connaîtront leur acmé.

### *Le déni permanent de démocratie*

Fondamentalement, « 1793 » se manifestera par le même procédé : refuser le verdict des urnes et imposer la force d'une minorité agissante. Lorsque Nemo écrit : « *Après les élections législatives de mai 1849, l'extrême gauche mécontente de sa défaite, essaie encore d'obtenir par la rue ce qu'elle n'a pas obtenu par les urnes.* »<sup>278</sup>, il semble qu'il délivre là un mécanisme habituel pour la Gauche et « 1793 » consistant à systématiquement remettre en cause un verdict démocratique jugé contraire aux « Idéaux » révolutionnaires. Une série de dénis démocratiques – dont on observe encore aujourd'hui les ravages – auront donc lieu, parfois poussés jusqu'à l'hypocrisie ultime, c'est-à-dire menés au nom de la démocratie. Revue de détail :

Les premières élections post 1789 sont régulières. « *C'est ensuite que tout se dégrade. L'élection de l'Assemblée législative dans l'été 1791 est l'occasion de graves*

---

<sup>276</sup> Maël Thierry, « Besancenot dans la toile », in *Le Nouvel Observateur*, 9-15 octobre 2008, p. 68.

<sup>277</sup> *Ibid.*

<sup>278</sup> Nemo, *op. cit.*, p. 30



irrégularités. Le pire survient lors de l'élection de la Convention, en août-septembre 1792. En effet, ce sont maintenant les acteurs ou les bénéficiaires du 10 août – à savoir, les Jacobins et la Commune insurrectionnelle – qui organisent le scrutin. Or, bien moins démocrates que le roi, ils prennent les mesures de force nécessaires pour que n'y prennent part que la petite minorité des électeurs potentiels qui leur sont favorables. »<sup>279</sup> Contrôler le corps électoral, tel est le credo de nos hommes de « 1793 » ; ceux qui ne pensent pas correctement ne devraient pas pouvoir voter ; des individus auto-institués jugent ainsi de qui est apte à voter et surtout de qui ne l'est pas, au nom bien entendu, de la réalisation du Bien. Toutes proportions gardées, on ne saurait éviter de penser à un représentant contemporain de la Gauche, dont l'esprit demeure hélas bien fidèle à cette haine de la pratique démocratique, sans cesse contrariée par la liberté de vote ; le personnage déclarait il y a peu, le plus sérieusement du monde : « Je suis déçu par la démocratie. C'est un système surfait. Comme il y a des permis de chasse, de pêche, de conduire, on devrait créer un permis de voter avec l'obligation de passer un test d'instruction civique avant de glisser son bulletin dans l'urne. Je me verrais bien dans le rôle de l'examineur ! » Cette déclaration de Guy Bedos n'est pas si innocente qu'il y paraît : partant d'une déception à l'égard de l'exercice démocratique, Bedos en déduit une conséquence profondément non démocratique, à savoir l'attribution du vote en fonction de l'adhésion à ses propres valeurs, délivrées par l'instruction civique chargée, on s'en doute, de diffuser les valeurs du Bien.

Il y a là quelque chose qui peut paraître mystérieux pour quiconque se voue corps et âme à la liberté ; pourtant, l'explication par la dimension religieuse que suggère Nemo permet de lever bien des incompréhensions : à l'origine existe cet impératif de réalisation d'un Bien jugé transcendant ; le vote des électeurs n'a de légitimité que s'il accompagne la réalisation de ce Bien, et se trouve destitué de toute tolérance, dès lors qu'il s'y oppose ; ainsi, ce qui pose problème, c'est à la fois la démocratie et le corps électoral ; dissoudre celui-ci pour mieux abattre celle-là, tel est le triste dessein opéré depuis « 1793 », dessein que l'on retrouve jusque dans les propos d'un humoriste « engagé » en 2007. L'application de ce principe de dissolution d'un corps électoral jugé incompatible avec le sens même de l'histoire, reçoit bien des illustrations :

Le 24 août 1792, afin de prévenir d'éventuels mauvais résultats pour la Convention, Marrans expose sa stratégie en ces termes : « Des curés aristocrates, d'abord dispersés par la crainte, osent déjà rentrer dans leur paroisse et travailler à nous donner de mauvais électeurs. Il faut que la déportation soit signifiée avant le 28 août. »<sup>280</sup> Le 11 août, les journaux non jacobins sont interdits ; une liste de 28 000 signataires royalistes exclut de l'élection les signataires. A Paris, où la participation est de moins de 10 %, tous les élus sont des hommes de la

---

<sup>279</sup> Ibid. p. 34

<sup>280</sup> Cité p. 35

Commune. « Dans la façon dont on raconte aux Français la Révolution et l'œuvre de la Convention, il y a donc un extraordinaire mensonge historique. La Convention a prétendu parler au nom du « peuple souverain » et c'est à titre qu'elle s'est arrogé tous les pouvoirs (...). Or, loin de représenter véritablement le peuple, elle a résulté d'un putsch mené par une petite minorité au mépris de toute démocratie. »<sup>281</sup> Le vote pour l'élection de la Convention aura lieu par appel nominal, et à haute voix. Toute ressemblance avec les procédures toujours en vigueur dans les AG universitaires est loin d'être fortuite...

Songez également aux journées de 1848. Le 23 et le 24 avril 1848 ont lieu des élections législatives parfaitement régulières. Une majorité démocrate en sort. « L'extrême gauche doit se contenter d'une centaine de sièges. Encore, les socialistes élus ne le sont-ils, le plus souvent, que dans le sillage des Républicains du centre, quand ces derniers les ont accueillis sur leurs listes. »<sup>282</sup>. Or, fidèle à son habitude, la Gauche, c'est-à-dire l'extrême-gauche politique, ne saurait se contenter d'un tel résultat démocratique. Elle va donc organiser une agitation populaire, et, le 15 mai une manifestation en faveur des Polonais insurgés finit, une fois de plus, en déni démocratique : l'Assemblée nationale et l'hôtel de ville sont envahis. Barbès, Blanqui et Raspail montent au perchoir pour rejeter le résultat des élections, réclamer un nouveau gouvernement, et Huber s'exclame à la tribune : « L'Assemblée est dissoute. », Assemblée élue régulièrement trois semaines plus tôt... Pourrait-on faire preuve de pire déni démocratique ?

La Commune est, elle aussi, l'occasion de remise en cause du suffrage populaire. Les élections du 8 février offrent à la droite une large victoire à l'assemblée ; à Paris, sur les 20 maires d'arrondissement, seuls deux sont rouges. Contraires aux exigences de l'extrême gauche, les élections vont donc être jugées sans validité, et le 18 mars commence l'insurrection parisienne. Pour contrer les élections municipales régulières, on refait voter le 26 mars de façon irrégulière. Une fois de plus, les modérés sont empêchés de voter, ce que nos historiens rendent en ces termes pudiques : « Les modérés s'abstiennent, et il n'y a que 230 000 votants sur 485 000 inscrits. »<sup>283</sup>

Pourquoi, devrait-on se demander, la Gauche, ou « 1793 » ont-elles fait preuve de ce permanent déni démocratique, refoulant dans l'infamie tout résultat d'une élection jugé contraire à leurs idéaux ? La réponse de Nemo nous paraît d'une grande acuité : « Je fais l'hypothèse que les mouvements inspirés de « 1793 » obéissent tous, à des degrés divers, à une structure mentale très ancienne, le

---

<sup>281</sup> Ibid, p. 37

<sup>282</sup> Antoine Olivesi et André Nouschi, *La France de 1848 à 1914*, Nathan Université, 1997, p. 24

<sup>283</sup> Ibid. p. 155

millénarisme. »<sup>284</sup> S'appuyant sur Delumeau, Lubac ou Hermann Cohn, Nemo déconstruit avec bonheur cette étrange croyance, nous amenant au point crucial : « Dans le schéma millénariste apocalyptique originel, si la conduite des opérations est l'affaire des seuls élus, c'est parce que le peuple est essentiellement composé de pécheurs et qu'il ne peut être remis sur la bonne voie que par les saints, qui ne sont qu'une poignée. »<sup>285</sup> En d'autres termes, lorsqu'une poignée d'individus se rendent à l'Assemblée, se croyant habilités à la dissoudre contre tout sens démocratique, cela ne peut devenir intelligible que si l'on admet que ces individus se croient détenteurs ou dépositaires d'une Vérité absolue, que rien ne saurait entraver, surtout pas le corps électoral, lequel ne saurait être qu'un corps profondément peccamineux lorsque son vote ne coïncide pas avec le savoir que détiennent ces individus.

Le problème auquel se heurtent les individus de Gauche, au sens de Nemo, c'est au fond celui que décrit Lénine, lorsqu'il se demande si le peuple est en mesure de prendre conscience de ses supposés intérêts ; comment le peuple peut-il voter contre ses intérêts ? « Ainsi, écrit Lénine dans *Que faire ?*, la question des rapports entre la conscience et la spontanéité offre-t-elle un immense intérêt général et demande-t-elle une étude détaillée. »<sup>286</sup> La réponse de Lénine à la spontanéité des intérêts de classes est très claire : elle n'est pas immanente à la classe ouvrière. « L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, appartenaient eux-mêmes par leur situation sociale aux intellectuels bourgeois. »<sup>287</sup> Alors que faire ? Il faut éclairer le peuple, pour mener à bien les impératifs de réalisation de la Gauche ; et l'éclairer, cela suppose l'existence de certains élus, de certains êtres supérieurs, totalement affranchis des règles du suffrage, qui auront pour tâche de corriger les errements démocratiques, lorsque le peuple, aveuglé sur ses propres intérêts, aura bêtement voté pour « 1789 » et non pour « 1793 » ; dans ces conditions, le vote sera considéré comme nul et non avenu, l'importance de l'œuvre sera telle que sera légitimé le refus des élections, ainsi que le prouvent largement les actions d'un Blanqui, d'un Raspail, d'un Barbès, autant de boulevards par lesquels Paris, hélas, honore ces tyrans.

---

<sup>284</sup> Nemo, *op. cit.*, p. 46

<sup>285</sup> *Ibid.* p. 48

<sup>286</sup> Lénine, *Que faire ?*, Editions sociales, Paris, Moscou, 1971, p. 45

<sup>287</sup> *Ibid.* p. 47

## « 1793 » dans la République

### « 1793 » contre la naissance de la République

Contre l'idée reçue voulant que la Gauche ait institué la République en 1870, il convient dans un premier temps que c'est Thiers qui dirige cette III<sup>ème</sup> République, « *vieillard providentiel plébiscité par la majorité du pays.* »<sup>288</sup> Or Thiers est conservateur ET républicain. La tentative isolée du comte de Chambord de revenir à une monarchie légitimiste ne rencontre aucun écho à droite. « *Les orléanistes et même une partie des légitimistes sont irrités ou découragés par cette prise de position.* »<sup>289</sup> La droite s'est rangée sous la République, et les principales difficultés proviendront de la Gauche, résolument hostile à la naissance de la III<sup>ème</sup> République.

En 1875, les lois constitutionnelles commencent à se faire désirer ; or, cette Constitution républicaine, ce sera la droite, c'est-à-dire les orléanistes pour la majorité, qui la fera adopter ; en effet, « *si la restauration de la monarchie s'avère impossible, beaucoup de notables orléanistes préfèrent la République conservatrice à l'hypothèse d'un rétablissement de l'Empire. On revient donc, en somme, au programme de Thiers.* »<sup>290</sup> La conséquence de tout ceci est que la Constitution va fédérer la droite et les Républicains, de sorte que la droite se convertit de façon définitive à la République. « *Un rapprochement s'effectue donc entre le centre-droit et les républicains modérés, notamment dans la commission des lois constitutionnelles.* »<sup>291</sup>. En d'autres termes, comme le synthétise Nemo, « *c'est cette famille d'esprit, ces orléanistes ou ex-orléanistes de centre droit, résolument hostiles au jacobinisme, qui élaborent la Constitution de la III<sup>e</sup> République.* »<sup>292</sup>

L'idée même d'un Président de la République est profondément contraire aux idéaux de « 1793 », lesquels préféreront toujours un exécutif collégial. « *De fait, écrit Nemo, si l'on examine les principales institutions qui sont alors mises en place, on s'aperçoit que ce sont, pour l'essentiel, des institutions de démocratie libérale, qui peuvent entrer dans le cadre d'un régime républicain comme celui des Etats-Unis, ou d'un régime de monarchie parlementaire comme celui de l'Angleterre, mais qui ne correspondent en aucune façon aux institutions, et encore moins à l'esprit, de la I<sup>ère</sup> République jacobine. Les trois points essentiels sont la présidence de la République, l'existence d'une Chambre haute, le parlementarisme.* »<sup>293</sup> La naissance de la République ne saurait donc être attribuée à la Gauche, au sens

---

<sup>288</sup> Olivesi et Nouschi, *op. cit.*, p. 158

<sup>289</sup> *Ibid.* p. 159

<sup>290</sup> *Ibid.* p. 163

<sup>291</sup> *Ibid.*

<sup>292</sup> Nemo, *op. cit.*, p. 71

<sup>293</sup> *Ibid.* p. 72

conceptuel, et la nature même de sa constitution en fait un produit résolument libéral, et essentiellement incompatible avec « 1793 ». Rien ne serait donc plus faux que de faire de la III<sup>ème</sup> République le produit des luttes progressistes, de l'idéal socialiste, elle est un pur produit d'une pensée libérale, de centre-droit et de centre-gauche, auxquels se sont ajoutés les orléanistes.

La meilleure preuve de cette situation est, aux yeux de Nemo, l'année 1889 où, la droite est sévèrement battue, sans que ne se réveille la Gauche, « *qui commence à peine à se relever de la répression de la Commune et des poursuites contre l'Internationale. Beaucoup de militants se sont réfugiés en Suisse (anarchistes) ou en Angleterre (blanquistes).* »<sup>294</sup> Cela veut bien dire que la République a pu se construire parce que la Gauche était exsangue, que la République s'est construite en dépit de la Gauche et non grâce à la Gauche. C'est bien l'apathie de la Gauche qui a rendu possible la naissance républicaine, d'abord assumée par le conservateur Thiers, et concrétisée par les centres et les orléanistes. Il faut ainsi mettre fin à « *une sorte de droit de propriété des socialistes et des communistes sur la République. Ce n'est pas eux qui l'ont fondée. Ceux qui l'ont fondée, ce sont, d'une part, les monarchistes constitutionnels – orléanistes, légitimistes libéraux et bonapartistes – et, d'autre part, la fraction des républicains qui, adversaire déterminée des « rouges », a approuvé la répression brutale de la Commune.* »<sup>295</sup>

### *Persécutions religieuses*

Opposant la politique laïque, qui serait une séparation rationnelle des Eglises et de l'Etat au laïcisme, qui serait une religion de substitution, Nemo va exhumer les textes de grands protagonistes de l'époque, afin de prouver que le laïcisme tel qu'il sera mis en œuvre par « 1793 » aura pour objet explicite de créer de toutes pièces une nouvelle religion à laquelle devra se soumettre le peuple français. Quinet, dont l'enseignement du peuple (1850) sert de fil conducteur, peut être appréhendé comme le symptôme le plus manifeste de cette tendance profondément antichrétienne, pourtant mâtinée de millénarisme religieux. Ce qui sera fascinant, ce sera d'observer, une fois de plus, la manière dont ces élus autoproclamés affirmeront la nécessité de sortir de toute légalité, donc de la démocratie, pour prétendument renforcer celle-ci. Ainsi Quinet déclare-t-il que « *le despotisme religieux ne peut être extirpé sans qu'on sorte de la légalité* »<sup>296</sup>. On ne saurait mieux dire : certains impératifs supérieurs – mais qui les a décrétés supérieurs ? – ne sauraient être accomplis par le respect des fondements mêmes de la démocratie et supposent de contourner ceux-ci afin d'accomplir la mission

---

<sup>294</sup> Olivesi et Nouschi, *op. cit.*, p. 169

<sup>295</sup> Nemo, *op. cit.*, p. 88

<sup>296</sup> Cité p. 101.

de réalisation du Bien, i.e., les « Idéaux » révolutionnaires de 1793. Certes, dira le lecteur sceptique, mais rien ne prouve que ce combat soit d'ordre religieux ; or, page 37 de l'enseignement du peuple, Quinet explique fort bien « *la France nouvelle ne doit avoir qu'une seule foi* », que le dessein même de son action est de donner à la France une seule et même religion, celle de la France moderne : « *la France nouvelle, écrit Quinet, ne doit avoir qu'une seule foi* ». « *Une seule foi* », c'est-à-dire cette foi révolutionnaire, cette foi de « 1793 », cette foi laïciste et millénariste, cette foi en la Gauche, seule religion valable et légitime aux yeux du progrès historique. C'est ce que Leroy-Beaulieu avait fort bien saisi : « *Aux yeux de la démocratie radicale, la religion est une rivale dont elle refuse de tolérer la concurrence. La Révolution ne prétend à rien moins qu'à remplacer les vieux cultes et à en tenir lieu. Aussi bien est-ce une guerre de religion (...) qu'elle fait au christianisme.* »<sup>297</sup> On ne saurait mieux dire.

Si le laïcisme est bien une religion, encore lui faut-il une Eglise ; cette Eglise, aux yeux de Nemo, sera la maçonnerie, véritable bras armé de la République. « *Si la franc-maçonnerie est l'Eglise de la République, on devra dire et penser que seuls ceux qui, membres ou non, partagent son credo sont de vrais républicains. Inversement, ceux qui s'opposent aux orientations philosophiques et politiques de la secte pourront être présentés comme des ennemis de la République, ou du moins comme des républicains tièdes ou douteux. Ce qui reviendra, pour la franc-maçonnerie et son bras séculier, le Parti-radical socialiste, à lancer sur la République une véritable OPA.* »<sup>298</sup> Il est vrai que le triptyque « *liberté égalité fraternité* » ne se comprend qu'en référence à l'idéal maçonnique, dans son œuvre de substitution aux vertus théologiques, « *charité foi espérance* » ; il serait certainement lacunaire de ne pas voir à l'œuvre une lutte symbolique entre le triptyque chrétien et le triptyque maçonnique devenu slogan républicain, mais peut-être conviendrait-il, ici, d'émettre des réserves : la provenance maçonnique de cette devise n'en exclut pas la validité, ni n'en définit un champ d'illégitimité. Il est à craindre que Nemo verse dans la dénonciation du « *d'où tu parles* », de l'étude de la nature d'un discours, ou d'une devise, pour mieux en éluder le contenu objectif. En effet, dire que le triptyque « *liberté, égalité, fraternité* » est d'origine maçonnique ou regretter la mainmise de la maçonnerie sur la République revient à regretter l'origine d'un discours plus que son contenu, quand bien même relierait-on les persécutions religieuses (songeons à la loi de 1901 sur les associations interdisant les congrégations religieuses) à une origine maçonnique. En outre, il n'est pas certain qu'on puisse unifier la maçonnerie à ce point, dont on sait à quel point elle est éclatée, diverse ; peut-être donc faudrait-il parler d'une mainmise du Grand Orient plus que de la maçonnerie sur la République et les persécutions religieuses, afin de ne pas ramener arbitrairement à l'unité un mouvement protéiforme.

---

<sup>297</sup> Cité p. 105.

<sup>298</sup> *Ibid.* p. 117

*Le mensonge à l'œuvre*

*L'affaire Dreyfus*

Les parties les plus ahurissantes, à mon sens, de l'ouvrage de Nemo, sont celles consacrées à la Collaboration et à l'affaire Dreyfus ; Nemo exhibe des sources fort intéressantes remettant profondément en cause l'image d'Épinal habituellement répandue par la doxa voulant que la droite soit antisémite, antidreyfusarde et collabo, tandis que la gauche aurait été résistante, dreyfusarde, et républicaine. Lisons par exemple ce qu'en dit le manuel d'histoire contemporaine qu'a lu tout hypokhâgneux et étudiant en histoire à la fac : « *L'opinion se divise désormais entre dreyfusards et antidreyfusards. Les premiers invoquent les droits de l'Homme, la liberté individuelle, la recherche de la vérité et la justice. Ils représentent, en gros la gauche politique, non sans hésitations ni réserves. Ainsi les socialistes, les guesdistes surtout, estiment qu'il faut laisser les bourgeois capitalistes se déchirer entre eux. (...). En face, la droite, la majeure partie des catholiques – les laïcs et les congrégations plus que le clergé séculier du reste – et les nationalistes mettent en avant l'intérêt supérieur du pays, l'honneur de l'armée, la raison d'Etat au-dessus des cas individuels. La Ligue des Patriotes (Déroulède), celle de la Patrie française (Barrès), la Ligue antisémite (Guérin) et un peu plus tard la ligue d'Action française dénoncent le complot judéo-maçonnerique ou judéo-protestant.* »<sup>299</sup>. Soit, n'en jetez plus, le bien contre le mal est à l'œuvre, la Gauche (au sens conceptuel et politique) incarnant le Bien, la droite incarnant, comme toujours, le Mal. Étrange omission, pourtant, nos deux auteurs ne relatent l'affaire qu'à partir de 1898, alors que tout avait commencé, en réalité, en 1894. Comme si tout n'était pas vraiment bon à dire, pour ne pas salir le mythe de la Gauche éprise de justice contre cette droite sale et ignoble.

Prenant stratégiquement appui sur Léon Blum et ses Souvenirs de l'Affaire, Nemo va démonter progressivement ce mythe d'une Gauche dreyfusarde. Initialement, se rappelle Léon Blum, c'est chez les Républicains modérés, les Orléanistes et les libéraux que Dreyfus trouva ses soutiens. « *C'est dans ce milieu composite, écrit Blum, que les dreyfusards trouvèrent d'emblée le plus de partisans ouverts, et surtout plus d'alliés secrets ou discrets.* »<sup>300</sup> Mieux que cela se souvient Blum, ces fameux milieux catholiques et conservateurs ou royalistes ne semblèrent pas, à ses yeux, farouchement antidreyfusards : « *Les Princes, les prétendants, les membres des familles royale et impériale, ne doutaient pas de l'innocence de Dreyfus. L'impératrice Eugénie, par exemple, était dreyfusarde convaincue et*

---

<sup>299</sup> Olivesi et Nouschi, *op. cit.*, pp. 318-319

<sup>300</sup> Nemo, *op. cit.*, cité p. 145

*résolue.* »<sup>301</sup> Les hommes d'Eglise ? Etaient dreyfusards « le pape et les plus hauts dignitaires de l'Eglise romaine »<sup>302</sup> Voilà qui ne rentre pas aisément dans le logiciel manichéen de l'histoire officielle.

Qui, alors, était antidreyfusard ? Les Drumont, les Barrès, Guérin, Rochefort, et autres nationalistes. Fort bien ; mais qui sont-ils au moment de l'affaire ? Barrès, par exemple, est un député boulangiste depuis 1889, ouvertement de gauche et lu par la Gauche, Blum en premier, car à ce moment très précis, Barrès n'est pas encore cet homme d'extrême-droite nationaliste ; doit-on rappeler que Barrès écrivait dans un *Homme libre* : « *Je vais jusqu'à penser que ce serait un bon système de vie de n'avoir pas de domicile, d'habiter n'importe où dans le monde.* » Drumont, quant à lui, est très loin d'être le conservateur d'extrême-droite que l'on décrit habituellement ; il est d'abord cet anticapitaliste viscéral, ce penseur antilibéral assimilant le libéralisme haï aux Juifs détestés parce que libéraux. Il suffit d'ouvrir *la France juive* pour y lire à chaque page sa haine de la droite conservatrice et du libéralisme ; ainsi, par exemple, il dit détester « *tous ces grands-seigneurs accourus pour faire des courbettes chez les Rotschild.* »<sup>303</sup> et surtout il se veut être « *à l'avant-garde de l'armée socialiste.* »<sup>304</sup> Quel est son idéal politique ? Il attend un Chef « *un homme du peuple, un chef socialiste* »<sup>305</sup>, *qui aura refusé d'imiter ses camarades et de se laisser subventionner, comme eux, par la Synagogue, reprendra notre campagne.* »<sup>306</sup> Ne pas voir que Drumont est avant toutes choses un socialiste qui a en haine la démocratie libérale et les Juifs censés l'incarner, voilà qui relèverait du mensonge historique le plus flagrant.

Faut-il vraiment exhiber les propos infects d'un Proudhon, socialiste s'il en fut, à l'encontre des Juifs ? « *Juifs. Faire un article contre cette race, écrit Proudhon qui envenime tout, en se fourrant partout, sans jamais se fonder avec aucun peuple. Demander son expulsion de France... Il faut renvoyer cette race en Asie, ou l'exterminer. H. Heine, A. Weil et autres que des espions secrets ; Rotschild, Crémieux, Marx, Fould, êtres méchants, bilioux, envieux, âcres, etc., qui nous haïssent... Il faut que le Juif disparaisse... La haine du Juif, comme de l'Anglais, doit être un article de notre foi politique.* »<sup>307</sup> Faut-il également citer Blanqui pour lequel la République libérale est « *l'intronisation définitive des Rotschild, l'avènement des juifs.* »<sup>308</sup> L'antisémitisme est un phénomène consécutif de l'antilibéralisme, du refus de

---

<sup>301</sup> Cité p. 145

<sup>302</sup> Cité p. 145

<sup>303</sup> Cité p. 297

<sup>304</sup> Cité p. 297

<sup>305</sup> Je souligne.

<sup>306</sup> Cité. p. 297

<sup>307</sup> Cité pp. 150-151

<sup>308</sup> Cité p. 151



« 1789 », c'est-à-dire le corrélat logique de la pensée de « 1793 ». Ne pas voir cela, faire croire que l'antisémitisme est consubstantiel à la droite alors qu'il procède de toute évidence de la vieille pensée de « 1793 », c'est répandre un mensonge officiel, occultant la réalité même de l'histoire. Rien de surprenant à retrouver chez ces antisémites patentés les antidreyfusards les plus virulents.

Nous pouvons donc conclure, non pas avec Nemo, mais avec Léon Blum qui écrit dans ses *Souvenirs* : « Je puis affirmer, sans forcer en rien la vérité, que ceux qui devaient, un peu plus tard, former la base du « Bloc des gauches » étaient alors, en grande majorité, hostiles à la révision. »<sup>309</sup> Et pour cause, ceux qui allaient former le bloc des gauches étaient, pour une grande part, nourris de pensée socialiste, de blanquisme, de Proudhon, de Guesdisme pour lesquels le Juif était l'incarnation même de l'horreur libérale. Faut-il ajouter à ce triste spectacle la longue litanie de notables socialistes et profondément antisémites, comme Fernand Grégoire, auteur en 1888 de la Juiverie algérienne et créateur de la Ligue radicale socialiste antijuive.

Il ne s'agit toutefois pas de verser dans le manichéisme inverse et de prétendre que la Gauche aurait eu l'exclusivité de l'antisémitisme, ce qui serait tout aussi imbécile que le manichéisme actuel ; il ne s'agit pas de nier l'antisémitisme d'un journal comme la Croix qui fut vigoureusement antidreyfusarde, mais encore faut-il admettre la complexité du réel, et reconnaître que l'antisémitisme fut théorisé aussi – et peut-être même d'abord – par ces hommes de « 1793 », ces socialistes assimilant le libéralisme aux financiers Juifs, appelant comme Proudhon à exterminer ces derniers, alors que les hautes autorités religieuses catholiques criaient haut et fort leur croyance en l'innocence de Dreyfus ; faut-il rappeler que le Pape lui-même, dans un entretien au Figaro du 15 mars 1899 compara Dreyfus au Christ, tous deux unis dans la même souffrance victimaire ? Faut-il rappeler que sur les 50 000 prêtres français de l'époque, seuls 300 souscrivirent en faveur de la veuve du colonel Henry ? Faut-il rappeler que Dreyfus lui-même fit part des nombreux messages de soutien que lui adressèrent les catholiques lorsque tout le monde l'avait abandonné ? Faut-il rappeler, à l'inverse, que la Dépêche du midi, organe de diffusion radical-socialiste fut entièrement acquis à Drumont et aux antidreyfusards ? Bref, loin d'être la lutte du Bien de Gauche contre le Mal de Droite, cette Affaire polarisa en réalité les libéraux contre les étatistes nationalistes ; le centre, les orléanistes et les catholiques modérés contre les socialistes et les nationalistes. Il nous semble donc que le schème interprétatif proposé par Nemo revêt dans l'Affaire Dreyfus tout son sens, et toute la force féconde d'une lecture nouvelle des antagonismes de l'époque.

---

<sup>309</sup> Cité p. 148

Certes, après le fameux coup de canne de Christiani donné à Loubet en 1499, la Gauche modifie sa vision de l’Affaire et vire, pour une grande part dreyfusarde ; il ne s’agit toutefois pas, notent Halévy et Sternhell, de défendre l’honneur d’un officier, mais de défendre l’humiliation d’un homme du peuple, Loubet, contre l’arrogance de l’aristocratie. C’est du reste la thèse que défend également Blum dans ses Souvenirs. Le réveil de la Gauche survient en réaction, le lendemain de ce coup de canne, laquelle Gauche défile le 11 janvier, pour défendre l’honneur du peuple outragé. « *Le peuple, dit Halévy, n’est pas entré dans la cause des dreyfusards, mais à côté. Ce qui signifie que, si l’électorat des partis de gauche a changé, ce n’est pas qu’il aurait enfin compris le fond de l’affaire judiciaire et la nature odieuse de l’antisémitisme. C’est que, à cause de cette agression spectaculaire perpétrée par un aristocrate contre l’élu du peuple Loubet, il a l’impression que ce sont les gens de la « haute » qui dirigent le camp antidreyfusard.* »<sup>310</sup>

*La « droite révolutionnaire »*

Nous reprenons à Sternhell cette expression qualifiant les révolutionnaires de « 1793 » passés à droite après l’affaire, c’est-à-dire tous ces socialistes demeurés révolutionnaires, antilibéraux, et antidémocrates, formant cette nouvelle force politique appelée « *extrême-droite* ». Sternhell, puis Nemo, ont comme thèse le fait que tous les leaders d’extrême-droite nationaliste proviennent en réalité de la Gauche jacobine, de « 1793 » ; c’est évidemment le cas de Barrès qui, en 1897, se dit encore « *socialiste et jacobin* », mais ce sera aussi, et surtout, le cas de Mussolini, de Déat, de Doriot, d’Henri de Man, en somme de tous les noms de la collaboration avec le fascisme. Les nationalistes, aux yeux de Nemo, sont des hommes de gauche, restés fidèles aux idéaux révolutionnaires, passés tactiquement à droite. Ainsi, « *ces Jacobins resteront fondamentalement tels par le tempérament, le langage, et d’abord et avant tout par l’atavisme antilibéral. Ils resteront des révolutionnaires. Au sein du nouveau camp de la droite, ils seront et demeureront des hommes de « 1793 ».* »<sup>311</sup>

Cette thèse, absolument inadmissible aux yeux de la Gauche, mérite d’être étayée par quelques faits indiscutables, tirés à partir de la simple observation de l’identité politique de ceux qui menèrent la France à la honte collaborationniste. Qui est Darlan ? Comment se définit-il ? « *Je suis un homme de gauche* » affirme-t-il, ainsi que le rappelle Cointet, que cite Nemo<sup>312</sup>. Du reste, Darlan était fort apprécié par les hommes de gauche, pour avoir voulu, avant guerre, organiser une intervention aux Baléares en faveur des Républicains espagnols. Il sera fort logiquement assassiné par un conservateur royaliste qui

---

<sup>310</sup> *Ibid.* p. 172

<sup>311</sup> *Ibid.* p. 176

<sup>312</sup> cf. p. 208

voyait en lui un socialiste franc-maçon... Qui est Laval ? Un député socialiste, blanquiste depuis toujours, qui avait négocié une Alliance avec l'URSS en 1935. Provenant de l'extrême-gauche, il sera un des membres les plus actifs de la Collaboration « voulue » avec le national-socialisme. Qui est Doriot ? Un dirigeant communiste, secrétaire général des Jeunesses communistes. « *Le parti, qui approuve les régimes fascistes auxquels il reconnaît le mérite de réaliser l'essentiel des buts du socialisme, devient logiquement collaborationniste sous l'Occupation.* »<sup>313</sup> Est-ce également un hasard si son Journal, *Le cri du peuple*, paraissant jusqu'en 1944 autorisé par les nazis, ait comme titre celui de Vallès sous la Commune de Paris ? Le ministre de l'Intérieur de Vichy, Adrien Marquet, n'est autre que le maire socialiste de Bordeaux. Le ministre du Travail, René Belin, n'est autre que le secrétaire général de la CGT. Paul Marion, secrétaire à l'information de Laval et Darlan, fit ses classes comme responsable de la propagande au PCF. Nous pourrions prolonger *ad nauseam* la liste de ces socialistes ou communistes passés à la collaboration, la plupart du temps avec un zèle remarquable.

Il convient donc de réfléchir ces faits, absolument indiscutables : pourquoi de tels passages furent-ils aussi nombreux, aussi aisés et aussi systématiques ? Que signifie le fait qu'à l'exception de Pétain, du reste rapidement écarté par Darlan, la quasi-totalité des têtes d'affiche de la Collaboration furent de gauche ? Et pourquoi l'Histoire imposa-t-elle de retenir comme collaborateur du national-socialisme Pétain, comme par hasard le seul qui fût de droite, et non ses successeurs, de Gauche, infiniment plus nombreux ? Pourquoi ne pas rappeler que ce fut une assemblée de Gauche qui vota les pleins pouvoirs à Pétain ? Il ne s'agit pas de dresser des listes noires, mais de se demander rationnellement pourquoi est opéré par l'histoire officielle un tel tri sélectif, pourquoi tout homme de Gauche se trouve aussitôt amnistié de ses crimes, tandis que l'homme de droite s'en trouve chargé à vie ; pourquoi tout citoyen français sortant du lycée est-il convaincu que la Gauche fut anti-nazie, et la droite collaborationniste et antidreyfusarde ? « *Ce qui importe pour notre propos n'est évidemment pas d'incriminer tel ou tel. C'est de comprendre que la présence de ces excellents « républicains » d'ascendance « 1793 » dans le régime honni ne relève nullement de l'accident ; qu'elle est au contraire, parfaitement dans la nature des choses, dans le prolongement du révolutionnarisme jacobin.* »<sup>314</sup> En d'autres termes, aux yeux de Nemo, l'attrait pour le national-socialisme n'est réel et possible que pour ceux qui ont déjà intégré le logiciel socialiste de « 1793 », c'est-à-dire la négation de l'individu, le culte de l'Etat, la haine du libéralisme. « *Déat, Doriot, Bergery, Belin, Marquet, Marion et consorts étaient jusque-là républicains parce qu'ils entendaient par « République » un régime jacobin, une machine de guerre contre le libéralisme. (...). La raison de fond de leur adhésion est qu'ils savent gré à Hitler d'avoir abattu le capitalisme. (...). Des millénaristes reportant tous leurs espoirs de révolution sur le « socialiste »*

---

<sup>313</sup> *Ibid.* p. 209

<sup>314</sup> *Ibid.* p. 212

*Hitler, vainqueur de la vieille société bourgeoise corrompue, telle est l'explication de fond de la collaboration, qui n'aura rien été d'autre qu'un nouvel avatar sinistre de « 1793 ». »<sup>315</sup>*

En conclusion, il nous faut rendre un hommage appuyé à cet ouvrage courageux, prenant le contre-pied absolu de la pensée dominante ; contre le manichéisme ambiant, Nemo restitue la complexité des luttes politiques, ce qui suppose de renoncer à ce schème habituel des Républicains contre les Monarchistes pour faire jouer une tension à l'intérieur même des Républicains : il y a ceux qui acceptent la démocratie libérale, en gros « 1789 » et ceux qui la refusent, ceux qui la contournent en permanence afin de réaliser leurs espoirs métaphysiques, religieux, « millénaristes » affirme Nemo, c'est-à-dire « 1793 » pour lesquels la Terreur, les assassinats de masse seront le moyen privilégié d'éradiquer les obstacles matériels à l'accomplissement de leurs idéaux prétendument purs. Ce livre invite donc à penser comment il se peut que toujours aujourd'hui, des individus considèrent comme légitime pour asseoir leurs idéaux censés être généreux, l'assassinat de milliers ou de millions d'individus, comment l'« idéal » justifie donc l'effacement – au sens premier – du réel, et comment seule une croyance fondamentalement religieuse permet de rendre intelligible une telle folie, un tel aveuglement où la « justice sociale » légitime la suppression physique de milliers d'individus. Il y a là un obstacle auquel se heurte la raison, et auquel seule la croyance millénariste peut apporter une réponse intelligible ; c'est cette réponse que Nemo, à la suite de Lubac, nous semble avoir apportée, en l'étayant de faits précis rigoureux, en montrant de manière convaincante que seul un antilibéralisme forcené pouvait conduire tous ces hommes à embrasser le national-socialisme où ils retrouvaient leurs idéaux étatistes et mortifères, tout en éprouvant l'orgueil de se croire « élus ».

Thibaut Gress

Avec nos remerciements au site actu-philosophia.com

---

<sup>315</sup> *Ibid.* pp. 212-213

## LA VISION LIBERALE DES DEUX FRANCE

Les évocations de deux France, de deux Républiques, ne sont certes pas neuves. Elles ont notamment été formalisées par les historiens Michel Winock et Maurice Agulhon dans leurs ouvrages respectifs, *La Fièvre hexagonale* et *La République (1880-1932; 1932 à nos jours)*.

L'originalité du propos de Philippe Nemo tient à ce qu'il est formulé par un libéral. Comme Winock et Agulhon, deux jacobins, comme François Furet (un stalinien repentini devenu libéral) également dans *La Révolution française*, Nemo distingue deux idéaux-types issus de la Révolution : « 1789 » et « 1793 », le premier correspondant à la démocratie libérale, l'État de droit et les libertés publiques établis par la Constituante et la Législative de 1789 à 1792, le second à « *un projet de société jacobin, étatiste et socialiste* », mis en œuvre de 1793 à 1794, lors du sanglant épisode de la Convention montagnarde (p. 1).

Alors que les deux premiers historiens privilégient « 1793 » à « 1789 », Nemo explique pourquoi « 1789 » a été progressivement extirpé de la mémoire des Français, au profit de « 1793 ». Le tournant est intervenu au lendemain de l'Affaire Dreyfus, lorsque les gauches, radicaux-socialistes d'abord, socialistes et communistes par la suite, pour la plupart francs-maçons, ont pris le pouvoir à l'école de la République, évinçant les républicains opportunistes et modérés, souvent protestants, qui l'avaient fondée sous Jules Ferry (1882).

Comme Furet, Nemo est un ancien communiste repentini, passé lui, question de génération, du gauchisme au libéralisme. Le lecteur ne s'étonnera donc pas que Nemo propose une « *déconstruction* » (pp. 20-21) de la mythologie républicaine jacobine générée par l'idéal-type « 1793 » : « *La tâche est difficile. En effet, l'idéologie est ici omniprésente. Quand un citoyen français ordinaire, qui a appris l'histoire à l'école et à l'Université, a la curiosité d'étudier pour de bon l'histoire de France des deux derniers siècles, en lisant les ouvrages des historiens scientifiques et les documents d'époque, il a la surprise de découvrir des contradictions massives entre la geste officielle qu'on lui a enseignée et les faits historiques objectifs. Il constate que la conscience publique a été abusée par une série de mythes, qu'il s'agit donc d'identifier et de rectifier.*

[...]

*Sous la loupe d'une histoire ainsi rafraîchie, des traits des mentalités françaises qu'on croyait permanents se révéleront être, en réalité, le fruit d'une construction historique récente, d'une succession d'événements contingents dont il est possible de reconstituer la généalogie. Ce qui veut dire que l'esprit public des Français pourrait être aujourd'hui tout autre si tel ou tel de ces événements n'avait pas eu lieu, si tel ou tel de ces tournants malheureux n'avait pas été pris.*

*Mais l'histoire d'aujourd'hui n'est pas plus tenue par la nécessité que celle d'hier. Ce qui a été construit par les contingences de l'histoire passée peut être déconstruit par les bonnes décisions de l'avenir. Non, les prélèvements obligatoires record, l'écrasement de la société civile sous des millions de fonctionnaires, la dictature des syndicats révolutionnaires, l'étouffement de l'esprit d'entreprise comme de la création intellectuelle et artistique, la domination absolue de la gauche sur l'école et les médias, tout ce qui compromet le développement actuel de la France et la voue au déclin relatif par rapport aux pays comparables, rien de cela ne fait partie de l'essence de la France. Ce sont des maladies récentes attrapées un jour d'hiver et que le printemps guérira. »*

Se proposant donc, comme Confucius, de « rectifier les noms », Nemo, sans prétendre révéler au lecteur des faits historiques établis, entend briser les mythes, les verrous idéologiques qui empêchent les Français de s'approprier leur histoire. Ces véritables nœuds gordiens, dont la généalogie est relatée en autant de chapitres, sont connus. Nemo récuse d'abord l'idée selon laquelle « 1793 » « aurait été démocrate » (pp. 23-53), rappelant que les républicains se réclamant de cet idéal-type « ont toujours usé de voies de fait et d'émeute » (pp. 23-32), et qu'ils « n'ont jamais pratiqué de bonne foi les élections » (pp. 33-46). Les « troisièmes tours sociaux », que les syndicats actuels veulent imposer à des gouvernements démocratiquement élus, en sont les réminiscences les plus manifestes aujourd'hui.

L'explication de Nemo en est simple : « 1793 », quoiqu'il soit présenté par ses tenants comme matérialiste et athée, est une hérésie judéo-chrétienne, une religion de substitution, un millénarisme laïcisé que Nemo nomme tour à tour « laïcisme » ou « révolutionnarisme », ce sur quoi nous reviendrons.

Deuxième mythe que réfute Nemo, l'idée selon laquelle « 1793 » aurait fondé la République. Il rappelle que les trois premières Républiques (1792-1804, 1848-1852, 1870-1940) n'ont pas été fondées par les jacobins et leurs héritiers, mais respectivement par les Girondins et la Plaine (le Marais), par les républicains et les orléanistes modérés, et par les monarchistes constitutionnels et les républicains opportunistes. Les hommes de « 1793 » ont toujours été des opposants à ces régimes, jusqu'à ce que, avec les Montagnards lors de la Convention, et les radicaux-socialistes sous la Troisième République, ils parviennent à s'emparer du pouvoir politique.

Troisième chapitre, et troisième mythe dénoncé, la présentation de « 1793 » comme laïque (pp. 91-141). Nemo distingue ici l'anticléricalisme rationnel (pp. 91-95) et l'anticléricalisme fanatique (pp. 95-96). Alors que le

premier, celui de Gambetta (« *Le cléricalisme, voilà l'ennemi !* ») comme de Ferry, se proposait simplement de séparer l'Église de l'État par souci de neutralité, le second visait, selon le programme d'Edgar Quinet (pp. 96-101), à déchristianiser la France, en substituant au catholicisme une religion laïciste et unanimiste (pp. 101-106), qui allait aboutir à deux vagues de persécutions antichrétiennes (1880-1898 puis 1899-1906, relatées pp. 106-108 et 124-128). Cela a été possible, comme nous l'avons dit plus haut, avec le remplacement de l'école publique protestante (pp. 109-115) par une école dominée par la franc-maçonnerie, réorganisée lors du « *Bloc des gauches* » (pp. 119-123). Nemo ne craint pas de décrire cette nouvelle franc-maçonnerie, passée « du déisme humaniste et libéral au radicalisme et au socialisme athées (pp. 117-119) comme l'« *Église de la République* » (pp. 115-117). Il en conclut que le laïcisme est « *un nouveau cléricalisme* » (pp. 128-141).

Nous pouvons conclure que l'idée selon laquelle l'école publique française serait laïque et qu'elle serait une institution consubstantielle à la République est un mythe.

1 / Cette école n'est pas laïque, mais laïciste. Elle est le clergé d'une nouvelle foi religieuse, d'une hérésie judéo-chrétienne à laquelle on peut donner le nom générique de millénarisme, même si elle se présente sous les différents avatars du progressisme maçonnique, du socialisme et du communisme.

2 / Elle n'a pas été instaurée au début de la III<sup>e</sup> République par les fondateurs de celle-ci – à savoir, des hommes attachés à la pensée critique, à la science et à la République selon « 1789 », mais, quelque trente ans plus tard, par des hommes de « 1793 », radicaux, socialistes et marxistes, pour lesquels l'école doit être mise au service non de la Science, mais de la Révolution. Elle a été ajoutée à la République par un parti qui n'a jamais représenté qu'une petite fraction de l'opinion publique et qui s'est toujours gardé de débattre publiquement devant celle-ci des buts véritables qu'il poursuivait.

« En conséquence, puisque notre propos est de « *rectifier les noms* », nous devons affirmer que l'Éducation nationale n'est pas une institution républicaine. Dans la République, elle est un ajout accidentel et inauthentique, un corps étranger. » (p. 141)

Le tournant décisif intervient avec l'Affaire Dreyfus. Les adeptes de « 1793 » ont prétendu, et prétendent encore, que la gauche a été dreyfusarde et la droite antidreyfusarde. C'est d'ailleurs ce qu'avait eu le front de dire le Premier ministre socialiste Lionel Jospin à l'Assemblée nationale, lors du centenaire de l'« *Affaire* » (1998). Nemo démontre, documents d'archives et travaux scientifiques à l'appui, que les dreyfusards ont été des hommes de « 1789 » (pp. 144-146), et les antidreyfusards des hommes de « 1793 » (pp. 147-155). Qu'une fois la phase militaire de l'Affaire terminée, une fois donc que la phase politique a commencé, c'est la réorganisation du champ politique qui a permis à la gauche de s'arroger le monopole du dreyfusisme. Les fidèles de « 1793 », tous, Jaurès y compris et à l'exception notable de Clemenceau, antidreyfusards, se sont séparés

entre une extrême-gauche et une extrême-droite, les radicaux-socialistes et socialistes formant ainsi la gauche et l'extrême-gauche nouvelles, tandis que les Barrès, Déroulède et Drumont, nationalistes et socialistes, allaient former une extrême-droite qui devait triompher à Vichy. Le drame est que cette séparation a aussi touché les dreyfusards, certains constituant un centre-gauche avec les radicaux-socialistes et les socialistes, d'autres s'alliant avec l'extrême-droite antidreyfusarde pour constituer une nouvelle droite accusée – à tort – par la gauche d'avoir été unanimement antidreyfusarde. La formation de ce mythe, cette mythopoïèse, a été selon Nemo à l'origine de l'érection d'une nouvelle doctrine officielle de l'Université française, qui a toujours cours aujourd'hui. C'est cette doctrine qui a favorisé une « OPA de la gauche sur la République », et qui fait que la droite n'est considérée comme républicaine que lorsqu'elle est étatiste et socialisante, telles les formations d'inspirations chrétienne-sociale ou gaulliste. Cette exception française culminera à la Libération, lorsque la gauche sortira magnifiée de la Seconde guerre mondiale, s'arrogeant là encore le monopole de la Résistance au nazisme et à la Collaboration, la droite non-gaulliste étant, à l'inverse, suspecte de nazisme et de vichysme.

Mais, précise Nemo, « dans l'entre-deux-guerres la Chaire n'était pas encore entièrement passée à gauche. La politique et l'école publique l'étaient déjà, et aussi la province, les comités radicaux, la majorité des députés qui, bien que siégeant à Paris, étaient des provinciaux. Mais l'Intelligence, c'est-à-dire les écrivains, les philosophes, la critique, les mondes de l'édition, de l'art, de la presse, Paris enfin restaient de droite. [...] »

Hélas, les mythes créés à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle vont recevoir une nouvelle couche de vitrifiant avec les événements de la Seconde Guerre mondiale. Au lendemain de celle-ci, ce sera toute la classe intellectuelle qui sera de gauche, ou du moins la gauche obtiendra-t-elle le monopole absolu de la parole publique. Les intellectuels des autres familles spirituelles du pays ne disparaîtront pas totalement, mais ils devront raser les murs ; ils ne seront laissés civilement libres qu'à condition d'être culturellement inaudibles. Entre-temps, en effet, on leur aura fait la réputation d'avoir été des nazis avoués ou honteux » (p. 191).

Ce cinquième mythe, décrit des pages 193 à 220, a eu ceci de catastrophique qu'il a conduit à une « majoration de l'influence du marxisme dans la culture française d'après-guerre » (pp. 218-220), en dépit du Pacte germano-soviétique de 1939-1941, et de l'attitude ouvertement collaborationniste des communistes jusqu'au déclenchement par Hitler du Plan Barbarossa contre l'URSS. Cela a conduit Jean-Paul Sartre, qui n'avait pas résisté, à décrire le marxisme comme l'« horizon indépassable de notre temps », ce qui permet à Nemo d'expliquer la « profonde décadence de toute la vie culturelle française pendant près d'un demi-siècle. Toute la pensée française, et en particulier les sciences sociales, fut alors stérilisée par le nihilisme, le cynisme et le biais antiscientifique inhérents au marxisme, poisons qui desséchèrent aussi en grande partie la littérature et les arts français qui, jusque-là, avaient été si riches. Le prestige artificiellement conféré à la vision du monde marxiste fit qu'un grand nombre d'universitaires, et bientôt plusieurs générations d'hommes politiques et de journalistes formés par eux, furent mis dans l'impossibilité de



comprendre l'économie moderne, puisque, dans leur formation de base, on avait introduit un "obstacle épistémologique" bloquant absolument cette compréhension. Les mécanismes féconds de l'économie de marché devinrent inintelligibles pour les générations de l'après-guerre, alors que la science économique élucidant ces mécanismes était largement née en France et qu'il y avait une longue et brillante tradition française du libéralisme économique. [...]

Cette sorte de délire collectif durera longtemps, distordant toute la perception des réalités de l'histoire contemporaine. Longtemps, le communisme sera présenté comme l'évidente antithèse du fascisme, l'unique remède à lui opposer. [...] Les pays du monde libre seront a contrario présentés comme fascistes à la moindre intervention diplomatique ou militaire contre une subversion communiste. On croira que toute avancée vers le socialo-communisme est un progrès, et inversement, on n'envisagera de progrès que sous la figure de pas successifs accomplis en direction de la réalisation des idéaux socialistes ou communistes. Toute expression publique d'attachement à d'autres valeurs philosophiques, morales, esthétiques, ou à d'autres modèles d'humanité et de société, sera stigmatisée comme réactionnaire, non scientifique, moralement odieuse.

[...]

Ainsi, dans le match biséculaire entre "1789" et "1793", les événements de la Libération auront eu pour effet de conférer un nouvel avantage indu à "1793". Pour nombre de Français éduqués après guerre, le mythe répandu alors aura structuré leur esprit. Ils penseront qu'il n'y a de vraie France, digne d'être aimée et défendue, que "républicaine" au sens jacobin du terme. La conception démocratique libérale, pourtant largement française dans ses origines et qui avait été, au total, dominante sous la IIIe République, tendra à apparaître comme étrangère, anglo-saxonne, et sera, pour ainsi dire, arrachée comme un corps étranger du pays où elle était née. Il paraîtra clair pour les nouvelles générations de Français qu'il n'y a de vrais républicains qu'à gauche et que le gaullisme est républicain précisément en ce qu'il a intégré les valeurs essentielles de la "République" selon la gauche. » (pp. 218-220)

L'appropriation de la République par la gauche et la droite non-gaulliste est le sixième mythe que déconstruit Nemo, des pages 221 à 246, un chapitre conclu par une interrogation sur la possibilité d'« une déficience idéologique de la démocratie libérale » (pp. 242-246), « face à une gauche qui a depuis 1793 une mystique – [...] le millénarisme – et depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle une doctrine construite, le marxisme » (p. 242).

La persistance, en dépit de la chute du Mur de Berlin et de l'effondrement de l'URSS, de la mystique millénariste et de la doctrine marxiste s'explique par l'existence d'une « Église de la Gauche », qui n'est autre que l'Éducation nationale (conclusion, pp. 247-260).

Cette institution, monopolistique et financée par une fiscalité écrasante (premier poste budgétaire de l'État), est quasi autogérée par des syndicats d'enseignants de gauche. On peut donc la comparer à une Église, s'appuyant sur un vaste clergé d'enseignants. Un clergé qui, non content de se soustraire à une

tutelle étatique à laquelle il est en principe soumis, terrorise le gouvernement, avec la cohorte des ministres contraints de démissionner devant la rue.

« Les habitudes de soumission se sont prises et se sont indurées dans les milieux politiques. Les gouvernements de la République sont tous imprégnés de la leçon : surtout ne pas provoquer l'Église de la Gauche. Le ministre de l'Éducation nationale, en particulier, ne doit rien toucher à l'institution dont il reçoit pour quelques mois la direction nominale. Il n'y aurait, pour lui et pour tout le gouvernement, que des coups à prendre. Tous se couchent devant le pouvoir de la nouvelle Église, abdiquant entre ses mains la souveraineté du peuple qu'ils incarnent, mais qu'aucun gallicanisme ne protège contre cette Rome intérieure. Ils savent que, s'ils osaient remettre en cause les dogmes fondateurs de la prétendue "École de la République", ils seraient littéralement excommuniés – ce qui signifie que, des quatre points cardinaux de France, de tout l'éventail des médias, des syndicats, de toutes les associations satellites, serait déclenchée contre eux une violente campagne concertée. On les traiterait de réactionnaires, de lepénistes, vichyssois, fascistes, nazis, pro-américains [...]. Leur carrière publique s'arrêterait piteusement. [...] Par conséquent, les gouvernements de la République font comme l'empereur romain-germanique Henri IV : ils vont tous les jours à Canossa et baisent la mule des francs-macs. Pauvre France, se lèvera-t-il un jour un Nogaret pour leur donner en ton nom le soufflet d'Agnani ?

Les dégâts de ce cléricalisme rétrograde sont immenses. L'Église millénariste a décrété que l'école avait pour fonction non d'éduquer et d'instruire, mais de "réduire les inégalités"; et elle est tant et si bien allée d'"avancées" en "avancées" dans ce projet révolutionnaire que, outre qu'elle a contribué à aggraver en réalité les inégalités sociales, elle n'a cessé de faire reculer la qualité des études. La France est désormais classée parmi les derniers pays dans la plupart des palmarès internationaux. Ces agressions contre la culture intellectuelle et scientifique du pays nous préparent des reculs géopolitiques majeurs [...].

Voilà où nous en sommes, en plein XXI<sup>e</sup> siècle, en pleine mondialisation, et alors que les Chinois se préparent à créer des bases permanentes sur la Lune. Nous sommes, nous, dans la situation où était l'Empire ottoman à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, paralysé intellectuellement et socialement par ses oulémas, en passe d'être submergé par des civilisations supérieures.

[...]

C'est pourquoi nous devons avoir le courage de faire ce qu'ont fait nos ancêtres au XIX<sup>e</sup> siècle. Nous devons faire œuvre d'anticléricalisme rationnel. Si nous voulons faire revenir le pays dans le courant du progrès mondial, nous devons, un siècle après la loi de 1905, songer à mettre d'urgence en chantier une loi de séparation de l'Église de la Gauche et de l'État. » (pp. 258-260)

Un dernier point, que ne développe pas assez Nemo et sur lequel nous terminerons, est que la gauche actuelle n'est plus guère républicaine (la République étant jugée désuète), et se veut volontiers anti-française, au nom d'un internationalisme dévoyé, bien analysé par Marc Bloch, pourtant un homme de gauche, dans L'Étrange défaite. Dès lors, ce qui reste de la

République et de la Patrie est à reconquérir par les libéraux et les conservateurs. Pour que cette authentique révolution des mentalités soit possible, il faudra à ces familles de pensée qu'elles investissent massivement l'enseignement et les médias, où la gauche est pour l'heure en situation de monopole. Ce sera un préalable nécessaire, mais non suffisant : seule une privatisation radicale de l'Éducation nationale permettra de mettre enfin un terme en France au monopole de l'éducation par cette « *Église de la Gauche* » oppressive.

Roman Bernard  
<http://criticusleblog.blogspot.com>

## LIBERALISME N'EST PAS CONSERVATISME

Nul ne peut nier l'intérêt qu'il faut porter à l'ouvrage de Philippe Nemo. Sa vaste démonstration, fondée sur des faits indéniables, vient servir une authentique érudition en matière d'histoire des idées, que, s'il en était besoin, ses deux tomes d'*Histoire des idées politiques* parues aux PUF suffiraient à démontrer. Philippe Nemo brosse une large fresque historique, qui s'étend de la Révolution française à l'époque contemporaine. Le tout est servi par une brillante érudition et un sens évident de la formule qui frappe et qui fait mal.

Qu'il nous soit, en particulier, permis de souligner tout l'intérêt que nous avons porté au rappel des deux temps de l'Affaire Dreyfus, le temps juridique puis le temps politique, épisode fort méconnu de nos jours et presque toujours simplifié à l'extrême au point d'en faire une incarnation – parmi d'autres, il est vrai – de l'esprit gavroche et bohème du progressisme français. On regrette cependant que, emporté par le torrent de sa démonstration, Nemo en oublie la prudence qui devrait prévaloir à l'appui sans nuance qu'il apporte à la thèse, pourtant rocambolesque à défaut d'être totalement improbable, de Jean Doise, dans *Un Secret bien gardé*.

La tentative ontologique de subsumer l'héritage de « 1793 » sous une Idée immanente, au sens des Idées de Platon, celle du millénarisme, est sans doute une étincelle fondée sur une excellente prémisse. On aurait aimé voir plus développé ce thème, et surtout qu'il puisse s'appuyer sur des fondements un peu plus solides que les références, parfois de circonstance, que Nemo invoque au bénéfice de son propos. D'autres ont tenté un exercice similaire, par exemple en assimilant la doctrine socialiste au populisme, en particulier au travers de l'expérience russe des narodniki. L'idée nous semble toutefois de circonstance pour au moins deux raisons : d'une part, Philippe Nemo passe sous silence le fait que le millénarisme ne se limite pas à quelques groupes de fanatiques obscurantistes des plaines arides et gelées du Moyen Âge ; les écrits judaïques (par exemple les *Psaumes de Salomon*, ou l'*Apocalypse de Baruch*), l'*Apocalypse de*

Jean et, si l'on en croit les textes qui font autorité sur le sujet<sup>316</sup>, l'ensemble de l'Eglise chrétienne jusqu'à saint Augustin, ne sont qu'une somme de textes parfaitement millénaristes. D'autre part, Philippe Nemo a trop besoin pour le service de sa thèse de l'appui religieux (ou plus exactement sacré et rituel) pour que nous lui accordions un crédit aveugle. Sa démonstration, développée tardivement, en conclusion, d'une incarnation dans l'école d'une nouvelle Eglise, millénariste, est à la fois lourde et téléphonée, et ne saurait reposer que sur la définition préalable et fort restrictive qu'il donne audit millénarisme.

Enfin, nous savons gré à Philippe Nemo de rappeler un certain nombre de faits incontestables et relativement connus, du moins dans nos terres libérales, et qui relativisent largement la doxa socialiste quant au sens qu'il faut donner à la Révolution française ou aux événements qui eurent lieu durant la Deuxième Guerre Mondiale.

Qu'il nous soit toutefois permis de nous interroger sur la nature que Nemo donne à sa critique de la franc-maçonnerie. Elle est chez lui viscérale, rabique, implacable et sans nuance. Elle prend même la forme, à l'écrit et dans l'ouvrage, pourtant imprimé chez un éditeur sérieux, d'une reprise dans le texte des symboliques maçonniques (par exemple, les trois points des frères), ce qui est d'un ridicule tout à fait consommé. Cela nuit considérablement au sérieux qui devrait prévaloir à cette partie pourtant importante, sur le fond, de l'ouvrage. Même si la franc-maçonnerie avait jadis un poids symbolique, une démographie et un pouvoir d'influence sans commune mesure avec ce qu'elle est devenue depuis, qu'il nous soit permis ici de douter de la paranoïa dont Nemo fait preuve à son endroit. J'esquisse une tout autre hypothèse : face à un pouvoir qui muselait l'opposition, en particulier au début du Second Empire, les cercles maçons incarnaient une résistance aussi active que la campagne des Banquets en leur temps. Il est inexact d'assimiler la franc-maçonnerie au socialisme. Il est inexact de considérer que les maçons ont coiffé sur le fil les protestants, gentils individus qui auraient tenté de fonder une école laïque et républicaine, certes, mais non socialisante. Philippe Nemo passe sous silence les divisions de la maçonnerie française, pourtant particulièrement prégnantes durant cette période-là<sup>317</sup>, l'opposition radicale de l'Eglise catholique à toute forme de République, et l'absence de modification notable dans les programmes scolaires

---

<sup>316</sup> Jean Delumeau, *Une histoire du paradis*, 1992, et *Histoire vécue du peuple chrétien*, 1979.

<sup>317</sup> Notamment la répudiation du Grand Orient par la Grande loge unie d'Angleterre. Cf. Paul Naudon, *Histoire générale de la Franc-maçonnerie*, éd. Office du Livre, 1987.

entre l'école des hussards noirs protestants et celle des « *gauchistes* » francs-maçons<sup>318</sup>.

Qu'il nous soit également permis de nous interroger sur le parti pris fort contestable que Philippe Nemo adopte, systématiquement au bénéfice de la droite et de son legs, quitte à passer grossièrement l'éponge sur les pourtant innombrables errements des conservateurs au fil de l'histoire. D'aucuns prétendent même que le libéralisme orléaniste – et rendons ici hommage à Nemo qui cerne parfaitement les contours de cette famille politique – a sans cesse périclité du fait de son alliance contre-nature avec la droite conservatrice (pardon pour cette redondance). Non, la droite n'a jamais été libérale, y compris à une époque où la gauche l'a été ; non, la droite n'a pas fait avancer les institutions républicaines, elle ne s'y est pas ralliée, hormis lorsqu'il s'est agi de faire mordre la poussière à l'alliance des libéraux orléanistes et sociaux-démocrates. En s'acoquinant sans vergogne avec la gauche la plus extrême et la moins ragoûtante. Ce fut le cas à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est encore largement le cas de nos jours. On peut même remercier les conservateurs, de plus en plus nombreux, qui s'affichent ouvertement antilibéraux<sup>319</sup> ; c'est le meilleur service qu'ils peuvent rendre aux vrais libéraux.

On peut de plus s'interroger sur l'assimilation grossière opérée par Nemo entre la gauche radicale-socialiste (ou social-démocrate, jamais la distinction n'est claire) et la gauche révolutionnaire. La première est pourtant libérale et modérée, et l'a maintes fois montré au fil de l'histoire<sup>320</sup>, souvent proche des républicains modérés pourtant justement réhabilités par Nemo. La tension proprement intenable entre un libéralisme orléaniste et une droite conservatrice est tout à fait symétrique à gauche, où tout oppose un courant social-démocrate républicain au sens de « 1789 » et un courant socialiste et tenant de l'absolu démocratique au sens de « 1793 ». Parfois, le long de sa démonstration, Philippe Nemo rappelle parfaitement cette dualité et apporte toute les nuances qu'il faut à cette idée fausse. Mais lors d'autres développements, ailleurs dans l'ouvrage, on trouve une assimilation fausse et simpliste de tous ces courants dans une « *Gauche* » imaginée et imaginaire, qui semble encercler Nemo comme les Rouges encerclaient à la fin de sa vie Jean-François Revel dans *la Grande Parade*.

Enfin, la conclusion de l'ouvrage, qui porte sur l'école aujourd'hui, vient un peu comme un cheveu sur la soupe. Le lien avec le reste des développements

---

<sup>318</sup> Du reste, on n'observe pas de différence notable, à cette époque, entre les programmes scolaires des différents pays européens.

<sup>319</sup> Et pas seulement des hommes politiques ; c'est la posture adoptée par Eric Zemmour depuis bien longtemps, par exemple.

<sup>320</sup> Au hasard : le *Coup d'Etat permanent* de François Mitterrand.

de l'ouvrage n'est pas évident, sauf à se souvenir que toute la démonstration de Nemo est fondée sur un concept étriqué et amputé de millénarisme, dont l'école serait l'Eglise contemporaine. Comme tout millénarisme est selon Nemo de gauche, et bien l'école est donc l'Eglise contemporaine de la gauche. Il lui attribue une sorte de pouvoir magique apte à façonner les esprits, et à former, au fil des décennies d'Education nationale monopolistique et de programmes socialisants, des générations d'électeurs du Parti socialiste. Qu'il me soit permis ici de faire deux commentaires : tout d'abord, je ne crois pas que l'électorat socialiste (ou de gauche) soit majoritaire dans notre pays ; l'histoire électorale de la France<sup>321</sup> montre au contraire que c'est l'électorat conservateur qui est archi-dominant, excepté quelques brefs moments de crise politique majeure (type 1981). Et ceci au plus grand détriment du libéralisme, là encore. D'autre part, on peut douter de l'influence réelle qu'exerce sur l'opinion et sur les esprits l'école ; l'exemple des pays de l'Est, passés sans transition de la société planifiée à la société de liberté, et où le corps électoral, la pratique religieuse, la culture et l'organisation politique ne sont pas différents des nôtres, me semble évocateur. Il ne faut pas sous-estimer le poids de la reproduction sociale et culturelle, de l'habitus au sens de Bourdieu (oui, j'ose !), et même si Nemo, comme tous les enseignants du monde entier, se feraient volontiers Pygmalion, ils ne sont en réalité que Mentor. Ce qui n'est pas si mal.

Fabrice Ribet

---

<sup>321</sup> Voir par exemple les travaux de Pierre Bréchon ou d'Alain Lancelot.

## REPUBLIQUE

La république est une des formes constitutionnelles de l'État, qui se conçoit comme consubstantiel du peuple. Toute république doit donc être comprise, définie et fondée par opposition aux conceptions monarchiques ou théocratiques de l'État et de la nation.

### Définitions et différences

#### *Dans une monarchie*

L'État ou l'administration, le territoire, les populations sont des propriétés privées (*res-privata*), c'est une possession par fait naturel et le fait du plus fort. Le pouvoir et la propriété se transmettent par héritage familial. Sa pérennité et son identité sont incarnées par une seule personne, le propriétaire légal du territoire (le roi, la reine), de « *droit divin* » ; le gouvernement de la *res-privata* « *royale* » peut prendre diverses formes, de la monarchie pure (gouvernement d'un seul autocratiquement, ou absolutiste), jusqu'à des formes républicaines avec l'existence d'une démocratie quant à la gestion du bien privé royal (cas des monarchies parlementaires).

#### *Dans une théocratie*

L'État ou l'administration, le territoire, les populations sa pérennité et son identité sont propriété de Dieu lui-même (chef d'État) comme le Vatican où le pape est assimilable à un premier ministre. Le cas de l'Iran est moins théocratique, mais plus religiocratique par la présence du guide suprême (pouvoir fondamental, chef d'État) devant le pouvoir exécutif (nommé ici présidence). Dans théocratie et religiocratie il peut y avoir une république partielle, gestion du bien divin, et une chose politique et même une démocratie.



### *Dans une république*

L'État ou l'administration n'a de sens que dans la propriété d'un peuple ou de population de la gestion souveraine de la *res-publica* (bien et chose publique). Dans cette conception, la république est le plus souvent associée à l'affirmation (constitutionnelle ou non) d'un bien commun et d'une chose publique, que son gouvernement tente de préserver. Une simple confédération d'intérêts particuliers ne suffit donc pas à fonder une république.

Sur 194 pays recensés dans le monde, 135 sont déclarés comme des républiques, contre 22 royaumes ou sultanats, 9 fédérations ou unions, 3 principautés : c'est donc la forme d'État la plus répandue.

À noter : le concept d'unité et d'indivisibilité de la République est une conception spécifiquement française. Les républiques fédérales n'ont pas nécessairement la même exigence.

La laïcité, dont le principe est très loin d'être universellement reconnu, ne peut pas davantage être associée automatiquement à la république.

Si le concept est assez large pour inclure des démocraties représentatives, une république n'implique pas forcément une démocratie. Un État de forme républicaine peut être une démocratie limitée, où certains droits ne sont réservés qu'à un groupe restreint : la république est alors dictatoriale ou totalitaire. Par ailleurs, si la république est associée à la poursuite du bien commun, des régimes politiques d'inspiration libérale, comme la monarchie constitutionnelle anglaise, qui prennent les décisions au nom du bien individuel ou communautaire, ne peuvent pas non plus être considérés des régimes républicains dans le sens strict du terme.

Il est plus ambigu de traiter le concept de république Islamique. Cette dénomination peut sembler une contradiction dans les termes, et c'est sans doute évident pour l'Iran qui présente, sous bien des aspects, les caractéristiques concrètes d'une théocratie à fonctionnement partiellement démocratique. En revanche, le cas des Maldives est plus clair : il s'agit effectivement d'une république, mais le terme islamique précise que le système judiciaire est régi par la charia.

### **République et libéralisme**

Philippe Nemo, dans *Les Deux républiques françaises*, écrit que face à une gauche qui a depuis 1793 une mystique – un millénarisme – et depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle une doctrine construite, le marxisme, face à une droite traditionaliste qui a elle aussi une mystique, les démocrates libéraux ont eu des difficultés à proposer un idéal.

Certes, les doctrines démocrates-libérales ont dominé au début de la Révolution, rayonné ensuite jusque tard dans le XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, il est de fait que la tradition libérale perd ensuite une grande part de son attractivité. La crise de 1929 paraît, aux yeux de nombreux intellectuels, sonner le glas de l'économie libérale<sup>322</sup>. Les intellectuels mêmes qui sont assez intelligents et informés pour comprendre les dangers et les horreurs des régimes totalitaires, ne se rallient pas pour autant avec netteté à l'idéal « 1789 »<sup>323</sup>. Les anticonformistes des années 1930 considèrent que le monde de ces années vit une terrible régression civilisationnelle. Ils renvoient dos à dos le capitalisme et le marxisme, qu'ils considèrent tous deux comme des matérialismes conduisant au règne de la machine et à la déshumanisation de la société. Ils entendent donc promouvoir une société où la personne humaine et les valeurs spirituelles seront remises au premier plan. Or il est évident, à leurs yeux, que la République démocrate libérale est incapable de produire une telle société. Ils refusent, certes, le révolutionnarisme de l'extrême gauche comme celui de l'extrême droite ; mais ils ne reconnaissent de valeur ni spirituelle ni morale à la République modérée qui a fait accomplir au pays tant de progrès scientifiques, économiques et sociaux.

Sous l'effet des traitements de choc que constituent la Deuxième Guerre mondiale puis la Guerre froide, l'Europe se réveille bientôt de la fascination pour les régimes antilibéraux. Toute une génération reprend alors la réflexion sur le *modus operandi* de l'économie de marché, sur le rôle essentiel que jouent la propriété privée et la liberté des contrats pour permettre une coopération sociale pacifique et efficiente, sur le caractère essentiel à cet égard du droit formel, sur le bien-fondé de la démocratie politique pluraliste, et enfin sur le rôle des libertés intellectuelles. Parmi beaucoup d'autres, il faut citer Michael Polanyi, Ludwig von Mises, Friedrich Hayek, Karl Popper, Walter Eucken, Karl Boehm, Hannah Arendt, Piero Gobetti, Luigi Einaudi, Bruno Leoni, Luigi Sturzo, Alexandre Zinoviev, Ayn Rand... On reconnaît enfin que les sociétés modernes complexes ne peuvent être gérées que dans le cadre d'ordres sociaux polycentriques, c'est-à-dire démocrates libéraux. Ces auteurs ont repris à la gauche la magistrature morale. Ce qui ne rend que plus étranges, par contraste, les difficultés que rencontre cette philosophie politique pour se faire entendre en France.

Wikibéral

---

<sup>322</sup> Voir notamment l'analyse de Walter Lippmann dans *La Cité libre* (1937).

<sup>323</sup> Lors du « Colloque Walter Lippman », organisé à Paris en août 1938, un bon tiers des présents ne se dit pas « libéral ». Cf. Serge Audier, *Le Colloque Lippmann, aux origines du néo-libéralisme*, Le Bord de l'eau, 2008, et la critique de Copeau.



## RESTAURATION, MONARCHIE DE JUILLET ET 1789

Comment terminer la Révolution française ? Telle est la question que se pose Guizot, la plus importante figure intellectuelle de cette période qui va de la chute de Napoléon à la fuite de Louis-Philippe. Il ne s'agit pas de refaire 1789 : à ses yeux, l'égalité civile et la société moderne relèvent de l'évolution historique de la civilisation en Europe. Il s'agit de trouver un gouvernement politique stable et libre accordé à cette société nouvelle. Comme le soulignait Royer-Collard dans un discours de janvier 1822<sup>324</sup> : « *la Révolution n'a laissé debout que les individus (...) de la société en poussière est sortie la centralisation (...) En effet, là où il n'y a que des individus, toutes les affaires qui ne sont pas les leurs sont des affaires publiques, des affaires de l'État.* » Dès lors, quels freins opposer à l'action de l'État et à l'obéissance des citoyens ?

Si les classes dirigeantes sont d'accord sur la nécessité d'avoir des institutions à la fois monarchiques et libérales, elles ne partagent ni les mêmes sentiments ni les mêmes idées. Les uns sont dominés par la nostalgie de l'ancienne France et rejettent ce que les autres acceptent, soucieux d'une synthèse entre le passé national et 1789. La Restauration et la Monarchie de Juillet illustrent à leur façon ces deux visions irréconciliables. La monarchie de propriétaires devait se révéler un rêve impossible. Loin de terminer la Révolution, les tentatives de réussir un « 1688 » à la française vont contribuer à la revitaliser.

Les épisodes de 1814-1815 illustrent plus que tout long discours en quoi le quart de siècle révolutionnaire et impérial est irréversible et rend impossible tout espoir de « renouer avec la chaîne des temps ». En 1814, les Bourbons ne bénéficient d'aucun appui populaire ou politique. Les Cent Jours illustrent la fragilité du compromis et laissent « voir la vigueur des enracinements idéologiques et politiques<sup>325</sup> ». Napoléon lui-même a contribué à consacrer le système représentatif par son alliance avec les libéraux. La toute puissance

---

<sup>324</sup> François Furet, « La Révolution 1770-1880 », in *Histoire de France*, 4, Hachette 1988, p. 294

<sup>325</sup> Jean-Clément Martin in S. Bernstein & Michel Winock, *L'Invention de la démocratie 1789-1914, Histoire de la France politique*, 3, Points Histoire, Le Seuil 2002, p. 105.

momentanée de Fouché lors de la seconde Restauration<sup>326</sup> « atteste, bien au-delà de son caractère éphémère, à quel point le pouvoir royal est coupé du peuple ».

Les « purs » royalistes, ceux que leurs adversaires vont qualifier d'Ultras, partagent cependant l'illusion que la France était de nouveau royaliste : « les eaux du cataclysme révolutionnaire maintenant retirées, la colère divine apaisée, l'arc-en-ciel de la réconciliation entre le roi et ses sujets va désormais éclairer les destinées du pays<sup>327</sup> ».

Les Ultras souhaitent un ordre monarchique et religieux et refusent l'idée même de la Charte. Ils disposent d'une majorité écrasante dans la Chambre dite Introuvable élue en 1815. Cette noblesse de province qui n'a pas pardonné à la grande noblesse d'avoir conduit la monarchie à sa perte en 1789 ne peut accepter un compromis entre l'ancien régime et la révolution : peut-on transiger avec le mal ? Surtout, le principe même d'une constitution écrite, héritage du rationalisme et du volontarisme révolutionnaire, leur fait horreur.

Contre le « régime arbitraire et abstrait » issu de 1789, ils opposent l'expérience des siècles, la notion idéalisée d'une évolution lente conformément aux lois naturelles. Pour eux, la révolution n'a été qu'une parenthèse, un accident malheureux et il s'agit de retrouver la monarchie d'avant l'absolutisme, dans la redécouverte d'un Moyen-Âge idéalisé, âge d'or s'étendant de Saint-Louis rendant la justice sous son chêne au bon roi Henri<sup>328</sup>. Soucieux des anciennes libertés, ils rejettent sincèrement le despotisme dont ils dénoncent les instruments : la conscription, l'Université<sup>329</sup> et la centralisation administrative.

Néanmoins, ils défendent un royalisme parlementaire, voire populaire. En 1815, ils sont les premiers à soutenir que le roi est tenu de prendre ses ministres dans la majorité. Selon La Bourdonnaye, « nier la prérogative de la Chambre, c'est nier le gouvernement représentatif lui-même ». Leurs grands écrivains sont Chateaubriand et surtout le vicomte de Bonald, leurs idées sont diffusés par les journaux : la Gazette de France, la Quotidienne, le Journal des Débats et le Drapeau blanc. Le comte d'Artois, frère du roi, est le chef du parti qui se montre très discipliné à la Chambre, sous l'influence de la société secrète des Chevaliers de la Foi.

Au moment de la première abdication de Napoléon, le marquis de Maisonfort s'étant écrié joyeusement : « Sire ! Vous êtes roi de France », Louis XVIII avait répondu : « Est-ce que j'ai jamais cessé de l'être ?<sup>330</sup> »

---

<sup>326</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>327</sup> René Rémond, *Les Droites en France*, Aubier 1982, p. 47.

<sup>328</sup> René Rémond, *op. cit.*, p. 56.

<sup>329</sup> C'est à dire l'Éducation nationale.

<sup>330</sup> G. de Bertier de Sauvigny, *La Restauration*, Flammarion 1955, p. 55.

La Restauration paraît renouer en apparence avec l'Ancien Régime, dans le préambule de la Charte, le roi affirme être dans la dix-neuvième année de son règne, revendique toute la légitimité dans la continuité du droit divin, rappelle les « *funestes écarts* » de la Révolution et « *octroie* » à ses « *sujets* » le texte constitutionnel. En réalité le texte est libéral reconnaissant les principes de 89 : égalité civile devant la loi, les principales libertés et les acquis plus matériels de la période révolutionnaire et impérial, des achats fonciers aux titres nobiliaires récents. Le code civil, l'organisation administrative, le Concordat de 1801 sont maintenus à la grande indignation des Ultras. Loin de remettre en cause l'œuvre de la Révolution, la Restauration contribue à enraciner la centralisation voire la laïcisation de l'État tout en permettant l'acculturation du régime représentatif et parlementaire.

En votant le bannissement des régicides, en célébrant le 21 janvier la mort du « *roi martyr* » puis Madame Elisabeth, Marie-Antoinette et le duc d'Enghien, les députés font revivre les malheurs de la monarchie, inscrivant la royauté restaurée dans le calendrier de la Révolution comme le note François Furet<sup>331</sup> : « *cette expiation collective ravive la mémoire de la Révolution plus que la tradition de la monarchie* ».

Le décret du 5 septembre 1816 dissout la Chambre introuvable. La loi électorale du 8 février 1817 prévoit des élections partielles pour renouveler par cinquième la Chambre et surtout permet au gouvernement d'agir sur les électeurs aux dépens des Ultras<sup>332</sup>. Louis XVIII justifie ainsi sa politique auprès de son frère<sup>333</sup> : « *Le système que j'ai adopté et que mes ministres suivent avec persévérance est fondé sur cette maxime qu'il ne faut pas être le roi de deux peuples, et tous les efforts de mon gouvernement tendent à faire que ces deux peuples, qui n'existent que trop, finissent par en former un seul* ».

Mais les Ultras reviennent au pouvoir après le départ de Richelieu en décembre 1821 avant de dominer la « *Chambre retrouvée* » suite aux élections de 1824. La mort de Louis XVIII (16 septembre 1824) amène sur le trône celui qui passe pour le chef du parti. Le sacre de Charles X (28 mai 1825) achève de donner l'image d'une alliance trop étroite entre politique et religion. L'opposition ne va cesser de jouer sur le thème de l'anticléricalisme pour discréditer le règne, dénonçant le règne de la Congrégation, vue comme une société secrète visant à établir une théocratie, l'ultramontanisme et le jésuitisme. En août 1829, Jules de Polignac devient le chef d'un gouvernement qui s'efforce de rassembler toutes les nuances de la droite royaliste mais qui déchaîne l'hostilité de l'opposition.

---

<sup>331</sup> François Furet, *La Révolution 1770-1880*, p. 286

<sup>332</sup> G. de Bertier de Sauvigny détaille les pratiques utilisées par l'administration pour influencer les élections : *La Restauration*, p. 296-297.

<sup>333</sup> G. de Bertier de Sauvigny, *op. cit.* p. 149.

Pour le Journal des Débats, « *voilà encore la cour avec ses vieilles rancunes, l'émigration avec ses préjugés, le sacerdoce avec sa haine de la liberté* ».

Pourtant, Charles X, présenté rituellement comme le « *paladin infatigable de la Contre-Révolution depuis 1789*<sup>334</sup> » estime l'ancien régime « *impossible, archi-impossible* » confiant à son cousin Orléans, le 14 juin 1830<sup>335</sup> : « *moi qui suis plus vieux que vous, et qui ai mieux vu l'ancien régime que vous, je vous dis que s'il était possible il ne serait pas désirable*. » Pour le dernier roi Bourbon, « hors de la charte, point de salut ». Les mesures maladroites de Charles X, brave homme mais médiocre politique, donnent à ses opposants l'impression d'un retour à une monarchie chrétienne et absolue. Surtout, l'alliance du Trône et de l'Autel ressuscitait le spectre de la Contre-Révolution. L'Église catholique, au travers des missions, s'est lancé dans la reconquête des esprits à un travers un catholicisme de repentance politique condamnant la Révolution française.

Les libéraux forment l'aile marchante de la critique du régime et groupent tous les mécontents de cette politique cléricale et réactionnaire. Sous le nom d'Indépendants, ils rassemblent républicains, bonapartistes et orléanistes. La Maçonnerie les inspire. Le cerveau du parti est Benjamin Constant, le drapeau, Lafayette et le bailleur de fond, Laffitte. Leurs journaux sont le Constitutionnel et le Journal du Commerce. Les romantiques, qui avaient d'abord célébré la catholicité et la monarchie, glissent peu à peu vers la gauche à l'image de Victor Hugo qui écrit dans la préface d'Hernani, dénonçant les « *ultras de tout genre* », que « *le romantisme n'est à tout prendre que le libéralisme en littérature* ».

Les Ultras ne sont pas les seuls à se tourner vers le passé : l'histoire est à la mode. En 1818, l'ouvrage posthume de Germaine de Staël, *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*, qui vise à refaire une seule histoire en amont et en aval de 1789, autour d'une tradition de liberté<sup>336</sup>, connaît un grand retentissement et pour sa fille Albertine de Broglie, dans une lettre à son ami Barante en 1825, « *l'histoire est la muse de notre temps* ». En 1823 paraît le premier volume d'une *Histoire de la Révolution*, qui devait en compter dix, par Adolphe Thiers, où le ton objectif révèle néanmoins les sympathies de l'auteur pour la société nouvelle<sup>337</sup>. C'est l'historien de la Révolution qui est élu à l'Académie française en 1834 comme Thiers devait le dire dans son discours de réception<sup>338</sup> : « *J'ai consacré dix années de ma vie à écrire l'histoire de notre immense*

<sup>334</sup> Jean-Clément Martin, *op. cit.*, p. 107.

<sup>335</sup> Guy Antonetti, *Louis-Philippe*, Fayard, p. 559.

<sup>336</sup> François Furet, *op. cit.*, p. 287.

<sup>337</sup> Son ami Mignet compose une *Histoire de la Révolution française* beaucoup plus brève parue en 1824.

<sup>338</sup> Pierre Guiral, *Adolphe Thiers*, Fayard, 1986, p. 42

*révolution ; je l'ai écrite sans haine, sans passion, avec un vif amour pour la grandeur de mon pays ».*

Guizot reprenant son cours à la faculté en 1820 expose l'histoire des origines du gouvernement représentatif en Europe. C'était tirer les conséquences politiques, sociales et morales de la Révolution française : la victoire de la classe moyenne sur la noblesse et l'organisation du gouvernement représentatif, mouvement de l'histoire irréversible. C'est bien ainsi que l'entend Villèle qui suspend dès octobre 1822 ce cours d'histoire moderne aux accents trop politiques. S'il n'écrit pas d'histoire de la Révolution, Guizot ne cesse de revenir sur le sujet.

En 1816, il note dans la préface de sa traduction d'un ouvrage de Frédéric Ancillon<sup>339</sup> : « *Il est impossible d'entendre sans effroi tant de gens répéter : « la révolution est finie ».* Comme si une révolution pouvait finir à jour fixe et par l'effet magique d'un seul événement ! (...) nous avons déjà vu finir trois ou quatre révolutions et nous en avons vu renaître de nouvelles ». Dans sa brochure de 1820, *Du gouvernement de la France depuis la Restauration*, il revendique la révolution : « *la révolution, amenée par le développement nécessaire d'une société en progrès, fondée sur des principes moraux, entreprise dans le dessein du bien général, a été la lutte terrible, mais légitime, du droit contre le privilège, de la liberté contre l'arbitraire ».*

La comparaison avec la Révolution anglaise s'est imposé dès 1819 avec *l'Histoire de Cromwell* d'Abel Villemain tandis qu'en 1826 paraissent conjointement le premier volume de *l'Histoire de la Révolution d'Angleterre* de Guizot et l'essai de politique historique de Chateaubriand consacré aux *Quatre Stuarts* destiné à « *faire sentir les principales ressemblances et différences des deux révolutions, de la révolution de 1640 et de 1688 et de la révolution de 1789 et de 1814 ».* Les libéraux français sont fascinés par le dénouement heureux d'une révolution marquée par le régicide, la surenchère égalitaire, la dictature d'un homme et la restauration du trône.

Au moment des Trois Glorieuses, le souvenir de l'été 89 flotte et permet de comprendre le comportement des uns et des autres. Charles X, persuadé que seule la faiblesse a perdu Louis XVI, refuse de céder. Les parlementaires, soucieux de ne pas être débordé par la populace et d'éviter d'être dévoré par la révolution, ont cherché jusqu'au bout le compromis avant d'adopter une solution de rechange. Mais Charles X, en violant des articles de la Charte, devait se jeter lui-même au bas du trône. L'insurrection quoiqu'il en soit n'a pas été spontanée et le roi a le sentiment que « *l'esprit de la révolution subsiste tout entier dans les hommes de la gauche »* qui se dissimulent sous le paravent de la défense de la Charte. Lors des journées de juillet, les trois couleurs qui flottent sur l'Hôtel de

---

<sup>339</sup> Laurent Theis, *François Guizot*, Fayard, 2008, p. 307.



ville et les tours de Notre-Dame déclenchent une intense émotion dans la population.

Juillet 1830 rejoue juillet 89 mais avec des acteurs qui souhaitent éviter 93, haïssant l'aristocratie mais craignant les classes populaires. Le 31 juillet, La Fayette, éternel velléitaire, redoutant une république jacobine et terroriste, embrasse sur le balcon de l'Hôtel de ville le duc d'Orléans, dans les plis du drapeau tricolore, légitimant par ce « *baiser républicain* » la monarchie constitutionnelle.

Le mot prêté à La Fayette, « *la meilleure des républiques* », n'est pas seulement un slogan. Pour les orléanistes, le roi n'est plus le roi, les institutions l'emportent sur la dénomination du régime. La personne du roi et la Nation sont désormais totalement dissociés. Avec Charles X quittant le pays par petites étapes, recevant les hommages de ses fidèles sur sa route, disparaît réellement et sans gloire le principe monarchique. Selon la formule vigoureuse de Guy Antonetti<sup>340</sup>, « *la couronne, jetée aux pieds des barricades par les insurgés parisiens, a été ramassée et emballée dans du papier journal par Thiers et ses amis* ». Chateaubriand dans son ultime discours à la Chambre des Pairs, le 7 août 1830, où il refuse de voter en faveur du nouveau pouvoir, en tire la conclusion : « *la monarchie n'est plus une religion.* »

Dès sa proclamation du 31 juillet 1830, Louis-Philippe avait reconnu tenir sa lieutenance générale des « *députés de la France* ». Le *Journal des Débats* note avec satisfaction, le 10 août : « *1830 vient de couronner 1789* ». Le préambule de 1814 est supprimé de la Charte « *comme blessant la dignité nationale* ». Le nouveau roi ne sera pas Philippe VII mais Louis-Philippe, pour bien marquer la rupture ; roi des Français comme Louis XVI en 1791 et non Roi de France et de Navarre. « *Le peuple paraît enchanté d'avoir un roi, et surtout de l'avoir fait lui-même* » note finement Cuvilier-Fleury<sup>341</sup>. Il devait être le seul monarque de son temps à vivre sans cour avec ses services civils et militaires et ses charges prestigieuses. Pour les salons du faubourg Saint-Germain, il n'est que Fipp I<sup>er</sup> roi des épiciers. Plus profondément Bonald dans *Réflexions sur la Révolution de 1830*, se refuse à voir une monarchie dans un pouvoir né d'une révolution, sans aristocratie, sans religion d'état, sans distinction d'ordres. Tandis que Chateaubriand dans les *Mémoires d'Outre-Tombe* relevait : « *Juillet portera son fruit naturel : ce fruit est la démocratie* ».

En dépit de son orgueil soigneusement dissimulé, Louis-Philippe se présentait comme le fils de Philippe-Égalité, le conventionnel régicide (« *il a été fort calomnié, c'était un homme très respectable* ») qui, jeune duc, s'était battu à Valmy et Jemmapes. Avec lui, la monarchie cesse d'être sacrée pour devenir

---

<sup>340</sup> Guy Antonetti, *op. cit.*, p. 612.

<sup>341</sup> Guy Antonetti, *op. cit.*, p. 607.

laïque, le roi des Français, premier magistrat de la nation, prête serment à la Charte révisée en présence des pairs et des députés. Dans la salle des délibérations du Palais-Bourbon, drapée de tricolore, aucun symbole religieux ne figure. Le 15 août, dans l'esprit de 89, le roi enlève au culte l'église Sainte-Geneviève pour lui rendre sa destination de Panthéon dédié aux « *grands hommes* » par la « *Patrie reconnaissante* ».

Devant la persistance de l'agitation entretenue par les clubs populaires, Guizot, ministre de l'Intérieur, exprime, six semaines seulement après les débuts du régime, une volonté de « résistance » au « mouvement ». Les 17 et 18 octobre les émeutiers réclamant la tête des ministres de Charles X envahissent le Palais Royal et marchent sur Vincennes. Faisant mine de céder au mouvement pour mieux le discréditer, Louis-Philippe appelle Laffite à former un nouveau cabinet. A la fin du mois de décembre, les vieilles reliques de l'époque révolutionnaire, La Fayette et Dupont de l'Eure sont cependant écartés. Les 14 et 15 février, l'émeute triomphe : un service funèbre pour l'assassinat du duc de Berry à Saint-Germain-l'Auxerrois apparaît comme une intolérable provocation aux révolutionnaires de juillet qui saccagent l'église puis l'évêché avant d'arracher dans tout Paris les croix fleurdelisés. Le président du Conseil, qui ne veut pas d'ennemi à gauche, réclame alors la suppression des fleurs de lys sur le sceau de l'État, les bâtiments officiels et les carrosses. Le désordre va régner dans la rue en permanence jusqu'à la chute de Laffite.

Dès mars 1831, la résistance l'emporte sur le mouvement et le régime va prendre une coloration clairement conservatrice même si cette conservation s'inscrit dans l'héritage de 1789. Comme le souligne Guizot dans son grand discours du 5 mai 1837<sup>342</sup> : « *la nation française n'a pas entendu vivre toujours en révolution comme elle a vécu pendant vingt ans (...) J'accepte 1791 et 1792 ; les années suivantes même, je les accepte dans l'histoire, mais je ne les veux pas dans l'avenir* ». Les attentats contre le roi entraînent l'annulation de la cérémonie prévue pour l'inauguration officielle de l'arc de triomphe, le 29 juillet 1836, dont les haut-reliefs célèbrent les victoires de la Révolution et de l'Empire, dont Jemmapes cher au cœur du roi<sup>343</sup>.

En revanche, le roi paraît lors de l'érection de l'obélisque de Louqsor sur la place de la Concorde : installant ce monolithe inoffensif pour tout le monde sur l'ancienne place de la Révolution où trônait le rasoir républicain et où, la duchesse d'Angoulême avait voulu entreprendre un monument à la mémoire du roi-martyr, c'était l'occasion d'exorciser les démons diviseurs qui risquaient de la hanter longtemps encore<sup>344</sup>. L'inauguration du musée de Versailles (10 juin 1837) avec sa galerie des Batailles, depuis Tolbiac en 496

---

<sup>342</sup> Laurent Theis, *François Guizot*, p. 307.

<sup>343</sup> Guy Antonetti, *op. cit.*, p. 761.

<sup>344</sup> Guy Antonetti, *op. cit.*, p. 768.

jusqu'à Wagram en 1809, insère ainsi la Révolution française dans l'évolution historique de la France, mettant « 1789 vis-à-vis de 1688 » pour reprendre le mot de Victor Hugo. Enfin la translation des « cendres » de Napoléon de Sainte-Hélène aux Invalides est l'œuvre de Thiers qui voit l'occasion d'achever la réhabilitation de la Révolution et pour Louis-Philippe de montrer que c'est bien la « monarchie de 1830 » qui a « rallié toutes les forces et concilié tous les vœux de la Révolution française »<sup>345</sup>. Après avoir exproprié les légitimistes de Versailles, le tour est venu des napoléonistes.

Thibaudet a dit : « l'orléanisme, ce n'est pas un parti c'est un état d'esprit ». Le parlementarisme est cet état d'esprit : les articles 16 et 17 de la Charte révisée attribuent aux Chambres l'initiative des lois, jusqu'alors réservé au roi seul. Ses piliers sont la Sorbonne et le *Journal des Débats*. Son libéralisme est avant tout philosophique et politique<sup>346</sup>, son rationalisme et son relativisme ne sont pas dénués d'anticléricalisme mais sans sectarisme. Ce rationalisme éclairé respecte infiniment les valeurs spirituelles. Le compromis est érigé en règle de gouvernement.

Avec ce régime de « juste milieu », qui refuse les extrêmes, l'orléanisme vise à réconcilier les Français. Le suffrage censitaire, même élargi en 1831, se réduit à une très faible minorité : 240 000 en 1846 pour un pays de 35 millions d'habitants, soit un électeur pour 150 habitants contre un électeur pour 30 habitants en Grande-Bretagne<sup>347</sup>. Passant en revue la Garde nationale de Paris, les contribuables en uniforme, Louis-Philippe dit à La Fayette : « cela vaut mieux pour moi que le sacre de Reims ! »

Tocqueville a exprimé avec un dégoût aristocratique cette vision du régime<sup>348</sup> : « la classe moyenne qu'il faut appeler la classe gouvernementale, s'étant cantonnée dans son pouvoir et, bientôt après, dans son égoïsme, le gouvernement prit un air d'industrie privée ». Loin de se cantonner à la grande bourgeoisie, le régime recrute dans la noblesse ancienne (Molé, Pasquier, Broglie) et nouvelle (Soult, Mortier)<sup>349</sup> tout comme dans les talents issus de la presse ou de l'Université

---

<sup>345</sup> Guy Antonetti, *op. cit.*, p. 816, selon les mots de Rémusat, ministre de l'Intérieur, le 12 mai 1840.

<sup>346</sup> En économie, le protectionnisme triomphe.

<sup>347</sup> Néanmoins, les électeurs municipaux sont dix fois plus nombreux, grâce à la loi du 21 mars 1831 qui met fin au long règne de la nomination des conseillers municipaux par les représentants de l'État.

<sup>348</sup> Alexis de Tocqueville, *Souvenirs in Œuvres*, III, La Pléiade, Gallimard 2004, p. 729. Ces lignes fameuses ne doivent pas faire illusion : ce n'est pas la bourgeoisie d'affaires qui domine le régime, Guizot est plus représentatif que Laffite, vite passé dans l'opposition.

<sup>349</sup> Guy Antonetti note que la moitié des ministres de Louis-Philippe et près de la moitié des députés de la majorité en 1846 étaient nobles.

(Thiers, Cousin, Guizot). En somme, c'est le gouvernement des élites, le temps des notables.

Pour l'opposition parlementaire, la révolution est loin d'être terminée. Un compte-rendu de réunion parlementaire rédigé chez Laffite sous l'impulsion d'Odilon Barrot adopte des termes très durs le 28 mai 1832<sup>350</sup> : « *La Restauration et la Révolution sont en présence, la vieille lutte que nous avons crue terminée recommence* ». L'opposition prend aussi la forme d'une société secrète, la Société des droits de l'homme et du citoyen d'inspiration jacobine, certaines sections portant les noms évocateurs de Robespierre, Marat, 21 janvier, Guerre aux châteaux et Babeuf qui joue son rôle dans l'insurrection des canuts lyonnais (les ordres du jour sont datés du 22 germinal an XLII !) et l'émeute parisienne d'avril 1834<sup>351</sup>.

L'opposition républicaine revendique la souveraineté du peuple dans l'héritage de la Révolution. Thiers la récuse le 16 mai 1840 : « *c'est le principe le plus dangereux et le plus funeste qu'on puisse alléguer en présence d'une société* ». Guizot la redoute également, lui qui affirmait dès 1820, dans sa brochure *Du gouvernement de la France* : « *Je ne crois ni au droit divin ni à la souveraineté du peuple (...) Je ne puis voir là que des usurpations de la force.* »

Pour lui, la raison s'incarne dans « *une certaine situation sociale fondée sur la propriété industrielle et territoriale* ». Elle se manifeste aussi plus prosaïquement dans le corps des fonctionnaires, qui fournit 40 % des députés, et qui, ne touchant pas d'indemnité parlementaire, sont amenés à ménager le gouvernement<sup>352</sup> tout comme dans la pratique ordinaire de la corruption pour obtenir des votes favorables des députés hésitants en octroyant places, bourses, décorations, marchés de fourniture, etc. Le refus d'un élargissement du suffrage censitaire s'explique en grande partie par la crainte de favoriser ainsi les opposants légitimistes, républicains et bonapartistes.

Cette Révolution, que le régime prétend réduire à 1789 en effaçant autant que possible la souveraineté du peuple, revient en force dans sa version maximaliste sous les plumes bonapartistes et jacobines. Le prétendant Louis-Napoléon, pour le cinquantenaire de 1789 publie une brochure, les *Idées napoléoniennes*. L'immobilisme guizotien favorise ensuite la surenchère révolutionnaire. L'opposition révolutionnaire aux Orléans réclamant la république se tourne vers 1793.

Ainsi, 1847 voit la sortie simultanée des premiers volumes de l'*Histoire de la Révolution française* de Louis Blanc et de Jules Michelet, de l'*Histoire des Girondins* de Lamartine et de l'*Histoire des Montagnards* d'Esquiros. Le socialiste

---

<sup>350</sup> A. Jardin & A.J. Tudesq, p. 134.

<sup>351</sup> A. Jardin & A.J. Tudesq, p. 139-140.

<sup>352</sup> Michel Winock in S. Bernstein & Michel Winock, *L'Invention de la démocratie 1789-1914...*, p. 138.

Blanc critique 89 et l'individualisme bourgeois pour mieux glorifier la Montagne et la fraternité socialiste, Lamartine fait l'apologie de la Révolution sainte et nécessaire jusqu'à Thermidor, imposant pour la première fois l'idée d'un bloc, tandis que Michelet attribue « *l'époque humaine et bienveillante* » de la Révolution au « *peuple* » infaillible et les « *actes sanguinaires* » à un « *nombre infiniment petit* ». En somme il est moins question d'histoire que de polémique politique.

La dernière grande crise de subsistance que devait connaître le pays, ultime témoignage de la persistance d'un Ancien Régime économique, avec ses émeutes frumentaires, allait favoriser la radicalisation des mots d'ordre et la mobilisation des foules. Le scandale éclaboussant deux pairs de France, le général Cubières, condamné pour corruption, et le duc de Choiseul-Praslin se suicidant en prison après avoir assassiné sa femme, jette un voile d'infamie sur le régime.

Le 19 décembre 1847, lors de la campagne des banquets, à Chalon-sur-Saône, le député Ledru-Rollin porte un toast « *À l'unité de la Révolution française, à l'indivisibilité de la Constituante, de la Législative, de la Convention* ». Les références révolutionnaires se multiplient au Parlement. A Lamartine qui a dit : « *nous ne voulons pas rouvrir le club des Jacobins* », Montalembert réplique : « *Il est trop tard, le club des Jacobins est déjà rouvert, non pas en fait et dans la rue, mais dans les esprits, dans les cœurs* ». Tocqueville, député de la Manche, le 27 janvier 1848, essaie d'avertir le gouvernement, notamment sur les « *passions* » des « *classes ouvrières* » qui étaient politiques et sont devenues sociales<sup>353</sup> : « *est-ce que vous ne sentez pas...que dirais-je ?...un vent de révolution qui est dans l'air ?* » Thiers, devenu opposant, croit bon d'annoncer : « *je serais toujours du parti de la révolution* ». Le 11 février, prenant la défense de la campagne des banquets, réclamant le vote du droit de réunion, Lamartine fait planer à son tour l'ombre de la Grande Révolution en évoquant le Jeu de Paume, « *lieu de réunion fermé par l'autorité et rouvert par la nation* ».

Vieillissant, persuadé de son infaillibilité, Louis-Philippe n'écoute rien ni personne : « *ce ne sont pas les banquets de vœux froids ni les Bonaparte qui me désarçonneront* » répond-il au prince de Ligne, ambassadeur de Belgique. Tandis que le roi Léopold écrit à son neveu le duc de Saxe-Cobourg-Gotha : « *Mon beau-père sera chassé sous peu, comme Charles X* ».

Quelques jours plus tard, abasourdi, Louis-Philippe apprend la défection de la Garde nationale, « *la colonne du trône* », passé à l'ennemi. Il devait dire plus tard à Duchâtel : « *Est-ce que je pouvais faire tirer sur mes électeurs ?* » L'alliance de ma bourgeoisie et du peuple comme en juillet 89 et en 1830 assuraient le succès de l'insurrection. Décidant de renvoyer Guizot, le 23 février, le vieux roi, loin de désarmer les émeutiers incitait les républicains à déclencher

---

<sup>353</sup> Alexis de Tocqueville, *Souvenirs*, p. 736-737.

l'assaut final. La fusillade du boulevard des Capucines, sous les fenêtres du ministère des Affaires étrangères, leur fournit l'incident sanglant qui leur était nécessaire. Louis-Philippe, refusant d'assumer le coût humain exigé par l'écrasement de l'insurrection, démoralisé, abdique avant de fuir les Tuileries en redingote et chapeau rond.

Le 2 mars, traversant l'estuaire de la Seine, de Honfleur au Havre, sous son déguisement de bourgeois normand nanti d'un passeport anglais, le roi a la douleur d'entendre des chanteurs en tournée interpréter l'air de Blondel extrait de Richard Cœur de Lion : *Ô Richard, ô mon roi, l'univers t'abandonne*, celui-là même que les officiers du régiment de Flandre avaient chanté à Louis XVI et Marie-Antoinette le 1<sup>er</sup> octobre 1789 en foulant aux pieds la cocarde tricolore.

Gérard-Michel Thermeau



## LA LOGIQUE LIBERALE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

« *La Révolution est un bloc* ». On cite souvent ce mot de Clemenceau, qui n'était peut-être qu'une boutade. Le président de la République, François Mitterrand, l'avait repris, il y a quelques années, lors d'une cérémonie en l'honneur du regretté Robert Maxwell. Pour ma part, je préfère dire que la Révolution est une auberge espagnole, où l'on trouve ce que l'on apporte, en matière d'a priori idéologiques, de préjugés, d'intentions polémiques. Cette conception est particulièrement appropriée dans le cas de l'école qui a dominé l'histoire de la Révolution française au XX<sup>e</sup> siècle, et que l'on appelle jacobino-marxiste ou jacobino-léniniste, et qui, dans certains cas, fut carrément jacobino-stalinienne. Ecole dont les grands prêtres ont été successivement Jean Jaurès, Albert Mathiez, Georges Lefebvre, Albert Soboul, et présentement Michel Vovelle.

Ces historiens ont en fait cherché dans la Révolution française une justification du socialisme et surtout de la Révolution russe, du régime bolchevik, voire des purges staliniennes et des procès de Moscou. Ils ont fait de la Terreur l'élément central de la Révolution, reflétant « *le temps des anticipations* », selon l'expression d'Ernest Labrousse ; et en particulier, sur le plan économique et social, une anticipation du socialisme, durant « *l'éphémère et prophétique an II* » (Labrousse). Par conséquent, tout ce qui avait précédé la dictature montagnarde n'était vu que comme sa préparation, par la radicalisation progressive du mouvement révolutionnaire : et tout ce qui avait suivi la Terreur n'était vu que comme la déplorable liquidation d'un grand rêve, qui pourtant, comme l'a dit à nouveau Labrousse, « *laisse sur l'avenir un reflet grandiose dont tout le XIX<sup>e</sup> siècle se trouve illuminé* ». En fait, ce n'était là que divagations (inspirées chez certains par une évidente nostalgie de la guillotine), et l'historiographie récente, depuis le livre pionnier de François Furet et Denis Richet (1965), a ramené l'épisode montagnard à ses justes proportions. On y voit le résultat d'un « *dérapage* » - le terme est maintenant consacré - de la Révolution, qui a commencé en 1792, s'est accentué en 1793 et a pris fin à la chute de Robespierre, le 28 juillet 1794. Dans ces conditions, l'épisode dirigiste, voire socialisant, n'est plus qu'un bref intermède - il a duré treize mois - dans une Révolution dont le principe fondamental sur le plan économique est le libéralisme.



## La Révolution, fondamentalement libérale

Il faut le savoir, il faut le dire et le redire aux hommes de gauche, qui en tant d'occasions se réclament de la Grande Révolution et qui ont utilisé son bicentenaire pour se refaire une virginité fort éprouvée. N'essayez pas de trouver dans la Révolution française une justification du socialisme ; si vous en voulez une, allez la chercher dans les « *grandes réalisations soviétiques* », comme l'on disait, voire dans les goulags staliniens. La Révolution a été fille du mouvement des Lumières, qui était fondamentalement libéral (l'un de ses sommets n'est-il pas l'œuvre d'Adam Smith ?). Les députés des assemblées révolutionnaires n'étaient pas dépourvus de culture économique ; nombre d'entre eux avaient lu les économistes du XVIII<sup>e</sup> siècle – en particulier les physiocrates, certains avaient lu Adam Smith, qui avait déjà été traduit en français. Il est vrai qu'ils étaient souvent aussi teintés de rousseauisme, ce qui les portait à nier l'autonomie du domaine économique, à croire que la volonté générale pouvait être plus forte que les lois économiques. Néanmoins, leur œuvre économique a été profondément libérale, et même libératrice, selon une logique que je vais essayer d'analyser. Certes, cette libération de l'économie française avait été souhaitée par beaucoup de bons esprits depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et même avant ; de hauts fonctionnaires, des ministres de l'Ancien Régime avaient tenté de réformer dans ce sens. Mais la Révolution a accompli en quelques mois une œuvre d'une tout autre ampleur ; elle est un moment de rupture libérale décisive dans l'histoire économique de la France. Au point qu'il faudra presque un siècle et demi pour que l'on essaie de revenir sur ce que l'on appelle ses « *acquis* » ou ses « *conquêtes* ». Mon intention n'est nullement de faire l'apologie de la Révolution. Mais la Révolution s'est produite, elle est un événement incontournable et capital de notre histoire. Ayons une pensée pour ses victimes, et pour la destruction de la plus grande partie de notre patrimoine artistique, mais présentement considérons ses aspects positifs, et cette logique libérale qui peut se résumer en trois mots : liberté, égalité, bien entendu, mais aussi et surtout propriété.

## La libération de la propriété

Chacun sait que les hommes de 1789 ont voulu donner la liberté à la France d'abord, au monde ensuite. Mais les falsificateurs de l'histoire dont je parlais au début ont presque réussi à dissimuler qu'à leurs yeux liberté et propriété étaient indissolublement liées. Pourtant l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen définit comme « *droits naturels et imprescriptibles de l'homme* », la liberté en première position, la propriété en seconde, puis la sûreté, la résistance à l'oppression. L'article 17 pose : « La propriété est inviolable et sacrée ». Il y a là une liaison qui remonte au Hollandais Grotius, à l'Anglais

Locke, puis aux physiocrates français (ceux-ci voulaient un code de la nature, et à sa base ils plaçaient la propriété, premier des droits naturels). Et c'est par l'intermédiaire de Condorcet et de nombreux autres constituants qui avaient lu les physiocrates que cette idée est passée dans la « *Déclaration* », malgré les disciples de Rousseau qui soutenaient que la propriété est créée par les lois et n'est donc pas un droit naturel. En revanche, pour les rédacteurs de la Déclaration, l'homme est d'abord propriétaire de sa personne, et c'est pourquoi il est libre ; le droit à la propriété foncière et mobilière est la conséquence directe de la propriété de l'individu. J'ajoute que la Déclaration des droits de juin 1793, celle de la Constitution montagnarde de 1793, placera à nouveau la propriété parmi les droits de l'homme, et sera même plus explicite que celle de 1789 : « *Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer de ses biens et de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie.* » Et à l'article 17 elle définit la liberté économique : « *Nul genre de travail, de culture, de commerce ne peut être interdit à l'industrie des citoyens.* » Quant à la déclaration, plus bourgeoise, de l'an III, elle enfonce le clou dans son article 8 : « *C'est sur le respect des propriétés que reposent la culture des terres, toutes les productions, tout moyen de travail et tout l'ordre social.* » Bien avant d'ailleurs, l'Assemblée constituante avait réalisé la libération de la propriété. Sous l'Ancien régime, celle-ci était souvent partagée ou collective ; des seigneurs - laïcs ou ecclésiastiques - avaient sur beaucoup de terres une « *propriété éminente* », dont l'origine était une concession faite à un tenancier, à titre perpétuel et transmissible ; si bien que les descendants ou successeurs du tenancier originel étaient propriétaires de fait, mais ils devaient verser au seigneur diverses redevances dites « *féodales* » (c'est le terme de l'époque, mais celui de « *seigneurial* » est plus approprié). Par ailleurs, d'autres et vastes étendues de terre - pâturages, landes, forêts notamment - dites biens communaux, appartenaient aux communautés de villages. La Constituante voulut que la propriété fut entièrement libre et individuelle, et le droit de propriété absolu, quiritaire, comme le disaient les Romains. Le principe en fut adopté durant la nuit du 4 août 1789 et les détails précisés par des décrets qui suivirent ; le 3 novembre 1789, la Constituante posa : « *Le régime féodal est entièrement aboli.* »

On éte, en fait, supprimés sur-le-champ et sans indemnités les droits dits « *personnels* », tels que le servage, les corvées, les droits de justice, les monopoles seigneuriaux (du four, du moulin, de la chasse). N'était-ce pas une violation de la propriété ? On passa outre, en considérant que ces droits avaient été usurpés sur l'État ou établis par la violence. On abolit aussi les dîmes payées à l'Église, sous prétexte qu'elles n'étaient pas une propriété, mais un impôt, révoable, comme tout impôt. Par contre, on admit que les droits « *réels* », qui pesaient sur les terres étaient la contrepartie d'une concession faite par le propriétaire primitif, le loyer d'une location perpétuelle, et par conséquent devaient être rachetés au seigneur par les cultivateurs. Les conditions de ces

rachats donnèrent lieu à de longs débats et à une succession de décrets. En fait, beaucoup de paysans refusèrent de verser quoi que ce soit, et les jacqueries continuèrent dans les campagnes. Finalement, le 17 juillet 1793, la Convention, qui, menacée de tous côtés, voulait se concilier les paysans, supprima sans indemnités toutes les redevances dites féodales. Ainsi les assemblées révolutionnaires n'abolirent le régime dit féodal que sous la pression de la « *révolution paysanne* » de l'été 1789, consécutive à la « *grande peur* », et de ses prolongements dans les années suivantes. Par ailleurs, tout en proclamant la propriété inviolable et sacrée, les Assemblées n'hésitèrent pas à exproprier les seigneurs, sans indemnités en fin de compte. La contradiction fut encore plus patente lors de la nationalisation – c'est-à-dire la confiscation – des biens du clergé, en novembre 1789, dans l'espoir que leur vente permettrait de rétablir l'équilibre des finances de l'Etat. Il est vrai qu'on peut y trouver un aspect de libération de la propriété, dans la mesure où ces vastes biens, dits de mainmorte, c'est-à-dire inaliénables, étaient ainsi mis en circulation. En revanche, la Convention décida le 18 mars 1793 la peine de mort contre ceux qui proposeraient « *la loi agraire* », c'est-à-dire le partage des terres ; et mis à part des velléités sous la Terreur, les révolutionnaires ne firent rien pour que la vaste redistribution de la propriété par la vente des biens du clergé et des émigrés s'opéra de façon égalitaire et au bénéfice des paysans pauvres. Quoi qu'il en soit, le résultat final fut la libération de la propriété des « *chaînes féodales* » et l'égalité des propriétaires, car il n'y a plus de distinction entre terres nobles et roturières. Cette libération fut étendue à d'autres domaines.

### **La Révolution contre la propriété collective**

Les révolutionnaires étaient hostiles à la propriété collective, à l'existence des biens communaux, qui rappelait à leurs yeux le système seigneurial, et qui était contraire à l'unité et à l'indivisibilité de la propriété. En août 1792, la Législative décida le principe du partage obligatoire des biens communaux entre les habitants de chaque commune. En juin 1793, la Convention précisa que ce partage interviendrait si un tiers des habitants le demandait. Il y eut également une offensive contre les droits d'usage et les contraintes collectives, c'est-à-dire notamment la vaine pâture (droit pour les habitants d'un village d'envoyer leurs animaux pâturer sur les jachères et sur les terres cultivées après la moisson), et la contrainte de sole : l'obligation – dans beaucoup de régions – de pratiquer la même récolte dans toutes les parcelles d'un même bloc du terroir ; il en découlait l'interdiction pour un propriétaire de clore son ou ses champs. Ces pratiques très anciennes étaient des obstacles à l'amélioration des techniques agricoles, et les gouvernants de l'Ancien Régime avaient cherché à les abolir, avec peu de succès. Elles paraissaient aux révolutionnaires une atteinte intolérable à la liberté et à la propriété individuelle.

En juin 1791, la Constituante abolit la contrainte de sole et l'assolement obligatoire ; elle déclara que chaque propriétaire était libre de cultiver ses terres à son gré ; en septembre elle autorisa les clôtures dans toute la France, posant que « *le territoire de la France, dans toute son étendue, est libre comme les personnes qui l'habitent* ». La Convention devait confirmer ces libertés de culture et de clôture et les inscrire dans la Déclaration des droits montagnarde de 1793. En avril 1794, le Comité de salut public lui-même annula toutes les décisions des autorités locales qui avaient voulu limiter la liberté de clôture. En revanche, on n'osa pas supprimer la vaine pâture et le droit de parcours, auxquels les paysans étaient très attachés. De toute façon, ces décisions libérales venues de Paris restèrent lettre morte, vu le morcellement des sols qui rendait quasiment impossible à un propriétaire de clôturer sa parcelle et de se soustraire aux servitudes collectives. Il aurait fallu un remembrement général, quasiment impossible. Malgré tout, continuant les efforts de l'Ancien Régime, les Assemblées révolutionnaires orientèrent l'agriculture française vers un régime plus individualiste, qui devait progresser, mais trop lentement, au XIX<sup>e</sup> siècle.

Reste à mentionner trois points intéressants qui montrent que le libéralisme révolutionnaire était prêt à des compromis, si cela semblait nécessaire. Le souci de respecter le droit de propriété amena la Constituante à modifier la législation minière de l'Ancien régime, laquelle conférait à l'Etat la propriété du sous-sol, dont il concédait l'exploitation à des compagnies. Ces dernières étaient vues comme des monopoles, mais l'Assemblée n'osa pas faire du propriétaire du sol celui du sous-sol jusqu'au centre de la terre, comme en droit anglais. La loi minière de mars 1791 fut donc un compromis, qui s'avéra d'ailleurs peu satisfaisant. Compromis aussi en matière de droit successoral, qui était très varié et compliqué, et que la Constituante voulut unifier. Elle se basa sur le droit coutumier qui régnait dans la France du Nord et institua le partage égal du patrimoine entre les héritiers naturels (donc abolition du « *droit d'ainesse* », qui d'ailleurs n'était pratiqué que dans la noblesse). Le principe d'égalité l'emporta sur celui de la liberté, au contraire du droit anglais, où un propriétaire dispose en toute liberté de ses biens, y compris de déshériter ses enfants ou certains d'entre eux. Aussi beaucoup d'Anglais au XIX<sup>e</sup> siècle considéraient que le partage des successions en France était une violation du droit de propriété. Mais Robespierre avait déclaré que ce droit cessait avec l'existence, et qu'un propriétaire ne pouvait donc disposer de ses biens après sa mort. En fait les familles bourgeoises ont pu souvent éviter le partage des entreprises grâce aux sociétés de commerce ou à la pratique de l'indivision. Enfin, l'Etat pouvait procéder à des expropriations pour cause d'utilité publique, quand la nécessité en avait été légalement constatée, et sous condition d'une juste et préalable indemnité.

## La loi d'Allarde et la liberté d'entreprendre

En matière de législation sur l'artisanat et l'industrie, la volonté de liberté l'emporta très nettement, renforcée par le souci d'égalité : d'où une politique dirigée contre les monopoles et les privilèges (le monopole était dans ce domaine la forme principale du privilège économique), et contre les corps intermédiaires haïssables pour une philosophie qui ne reconnaissait d'existence qu'à la Nation et au citoyen, entre lesquels aucun groupement ne devait s'interposer. Sous l'Ancien régime, la production artisanale et industrielle était assez largement, mais pas totalement, réglementée. Les maîtres artisans (et les commerçants) de chaque métier étaient dans la plupart des villes groupés en corporations et y avaient le monopole de l'exercice de leur métier. Quant aux grandes entreprises, elles avaient souvent reçu du roi des « *privilèges exclusifs* » (exemple : pour Saint Gobain le privilège exclusif de fabriquer des miroirs). Enfin des règlements minutieux sur la fabrication visaient à assurer la qualité des articles manufacturés. Cependant, la totalité de l'industrie n'était pas soumise à la réglementation, et en plus, à la fin de l'Ancien régime, ce système réglementaire s'était effrité. D'ailleurs, un courant hostile s'était développé, y compris parmi les fonctionnaires chargés d'appliquer ce système. En 1776, Turgot avait aboli les maîtrises et jurandes, c'est-à-dire les corporations ; mais cette mesure avait été rappelée après sa chute. De fait, les corporations étaient acceptées par une partie de la bourgeoisie, le capitalisme commercial s'étant infiltré dans le système corporatif et l'utilisant. Ce qui fait que les cahiers de doléances de 1789 montrent l'opinion divisée sur ce problème ; et l'abolition des corporations ne devait pas être accueillie avec un enthousiasme général, nombre d'hommes d'affaires étant aussi soucieux d'ordre que de liberté. En principe, les corporations, en tant que corps privilégiés, avaient été abolies *ipso facto* dans la nuit du 4 août, mais les décrets qui suivirent ne les mentionnèrent pas explicitement. Le problème ne fut abordé qu'au début de 1791 et incidemment, à l'occasion de la création de la patente, l'une des trois nouvelles contributions directes, lequel frappait les revenus des commerçants et industriels. le rapporteur était le baron d'Allarde, noble devenu négociant (il allait traverser sans accroc la Révolution, se fit banquier mais fit faillite). Il proposa en compensation de décharger les commerçants et artisans des droits de réception en maîtrise qu'ils payaient à leurs corporations, et, en tant que privilèges exclusifs, d'abolir purement et simplement ces dernières. Sa proposition fut adoptée sans opposition ; elle est connue comme la loi d'Allarde, du 2 mars 1791. Elle abolit tous les offices pour l'inspection des arts et du commerce, tous les brevets et lettres de maîtrise, tous les privilèges de profession et l'article 7 déclare : « *A compter du 1<sup>er</sup> avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon* », sous seule condition de se pourvoir d'une patente et d'en acquitter le prix. On fit ensuite des retouches de détail concernant des professions particulières (les pharmaciens

ne pourraient s'établir sans diplôme, les orfèvres seraient surveillés pour le titre des objets d'or et d'argent, etc.), mais l'organisation corporative était définitivement abolie et les tentatives ultérieures pour la rétablir partiellement, notamment sous la Restauration, avortèrent. Cette abolition fut stipulée dans la Constitution de 1791 ; ainsi la liberté d'entreprendre était instituée. Dans tout le royaume et dans toutes les branches d'activité, de nombreuses entreprises nouvelles furent créées – souvent par des compagnons des anciennes corporations. Certes beaucoup furent éphémères, mais la mortalité infantile des entreprises est partout et toujours fort élevée, et il faut reconnaître que la conjoncture des années suivantes ne fut pas bonne. Il est vrai que la loi d'Allarde ne concernait ni la réglementation des fabrications, ni l'administration de l'industrie qui s'était développée depuis Colbert. Mais l'une et l'autre furent abolies par des lois de septembre et d'octobre 1791 : on supprima les emplois de directeurs, inspecteurs et administrateurs des manufactures, les bureaux de visite et de marque où on apposait une marque sur les marchandises. Tout cela était vu par les constituants comme des obstacles « *au génie inventif du citoyen* ». Il est vrai qu'un des buts des privilèges accordés par le roi avait été de protéger ceux qui faisaient des inventions nouvelles. La Constituante adopta donc une loi sur les brevets d'invention. Une invention était la propriété de son auteur et il devait en avoir jouissance, mais pour éviter de rétablir des privilèges excessifs, la durée des brevets fut limitée à quinze ans maximum. Cette loi sur les brevets était la seule survivance du régime compliqué de réglementation que la Monarchie avait imposé à l'industrie. Le laissez-faire triomphait.

### La loi Le Chapelier et la liberté du travail

D'autant plus que la Constituante avait affirmé aussi la liberté du travail. Mais à nouveau, ce fut incidemment – au printemps de 1791, les ouvriers qualifiés parisiens s'étaient agités, et des grèves avaient éclaté, pour obtenir des hausses de salaires. Il y avait en effet une certaine reprise d'activité, et les prix des subsistances, qui avaient fortement baissé en 1790, tendaient à remonter. Les charpentiers voulaient qu'un salaire journalier minimum soit fixé, ils élaborèrent une sorte de contrat collectif et demandèrent à la municipalité de Paris de le faire accepter par leurs patrons. La municipalité refusa et sollicita l'intervention de la Constituante. Ce fut l'occasion du vote de la loi Le Chapelier, le 14 juin 1791. Son auteur, ancien avocat au parlement de Bretagne, avait présidé l'Assemblée lors de la nuit du 4 août ; c'était un libéral convaincu, ennemi de tout particularisme et de tout corps intermédiaire : il devait être guillotiné en 1794. L'article 1 pose : « *L'anéantissement de toutes les espèces de corporations des citoyens du même état et profession, étant une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et quelque forme que ce soit.* » D'où l'article 2, qui interdit aux « *citoyens d'un même état ou profession, aux entrepreneurs et*

*boutiquiers, aux ouvriers et compagnons d'un an quelconque », de se constituer en sociétés, avec président, secrétaire, etc., de « prendre des arrêtés ou délibérations... sur leurs prétendus intérêts communs ». L'article 4 ajoutait : « Si, contre les principes de la liberté et de la Constitution, des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, les dites délibérations et conventions... sont déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la Déclaration des droits de l'homme et de nul effet. » Les auteurs et instigateurs de ces « coalitions » seraient passibles de lourdes amendes, ainsi que de trois mois de prison en cas de menaces contre les employeurs ou les autres ouvriers. Ceux qui useraient de violences « contre les ouvriers usant de la liberté accordée par les lois constitutionnelles au travail et à l'industrie » seraient traduits devant les tribunaux criminels et sévèrement punis. Peu après on étendit ces dispositions aux campagnes, parce qu'on craignait des grèves des ouvriers agricoles au moment de la moisson. J'ai cité cette loi un peu longuement, parce qu'on y voit remarquablement apparaître la logique libérale, qui va des droits de l'homme à l'abolition des corps intermédiaires, puis à l'interdiction des grèves et des associations professionnelles – ce que l'on a appelé depuis des syndicats ; il en existait d'ailleurs à ce moment-là, les compagnonnages, semi-clandestins, et dont nombre d'ouvriers avaient pensé qu'ils seraient légalement reconnus à la suite de l'abolition des corporations. Il est possible que la loi Le Chapelier ait été aussi inspirée par la volonté de contrecarrer une agitation politique du « peuple », qui semblait devenir dangereuse. Mais le point essentiel pour nous est que le contrat de travail doit se faire de gré à gré, entre individus. Bien entendu, cette loi - qui devait rester en vigueur jusqu'en 1864 (et 1884 pour certains aspects) – a été dénoncée avec violence par la gauche (mais bien après, car sur le moment, aucun Constituant, même pas Robespierre, ne fit opposition). « Loi terrible », a dit Jaurès ; « loi bourgeoise », qui « ravalait l'ouvrier au rang d'esclave... [le] vouait à la misère perpétuelle », ont surenchéri de récents historiens. En fait, on oublie qu'elle interdisait aussi les ententes entre employeurs ; les chambres de commerce furent d'ailleurs abolies en septembre 1791... D'autre part, elle ne supprimait nullement les compagnonnages, qui continuèrent dans la semi-clandestinité comme sous l'Ancien Régime, et elle n'empêcha pas des grèves. En tous cas, je ne vous présente pas la loi Le Chapelier comme un modèle valable pour nous : autres temps, autres mœurs. Je ne propose pas son rétablissement, mais je rappelle seulement qu'en brisant un pouvoir syndical devenu abusif, Mrs Thatcher a permis un certain relèvement de l'économie britannique.*

### **La liberté de circulation des marchandises**

Du laissez-faire, venons en maintenant au laissez-passer. Vous savez tous qu'on en était loin sous l'Ancien Régime. D'une part, le commerce extérieur

était soumis à un protectionnisme poussé, de l'autre, le commerce à l'intérieur même du royaume se heurtait à de nombreux obstacles, si bien qu'il n'existait pas de marché national unifié (indépendamment du coût élevé des transports qui devait en retarder la réalisation concrète jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle). Des douanes intérieures divisaient la France en plusieurs zones douanières. Colbert avait réussi à créer ce que l'on pourrait appeler une « zone de libre-échange » assez vaste : « les cinq grosses fermes », correspondant en gros au Bassin parisien, mais les provinces périphériques en étaient séparées par des barrières douanières. A ceci s'ajoutaient de multiples péages sur les ponts, les rivières notamment, les octrois à l'entrée de la plupart des villes, des droits à payer sur les foires et marchés (il est vrai que les gouvernements du XVIII<sup>e</sup> siècle avaient réussi à supprimer les deux tiers des péages). Particulièrement surveillé, pour des raisons évidentes d'ordre public, était le commerce des céréales ; je n'entrerai pas dans le détail, mais la circulation des grains n'était autorisée qu'à l'intérieur de chaque province. A plusieurs reprises au XVIII<sup>e</sup> siècle, le gouvernement, conscient des conséquences fâcheuses de cette réglementation, avait essayé d'établir la libre circulation des grains à l'intérieur du royaume, mais l'opposition violente d'une partie de la population, animée par la terreur ancestrale de la famine, avait fait échouer ces projets. Pourtant, dès le 29 août 1789, malgré les hauts prix et les troubles qui avaient sévi depuis des mois, la Constituante déclara la circulation des grains complètement libre à l'intérieur du royaume (leur exportation restant interdite). Cette décision fut confirmée par de nombreux décrets ultérieurs. Il est vrai que l'Assemblée législative dut céder aux pressions populaires pendant la première Terreur, après la chute du roi : en septembre 1792, elle autorisa la réquisition des grains, d'abord pour l'armée, puis par les autorités départementales pour ravitailler les populations. Puis, le 5 novembre 1792, le ministre Roland, pourtant très libéral, créa le « *directoire des achats* », c'est-à-dire une administration centrale des subsistances, notamment pour les achats à l'étranger. Mais c'étaient des mesures de circonstance : le 8 décembre 1792, la Convention les abrogea et proclama solennellement la « *liberté la plus entière* » de circulation des grains. La peine de mort était prévue pour ceux qui s'opposaient à cette circulation des subsistances. Certes, quelques mois plus tard, la Convention devait adopter le système dirigiste du maximum des prix et des réquisitions, qui régna pendant la Terreur. Et s'il fut aboli après la chute de Robespierre, une réglementation assez contraignante du commerce des grains fut maintenue jusqu'à la fin de la Convention. Mais le Directoire établit la liberté de circulation des grains et en conséquence l'abondance et les bas prix des subsistances régnèrent à partir de l'été 1796 (on peut noter que les historiens jacobins, ne pouvant plus pleurer sur les hauts prix dont souffraient les pauvres des villes, gémissent désormais sur les bas prix que recevaient les paysans pour leurs produits !). Quant aux douanes intérieures, elles avaient été abolies par la Constituante le 31 octobre 1790, et les douanes reportées aux frontières ; les octrois eurent le même sort en février 1791, tout comme la réglementation des



foires et marchés, sauf les privilèges de quelques grandes foires ayant un caractère international, telle celle de Beaucaire. Quant aux péages, assimilés d'abord aux droits féodaux rachetables, ils furent presque tous abolis par la Législative en août 1792. La liberté de commencer triompha à l'intérieur de la France. Mais qu'en fut-il en matière de commerce extérieur ? Il y a là un problème, car la Révolution ne fut pas libre-échangiste. La Constituante et ses comités compétents (où il y avait des libéraux notoires : La Rochefoucauld-Liancourt, Talleyrand, Du Pont de Nemours) étudièrent longuement le problème douanier, et finalement deux lois furent votées en décembre 1790 et février 1791. Les marchandises importées étaient divisées en onze groupes ; celles du 1<sup>er</sup> entraient en franchise, les autres payaient des droits croissants, mais dont le maximum était 15 % *ad valorem* ; vingt-deux articles seulement étaient prohibés (il y en avait des centaines auparavant). A l'exportation, seules quelques marchandises payaient des droits. C'était un tarif « *modérément protectionniste* » (Godechot), « *relativement libéral* » (Labrousse) – jugement que je partage, d'autant plus qu'à cette date un protectionnisme rigoureux régnait presque partout, et notamment en Angleterre, qui n'adoptera le libre-échange que dans les années 1840. Il faut tenir compte aussi des circonstances, de la crise économique qui avait contribué au déclenchement de la Révolution : dans les milieux industriels, on attribuait une bonne part de la responsabilité de cette crise au traité de commerce avec la Grande-Bretagne qui avait été conclu en 1786, grâce auquel de grandes quantités d'articles manufacturés britanniques avaient été importés. Aussi les cahiers de doléances avaient été presque unanimes à réclamer le maintien du protectionnisme. En revanche, on peut citer comme mesure libérale l'abolition par la Constituante des privilèges des compagnies de commerce, notamment la Compagnie des Indes orientales, une sorte d'Air France du XVIII<sup>e</sup> siècle, un dinosaure non rentable, qui avait le monopole du commerce au-delà du Cap de Bonne Espérance. Il est donc injuste de reprocher aux constituants d'avoir repoussé le libre-échange, pour défendre les intérêts égoïstes de classe de la bourgeoisie négociante et industrielle, et d'affirmer en conséquence que leur libéralisme n'était que d'opportunité et de surface. Il est vrai qu'à partir de 1792, la guerre, avec presque toute l'Europe, et notamment avec l'Angleterre, qui était maîtresse des mers, créa des conditions tout à fait anormales pour le commerce extérieur français pendant la plus grande partie de la Révolution et aussi de l'Empire. Le régime assez libéral dont j'ai parlé, n'a fonctionné que peu de temps, et des mesures de guerre économique contre l'Angleterre lui ont succédé, notamment la prohibition de toutes les marchandises anglaises, un projet d'acte de navigation réservant aux navires français le commerce dans nos ports, etc. Mais on se trouve ici dans les dérapages et déviations que la guerre entraîne.

## La liberté bancaire

A la liberté du commerce s'ajoute celle des activités financières : les bourses de commerce et des valeurs, les professions d'agent de change et de courtier cessèrent d'être réglementées et surtout la liberté régna dans le domaine bancaire au début et à la fin de la Révolution. Remarquez que la profession de banquier était libre sous l'Ancien Régime, mais à la fin de ce dernier, une seule banque, la Caisse d'escompte fondée en 1776, avait le privilège d'émettre des billets. En 1790 l'Etat commença à émettre des assignats, mais ceux-ci étaient d'abord de forte dénomination, cependant que la petite monnaie métallique disparaissait de la circulation. Pour remédier à la pénurie de moyens de paiement, il se fonda des établissements, appelés en général « *caisses patriotiques* », qui échangeaient les assignats contre des billets de petite dénomination qu'elles émettaient et qu'on nomma « *billets de confiance* ». Certaines caisses devinrent de véritables banques d'émission, qui mettaient en circulation des billets au-delà du montant de leurs réserves, qui étaient en assignats. Ces caisses proliférèrent, il y en avait 1 600 à la fin de 1792, la plupart toutes petites, mais quelques-unes importantes. Une preuve de la tradition étatiste et centralisatrice de l'historiographie française est qu'elle a soit ignoré ces caisses, soit repris contre elles les accusations des sans-culottes, de malversations, de responsabilité dans l'inflation, accusations qui amenèrent la Convention à ordonner la fermeture de ces caisses en novembre 1792. Même Marcel Marion, dans son ouvrage classique et d'inspiration libérale, *Histoire financière de la France*, a tonné contre l'anarchie monétaire qu'engendraient ces caisses. Il a fallu attendre les travaux tout récents d'un Américain, Eugene White, pour que ces caisses soient réhabilitées : il a constaté qu'elles étaient presque toutes gérées de façon saine, qu'elles fonctionnèrent « *raisonnablement bien* » et rendirent de réels services, et qu'elles étaient tout à fait comparables aux nombreuses petites banques d'émission, qui existaient alors en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Non contents de cette suppression, la Convention, dans sa période montagnarde, devait aussi interdire et dissoudre toutes les sociétés par actions au porteur, puis toutes les sociétés de capitaux. Mais ces mesures furent abrogées par le Directoire en décembre 1795 : « *Il faut que les citoyens aient la faculté de réunir leurs efforts soit de talents, soit pécuniaires.* » Cette décision ouvrit une seconde période de liberté bancaire (*free banking*), pendant laquelle un certain nombre de banques en sociétés par actions et émettrices furent créées, sans aucune intervention, appui ou autorisation de l'État. La plus importante fut la Caisse des comptes courants, fondée à Paris en juin 1796, et qui en 1800 se transforma en Banque de France. Mais la création de cette dernière, sous les auspices et avec l'appui financier du régime consulaire, sonna le glas de la liberté : en 1803 elle reçut le privilège d'émission à Paris. En somme, jamais la France n'a eu un régime aussi libéral en matière de banques que sous la Révolution – excepté pendant trois ans de fin 1792 à fin 1795, quand on jugea

utile en plus de guillotiner quelques banquiers. Ajoutons qu'à partir de 1795, et jusqu'en 1807, il y eut liberté complète pour les sociétés, tandis que le Code de commerce allait exiger l'autorisation du gouvernement pour fonder une société anonyme.

### **L'échec du dirigisme montagnard**

Vous vous demandez probablement si mon propos est de présenter la période révolutionnaire comme un paradis du libéralisme. Je vous rassure. Telle n'est pas mon intention, et je suis tout prêt à reconnaître que les grands ancêtres ont commis de sérieux péchés antilibéraux. Certains véniels – j'ai fait allusion à quelques-uns – par opportunisme, pour raisons politiques, ce qui montre d'ailleurs que leur libéralisme n'était pas rigide et doctrinaire. Mais aussi un péché mortel au sens littéral : l'Ancien Régime était mort de ses finances ; il en a été de même de la Révolution. Ce péché a été la création des assignats et leur multiplication, conduisant à l'inflation et finalement à l'hyper-inflation. Je ne développerai pas ce problème, prenant la liberté de vous renvoyer au livre de Florin Aftalion et au mien. Je dirai seulement que ce fut une faute capitale que de vouloir baser la restauration des finances sur la confiscation des biens du Clergé, en violation flagrante du droit de propriété que l'on venait de proclamer avec tant d'énergie. Seconde faute capitale : émettre une « *monnaie forcée* », une *fiat money* (qui devint *funny money*, une monnaie de singe), en affirmant aux citoyens qu'elle était aussi bonne que l'or ou l'argent et qu'on pouvait en émettre sans conséquences fâcheuses tant qu'elle était prétendument couverte par les biens nationaux. Florin Aftalion a parfaitement démontré le mécanisme inexorable par lequel les émissions d'assignats ont engendré l'inflation, laquelle a provoqué la radicalisation de la Révolution et finalement fait triompher la Terreur. Bien entendu, la Terreur est la phase non libérale, même antilibérale de la Révolution : maximum, c'est-à-dire blocage autoritaire et contrôle des prix, d'abord pour les grains (mai 1793), puis pour presque toutes les marchandises et pour les salaires (septembre), réquisition des denrées par la force armée, exécutions pour délits économiques, rationnement des consommateurs, étatisation du commerce extérieur, contrôle des changes, manufactures d'État nationalisées pour fabriquer les armes, etc. On a là, selon l'expression d'un admirateur, une « *gigantesque expérience d'étatisme* ». Mais elle appelle deux remarques : d'abord cette expérience a été désastreuse, le dirigisme montagnard n'a jamais bien fonctionné, il a souffert de dysfonctionnement généralisé. Notamment après une brève amélioration, le ravitaillement de Paris et des autres grandes villes était redevenu déplorable, des semaines avant la chute de Robespierre, cependant que l'assignat piquait à nouveau du nez rapidement. Si bien qu'à la veille de leur chute, Robespierre et Saint-Just s'étaient persuadés que le maximum avait été proposé par des agents des ennemis de la Révolution – et notamment par des

agents de l'Angleterre, pour provoquer sa perte. Bien plus, maximum et réquisitions découragèrent les cultivateurs, qui réduisirent une production qui était payée en papier inutilisable. Avec en plus des accidents météorologiques, le résultat fut la famine qui dévasta une bonne partie de la France pendant l'hiver 1794-1795 – la dernière famine au sens propre de notre histoire. Le dirigisme montagnard en était largement responsable. La catastrophe économique a frappé la Révolution quand elle s'est écartée du libéralisme. Seconde remarque : « *C'est à son corps défendant que la Convention s'est engagée dans la voie de l'économie dirigée* » (Godechot). Les montagnards eux-mêmes, y compris la plupart des membres du Comité de salut public, n'ont accepté le maximum et les autres mesures dirigistes que sous la pression de la rue, des sans-culottes parisiens, qui avaient une conception passéiste, quasi médiévale, de l'économie (anti-marché, anticoncurrence, antinégociants, anticapitalisme). Et ils n'ont accepté ces mesures que comme des expédients provisoires. A cet égard, on peut leur reprocher leur lâcheté devant la populace, elle-même animée par un égoïsme à court terme : les sans-culottes, qui se disaient si attachés à la Révolution et à la République, refusaient de se serrer un peu la ceinture pour les défendre. Comme l'a écrit Labrousse tristement, après le 9 Thermidor, les conventionnels sont redevenus ce qu'ils n'avaient jamais cessé d'être : des individualistes à la manière de leurs aînés de la Constituante. Ils ont donc liquidé le dirigisme - le maximum fut aboli le 24 décembre 1794 ; le Directoire s'est ensuite débarrassé du papier-monnaie. La France est revenue à une économie de marché et à une monnaie saine. Transition qui n'est pas sans ressembler à celle que connaissent les pays de l'Est, mais le régime montagnard avait duré un peu plus d'un an, et non pas des dizaines d'années... Néanmoins, le passif de la Terreur et des guerres de la Révolution fut lourd ; il explique certaines déficiences de l'économie française au XIX<sup>e</sup> siècle.

## Conclusion

La Révolution a été pour l'essentiel une période de libéralisme offensif, qui a balayé tout un bois mort, toute une masse d'institutions et de pratiques contraires à la liberté de travailler, d'entreprendre, de commercer. « *Du passé faisons table rase* », aurait pu être sa devise. Institutions et pratiques qui avaient gêné le développement de l'économie française au XVIII<sup>e</sup> siècle et contribué à ce qu'elle prit du retard sur l'Angleterre. Je voudrais terminer sur le caractère durable de l'œuvre de la Révolution en matière de libéralisme économique. Elle a été bien plus qu'un moment. Il est vrai que Napoléon a apporté quelques retouches étatiques et autoritaires, mais, finalement, il a été beaucoup plus libéral qu'on ne le dit souvent. Quant à la France du XIX<sup>e</sup> siècle, elle n'a jamais été aussi libérale que l'Angleterre et les États-Unis – en particulier elle n'a jamais adopté le libre-échange intégral, et l'Etat est largement intervenu dans le domaine des

transports et notamment dans la construction des chemins de fer. Mais pour le reste, on peut dire qu'il a « *fichu la paix* » aux créateurs de richesses. C'est dans un cadre libéral, créé par la Révolution, par la logique liberté-égalité-propriété, que l'économie française, malgré toutes sortes de handicaps et de malheurs a quintuplé son produit intérieur brut de Napoléon à la Belle Époque, et plus que triplé le produit par tête de ces citoyens.

François Crouzet

## LE LIBERALISME FRANÇAIS APRES LA REVOLUTION, COMPARE AU LIBERALISME ANGLAIS

Les rapports du libéralisme avec les phénomènes révolutionnaires sont complexes, ce qui contribue aux difficultés pour caractériser le libéralisme comme un ensemble doté d'unité. D'un côté, le libéralisme peut être conservateur, notamment en s'opposant à divers moments aux poussées populaires d'esprit démocratique et radical, comme on le voit en France sous la monarchie de Juillet, ou, à la même période, en Angleterre vis-à-vis du chartisme. Mais en même temps le libéralisme est porteur de la modernité, il est issu d'aspirations révolutionnaires, il vient stabiliser certaines phases révolutionnaires, avec la volonté d'en garder les acquis : le libéralisme anglais, sous la forme du whiggisme, est une consolidation progressive, réformiste, de la « *Glorious Revolution* » de 1688 ; le libéralisme français est profondément marqué par 10 ans de Révolution, mais aussi par la phase autoritaire de Napoléon dont il voudrait assouplir les institutions. Le combat sur deux fronts à la fois (celui des révolutionnaires, celui des contre-révolutionnaires) le mobilise tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle.

Sur un plan intellectuel, le lien essentiel que le libéralisme possède avec l'idée de liberté le met en phase avec certains aspects de l'esprit révolutionnaire : chez Locke, dans le Second traité du gouvernement, la révolution est l'horizon permanent, le débouché toujours possible par rapport à la normalité politique. Locke est sans doute la pensée libérale qui unit jusqu'à un point inégalé l'esprit de conservation et l'esprit de révolution. Cependant, en France, l'orléanisme, quoique issu d'une révolution (celle de 1830), veut aussitôt freiner ce que Guizot et Rémusat appellent « *l'esprit révolutionnaire* », et en Angleterre, Burke (qui est un *whig* et non pas un *tory*) s'insurge contre la pratique de la « *table rase* » dans la Révolution française. On peut donc se demander en quoi Benjamin Constant et Guizot, par exemple, ou Locke et Burke, en Angleterre, participent d'un même univers qualifié de « *libéral* ». Je vais d'abord essayer de montrer ce qui justifie une telle appellation commune ; ultérieurement j'approfondirai le cadre historique propre à chacun des deux libéralismes. Enfin, dans une dernière étape, je montrerai les conséquences sur trois domaines essentiels.

## Vers une définition globale du libéralisme

Il faut donc essayer de donner une définition aussi large que possible : pour y parvenir, je soulignerai d'abord trois aspects, la question du gouvernement, la question de la régulation de la société, la question du droit.

Sur le premier point, le libéralisme en politique (à distinguer du libéralisme économique) a pour idéal le « *gouvernement de la liberté* », c'est-à-dire la recherche d'institutions appropriées telle que la liberté humaine est supposée se gouverner elle-même. De là naît l'institution parlementaire, le constitutionnalisme, la pratique anglaise du gouvernement de cabinet dont Bagehot dégage pleinement la théorie dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>354</sup>. L'utopie libérale peut être exprimée ainsi : beaucoup d'auto-administration, très peu de gouvernement politique. C'est pourquoi, en philosophie, le libéralisme est généralement une critique de la notion même de souveraineté (de Locke à Montesquieu et Tocqueville, de Constant à Guizot ou Hayek au XX<sup>e</sup> siècle)<sup>355</sup>. Dans un manuscrit, Tocqueville écrit que l'objet du gouvernement est « *de mettre les citoyens en état de se passer de son secours* »<sup>356</sup>. Formule utopique puisque le gouvernement travaillerait contre ses propres intérêts de pouvoir, travaillerait à sa suppression. Sieyès prétendait, de même, qu'on « peut gouverner un troupeau ou des moines, mais les citoyens se gouvernent eux-mêmes »<sup>357</sup>.

Concernant le deuxième point, le libéralisme insiste sur la nécessité de règles, au sein desquelles les initiatives humaines peuvent se déployer, mais de

---

<sup>354</sup> Walter Bagehot, *The English Constitution*, 1867, traduction française en 1869 : *La Constitution anglaise*, Paris, Germer Baillière.

<sup>355</sup> Sur cette critique de la souveraineté, voir L. Jaume, *La liberté et la loi. Les origines philosophiques du libéralisme*, Paris, Fayard, 2000.

<sup>356</sup> Il s'agit d'un chapitre resté inédit, consacré aux associations en Amérique, et que Tocqueville a finalement retiré du texte de la seconde *Démocratie* (1840). Voir *De la démocratie en Amérique*, éd. E. Nolla, Paris, Librairie philosophique Vrin, 1990, t. 2, p. 77. Il faudra revenir sur ce passage (cf. infra).

<sup>357</sup> C'est dans son célèbre discours du 2 thermidor an III que Sieyès énonçait cette affirmation (cf. P. Bastid, *Les discours de Sieyès dans les débats constitutionnels de l'an III (2 et 18 thermidor)*, Paris, Hachette, 1939, p. 17. Il répétait la même idée dans son manuscrit *Bases de l'ordre social* : « Gouvernez un troupeau, gouvernez des moines, j'entends ; mais des hommes libres se gouvernent eux-mêmes ». Il faut entendre que les citoyens se gouvernent par la seule autorité de la loi. Le texte est reproduit dans *Des manuscrits de Sieyès, 1773-1799*, sous dir. C. Fauré, collabor. de J. Guilhaumou et J. Valier, Paris, Honoré Champion, 1999. La thèse va être transposée chez Benjamin Constant : le « *pouvoir préservateur* » (futur « *pouvoir neutre* » des *Principes de politique*) ne « *peut rien commander aux individus* » car, loin de toucher la sphère individuelle, il est le « *pouvoir judiciaire des autres pouvoirs* » (in B. Constant, *Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays*, éd. H. Grange, Paris, Aubier, 1991, p. 451).

sorte à avoir un ensemble social non-conflictuel. Une formule célèbre de Locke est que « là où il n'est pas de loi, il n'est pas de liberté »<sup>358</sup>. La question est de savoir d'où viennent ces règles. Ici le libéralisme peut être partagé en deux grandes tendances : soit l'ordre spontané, soit la loi comme norme artificielle. La première tendance se trouve principalement dans l'école anglaise et surtout écossaise : ordre spontané dans l'économie de marché selon Hume et selon Adam Smith, ordre spontané dans la morale sociale selon Smith encore, car nous nous forçons à nous-mêmes la norme du « spectateur impartial » (*Théorie des sentiments moraux*) ; enfin, l'ordre spontané c'est aussi le rôle des hiérarchies sociales, des influences, du patronage : réalité très forte en Angleterre, mais directement mise en cause par la Révolution en France. L'autre tendance du libéralisme, très différente, fait l'éloge de la loi : la loi est un principe d'action, pour l'homme, qui est soumis à des conditions institutionnelles de fabrication (Montesquieu, Blackstone : séparation des pouvoirs, *checks and balances*), et la loi est également une forme d'obligation reconnue par la raison. De ce point de vue, Locke, puis Kant diront que l'homme est « un être capable de lois »<sup>359</sup>, c'est-à-dire de faire la loi et de se soumettre à la loi. En fait, l'éloge de la loi relève plutôt de la culture française (malgré le cas, là encore assez original, de Locke), la loi devant être ce qui remplace le pouvoir personnalisé, l'incarnation monarchique de l'État. Dans la culture anglo-saxonne, ce n'est pas la loi, produit du législatif, qui est essentielle, mais le droit de *common law*, c'est-à-dire fondé sur la jurisprudence, un droit résultant de l'interprétation par le juge des droits tels qu'ils sont mis en pratique.

Ceci nous amène au dernier point : pour le libéralisme, la loi et le droit en général sont soumis à condition non seulement dans leur origine (la séparation des pouvoirs) mais aussi dans leur façon de s'appliquer à un objet ; ils ne doivent pas menacer la réalité et la légitimité d'une diversité qui est constitutive de l'être humain et de la vie sociale. Cette exigence de pluralisme est évidemment plus difficile à assumer dans le cadre français, qui fait de l'État le gardien de l'intérêt général, et de la loi la condition même de la liberté<sup>360</sup>. En

---

<sup>358</sup> Locke, *Second traité du gouvernement*, § 57 : « For in all the states of created beings capable of laws, where there is no law, there is no freedom » (*Two treatises of government*, P. Laslett ed., Cambridge University Press, 1988, p. 306).

<sup>359</sup> Cf. ci-dessus, *ibid.*, la formulation : « capable of laws ».

<sup>360</sup> Sur cette conception, voir notre ouvrage *L'individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*, Paris, Fayard, 1997. La même idée est soulignée par Nicolas Roussellier, qui écrit que Turgot « faisait de l'État le seul garant de la nouvelle conception de l'intérêt général dressé contre le règne des intérêts particuliers ». L'auteur conclut que « se mettait ainsi en place un schéma topique du libéralisme d'État ». Voir N. Roussellier, « Libéralisme politique et libéralisme économique : complémentarité ou antagonisme ? (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle) », dans *La démocratie libérale*, sous dir. S. Bernstein, Paris, PUF, 1998, p. 228. Signalons, dans le même recueil, l'étude très éclairante de Peter Morris : « Naissance du libéralisme politique : le modèle anglais (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle) ». Dans le chapitre inédit de Tocqueville cité plus haut



Angleterre, Bentham pousse à l'extrême la critique de la loi : « *toute loi est un mal car toute loi est une atteinte à la liberté* » (*Theory of legislation*). Dans le même esprit, Hobbes opposait le droit naturel de chaque individu (qui est liberté) à la loi positive (qui est contrainte)<sup>361</sup> : en faisant l'éloge de la loi pour la liberté humaine et pour la liberté civile, Locke entre en conflit avec cette vision.

On voit donc, à partir de ces trois points, que la tradition libérale n'est pas unifiée aussi bien en France qu'en Angleterre ; pour en donner cependant une définition englobante, je dirais : elle est un mouvement d'émancipation (lien avec la révolution) de la conscience et de la société, dans sa diversité, vis-à-vis des souverainetés historiques (l'Eglise, la royauté). La différence principale entre la France et l'Angleterre est que, dans un cas, on croit à la fécondité de la loi et des institutions représentatives contre l'Ancien Régime inégalitaire, dans le cas britannique on pense que le moteur du mouvement est dans l'ordre naturel de la société comme « *civilisation* » et donc comme « *opinion publique* ». Du coup, le levier historique et social est différent, les rapports entre l'Etat et la société sont différents, et la tendance à une logique du compromis s'oppose à la logique française de la rupture. Donc, pour mieux cerner la comparaison des deux libéralismes, il faut préciser maintenant les facteurs historiques, les cadres généraux de chaque libéralisme ; ensuite j'étudierai les conséquences de cette différence de situation historique : conséquences sur l'ordre social, sur la représentation politique, sur l'idée même d'opinion publique.

### **Le cadre historique et les contraintes qu'il engendre**

La différence historique la plus forte et la plus visible résulte des forces sociales à l'œuvre. En Angleterre, comme Delolme le montre très tôt (*Constitution de l'Angleterre*, 1771), la conquête des libertés (au pluriel) vient d'une alliance

---

(note 4), on remarquera que l'auteur admettait, de façon prudentielle et empirique, un interventionnisme d'Etat parfois nécessaire : « *Les hommes qui vivent dans les siècles démocratiques ont plus besoin que d'autres qu'on les laisse faire eux-mêmes, et, plus que d'autres, ils ont parfois besoin qu'on fasse pour eux. Cela dépend des circonstances* » (loc. cit.). Si Tocqueville avait conservé ce chapitre, on aurait sans doute lu différemment *De la démocratie en Amérique*. Nous y reviendrons dans un ouvrage à paraître sur l'idée de société chez Tocqueville.

<sup>361</sup> Cf. le chapitre XIV du *Léviathan* : « *Le droit consiste dans la liberté de faire une chose ou de s'en abstenir, tandis que la loi vous détermine et vous lie à l'une ou l'autre possibilité : en sorte que la loi et le droit diffèrent exactement comme l'obligation et la liberté, qui ne sauraient coexister sur un seul et même point* ». L'édition de référence est celle de C. B. MacPherson, Penguin Books, reprint 1982, p. 189.

entre les barons et le peuple contre la royauté<sup>362</sup>. Les grands textes qui consignent « *les libertés anglaises* » sont arrachés par les comtes et les barons au monarque, et ils font une part explicite aux sujets féodaux, au peuple des campagnes : *Magna Carta*, concédée en 1215 et confirmée par Henri III en 1225 (sur les emprisonnements, sur le droit des marchands, etc.), « *statut* » *De tallagio non concedendo* (1297) : pas de contribution sans « *le consentement et la commune volonté* » des clercs, des barons, comtes et bourgeois ; Pétition du droit (1628) qui reconnaît la légitimité du Parlement ; *Habeas corpus* (1679), concernant la justice ; *Bill of Rights* (1689) consacrant la *Glorious Revolution*, etc. Il y a donc des libertés locales coutumières, des « *franchises* », que la société fait valoir contre l'absolutisme royal grâce à un système de représentation (les Parlements) qui ne supprime pas la diversité sociale, mais, à l'inverse, lui donne droit à la parole. Un point absolument capital doit être souligné dans ce contexte historique : l'administration locale va être confiée à l'aristocratie, qui l'exerce de façon gratuite : d'où des libertés enracinées, vécues, pétries de particularisme (en corrélation directe avec le pouvoir aristocratique local). Tandis que la France connaît au XVII<sup>e</sup> siècle une monarchie absolue, centralisatrice, unificatrice autant qu'elle peut l'obtenir dans une société corporative, sans organe de représentation exprimant les besoins de la société (les Etats Généraux sont mis en sommeil après 1614), le Royaume Uni est une alliance de deux royaumes (Angleterre et Écosse) plus un pays conquis (Irlande), où le pouvoir de l'aristocratie tend à séparer fortement la société et l'État, tout en se réalisant comme « *classe de service* », qui sert de relais politique entre les localités et le centre.

La dynamique politique française est très différente parce qu'elle repose sur l'appel fait par la royauté à la bourgeoisie contre la noblesse. La vénalité des charges, la création d'une noblesse du service administratif et judiciaire de l'État en est un exemple. C'est l'État et son administration qui, créant des conditions d'égalité et d'unité, paraît promettre davantage la liberté comme protection, à l'encontre des privilèges seigneuriaux ; en un sens, l'État royal, comme monarchie administrative, est libérateur, émancipateur : à la suite de Delolme, l'historien britannique Henri Thomas Buckle consacre un chapitre de son *Histoire de la civilisation en Angleterre* à « *l'esprit de protection* » en France, par opposition aux tendances anglaises<sup>363</sup>. La Révolution française s'inscrit dans cette logique, dans la mesure où elle refuse tout compromis avec la noblesse (devenue une classe improductive, parasite) et où elle crée d'en haut (par l'occupation de l'État

---

<sup>362</sup> Delolme, *De la Constitution de l'Angleterre*, 1<sup>re</sup> éd. Amsterdam, Van Harrevelt, 1771, chap. I, « Causes de la liberté de la nation anglaise et raisons de la différence qui se trouve entre son gouvernement et celui de la France », p. 6 et suiv.

<sup>363</sup> Henry Thomas Buckle, d'après la trad. française : *Histoire de la civilisation en Angleterre*, Paris, trad. A. Baillot, Librairie internationale A. Lacroix, 1865, t. 2, chap. 9, « Histoire de l'esprit protecteur : comparaison de cet esprit en France et en Angleterre », p. 304 et suiv.

par la bourgeoisie) des cadres de la liberté : droits de l'homme et codification achevée par Napoléon, représentation, conditions du vote, redistribution des biens de l'Église et de la noblesse, dits « *biens nationaux* » (terme révélateur).

On peut observer, par la suite, que le libéralisme en France ne s'exerce pas contre l'État et au profit des libertés locales : il essaye de créer, de façon volontariste, l'annulation politique de la noblesse, et la direction du pays par la bourgeoisie éclairée. Il a ses adversaires dans ceux qui rejettent non seulement les droits de l'homme mais aussi les institutions nouvelles : la partie de la noblesse qui refuse 1789, l'Église qui ne peut supporter de perdre ses attributions. D'où les grandes difficultés du « *catholicisme libéral* » (Lamennais, Montalembert, Lacordaire) pour réconcilier l'Église de France avec les libertés modernes<sup>364</sup>. Pour accentuer la différence avec l'Angleterre, je rappelle que le libéralisme en France sépare très vite l'Église de l'État au lieu d'installer un chef de l'État comme chef spirituel (anglicanisme). Mais le grand problème pour les libéraux français est que, comme ils le disent eux-mêmes (Tocqueville par exemple), la Révolution française « *continue* » tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle : ce qui signifie le conflit entre la bourgeoisie libérale et la noblesse fidèle à l'Ancien Régime (« *ultras* » de la Restauration, monarchistes de 1871), entre les « *principes de 1789* » et la société organique (corps, privilèges, inégalité juridique, particularismes). Cette guerre prolongée rend presque impossible, pour le libéralisme au pouvoir, de faire sa place au pluralisme : crainte du privilège, crainte de l'esprit provincial, crainte du déchirement de l'unité nationale<sup>365</sup>.

On va donc voir le libéralisme français se partager entre deux courants principaux. Un courant va plutôt s'appuyer sur l'individu et sa capacité de jugement critique (Madame de Staël, Constant, Tocqueville) ; avec Tocqueville, ce courant accepte finalement la République et le suffrage universel. L'autre courant, qui est majoritaire et qui va exercer le pouvoir, se défie de l'individualisme moderne : j'ai parlé à son propos d'« *individu effacé* », dans l'ouvrage qui porte le même nom (*L'individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français*). Le courant doctrinaire, fondé par Guizot, qui devient ensuite l'orléanisme, va tenter d'enraciner le pouvoir dans des groupes de notables, de façon à intégrer les groupes sociaux importants dans le Parlement, la presse, le

---

<sup>364</sup> Nous nous permettons de renvoyer à notre étude du catholicisme libéral dans *L'individu effacé ou le paradoxe du libéralisme français* (éd. cit., pp. 193-237), et, pour des réflexions liées au contemporain, à l'article : « Liberté et souveraineté politique dans le catholicisme », *Cités*, n° 12, 2002, pp. 47-62.

<sup>365</sup> Parmi les libéraux qui consentent à remettre en question le grand dogme de l'intérêt général, très puissant dans la tradition française, on peut citer Constant. Voir notre étude : « Le problème de l'intérêt général dans la pensée de Benjamin Constant », in *Le Groupe de Coppet et le monde moderne*, sous dir. F. Tilkin, V<sup>e</sup> colloque de Coppet, Genève, Droz, 1998, pp. 161-176.

Conseil d'État, les universités. En réalité c'est le personnel judiciaire, administratif ou la haute hiérarchie de l'armée qui vont diriger le pays et non ces « *classes moyennes* », cette bourgeoisie d'affaires dont Guizot prétend faire l'éloge.

Le grand problème qui pèse sur la pacification de la vie politique en France est, outre la condition ouvrière, le quasi-interdit qui frappe les associations, les corps intermédiaires – ce qui rejoint l'impossibilité du pluralisme : on redoute le retour des « *privilèges* » et des congrégations religieuses si jamais on ouvrait la porte à la constitution de corps associatifs puissants. Pourtant, la contradiction du libéralisme orléaniste est qu'il voudrait faire naître des regroupements d'intérêts et ce qu'il appelle une « *nouvelle aristocratie* » pour les tâches politiques. Les conditions historiques expliquent largement la contradiction que l'on peut exprimer ainsi : selon un « *libéralisme par l'État* », et non contre l'État, le groupe qui gouverne avec Guizot et après Guizot, veut une légitimation par la société mais en même temps il redoute la société. La monarchie de Juillet va être le banc d'essai, et l'échec, de cette contradiction, en débouchant sur la révolution de 1848. La monarchie libérale de 1830, née de la révolution finit dans la révolution (et certains libéraux comme Odilon Barrot ou Duvergier de Hauranne portent la responsabilité de cet effondrement de Louis-Philippe).

### Quelques conséquences issues de la tradition et la culture nationales

Ce cadre historique, que j'ai très schématiquement tracé, permet de comprendre les différences et de mieux comparer les deux traditions libérales ; on peut parler de « *tradition* » dans la mesure où, en France la situation post-révolutionnaire ne se comprend pas sans la culture politique et les conflits de l'Ancien Régime, tandis qu'en Angleterre, la vie du XIII<sup>ème</sup> siècle, avec son embryon parlementaire, influe sur toute la suite de l'histoire, sur l'ambition « *intégratrice* » propre à ce libéralisme. Je me bornerai à trois points ici : l'ordre social, la représentation, l'opinion publique.

Le libéralisme britannique (anglais et écossais) croit donc davantage à un ordre naturel de la société, tandis que les Français doivent en quelque sorte « *fabriquer* » la société conforme à leur code civil et à leurs grands principes. Il s'agit d'abord d'un ordre économique : Adam Smith décrit le marché comme un tout, résultant des actions des hommes, sans qu'aucun plan général ne préexiste à cet ordre et le dirige. « *Sans aucune intervention de la loi, les intérêts privés et les passions des hommes les amènent à diviser et à répartir le capital (...) dans la proportion*

*qui approche le plus possible de celle que demande l'intérêt général de la société* »<sup>366</sup>. Pour un Français, parler d'intérêt général c'est, le plus souvent<sup>367</sup>, parler de l'État, parler aussi d'un plan concerté, d'un point de vue extérieur à la société et qui considère cette dernière comme un tout.

De même dans le domaine moral, Smith décrit une harmonisation sociale, collective, qui se produit à partir des règles que nous forçons, individuellement, en nous observant nous-mêmes mais du point de vue des autres : « *Quel que soit le jugement que nous pouvons former, il doit toujours faire secrètement référence au jugement des autres, à ce qu'il serait sous certaines conditions, ou à ce que nous imaginons qu'il devrait être* »<sup>368</sup>

Dans la France de formation catholique et absolutiste, la règle morale provient d'un code extérieur à la société : c'est vrai aussi bien chez M<sup>me</sup> de Staël que chez Guizot (tous deux protestants pourtant). Tocqueville raisonne autrement, mais c'est en se fondant sur la sociabilité démocratique qu'il observe en Amérique : il développe, sous le terme d' « *intérêt bien entendu* », la logique utilitariste d'une société où même la religion est un moyen de consensus social et politique<sup>369</sup>, et non le dépôt d'une institution hiérarchisée qui prétend à la détention savante de la Vérité.

Si nous passons à la question de la représentation, en France l'idée d'une diversité à exprimer n'arrive jamais à réalisation parce que tout « *intérêt particulier* » évoque le privilège, et apparaît donc comme un danger ; il ne peut y avoir place pour la différence admise en Angleterre entre les bourgs et les comtés (représentation des intérêts, ou du territoire), y compris avec les incohérences, extraordinaires et célèbres, de la représentation anglaise. La représentation française est plus hiérarchique : la fortune, les lumières, les capacités, mais de la façon la plus homogène possible sur tout le territoire. Les *whigs* (qui se nomment « *libéraux* » à partir de 1847) et les *tories* anglais font du suffrage un moyen d'intégration nationale progressif, par la réforme : il y a consensus, ou du moins grand accord, là-dessus. La troisième réforme électorale (1867) met fin à la différence bourgs-comtés et s'appuie sur des partis qui deviennent des

---

<sup>366</sup> Adam Smith, *La richesse des nations*, IV, VII, 3 (d'après la trad. Germain Garnier, coll. GF, Paris, Flammarion, 1991, t. 2, p. 245).

<sup>367</sup> L'exception représentée par Benjamin Constant est d'autant plus intéressante : l'intérêt général revient à l'État, mais selon un procès de représentations partielles, de délibération, de négociations, théorisé comme tel. La source de Constant est sans doute Sismondi, qui revient en fait à des formes d'allure prémoderne.

<sup>368</sup> Adam Smith, *Théorie des sentiments moraux*, III, 1, (p. 172 de l'édition des PUF, trad. M. Biziou, C. Gautier et J.-F. Pradeau, 1999).

<sup>369</sup> Tocqueville, *De la démocratie en Amérique II*, deuxième partie, chap. 9, « Comment les Américains appliquent la doctrine de l'intérêt bien entendu en matière de religion ».

organisateurs du vote<sup>370</sup>. En France, le saut est brutal, la réforme censitaire ou le passage au suffrage universel se fait par des révolutions (1830, 1848) : le libéralisme prend les armes, ou bien il est vaincu lourdement (comme en 1851) parce qu'il a freiné l'évolution vers l'extension du vote (ainsi Guizot en 1848, ou le parti de l'ordre, qui paye cher la loi électorale de 1850). De plus, malgré son envie – dont j'ai déjà parlé – de constituer des « corps » et des groupes d'intérêt, le libéralisme orléaniste ne parvient pas à créer des partis organisateurs des masses qui fassent le lien entre parlement et société. En Angleterre, après 1830, les whigs ont une politique sociale (carte politique complètement négligée par les doctrinaires en France) et, au lieu d'avoir à mener un combat contre la noblesse légitimiste comme dans le cas français, on voit le gouvernement de Grey faire l'éloge de l'aristocratie « *garante du salut de l'État et de la monarchie* ». Mais, encore une fois, on ne parle pas de la même aristocratie.

Je fais une dernière remarque sur ce point, c'est-à-dire la représentation. En France, en 1831, pendant que l'Angleterre discute sa réforme capitale (la première en date) concernant les circonscriptions électorales (*Reform Bill* de 1832), l'orléanisme au pouvoir doit<sup>371</sup> supprimer l'hérédité attachée au titre de membre de la Chambre des pairs : l'institution la plus proche de l'Angleterre ne résiste pas, en France, à la poussée égalitaire venue de 1789 !

Quelques mots enfin sur l'opinion publique. Tous les libéraux sont d'accord sur le fait que le gouvernement représentatif suppose la force de l'opinion comme réalité extérieure aux institutions de l'État : le « *free*

---

<sup>370</sup> Sur le développement des partis en Angleterre, confondus ou non avec les « *factions* » par divers théoriciens, voir la riche étude de Joaquín Varela Suanzes, *Sistema de gobierno y partidos políticos de Locke a Park*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2002. On remarquera qu'il faut attendre, en France, le grand texte d'Ernest Duvergier de Hauranne, dans la *Revue des deux mondes* (1868) pour obtenir la reconnaissance théorique de la fécondité des partis dans l'organisation du suffrage : bien entendu, la référence et l'inspiration (explicites) d'Ernest Duvergier de Hauranne concernent l'Angleterre. L'allergie française aux partis comme « *machines de vote* » semble très comparable au cas espagnol, notamment chez les libéraux : voir l'article « *Partido* », par Javier Fernández Sebastián et Gorka Martín Arranz, dans le *Diccionario político y social del siglo XIX español* (sous dir. Javier Fernández Sebastián et Juan Francisco Fuentes, Madrid, Alianza Editorial, 2002) ; également l'article très détaillé de Fernández Sarasola, « *Los partidos políticos en el pensamiento español (1783-1855)* », *Historia constitucional*, n°1, juin 2000. Les auteurs s'accordent sur le tournant de 1855 (réflexion pionnière de Andrés Borego).

<sup>371</sup> Malgré les interventions de Guizot et de Thiers : voir notre étude, « La conception sismondienne du gouvernement libre comparée à la vision française », in *Sismondi e la civiltà toscana*, sous dir. Francesca Sofia, Florence, Leo Olschki, 2001, pp. 213-230 ; ainsi que P. Rosanvallon, *La monarchie impossible*, Paris, Fayard, 1994, spécialement pp. 175-176.

government » est un « *government by opinion* ». Mais, pour cela, les modalités pratiques sont mieux réunies en Angleterre : liberté de réunion, vie très mouvementée des assemblées électorales dans les comtés, développement rapide de la presse qui rapporte avec célérité les discours tenus au Parlement ou tenus dans les réunions de provinces ; tout cela crée un débat public passionné, où les couches populaires peuvent s'exprimer, faire valoir un mécontentement. L'un des débats les plus célèbres est celui qui aboutit à la suppression des lois protectionnistes sur le blé (1842, Anti Cornlaw League de Cobden). Les observateurs français comme Benjamin Constant<sup>372</sup> ou comme le fils de M<sup>me</sup> de Staël<sup>373</sup> notent le caractère populaire, houleux et imprévisible des réunions électorales dans les comtés. En France, du fait de la centralisation administrative héritée de Napoléon et de la volonté d'établir ce que Guizot appelle « *le gouvernement des esprits* », la liberté de réunion est très réglementée, les sociétés secrètes se multiplient par contrecoup, la presse est contrainte à s'organiser de façon à rester dans les mêmes mains que les bénéficiaires du vote censitaire : entre 1814 et 1881, pas moins de 35 lois sur la presse (et 5 décrets de Napoléon III) ! Prenons par exemple le libéralisme doctrinaire, auteur des grandes lois de 1819 : il agit contre la censure parce que c'est un moyen « *préventif* » contre la liberté de pensée (des censeurs examinaient l'article de journal avant sa publication), mais en créant l'obligation d'un cautionnement financier, ces libéraux instituent une presse oligarchique. Ils se heurtent en cela aux critiques du courant Constant - Laboulaye - Tocqueville, courant qui veut une presse plus proche des individus, des citoyens, des diverses sensibilités sociales<sup>374</sup>. Ce que le libéralisme doctrinaire veut établir c'est, si je puis dire, une « *opinion qualifiée* » une opinion « *compétente* » : à la fois par le vote censitaire, par la presse, par l'Université (débat sur la liberté d'enseignement vis-à-vis de l'Eglise), par le contrôle préfectoral sur les élections. En Angleterre, la pratique de la corruption va dans le sens du développement des partis et de l'action reconnue de l'aristocratie comme classe utile, en France la corruption met en conflit beaucoup

---

<sup>372</sup> Au livre XV de son manuscrit publié de façon posthume (*Principes de politique*), Constant fait l'éloge des brigues, des meetings, des « *formes populaires, orageuses et bruyantes* », en s'appuyant sur le cas anglais qu'il a observé : « *Le lendemain d'une élection, il ne restait plus la moindre trace de l'agitation de la veille. Le peuple avait repris ses travaux ; mais il s'était convaincu de son importance politique et l'esprit public avait reçu l'ébranlement nécessaire pour le ranimer* » (*Principes de politique*, éd. E. Hofmann, Genève, Droz, 1980, t. 2, p. 402). Tout le passage est à voir, il est repris en partie dans les *Principes de politique* de 1815 (chap. 5). Il est donné p. 346 de l'édition abrégée par Etienne Hofmann : *Principes de politique* (version de 1806-1810), coll. « Pluriel », Paris, Hachette Littératures, 1997.

<sup>373</sup> Auguste de Staël, *Lettres sur l'Angleterre*, Paris, Treuttel et Würtz, 1825. Notre étude (« Un novateur dans l'imaginaire libéral : Auguste de Staël et ses *Lettres sur l'Angleterre* ») donnée au VII<sup>ème</sup> Colloque de Coppet (Florence, mars 2002, « Il Gruppo di Coppet e il viaggio »), est à paraître dans les *Actes du colloque* (2004).

<sup>374</sup> Pour plus de développement : notre chapitre sur la presse dans *L'individu effacé* (éd. cit.).

plus ouvert le peuple ouvrier et le peuple des campagnes avec le groupe orléaniste qui gouverne. L'opinion publique devient donc plus vite radicale et émeutière dans la rue.

On comprend donc, en conclusion, que les deux libéralismes partagent un même idéal, de gouvernement modéré, de règne de la loi, de reconnaissance des droits individuels face à l'Etat. Mais, du côté anglais le whiggisme sait tendanciellement rejoindre des aspirations sociales par voie réformiste : il s'agit d'intégrer les masses dans les institutions et dans l'unité nationale. En France, ce que l'on constate, c'est que le divorce entre le libéralisme et la démocratie s'aggrave. Le libéralisme, par sa philosophie, n'est pas le contraire de la démocratie comme on le croit parfois : il est un enfant des Lumières et de l'esprit moderne<sup>375</sup>. Mais les conditions historiques et sociologiques du libéralisme font qu'en France, il est pris en tenaille entre la tradition étatique et l'aspiration à l'émancipation, entre la nécessité de rétablir l'ordre après la Révolution et la garantie des libertés modernes, entre la vie démocratique et la peur de l'émeute, d'où la faible base politique, idéologique et électorale de la bourgeoisie française, qui ne peut passer les alliances et les compromis du libéralisme anglais.

Dans un beau texte de comparaison, John Stuart Mill a écrit : « *L'esprit de transaction et de compromis domine dans nos mœurs. Jamais une idée n'est poussée jusqu'à ses conséquences légitimes ; les penseurs pas plus que l'ensemble de la nation, ne mettent en pratique d'une manière complète les principes qu'ils professent ; il y a toujours un obstacle pour arrêter l'application à moitié chemin* »<sup>376</sup>. Et Mill expliquait que la liberté en Angleterre profite aussi du règne des fictions, comme par exemple la fiction monarchique : « *Les Anglais ne se sentent en sûreté que derrière une convention ou une fiction quelconque dont la forme apparente dissimule le vrai sens* »<sup>377</sup>. C'est pour avoir disputé sans fin du « vrai sens » de la monarchie constitutionnelle que les libéraux de la monarchie de Juillet ont fait s'écrouler le régime. Il fallut attendre le républicanisme de Gambetta et de Jules Ferry pour que l'intégration des masses aux institutions (notamment la petite propriété paysanne) rattrape le retard sur l'Angleterre. Je dirai donc que le libéralisme

---

<sup>375</sup> Ce que montre bien, par exemple, Nicola Matteucci, dans *Organizzazione del potere e libertà*, Turin, UTET, 1976, en rappelant l'importance de la vie publique pour le libéralisme héritier des Lumières (op. cit., p. 231), une importance qui reste vraie chez Benjamin Constant pour peu que l'on n'oublie pas les dernières pages de la conférence sur la liberté des anciens comparée à celle des modernes. Sur la révision en cours de ce « contresens » persistant, voir Giovanni Paoletti, *Illusioni e libertà. Benjamin Constant e gli antichi*, Rome, Carocci editore, 2001 ; également, l'édition annotée par G. Paoletti et Pier Paolo Portinaro : B. Constant, *La libertà degli antichi, paragonata a quella dei moderni*, Turin, Einaudi, 2001.

<sup>376</sup> John Stuart Mill, *La révolution de 1848 et ses détracteurs*, trad. française par Sadi Carnot, Paris, Baillière, 1875, p. 33.

<sup>377</sup> *Ibid.*, p. 34.



anglais a absorbé deux révolutions du XVII<sup>ème</sup> siècle qui ont ouvert un sillon dans lequel il pouvait s'implanter, le libéralisme français a eu la rude tâche de soutenir et de combattre en même temps sa Révolution, de séparer le bon grain (1789) et l'ivraie (1793), de refuser l'autoritarisme de Napoléon tout en gardant, finalement, ses institutions. Ce qui lui pose de nouveau problème, aujourd'hui, à l'heure européenne. Car ce n'est pas un hasard si les progrès dans la construction européenne (jusqu'à l'actuelle perspective d'une Constitution commune) relancent en France le débat sur une décentralisation qui devrait être plus poussée que dans la réforme de 1982 ; or, cette question de la décentralisation avait été un thème permanent chez tous les libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle, sans une once de réalisation cependant.

Lucien Jaume  
*In* [catallaxia.org](http://catallaxia.org)

## PENSER LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, DE FRANÇOIS FURET

*Penser la Révolution française* est un livre de François Furet publié en 1978. Il comporte deux parties, qui correspondent à deux périodes distinctes de sa composition, et dont l'ordre de présentation inverse l'ordre chronologique dans lequel elles ont été écrites. La deuxième partie est constituée de trois chapitres indépendants dont deux sont la reprise parfois enrichie d'articles publiés en 1971 : « le catéchisme révolutionnaire » et « Tocqueville et le problème de la Révolution française ». Le dernier chapitre est consacré au plus méconnu des historiens de la Révolution, « Augustin Cochin : la théorie du jacobinisme ». La première partie est divisée en chapitres sans titres. Les sous-titres ajoutées ici pour la commodité de la lecture ne sont donc pas de l'auteur.

### Première partie : La Révolution française est terminée

#### *La Révolution terminée ?*

Comme les grandes invasions avaient constitué le mythe de la société nobiliaire, le grand récit de ses origines, 1789 est la date de naissance, l'année 0 du monde nouveau, fondé sur l'égalité. 1789 est la clé de l'amont et de l'aval. Il les sépare, donc les définit donc les « *explique* ». Pour les mêmes raisons qui font que l'Ancien Régime a une fin mais pas de naissance, la Révolution a une naissance, mais pas de fin. L'histoire toute entière du XIX<sup>e</sup> siècle français peut être considérée comme l'histoire d'une lutte entre la Révolution et la Restauration. Avec la défaite du fascisme, le discours de droite comme celui de gauche célèbrent aujourd'hui la liberté et l'égalité. C'est que le débat politique s'est déplacé d'une Révolution à l'autre, celle qui est à venir. Le XIX<sup>e</sup> s. avait cru à la République. Le XX<sup>e</sup> siècle croit à la Révolution. Pour les socialistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle 89 fonde non pas un état stable mais un mouvement dont la logique est celle du dépassement de la démocratie politique. Une nouvelle révolution, socialiste, devait accomplir la promesse de 89. Avec 1917, la Révolution française est devenue la mère d'un événement réel.

Avec la fondation de la République sur le suffrage populaire, la Révolution française est enfin « *terminée* » mais le consensus républicain est un

consensus conservateur. Il est clair que la Révolution est beaucoup plus que la République. L'inventaire de l'héritage jacobin se double d'un discours implicite pour ou contre le bolchevisme et transfère sur le communisme et l'anticommunisme les passions précédemment mobilisées par le Roi de France et la République. Pour Georges Lefebvre, la Révolution paysanne est anticapitaliste (donc à ses yeux tournée vers le passé). Il juxtapose une analyse du problème paysan et une tradition (en contradiction avec son analyse) qui voit la Révolution comme une rupture. Le plus grand historien universitaire de la Révolution n'a comme vision synthétique que les convictions d'un militant de gauche. La Révolution permet toutes les recherches de filiation. Le phénomène stalinien s'est enraciné dans une tradition jacobine simplement déplacée avec la double idée d'un commencement de l'histoire et d'une nation-pilote réinvestie sur le phénomène soviétique. Produit d'une rencontre confuse entre bolchevisme et jacobinisme, le marxisme cherche à enraceriner dans les progrès du capitalisme la lente promotion du Tiers Etat.

Pour Tocqueville, l'Amérique n'est pas l'enfance mais l'avenir de l'Europe. La Révolution, loin de constituer une rupture, parachève l'œuvre de la monarchie. Elle n'est qu'une accélération de l'évolution antérieure. Si Michelet fait revivre la Révolution de l'intérieur, Tocqueville ne cesse d'interroger l'écart entre les intentions des acteurs et le rôle historique qu'ils jouent. Il y a un gouffre entre le bilan de la Révolution et les intentions des révolutionnaires. S'il n'y avait dans le discours de la rupture que l'illusion du changement ?

### *Une rupture ?*

Le postulat de la nécessité de « *ce qui a eu lieu* » en recouvre un deuxième, celui de la rupture chronologique absolue. Avant c'était le règne de l'absolutisme et de la noblesse. Après la liberté et la bourgeoisie. D'un côté une monarchie stupide et une noblesse égoïste, de l'autre le reste de la société civile. Rien ne résiste à l'examen : ni les confusions entre État monarchique et noblesse, noblesse et féodalité, bourgeoisie et capitalisme.

De ce que la Révolution a des causes, il ne s'ensuit pas que son histoire tienne tout entière dans ces causes. L'événement révolutionnaire, du jour où il éclate, transforme de fond en comble la situation antérieure. La vulgate marxiste situe la rupture révolutionnaire au niveau économique et social, alors que rien ne ressemble plus à la société française sous Louis XVI que la société française sous Louis-Philippe. Ni le capitalisme, ni la bourgeoisie n'ont eu besoin de révolutions au XIX<sup>e</sup> siècle. En 1789, une crise économique se juxtapose à la crise politique ouverte depuis 1787. Dès 89, la conscience révolutionnaire est cette illusion de vaincre un Etat qui déjà n'existe plus. Ce que les Français inaugurent à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle c'est la politique démocratique comme idéologie

nationale : le « *peuple* » pour instaurer la liberté et l'égalité doit briser la résistance de ses ennemis.

*Le pouvoir et la Nation*

Qu'est-ce qui intéresse Cochin ? La rupture révolutionnaire. Il s'agit de penser le jacobinisme au lieu de le revivre. La conviction jacobine est fondée sur la réalisation imminente des valeurs dans et par l'action politique. Le peuple est érigé en même temps en légitimité suprême et en acteur imaginaire unique de la Révolution. La vigilance populaire est la contrepartie du complot aristocratique. Mais quel groupe est dépositaire de la parole du peuple ?

La volonté générale ne peut être pensée que par rapport à une atomisation préalable du corps social de façon qu'en lui obéissant, chaque individu n'obéisse qu'à lui-même. La nation est le cadre de l'histoire et du contrat social : elle est dépositaire du contrat des origines. La nation est l'ensemble homogène et unanime de citoyens qui ont récupéré leurs droits. Le roi est le chef de la nation mais il tire son autorité du consentement de celle-ci. Entre le roi et la nation, la noblesse et le clergé sont des corps intermédiaires qui sont partie prenante par la fonction de représentation des corps traditionnels du royaume (Boulainvilliers) ou bien ils sont vus comme autant d'écrans entre le roi et la nation dont ils usurpent les fonctions (Mably). L'image du pouvoir véhiculée par les écrits de la fin de l'Ancien Régime, à travers le couple roi-nation, est une image du pouvoir absolu.

La société française du XVIII<sup>e</sup> est à la recherche de mandataires. Les parlements n'arrivent pas à faire illusion sur leur caractère représentatif. Les philosophes et les hommes de lettres sont d'autres porte-parole qui ont tendance à substituer le droit au fait. La monarchie est au sommet d'un ensemble hiérarchique de corps et de communautés : elle s'accroche, à la fin de son existence, à une image de la société qu'elle n'a cessé de détruire. Les cafés, les salons et les loges sont des produits de la société émancipés du pouvoir : ils sont les centres nouveaux de la sociabilité démocratique. Ce circuit de sociabilité constitue une image substitutive du pouvoir calqué sur le pouvoir absolu des rois au profit du peuple. Le pouvoir monarchique est un pouvoir faible mais il est absolu dans la mesure où il se pense comme sans partage. C'est dans la tentative de refaire un pouvoir sans partage avec une société sans contradictions que se constituera la conscience révolutionnaire.

Le personnel de la Révolution sort des élections de 1789, mais le langage de la Révolution n'est pas encore dans les Cahiers de doléances. Les Cahiers ne parlent pas la langue de la démocratie mais celle des légistes de l'Ancien Régime. La plus unanime des revendications est celle du contrôle des impôts au nom d'une constitution qu'il s'agit moins d'instaurer que de rétablir. L'idéologie révolutionnaire naît dans les batailles de l'élection. Qu'est ce que le

Tiers État ? (Sieyès) est à la fois un discours de l'exclusion et un discours de l'origine, fondant la nation contre la noblesse. La monarchie absolue meurt en 1787 avec les assemblées provinciales. Les capitulations de Louis XVI dans l'été 1788 créent une vacance globale du pouvoir. Les événements de 1789 sortent clairement du cadre de l'ancienne légitimité. La Révolution est cette dénivellation qui s'est creusée entre le langage des Cahiers et celui de l'Ami du peuple, que séparent seulement quelques mois.

### *La vacance du pouvoir*

Il y a une instabilité essentielle de la politique révolutionnaire. Les hommes et les groupes passent leur temps à vouloir « arrêter » la Révolution, mais chacun à son profit, à sa date, et contre le voisin. Le pouvoir apparaît à tous comme vacant. C'est le peuple qui est le pouvoir. Devenue pouvoir, l'opinion doit ne faire qu'un avec le peuple. La représentation est exclue ou perpétuellement surveillée. La Révolution tient tout pouvoir exécutif pour corrompu et corrupteur par nature, puisque séparé du peuple. L'activité révolutionnaire par excellence tient dans la production de la parole maximaliste, par l'intermédiaire d'assemblées unanimes mythiquement investies de la volonté générale. La période qui va de mai 1789 au 9 thermidor 94 n'est pas le conflit entre la Révolution et la Contre-Révolution mais la lutte entre les représentants des Assemblées et les militants des clubs pour occuper cette position symbolique, la volonté du peuple. Cette dichotomie n'est pas une opposition sociale bourgeoisie/peuple. Les Assemblées incarnent la légitimité représentative combattue par la démocratie directe (journées, journaux, clubs, assemblées diverses).

La Révolution n'a pas de limitations objectives mais seulement des adversaires. Le complot aristocratique figure pour la Révolution le seul adversaire qui soit à sa mesure : abstrait, omniprésent, matriciel, comme elle mais caché, alors qu'elle est publique, pervers, alors qu'elle est bonne. Il en est le négatif, l'envers. L'aristocratie c'est l'envers de l'égalité, comme le complot est un pouvoir inverse de celui du peuple. La nation se constitue, par l'action des patriotes, contre ses adversaires. C'est en fonction de son obstination à dénoncer le complot des aristocrates que le pouvoir peut gouverner légitimement. Le magistère de la communication est l'essentiel du pouvoir lui-même. Il y a entre la Révolution et Robespierre comme un mystère de connivence : il est la Révolution au pouvoir. La Révolution meurt avec lui en thermidor. Après Thermidor, le thème du complot sert à justifier le comportement d'une classe dirigeante et ouvre la voie à l'idéologie contre-révolutionnaire du complot révolutionnaire. Le 9 thermidor est la victoire de la légitimité représentative sur la légitimité révolutionnaire. Robespierre croît tout ce qu'il dit et exprime tout ce qu'il dit dans le langage de la Révolution. Il n'y a chez lui aucune distance entre

la lutte pour le pouvoir, et la lutte pour les intérêts du peuple. Il identifie la souveraineté du peuple à celle de la Convention, syncrétisme entre les deux légitimités démocratiques. Il est le peuple aux Jacobins, le peuple à la Convention. Ce qui fait de Robespierre une figure immortelle c'est que la Révolution parle à travers lui son discours le plus tragique et le plus pur.

### *Radicaliser la Révolution*

Faire de la Révolution la réponse à un crescendo de périls qui la menacent, expliquer sa radicalisation par les intrigues de ses ennemis c'est passer à côté du problème posé. Toutes les situations d'extrême péril national ne portent pas les peuples à la Terreur nationale. La Terreur fait partie de l'idéologie révolutionnaire. Il n'y a pas de circonstances révolutionnaires, il y a une Révolution qui se nourrit des circonstances. La guerre n'est inscrite ni dans les intérêts « bourgeois » côté français ni dans un système contre-révolutionnaire des rois. Les Girondins sont convaincus que la guerre est la condition de leur pouvoir. Les Jacobins souhaitent radicaliser la Révolution. Hommes et groupes ont en vue la conquête, la conservation ou la reconquête du pouvoir. La dialectique du peuple et du complot existe dès l'été 89, quand la contre-révolution est dans les limbes. Elle s'épanouit au printemps 94 en plein redressement militaire, alors que la Vendée a été écrasée. Radicaliser la Révolution c'est la rendre conforme à son discours.

Au 9 Thermidor, le crime a changé de camp. Après avoir été la Révolution, la Terreur devient le résultat d'un complot ou le moyen d'une tyrannie. Les thermidoriens ont arraché le pouvoir à Robespierre en détruisant son levier : l'égalité par la guillotine ; ils ne peuvent conserver le leur qu'au prix d'un déplacement de l'investissement : l'égalité par la croisade. La guerre est restée le dernier critère de la fidélité à la Révolution. La première guerre démocratique est sans autre fin que la victoire ou la défaite totale.

### *Culture égalitaire et renforcement de l'État*

Le 9 Thermidor met fin à la Révolution de Cochin mais laisse apparaître la Révolution de Tocqueville. Ce n'est pas la participation (inexistante) des masses au gouvernement de la République qui disparaît. C'est la substitution d'un type de pouvoir à un autre type de pouvoir. Après la chute de Robespierre, la Révolution n'a plus de légitimité ; elle n'a qu'une légalité. L'idéologie révolutionnaire a cessé de constituer à la fois le pouvoir politique et la société civile. La rupture révèle non pas une réaction mais une autre Révolution cachée : la Révolution des intérêts, la volonté de conserver ou défendre les avantages acquis. La société a recouvré son autonomie par rapport au politique. Le pouvoir

thermidorien n'a plus ni la force de la Révolution, ni celle de la loi. Le bilan de la Révolution est principalement politique et culturel : le renforcement de l'État centralisé, débarrassé des obstacles. La démocratie est une culture égalitaire bien plus qu'un état de société ; cette culture doit son extension sociale au développement de la monarchie absolue, qui a détruit et figé au même temps les hiérarchies traditionnelles. Avec Bonaparte, la Révolution est terminée puisque la France réconcilie ses deux histoires.

## **Deuxième partie : Trois histoires possibles de la Révolution française**

### *Le catéchisme révolutionnaire*

A partir de 1917, la Révolution française est devenue la mère d'un événement réel. Les bolcheviks russes n'ont pas cessé d'avoir présent à l'esprit l'exemple de la Révolution et tout particulièrement de sa période jacobine. L'historiographie de la Révolution a été majoritairement de gauche. En transférant la curiosité de 89 à 93, elle a eu des conséquences positives : l'étude du rôle des classes populaires urbaines. Mais aussi des conséquences négatives. D'abord, la recherche de précédents justificateurs de l'histoire révolutionnaire et post-révolutionnaire russe. Second cheminement : un marxisme simplificateur, schéma linéaire de l'histoire où la Révolution permet le passage du mode de production féodal au mode de production capitaliste. 1793 annonce les libérations à venir. L'historien est moins marxiste que néo-jacobin, intoxiqué par l'idée d'une nation investie du rôle d'éclaireur de l'humanité. Ainsi survit, à la fois comme héritage, comme présent et comme avenir, l'alternative révolution/contre-révolution que ces historiens (Jean Jaurès, Albert Mathiez, Georges Lefebvre, Albert Soboul) sont chargés de raconter. Toute autre histoire de la Révolution qui essaye d'échapper à ce mécanisme d'identification est nécessairement contre-révolutionnaire, voire antinationale.

### *Tocqueville et le problème de la Révolution française*

Il cherche le sens de son présent, d'abord dans l'espace (les Etats-Unis) puis dans le temps (la Révolution).

La noblesse est une caste et non une aristocratie coupée du pouvoir royal d'où l'anachronisme des privilèges. Le Tiers Etat est une portion de l'aristocratie révoltée contre l'autre. Le principe aristocratique disparaît dans les esprits : à la « *démocratie imaginaire* » des esprits se joint une démocratie réelle de la richesse. Toute société aristocratique tend au gouvernement local, toute société

démocratique tend au gouvernement centralisé. Guizot cherche dans l'histoire de France la marche vers une société i.e. un ensemble social organisé. La féodalité est la première forme de société organisée en France mais à peine la féodalité est grande qu'on voit naître et grandir dans son sein la monarchie et la liberté. En Angleterre, royauté et féodalité naquirent ensemble. Ainsi, selon Guizot, la féodalité n'a pas créé d'aristocratie, le mouvement des communes pas de démocratie et la monarchie absolue est le résultat d'une double impuissance. La Révolution crée la démocratie i.e. une société et des institutions libres et égalitaires. La dialectique fondamentale est celle des rapports entre la société et les institutions, entre l'état social et le gouvernement. Deux groupes rivaux sont porteurs potentiels de deux systèmes de valeurs, l'aristocratie et la démocratie. Guizot pense que l'aristocratie est un obstacle à la liberté, alors que Tocqueville y voit la fondatrice et le rempart durable de la liberté.

L'histoire selon Tocqueville est un examen de certains problèmes pour une explication et une interprétation de la Révolution. La première partie de l'Ancien Régime et la Révolution définit la signification essentielle de la Révolution : la substitution d'institutions égalitaires aux anciennes institutions « féodales », à la fois dans l'ordre social et dans l'ordre politique.

Les causes à long terme sont tout d'abord la question des droits féodaux : odieux non par leur dureté mais parce que le paysan français était déjà un propriétaire indépendant de son seigneur. La dialectique continuité dans les faits, rupture dans les esprits marque la Révolution. Le grand fait central est le développement de la puissance publique et de la centralisation administrative. En haut, extraordinaire minutie, en bas, inobéissance chronique. L'État-providence n'existe pas encore dans les faits mais déjà dans les esprits. Longtemps persuadé de la primauté du social par rapport au politique, Tocqueville subit l'expérience des années 1848-1851. Il est difficile d'expliquer par le même état de la société les institutions politiques aussi différentes que la Monarchie de Juillet, la Seconde République ou le despotisme de Louis-Napoléon. La liberté politique n'est pas forcément liée à la présence de classes supérieures, d'une aristocratie. Ce qui est décisif est la tradition et la pratique politico-administrative. La société française était devenue trop démocratique pour ce qu'elle conservait de nobiliaire et trop nobiliaire pour ce qu'elle avait de démocratique. La corrélation pouvoir/richesse, au niveau des groupes sociaux, est aussi incertaine chez Tocqueville que chez Marx. La noblesse française n'a jamais été cette « aristocratie » rêvée par Tocqueville mais elle n'a cessé d'être ouverte à la promotion roturière. Toute l'analyse sociologique de Tocqueville tourne autour d'une dialectique aristocratie/noblesse or il n'a de l'histoire de la noblesse qu'une vue à la fois banale et légendaire.

Les causes à court terme sont le sujet du livre III. La monarchie, en détruisant l'aristocratie, a constitué les écrivains en substituts imaginaires d'une classe dirigeante. La Révolution frappe un pays prospère. Les réformes accélèrent la désagrégation de la société. La formation de l'État démocratique



centralisé est le sens même de la Révolution mais c'est aussi le sens de l'Ancien Régime. La Révolution croit l'avoir inventé : les périodes révolutionnaires sont par excellence les périodes obscures de l'histoire où le voile de l'idéologie cache au maximum le sens profond des événements. Mais si la Révolution couronne et achève l'œuvre de l'Ancien Régime, pourquoi 1830, pourquoi 1848 ? D'où sa deuxième ligne de recherche, la Révolution est une transformation rapide des mœurs et des mentalités. Tocqueville n'a pas clairement résolu le problème : élaborer une théorie de la dynamique révolutionnaire.

*Augustin Cochin : la théorie du jacobinisme*

Aulard et Mathiez partagent cette conviction que le récit se suffit à lui-même, ignorant et détestant toute distance entre le vécu des comportements humains et leur interprétation. La thèse du complot maçon appartient à la tradition historiographique de droite or l'interprétation historique en termes de complot paraît superficielle et plate à Cochin. En fait, il rejette toute histoire « *psychologique* » écrite à parti des intentions conscientes des acteurs. On ne peut rendre compte de la nature du jacobinisme à partir d'une psychologie de l'individu jacobin. La thèse des « *circonstances* » est de même nature que celle du complot : la Terreur y apparaît comme une réponse organisée au complot. Comme Marx, il pense que les hommes qui font l'histoire ne savent pas l'histoire qu'ils font. L'illusion consiste à prendre les représentations des acteurs pour des éléments explicatifs alors qu'elles sont ce qu'il faut expliquer. « *Le salut public est la fiction nécessaire, dans la démocratie, comme le droit divin sous un régime d'autorité.* » Cochin veut comprendre le mouvement révolutionnaire, sa dynamique intérieure. Il déteste le jacobinisme et il essaie de le penser. Le jacobinisme n'est pas un complot ou la réponse politique à une conjoncture : c'est un type de société. Il est la forme achevée de la « *société de pensée* ». Ses membres doivent se dépouiller de toute particularité concrète et leur existence sociale réelle. La société de pensée est caractérisée par le seul rapport aux idées. La démocratie est un système politique fondé sur l'égalité abstraite des individus. Le but de la société de pensée est de dégager un consensus : c'est un instrument qui sert à fabriquer de l'opinion unanime. Dans le type « *corporatif* », le pouvoir s'adresse à une nation constituée en « *corps* » et la politique n'est que l'extension de l'activité de la société en tant que telle. Dans le type démocratique, le pouvoir prend l'avis d'un peuple d'électeurs et la société se constitue en société abstraite d'où l'invention d'une réalité nouvelle, la politique confiée à des spécialistes, les politiciens.

Les sociétés de pensée dressent un modèle de démocratie pure et non pas représentative : c'est la volonté de la collectivité qui, à tout instant, fait la loi. Le gouvernement du peuple par lui-même étant techniquement impossible, il lui est substitué des sociétés permanentes de discussion. Le culte du Social est le

produit naturel de la démocratie. La tendance profonde du jacobinisme est donc la démocratie pure constamment soumise au contrôle direct des citoyens. L'envers de l'idéologie c'est la toute-puissance de la machine, oligarchie anonyme d'hommes interchangeable, moins des leaders que des produits jacobins. La société de pensée ne pense pas, elle parle. Plus qu'une action, la Révolution est ainsi un langage. L'idéologie parle à travers les chefs jacobins plus qu'ils ne parlent à travers elle. La démocratie pure va du pouvoir intellectuel au pouvoir politique par l'intermédiaire des sociétés, ce mouvement constitue pour Cochin la Révolution française. Le jacobinisme, sous la fiction du « *Peuple* » se substitue à la fois à la société civile et à l'État.

Dans les élections de 1789 s'affrontent deux principes : la consultation traditionnelle des « *états* » ou le vote démocratique des électeurs, la domination des notables ou celle des politiciens. Les assemblées votent, donc doivent diviser leurs voix mais en même temps elles rédigent un cahier, donc doivent les réunir. Elles choisissent des députés, mais il n'y a pas de candidats. Faute que la « *nation* » parle, il faut que quelqu'un parle pour elle : les corps et les communautés de l'ancienne société sont hors jeu. C'est le parti patriote qui va accaparer la représentation du corps social. Les épurations révolutionnaires sont faites au nom de l'égalité, contre la noblesse, incarnation de l'inégalité, mécanisme qui sera à l'œuvre jusqu'en 1794 et qui liquidera successivement toutes les équipes successives de la Révolution. A partir de la maçonnerie, l'esprit de société s'est substitué à l'esprit de corps : il a répandu l'idéologie de la volonté du peuple, la religion du consensus. Si la société qui devrait être bonne est mauvaise, c'est que des institutions, des forces sociales s'opposent artificiellement au bien. Il faut donc les définir, les combattre et les exclure. Une idéologie égalitaire est manipulée comme une permanente surenchère par des groupes sans mandat. Reposant sur la démocratie directe, le pouvoir révolutionnaire, anonyme, instable, est condamné par sa nature idéologique à l'exclusion périodique et à la fuite en avant. « *Serf sous le roi en 1789, libre sous la loi en 1791, le peuple passe maître en 1793 et, gouvernant lui-même, supprime les libertés publiques qui n'étaient que des garanties à son usage contre ceux qui gouvernaient. Si le droit de vote est suspendu, c'est qu'il règne ; le droit de défense, c'est qu'il juge ; la liberté de presse, c'est qu'il écrit ; la liberté d'opinion, c'est qu'il parle.* »

L'analyse de Cochin simplifie à l'excès le tissu politique de la Révolution, ignorant l'élaboration de l'autre légitimité politique, celle du régime représentatif. Si on pense avec Sieyès, que la volonté du peuple peut être représentée, la sphère du pouvoir, multiple et décentralisée, est distincte de la société civile. Si on pense avec Rousseau que la souveraineté du peuple est inaliénable, on condamne tout système représentatif. De même, la « philosophie » fleurit partout en Europe et il n'y a qu'en France qu'elle a nourri le jacobinisme. Le Robespierre de Cochin est moins l'héritier des Lumières que le produit d'un système : le jacobinisme. Par là, Cochin pense la Révolution française dans son mystère central, qui est l'origine de la démocratie.

## OPPORTUNISME

L'opportunisme désigne un courant, une méthode et un programme qui caractérisent les fondateurs de la Troisième République. Il marque l'abandon du messianisme révolutionnaire, au profit de principes d'ordre et de modération plus proches du libéralisme. Sa principale figure et son grand inspirateur est Léon Gambetta.

### **Le parti républicain en 1871**

#### *Une nouvelle image pour les républicains*

1793 et 1848 avaient donné une image très négative des républicains : esprits chimériques, utopistes, violents, tumultueux, ennemis de l'ordre, de la liberté, de la propriété, de la famille et de la religion. Après la chute de Napoléon III, les républicains vont opérer une révision fondamentale de leur attitude et de leur programme. Le discours de Bordeaux par Gambetta (20 juin 1871) va devenir le texte fondateur des opportunistes : la modération et la sagesse deviennent leur ligne de conduite. La violence est définitivement abandonnée comme mode d'expression politique. Le programme républicain vise à l'établissement des libertés politiques : liberté absolue du suffrage universel, sans pression administrative, liberté totale d'expression, liberté de réunion, liberté d'association. Mais cette liberté est cependant déniée aux congrégations religieuses, adversaires de la République. Les républicains se considèrent désormais comme les fils de 89 et non de 93, la terreur étant passée sous silence.

#### *Les vieilles barbes de 48*

Les hommes de 1848 auréolés du souvenir de leur passé, cherchent à s'imposer à la tête des républicains mais l'exil leur a définitivement ôté le sens des réalités politiques. « *Apôtres d'un évangile qui n'avaient plus cours, ils étaient un*

*peu comme les ombres des Champs-Élysées, vénérés par les uns, salués avec déférence par les autres ou simplement regardés avec curiosité »* (Émile de Marcère, *Histoire de la république de 1876 à 1879*). Le seul survivant de la Seconde République qui jouit d'une bonne réputation est Jules Grévy qui fait figure de constitutionnaliste expérimenté. Il personnifie le refus du pouvoir personnel. Il avait condamné le gouvernement de Défense nationale pour son illégalité.

### *Une nouvelle génération républicaine*

La nouvelle génération « née entre le 2 décembre et l'invasion » impatiente d'agir sous l'Empire regardent d'un œil critique les « *fruits secs des anciens temps* » (Vermorel). Gambetta devient en 1869 le chef de cette nouvelle génération et son programme de Belleville celui des républicains. Le programme affirme la primauté du politique. Il appelle à la suppression des armées, l'élection des fonctionnaires, la réforme de l'impôt, la séparation de l'église et de l'état, l'instruction primaire laïque, gratuite et obligatoire et réclame les libertés des élections, de réunion, d'association et de commerce. Néanmoins son comportement autoritaire et sa volonté d'empêcher les élections pendant la Défense nationale heurte certains républicains tels Jules Ferry. Les opportunistes sont issus pour la plupart de la petite bourgeoisie. Ils se sont formés en luttant par la plume contre Napoléon III.

### **La République selon Gambetta**

#### *L'anticléricalisme*

Le ralliement passager de l'Église au Second Empire, la question romaine et la période de l'Ordre Moral ravivent l'anticléricalisme républicain. Catholicisme et République paraissent exclusifs. Le 4 mai 1877, Gambetta lance son fameux : « *Le cléricalisme ? Voilà l'ennemi !* » Il n'est pourtant pas un libre penseur et refuse de se rallier à une politique antireligieuse : il distingue la religion, les catholiques et le prêtre français qu'il oppose au « *parti clérical* » constitué par les jésuites et les congrégations. L'antijésuitisme est la manifestation la plus éclatante de cet anticléricalisme. Les jésuites sont accusés d'immoralité, de mensonge, de vol et d'assassinat mais aussi d'être des agents de l'étranger : « *Invisibles et présents, ils sont partout et ne sont nulle part* » écrit Dionys Ordinaire dans *la Petite République française*.

#### *Le patriotisme*

Les républicains ont rompu avec l'idée de la Grande Nation missionnaire de la liberté et préconisent la suppression des armées permanentes. Gambetta hostile à l'idée d'Etats-Unis d'Europe, exalte l'amour de la patrie : « *Il y a quelque chose de supérieur à la République, de supérieur à la liberté de pensée : c'est la France* » déclare-t-il à Périgueux (28 septembre 1873). La Revanche apparaît dans ses discours : « *Pensons sans cesse à ce que nous avons à faire, mais n'en parlons jamais* ». (Chambéry, 24 septembre 1872). La grande figure de la Révolution n'est ni Mirabeau, ni Danton mais Hoche, personnification de la République en armes. Cependant, La France doit « *abandonner son esprit de propagande exagérée, de prosélytisme excessif* ». Elle doit être une « *république ordonnée, recueillie, pacifique, libérale (...) la politique extérieure d'une République française comporte, exige, impose la nécessité de respecter la constitution des autres peuples, quelle qu'elle soit* ». (Lyon, 28 février 1876)

### *Le pragmatisme*

Plus qu'une doctrine, l'opportunisme est une méthode : il faut procéder avec prudence, progressivité et pragmatisme. Les intransigeants accusaient Gambetta d'opportunisme, il choisit d'assumer le terme dans son discours de Belleville (27 octobre 1876). Gambetta en 1874 s'efforce de rallier les libéraux du centre droit appelant à la formation d'un grand parti conservateur : « *que les anciens libéraux prennent le parti honnête et profitable de revenir à la liberté* ». Par là, il renonce au projet républicain d'assemblée unique mais aussi au refus de la présidence de la république, non sans réticence dans le camp républicain. En effet, présidence et Sénat apparaissent comme un pis-aller que l'on souhaite réviser au plus vite. Gambetta cependant fait sienne la théorie des contre-pouvoirs et joue un rôle important dans le ralliement des républicains aux lois constitutionnelles.

### **Un libéralisme limité**

#### *La république des petits propriétaires*

Gambetta voit la République comme le régime de la petite propriété : « *Nous sommes un peuple de paysans, un peuple de travailleurs, un peuple de petits patrons et de petits propriétaires, un peuple d'épargneurs.* » (24 mai 1878) Jules Ferry écrit à son frère : « *la république sera paysannesque ou ne sera pas. (...) Ce sera plus bourgeois encore que les censitaires du père Philippe.* » Gambetta nie l'existence d'une « *question sociale* » et se montre hostile au collectivisme. Les opportunistes ne croient pas que l'on modifie la société par décret mais lentement, graduellement. L'État doit cependant légiférer en matière d'assurance concernant la maladie, la misère, le chômage et les « *incertitudes de l'existence* ». Mais il ne doit pas se

substituer aux personnes mais plutôt encourager les initiatives visant à créer des sociétés de secours mutuels, des caisses de retraite, etc.

### *L'école laïque*

L'école ne dit pas seulement diffuser l'instruction mais de permettre à chacun de s'élever par « *son travail et son mérite personnel* ». La liberté de l'enseignement permet aux congrégations de faire du prosélytisme contre les principes de la Révolution. L'enseignement doit être obligatoire, laïque et gratuit. L'école doit former des patriotes et des citoyens.

### *Un État centralisé*

Sous l'Empire, un grand nombre de républicains avaient prônés la décentralisation. Dès 1876, Gambetta affiche son admiration de l'organisation de l'État français et déclare en 1878 : « *je suis pour l'unité, pour la centralité française* ». Les impôts sont vus comme l'instrument d'une plus grande justice sociale. Gambetta préconise l'allègement de la fiscalité indirecte sur la consommation courante et l'instauration d'un impôt sur le revenu.

### *Entre libre-échange et étatisme*

Hostiles au libre-échange par antibonapartisme et patriotisme, les opportunistes voient leur position évoluer et se montrent assez divisés sur la question. Gambetta considère en 1878 la liberté du commerce comme facteur de paix et de travail. Scheurer-Kestner estime que des droits de douane trop élevés sont un mauvais service rendu à l'industrie et à l'agriculture qui sont « *délivrées du souci de faire des progrès* ». Jules Ferry en revanche se prononce pour le relèvement des droits. Les républicains, depuis la monarchie de Juillet, étaient très méfiants à l'égard des milieux d'affaires et du capitalisme. En 1872, les opportunistes mènent campagne en faveur de la nationalisation des chemins de fer. Allain-Targé en 1877 défend « *l'intérêt public* » contre « *l'intérêt privé du dividende* ». Il critique les grandes compagnies et défend les petites compagnies. Le plan Freycinet (1879) prévoit le rachat et l'achèvement des lignes de dix compagnies secondaires ainsi que des travaux concernant les voies navigables et les ports maritimes. Ce programme inaugure une formule originale de capitalisme d'État.

### **Les réseaux républicains**

### *Les associations*

Les républicains s'appuient sur un certain nombre d'associations. Les sociétés d'enseignement dont la Ligue de l'enseignement, fondée en 1866 par Jean Macé, qui milite pour l'instruction obligatoire et gratuite. Dans les années 1880, l'appartenance à la Ligue est devenue signe de républicanisme. D'autres associations mènent une action assez proche en diffusant des brochures, organisant des cours et instituant des prix tels la Société d'instruction élémentaire (1870) et l'Association philotechnique. Toutes visent à contrer l'école congréganiste. Les associations patriotiques comme la Société des volontaires de 1870-71 et les sociétés sportives de tir et de gymnastique proches du gambettisme vont dans les années 1880 se rapprocher de la mouvance nationaliste. L'Association générale d'Alsace-Lorraine (1871) apporte un soutien financier aux républicains. De nombreuses associations professionnelles sont également des relais du parti républicain.

### *La franc-maçonnerie*

Les sociétés de libre pensée revendiquent la reconnaissance des enterrements civils qui prennent la forme de manifestations anticléricales et républicaines. La franc-maçonnerie avait été investie par les républicains sous l'Empire, étant le seul lieu où il était possible de s'exprimer librement. Mais c'est surtout l'aile gauche de l'opportunisme qui est initiée, Gambetta et ses amis étant beaucoup plus tièdes. Dans les années 1870 les loges s'affirment publiquement : en 1875 l'initiation de Ferry, Littré et Chavée est organisée comme une grande manifestation publique des liens entre maçons et républicains.

### *La presse populaire*

Les journaux constituent une autre arme utilisée par les opportunistes. La presse populaire est alors en plein essor. *La République française* est fondée en 1871 par Gambetta avec l'appui financier des Alsaciens et des Lorrains. Challemel-Lacour assure la coordination de chaque numéro et inspire la ligne modérée du journal. Sa gravité et son austérité visent à transformer l'image du parti républicain : « *fermeté dans les principes, modération dans le langage* ». Par ses contacts avec de nombreux journaux de province, la République française joue le rôle d'une agence de presse : « *la presse de province vit de nos articles* » se félicite Gambetta en 1874. Trop élitiste, comparé au *Journal des Débats*, la *République française* se voit reprocher d'être un journal de notables. Aussi crée-t-on une feuille populaire à un sou (5 centimes), la *Petite République française* (1876) largement diffusé dans le monde rural : cet outil de pédagogie républicaine est confié à Dionys Ordinaire. En 1880, c'est le second quotidien français avec près

de 200 000 exemplaires. Il contribue efficacement à enraciner la république dans les campagnes. D'autres journaux expriment la position des républicains modérés non gambettistes : *Le Siècle*, ancien journal d'opposition libérale sous l'Empire, dont le tirage est supérieur à celui de la *République française* en 1880 mais aussi *Le Télégraphe* créé en 1877.

*Les lieux de sociabilité*

Il convient enfin de souligner le rôle des lieux de sociabilité : les cafés (le café Frontin boulevard Poissonnière) les cercles (Cercle républicain de la Seine au Palais Royal fondé en 1871) et les salons (salon de Juliette Adam, boulevard Poissonnière)

**Sources**

- Jérôme Grévy, *La République des opportunistes*, Perrin 1998, 415 p.
- Léo Hamon (dir.), *Les opportunistes : les débuts de la République aux républicains*, Entretiens d'Auxerre 1986, Paris 1991, 323 p.

Wikibéral



## NAZISME

Le nazisme (*Nationalsozialismus*) est une idéologie politique de troisième voie entre la droite et la gauche, qui se caractérise par son nationalisme, son racisme mais reprend également des éléments du socialisme. Le nazisme est l'idéologie qui domine l'Allemagne de 1933 à 1945 gouvernée par Adolf Hitler qui publie *Mein Kampf* en 1925.

Doctrine à la fois anticomuniste et collectiviste, le nazisme a constamment bafoué les droits de l'individu et a débouché sur la Seconde guerre mondiale et l'extermination de groupes tels que les Juifs. Ce « *bolchévisme national* » selon le propagandiste nazi Joseph Goebbels, est un totalitarisme essentiellement raciste et antisémite.

Le national-socialisme présente à la fois des caractéristiques de droite et de gauche. Il a les propriétés suivantes, traditionnellement plutôt de gauche : révolutionnaire, anti-élitiste (du moins les élites bourgeoise et traditionnelle), collectiviste.

Le rapprochement peut être poussé plus loin. Ludwig von Mises observait en 1944 que le nazisme avait appliqué la plupart des mesures préconisées par le *Manifeste du Parti Communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels :

*«Huit des dix points (du Manifeste du Parti communiste de Marx et Engels) ont été exécutés par les nazis avec un radicalisme qui aurait enchanté Marx. Seuls deux points n'ont pas encore été complètement adoptés par les nazis, à savoir l'expropriation de la propriété foncière et l'affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat (point n°1 du Manifeste) et l'abolition de l'héritage (point n°3). Cependant, leurs méthodes de taxation, leur planisme agricole et leur politique concernant la limitation des fermages vont chaque jour dans le sens du marxisme »* Ludwig von Mises, *Omnipotent Government, The Rise of the Total State and Total War*.

### **Les points communs entre nazisme et socialisme**

Le NSDAP, le parti nazi, fut fondé avec des socialistes révolutionnaires, principalement Anton Drexler. Ce fait est rappelé par l'historien William Shirer (*Le Troisième Reich, des origines à la chute*).

Le nazisme est souvent considéré, par erreur, comme une dictature davantage « capitaliste » que « socialiste », car la propriété privée des moyens de production ne fut pas abolie par les Nazis. En réalité, les conceptions nazies étaient sur ce plan-là proches de celles des bolcheviks : par exemple, dès le début du III<sup>e</sup> Reich, des commerçants furent déportés à Dachau parce qu'ils avaient augmenté leurs prix. Rien qu'à Munich, 200 personnes furent arrêtées en 1933, tandis que leurs commerces furent scellés et barrés d'un écriteau indiquant : « *Magasin fermé sur ordre de la police pour cause d'augmentation des prix, propriétaire en détention provisoire à Dachau.*<sup>378</sup> »

Hitler déclarait à Hermann Rauschning en 1934 soulignant la parenté entre nazisme et communisme :

*« Ce n'est pas l'Allemagne qui va devenir bolchevique mais le bolchevisme qui se transformera en une sorte de national-socialisme. En plus il y a plus de liens qui nous unissent au bolchevisme que d'éléments qui nous en séparent. Il y a par-dessus tout, un vrai sentiment révolutionnaire, qui est vivant partout en Russie sauf là où il y a des Juifs marxistes. J'ai toujours fait la part des choses, et toujours enjoint que les anciens communistes soient admis dans le parti sans délai. Le petit-bourgeois socialiste et le chef syndical ne feront jamais un national-socialiste, mais le militant communiste, oui. »*

La parenté profonde du nazisme et du bolchevisme n'a pas grand chose à voir avec le marxisme théorique : question de l'égalité des hommes ou non, le nazisme étant par essence inégalitaire. C'est le nihilisme qui les rapproche : dans le communisme soviétique il y a camouflage des moyens par les fins, hommage du vice à la vertu tandis que le nazisme montre le plus clairement le type de l'idéologie bolchevique souligne Waldemar Gurian dans *Bolshevismus als Weltgefahr* (1935). Pour lui l'essence du bolchevisme n'est pas dans le marxisme mais dans la priorité absolue donnée à l'ordre politique et au façonnement de la société. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la formule d'Hitler qui peut paraître étrange : « *seul un bon communiste peut faire un bon national-socialiste* ».

Même si la propriété privée ne fut pas abolie par les Nazis, Ludwig von Mises a montré que la propriété effective des moyens de production était aux mains du gouvernement allemand :

*« Il n'est pas nécessaire de s'attarder sur ce que les nazis avaient réalisé en ce domaine. Ils avaient réussi à éliminer entièrement de la conduite des entreprises la recherche du profit. L'entreprise libre avait disparu dans l'Allemagne nazie. Il n'y avait plus d'entrepreneurs. Ceux qui avaient été entrepreneurs étaient réduits au rôle de Betriebsführer (directeur d'établissement). Ils ne pouvaient diriger comme ils l'entendaient ; ils étaient tenus d'obéir sans réserve aux ordres venus du Bureau Central d'Organisation de la Production, le Reichswirtschaftsministerium, et des organismes qui lui étaient rattachés pour chaque branche et pour chaque région. L'État ne se contentait pas de fixer les prix et les taux d'intérêt à verser et à réclamer, le niveau de la production*

---

<sup>378</sup> *Der Staat Hitlers*, de Martin Broszat

*et les méthodes à utiliser pour la production ; il attribuait un revenu défini à tout directeur d'établissement, le transformant ainsi pratiquement en un fonctionnaire salarié. Pareil système n'avait, à part l'emploi de quelques termes, rien de commun avec le capitalisme et l'économie de marché. C'était simplement le socialisme de type allemand, la Zwangswirtschaft. Il ne différait du modèle russe, système de nationalisation intégrale, étendue à toutes les usines, que dans le domaine technique. Et c'était, évidemment, au même titre que le système russe, un type d'organisation sociale purement autoritaire. » Ludwig von Mises, La Bureaucratie*

Cela n'enlève rien à la responsabilité des grandes entreprises qui presque toutes ont collaboré avec enthousiasme avec les Nazis dès leur prise de pouvoir, sinon avant : Krupp, Thyssen, IG Farben, Messerschmidt, Porsche, etc, tandis que les entreprises aux mains des Juifs subissaient l'« *aryanisation* » (nom de la spoliation raciste d'alors).

En dehors du domaine économique, le nazisme présente tous les traits du collectivisme de type nationaliste, et ceci dès le début : lois sur la famille, embrigadement dans les organisations de masse, espionnage et surveillance mutuels, réglementation des relations sexuelles, etc.

### **Oppositions socialisme/nazisme**

Le SPD refusa de voter les pleins pouvoirs à Hitler contrairement au parti catholique du *Zentrum*, et les socialistes furent persécutés par les Nazis. Le nazisme était viscéralement antidémocratique.

Quels que soient les rapprochements que l'on peut dresser, le nazisme était obsessionnellement anticommuniste et in fine l'essentiel des combats de la seconde guerre mondiale sont advenus à l'est entre URSS et Allemagne nazie.

Enfin, si une branche des nazis étaient plutôt socialistes révolutionnaires – les SA – elle a été éliminée lors de la nuit des Longs Couteaux.

### **Nazisme et fascisme**

Au-delà de leur ressemblance formelle - nationalisme, militarisme, une certaine forme de collectivisme -, fascisme et nazisme diffèrent sur un certain nombre de points. Le fascisme est avant tout une doctrine de l'Etat (l'Etat prime sur l'individu et même sur le parti), tandis que le nazisme est un pangermanisme doublé d'une théorie raciale, avec des influences darwiniennes et scientistes : l'Etat n'est qu'un instrument au service de l'idéologie.

Le peuple allemand, qui soutint Hitler jusqu'au bout, ignorait dans sa majorité les spécificités de l'idéologie nazie, et voyait Hitler d'abord comme celui qui l'avait délivré de l'humiliation du traité de Versailles de 1919.

Certains historiens (tels Dominique Venner) présentent fascisme, nazisme et bolchevisme comme l'aboutissement d'un travail de sape du « virus » nationaliste et jacobin inoculé par la Révolution française, qui devait finir par anéantir au XX<sup>e</sup> siècle un ordre européen traditionnel fondé sur le droit (*jus publicum europaeum*), instauré par les traités de Westphalie (1648).

### Citations

« Peu de gens sont prêts à reconnaître que l'ascension du fascisme et du nazisme a été non pas une réaction contre les tendances socialistes de la période antérieure, mais un résultat inévitable de ces tendances. C'est une chose que la plupart des gens ont refusé de voir, même au moment où l'on s'est rendu compte de la ressemblance qu'offraient certains traits négatifs des régimes intérieurs de la Russie communiste et de l'Allemagne nazie. Le résultat en est que bien des gens qui se considèrent très au-dessus des aberrations du nazisme et qui en haïssent très sincèrement toutes les manifestations, travaillent en même temps pour les idéaux dont la réalisation mènerait tout droit à cette tyrannie abhorrée. Il y a aujourd'hui encore une raison plus pressante pour que nous essayions sérieusement de comprendre les forces qui ont créé le national-socialisme ; c'est que cela nous permettra de comprendre notre ennemi et l'enjeu de notre lutte ». (Friedrich Hayek, *La Route de la servitude*, 1943)

« Voici bientôt quarante ans qu'un socialisme, qui s'affublait du préfixe décoratif de "national", a mis un terme à la libre circulation en Europe. » (Friedrich Hayek)

« Ces mêmes socialistes qui, aujourd'hui, lancent si facilement leurs reproches de fascisme feraient bien d'être conscients qu'avec leur adoration de l'État universel, la référence permanente au collectif et le mépris de la liberté individuelle, ils sont bien plus proches d'une vision fasciste du monde que nous. Ce n'est pas un hasard si les hordes brunes se sont appelées les "nationaux-socialistes". » (Christoph Blocher)

« Les deux partis adverses, le parti socialiste et le parti national - ou quels que soient les noms qu'ils portent dans les divers pays d'Europe, - sont dignes l'un de l'autre : l'envie et la paresse sont, chez l'un comme chez l'autre, les puissances motrices. » (Friedrich Nietzsche, *Humain, trop humain*, 480)

« Ainsi donc on dresse une population au nom d'un dogme, on déçoit sa curiosité, on lui interdit d'examiner les prémisses et la conclusion de la foi officielle, on ne lui permet pas d'échanger des idées, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, puis, une fois cela fait, on veut qu'elle produise des chefs. C'est là le paradoxe le plus étonnant de la philosophie naziste. Car le « principe du chef » est hautement individualiste. Il suppose l'apparition continuelle d'hommes de génie ; mais le principe du conformisme collectif absolu, souverain de la naissance à la mort, n'est guère fait pour produire et sélectionner de tels individus. » (Walter Lippmann, *La Cité libre*, 1937).

## LA MEMOIRE TRONQUEE

Rappeler chaque jour les atrocités nazies — exercice devenu sacré, désormais, sous le nom de « *devoir de mémoire* », — entretient un bruit de fond permanent qui ne laisse plus de vigilance disponible pour le rappel des atrocités communistes. Selon la formule d'Alain Besançon, l'« *hypermnésie du nazisme* » détourne l'attention de l'« *amnésie du communisme* ». Chacun comprend donc que toute analyse, tout travail des historiens minoritaires ramenant l'accent sur leur essentielle similarité soulèvent des ouragans annonciateurs de rages vengeresses. On objectera, certes, avec raison, qu'aucun rappel de la criminalité nazie ne saurait être excessif. Mais l'insistance de ce rappel devient suspecte dès lors qu'elle sert à en ajourner définitivement un autre : celui des crimes communistes. Quelle efficacité morale, éducative et donc préventive peut avoir l'indispensable réprobation des crimes nazis si elle se transforme en paravent destiné à dissimuler d'autres crimes ?

Révéléateur du succès obtenu par ce leurre est le sens qu'a pris l'expression « *devoir de mémoire* », désignant de façon quasi exclusive le devoir de rappeler sans cesse les crimes nazis et eux seuls. On ajoute éventuellement à la liste quelques autres forfaits qui peuvent leur être comparés, à condition qu'ils n'appartiennent pas au champ d'action des grandes maisons mères communistes et ne relèvent pas non plus de la conception socialiste du monde.

Cette censure latente, raréfiant la mention des crimes de gauche, a reçu le contreseing de la droite. Il fut octroyé avec l'empressement discipliné que, selon son habitude, elle met à intérioriser les consignes culturelles de ses adversaires. Ainsi, le 16 juillet 1999, le président de la République française, Jacques Chirac, se rend à Oradour-sur-Glane pour inaugurer un « *Centre de la mémoire* » dans ce village où, le 10 juin 1944, les SS de la division Das Reich ont massacré 642 habitants, dont 246 femmes et 207 enfants, brûlés vifs dans l'église. Noble et pieuse évocation du chef de l'Etat. Dans le discours qu'il prononce sur place, le président flétrit, par-delà l'holocauste (au sens littéral) d'Oradour, « *tous* » les massacres et génocides de l'histoire, « *et d'abord, bien sûr, dit-il, celui de la Shoah* ». Puis il évoque également la Saint-Barthélemy, « *les villages de Vendée sous la*

*Terreur* » (ce qui est courageux, vu le tabou d'origine jacobine qui a longtemps refusé la « *mémoire* » à ce génocide cependant fort mémorable). Puis furent énumérés Guernica, Sabra et Chatila (une pierre dans le jardin d'Israël), les meurtres de masse intertribaux du Rwanda en 1994 ; les milliers de Bosniaques assassinés dans et par tous les camps au nom de la « *purification ethnique* » entre 1992 et 1995, enfin les carnages plus récents du Kosovo. Dans toutes ces exterminations, comme à Oradour, « *les bourreaux n'ont pas fait de distinction entre les hommes, les femmes et les enfants* », a souligné Jacques Chirac avec force et indignation.

On le remarquera ou, plus exactement, personne ne l'a remarqué, dans cette fresque de « *tous* » les crimes, de « *tous* » les temps et de « *tous* » les lieux ne figure aucun des massacres communistes. Katyn n'a jamais eu lieu. Lénine, Staline, Mao, Pol Pot, Mengitsu, Kim Il Sung ont quitté sur la pointe des pieds, sous la houlette d'un chef d'Etat gaulliste, le théâtre de la mémoire des génocides et l'histoire des répressions exterminatrices du vingtième siècle. Du passé de gauche faisons table rase ! Bien plus : les despotismes communistes toujours actifs et inventifs, aujourd'hui même, dans l'art de peupler les cimetières progressistes et les camps de rééducation par le travail sont passés sous silence. La Chine où se pratiquent par milliers chaque jour impunément des tortures qui ne sont pas au passé, de ces tortures qui valent par ailleurs une juste inculpation à Pinochet, lequel n'est plus au pouvoir (...)

« *Mémoire* », qui veut dire en français « *faculté de se souvenir* », est employé, depuis quelques années, comme un synonyme du mot « *souvenir* ». Quant au « *souvenir de* » quelque chose, depuis qu'il s'est glissé dans les habits de la « *mémoire de* » on n'a plus le droit de l'employer qu'au sens de souvenir, pardon ! « *Mémoire* » des crimes nazis et, en particulier, de l'holocauste des Juifs. « *Mémoire* » et « *crimes nazis* » sont donc désormais deux termes interchangeables. Il en ressort que le « *devoir de mémoire* », lié au nazisme par une relation exclusive, est un devoir d'oubli pour tout le reste.

Au lendemain des propos présidentiels à Oradour, le quotidien régional Ouest France titre : « *Une mémoire contre la barbarie* ». Est-ce à dire qu'une seule mémoire, la mémoire d'un seul individu se souvient encore de cette barbarie ? Ce serait fort triste. N'hésitons pas à traduire : le souvenir sans cesse ravivé de la barbarie nazie doit enseigner aux jeunes générations le devoir d'éliminer toute barbarie dans l'avenir. En revanche, les régimes communistes, n'ayant jamais manifesté la moindre barbarie, ce qui est notoire, ne relèvent point du « *devoir de mémoire* ». Ceux qui actuellement subsistent, torturent et persécutent, ne sont l'objet d'aucun « *devoir de vigilance* ». Notre résistance au nazisme se fait d'autant plus farouche que celui-ci s'éloigne dans le passé. C'est ainsi que le ministère des Anciens combattants, de moins en moins surmené au fur et à mesure qu'il y a de

moins en moins d'anciens combattants, songe à se reconvertir en un « *ministère de la Mémoire* » et même à mettre sur pied un « *tourisme de la mémoire* »<sup>379</sup>. Gageons que ces organisateurs de voyages éthiques ne délivreront guère de billets à destination des « *lieux de mémoire* » de la Loubianka soviétique, du goulag, aujourd'hui désaffecté, ou des laboratoires de travaux pratiques toujours en pleine activité du laogaï chinois. Que notre vigilance à l'égard des crimes du Troisième Reich ne cesse de croître, c'est en soi un fruit salubre de la conscience historique. Mais qu'elle ait décuplé depuis que la vérité sur la criminalité du communisme, après sa chute, a été mieux connue, ou, du moins, plus difficile à escamoter, voilà une concomitante qui laisse perplexe quant à l'une des composantes, au moins, de nos motivations antinazies.

Le jour même où le président Chirac s'exprimait à Oradour, notre Premier ministre, Lionel Jospin, ne voulant pas être en reste dans la course à l'éthique hémiplogique, faisait, accompagné de son épouse, elle-même d'origine polonaise, du « *tourisme de mémoire* » à Auschwitz. Qui ne lui en serait reconnaissant ? On ne rappellera jamais assez « *l'unicité de la Shoah* », pour reprendre les termes d'Alain Besançon<sup>380</sup>. On regrettera toutefois que nos deux « *touristes de mémoire* » ne se soient pas mis en « *devoir* », puisqu'ils étaient en Pologne, d'en profiter pour pousser jusqu'à Katyn. Le devoir de mémoire est universel ou il n'est que pharisaïsme partisan. C'est insulter la mémoire des victimes du nazisme que de se servir d'elles pour enterrer le souvenir de celles du communisme.

Qu'on veuille bien m'excuser de résumer les faits, à l'usage des jeunes générations auxquelles l'appellation géographique « *Katyn* » ne dit rien — je l'ai souvent constaté — pour la raison que leurs professeurs, leurs journaux et leurs médias ont pris toutes les précautions nécessaires pour éviter qu'elle ne leur dise quoi que ce fût. En septembre 1939, après la défaite de la Pologne, envahie simultanément par les nazis à l'ouest et par leurs alliés communistes à l'est, une zone d'occupation de deux cent mille kilomètres carrés est (entre autres territoires) octroyée par Hitler à ses amis soviétiques pour les récompenser de leur aide précieuse. Dès la défaite polonaise, dans cette zone, les Soviétiques, sur ordre écrit de Staline, massacrèrent plusieurs milliers d'officiers polonais prisonniers de guerre : plus de quatre mille à Katyn (près de Smolensk), lieu où fut découvert ultérieurement le charnier le plus connu, mais aussi environ vingt et un mille en divers autres lieux. A ces victimes, il faut ajouter quelque quinze mille prisonniers simples soldats, probablement noyés dans la mer Blanche. Perpétrés en quelques jours selon un plan préétabli, ces tueries en masse de Polonais vaincus, exterminés pour la seule raison qu'ils étaient polonais,

---

<sup>379</sup> *Le Monde*, 18-19 juillet 1999

<sup>380</sup> *Le Malheur du siècle. Sur le nazisme, le communisme et l'unicité de Shoah*, Fayard,

constituent d'indiscutables crimes contre l'humanité, et non pas seulement des crimes de guerre, puisque la guerre était terminée en ce qui concerne la Pologne. D'après les conventions de Genève, l'exécution de prisonniers d'une armée régulière, qui ont combattu en uniforme, est un crime contre l'humanité, surtout une fois le conflit terminé. L'ordre de Moscou était de supprimer toutes les élites polonaises : étudiants, juges, propriétaires terriens, fonctionnaires, ingénieurs, professeurs, avocats, et, bien sûr, officiers.

Lorsque ces charniers polonais furent découverts, le Kremlin imputa ces crimes aux nazis. La gauche occidentale s'empessa naturellement d'obéir à la voix de son maître. Je ne dis pas que toute la gauche non communiste fut servile. La partie d'entre elle qui avait des doutes resta en tout cas fort discrète et plus plaintivement perplexe que catégoriquement accusatrice. Pendant quarante-cinq ans, affirmer hautement que l'on croyait vraisemblable la culpabilité soviétique – pour la bonne raison que les crimes avaient été commis dans la zone d'occupation soviétique et non allemande – vous classait sur l'heure parmi les obsessionnels « viscéraux » de l'anticommunisme « primaire ». Et puis voilà qu'en 1990, grâce à Gorbatchev et à sa glasnost, le Kremlin, dans un communiqué de l'agence Tass, reconnaît sans détours atténuants que « *Katyn a été un grave crime de l'époque stalinienne* ». En 1992, à la suite d'un début d'inventaire des archives de Moscou, est divulgué un rapport secret de 1959 dû à Chélépine, alors chef du KGB. Il fait état de « 21 857 Polonais de l'élite, fusillés en 1939 sur ordre de Staline ».

La question étant donc tranchée du fait des aveux soviétiques mêmes, on aurait pu espérer que les négationnistes occidentaux de gauche qui, pendant quatre décennies, avaient traités de fascistes, ou peu s'en faut, les partisans de la culpabilité soviétique, fissent alors amende honorable. C'était mal les connaître. Aussi peut-on regretter qu'en 1999 le Premier ministre de la France n'ait pas eu, en Pologne, un petit geste « touristique » pour montrer qu'enfin la gauche avait cessé d'être une unijambiste de la « mémoire », de la morale et de l'histoire.

Cette discrimination persistante provient de la non moins tenace aberration selon laquelle le fascisme serait l'antithèse du communisme et donc que les victimes du second, quoique se chiffrant par dizaines de millions, seraient qualitativement moins « victimes » que celles du premier. On a envie d'interpeller les négateurs de ces victimes en leur criant : « *De quel lieu vous taisez-vous ?* » Ce n'est pas le fascisme qui est l'ennemi du communisme. C'est la démocratie. La démocratie est leur adversaire commun. La vraie barrière entre les régimes du vingtième siècle passe entre les démocraties et les totalitarismes, si divers que soient les antagonismes apparents de colifichets idéologiques dont se parent les tueurs de la liberté.



Il n'y aura pas de « *mémoire* » équitable, donc pas de mémoire du tout, car la mémoire volontairement tronquée est par là même inexistante, aussi longtemps que gauche et droite traiteront différemment les criminels vainqueurs et les criminels vaincus.

L'une des causes, en effet, du voile jeté sur les crimes communistes est une lâcheté certaine, puisqu'il est plus facile de s'en prendre à des totalitaires morts qu'à des totalitaires vivants. Il suffit de voir avec quels égards sont traités les régimes communistes subsistants, même faibles, pour mieux comprendre la colossale servilité qui se manifesta envers la puissante Union soviétique entre sa victoire militaire de 1945 et sa disparition en 1991. Obligatoire en Occident chez ses partisans ou sympathisants, cette servilité surprend par son ampleur inattendue chez les adversaires mêmes de son idéologie. On a pu l'excuser jadis en alléguant des motifs de *realpolitik*. Mais elle survit chez eux à la fin du communisme soviétique et européen, parce qu'ils n'ont toujours pas le courage de déplaire à leur propre gauche, laquelle renâcle encore à reconnaître l'échec universel et les crimes avérés du socialisme réel. D'une part le Troisième Reich a été anéanti politiquement voilà plus d'un demi-siècle, tandis que le communisme existe encore ; d'autre part, l'idéologie nazie a cessé depuis cinquante ans de représenter une force culturelle, sauf chez quelques marginaux sans influence, dont l'importance est d'ailleurs soigneusement grossie dans le dessein d'entretenir le mythe d'un « *danger fasciste* » éternellement renaissant. Au contraire, l'idéologie marxiste-léniniste, tout autant discréditée par la praxis ou qui devrait l'être, continue d'imprégner nos schémas interprétatifs et nos comportements culturels. Les procédés stalino-léninistes restent d'usage courant. La calomnie, le mensonge, la désinformation, la déformation, l'amalgame, l'injure excommunicatrice, le rejet dans le camp fasciste, vichyste, voire antisémite de tout contradictoire, l'affront immérité autant qu'insidieux restent admis dans nos mœurs politiques, et même artistiques ou littéraires. Le plus vénial anathème consiste à traiter de nazi quiconque désapprouve votre secte, sur quelque terrain qu'elle se situe, le débat fût-il même étranger à la politique. Il est au demeurant révélateur que la loi française punissant depuis 1990 la contestation des seuls crimes nazis, et donc autorisant, par son silence même à leur sujet, la contestation des crimes communistes... soit due à un communiste. Je veux bien qu'on m'exhorte à exécrer chaque jour davantage les anciens admirateurs d'Himmler, à condition que cette homélie comminatoire ne me soit point administrée par d'anciens admirateurs de Beria.

Que la gauche s'abstienne de me traiter de « *fasciste* » parce que j'établis ce parallèle entre le SS et le tchékiste. Le rapprochement n'est pas de moi : il est de Staline. C'est lui qui appelait Beria « *notre Himmler* », et c'est en ces termes qu'il

le présenta au président américain, Franklin Roosevelt, interloqué par tant de cynisme<sup>381</sup>.

La procédure d'enterrement périodique des souvenirs sur le communisme de la part de ses anciens complices s'accompagne, à l'égard des régimes communistes survivants, d'une complaisance identique à celle dont bénéficiait jadis l'Union soviétique. Non seulement à gauche, ce qui n'a rien de surprenant, mais aussi à droite. C'est une vieille tradition : après tout, c'est un homme politique que nous qualifierions aujourd'hui de centriste, le radical-socialiste Edouard Herriot, qui, s'étant promené ou ayant été promené en Ukraine au début des années trente, déclara n'y avoir vu que des gens prospères, heureux et bien nourris. Durant les années 1933 et 1934, où ce pompeux imbécile confiait ses béates impressions de voyage à la presse française, quinze millions de paysans ukrainiens, chassés de leurs terres, furent déportés en Sibérie ; on en exécuta un million sur place ; six millions moururent des suites d'une famine sciemment provoquée. Malgré ces fâcheux antécédents, la même cécité affecte, trente ans plus tard, les spécialistes du voyage en Chine, qui ne discernent rien des carnages de la pseudo-révolution dite culturelle. Ce fut en réalité une épuration sadique et sanglante déclenchée par Mao. Les Gardes rouges lynchèrent et assassinèrent des millions de leurs compatriotes. Démence bestiale que Chou Enlai en personne définira plus tard comme ayant été la plus grande catastrophe de toute l'histoire de la Chine.

Déjà, le « *Grand Bond en avant* » (1959-1961) avait été, selon Jean-Louis Margolin, son plus récent historien, « *la plus grande famine de l'histoire* »<sup>382</sup>, famine délibérément suscitée par Mao Tsé-Toung, en vertu de ce mélange unique d'idiologie économique, d'incompétence agronomique (il avait transplanté en Chine les théories de Lyssenko !) et de mépris du peuple qui caractérise le communisme. « *Famine d'essence politique* », dit encore Margolin. Elle fit grimper la mortalité de quinze pour mille en temps normal à soixante-huit pour mille. En 1994, des documents d'origine chinoise, à usage interne du Parti, ont filtré en Occident, prouvant que le total des morts dues au Grand Bond en avant et à la Révolution culturelle devait être révisé à la hausse de plusieurs centaines de millions<sup>383</sup>. Au moment où les perroquets occidentaux allaient répétant que « *Mao avait peut-être supprimé les libertés mais qu'au moins grâce à lui les Chinois mangeaient à leur faim* », les pertes dues à la surmortalité pour cause de disette entre 1959 et 1961 sont proches de quarante millions de victimes ! Les autorités chinoises, dès 1998, en avouèrent vingt millions. Or, non seulement les visiteurs

---

<sup>381</sup> L'anecdote est rapportée par le fils de Beria dans ses souvenirs sur son père. Segio Beria, *Beria mon père*. Préface, traduction et notes de Françoise Thom, Critérion, 1999

<sup>382</sup> *Le livre noir du communisme*, p.530. Voir surtout J. Becker, *Hungry Ghosts*, Londres, John Murray, 1996. Trad. fr., *La Grande famine de Mao*, ed. Dagorno.

<sup>383</sup> "Revelations on Mao's famine: the great leap into death", *International Herald Tribune*, 18 juillet 1994.

et la presse d'Occident firent en général le silence, pendant des années, sur cet assassinat collectif, mais encore, en 1997, le travail historique de Margolin suscita l'indignation de la gauche européenne !

Pendant les deux dernières décennies du siècle, hommes d'Etat et hommes d'affaires occidentaux ont rivalisé d'obséquiosité en rendant visite aux dirigeants communistes chinois ou vietnamiens. Le triste état des droits, ou plutôt des non-droits de l'homme dans la Chine de cette fin de siècle est cependant bien documenté, de même que la ferme résolution qu'a le parti unique de maintenir son hégémonie dans le domaine politique, sinon économique. Dix ans après que la Chine a ratifié un traité international bannissant la torture, elle continue de la pratiquer dans toutes les prisons, notamment au Tibet. En 1998 et 1999, les incarcérations de dissidents et la répression idéologique redoublent d'intensité, décevant les espoirs de certains observateurs qui pronostiquaient que la relative libéralisation économique entraînerait progressivement une libéralisation politique et culturelle. En décembre 1998, de nouvelles règles (on n'ose les appeler lois) viennent comprimer encore davantage, s'il se peut, toute liberté d'expression dans les journaux, les livres, le cinéma, la télévision, les vidéocassettes, l'utilisation d'Internet et des logiciels d'ordinateurs. Toute infraction à cette censure renforcée sera considérée comme une « *tentative de subversion contre l'Etat* » et sera punie de la prison à vie<sup>384</sup>. J'ai déjà mentionné le système concentrationnaire chinois, le laogai, qui compte plusieurs milliers de camps disséminés sur tout le territoire. On en trouvera le dénombrement exact dans le Laogai Handbook, publié en Californie et périodiquement remis à jour par la Laogai Research Foundation<sup>385</sup>. La peine de mort appliquée sommairement même pour de petits délits ou des insubordinations mineures aboutit en Chine à plusieurs milliers d'exécutions capitales chaque année. La question de savoir si le communisme est ou non intrinsèquement criminogène, dans le cas chinois comme dans le cas russe, ne peut donc faire l'objet d'une réponse négative ou ambiguë que par l'effet d'une obnubilation idéologique sans rapport avec les faits. Le mystère n'est pas la criminalité communiste, c'est qu'en 2000 il faille encore en discuter.

La direction du PC chinois n'a nulle intention d'adoucir sa mainmise totalitaire sur le pays. Tout au contraire. En décembre 1998, Jiang Zemin, chef à la fois du Parti et de l'Etat, exclut « *à jamais* », dit-il avec force, la démocratie à l'occidentale et annonce que restera inchangée « *pendant les cent ans à venir la ligne fondamentale du Parti communiste* ». Voilà ce qu'on appelle un « *homme de conviction* », qualité que les politiciens occidentaux prisent par-dessus tout. Vingt ans auparavant Den Xiaoping s'était écrié : « *Il faut étouffer dans l'œuf les activités subversives et*

---

<sup>384</sup> Dépêche Reuter émise de Pekin, 23 décembre 1998. Voir également *International Herald Tribune*, 25 décembre 1998.

<sup>385</sup> PO Box 631375, CA 95036 Etats-Unis.

séparatistes ». Ce dernier adjectif est une allusion évidente au Tibet<sup>386</sup>. Aux yeux de nos démocrates occidentaux, on le sait, droite et gauche confondues, les exécutions sommaires, les arrestations arbitraires, les massacres, la torture, les camps, les déportations de populations, les annexions et persécutions de peuples sans défense, les procès truqués constituent des actes humanitaires lorsque ce sont des communistes qui les commettent. Ils ne deviennent des crimes que s'ils sont dus à Hitler ou à Pinochet, lequel, d'ailleurs, comparé à l'efficacité industrielle de Staline et de Mao, n'était qu'un modeste artisan. Cela n'est pas nouveau. Mais notre bienveillant pardon accordé à la Chine est d'autant plus imprudent que cette puissance demeure une menace stratégique. Son arsenal atomique se renforce constamment, grâce, en particulier, à l'espionnage et au pillage, qui lui a permis de voler dans des laboratoires nucléaires américains les informations grâce auxquelles elle a confectionné une bombe atomique du modèle le plus perfectionné<sup>387</sup>. En outre, l'agressivité de Pékin à l'égard de Taiwan met en danger de façon permanente la paix en Extrême-Orient.

Les démocraties capitalistes avalent toutes ces couleuvres sous des prétextes économiques. La Chine a potentiellement le premier marché du monde et nul n'a le droit de le négliger, dit-on. Mais c'est un client qui, comme feu l'URSS, et comme l'actuelle Russie, nous achète nos produits surtout avec l'argent que nous lui prêtons et qu'il ne nous rend pas ou très peu. Les dettes chinoises ou ne sont pas remboursées (encore quatre milliards de dollars de banqueroute en janvier 1999) ou sont « rééchelonnées », ce jargon pudique indiquant que le remboursement est renvoyé aux calendes grecques. Les Etats-Unis à eux seuls déversent par an soixante milliards de dollars de prêts risqués ou irrécupérables sur le régime chinois.

De plus, l'Occident crédule se laisse prendre au piège de statistiques chinoises outrageusement falsifiées et qui exagèrent l'ampleur du décollage de la Chine, donc de sa capacité d'acheter. L'économiste et démographe Jean-Claude Chesnais, directeur de recherches à l'INED, a décortiqué les raisons pour lesquelles les statistiques chinoises qui embellissent la situation du pays sont peu fiables<sup>388</sup>. Contrairement à l'Inde, la Chine n'a aucune tradition statistique moderne. Son bureau central statistique n'a été créé qu'en 1952 et fermé douze ans plus tard, lors de la Révolution culturelle. (...) Si l'essor économique chinois depuis le début des années quatre-vingt est indéniable, son importance est majorée par les inventions statistiques dans le souci essentiel de répandre la fable que la Chine aurait atteint un niveau de vie par habitant supérieur à celui de l'Inde. C'est l'inverse qui est vrai. (...)

---

<sup>386</sup> Compte rendu complet de ce discours dans *Le Figaro* et *l'International Herald Tribune* des 19-20 décembre 1998.

<sup>387</sup> Révélation du *Washington Post*, 1er janvier 1999.

<sup>388</sup> « Les comptes fantastiques de la Chine », *Annales des Mines*, mars 1998.

Nous n'avons rien appris. Le cocktail élaboré par les démocraties pour régaler l'URSS pendant soixante-quinze ans est resservi aujourd'hui à la Chine : un tiers d'indulgence pour les violations des droits de l'homme, un tiers d'indolence devant les menaces stratégiques, un tiers de complaisance économique, arrosant de crédits les terres stériles du collectivisme avec une prodigalité frisant la jobardise.

Le refus de l'histoire, l'amputation de la mémoire inspirent le même « surprise », la même colère à gauche, chaque fois qu'ils sont contrariés parce que paraît un nouvel ouvrage établissant la liste des crimes du communisme contre l'homme et ses inepties économiques. Cette ignorance volontaire et cette fuite devant tout ce qui vient la bousculer se doublent logiquement à droite comme à gauche, d'une incapacité à profiter des leçons du passé pour améliorer la politique du présent. Comme l'écrivent Vladimir Boukovsky et le dissident chinois Wei Jinsheng<sup>389</sup>, « l'histoire a prouvé abondamment que les stratégies de la détente étaient fausses. Et pourtant, de nouveau, comme il y a vingt-cinq ans, on nous assure, dans le cas de la Chine cette fois, que le commerce avec l'Occident et quelques sourires en plus, suffiront à transformer une société totalitaire en démocratie ».

Un malentendu fausse quasiment toutes les discussions sur les mérites respectifs du socialisme et du libéralisme : les socialistes se figurent que le libéralisme est une idéologie. [...] Les libéraux se sont laissé inculquer cette vision grossièrement erronée d'eux-mêmes. Les socialistes, élevés dans l'idéologie, ne peuvent concevoir qu'il existe d'autres formes d'activité intellectuelle. Ils débloquent partout cette systématisation abstraite et moralisatrice qui les habite et les soutient. Ils croient que toutes les doctrines qui les critiquent copient la leur en se bornant à l'inverser et qu'elles promettent, comme la leur, la perfection absolue, mais simplement par des voies différentes.

Si, par exemple, un libéral dit à un socialiste : « A l'usage, le marché semble être un moins mauvais moyen d'allocation des ressources que la répartition autoritaire et planifiée », le socialiste répond aussitôt : « Le marché se résout pas tous les problèmes ». Certes ! Qui a jamais soutenu pareille ânerie ? Mais, comme le socialisme, lui, a été conçu dans l'illusion de résoudre tous les problèmes, ses partisans prêtent à leurs contradicteurs la même prétention. Or tout le monde n'est pas mégalomane, heureusement. Le libéralisme n'a jamais eu l'ambition de bâtir une société parfaite. Il se contente de comparer les diverses sociétés qui existent ou ont existé et de retenir les leçons à tirer de l'étude de celles qui fonctionnent ou ont fonctionné le moins mal. Pourtant, de nombreux libéraux, hypnotisés par l'impérialisme moral des socialistes, acceptent la discussion sur le

---

<sup>389</sup> « Les crimes impunis de la Chine », *Libération*, 24-25 avril 1999.

même terrain qu'eux. « *Je crois à la loi du marché, mais elle ne suffit pas* » déclare l'économiste américain Jeremy Rifkin. « *Le marché libre ne peut tout résoudre* », renchérit le spéculateur George Soros. Ces piètres truismes émanent d'un système de pensée figé, selon lequel le libéralisme serait une théorie opposée au socialisme par ses thèses mais identique par ses mécanismes.

Or, il n'est ni l'un ni l'autre. Le libéralisme n'a jamais été une idéologie, j'entends n'est pas une théorie se fondant sur des concepts antérieurs à toute expérience, ni un dogme invariable et indépendant du cours des choses ou des résultats de l'action. Ce n'est qu'un ensemble d'observations, portant sur des faits qui se sont déjà produits. Les idées générales qui en découlent constituent non pas une doctrine globale et définitive, aspirant à devenir le moule de la totalité du réel, mais une série d'hypothèses interprétatives concernant des événements qui se sont effectivement déroulés. Adam Smith, en entreprenant d'écrire *La Richesse des nations*, constate que certains pays sont plus riches que d'autres. Il s'efforce de repérer, dans leur économie, les traits et les méthodes qui peuvent expliquer cet enrichissement supérieur, pour tenter d'en extraire des indications recommandables. Il procède ainsi comme Kant qui, dans la *Critique de la raison pure*, dit à ses confrères philosophes : depuis plus de deux mille ans, nous tentons d'élaborer des théories du réel valables pour l'éternité. Elles sont régulièrement rejetées dès la génération suivante faute de démonstration irréfutable. Or, depuis un siècle et demi, nous avons sous les yeux une discipline récente, qui est enfin parvenue avec certitude à établir quelques lois de la nature : c'est la physique. Au lieu de nous obstiner dans notre stérile dogmatisme métaphysique, observons donc plutôt comment s'y sont pris les physiciens pour réussir et inspirons-nous de leurs méthodes pour tâcher d'égaliser leurs succès.

Il faut donc refuser l'affrontement entre socialisme et libéralisme comme étant l'affrontement de deux idéologies. Qu'est-ce qu'une idéologie ? C'est une construction a priori, élaborée en amont et au mépris des faits et des droits, c'est le contraire à la fois de la science et de la philosophie, de la religion et de la morale. L'idéologie n'est ni la science, pour laquelle elle a voulu se faire passer ; ni la morale, dont elle a cru détenir les clefs et pouvoir s'arroger le monopole, tout en s'acharnant à en détruire la source et la condition : le libre arbitre individuel ; ni la religion, à laquelle on l'a souvent et à tort comparée. La religion tire sa signification de la foi en la transcendance, et l'idéologie prétend rendre parfait ce monde-ci. La science accepte, je dirai même provoque, les décisions de l'expérience, et l'idéologie les a toujours refusées. La morale repose sur le respect de la personne humaine, et l'idéologie n'a jamais régné que pour la briser. Cette funeste invention de la face noire de notre esprit, qui a tant coûté à l'humanité, engendre en outre, chez ses adeptes, ce curieux travers qui consiste à prêter à autrui leur propre forme d'organisation mentale. L'idéologie ne peut pas

concevoir qu'on lui oppose une objection si ce n'est au nom d'une autre idéologie.

Or toute idéologie est un égarement. Il ne peut pas y avoir d'idéologie juste. Toute idéologie est intrinsèquement fausse, de par ses causes, ses motivations et ses fins, qui sont de réaliser une adaptation fictive du sujet humain à lui-même – à ce « *lui-même* », du moins, qui a décidé de ne plus accepter la réalité, ni comme source d'information ni comme juge du bien-fondé de l'action.

C'est donc un non-sens, quand une idéologie est morte, de se dire qu'il faut de toute urgence la remplacer par une autre. Remplacer une aberration par une aberration, c'est de nouveau céder au mirage. Peu importe alors quel mirage se substitue au précédent, car ce n'est pas le contenu d'une illusion qui compte, c'est l'illusion même.

Le libéralisme n'est pas le socialisme à l'envers, n'est pas un totalitarisme idéologique régi par des lois intellectuelles identiques à celles qu'il critique. Cette méprise rend absurde le dialogue entre socialistes et libéraux. [...] je n'ai jamais lutté contre le communisme au nom du libéralisme, ou seulement au nom du libéralisme. J'ai lutté contre le communisme avant tout au nom de la dignité humaine et du droit à la vie. Que la faillite permanente et ridicule des économies administrées ne fût pas sans apporter quelques arguments aux économistes libéraux – encore que bien des socialistes le nient encore aujourd'hui farouchement – c'était incontestable, mais ce n'était pas l'essentiel. Quand on se trouve devant une prison doublée d'un asile de fous et d'une association de meurtriers, on ne se demande pas s'il faut les détruire au nom du libéralisme, de la social-démocratie, de la « *troisième voie* », du « *socialisme de marché* », ou de l'anarcho-capitalisme. De telles arguties sont même indécentes, et le débat sur le libéralisme ou social-étatisme ne peut renaître légitimement que dans une société rendue à la liberté. J'ai combattu le communisme mû par la même « *obsession* » qui m'avait jadis fait combattre le nazisme : l'« *idée fixe* », « *viscérale* » du respect de la personne humaine. Pas pour savoir qui a raison de Margaret Thatcher ou de Jacques Delors, d'Alain Madelin ou de Lionel Jospin, de Reagan ou de Palme. Cette deuxième question suppose le rétablissement d'une civilisation de la liberté.

Les socialistes contemporains, totalitaires light, au moins dans leurs structures mentales et verbales, s'égarent donc lorsqu'ils imaginent que les libéraux projettent, comme eux-mêmes, d'élaborer une société parfaite et définitive, la meilleure possible, mais de signe opposé à la leur. Là gît le contresens du débat postcommuniste. Ce n'est pas la peine d'applaudir Edgar Morin lorsqu'il recommande la « *pensée complexe* » contre la « *pensée simpliste* » si c'est pour ensuite renforcer le simplisme hors de toute mesure.

Articulons, dans un parallèle pédagogique, le constat suivant : « *la liberté culturelle est plus propice à la création littéraire, plastique et musicale que le dirigisme étatique* ». Cet énoncé empirique, étayé par une vaste expérience passée et présente, ne signifie pas et ne comporte pas l'engagement que toutes les productions nées dans les conditions de la liberté (ou, au sein de régimes totalitaires, dans les conditions de la dissidence) ont été, sont ou seront toujours des chefs-d'œuvre. Or, c'est ce que comprend le socialiste ! Il citera aussitôt des milliers de livres, de tableaux, de pièces et de films médiocres ou nuls, éclos dans le contexte de la liberté. Il s'écriera : « *Vous voyez bien que le libéralisme ne marche pas !* » En d'autres termes, il prête au libéralisme son propre totalitarisme. Se croyant, lui, propriétaire d'un système qui résout tous les problèmes, y compris celui de la beauté, il croit suffisant de supprimer le marché pour supprimer la laideur. Le totalitarisme culturel n'a, pour sa part, jamais produit autre chose que de la laideur. Ce fait ne le gêne aucunement. L'étatisme n'a-t-il pas, du même coup, tué dans l'œuf les déchets de l'art capitaliste ? Qu'il ait, en se mêlant de le diriger, anéanti l'art même n'était-il pas le prix à payer pour cet assainissement ?

Bien entendu, et qu'on veuille bien me faire la grâce de penser que je ne l'ignore pas, il y a eu de tout temps des artistes que le marché à lui seul ne pouvait faire vivre et qui ont été pensionnés par des princes, subventionnés par des républiques ou aidés par des mécènes privés. Mais il y en a eu aussi d'immenses que leur succès auprès du public suffisait à nourrir, voire à enrichir. Cependant ne perdons pas de vue non plus que ni le marché ni la subvention ne garantissent le talent, ni, au demeurant, son absence. Le marché peut faire pleuvoir la fortune sur Carolus Durand comme sur Picasso. La subvention étatique peut aussi bien procurer la sécurité nécessaire à un vrai génie que l'argent facile à un faux créateur, dont les principaux mérites sont l'amitié du ministre, le copinage politique et le culot dans les relations publiques. Décréter que le marché est en soi réactionnaire et la subvention en soi progressiste relève donc de la pensée non seulement simpliste, mais intéressée, celle des virtuoses du parasitisme de l'argent public.

Lors de la visite du pape Jean Paul II en Pologne, au mois de juin 1999, j'ai entendu un journaliste radio de France-Info « *informer* » ses auditeurs en disant, en substance : le pape sait que le retour des Polonais au capitalisme leur a apporté une certaine prospérité, mais au détriment de la justice sociale. Ce qui sous-entend donc que le communisme leur avait apporté la justice sociale. De nombreuses études ont montré quelle hypocrisie se cachait derrière ce mythe. Le capitalisme n'apporte certes pas l'égalité, mais le communisme encore moins, et, lui, sur fond de pauvreté généralisée. Mais voilà, une fois de plus, on le juge sur ce qu'il était censé apporter et le capitalisme sur ce qu'il apporte effectivement. Même pas, à vrai dire. Car, si on le faisait, on constaterait [...] qu'en 1989,



dernière année du communisme, un chômeur indemnisé à l'Ouest touchait entre cinq et dix fois plus, en pouvoir d'achat réel, qu'un ouvrier pourvu d'un prétendu « *emploi* » à l'Est. Autrement dit, ce sont les sociétés du capitalisme démocratique qui ont mis en place les systèmes de protection sociale les plus correcteurs des inégalités et des accidents de la vie économique. Mais ce constat est rejeté lorsque l'on persiste à comparer la perfection de ce qui n'existe pas – l'utopie communiste – avec les imperfections de ce qui existe – le capitalisme démocratique.

Cette partie de boxe entre socialisme et libéralisme est d'autant plus truquée qu'y domine la confusion entre libéralisme politique et économique, économie de marché et capitalisme, laissez-faire et « *jungle* » sans loi. Il est désolant, par exemple, qu'un prix Nobel d'Economie, Maurice Allais, commette lui aussi la faute d'orthographe laissez-faire, à l'infinitif, en tonnait contre les « *perversions laisser-fairistes* ». Chacun sait ou devrait savoir que les célèbres « *laissez faire, laissez passer* » de Turgot et des physiocrates sont synonymes de liberté d'entreprendre et de liberté du commerce. Ce sont des impératifs à connotation d'activité, sans rapport avec l'incurie apathique des infinitifs substantivés, liés par un trait d'union, le « *laissez-faire* », bientôt dégradé en « *laissez-aller* ». C'est, dit-on, un marchand, François Legendre (ou Le Gendre), qui, le premier, à Colbert qui lui demandait comment le gouvernement du roi pouvait aider le commerce, répondit : « *Laissez-nous faire* ». Il peut très bien y avoir, en effet, un capitalisme sans marché. Le privé sans le marché, le privé protégé de la concurrence par un pouvoir politique complice et rétribué, c'est même le rêve de beaucoup de capitalistes. Ce fut le système pratiqué pendant des décennies en Amérique latine, admirablement organisé pour servir les intérêts d'une oligarchie. C'est pourquoi, lorsque le « *sous-commandant Marcos* », dans le Chiapas, bombe le torse en se nommant « *chef de la lutte mondiale contre le néolibéralisme* », il sert en réalité le capitalisme privé sans marché, le capitalisme associé au monopole politique du parti révolutionnaire institutionnel qui, pendant quarante ans, au nom du socialisme, a entretenu la pauvreté du peuple mexicain au profit d'une oligarchie.

Le capitalisme antilibéral resta longtemps aussi la spécialité du Japon et, nul ne l'ignore, de la France. En France, les ennemis du libéralisme se côtoient dans un pot-pourri où se retrouvent communistes, trotskistes, extrémistes de droite du Front national, avec une proportion de certains socialistes et une autre de certains gaullistes, beaucoup de néo-keynésiens, de protectionnistes et subventionnistes culturels, de privilégiés du secteur public, tous unis pour des motifs hétéroclites dans une arlequinade idéologique disparate et, surtout, intéressée.

Pendant plus d'un demi-siècle, le capitalisme français a été et il demeure de nos jours pour une large part un capitalisme fermé, un double mimétique du pouvoir politique. Toutes les opérations de fusion entre sociétés privées, ou soi-disant telles, tous les contrats intéressant les entreprises publiques et privées ne se décidaient en France qu'après consultation et approbation du gouvernement et, en bien des cas, du président de la République en personne. Cette tradition du capitalisme fermé était commune à la droite et à la gauche. Les deux la justifiaient par la nécessité de défendre l'indépendance nationale et la solidarité sociale. Droite et gauche promulguèrent des lois sociales et augmentèrent la charge fiscale. Une des dernières augmentations massives des impôts est due au gouvernement Juppé. Comme le dit Nicolas Baverez, elle porta en 1995 à notre économie un coup aussi dur que l'avait été le premier choc pétrolier, en 1973.

[...] Pas plus que la gauche la droite n'a le moins du monde succombé en France à « l'illusion libérale », si tant est qu'il y ait illusion. S'il y en a une, en revanche, l'Union européenne y cède, elle, sans retour. Car c'est l'Europe seule, en définitive, qui nous entraîne vers le libéralisme et qui a forcé la France à sortir avec lenteur mais inexorablement de notre vieille ornière « social-étatiste », selon l'expression de Guy Sorman. Ce qui est rejeté, en ce moment, dans les actes sinon dans tous les esprits, c'est bien plutôt l'illusion étatiste commune à presque tous les partis politiques en France.

Cela est fort bien analysé par Jacques Lesourne. Ancien directeur du journal *Le Monde* et président de l'association *Futuribles*, fondée par Bertrand de Jouvenel (l'illustre auteur de *Vers l'économie dirigée*), Lesourne est un économiste et un sociologue qui peut difficilement se définir comme un ultralibéral assoiffé de sang.

Avec un brin de provocation, et je dirai, pour ma part, de simplification, il soutient que, de la Libération aux années 1975-1980 environ, la France a été, sur le plan économique, ce qu'il appelle une Union soviétique qui a réussi. Cette réussite s'est faite, dit-il, autour de l'Etat, sous forme d'un compromis entre marxistes et chrétiens-sociaux. Elle s'est caractérisée par un vaste secteur public, le contrôle des prix, des salaires, des changes et de la circulation des capitaux, par l'encadrement du crédit et la réglementation du marché du travail. Ce modèle a coïncidé avec ces années qu'on appelle parfois les « Trente glorieuses ». Malgré les gigantesques erreurs commises, il a tenu, grâce à l'efficacité de l'administration française et à une marge d'initiative appréciable laissée aux entreprises privées. Aujourd'hui, dit Lesourne, ce modèle est hors d'usage, brisé, périmé. Pourquoi ? Parce qu'il est incapable de s'adapter aux deux grandes nouveautés de l'avenir : la mondialisation et la société d'information. L'événement historique auquel nous assistons en ce moment, c'est l'agonie du soviétisme à la française.

Lorsque le Secrétaire national du Parti communiste français, M. Robert Hue, souhaite que le gouvernement de la gauche dite « *plurielle* », où figurent des ministres communistes, se dégage de « *l'emprise libérale* », il anticipe audacieusement. S'il y a emprise, elle est encore étatique. Mais M. Hue exprime aussi des craintes fondées, de son point de vue, car l'érosion du soviétisme à la française, malgré les solides bastions de privilèges où il trouve encore refuge, a entamé un cours désormais irréversible.

L'économie de marché, fondée sur la liberté d'entreprendre et le capitalisme démocratique, un capitalisme privé, dissocié du pouvoir politique mais associé à l'Etat de droit, cette économie-là seule peut se réclamer du libéralisme. Et c'est celle qui est en train de se mettre en place dans le monde, souvent à l'insu même des hommes qui la consolident et l'élargissent chaque jour. Ce n'est pas que ce soit la meilleure ni la pire. C'est qu'il n'y en a pas d'autre – sinon dans l'imagination. C'est ce que voulait dire Francis Fukuyama dans sa *Fin de l'Histoire* en 1989. Il décrivait le « *point final de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratisation libérale occidentale comme forme finale du gouvernement humain* ». C'est parce que son livre exprimait une vérité à la fois évidente et scandaleuse qu'il fut dans l'instant un succès mondial et par la suite un objet d'opprobre, dès que les fidèles de l'idéologie défunte se furent ressaisis. Car nul besoin qu'existe encore le choix possible d'un monde totalitaire en état de fonctionnement pour que ceux qui haïssent la liberté la combattent et cherchent à l'éliminer. Même une fois le monde totalitaire englouti, même lorsque ses partisans n'entreignent plus que le vide, ils continuent de vouloir détruire la liberté comme si son contraire constituait toujours une perspective plausible et un programme réalisable.

[...]

Alain Touraine, dans un livre lucide, paru au début de 1999, a bien cerné le contresens ou l'hallucination par lesquels on fustige comme étant du libéralisme ce qui en est le contraire. Dénonçant en particulier les contradictions de la gauche française, il avoue ne " voir vraiment pas comment la défense des statuts protégés ou de l'Etat en tant qu'acteur économique peut améliorer la situation des chômeurs ou aider à la création de nouveaux emplois ". La défense des statuts protégés, et, disons-le clairement, le renforcement des privilèges sont devenus les principales causes de ce que la gauche ose encore appeler des mouvements sociaux, alors qu'ils sont antisociaux. Touraine discerne avec perspicacité la duplicité de leurs acteurs et la naïveté de leurs victimes. « *Ceux, déplore-t-il, qui voient dans l'appui massif de l'opinion publique à la grève [des services publics] de décembre 1995 le signe du renouveau des luttes de classes ou même de la combativité syndicale, prennent leurs désirs pour des réalités* ». L'auteur suit ici le sage

conseil de Karl Marx (rarement ou jamais suivi par les marxistes), à savoir de ne pas confondre la réalité avec l'idée que s'en font ou que veulent en donner les acteurs sociaux. Touraine raille donc les obnubilés qui qualifient d'ultra-libéral le modèle économique français. « *N'est-il pas ridicule, écrit-il, d'entendre parler de libéralisme extrême dans un pays où l'Etat gère la moitié des ressources du pays, soit directement, soit à travers les systèmes de protection sociale, soit encore en intervenant dans la vie économique ?* ».

Malheureusement une regrettable erreur typographique des services de fabrication de l'éditeur, cependant un des meilleurs de la place, a conduit à faire figurer sur la couverture de ce livre un titre manifestement destiné à un autre : Comment sortir du libéralisme ? Il ressort en effet de façon éclatante du contexte que les trois quart au moins des pays de la planète, et notamment la France, ne sont même pas entrés dans le libéralisme. Comment pourraient-ils en sortir ? Nous sommes, dit notre auteur, dans « *l'étatisme le plus extrême* » (p.111), « *en particulier en 1995, quand la défense du secteur public fut élevée à la hauteur d'un devoir démocratique pour résister aux attaques d'une société civile (et surtout d'une économie) gouvernée, affirmait-on, par la seule recherche de l'intérêt particulier. Quelle image grotesque !* » On croirait lire du Frédéric Bastiat. Comme celui-ci, et dans la grande tradition libérale française, Touraine nous amène à penser que l'Etat est la source même des injustices et des privilèges plutôt que l'instrument permettant de les combattre. De tels passages achèvent de rendre odieux l'inexplicable mastic du titre. Ce mauvais tour joué à un si éminent sociologue français me révolte. L'a-t-on abusé ? Drogué ? Peut-être même torturé ? A-t-il cédé à des menaces ? A-t-il eu peur ? De quoi et de qui ? Ayant toujours entretenu avec Alain Touraine des relations fort cordiales, je me propose de fonder une association pour la défense de ses droits individuels et de sa liberté d'expression. Les « *résistants* » antilibéraux sont en effet capables du pire pour écarter le danger de la pensée unique. Un Nicaraguayen n'est-il pas allé jusqu'à « *étrangler sa femme parce qu'elle avait des sympathies pour les libéraux* » ?

Jean-François Revel  
In Contrepoints

## GAULLISME ET LIBERALISME

Que Philippe Séguin ou Jean-Louis Debré s'agenouillent devant la statue du commandeur à la Croix de Lorraine, la chose se comprend. Mais que Charles Millon, Régis Debray, André Glucksmann et toute une horde de suiveurs sacrifient au culte de saint De Gaulle, alors même que les raisons d'être et les ingrédients traditionnels du gaullisme s'édulcorent, on croit rêver. Et si l'on pensait par nous-mêmes, ne serait-ce pas mieux ?

Certains, parfois, sont lucides. Avec cent ans d'avance, Marx grommelle : « *Je ne suis pas marxiste.* » Napoléon III s'exclame : « *Seul Persigny est bonapartiste, mais il est fou.* » Pas de chance, il a fallu que de Gaulle prophétise : « *Tout le monde est, a été ou sera gaulliste* », pour que chacun se sente obligé de lui donner raison. Il aurait pu dire : « *Le gaullisme, c'est plus fort que vous* » ou « *Après moi le déluge* », ce qui aurait clos le chapitre. Mais non, il voulait que tout le monde y passe. Et tout le monde y passe. « *Que nous soyons gaullistes – en fait tous les Français aujourd'hui devraient le redevenir peu ou prou...* », écrit Philippe Séguin dans Le Monde. Si ce n'était que prou !

Le gaullisme se porte à merveille. Après la mort du grand homme, cerné par la tribu orpheline qui se demandait gravement « *Qu'aurait fait de Gaulle ?* », Alain Peyrefitte avait répliqué. « *On ne regarde pas l'heure à une montre arrêtée.* » Vingt ans plus tard il préfère publier C'était de Gaulle, sans doute pour remettre les pendules à l'heure. Succès foudroyant : 300 000 exemplaires vendus. André Glucksmann, lui, s'angoisse : *De Gaulle où es-tu ?* Pourquoi en écrire un livre ? Il lui aurait suffi de regarder autour de lui pour se rassurer : de Gaulle est partout.

### Au début était le verbe : « Dieu est Dieu, nom de Dieu ! »

Le gaullisme, c'est d'abord une affaire de librairie. Une affaire lacrymale, aussi. Et puis une affaire tout court. L'alchimie est simple : il faut déplorer la médiocrité des temps présents, rappeler la grandeur des temps passés – sous de Gaulle – et publier un livre. Le thème ? Toujours le même : il n'y a plus de grands hommes, plus de volonté politique, plus aucun sens de l'intérêt général, l'État perd de sa superbe, et la France s'enfonce dans la déchéance. La recette marche à tous les coups.

En 1971, André Malraux cala cette moulinette rhétorique avec *Les chênes qu'on abat*, panégyrique post-mortem tiré du dernier entretien entre les deux surhommes. D'après Geoffroy de Courcel, l'aide de camp du Général, le livre découle d'une promenade de digestion qui dura en tout et pour tout une petite quarantaine de minutes. Aux esprits mesquins qui s'étonnaient de l'évocation des étoiles, alors que l'entrevue prit fin vers les quinze heures, Jean Lacouture répliquera avec superbe : « *Il y a des gens qui voient des étoiles à midi : ce sont ceux-là qui, un dix-huit juin quarante, croient en quelque chose.* » Le gaullisme a ceci de fatigant qu'il ne souffre ni l'ironie ni la simple critique. Quand la raison défaille, le grand esprit vient à la rescousse. A la dernière minute, on entend toujours un Maurice Clavel tonner : « *Dieu est Dieu, nom de Dieu !* » Maurice Clavel se définissait d'ailleurs comme un « *gaulliste transcendantal* ». D'autres disaient « *illuminé* ». Notre époque fourmille de « *gaullistes transcendants* », ou plutôt de repentis « *illuminés* » par le Général comme par un miracle de la Sainte Vierge.

### Anciens et nouveaux à la messe du culte gaulliste

« *Tout le monde a été, est ou sera gaulliste.* » Nous y sommes. Jadis, le gaullisme avait des opposants féroces. Jean-François Revel pouvait écrire sans frémir : « *De Gaulle ne brille ni par une capacité particulière de comprendre les grands problèmes de son temps, ni par une analyse particulièrement subtile des sociétés au sein desquelles s'est déroulée sa vie, ni par une culture politique originale, ni par une perception plus aiguë et plus appropriée des forces qui mènent les grands affrontements planétaires.* » C'était en 1959. La loi sur le blasphème n'avait pas encore été rétablie. Elle le sera sous la forme d'un procès « *pour offenses au chef de l'Etat* », intenté à Jacques Laurent pour avoir écrit un *Mauriac sous de Gaulle* aussi peu respectueux pour l'un que pour l'autre. Relire la liste des témoins à décharge, François Mitterrand, Françoise Sagan, Jules Roy, Bernard Frank, Jérôme Lindon, prend avec le recul une tournure comique. Il n'y a plus d'opposants au gaullisme, ou si peu. Le culte est trop bien organisé.

Il a d'abord été entretenu, pêle-mêle, par les anciens ministres, les aides de camp, même de remplacement, les secrétaires dévouées, les jardiniers fidèles et les chauffeurs-livreurs astucieux, en bref par tous ceux qui, de près ou de loin, auraient entr'aperçu le grand homme. Toujours émouvants, leurs souvenirs se répartissent en deux catégories – ceux qui témoignent et ceux qui font la leçon. Au risque d'affoler les retardataires, on signalera que Michel Debré n'en est qu'au quatrième tome de ses mémoires.

Tout a été dit, mais tout reste à dire. Cependant, même au pays des cent vingt bougies et des rares dents de Jeanne Calment, la gériatrie ne peut tout

sauver. Les témoins finissent par mourir. Alain Peyrefitte ou Pierre Messmer sont-ils éternels ? Peu importe : le gaullisme, aujourd'hui, se maintient fort bien grâce à ceux qui n'ont pas connu le général de Gaulle autrement qu'en délaissant leur ballon de foot pour regarder les entretiens télévisés « *sauvons les meubles* » du Général avec Michel Droit entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1965. Nous vivons l'ère des petits-fils.

### **Après le « gaullo-mendésisme », le « Mao-gaullisme »**

La « *flamme* » (un mot clef du langage gaulliste) est entretenue par Philippe Séguin ou Jean-Louis Debré. Mais cette souche serait résiduelle si elle n'était soutenue par un second rameau : les cousins à la mode de Bretagne, les nouveaux gaullistes de gauche. L'ancienne branche de ce gaullisme-là s'est éteinte avec Louis Vallon ou Gilbert Grandval. Elle a ressuscité avec Jean Lacouture, Régis Debray et maintenant André Glucksmann. Un seul critère : pour être un bon gaulliste aujourd'hui, il faut avoir été farouchement anti-gaulliste, en 1958 comme en 1968. Quand il publie sa biographie d'André Malraux, en 1973, Jean Lacouture ouvre une voie réunificatrice fructueuse. Malraux avait commencé à gauche et terminé chez de Gaulle. Les mendésistes pouvaient tenter une synthèse équivalente, avec d'autant plus de foi que Mendès France s'était opposé sans cesse au gaullisme. De cette façon, en 1984, Jean Lacouture publiait ce que la critique, toujours indépendante, nomme « *un monument* » : LA biographie autorisée du Général, en trois tomes et série télévisée dans le même lot. Manquait juste le jeu vidéo. De Gaulle était mort depuis longtemps, Mendès France depuis peu : le gaullo-mendésisme pouvait naître. Il tient le haut du pavé aujourd'hui. Il suffit de lire Jean Daniel : c'est dans le souvenir ému de Mendès France, contempteur inlassable des institutions de la Ve, qu'il prend la défense de celles-ci. A quand du « rocardo-gaullisme » sur fond de lutte commune pour l'indépendance algérienne ? Le « mao-gaullisme », lui, semble bien engagé depuis quelque temps déjà. Pas de chance, Philippe Sollers s'est arrêté chez Edouard Balladur, mais André Glucksmann, lui, a visé juste. La « *pensée 68* », recyclée dans le combat « *anti-totalitaire* » finira-t-elle ses jours au conseil d'administration de *Présence et action du gaullisme* ?

### **Debray et Glucksmann, nouveaux gaullo-maniaques**

Seul le « mitterrando-gaullisme » reste en jachère. Il y a bien un Mitterrand pour soutenir un gaulliste, mais ce n'est que Frédéric au secours de Jacques Chirac, un neveu au service d'un héritier de la troisième génération. Rien à voir avec la grande réconciliation post mortem de l'homme du 18-Juin et de l'homme du 10-Mai. Dans *La marque et la trace*, Alain Duhamel s'efforcera de

marquer sinon la continuité, les subtiles affinités entre les deux monarques républicains. Mais la comparaison suscita le mépris des gaullistes sans entraîner l'adhésion des mitterrandiens. L'affaire Bousquet sous l'ombre du régime de Vichy, n'a pas arrangé les choses.

Seul Régis Debray pouvait sauver la mise du « mitterrando-gaullisme ». Hélas ! On ne peut plus compter sur personne. Préposé virtuel à cette réconciliation historique, Debray a cru bon lâcher en pleine côte, pour cause de mitterrandisme défaillant. En 1990, ne s'avise-t-il pas d'écrire : « *Et si le cours des choses, humoriste comme d'habitude, nous jouait un vilain tour : de Gaulle, le premier grand homme du XXI<sup>e</sup> siècle ; Mitterrand le dernier du XIX<sup>e</sup> siècle ?* » Ingrat et parjure. Maladroit aussi, car le XIX<sup>e</sup> siècle n'était pas si mal, tandis que le XXI<sup>e</sup> siècle ne semble guère assuré.

Avec André Glucksmann, l'urgence gaulliste se fait plus grande : *de Gaulle où es-tu ?* Au bout de 235 pages, pleines de phrases du genre : « *L'émergence transcontinentale d'une matrice triadique livre la clé des conflits de type nouveau* », on ne sait si l'auteur trouvera jamais la réponse à son inquiétude. Mais la question valait d'être posée. L'originalité du néo-gaullisme d'André Glucksmann ? Il appelle de ses vœux un nouveau de Gaulle militaire, tandis que ses frères en gaullisme prient dans le souvenir du de Gaulle politique.

### **L'époque où la technocratie régnait en France**

Prenons un converti de fraîche date : Charles Millon. Son livre dénonce La tentation du conservatisme en lui opposant le souvenir magnifié d'un « *véritable Européen, un grand politique, un adversaire résolu de tous ceux qui, à travers le temps, confondent leur intérêt particulier avec l'intérêt national ( ... )*. Cette inspiration gaullienne s'impose irrésistiblement quand les temps, à nouveau, nous commandent d'engager les réformes à fond. » Ce qui est toujours rafraîchissant chez le converti, c'est la vigueur de ses certitudes agrémentées de profonds clichés.

Quelle fut l'époque où la technocratie régna sans partage sur la France, imposant son aménagement du territoire, ses banlieues à l'urbanisme administré et ses villes nouvelles, sa planification économique, ses restructurations industrielles, son Concorde et sa sidérurgie « *sur l'eau* » avant d'être à l'eau, sa télévision unique, son nucléaire civil et militaire, ses préfets aux ordres et son téléphone défaillant, oui, quelle fut cette époque ? Celle du gaullisme, à laquelle on adjoindra son addendum pompidolien. Nous n'en finissons plus d'essayer d'échapper à cette époque, à la bureaucratie triomphante et au paternalisme



lénifiant. Qu'est-ce que la « *politique de la ville* », sinon le grand cautère de cette époque radieuse d'où sont nés la plupart des problèmes actuels ?

Le concubinage entre l'administration et le pouvoir économique, avec les effets que l'on connaît de quand date-t-il ? « *Le Général ne voulait pas ça...* » Peut-être, mais il l'a laissé faire. Et il était tout sauf irresponsable. On sait, du reste, que les militaires, préposés par nature à la défense de l'identité nationale, la défendent fort mal quand ils prennent le pouvoir politique. C'est Franco laissant massacrer la côte espagnole, les colonels grecs rasant une charmante Athènes néo-classique pour y ériger une monstruosité urbaine. Monstrueuse mais « *moderne* » car il s'agit toujours de « *moderniser* ». De Gaulle n'est pas Franco, loin de là, mais lui aussi rêvait de modernisation planifiée.

### **Quand on a peur du froid, on crie « papa ! »**

Ce que clament les thuriféraires sans même se rendre compte de leur incongruité, c'est qu'il faudrait un de Gaulle pour réparer les erreurs d'un de Gaulle. Ne faudrait-il pas, plutôt, en finir avec de Gaulle ? Dans tous les sens du terme, l'époque gaulliste fut une époque dirigiste. Que reproche Philippe Séguin à la gauche au pouvoir ? De s'être réduite à « *une sorte de libéralisme social* » qui a osé « *abandonner toute référence à la planification, à la politique industrielle* », autrement dit aux valeurs sûres du gaullisme.

Il y a dans la nostalgie du gaullisme un effet bien connu, que nous nommerons « *effet Talleyrand* ». On connaît la formule du vice-chancelier : « *Qui n'a pas connu Paris en 1772 n'a pas connu la douceur de vivre.* » Paris n'allait guère mieux, ni plus mal qu'à tout autre époque. C'est juste que le brillant auteur avait dix-huit ans...

Il y a aussi – c'est plus grave – cette éternelle incapacité politique et psychologique à se dispenser du « *grand homme* ». Quand on a peur dans le froid, on crie « *papa !* ». En 1935, Gustave Hervé fait couvrir Paris d'affiches où on lit : « *C'est Pétain qu'il nous faut !* » En 1995, André Glucksmann sanglote « *De Gaulle où es-tu ?* », au prétexte que de Gaulle fut un homme de guerre et que la guerre va revenir. Car voilà la nouveauté : les Français, ces veaux, sont coupables de vouloir vivre en paix.

### **Un nouveau de Gaulle pour préparer la guerre !**

André Glucksmann nous avertit : Sarajevo et le Rwanda ne sont que des avertissements, la guerre va arriver chez nous, et là, nous ne sommes pas prêts. Sonnez les trompettes du réveil. Comme d'habitude. Lui-même théoricien de la chose militaire, André Glucksmann aime son collègue de Gaulle. Il déteste l'École des Annales, ces historiens passionnants qui ont réintroduit au cœur de l'Histoire le quotidien de monsieur tout le monde, du paysan et de l'ouvrier comme du créateur d'entreprise, et qui, sainte horreur, « *ne conçoivent plus l'équilibre européen en termes militaires* », et pire, en recherchant « *le ressort secret dans l'économie ou les mœurs*. » Il fut pourtant une époque bénie « *où les Français ne tenaient pas la guerre pour une maladie honteuse* ». Angoisse : « *Serions-nous définitivement entrés en après-guerre ?* » Un tel malheur ne se peut. On se frotte les yeux : le modèle d'avenir, c'est là trilogie du militaire, du prêtre et du malheureux agriculteur (p. 191). En arrière toute ! Car, pas de doute, il faut « *repenser la guerre* ».

Que l'Europe ait connu cinquante années de paix, et s'apprête à en vivre peut-être autant, toujours vautrée dans le stupre de la consommation, c'est décidément intolérable. Que des citoyens puissent vivre dans une démocratie apaisée, sans maître excessifs et préférèrent vaquer à leurs occupations plutôt que d'aller chercher noise aux autres nations, voilà qui ne va plus du tout. Où sont les hommes ? Les vrais ! Glucksmann veut des guerriers !

Le de Gaulle dont André Glucksmann attend le retour, c'est celui de *La discorde chez l'ennemi*, du *Fil de l'épée*, de *L'armée de métier*, etc. Autrement dit, celui qui annonce et prépare la guerre à venir. N'ergotons pas sur la qualité et l'originalité de la vision stratégique de l'homme de Colombey-les-Deux-Églises. On admettra que l'Histoire ait validé son exercice. Mais aujourd'hui ? Sans l'Allemagne ni la Russie des Soviets ? La perspective se fait plus trouble. La chute du Mur n'a nullement entraîné l'incendie annoncé. Il a, au contraire, montré des peuples avides de rattraper leur retard économique. Le philosophe, déçu par tant d'incompréhension, fait la grimace. Là encore, tout penseur digne de ce nom devrait célébrer les progrès de la démocratie, la sagesse des peuples européens, et se demander si l'exemple tragique de la Bosnie ne serait pas, après tout, l'exception qui confirme la règle. Point du tout. Il faut qu'elle soit l'annonce d'un terrible orage.

La boucle est bouclée. Nous avons un de Gaulle hypostasié – Père, Fils et Saint-Esprit. Un de Gaulle pour la paix, un de Gaulle pour la guerre. Et des célébrants pour tous les cas de figure. Tous gaullistes, ou presque tous, on ne cesse de vous le dire. Le fidèle André Frossard est mort, mais sa postérité semble assurée au centuple. Pour combien de temps ? C'est ici qu'un autre collègue d'André Glucksmann, feu Jean-Marie Benoist, pourrait nous suggérer une hypothèse jubilatoire. En 1970, il publia *Marx est mort*, un essai prémonitoire

alors que régnait un marxisme universitaire triomphant. Sa thèse ? Ce n'est pas que Marx ait eu tort – démonstration vulgaire vaguement aronienne –, il y avait tout simplement trop de marxistes pour que le marxisme y survive. En quelques années, vérification fut faite. Remplaçons Marx par de Gaulle, et attendons.

Antoine Cassan

## LA DOUBLE OLIGARCHIE DE LA V<sup>EME</sup> REPUBLIQUE

La France n'est plus une démocratie, comme on l'enseigne dans les écoles, comme on le répète tous les jours dans les médias et comme beaucoup d'honnêtes gens – honnêtes, mais paresseux d'esprit – le croient encore. Si l'on s'en réfère aux typologies classiques des régimes politiques identifiées depuis l'Antiquité, il faut dire, en toute rigueur, qu'elle est devenue une oligarchie, ou plus exactement une double oligarchie. Le pouvoir souverain, en effet, n'y appartient plus au peuple, mais au condominium de la haute fonction publique et des syndicats. Ce sont ces deux groupes qui, seuls, dirigent désormais le pays. Le peuple est hors jeu, alors même qu'il continue de voter. Ceux qui essaient malgré tout de relayer ses problèmes et ses vœux sont stigmatisés comme « *populistes* » et interdits de parole.

Je crois que ce grave déficit démocratique, déjà fâcheux en lui-même, est responsable dans une large mesure du déclin actuel du pays ou du moins de son « *décrochage* » par rapport aux pays développés voisins et concurrents. J'entends bien que, dans le devenir d'une société, les questions institutionnelles ne sont qu'un paramètre parmi d'autres. Il existe dans la France d'aujourd'hui un éventail de problèmes « *lourds* », économiques, sociaux, géopolitiques, démographiques, idéologiques, qui ont bien d'autres causes que les défauts du système politique et qu'aucune refonte de celui-ci ne pourra suffire à résoudre. Néanmoins, si la qualité bonne ou mauvaise des institutions politiques ne change rien par elle-même aux problèmes sociétaux, c'est elle qui dépend le fait qu'ils soient ou non posés. Si les institutions sont mauvaises, si elles ne permettent pas une respiration démocratique normale, alors des mythes ou des délires collectifs s'installent et s'indurent.

C'est précisément ce qui se passe en ce moment dans notre pays. Une chape de plomb pèse désormais sur le débat public et sur la vie politique. La double oligarchie ne s'occupe que des questions qui l'intéressent et sous l'angle qui lui convient. Elle impose au pays une « *pensée unique* », fait idéologique et sociologique sans précédent. Le pays légal se refuse à évoquer et à traiter certains problèmes fondamentaux dont souffre le pays réel – comme ceux de l'asthénie économique, du chômage, du poids inconsidéré de la dépense publique dans l'économie, de l'insécurité, de l'immigration, de la ruine de l'éducation, de

l'élargissement de l'Europe. Il est bien entendu que l'État n'est pas le seul acteur de la société, donc qu'il n'est pas seul en cause dans tous ces problèmes. Mais sa surdité, sa cécité, sa paralysie les aggravent. Or elles sont dues à un vice institutionnel, le fait qu'il soit devenu oligarchique.

Je crois que ce vice est le fruit non prévu ni voulu des mécanismes institutionnels mis en place en 1958. Il faut se souvenir que la Constitution de 1958 a rompu avec presque un siècle de tradition républicaine. Elle ne s'est pas contentée de remédier à l'instabilité des exécutifs, ce qui était le seul mandat que De Gaulle, appelé pour résoudre la crise algérienne, eût clairement reçu de la nation. Les circonstances tragiques dans lesquelles elle a vu le jour ont permis au Général d'aller plus loin et de mettre en œuvre des réformes institutionnelles profondes qu'il avait eues en vue dès avant-guerre, qu'il avait longuement méditées pendant la guerre et au-delà, et dont l'esprit bonapartiste différait radicalement de celui de la démocratie libérale tel qu'il s'était incarné dans les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques. Nous verrons que ces nouvelles structures ont engendré, avec le temps, une série d'effets pervers qui ont abouti à l'oligarchisation du pouvoir.

### **La « suppression du Parlement »**

Tout commence par le fait que la V<sup>e</sup> République – le trait est à peine forcé – a supprimé le Parlement.

En effet, au lieu de rendre les pouvoirs exécutif et législatif indépendants l'un de l'autre comme dans le régime présidentieliste américain, les constituants de 1958 ont entièrement soumis le second au premier par une série de dispositions constituant une véritable rupture avec la tradition républicaine antérieure : désignation discrétionnaire du Premier ministre et des membres du gouvernement par le Président de la République, tant pour les nommer que pour les révoquer (article 8), droit de dissolution de l'Assemblée nationale par décision du seul Président (article 12), énoncé restrictif des matières qui sont du domaine de la loi, seules matières dont le Parlement est autorisé à discuter (articles 34 et 37), maîtrise du gouvernement sur l'ordre du jour du Parlement (article 48), suppression du droit d'interpellation et limitation rigoureuse des conditions dans lesquelles l'Assemblée nationale peut présenter une motion de censure (article 49-2), possibilité donnée au gouvernement de faire adopter une loi sans débats (articles 44-3 et 49-3), etc.

Cette prééminence absolue de l'exécutif a été ensuite consacrée par la réforme constitutionnelle du 28 octobre 1962 instituant l'élection du Président de la République au suffrage universel direct. Dès ce moment, en effet, le Président put se dire aussi légitime que le Parlement et prétendre incarner autant que lui la

souveraineté du peuple – plus même, puisqu'il est élu par tous les Français, alors que les députés ne le sont que par leur circonscription.

Il est vrai que la lettre de la Constitution accordait au Parlement des pouvoirs importants, à commencer par celui de faire tomber le gouvernement par une motion de censure. Mais il apparut bientôt qu'il devrait s'aligner sur l'exécutif. En effet, la dynamique présidentielle des institutions se révéla rapidement irrésistible. Comment un Président de la République élu par le peuple tout entier serait-il empêché d'agir par les volontés fractionnistes de tel ou tel groupe politique ? Sans doute les forces politiques qui ont appelé à voter contre lui aux élections présidentielles continueront-elles à combattre sa politique au Parlement. Mais ses propres partisans ne pourront guère s'opposer à lui, leur légitimité personnelle n'étant pas commensurable à la sienne.

Cette prééminence fut bientôt formalisée dans le concept de « *majorité présidentielle* ». La force parlementaire dominante ne fut plus une coalition de partis représentant différentes sensibilités politiques de l'électorat et s'accordant sur un programme négocié pour la législature. Ce fut une alliance électorale constituée dans le seul but de soutenir le Président, sur son programme à lui, et même si son seul programme est sa personne censée concentrer en elle toutes les sagesse. Bien que la notion ait sensiblement évolué et fluctué de De Gaulle à Pompidou, Giscard, Mitterrand et Chirac, on peut dire qu'elle a fini par s'imposer dans la vie politique de la V<sup>e</sup> République, même sous la gauche où, pourtant, les partis communiste et socialiste, lointains héritiers du parti léniniste prétendant à la direction suprême de l'Histoire, avaient toujours considéré leurs élus comme de simples exécutants des décisions du parti. Or, loin que François Mitterrand se comporte comme leur mandataire, c'est eux qui, une fois Mitterrand constitué en présidentiable puis en président, ont dû marcher sous sa baguette. Comme le résume Jean-Louis Quermonne, « *depuis 1962, la majorité parlementaire a historiquement procédé de la majorité référendaire ou présidentielle, non l'inverse* ».

Non seulement, en effet, les députés élus du camp présidentiel durent se plier aux volontés du Président, mais très vite, de toute façon, avant même d'être élus, et pour l'être, ils durent lui faire complète allégeance. C'était la conséquence inévitable du scrutin uninominal majoritaire à deux tours associé au droit de dissolution et à la professionnalisation de la vie politique. Avec ce système, un député ne peut être élu que s'il a reçu l'investiture d'un grand parti composant une des deux coalitions à vocation majoritaire, organisées autour d'un président ou d'un présidentiable. La véritable élection se fait donc dans l'état-major du Président actuel ou futur. Une fois élu, le député de la majorité ne conserve sa fonction et son gagne-pain que si la Chambre n'est pas dissoute. Si elle l'est, il ne retrouvera son investiture et son siège que s'il n'a pas « *trahi* » le Président. Dans ce système, les députés non dociles n'ont aucune chance de poursuivre longtemps leur carrière politique. Moyennant quoi tous sont dociles,

même s'ils mènent quelques frondes sur des sujets mineurs. Sous la V<sup>e</sup> République, le pouvoir exécutif tient entièrement dans ses mains le sort des députés, à l'inverse de ce qui se passe tant dans les régimes parlementaires classiques que dans le régime présidentiel américain.

Ceci n'a pas été vrai seulement au début de la V<sup>e</sup> République, quand régnait la forte personnalité du Général. À cette époque, on appelait les députés du parti gaulliste les « *godillots* », terme sarcastique qui reflétait l'étonnement de l'opinion publique devant l'alignement systématique des parlementaires sur les positions du gouvernement, comportement qui ne s'était jamais vu sous les Républiques précédentes. On ne l'a plus dit sous François Mitterrand et sous Jacques Chirac, mais ce n'est pas que les choses aient changé, c'est que l'opinion a perdu la faculté de s'en étonner.

Ainsi, sous la V<sup>e</sup> République après 1962, non seulement le gouvernement prend les décisions normales d'un pouvoir exécutif, mais en outre il réglemente dans des domaines plus vastes qu'auparavant, et enfin il exerce par personnes interposées le pouvoir législatif. Or, dès lors qu'il n'y a plus de séparation des pouvoirs et que le gouvernement fixe lui-même les règles dans le cadre desquelles il agit, il n'est plus tenu par aucune règle. C'est le rétablissement d'un pouvoir « *absolu* » – plus étendu, à maints égards, que celui des rois de France sous l'absolutisme.

Certes, dans la pratique, cet absolutisme a été souvent mitigé. Il faut tout de même que l'Assemblée vote, et l'on ne peut lui faire voter n'importe quoi n'importe quand, d'autant que le Sénat vote lui aussi et qu'on ne peut s'offrir le luxe de conflits systématiques. Ces freins se sont d'ailleurs renforcés à partir du moment où le parti gaulliste n'a plus eu la majorité absolue à lui seul et a dû composer avec les démocrates chrétiens d'abord, avec l'UDF de Lecanuet et Giscard ensuite. De même, sous la gauche, le PC a pu poser ses conditions au PS, et celui-ci a souvent été en position d'au moins « *négocié* » la loi avec Matignon ou l'Élysée.

Néanmoins, l'essentiel du pouvoir du Parlement tel qu'il existait sous les précédentes Républiques a disparu, en ce sens précis que le Parlement n'a plus les moyens juridiques et politiques de tenir en échec le gouvernement ni l'administration. Or s'il est vrai qu'il représente, fût-ce imparfaitement, la société civile, l'impuissance du Parlement signifie que la société civile ne peut plus tenir en échec l'appareil d'État. Elle ne peut limiter ses dépenses, l'empêcher d'étendre abusivement ses missions, l'obliger à régler tel ou tel problème qu'elle juge essentiel. L'État n'est plus pour elle ce qu'il doit être selon l'idéal commun des démocraties, un instrument. C'est l'État, au contraire, qui est en position d'imposer à la société ses volontés – ou pire, comme nous allons le voir, ses simples pesanteurs sociologiques.

## L'abandon du référendum

D'autant qu'une nouvelle évolution institutionnelle devait priver la société civile de son dernier moyen d'expression.

La Constitution de 1958 prévoit la procédure de référendum. Certes, au regard des principes démocratiques, on sait que cette procédure est ambiguë. Le plébiscite, auquel elle ressemble, a toujours été l'instrument des tyrans, depuis la tyrannie grecque jusqu'aux Césars et aux Bonaparte, puisqu'elle permet à un homme fort s'appuyant sur la masse de prendre à revers toutes les médiations politiques et sociologiques existant entre cette masse et lui et de se faire donner par le peuple un « *chèque en blanc* », dont rien ne dit qu'il sera utilisé au profit réel dudit peuple. Néanmoins le référendum de la V<sup>e</sup> République, comme les référendums suisses, a une valeur démocratique réelle. À la différence des plébiscites des dictateurs, il consiste en élections régulières et sincères, au suffrage universel libre et secret, précédées d'une campagne contradictoire. Le peuple dispose alors, sinon d'un pouvoir positif d'orienter la politique dans le sens de ses vœux, du moins d'un droit de veto. Il faut reconnaître à De Gaulle qu'il a accepté cette logique et ses contraintes jusqu'au bout, puisque c'est à la suite d'un référendum négatif qu'il a volontairement abandonné le pouvoir en 1969, trois ans avant la fin normale de son mandat. Or il se trouve que, sous ses successeurs, la pratique du référendum est tombée en désuétude. Alors qu'il y avait eu cinq référendums de 1958 à 1969, en onze ans, il y en eut seulement quatre dans toute la suite de l'histoire de la V<sup>e</sup> République jusqu'en 2004, en trente-cinq ans. Du coup, l'organisation d'un référendum le 29 mai 2005 au sujet du projet de constitution européenne et son résultat massivement négatif ont été un élément singulièrement perturbateur des équilibres de la V<sup>e</sup> République post-gaulliste. Nous reviendrons tout-à-l'heure sur leur signification.

Il faut bien comprendre que la Constitution de 1958, sans le référendum, devient un système unilatéral où les hommes du gouvernement peuvent faire pratiquement ce qu'ils veulent. Déjà affranchis de la menace d'une censure parlementaire, quand ils veulent faire passer une mesure à l'égard de laquelle ils sentent que le peuple est réticent, ou quand ils refusent de prendre une mesure que le peuple souhaite, il leur suffit... de s'abstenir de consulter celui-ci. Les pouvoirs exécutifs se sont de plus en plus installés dans cette attitude confortable à mesure que les années passaient.

## L'évanescence du « fait majoritaire »

Il est vrai que les élections présidentielles et législatives – que personne, certes, sous la V<sup>e</sup> République, n'a encore proposé de supprimer – demeurent.



L'essentiel de la démocratie n'est-il donc pas préservé ? L'analyse va montrer encore une fois ici un effet délétère des institutions.

Le mode de scrutin retenu sous la Ve République pour ces élections – un scrutin uninominal majoritaire à deux tours, avec restrictions pour l'accès au second tour – oblige l'électorat à une bi-polarisation, et même, en ce qui concerne plus spécialement les élections législatives, à une double bi-polarisation.

Cette logique a été bien analysée par Jean-Luc Parodi. Des petits partis dispersés, représentant chacun une minorité d'électeurs, même substantielle, n'ont aucune chance de gagner face à un adversaire qui serait organisé, lui, en un « *grand* » parti. Au second tour, resteraient alors seulement en lice ce grand parti et, probablement, puisqu'il y a restriction d'accès au second tour, un seul des petits partis du camp adverse. Ce petit parti, n'ayant que ses propres électeurs, serait condamné à perdre. Un mécanisme impérieux oblige donc les partis de chaque grand camp politique de droite et de gauche à s'allier entre eux afin d'avoir chance de gagner le second tour. D'où une première bi-polarisation gauche/droite. Mais en outre, pour figurer au second tour, il faut avoir été le premier de son camp au premier tour. Derechef les petits partis de chaque camp sont incités à s'allier entre eux pour faire front au grand parti du même camp. Chaque camp se trouve à son tour bi-polarisé. D'où l'existence, sous la plus grande partie de la Ve République, de quatre grandes forces partisans, RPR, UDF, PS, PC. On a parlé avec ironie de la « *bande des quatre* » pour signifier que ces partis, malgré leurs rivalités, sont solidaires en ce qu'ils doivent leur quasi-monopole au mode de scrutin en place, qu'ils s'entendent, de ce fait, pour ne jamais modifier.

On peut considérer que ce système électoral brime sévèrement l'expression démocratique. Il contraint en effet les électeurs à voter, au second tour, pour des partis dont ils n'approuvent pas les positions politiques, mais auxquels ils sont obligés de donner leurs voix s'ils veulent écarter des forces politiques qu'ils jugent encore plus détestables. De même, au premier tour, ils devront voter pour le candidat que leur propose la coalition à laquelle appartient leur parti, alors que ce candidat peut avoir des idées politiques fort différentes des leurs. Le résultat de ce mode de scrutin est donc que la plus grande part des sensibilités politiques de l'électorat part en fumée de par le mécanisme même de l'élection. Elles ne seront pas représentées dans le « *pays légal* ». En outre, aggravé par les mesures touchant au financement des partis, le système empêche toute nouvelle force politique d'apparaître, à moins qu'elle ne soit suffisamment proche d'une des forces de l'establishment pour pouvoir s'agréger à elle (comme les Verts à la « *gauche plurielle* » ; encore n'ont-ils obtenu qu'un étroit strapontin). D'où un évident déficit démocratique.

Lequel induit un nouvel effet pervers. Parce qu'ils ne se sentent plus adéquatement représentés, les électeurs, depuis plusieurs législatures

maintenant, boudent les élections. Ils mettent dans l'urne des bulletins blancs ou nuls, ils s'abstiennent, voire ne s'inscrivent pas sur les listes électorales, ou ne font pas suivre leur inscription lorsqu'ils changent de domicile. Ce qui a permis aux observateurs de faire des calculs alarmants. Déjà, au début de la Ve République, quand le taux d'abstention tournait autour de 20%, les « majorités » au pouvoir représentaient seulement, en réalité, quelque 20% des citoyens en âge de voter (car la « majorité » gagnait avec des voix représentant 40% des électeurs inscrits, mais les élus n'avaient véritablement été choisis, au premier tour, que par la moitié de ces 40%). Mais quand – comme cela a été le cas dans les scrutins récents – le cumul des non-inscriptions sur les listes électorales, des abstentions et des bulletins blancs et nuls approche des 50%, le vainqueur du second tour peut n'avoir été véritablement choisi que par une fraction infime des citoyens en âge de voter.

Ainsi, au printemps 2002, Jacques Chirac a obtenu 19,88% des suffrages exprimés au premier tour des élections présidentielles, ce qui représentait 12% environ des électeurs potentiels. Il n'en prétend pas moins « incarner » la nation... Au premier tour des élections législatives de cette même année 2002, l'UMP, qui pourtant regroupe en principe toutes les droites, a obtenu 33,3% des suffrages exprimés. Or cela ne représentait qu'un peu plus de 17% des électeurs potentiels...

Dans ces conditions, parler de « *fait majoritaire* » résonne comme un singulier paradoxe. Ceux qui détiennent l'intégralité des pouvoirs législatifs et exécutifs ne peuvent sérieusement se prévaloir de l'appui de la majorité du peuple. Le « *pays légal* » ne représente pas le « *pays réel* ».

Le mécontentement de l'électorat peut se lire d'une manière indirecte, mais éloquente, dans son étrange comportement depuis une vingtaine d'années. Depuis 1981, en effet, il a changé de « *majorité* » à chaque élection, dans les deux sens, par d'amples mouvements de balancier. Cette inconstance de l'électorat, cette rage qui donne à penser qu'il veut moins choisir un gouvernement que « *secouer le cocotier* » afin de faire tomber tous les gouvernements, donne à réfléchir. Sans doute signifie-t-elle que l'électorat a le sentiment confus que le système de la représentation démocratique est déréglé et qu'il n'est plus représenté par aucun gouvernement.

Telle est, croyons-nous, la signification réelle et profonde du « *non* » qu'il a prononcé lors du référendum sur l'Europe du 29 mai 2005. Ce n'était un « *non* » ni à l'Europe, ni au libéralisme, ni au socialisme. Au vrai, ce n'était pas une opinion politique, exprimée dans un certain cadre. C'était un refus du cadre lui-même. Par le seul canal qui lui était encore offert, le pays réel entendait signifier au pays légal qu'il ne le représente pas. Diagnostic que va confirmer et éclairer la suite de notre analyse : le peuple ne se sent plus « *souverain* » depuis

vingt ou trente ans parce que le vrai pouvoir, entre-temps, est passé à une oligarchie.

### **Établissement d'une oligarchie. Première composante : les fonctionnaires**

Le premier Président de la V<sup>e</sup> République était, dans l'âme, un étatiste. Il croyait, comme les absolutistes et comme les socialistes, au primat du politique sur l'économique et le social, et donc à l'omnicompétence de l'État, voué à assurer non seulement des missions « *régaliennes* », diplomatie, défense, police, justice, mais aussi de grandes politiques économiques, sociales et même culturelles. Pour exécuter les politiques classiques et nouvelles de l'État, De Gaulle avait besoin de fonctionnaires nombreux, choisis parmi les meilleurs talents du pays. Il avait créé dès 1945 l'École nationale d'administration, dans laquelle il puisa. Il prit comme ministres des « *grands commis* », c'est-à-dire des hommes issus de la haute fonction publique, de préférence aux hommes venus de la société civile. Ce fut la fin de la République des avocats, des professeurs, des médecins et en général des « *notables* », et la V<sup>e</sup> République devint la République des hauts fonctionnaires.

Ceux-ci ne détenaient pas seulement les postes ministériels et les grandes directions de l'administration, mais ils envahirent le Parlement lui-même. En effet, aimés et protégés du pouvoir, ils recevaient facilement l'investiture du parti présidentiel et, dans la dynamique de la majorité présidentialiste, ils étaient facilement élus. À l'Assemblée nationale, ils rejoignirent la cohorte de députés de gauche déjà fonctionnaires, instituteurs et professeurs. Le statut de la fonction publique, héritage du communiste Maurice Thorez qui l'avait établi en 1946, leur facilitait les choses. S'ils n'étaient pas élus ou réélus, ils retrouvaient automatiquement leur carrière administrative normale, de toute façon améliorée par leur passage dans les milieux politiques. La candidature, pour eux, présentait un risque minimal. Entre eux et les candidats à la députation venus de la société civile, il s'instaurait donc une permanente distorsion de concurrence qui devait avoir, tout au long du régime, des effets durables et cumulatifs.

De fait, les fonctionnaires ont tendu à devenir majoritaires à la Chambre des députés, notamment sous la gauche.

Les fonctionnaires ont, certes, toutes les compétences nécessaires – formation aux sciences politiques et administratives, connaissance des dossiers, etc. – et ce n'est pas leur personne qui est en cause. Mais ils ne sont incités, ni par leur culture ni par leurs intérêts corporatifs, à exercer quelque contrainte que ce soit sur la fonction publique, en particulier à remettre en cause l'extension de ses missions ou les dotations budgétaires dont elle bénéficie. Leur intérêt personnel

direct les conduit à ménager les hommes des administrations dans lesquelles ils devront retourner après la fin de leur mandat. Ils sont mal placés, symétriquement, pour comprendre la logique et les valeurs du secteur libéral de l'économie – mutation d'extrême conséquence par rapport aux Parlements des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques qui, eux, étaient composés de ces mêmes « *classes moyennes* » qui constituaient l'électorat des partis républicains modérés. Le seul fait qu'ils soient surreprésentés à la Chambre, dans les cabinets ministériels et au gouvernement, s'ajoutant au fait qu'ils ont, par définition, le monopole dans l'Administration, compromet gravement les équilibres démocratiques fondamentaux.

Cette prééminence des fonctionnaires, en effet, n'est pas le choix de l'électorat. L'électorat ne choisit pas les membres du gouvernement, nommés par le président. Il choisit les députés, mais il ne peut voter que pour les candidats qu'on lui présente, et les partis présidentiels lui présentent un grand nombre de fonctionnaires. Par ailleurs, il ne peut voter pour déterminer qui sera fonctionnaire et qui ne le sera pas, puisque les fonctionnaires s'auto-recrutent. C'est cette indépendance quasi-totale des structures et des hommes du pouvoir par rapport aux choix et préférences du suffrage universel que je propose d'exprimer en disant que le pouvoir est devenu oligarchique.

L'oligarchie des fonctionnaires gouverne, réglemente, légifère. Elle peut donc imposer ses conceptions, décider les politiques qui correspondent à ses convictions et à ses comportements ataviques, c'est-à-dire le plus souvent des politiques étatistes, interventionnistes, non-libérales ou anti-libérales. Avec ce système oligarchique, l'État n'est plus surveillé, contrôlé par des élus indépendants de lui.

Il est bien connu que, lors du vote de la loi de finances, la quasi-totalité des dépenses est reconduite d'année en année sans discussion, comme si l'affectation de l'argent de la société à des services publics dont l'opportunité a été décidée un jour par les fonctionnaires allait désormais de soi et que les élus du peuple ne devaient plus s'en mêler.

L'impuissance du Parlement devant l'Administration est patente. Il n'a pas de moyens d'information propres et il est tributaire, pour juger de son efficacité, des seules informations qu'elle-même veut bien lui communiquer. Or fonctionnaires et ministres font bloc devant les velléités de contrôle parlementaire. Il arrive souvent que l'Administration ne réponde pas aux questions, ou donne des réponses lacunaires ou dilatoires. Quand un député se montre trop curieux ou exigeant, quand il entend se draper dans son écharpe tricolore pour rappeler aux services administratifs qu'ils sont sous l'autorité du peuple souverain, représenté par l'honorable parlementaire, l'affaire remonte au ministre, puis à Matignon ou à l'Élysée, d'où elle redescend vers le député sous forme d'intimidations et de menaces, et les choses en restent là.

Dans la haute fonction publique dont sont issus les ministres et les membres des cabinets ministériels, il existe d'ailleurs une « *culture du mépris* » des élus et en général de la société civile. Cette culture remonte sans doute très loin, aux temps de l'absolutisme et du bonapartisme. Elle avait régressé sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques, régimes où les élus du peuple, non-fonctionnaires, devenaient ministres et pouvaient alors peser sur l'Administration, durement si nécessaire. Mais elle est revenue en force sous la V<sup>e</sup> où elle a été encouragée par le culte renaissant de l'État. Cette culture veut que les parlementaires soient des espèces de cul-terreux, des « *produits du terroir* » incompetents et irresponsables qu'il faut écouter sans doute, mais dont il faut se méfier et auxquels il n'est pas question, en tout cas, de confier des affaires sérieuses, ni même des informations sensibles. Les vraies affaires se règlent à l'Élysée, à Matignon ou à Bercy, entre gens du sérail. Quand les parlementaires sont eux-mêmes des hauts fonctionnaires, le mépris est remplacé par la connivence.

Tout n'est peut-être pas faux dans cette image que les fonctionnaires se font du député-assistante sociale, bon pour tenir des permanences et des meetings dans sa circonscription, mais ayant des préoccupations et une culture de niveau Clochemerle, et en général aussi peu désireux que capable de formuler des avis sensés sur les grandes questions nationales et internationales. Mais c'est un cercle vicieux. Si le député n'a aucune parcelle du pouvoir de l'État, mais ne représente que les intérêts de sa circonscription, il n'a aucune raison d'acquiescer et d'entretenir une culture politique élevée ; et s'il ne possède pas celle-ci, les hauts fonctionnaires se sentent confirmés dans la légitimité de leur monopole.

Dans ces conditions, en tout cas, on comprend les désillusions, et la désertion électorale, du peuple. La démocratie subsiste nominalement. Le peuple peut, à chaque nouvelle élection, se donner la satisfaction de récuser les parlementaires qu'il avait élus aux élections précédentes. Mais étant donné que ce ne sont pas les élus qui ont le pouvoir, mais les fonctionnaires, l'électeur sent bien qu'il n'a rien à attendre de ce renouvellement. D'autant qu'il constate que fonctionnaires de droite et de gauche se ressemblent, se ménagent, se garantissent mutuellement leurs places, leurs statuts et leurs privilèges. Qu'ils vont même jusqu'à se confier volontiers, d'un camp à l'autre, des missions importantes, même lorsqu'elles sont politiquement sensibles, à charge de revanche quand la majorité aura changé. Ainsi le peuple les perçoit-il comme des complices qui s'entendent contre lui derrière son dos.

De fait, sur combien de sujets, aujourd'hui, le pays réel n'est-il pas d'accord avec ce qui a été fait par le pays légal, et surtout négligé par lui, contrairement à ses attentes, pourtant attestées par toute la batterie des sondages d'opinion, et par ce qui subsiste de presse et d'édition libres ? Il suffit de citer les problèmes de l'école, de la délinquance, de l'immigration, de l'Europe, de la fiscalité... La liste des frustrations est longue. D'autant que ceux qui proposent de

mieux tenir compte des désirs du peuple et de traiter enfin réellement les problèmes dont il souffre sont traités avec mépris de « populistes » et exclus en pratique du jeu politique.

Du coup, les institutions de la V<sup>e</sup> République sont grosses d'un nouvel effet pervers.

### **Établissement d'une oligarchie. Deuxième composante : les syndicats**

En voici la logique. Du fait qu'il existe un déficit démocratique des institutions, que la voie parlementaire est bloquée, la seule manière d'influer sur les décisions politiques, sous la Ve République, est d'employer des voies extra-parlementaires, c'est-à-dire de substituer à la démocratie institutionnelle stérilisée une « démocratie » extra-institutionnelle.

Il s'agit de l'ensemble des moyens légaux et illégaux, autres que le vote, de faire pression sur les autorités. J'entends par « pression » une action réelle, gênant les autorités en pratique, et non pas seulement une action idéologique sur l'opinion susceptible d'avoir, à terme, des conséquences électorales (puisque nous venons de voir que cette logique de démocratie formelle est largement désactivée par les institutions). Il s'agit essentiellement de deux grandes catégories d'actions : 1) celles qui bloquent l'activité économique et engendrent des coûts directs ou indirects insupportables : les grèves dans les services à monopoles qui, lorsqu'ils sont paralysés, bloquent virtuellement toute la chaîne de la division du travail (électricité, postes, transports, écoles...) ; 2) celles qui sont de nature, par leur caractère spectaculaire, à accaparer l'attention des médias, suspendant d'une autre manière le cours de la vie sociale normale, c'est-à-dire toute la gamme des actions dites « de rue », violentes et/ou illégales, comportant bris de matériaux, incendies volontaires de voitures ou de bâtiments, occupations de lieux publics, blocages de routes, de ponts, de ports, d'aéroports, de gares, de trains et, depuis peu, piratages de paquebots... Il s'agit de faire des actions suffisamment spectaculaires pour que les médias en montrent les images. Mais s'arrêter de travailler n'est pas assez spectaculaire, pas plus que manifester paisiblement dans la rue. D'où le recours à des violences génératrices d'images saisissantes...

Il y a toujours eu des violences sociales. Mais ce qu'on a vu apparaître et se généraliser sous la V<sup>e</sup> République en France est, croyons-nous, spécifique. La plupart des mouvements sociaux des trois ou quatre dernières décennies ne sont pas insurrectionnels. Ils ne visent pas à s'emparer des principaux bâtiments publics dans le but de changer le régime, ne cherchent pas à piller pour piller, à détruire pour détruire, et s'interdisent le plus souvent de faire couler le sang. Il semble que ce à quoi ils visent, ce soit seulement à « se faire entendre ». En effet, pour être « entendu », il ne suffit plus de parler, puisque désormais, dans le pays

légal, personne n'écoute. On ne sera donc « *entendu* » que si l'on force l'attention, ce qui n'aura lieu que si l'on rend la vie impossible aux autorités. C'est alors, mais alors seulement, que celles-ci seront obligées de donner une réponse. Ainsi, l'action de force vaut message. On peut penser qu'elle est un substitut spontanément trouvé par la société civile pour contourner l'obstacle qui a été opposé par les institutions de la V<sup>e</sup> République à son expression démocratique normale.

L'étude des crises sociales survenues depuis deux ou trois décennies en France, de leur évolution et de leur issue, montre que l'exécutif a quasiment toujours écouté le « *message* » ainsi formulé. Il n'est pas difficile d'expliquer pourquoi. C'était, de sa part, l'attitude la plus rationnelle compte-tenu du dilemme dans lequel il est placé lors de tels mouvements sociaux.

- Il peut difficilement rétablir l'ordre par la force. En effet, depuis la Libération, un marxisme diffus est présent dans l'opinion et les médias. On est parvenu à faire passer l'idée que les violences et les illégalités, dès lors qu'elles sont au service de « *luttes* » sociales qui visent à paralyser un système libéral présenté comme mauvais en soi, ne sont pas des délits, mais des moyens d'action licites et même méritoires. Que c'est la répression, au contraire, qui serait « *fasciste* ». Dans ce contexte idéologique, appliquer la loi comporte à l'évidence, pour les gouvernements, un coût politique élevé.
- En revanche, le laxisme est, politiquement, plus facile. D'abord, dans un pays très étatisé et socialisé comme l'est la France, où l'« *État-Providence* » contrôle désormais la moitié de la richesse produite par la société, l'exécutif peut satisfaire de facto les revendications les plus diverses, même les plus abusives ou les plus incongrues. Il lui suffira de prendre discrétionnairement des mesures budgétaires, réglementaires ou, s'il le faut, législatives. Ces mesures, il est vrai, impliqueront d'augmenter les prélèvements obligatoires. Mais ce supplément de pression fiscale sera répercuté de façon indivise et donc, peut-on espérer, indolore, sur une société civile qui ne pourra se défendre, puisque ses défenseurs attirés, à savoir les membres de l'État légal, seront précisément ceux qui, en l'occurrence, auront décidé de la spolier. Quand les responsables cèdent aux mouvements de rue, le coût politique, pour eux, est donc quasi-nul.

Faisant ce calcul, les membres de l'oligarchie au pouvoir ont choisi presque systématiquement de céder à la rue, obtenant ainsi la paix, le retour à la vie normale et la perpétuation de leur propre situation. Le problème est que, si tel était leur intérêt en tant que groupe sociologique, ce n'était certes pas l'intérêt général du pays. En effet, en cédant régulièrement devant les actions violentes, les gouvernements successifs ont montré par là-même que la violence était

payante. Sans en être bien conscients, sans doute, ils ont laissé s'instaurer une véritable nouvelle règle du jeu de la vie politique, non écrite, mais qui a pris place dans les institutions coutumières du pays. Il est devenu clair, pour toutes les catégories sociales ou professionnelles organisées, que celles qui s'en remettent aux canaux légaux de l'appareil d'État démocratique ne sont pas entendues et voient leurs intérêts lésés, alors que celles qui descendent dans la rue sont entendues et obtiennent des avantages. Elles en ont conclu que le mégaphone et les barrages routiers sont désormais le seul bulletin de vote qui compte ; que, dans la démocratie française, on n'a voix délibérative que lorsqu'on s'est mis en mesure de troubler l'ordre public.

La mauvaise monnaie chassant la bonne, ces comportements fondamentalement anti-démocratiques des syndicats ont été imités par d'autres types de minorités agissantes, les associations défendant tel intérêt catégoriel, ou telle thèse politique extrême – cela va de SOS Racisme à Greenpeace, Attac, les « *Forums sociaux* », Droit au logement, la Confédération paysanne, Act-up, etc. Là encore, l'expérience montre que ces groupes sont « *entendus* ».

Le gouvernement peut se permettre d'ignorer, symétriquement, les catégories sociales qui répugnent à ce genre de méthodes. Les citoyens pacifiques, qui ne sont ni syndicalistes révolutionnaires, ni activistes, ceux qui se contentent d'espérer dans le résultat des prochaines élections, ou dans l'influence qu'ils pourraient exercer par la presse, les médias, l'édition, les pétitions, les manifestations autorisées, le prosélytisme associatif pacifique, etc., n'ont plus voix au chapitre. Ou, si leur voix n'est pas étouffée, elle n'est plus délibérative. Voilà donc réduites à la stérilité politique les catégories les plus civilisées de la population, en particulier les élites de tous les secteurs intellectuels et économiques, alors que c'est précisément leur apport au débat public qui serait le plus précieux pour le pays. Ils comptent moins désormais que les violents et les délinquants.

On dira : à la bonne heure ! la démocratie n'est donc pas morte, elle a seulement changé de terrain. Le peuple s'exprime par les syndicats et les associations activistes, ce n'est qu'un déplacement du point de levier. Il y a des contre-pouvoirs, l'État doit composer avec les forces sociales. Que demander de plus ?

Raisonnement trompeur, puisqu'il est clair que les forces sociales en question ne sont nullement représentatives. En effet, pour accéder à ce nouveau type d'influence, il faut oser mépriser la loi, violer les droits et la propriété d'autrui. Il faut disposer aussi des techniques de l'agit-prop, s'être entraîné, avoir formé des milices (appelées par euphémisme, ou plus exactement par antiphrase, « *services d'ordre* »), s'être procuré des camions, des cars, des calicots, des mégaphones, des barres de fer, etc. C'est là toute une « *culture* » que seuls



possèdent certains milieux sociologiquement typés, toujours les mêmes, à savoir les syndicats marxisés et les associations sur lesquelles leur « culture » a déteint (et qui sont d'ailleurs souvent leurs filiales ou leurs avatars). Et voilà que ces groupes accèdent de facto au pouvoir, deviennent partie délibérative aux instances de décision publique, alors qu'ils sont une infime minorité. Ils constituent à leur tour une oligarchie dont les choix s'imposent à tous.

Pourquoi la première oligarchie, celle des fonctionnaires, lui a-t-elle fait place à côté d'elle ? Sans doute parce qu'elle avait conscience de sa propre non-représentativité, qu'elle comprenait vaguement qu'elle ne pourrait conserver durablement le pouvoir sans faire des concessions à l'opinion, sans « lâcher quelque chose au peuple », comme disait au XVII<sup>e</sup> siècle un fameux théoricien de l'absolutisme, Cardin Le Bret. Le problème est qu'au lieu de corriger cette non-représentativité en modifiant les institutions, elle a eu un comportement purement empirique. Elle a paré au plus pressé en cédant jour après jour à la force. Et même, avec le temps, c'est devenu chez elle une habitude mentale qu'on pourrait comparer au fameux syndrome de Stockholm : elle a fini par trouver intéressants, importants, voire sympathiques, ceux qui lui mettent le couteau sur la gorge, et elle a chassé définitivement de ses préoccupations la « *France d'en bas* » qui, elle, ne la menace pas.

Le résultat est que la deuxième oligarchie n'a cessé de monter en puissance dans les dernières décennies de la V<sup>e</sup> République. D'abord, prenant l'habitude de céder à ses revendications, on a, par le fait même, augmenté son crédit et son prestige auprès d'une partie – minoritaire, certes, mais conséquente – de l'opinion. Ensuite, on a cru habile de prévenir ses actions et d'essayer de la faire taire en satisfaisant sa première revendication qui est d'obtenir de l'argent public. De fait, aujourd'hui, l'argent dont disposent les syndicats est principalement d'origine publique : État, collectivités locales, entreprises publiques, organismes de sécurité sociale... ; de même, quasiment toutes les associations qui ont su, un jour ou l'autre, occuper la rue et les médias, reçoivent des subventions, souvent très importantes (SOS racisme, Attac, Act-up...). Le beau fruit de cette haute politique est que tous ces groupes, une fois subventionnés, se retrouvent pourvus de moyens supplémentaires en militants et en matériels qui leur permettent de repartir de plus belle dans la rue et d'obtenir de nouvelles concessions. Enfin et surtout, les diverses composantes de la seconde oligarchie ont été établies dans un statut quasi-officiel, comme interlocuteurs permanents et organiques du pouvoir. Les syndicats assurent désormais, dans des pans entiers de l'appareil d'État, en parallèle à l'administration régulière, un véritable rôle de co-gestion. De même, travailler avec « *les associations* » est devenu un mode normal de la gestion politique du pays, tant au plan national que dans les collectivités territoriales. Or redisons que les groupes composant la deuxième oligarchie sont tous des groupes privés et

minoritaires, auto-proclamés, sans légitimité démocratique vérifiée, et dont le casier judiciaire serait rarement vierge si, précisément, ils ne bénéficiaient d'une impunité qui est, au sens strict du terme, un privilège.

Nous en concluons qu'en France, la démocratie, toujours en place nominalement, a été remplacée en fait par une dyarchie, un condominium des fonctionnaires et des militants syndicalistes et associatifs sur une société civile privée de droits politiques réels.

L'analyse de la vie politique du pays depuis vingt ou trente ans montre que toutes les vraies décisions sont prises par ce duopole. Au fil des ans, et de façon accélérée à partir de 1981, on a fini par trouver normal que toute décision politique d'importance soit prise en concertation avec les « *partenaires sociaux* » et en accord avec eux. Les politiciens de droite eux-mêmes, revenant au pouvoir pour de brèves alternances (1986-1988, 1993-1997, 2002-...), ont fini par juger non seulement fréquentables, mais incontournables ces syndicats et groupes qui les tiennent en otages. Ils ont parlé de plus en plus leur langage, considéré le dialogue avec eux comme une sorte de devoir sacré. Ils en sont venus peu à peu, sans se l'avouer sans doute très clairement à eux-mêmes, et sans naturellement jamais le dire en public, à considérer la co-gestion de la France par eux-mêmes et les leaders syndicaux comme une alternative pleinement valable à la démocratie institutionnelle. Comme si les « *partenaires sociaux* » représentaient plus valablement le peuple souverain que les autorités régulièrement élues par le suffrage universel libre, individuel et secret.

La liberté politique, si durement acquise du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle en France, a été ainsi discrètement enterrée.

Même la majorité du Parlement ne peut obtenir une décision susceptible de mécontenter la double oligarchie. Un exemple : lors de la campagne électorale de 2002, l'UMP inscrit à son programme une loi instaurant un service minimum dans les transports publics en cas de grève. Aux élections, l'UMP obtient une large majorité. Des députés réclament alors au gouvernement l'exécution de la promesse faite aux électeurs, à savoir l'inscription de la loi à l'ordre du jour de l'Assemblée. L'Élysée et Matignon se font prier, arguant que les « *partenaires sociaux* » ne veulent pas d'une telle loi, et qu'il convient donc de « *négoier* » avec eux. Les députés s'impatientent, signent une proposition de loi. Cette proposition recueille un nombre croissant de signatures, jusqu'à ce qu'une majorité de députés la signent. Mais l'Assemblée, on le sait, n'est pas maîtresse de son ordre du jour. L'Élysée continuant de faire la sourde oreille, il n'y a donc toujours pas, début 2006, de projet de loi en vue. Or déjà, le fait que des députés soient conduits à signer l'équivalent d'une pétition pour avoir le droit de discuter d'un texte de loi est étrange dans une démocratie. Ce sont les simples citoyens qui sont censés pétitionner ; les députés, eux, ont autorité pour débattre

et voter ! Mais qu'en outre, la majorité des représentants du peuple, qui est par elle-même, en principe, législatrice, ne puisse même pas obtenir qu'on commence à discuter d'une loi, comment qualifier cette situation autrement que comme despotisme ? Les vrais dépositaires du pouvoir souverain sont donc en France, désormais, l'Elysée et les « *partenaires sociaux* », représentant respectivement 12% des électeurs et 5 à 10% des salariés... La souveraineté du peuple est purement et simplement annulée. Qu'en penseraient les Aristote, Polybe, Cicéron, Bodin et autres Montesquieu, s'ils revenaient sur terre et qu'on leur expliquât comment fonctionne désormais le régime politique français ? Ils ne pourraient que conclure que ce régime est un beau cas d'oligarchie.

Peu de lois, aussi, dont on n'apprenne qu'elles ont été proposées, et parfois même rédigées « *clé en mains* », par de prétendues « *associations* » qui n'ont qu'un nombre infime de membres, mais qui, ayant fait un jour du bruit dans la rue et dans la presse, ont bénéficié, on ne sait pourquoi, de subventions publiques qui les ont étoffées et enhardies, et qui sont devenues les conseillers auliques et référendaires du pouvoir. Les ministres et les députés, en discutant avec elles, ont réellement cru qu'ils partageaient quelque peu le pouvoir, qu'ils faisaient un pas vers l'opinion publique ; ils ne se rendent pas compte qu'ils ont oublié leurs électeurs et n'ont discuté qu'avec le microcosme.

Mais, dans la seconde oligarchie, la première place revient sans conteste aux syndicats, sur lesquels nous devons ajouter maintenant quelques remarques. Car désormais, on l'a dit, dans bien des administrations et entreprises publiques, ils constituent une véritable hiérarchie parallèle à la hiérarchie légale.

Il est bien connu que c'est le cas dans l'Éducation nationale, où il serait d'ailleurs plus juste de dire qu'ils sont l'unique hiérarchie qui gère le système, puisque la plupart des fonctionnaires du ministère qui, en principe, le co-gèrent avec eux, sont eux-mêmes des syndicalistes obéissant pour l'essentiel aux mots d'ordre et à l'idéologie de leur organisation. Le ministre et son cabinet, seuls représentants légitimes du peuple qu'on dit souverain, n'ont, par eux-mêmes, pratiquement aucun pouvoir (même et surtout pas sur l'« *intendance* »). Mais c'est là un cas extrême, qui exigerait une analyse spécifique. On sait que le système éducatif a été depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle le principal enjeu stratégique de la gauche, qui a consacré toute son énergie à l'investissement complet de ce terrain et y est parvenue.

Une situation de cogestion existe aussi dans les autres ministères, en particulier au ministère des Finances où ce sont les syndicats qui fixent en grande partie non seulement la pratique de l'impôt, mais sa doctrine. Elle existe encore dans les grandes entreprises publiques, EDF, SNCF, RATP, Air France, etc., dans la plupart desquelles la CGT, la FSU ou FO partagent le pouvoir à part égale avec les directions nommées. Enfin, les syndicats gèrent en direct

l'immense secteur de la protection sociale, lequel brasse plus de la moitié de l'argent public et plus du quart du PIB.

Ce statut des syndicats dans la vie politique française est étrange à plus d'un titre. Il est plus officieux et coutumier qu'officiel et légal. Le rôle des syndicats n'a jamais été véritablement inscrit noir sur blanc dans les droits privé et public. Il n'a évidemment pas pu être inscrit dans la Constitution que les décisions du gouvernement et du Parlement représentant le peuple ne sont exécutoires que si et quand elles ont trouvé grâce aux yeux de ces groupes privés et minoritaires que sont les syndicats : ç'aurait été reconnaître officiellement que la France n'est plus une démocratie. De même, les méthodes délictueuses employées par les syndicats et les associations activistes n'ont jamais été légalisées. Par exemple, le droit de grève reconnu dans la Constitution continue à consister seulement en la faculté qu'ont des salariés de cesser le travail sans que leur contrat de travail soit juridiquement caduc. Mais ni la Constitution ni la loi n'ont jamais autorisé les « *piquets de grève* », encore moins les occupations d'usines, séquestrations de cadres, blocages de voies de communication, etc. Tout cela est seulement coutumier. De même encore, le système de protection sociale est largement en marge de la légalité, puisque les organismes de protection sociale, cogérés par les organisations syndicales, demeurent des associations de droit privé (« *associations loi de 1901* »), alors qu'elles jouissent de prérogatives de puissance publique. Les conflits des particuliers avec ces organismes ne sont pas tranchés par les tribunaux de l'État, ordinaires ou administratifs, mais on a créé, pour les régler, des juridictions ad hoc (les « *Tribunaux des Affaires de Sécurité Sociale* ») où les syndicalistes sont juge et partie, sans possibilité d'appel. Cette situation exorbitante du droit commun est à la fois connue des spécialistes et jamais discutée dans l'espace public.

Cela s'explique aisément. Tous ces aspects de la situation des syndicats sont le fruit d'arrangements informels entre l'exécutif et les groupes de pression, conclus dans le secret des ministères et des bureaux pour dénouer ou prévenir les conflits sociaux. Ils sanctionnent un rapport de forces. Si l'on avait voulu inscrire dans le droit les pouvoirs ainsi concédés aux syndicats, il aurait fallu mettre en œuvre des procédures publiques où l'on aurait dû fournir des justifications scientifiques et morales de ces pouvoirs. On aurait été bien en peine d'en trouver. Il y aurait eu des controverses publiques sévères, des batailles d'amendements, des votes dans les deux chambres du Parlement, qu'il aurait fallu trancher, le cas échéant, par des référendums populaires, eux-mêmes précédés de débats fournis, d'une avalanche de livres et d'articles, etc. Il n'y aurait certainement pas eu de consensus pour conférer aux syndicats des pouvoirs supérieurs à ce à quoi ils peuvent prétendre, étant donné le jugement réel que l'opinion porte aujourd'hui sur eux. Et donc rien ne dit que la situation

qui aurait résulté du jeu régulier des procédures démocratiques aurait ressemblé à celle qui s'est imposée par le seul jeu des rapports de forces.

Aussi bien n'a-t-il été jamais été question de risquer cette épreuve de vérité. Dans le processus qui a abouti à l'actuel pouvoir des syndicats, la démocratie a été mise tacitement, mais entièrement, hors jeu. Ce pouvoir est le fruit d'une entente, d'ailleurs précaire, entre les diverses composantes de ce que nous appelons la double oligarchie. Et de même qu'une ligne de front, dans une guerre, s'établit là où la bataille a conduit empiriquement les armées, de même, la frontière des pouvoirs respectifs de l'État légal et des « *partenaires sociaux* » s'est établie là où les luttes sociales et les renoncements successifs des gouvernements l'ont portée en pratique. Il est clair que, dans ces arrangements, aucune logique démocratique, aucune logique juridique n'ont prévalu.

Il est toutefois une logique déchiffrable de ces arrangements. C'est qu'ils ont permis aux deux composantes de l'oligarchie de se partager les dépouilles d'une société civile qui n'était plus représentée dans l'État légal, et ne pouvait ou ne voulait s'exprimer dans la rue.

### **Conséquences : la croissance indéfinie du secteur public**

Observons à présent, en effet, que toutes les composantes de l'oligarchie ont pour point commun de vivre d'argent public. C'est évident pour les fonctionnaires. Ce ne l'est pas moins pour les syndicats et pour les associations subventionnées. Ces catégories ayant 1) un intérêt permanent à augmenter les prélèvements obligatoires, et 2) le pouvoir de le faire sans limites et sans se heurter à des contre-pouvoirs, elles... l'ont fait.

Ceci s'est produit en particulier depuis que les socialistes gouvernent la France. Auparavant, si les gouvernements de De Gaulle, de Pompidou, de Giscard, avaient été étatistes, ils n'étaient favorables que dans une certaine mesure au développement de l'État-Providence, et ils étaient conscients qu'une croissance excessive de celui-ci serait dommageable au dynamisme et à la compétitivité de l'économie française. Mais, quand les socialo-communistes arrivèrent au pouvoir, une inflexion décisive eut lieu. Selon l'idéologie socialiste, le salariat de droit privé est, en tant que tel, une situation d'exploitation et la forme « *normale* » d'emploi est l'emploi public. Les réticences idéologiques à un accroissement du poids de l'État n'existant plus dans les gouvernements postérieurs à 1981 comme elles avaient existé sous les gouvernements antérieurs, toutes les composantes de l'oligarchie se retrouvèrent sur la même longueur d'ondes. Elles furent tacitement d'accord pour accroître tentaculairement l'État et le poids des prélèvements obligatoires, unanimes à faire la sourde oreille aux analyses économiques démontrant le caractère absurde et suicidaire d'une telle politique. Les socialo-communistes s'aperçurent à cette occasion que les institutions de la V<sup>e</sup> République leur conféraient à peu près tous les pouvoirs

souhaitables ; ils purent exploiter à fond les virtualités d'étatisme présentes dès le début dans ces institutions – qu'ils s'abstinrent donc désormais de critiquer.

Le résultat est inscrit dans les statistiques. Les dépenses publiques, les prélèvements obligatoires, le nombre de personnes vivant d'argent public n'ont cessé de croître depuis 1981. À la fois, c'est en France que ces chiffres ont le plus augmenté de 1970 à 2004 et c'est en France qu'ils sont les plus élevés par comparaison avec les autres pays de l'UE et de l'OCDE.

Le tableau ci-dessous montre la part des dépenses publiques dans le PIB en 2000 dans les principaux pays de l'UE (en pourcentages).

Belgique	47
France	51,4
Allemagne	42,9
Italie	44,4
Pays-Bas	41,5
Royaume-Uni	39,2
Total UE	44,2

Ces chiffres traduisent l'augmentation du poids du secteur public et des autres catégories vivant d'argent public dans la population active. En 1998, on comptait, sur une population active d'environ 26 millions, 6,5 millions de personnes employées directement par des administrations et entreprises publiques. À quoi il faut ajouter les employés des organismes de protection sociale, qui vivent, eux aussi, d'un argent prélevé par la coercition, bien que, juridiquement, ils ne soient pas fonctionnaires. Quant aux permanents syndicaux, aux salariés des associations subventionnées, à ceux du secteur de l'« économie sociale », toutes ces catégories vivent elles aussi principalement d'argent public. Au total, et compte-tenu du fait que ces chiffres ont encore augmenté depuis 1998, il semble qu'entre un quart et un tiers de la population active française vive aujourd'hui des prélèvements obligatoires.

Cette augmentation considérable du poids de l'État en France en si peu de temps a sans doute plusieurs causes. Mais, parmi elles, il est clair qu'arrive en première ligne la structure doublement oligarchique du pouvoir que je viens de décrire. La situation actuelle de la fonction publique dans le pays résulte en effet d'une accumulation de décisions budgétaires, réglementaires ou législatives qui ont été prises au long des trois dernières décennies. Si toutes sont allées dans le même sens, c'est que toutes ont été prises par le même type de décideurs, à savoir les membres des deux oligarchies.

Il est d'ailleurs amusant de voir comment, dans les documents publics, on habille la chose. On s'étonne, en langage pseudo-économique, de la « rigidité à la baisse » des prélèvements obligatoires, comme s'il s'agissait d'une loi objective

de l'économie, alors qu'il s'agit de l'effet cumulé des propensions idéologiques et des intérêts corporatifs qui ont déterminé les choix des décideurs. Si ces propensions et ces intérêts étaient autres, on observerait bien plutôt une « *rigidité à la hausse* », comme aux USA, au Royaume-Uni ou au Japon. Le fait que, dans de nombreux pays étrangers où n'existe pas le même condominium, on ait pu, ces dernières années, sans difficultés notables, décider puis faire passer dans les faits une baisse sensible de ces mêmes prélèvements, montre bien a contrario la singularité de la situation française.

Allons plus loin et essayons d'analyser la modification d'ensemble de la société qui a finalement résulté, sous la V<sup>e</sup> République, de l'existence d'un déficit démocratique structurel dans les institutions.

On peut dire qu'il y a eu, au total, un transfert forcé de richesses du secteur privé au secteur public. Bien que ceci ait été fait au nom de la justice sociale, qui consiste en principe à prendre l'argent des « *riches* » pour le donner aux « *pauvres* », le transfert de richesses qui a réellement eu lieu en France pendant ces décennies n'a pas été un transfert vertical de la « *France d'en-haut* » à la « *France d'en-bas* », mais un transfert horizontal allant des classes moyennes du secteur privé non syndiqué aux classes moyennes du secteur public syndiqué.

Ceci ne va à aucun égard dans le sens de la justice sociale. Il s'agit en réalité d'une spoliation, d'une prédation, d'un vol, et même d'un « *vol à mains armées* », puisqu'un camp respecte le droit alors que l'autre emploie la force. A été créée une situation d'exploitation où certains bénéficient du travail des autres sans leur rendre un service équivalent. La V<sup>e</sup> République pourra se vanter d'avoir inventé une nouvelle forme d'exploitation de l'homme par l'homme et de confiscation de la plus-value. Si Marx revenait sur terre, il parlerait même de l'émergence d'une nouvelle classe dominante, à savoir le condominium fonctionnaires-syndicats, et d'une nouvelle classe dominée, à savoir le secteur privé et la société civile. Si l'on en croit les données rassemblées par Jacques Marseille ou par Michel Drancourt et Michel Brulé, la nouvelle classe dominante, comme celle de l'Ancien Régime, bénéficie en effet de véritables privilèges : salaires supérieurs à ceux du privé (sauf pour les plus hauts postes), retraites obtenues plus tôt, à meilleur taux, avec moins d'annuités de travail, garantie de l'emploi, temps de travail inférieur, etc., et (en conséquence) durée moyenne de vie supérieure à celle du reste de la population. Les agents de l'EDF, de la SNCF, de la RATP, de la Banque de France, etc., ont aujourd'hui des revenus et autres avantages très supérieurs à ce qu'ils seraient si ces agents rendaient le même service sur un libre marché où ils seraient rémunérés selon la valeur marginale que le consommateur entend volontairement consentir à ce service ; ou, si l'on préfère, ils offrent, en échange d'un revenu donné, sensiblement moins de travail que celui qu'ils devraient offrir si l'échange était contractuel. Le différentiel tient à l'usage de la force. D'abord leurs propres violences en tant que groupes de pression syndiqués et organisés usant de moyens illégaux. Ensuite la force

coercitive d'un État qui fait la paix avec les syndicalistes aux dépens des contribuables et en méprisant l'opinion des citoyens. Nous ne sommes pas ici dans le cadre du droit et de la règle, mais dans celui des voies de fait, et donc de ce qu'on pourrait appeler une « *guerre civile froide* ». La situation, bien loin d'être « *progressiste* », est similaire aux situations de prédation qu'a connues l'Histoire avant que fût inventé l'État de droit démocratique et libéral. Notre secteur public est, par rapport à notre secteur privé, à peu près dans la situation des guerriers Touaregs rançonnant les pacifiques caravanes du désert, ou des Gengis Khan, Tamerlan et autres Turcs soumettant au tribut les populations conquises.

Je redis qu'aucune idéologie, aucune conception de la « *justice sociale* » ne justifient cette logique de prédation. Ce n'est pas étonnant, puisque, de toute façon, aucune idée n'a organisé ce processus. Nous avons voulu montrer que celui-ci est le fruit d'un gigantesque « *effet pervers sociologique* », le développement historique de ce qui était présent en germe dans les institutions anti-démocratiques de la V<sup>e</sup> République.

Philippe Nemo



## LA DROITE, OU LA TENTATION DE LA TRAHISON

En avril 2008 Jean-Philippe Feldman proposait dans la *Revue des deux mondes*<sup>390</sup> que la droite trahisse ses idéaux traditionnels et mène une audacieuse politique libérale. Il n'est pas isolé : nombre de libéraux fustigent les « conservatismes » de gauche et de droite.

Mais les libéraux n'ont pas le monopole de l'« audace ». Les autres courants de la droite nourrissent un espoir similaire. L'extrême-droite se délecte de reprendre à son compte le discours antilibéral de la gauche qui dénonce l'ouverture des frontières, la mondialisation et les vils financiers. La droite sociale rêve de paix civile, d'union de la société et des classes et est portée à attribuer la source du désordre à des réformes excessives. La droite sécuritaire apprécie un discours de la gauche qui dépeint les gauchistes et les bobos comme des libéraux en puissance.

D'où vient cette régularité qui fait que chaque tendance de la droite rêve de trahir son camp et de réaliser le bien commun en s'associant à la gauche ?

Le sinistrisme<sup>391</sup> n'explique pas tout. Le sinistrisme, c'est l'attrait de la gauche pour les hommes de droite, l'admission à demi-mot de la supériorité morale de la gauche, la discrétion de l'expression d'une sensibilité de droite et finalement un désir de reconnaissance. Si la droite semble majoritaire en France sur le long terme, c'est la gauche qui bénéficie du prestige et de l'appui des intellectuels.

Plutôt que du sinistrisme, la tentation de la trahison chez la droite vient de sa structure. Car si la gauche voit souvent la droite comme l'obstacle

---

<sup>390</sup> Jean-Philippe Feldman, « La droite est-elle (encore) conservatrice ? », *Revue des Deux mondes*, « Où va la droite ? », avril 2008.

<sup>391</sup> De *sinister* : « gauche » en latin

réactionnaire à ses rêves de progrès, il semble plutôt que la droite soit le camp des progressistes déçus, qui refusent le programme socialiste et les élites qu'il installe. Mais ces progressistes déçus continuent de rêver de reprendre un jour leur juste place. Par la trahison.

### **Qu'est-ce que la droite ?**

#### *Gauche et droite, des notions relatives*

C'est avec la Révolution française qu'apparaît, semble-t-il, le clivage gauche-droite, formalisé sous cette forme presque par hasard. Il devait avoir une postérité considérable.

A l'origine la distinction entre gauche et droite est éminemment relative – les députés à droite forment la droite, et ceux à gauche la gauche... – et puis avec le temps apparaît le mirage que ces camps correspondraient à des programmes et à des idées posés une fois pour toutes. Mais il n'existe ni droite éternelle ni gauche éternelle : les idées ont circulé entre les deux camps, les personnes aussi, et même les institutions.

#### *L'éviction du libéralisme de la gauche*

On cite souvent le progrès comme notion fondamentale de la gauche mais il convient de relativiser. Certes la gauche se réunit autour de l'idée de progrès mais de quelle conception du progrès s'agit-il ? Lors de la révolution, le progrès est libéral : droits politiques, égalité des conditions, abolition des privilèges. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le progrès commence à prendre une dimension économique et sociale, les socialistes apparaissent. Au XX<sup>e</sup>, la préoccupation sociale s'impose et avec elle les socialistes, tandis que les radicaux, plus libéraux, épuisent leurs revendications dans la satisfaction de leur programme.

Finalement le socialisme et les autres doctrines politiques de construction sociale s'imposent à gauche et évincent le libéralisme. Mais jusqu'à la deuxième guerre mondiale on trouve des hommes de gauche qui ne sont pas socialistes, qui sont partisans du libéralisme économique et de l'orthodoxie financière, tel un Joseph Caillaux que la droite nationaliste hait et bastonne. Mais la gauche n'admet plus que le socialisme et Caillaux finira sa carrière au Sénat, à achever les gouvernements de Léon Blum.

Demeuraient donc à gauche non pas les partisans d'une hypothétique vraie gauche éternelle, mais les partisans de la forme du progressisme qui correspondait le mieux aux préoccupations – alors économiques et sociales – du plus grand nombre (en quelque sorte la gauche choisie par le marché).

### *L'éviction du nationalisme de la gauche*

Auparavant le nationalisme avait basculé à droite ainsi que de nombreux hommes de gauche qui ne se reconnaissaient pas dans le socialisme. Un Henri Rochefort, anticlérical, antisémite, était un homme de gauche éminent, communard, qui devenait un chef de la nouvelle extrême-droite, soutenait les causes boulangiste puis antidreyfusarde. Plusieurs chefs nationalistes venaient pareillement de la gauche.

Contrairement au cas de l'évincement des libéraux, du à l'avènement irrésistible du socialisme, l'évincement des nationalistes était du à l'« *Affaire* », qui parachevait la rupture de la gauche et du nationalisme. Ce rejet très mal vécu rendait hystérique plus d'un Léon Daudet.

Le basculement nationaliste entraînait l'armée avec elle. On a oublié à quel point l'armée était une force révolutionnaire, qui effrayait les bourgeois, jusqu'au tournant de l'affaire Dreyfus.

Ceux qui doutent du caractère de gauche du nationalisme d'origine, pourront se reporter à l'histoire de l'Allemagne, pays où le XIX<sup>e</sup> siècle oppose les conservateurs aux nationaux-libéraux qui réclament la révolution et la constitution de l'Allemagne, en vertu du principe révolutionnaire des nationalités.

### *L'émergence de la droite sociale*

Ajoutons encore à la droite les catholiques, ralliés par souci de ne pas laisser la République aux rouges, mais aussi promoteurs d'une politique sociale non socialiste d'alliance entre les classes plutôt que de confrontation.

### *Le cas des réactionnaires*

Il faudrait ajouter à la droite, pour être complet, les réactionnaires. A première vue ils ne sont pas des progressistes et pourtant ils vont très bien s'accommoder au sein de la droite nationaliste et antilibérale, à l'exemple d'Albert de Mun, monarchiste, initiateur de nombreuses lois sociales, soutien opportun du boulangisme et nationaliste virulent.

La droite réactionnaire se fondait ainsi dans cette ancienne passion de gauche qu'était le nationalisme. C'était avant tout les intellectuels de cette droite que Julien Benda visait lorsqu'il écrivait *La trahison des clercs*, ouvrage qui dénonçait l'engagement des intellectuels, c'est-à-dire des clercs modernes, au

service des passions, quand leur tâche séculaire avait été jusque-là de les restreindre.

*Le produit : un clivage de l'ordre et du progrès*

Il ressort de cette présentation que la droite ne s'était pas construite contre l'idée de progrès mais contre sa *forme dominante*, ou plutôt celle qui apparaissait légitime au public et sanctionnée comme telle par le suffrage électoral : le socialisme.

Le dénominateur commun de la droite étant l'opposition au socialisme, elle ne pouvait porter aucun projet radical, elle se réunissait donc pour la défense du *statu quo* et donc de l'ordre.

Ordre et progrès, la devise comtiste du Brésil résume la forme décantée du clivage droite-gauche. Chacun perçoit et comprend l'autre à travers son principe. La droite se voit comme l'ordre tandis que la gauche serait le désordre. La gauche se voit comme progrès tandis que la droite serait réaction. Ordre et progrès, ou anarchie et réaction.

L'union de la droite contre la gauche ne devait pas faire oublier que les courants de la droite étaient pour la plupart des progressismes déçus et que leur nature leur commandait de reprendre leur place comme doctrine ou idéologie dominante de la gauche. Ceci explique cette tentation permanente qui agite chaque tendance de la droite de retrouver sa position légitime de porte-drapeau du progrès. Ainsi est la droite : la nécessité de l'alliance et la tentation de la trahison.

### **Conséquences politiques**

*Droite contre droite*

Le libéralisme économique est un progressisme, il promet une amélioration du bonheur du genre humain et constate que la poursuite par chacun de son intérêt dans le cadre des lois d'une société (et donc en excluant la violence et la ruse) accroît le bonheur de tous.

Les libéraux dénoncent les obstacles au bon fonctionnement du marché et donc, parfois, les conservateurs de droite et de gauche. Notons aussi qu'ils n'aiment rien tant qu'user de la métaphore religieuse contre les préjugés de leurs adversaires : « *religion (séculière ou non)* », « *vulgate* », « *théologie* ». Ils méprisent généralement les nationalistes, les autoritaires, etc., qui ne comprennent rien à leur théorie.

Les nationalistes portent leur vindicte sur la droite molle au service du socialisme et la droite libérale au service du capitalisme apatride. Aliénée des institutions et de la société, elle déteste un système qui la pointe du doigt et se complait dans un rôle gémissant.

La droite sociale impute aux libéraux la promotion du vice de l'argent et de l'individualisme, et elle rejette les nationalistes hystériques. Surtout, elle aime l'union et elle est paternaliste. On peut diviser cette droite entre les modérés et les gaullistes, plus autoritaires et volontaristes – division pas très orthodoxe certes.

Chaque droite peut ainsi stigmatiser les autres. Et ainsi on les surprend à faire les yeux doux à la gauche : sur l'air ne voyez-vous pas que nous sommes dans le même camp ? Votre véritable ennemi ce sont – au choix – les conservateurs/ les libéraux/ les extrémistes/ les autoritaires/ les partisans de l'ordre moral.

Et cela ne mène nulle part.

### **Division et échec**

*Un exemple.*

Lorsque le parti du Général De Gaulle remporte les élections de 1968, c'est un raz-de-marée. Et pourtant un an après, le Général devait perdre un référendum et quitter le pouvoir. Que s'était-il passé ?

Le caractère prononcé de la victoire aux législatives permettait de se passer des alliés. Les gaullistes ne s'en privèrent pas : ils écartaient les libéraux et se taillaient la part du lion. Ce faisant ils se les aliénaient et lorsque la conjoncture spécifique à 1968 disparut, les voix de la tendance libérale firent défaut et le référendum que les libéraux auraient du logiquement soutenir fut perdu. Les gaullistes ne pardonnèrent pas à Giscard d'avoir appelé à voter « *non* », mais en vérité n'étaient-ce pas les gaullistes qui avaient fait défection les premiers ?

### **Union et victoire**

Le succès électoral de l'actuel président, qui fit méthodiquement la cour à chaque tendance de la droite, montre l'efficacité de l'alliance tout en montrant sa limite : en courtisant toutes les droites, le candidat montre qu'il n'a pas de

conviction. Sa victoire est plus une victoire personnelle qu'une victoire des droites.

En tout état de cause, hors de l'alliance point de salut ! Il en va de même à l'étranger. Le génie politique de Thatcher et Reagan fut d'associer libéralisme économique et conservatisme (on peut même ajouter le néo-conservatisme pour Reagan).

**En politique « on choisit ses adversaires, on ne choisit pas ses alliés »**

Raymond Aron, rejoignant nos problématiques nous offre notre conclusion :

*« Je répondis souvent à ceux qui me reprochaient mes compagnons douteux : on choisit ses adversaires, on ne choisit pas ses alliés. Au reste, je me débarrassai assez vite de la superstition que Sartre défendit jusqu'à son dernier jour : « la droite, ce sont les salauds », ou, en un langage plus académique, de la superstition que les partis diffèrent par la qualité, morale ou humaine, de leurs militants ou de leurs chefs. Probablement les partis de gauche recrutent-ils davantage parmi les idéalistes (au sens banal du mot). Quand les révolutionnaires passent de l'autre côté de la barrière, conservent-ils longtemps leur supériorité morale ? Il se trouve des vertueux dans chaque camp ; sont-ils nombreux dans aucun ?<sup>392</sup> »*

Nicolas Rannou

---

<sup>392</sup> Raymond Aron, *Mémoires*, chapitre IV, « Au cœur du Quartier latin », p.109-110, Julliard, 1983.

## DEMOCRATIE

La démocratie, « *gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple* » (Abraham Lincoln), peut être définie comme un mode d'organisation politique par lequel la souveraineté réside dans l'ensemble des citoyens (sans distinction de naissance, de fortune ou de capacité), qui expriment leur volonté par le vote, selon le principe « *un homme ou une femme, une voix* »

On peut distinguer différents types de démocratie : démocratie directe (pas de représentants), démocratie représentative (une oligarchie élue a le pouvoir) et démocratie participative (système mixte). Tous les partis et idéologues se réfèrent à la démocratie athénienne, participative, mais en fait toutes les démocraties actuelles sont représentatives (sauf la Suisse, qui est participative).

Il est important de souligner que la démocratie ne correspond pas nécessairement à un régime libéral, ni même à un régime de liberté.

### Position libérale

Le libéralisme entretient des positions complexes avec la démocratie et, s'il la rejoint sur de nombreux points, s'en éloigne aussi sur d'autres quand la logique démocratique est utilisée de façon dogmatique. Les libéraux prônent le recours à la démocratie sous la forme de la démocratie libérale, un système politique dont la légitimité est fondée sur la défense des libertés individuelles, moteur du dynamisme qui garantit la plus grande adéquation possible entre les besoins des sociétés humaines et les réponses apportées à ces besoins. Cette vision des sociétés s'est d'abord développée en Europe et en Amérique du Nord, avant de connaître un essor nouveau à la faveur de la lutte contre les modèles communistes. Dans une démocratie libérale, l'État conserve la haute main sur ses fonctions régaliennes (police, justice, armée).

Benjamin Constant a été l'un des premiers à s'opposer à une démocratie qui donnerait tout pouvoir au peuple ou à sa représentation, au détriment des individus et de leurs droits. Il redoutait que l'idée de souveraineté absolue, qu'elle soit exercée par un monarque ou par le peuple, ne soit un fléau pour la société de par la quantité de pouvoir qu'elle produit : « *elle fait au peuple en masse*

*l'holocauste du peuple en détail* », car même exercé au nom du peuple, le pouvoir est toujours dans les mains de quelques-uns. Il ajouta également dans ses *Principes de politique* (1806) : « *l'erreur de ceux qui, de bonne foi dans leur amour de la liberté, ont accordé à la souveraineté du peuple un pouvoir sans bornes, vient de la manière dont se sont formées leurs idées en politique. Ils ont vu dans l'histoire un petit nombre d'hommes, ou même un seul, en possession d'un pouvoir immense, qui faisait beaucoup de mal ; mais leur courroux s'est dirigé contre les possesseurs du pouvoir, et non contre le pouvoir même. Au lieu de le détruire, ils n'ont songé qu'à le déplacer* ». C'est entre autres pour cela qu'il défend une démocratie censitaire, estimant qu'un minimum de propriété est nécessaire pour pouvoir prendre part aux débats démocratiques.

Alexis de Tocqueville poursuit ses critiques dans *De la démocratie en Amérique* (1835), œuvre dans laquelle il exprime la crainte de voir se développer une dictature de la majorité, qui mette en cause les droits individuels. C'est entre autres pour cela qu'il défend une démocratie censitaire, estimant qu'un minimum de propriété est nécessaire pour pouvoir prendre part aux débats démocratiques. Et Tocqueville d'écrire : « *je regarde comme impie et détestable cette maxime, qu'en matière de gouvernement la majorité d'un peuple a le droit de tout faire, et pourtant je place dans les volontés de la majorité l'origine de tous les pouvoirs (...). Lors donc que je vois accorder le droit et la faculté de tout faire à une puissance quelconque, qu'on appelle peuple ou roi, démocratie ou aristocratie, qu'on l'exerce dans une monarchie ou dans une république, je dis : là est le germe de la tyrannie, et je cherche à aller vivre sous d'autres lois. Ce que je reproche le plus au gouvernement démocratique, tel qu'on l'a organisé aux États-Unis, ce n'est pas, comme beaucoup de gens le prétendent en Europe, sa faiblesse, mais au contraire sa force irrésistible* ». L'arrivée au pouvoir d'Hitler de façon démocratique en 1933 devait confirmer *a posteriori* ses craintes.

Friedrich Hayek poursuit ces critiques dans *La Constitution de la liberté*. Dans le chapitre neuf, La règle majoritaire, il s'attache à montrer ce qui relie le libéralisme et la démocratie, tout en soulignant les dangers d'une démocratie qui écraserait les individus. La démocratie n'est qu'un moyen et non une fin en soi pour Hayek. Il écrit ainsi : « *Les traditions démocratique et libérale sont cependant d'accord pour dire que, chaque fois que l'action de l'État est requise, et particulièrement si des règles coercitives sont à établir, la décision doit être prise à la majorité. Elles divergent néanmoins sur le champ ouvert à l'action politique censée guidée par la décision démocratique. Alors que le démocrate dogmatique considère qu'il est souhaitable que le plus grand nombre possible de problèmes soient résolus par un vote majoritaire, le libéral estime qu'il y a des limites précises au domaine des questions à résoudre ainsi* ».

Il souligne en particulier que la démocratie ne répond pas à la question de savoir quelles sont les limites à l'intervention de l'État, elle répond à la question « *qui gouverne ?* », ce qui offre un spectre assez large de types de pouvoir respectant plus ou moins les droits individuels, depuis la démocratie libérale jusqu'à la démocratie totalitaire, qui supprime démocratiquement les libertés :



En fait ce n'est qu'à un stade relativement tardif de l'histoire de la démocratie moderne, que de grands démagogues ont commencé à soutenir que, puisque le pouvoir était désormais aux mains du peuple, il n'était plus besoin de limiter l'étendue de ce pouvoir. C'est lorsqu'on prétend que dans une démocratie, est juste ce que la majorité rend légal que la démocratie dégénère en démagogie.

Pour dépasser ces limites, il propose dans *Droit, législation et liberté* un nouveau système qu'il appelle démarchie et qui s'apparente au régime de démocratie libérale, système politique qui caractérise les démocraties qui fondent leur légitimité sur la défense des libertés individuelles.

L'impasse démocratique résulte de ce que ce régime n'a pas vaincu l'absolutisme, mais l'a seulement transféré en d'autres mains. A la suite de Jean-Jacques Rousseau, la souveraineté populaire s'est substituée à celle du monarque. Ainsi que le remarque Philippe Nemo :

*« C'est l'erreur de tous les « socialismes démocratiques », qui consiste à croire que, dès lors que chacun participe au pouvoir, il importe peu que le pouvoir lui-même soit illimité et puisse contrôler tous les aspects de la vie sociale. »*

### **Position libertarienne**

Les libertariens contestent la démocratie et le principe représentatif. La représentation est un mythe au nom duquel les élus usurpent massivement le pouvoir de décision de la population. En effet, comme l'explique Murray Rothbard : *« le véritable "représentant" d'un individu doit toujours respecter les ordres de celui-ci, ne peut agir contre ses intérêts ou ses vœux, et peut être écarté à tout moment. Il est clair que le "représentant", au sens que ce terme a dans une démocratie, ne peut jamais accomplir de telles fonctions d'agent, qui sont au contraire les seules en harmonie avec une société libertarienne. »*

Dans une société libertarienne (anarcho-capitaliste), où n'existe que la propriété privée, ni la démocratie représentative ni la démocratie directe n'ont de sens : les individus (ou leurs agents mandatés) défendent eux-mêmes leurs propres intérêts, par la négociation pacifique ou par voie de justice en cas de contestation. Les uns ne se prévalent pas d'un intérêt général fictif pour tenter d'imposer aux autres leur propre point de vue dans des domaines qui ne les concernent pas, en usant de la loi du plus fort.

Pour les libertariens, lorsqu'une majorité décide pour tous, le droit de propriété naturelle de chacun sur sa propre personne et sur ses biens est bafoué. La démocratie sous sa forme actuelle n'est que l'institutionnalisation de la propriété collective, et de la dictature de la majorité, sous la forme étatique et nationale, succédant à la forme monarchique :

La nuit du 4 août fut la nuit de mort des privilèges (les villes, les communes, les magistratures étaient privilégiées, dotées de privilèges et de

droits seigneuriaux), et lorsqu'elle prit fin se leva l'aube du Droit, des droits de l'État, des droits de la Nation. Le despotisme n'avait été dans la main des rois qu'une règle complaisante et lâche, auprès de ce qu'en fit la « Nation souveraine ». *Cette monarchie nouvelle se révéla cent fois plus sévère, plus rigoureuse et plus conséquente que l'ancienne ; devant elle, plus de droits, plus de privilèges ; combien, en comparaison, paraît tempérée la royauté absolue de l'Ancien Régime ! La Révolution, en réalité, substitua à la monarchie tempérée la véritable monarchie absolue. Désormais, tout droit que ne concède pas le Monarque État est une « usurpation », tout privilège qu'il accorde devient un « droit ».* (Max Stirner, *L'unique et sa propriété*, 1845)

De plus, la démocratie contribue à dissocier action et responsabilité des individus, en considérant que toute décision est tributaire de la loi majoritaire. C'est pourquoi certains auteurs s'en méfiaient grandement, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle :

« *Quand le poids de l'infamie est divisé entre beaucoup de gens, nul d'entre eux n'est écrasé par son propre fardeau.* » (John Trenchard et Thomas Gordon, *Cato's Letters*, lettre du 13 janvier 1721)

Nozick considère que la démocratie n'est qu'une forme de l'esclavage, les citoyens étant esclaves de la majorité, de la collectivité, de l'État démocratique souverain.

Pour Murray Rothbard, l'État est le principal agresseur contre les droits de l'homme. Les exemples les plus dramatiques de cette agression sont :

- la guerre, une forme d'homicide de masse qui lèse le droit à la vie.
- la conscription, une forme d'esclavage qui lèse le droit à la libre disposition de son corps.
- la taxation, une forme de vol qui viole le droit de propriété privée et de disposition des fruits de son travail et de ce qui s'est acquis à travers le libre consentement des autres.
- Le fait que les États dans lesquels nous vivons en Occident soient des démocraties ne change pas les choses : « *la majorité n'est pas la société, elle n'est pas non plus chacun d'entre nous. La coercition de la majorité sur la minorité est toujours coercition* ».

Rothbard critique à la fois la théorie classique, selon laquelle la démocratie est la volonté du peuple, et la théorie moderne, selon laquelle la démocratie repose sur le libre choix de nos gouvernants.

### Les paradoxes de la démocratie

- paradoxe de Condorcet : intransitivité de la majorité. Si une majorité d'électeurs préfère A à B, et B à C, il est faux de conclure qu'une majorité préfère A à C (exemple : selon les sondages pour la présidentielle française de 2007, chacun des deux candidats en tête au premier tour aurait été battu au second tour par le troisième candidat).

- « Le théorème d'Arrow, ou la démocratie contre la raison », de Mickaël Mithra.

## La démocratie libérale

Issue de la théorie libérale classique de Montesquieu, la notion de démocratie libérale renvoie, dans une large mesure, à celle de démocratie parlementaire.

Selon la doctrine de la démocratie libérale, le peuple souverain ne s'identifie nullement avec la réalité sociologique de l'ensemble des individus. En effet, dans le souci de n'accorder des droits politiques qu'à des individus jouissant d'une autonomie réelle, donc détachés des contraintes matérielles (tels les propriétaires ou les personnes payant un impôt) et des liens de dépendance sociale, les pères fondateurs des institutions américaines comme les révolutionnaires de 1789 vont prôner le suffrage censitaire. Si, en France, le suffrage universel masculin est admis dès 1848, les États-Unis n'ont renoncé qu'en 1964 au système des « *poll-taxes* », qui maintenait dans certains États un cens électoral. Par ailleurs, à la notion de « peuple », la doctrine libérale substitue celle de « *nation* », conçue comme un être abstrait, indépendant des contingences économiques et sociales (Sieyès). Érigée en souverain, la nation ne peut s'exprimer que par l'intermédiaire de représentants.

Dans le système de démocratie représentative adopté par les sociétés modernes, les citoyens n'exercent donc qu'indirectement le pouvoir. Par l'intermédiaire d'élections aux modalités diverses, ils désignent ceux qui seront chargés d'exprimer leur volonté. Les rapports entre les individus et le pouvoir sont ainsi médiatisés. Les représentants élus déterminent la loi imposée à tous. Dès lors, la démocratie libérale prend la forme d'une démocratie parlementaire, où tout un ensemble de mécanismes institutionnels – séparation des pouvoirs (conformément à la théorie de Montesquieu), soumission des gouvernants à la loi (*Rule of Law*), élections libres, respect des droits de l'Homme – protège la société contre l'arbitraire du pouvoir.

### *Quelques précurseurs*

Plusieurs auteurs prélibéraux ont prôné des idées anticipant la notion de démocratie libérale. Ainsi, au XVII<sup>e</sup> siècle, en Angleterre, les *Levellers* ont défendu l'égalité en droit de chaque citoyen contre l'arbitraire, en exigeant le respect par le pouvoir politique de lois constitutionnelles. Ils ont également réclamé l'instauration d'un suffrage quasi universel (« *quasi* » car excluant les domestiques et les mendiants).

En France, à la même époque, le physiocrate Pierre de Boisguilbert prend fait et cause pour une démocratisation du système monarchique, plus

favorable aux États généraux et aux assemblées locales. D'après lui, il s'agit de permettre une meilleure transmission de l'information du peuple vers l'autorité royale, qui sera alors obligée de sortir de son isolement et de s'intéresser à l'état de la société. Cet argument alors très neuf s'appuie donc davantage sur des considérations épistémologiques qu'éthiques. A la fin du règne de Louis XIV, Fénelon insistera également sur la nécessité d'organiser des États généraux réguliers.

Plus tard, la violence instituée durant la Révolution française a incité plusieurs philosophes d'inspiration libérale à réfléchir de manière approfondie aux limitations de la souveraineté populaire et aux dangers liés à ce nouvel absolutisme. C'est le cas des Idéologues, tel Antoine-Louis Destutt de Tracy, opposés au bonapartisme et admirateurs de la jeune démocratie américaine, mais il faut citer aussi – bien sûr – Benjamin Constant. Pour lui, la Constitution doit servir de garde-fou aux dérives despotiques du pouvoir, quelle qu'en soit son émanation.

Plusieurs libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle qui le suivront réfléchiront aussi aux limites nécessaires de l'État, sans lesquelles la démocratie se transforme inéluctablement en tyrannie. On cite souvent Tocqueville à cet égard, mais celui-ci s'est montré foncièrement hostile à la démocratie (dont il prédisait le triomphe avec regret et fatalisme), car il est resté toute sa vie un nostalgique de l'ordre ancien. En réalité, d'autres penseurs moins connus de nos jours ont essayé de combiner astucieusement ce nouveau type d'institution politique qu'est la démocratie représentative avec d'indispensables barrières à l'extension de ses prérogatives. C'est le cas d'un Édouard Laboulaye, auteur de *l'État et ses limites* et du *Parti libéral*, sortis simultanément en 1863. Dans une optique à la fois républicaine et libérale, il se déclare hostile au césarisme impérial (il ne se ralliera – et avec réserve – au régime de Napoléon III que dans sa dernière phase, dite d'« *Empire libéral* ») et au jacobinisme révolutionnaire, mais favorable au suffrage universel (contrairement à Constant dont il se veut un continuateur original), car il le perçoit comme un processus d'éducation civique. Avec Laboulaye, les principes d'une démocratie constitutionnelle devant protéger les droits individuels seront d'ailleurs gravés dans le marbre de la Constitution de 1875, à la rédaction de laquelle il a fortement contribué.

### Citations

« La démocratie, c'est deux loups et un agneau votant ce qu'il y aura au dîner. La liberté, c'est un agneau bien armé qui conteste le scrutin. » Benjamin Franklin

« Il n'est point d'État auquel je refuse plus nettement le nom de chose publique qu'à celui qui est placé tout entier dans les mains de la multitude. [...] il n'existe point de peuple pour moi s'il n'est contenu dans le lien commun de la loi. Hors de là, cet

*assemblage d'homme est tyran aussi bien qu'un seul homme et même tyran d'autant plus odieux qu'il n'est rien de plus terrible que cette bête féroce qui prend la forme et le nom de peuple. » Cicéron, De la République*

*« Les citoyens qui désignent des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; donc ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. Toute influence, tout pouvoir leur appartient sur la personne de leur mandataire, mais c'est tout. S'ils dictaient des volontés ce ne serait plus un état représentatif, ce serait un état démocratique. » Sieyès*

*« La démocratie c'est la liberté, comme Judas était le Christ. » Pierre-Joseph Proudhon*

*« Assez curieusement, il semble que (le citoyen) ait donné son consentement à travers n'importe lequel de ses actes : qu'il dise oui, qu'il dise non ou qu'il ne se prononce pas ! Quelle doctrine peu commode ! » Herbert Spencer*

*« Croire en la démocratie implique que l'on croie d'abord à des choses plus hautes que la démocratie. » Ludwig von Mises*

*« Si les membres du gouvernement se considèrent comme les représentants non plus des contribuables, mais des bénéficiaires de traitements, appointements, subventions, allocations et autres avantages tirés des ressources publiques, c'en est fait de la démocratie. » Ludwig von Mises*

*« La résurgence moderne de l'idée de collectivisme, cause principale de tous les tourments et désastres de notre temps, a eu un succès si complet qu'elle a relégué dans l'oubli les idées essentielles de la philosophie sociale libérale. Aujourd'hui, même parmi les partisans des institutions démocratiques, nombreux sont ceux qui ignorent ces idées. Les arguments qu'ils invoquent pour justifier la liberté et la démocratie sont teintés d'erreurs collectivistes ; leurs doctrines sont plutôt une distorsion du libéralisme véritable qu'une adhésion. A leurs yeux les majorités ont toujours raison simplement parce qu'elles ont le pouvoir d'écraser toute opposition ; la règle majoritaire est le pouvoir dictatorial du parti le plus nombreux, et la majorité au pouvoir n'est pas tenue de se modérer elle-même dans l'exercice de sa puissance ni dans la conduite des affaires publiques. Dès qu'une faction est parvenue à s'assurer l'appui de la majorité des citoyens et ainsi la disposition de la machine gouvernementale, elle est libre de refuser à la minorité ces mêmes droits démocratiques à l'aide desquels elle-même a précédemment mené sa lutte pour accéder à la suprématie. » Ludwig von Mises*

*« Il n'est pas besoin de chercher bien loin pour découvrir la raison pour laquelle la démocratie ne saurait être tenue pour un idéal suprême. La démocratie est une méthode politique, en d'autres termes, un certain type d'organisation institutionnelle visant à aboutir à des décisions politiques – législatives et administratives – et, par conséquent,*

*elle ne peut constituer une fin en soi, indépendamment des décisions qu'elle secrète dans des conditions historiques données. C'est précisément cette conception fonctionnelle qui doit servir de point de départ à toute tentative visant à définir la démocratie. » Joseph Schumpeter*

*« Il semble que ce soit la destinée régulière de la démocratie qu'après une première période glorieuse pendant laquelle on la comprend comme une sauvegarde de la liberté personnelle et où elle l'assure effectivement parce qu'elle accepte les limitations posées par un Nomos supérieur à elle, la démocratie en vienne tôt ou tard à revendiquer le pouvoir de régler n'importe quelle question concrète selon la décision d'une majorité, sans égard au contenu de cette décision. » Friedrich Hayek*

*« Plus grande est la surface de la société couverte par l'État, moins celui-ci a des chances d'être démocratique. » Raymond Aron*

*« Les sources psychologiques de la démocratie sont celles d'êtres humains encore incapables d'imaginer une société sans pouvoir. Le citoyen démocratique n'a pas dépassé la mentalité d'esclave et il n'a chassé son maître royal que pour faire du peuple un maître collectif. Pour nous, libertariens, au contraire, le refus de tout pouvoir est la voie vers l'émancipation. La seule maîtrise que nous désirons est la maîtrise de soi. C'est pourquoi la société démocratique est celle d'esclaves qui cachent leur besoin de maître, la société libertarienne est celle de maîtres qui ne veulent pas d'esclaves. » Christian Michel*

*« La démocratie n'a pas pour objet la limitation du pouvoir, mais la désignation de celui qui l'exerce. (...) La politique se contente de restreindre la guerre de tous contre tous en établissant deux classes dans la société, celle qui aura le droit d'exercer la violence, et celle qui en sera victime. L'innovation de la démocratie dans l'ordre politique est de permettre aux victimes une participation symbolique au pouvoir des dominants. La démocratie est un exutoire collectif de la libido dominandi. C'est la source de son succès universel. Que signifie en effet déposer un bulletin dans l'urne, sinon proclamer « Voici comment je veux que les autres vivent » ? Ce bulletin ne compterait-il que pour 1/100.000.000ème du résultat final, il est emblématique. Chaque enfant y découvre que lui aussi pourra participer à un grand mouvement d'asservissement de ses petits camarades, il aura la chance un jour de leur imposer son chef et ses lois. » Christian Michel*

*« Il convient de n'accepter la règle de la majorité comme principe fondateur d'un état démocratique que dans la mesure où elle est assortie d'un strict respect des droits naturels de l'homme, auxquels elle n'est pas autorisée à porter atteinte. Ces droits naturels, fort bien étudiés et exposés par les grands auteurs libéraux au fil des siècles, sont pour l'essentiel la liberté et la propriété, l'une et l'autre étant indissolublement liées. Car le meilleur moyen de priver l'homme de sa liberté est de lui retirer ce qui lui*

*appartient en propre. La propriété - quelle que soit son ampleur - est à la fois un refuge et un outil. L'indépendance de l'individu lui est directement liée. » Claude Reichman*

*« La démocratie est la pire forme de gouvernement totalitaire, à l'exception de tous les autres. » Frank van Dun*

*« Hitler est arrivé démocratiquement au pouvoir. Puis, une fois en place, il a supprimé purement et simplement les institutions de la démocratie. Cet épisode devrait entacher pour le moins la légitimité du principe démocratique lui-même. Ce dernier est pourtant aujourd'hui décliné sur tous les registres comme si démocratie impliquait justice et vertu. (...) Mais suffit-il d'être nombreux à avoir tort pour avoir raison ? La légitimité se dégage-t-elle seulement du nombre ? La qualité est-elle en ce domaine liée à la quantité ? » Jean-Louis Caccomo*

*« La démocratie est un système collectiviste, qui justifie la mainmise de l'État sur des pans entiers de la vie des individus (santé, éducation, relations de travail, culture, etc.) par le fait que les décisions qui sont prises découlent de la volonté d'une majorité. Mais qu'il s'agisse d'une majorité, d'une minorité ou d'un seul individu, ces décisions restent imposées par l'État et briment la liberté individuelle. C'est tout le contraire du libertarianisme. La liberté, c'est de pouvoir décider pour soi-même, sans se faire rien imposer, tout en respectant la personne et la propriété des autres. C'est aussi de faire des choses ensemble, de collaborer avec tous, mais uniquement sur une base volontaire. » Martin Masse*

*« Que le pouvoir vienne du peuple est une chose certaine et acquise dans les régimes démocratiques, mais cela ne saurait signifier qu'il ne faut mettre aucune borne à l'exercice de ce pouvoir. Quelle que soit sa source, le pouvoir peut se tromper et le fait qu'il vienne du peuple n'a pas pour effet de le mettre à l'abri de l'erreur. » Patrick Simon*

*« Le démocrate européen, idolâtre de ce qu'il appelle l'État, prend l'homme dès son berceau pour l'offrir en holocauste à la toute-puissance publique. Il professe que l'enfant, avant d'être la chose de la famille, est la chose de la cité, et que la cité, c'est-à-dire le peuple représenté par ceux qui le gouvernent, a le droit de former son intelligence sur un modèle uniforme et légal. Il professe que la commune, la province et toute association, même la plus indifférente, dépendent de l'État, et ne peuvent ni agir, ni parler, ni vendre, ni acheter, ni exister enfin sans l'intervention de l'État et la mesure déterminée par lui, faisant ainsi de la servitude civile la plus absolue le vestibule et le fondement de la liberté publique. » Lacordaire*

*« Les citoyens possèdent des droits individuels indépendants de toute autorité sociale ou politique, et toute autorité qui viole ces droits devient illégitime. Les droits des citoyens sont la liberté individuelle, la liberté religieuse, la liberté d'opinion, dans laquelle est comprise sa publicité, la jouissance de la propriété, la garantie contre tout*

arbitraire. [...] Le gouvernement populaire n'est qu'une tyrannie convulsive, le gouvernement [autocratique] qu'un despotisme concentré. La souveraineté du peuple n'est [donc] pas illimitée ; elle est circonscrite dans les bornes que lui tracent la justice et les droits des individus. La volonté de tout un peuple ne peut rendre juste ce qui est injuste. » Benjamin Constant (*Principes de politique*)

« Une démocratie n'est rien de plus que la loi de la foule, suivant laquelle 51% des gens peuvent confisquer les droits des 49 autres. » Thomas Jefferson

« En démocratie, la politique est l'art de faire croire au peuple qu'il gouverne ». Louis Latzarus

« La démocratie est le pire des régimes - à l'exception de tous les autres déjà essayés dans le passé » (*Democracy is the worst form of government - except for all those other forms, that have been tried from time to time.*) Winston Churchill

« La démocratie, c'est le pouvoir pour les poux de manger les lions ». Georges Clemenceau

« Dans les démocraties, chaque génération est un peuple nouveau ». Alexis de Tocqueville

« L'objet de ce livre est d'aider à la défense de la liberté et de la démocratie. Je n'ignore rien des difficultés et des dangers inhérents à la démocratie, mais je n'en pense pas moins qu'elle est notre seul espoir. Bien des exemples montrent que cet espoir n'est pas vain » Karl Popper, Préface à l'édition française de *La Société ouverte et ses ennemis*, 2 mai 1978

« La démocratie est une façon de préserver l'État de droit. Mais il n'y a pas, dans la démocratie, de principe en vertu duquel la majorité a raison, parce que la majorité peut commettre d'énormes erreurs, mettre en place un tyran, voter pour la tyrannie, comme cela s'est produit assez fréquemment » Karl Popper, *La Leçon de ce siècle*, 1993

« La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité. » Albert Camus

Wikibéral



## QU'EST CE QU'UNE ECOLE DE LIBERTE ?

Philippe Nemo est l'un de ceux qui défendent aujourd'hui encore des positions courageuses sur l'école dans un pays où l'éducation nationale semble être un mythe intouchable, une constituante de « *l'Eglise de la Gauche* » comme il l'exprime dans l'ouvrage que nous avons récompensé, *Les deux républiques françaises*<sup>393</sup>. Parmi ses ouvrages sur la question, on citera *Pourquoi ont-ils tué Jules Ferry ?*<sup>394</sup> ou bien *Le chaos pédagogique*<sup>395</sup>. *Les deux républiques françaises* ne font pas exception et abordent largement ces questions, ce qui nous a amené à prolonger cette réflexion avec ce texte.

En effet, la question de l'école est une question sur laquelle les libéraux ont et peuvent apporter beaucoup. Point de cristallisation des conflits en politique<sup>396</sup>, l'école a suscité nombre d'écrits : on se souvient, par exemple, de Charles de Montalembert, luttant contre le monopole universitaire, ce « *communisme intellectuel* ». Nous nous intéresserons dans cet article aux idées de liberté de l'enseignement qui ont guidé l'engagement libéral en la matière. Pour brosser le portrait d'une école de liberté, nous verrons tout d'abord quels grands principes régiraient un « *système* » éducatif libéral. Ensuite, nous nous intéresserons à quelques pistes pratiques pour y parvenir avant de réfléchir davantage au contenu d'une éducation de liberté.

### Un « système » éducatif libéral

Commençons par nous demander quels principes guideraient un système éducatif libéral. La première réponse serait la liberté de choix et son

---

<sup>393</sup> Philippe Nemo, *Les deux républiques françaises*, PUF, p.247 et suivantes

<sup>394</sup> Philippe Nemo, *Pourquoi ont-ils tué Jules Ferry ?*, Grasset, 1991, ISBN 2246427010.

<sup>395</sup> Philippe Nemo, *Le chaos pédagogique*, Albin Michel, 1993, ISBN 2226059768.

<sup>396</sup> Philippe Nemo note ainsi dans son *Histoire des idées politiques* que l'éducation est l'« *arme suprême* » : « celui qui sera mis en position d'éduquer les enfants de ses adversaires politiques leur inculquera sa propre vision du monde [...]. D'où le fait que les problèmes d'éducation ont si souvent une charge politique explosive, totalement disproportionnée par rapport à leur importance pédagogique » (tome 2, p.16, introduction).

corollaire, la concurrence. Non pas la concurrence dans une perspective étroite d'efficacité purement économique comme certains antilibéraux seraient prêts à le caricaturer immédiatement mais l'émulation nécessaire pour que, des multiples possibilités offertes alors, les meilleures réponses aux besoins de chaque enfant puissent émerger. La justification s'en trouve sur ce plan de l'efficacité comme sur le plan de la liberté : au nom de quels principes des bureaucrates devraient-ils imposer à des parents l'éducation de leurs enfants ? Ainsi, même les auteurs libéraux qui reconnaissent un rôle à l'Etat dans le domaine éducatif ne soutiennent jamais un monopole de l'enseignement. Et Friedrich Hayek d'écrire dans *Droit, législation et liberté* : « Qu'il y ait de solides arguments pour que le gouvernement finance au moins une instruction générale n'implique pas que cette éducation doive aussi être administrée par l'État, et encore moins qu'il doive en avoir le monopole »<sup>397</sup>.

En cela, il n'y a pas à proprement parler de « système éducatif libéral », puisqu'il se traduit par des changements faciles et, *a priori*, fréquents. Les libéraux se retrouveront donc, selon les époques et les pays, alliés avec des groupes différents, cherchant à protéger la liberté d'enseignement. En France, où l'Education Nationale a depuis longtemps servi d'arme contre l'Eglise catholique, libéraux et catholiques se retrouvent donc logiquement alliés dans les mêmes combats, avec des associations comme Créer son école d'Anne Coffinier ou SOS Education. Et nombreux sont ceux qui, constatant cette proximité, tentent de discréditer l'un ou l'autre pour cette proximité. C'est bien mal comprendre ce qui réunit alors catholiques et libéraux, à savoir non la religion mais un même combat pour une liberté de l'enseignement mal acceptée en France. A l'inverse, quand l'enseignement était exclusivement dans les mains de l'Eglise, la place des libéraux était dans la critique d'un tel système et la demande de plus d'ouverture. Les idées exprimées par Charles de Montalembert, catholique et libéral, illustre bien cela : dans *Du devoir des catholiques dans la question de la liberté de l'enseignement*<sup>398</sup>, il souligne cette volonté de laisser des systèmes concurrents exister et non d'imposer un modèle unique : « Que l'État garde donc son Université, si bon lui semble, mais qu'il nous laisse, ainsi que la Charte l'y oblige, la liberté d'en rester dehors, sans être frappés d'incapacité et d'ilotisme. »

Ces principes s'imposent d'eux-mêmes dans un domaine comme l'éducation où une école unique ne saura jamais répondre aux besoins de tous, si différents. Certaines divergences peuvent cependant exister entre libéraux et libertariens sur le rôle que l'Etat a à exercer dans le domaine éducatif, en dehors d'un monopole scolaire. Les premiers reconnaissent généralement que l'Etat

---

<sup>397</sup> Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté*, tome 3, chapitre 14, p.720 de l'édition 2007.

<sup>398</sup> Charles Forbes Montalembert, *Du Devoir des catholiques dans les prochaines élections*, J.-B. de Mortier, 1846.

peut avoir un rôle, que ce soit, éventuellement pour l'efficacité économique, surtout pour l'importance de l'éducation pour la stabilité d'une société libérale. Ainsi, Milton Friedman écrit dans *Capitalisme et liberté* : « *a stable and democratic society is impossible without a minimum degree of literacy and knowledge on the part of most citizens and without widespread acceptance of some common set of values* »<sup>399</sup>. Nécessité qui justifie le financement étatique de certaines prestations éducatives. Hayek s'appuie pour sa part sur le fait que les enfants sont mineurs et donc réputés incapables de savoir par eux-mêmes ce qui est bon pour eux, l'étendant même en partie aux adultes : « *Concernant l'éducation, l'argument primordial en faveur de son assistance par le gouvernement est que les enfants ne sont pas encore des citoyens responsables et ne peuvent être supposés capables de savoir ce dont ils ont besoin, ni ne possèdent de ressources qu'ils pourraient consacrer à l'acquisition du savoir. [...] Ce raisonnement s'applique seulement aux enfants et mineurs. Mais il est complété par une autre considération qui s'applique aussi aux adultes, c'est que l'éducation peut éveiller en ceux qui la reçoivent des capacités dont ils n'avaient pas encore conscience* »<sup>400</sup>. Les libertariens vont plus loin que les libéraux classiques sur ce point et estime, à tort ou à raison, que l'éducation doit être entièrement privée

### Des idées à l'opposé du système actuel

Conséquence logique des arguments énoncés précédemment, les libéraux s'opposent aux dérives constructivistes et liberticides de l'éducation en France, qu'elles soient anciennes ou récentes : carte scolaire, collège unique, monopole universitaire, *busing*, ... On voit bien que les principes du libéralisme en matière de système éducatif sont à l'opposé de ceux qui fondent les systèmes constructivistes<sup>401</sup> : organisation de l'éducation selon des principes jugés supérieurs et au service duquel est mis l'enseignement. Comme le rappelle Philippe Nemo dans son *Histoire des idées politiques*, les tenants de l'absolutisme furent parmi les premiers à défendre un système éducatif centralisé, contrôlé par le pouvoir. Ainsi Cardin le Bret qui défendait un système éducatif uniforme et sous contrôle de l'Etat pour éviter que des idées néfastes à la monarchie puissent s'introduire dans l'esprit des enfants, c'est-à-dire donc une éducation uniformisée pour contrôler et embrigader. « 1793 » ne propose pas autre chose avec la loi Le Peletier de Saint-Fargeau d'août 1793 qui vise à créer pour chaque enfant de cinq à douze ans une école unique où l'on apprendrait que le maniement des armes et le travail manuel<sup>402</sup>. Puis Napoléon, avec la création de

---

<sup>399</sup> Milton Friedman, *Capitalism and Freedom*, University of Chicago Press, byn édition de 2002, p.87.

<sup>400</sup> Hayek, *op.cit.*, p.720

<sup>401</sup> Nous reprenons l'usage du terme fait par Hayek et que l'on trouvera expliqué sur [Wikibéral](#) par exemple.

<sup>402</sup> Nemo, 2008, p.5.

l'université impériale, un système monopolistique continue cette tendance tandis que, plus proche de nous, on retrouve la même inspiration avec le plan Langevin-Wallon après guerre qui met dans les mains d'un ministère toute l'éducation du pays...

Prenons quelques exemples plus précis dans le cas français. Il est de bon ton actuellement de dénoncer une supposée « marchandisation de l'enseignement » ou la libéralisation de l'éducation. Révélateur des lieux communs les plus répandus, *Wikipédia* avait ainsi pendant longtemps une page intitulée le plus sérieusement du monde marchandisation de l'enseignement et dont le but était de lister les attaques du grand méchant loup libéral sur le monstre sacré qu'est l'éducation nationale. Pourtant, l'antilibéralisme prédomine très largement ; ainsi, le collège unique, mesure d'inspiration communiste et pourtant mise en place sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing par la réforme Haby. Le but affiché était une uniformisation de l'enseignement, passant par le regroupement de tous les élèves de la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup> dans un même type d'établissement. Ainsi, on leur offrirait un enseignement identique afin de « démocratiser » l'accès à l'éducation. L'inspiration, le plan Langevin-Wallon, reflète très expressément la volonté de nier l'individu : « Il y a deux façons de concevoir l'enseignement démocratique. Il y a d'abord une façon individualiste qui paraît avoir prédominé dans la période de l'entre-deux-guerres : c'est poser que tout homme, tout enfant, quelle que soit son origine sociale, doit pouvoir, s'il en a les mérites, arriver aux plus hautes situations dirigeantes [...] C'est une conception qui reste individualiste [...]. Aujourd'hui, nous envisageons la réforme démocratique de l'enseignement sous une forme beaucoup plus générale [...]. Notre conception démocratique de l'enseignement envisage, elle, une élévation totale de la nation, quelle que soit la situation occupée, ou plutôt quel que soit le travail et quelles que soient les fonctions qu'auront à accomplir tous les individus dans la société »<sup>403</sup>. On y retrouve le présupposé constructiviste selon lequel un individu ou une poignée d'individus seraient seuls à même de diriger les masses incultes et de les sauver. A l'opposé de cette vision, la position libérale est beaucoup plus modeste : reconnaissant que tous peuvent se tromper et que figer dans le marbre par un monopole cette erreur potentielle serait dévastateur, elle laisse la possibilité aux meilleures solutions d'émerger progressivement tout en respectant la liberté de choix des individus. Sans surprise, après plusieurs dizaines d'années d'expérimentation sur des élèves-cobayes de ces théories éducatives, leur échec est largement reconnu : même *Le Monde de l'éducation* titrait : « Autopsie d'un échec » à propos du collège unique<sup>404</sup>... Loin des discours idéologiques des centrales syndicales, les jeunes professeurs ne disent pas autre chose : selon un sondage Sofres auprès des enseignants de collèges et de lycées de moins de 35 ans, 73 % d'entre eux pensent que « sa vocation à accueillir tous les

---

<sup>403</sup> Henri Wallon, Conférence de Besançon (1946).

<sup>404</sup> *Le Monde de l'éducation*, n° 311, « Le Collège unique : autopsie d'un échec », février 2003.

élèves » est un « objectif irréaliste »<sup>405</sup>. Bientôt une prise de conscience du rôle essentiel de l'éducation privée pour stimuler le public et mieux répondre aux situations toujours uniques de chaque élève ?

Prenons un autre exemple, la carte scolaire et les phénomènes qui y sont associés. Bien que progressivement atténuée, elle a longtemps été un phénomène essentiel du système éducatif français. Créée dans les premières années de la V<sup>e</sup> république, on y retrouve les mêmes inspirations que pour le collège unique : elle repose sur l'idée que la meilleure manière de garantir l'égalité des chances est d'uniformiser les établissements et d'y répartir les élèves de façon autoritaire afin de créer de la « *mixité sociale* ». Des objectifs politiques sont ainsi jugés plus importants que l'intérêt des enfants ou la volonté des parents. Cette volonté de régir se heurta vite à la dure réalité et, voulue comme un instrument d'égalité, la carte scolaire se transforma bien vite en instrument de création massive d'inégalités. Ceux qui ont les moyens financiers d'habiter dans les zones des « *bons* » établissements peuvent bénéficier gratuitement d'une éducation d'excellence là où les pauvres sont cantonnés dans des établissements de seconde zone, avec interdiction d'en sortir. Seuls ceux disposant des bonnes relations peuvent espérer obtenir une dérogation bien souvent discrétionnaire. Comme le note Philippe Manière, « *la règle, comme souvent en France, n'est incontournable que pour ceux qui n'ont pas de relations. Aux autres, le principe de l'égalité ne s'applique qu'avec une inflexibilité modérée* »<sup>406</sup>. Ce système, qui se dit égalitaire, engendre en fait une sélection féroce, non par le mérite de l'élève mais par l'argent ou le passe-droit, une sélection souterraine, perverse et honteuse, qui ne dit pas son nom. Cependant, là encore, les derniers signes sont encourageants : de même que les jeunes professeurs semblent contester les principes de l'école unique, les politiques semblent vouloir supprimer la carte scolaire. Reste à voir si, au-delà des effets d'annonce, cette suppression ira vraiment à son terme ou marquera un nouveau recul après de grandes promesses... Reste aussi à voir ce qui remplacera un tel système et si les hommes politiques n'arrivent pas à mettre au point un système plus liberticide et antilibéral encore... Cela nous amène à voir quels mesures ou initiatives seraient à même de faire avancer les idées de liberté dans l'éducation, en France ou ailleurs

### Comment y arriver ?

Défendre une privatisation générale du système ne me paraît pas, en l'état, une mesure convaincante. En effet, la force des intérêts établis est bien trop

---

<sup>405</sup> Sondage FSU/SOFRES du 20 novembre 2002.

<sup>406</sup> Philippe Manière, *L'aveulement français : le libéralisme contre la régression sociale*, Stock, p.41.

forte pour espérer obtenir l'application d'une telle mesure. En outre, alors que même la privatisation d'une entreprise comme la Poste semble relativement impopulaire, espérer obtenir la privatisation de ce qu'une campagne de plusieurs d'années a réussi à présenter comme une composante fondatrice de la nation semble pour le moins optimiste... Alors par où commencer ? Au niveau des établissements publics, les mesures visant à favoriser l'autonomie des établissements sont probablement les plus efficaces actuellement. L'opposition totale que ces mesures rencontrent chez les étatistes de tout bord devrait suffire à montrer à toute personne soucieuse de la liberté de l'enseignement le danger que celles-ci peuvent présenter pour le système établi. En donnant aux établissements une marge de manœuvre plus grande, on les libère de la tutelle exercées par quelques technocrates et idéologues déconnectés de la réalité et cherchant à faire de l'éducation un terrain d'expérimentation sociale. Le monopole en serait dès lors bien entamé. C'est que montre l'expérience néo-zélandaise, décrite par Xavier de Lesquen dans *Etat de choc*<sup>407</sup>.

Une autre mesure que l'on peut mettre en avant, comme le font déjà nombres d'associations en faveur de la liberté scolaire, est le chèque-éducation. Son principe est simple : au lieu de subventionner directement les établissements scolaires, ce sont les parents qui reçoivent par un chèque éducation l'argent qui est destiné à l'éducation de leurs enfants. Ils choisissent après à quelle école ils souhaitent donner ce « *chèque* ». La répartition des enfants dans les établissements se fait non plus sur des critères figés de zone géographique mais sur le libre choix des parents. En contrepartie les écoles bénéficient d'une grande indépendance pour choisir leur pédagogie et mieux prendre en considération les demandes des parents. Cette idée, défendue en particulier par Milton et Rose Friedman, permet de mieux respecter la liberté de choix des parents, d'inciter au développement d'alternatives au système public et de permettre à la méritocratie d'exister là où la carte scolaire enferme inéluctablement dans un système en échec. S'il a été appliqué dans de nombreux pays à travers le monde (Etats-Unis, Pays-Bas, Hong Kong, Chili, Royaume-Uni, etc.), c'est en Suède que son application est la plus intéressante. Lors d'une courte alternance politique, les conservateurs mettent fin à la carte scolaire qui existe alors et la remplace par ce système. Il survivra au retour au pouvoir des socialistes, qui y voient à juste titre un aiguillon pour l'enseignement public. Au fur à mesure des années, ce système a permis le développement de systèmes éducatifs novateurs, répondant à l'évolution des attentes des étudiants. Au final, ce sont les moins riches qui en bénéficient le plus, comme l'écrit l'agence nationale en charge de l'évaluation du système : « *ce sont les enfants des familles les plus défavorisées qui ont le plus à gagner*

---

<sup>407</sup> Pour une présentation de l'auteur, on pourra se référer à Wikibéral par exemple.

[d'un tel système] »<sup>408</sup>. Certes, comme certains libertariens ont été prompts à le noter, cela consacre un rôle de financement de l'éducation par l'Etat. Mais nombre de libéraux classiques s'en accommodent très bien, tels Hayek ou Friedman comme on l'a vu. En outre, le bilan de telles mesures est très largement encourageant

Quid d'exemples réussis pour donner un horizon possible à ces réformes ? Les manifestations concrètes du bien-fondé des idées libérales en termes d'enseignement se manifestent par exemple dans le succès des universités privées à travers le monde. Prenons trois exemples.

Au Guatemala, l'université Francisco Marroquin fut fondée en 1971 par Manuel Ayau, entrepreneur et économiste libéral guatémaltèque. Débutant sans grands moyens et avec comme mission « *l'enseignement et la diffusion des principes éthiques, juridiques et économiques d'une société de personnes libres et responsables* », elle est vite devenue la meilleure université du pays et l'une des premières d'Amérique centrale.

Au Royaume-Uni, c'est l'université de Buckingham qui illustre à merveille l'intérêt pour tous de la libération des initiatives et de l'apparition de nouveaux organismes ; reconnu officiellement en 1973, l'université de Buckingham a été guidée dès sa création par les principes libéraux qu'insufflaient Harry Ferns, Ralph Harris, Alan Peacock ou Max Beloff. Elle reste aujourd'hui encore d'une taille modeste par rapport aux universités britanniques. Elle se démarque par sa volonté de répondre au mieux aux besoins de ses élèves, offrant par exemple la possibilité de faire en deux ans des cursus remplis habituellement en trois ans. En son sein même, c'est une multiplicité de parcours qui sont proposés et adaptés en fonction des élèves. Comme l'explique le doyen de Buckingham, le professeur Terence Kealey, « *nous sommes les seuls à travailler en priorité pour les étudiants. Les autres privilégient d'abord les objectifs du gouvernement* ». En cela, elle montre à elle toute seule l'intérêt d'un système libéral pour mieux aider chaque élève : multiplicité des offres pour répondre à chaque situation particulière. Les élèves justement ne s'y trompent pas et c'est aujourd'hui l'université dont les étudiants sont les plus satisfaits, selon la National Student Survey.

Enfin, aux Etats-Unis, la George Mason University, fondée en 1957, s'est vite affirmée comme l'une des principales universités du pays. Accueillant plus de 30.000 élèves, elle est associée à plusieurs prix Nobel d'économie, James M. Buchanan et Vernon Smith. On peut noter que, à côté de ces pôles d'excellence construits volontairement, d'autres universités ont, par regroupement d'universitaires partageant les mêmes préoccupations, développé des pôles de

---

<sup>408</sup> « Les chèques-éducation, sujet tabou en France », Nicolas Lecaussin pour l'iFRAP, septembre 2005.

pensée libéraux. Ainsi l'université d'Aix-Marseille III au sein de laquelle enseigne Serge Schweitzer, lauréat du *prix Liberaux.org* 2008<sup>409</sup>.

Au vu de la confrontation entre les principes de liberté et la réalité du système éducatif français, le fossé est encore très important. Cependant, les progrès récents et les initiatives étrangères laissent à penser qu'il est tout sauf infranchissable et que l'optimisme est permis si les libéraux continuent à faire entendre cette voix de la raison.

### Bibliographie sélective

- Charles de Montalembert, *Du devoir des catholiques dans la question de la liberté de l'enseignement*, 1843
- Edouard Laboulaye, *Le Parti libéral, son programme et son avenir*, suivi de *La Liberté d'enseignement et les projets de loi de M. Jules Ferry*, 1864, réédition aux Belles Lettres en 2007, textes présentés par Michel Leter
- Friedrich Hayek, *La Constitution de la liberté*, 1960, édition Litec
- Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté*, 1973-1979, réédition PUF 2007
- Milton Friedman, *Free to Choose*, 1982, chap. 6
- Philippe Nemo, *Pourquoi ont-ils tué Jules Ferry ?*, 1991
- Karl Popper, *La Leçon de ce siècle*, 1993
- Philippe Nemo, *Le Chaos pédagogique*, Albin Michel, 1993
- Xavier de Lesquen, *Etat de choc*, Editea, 2008

On pourra également lire avec intérêt les articles suivants de Wikibéral : Education, monopole universitaire, collège unique, carte scolaire, chèque éducation.

Quentin Michon

---

<sup>409</sup> Existe-t-il une « école d'Aix-Marseille » ?, Quentin Michon in *Mélanges en l'honneur de Serge Schweitzer*, 2008, p.64-65.



## LAÏCITE

La laïcité désigne le principe de séparation dans l'État de la société civile et de la société religieuse, ainsi que le caractère des institutions qui respectent ce principe.

### Définitions

Selon ce principe, la croyance religieuse relève de l'intimité de l'individu. Les convictions religieuses (ou l'absence de conviction) de chacun, qu'il faut peut-être distinguer des options spirituelles ou métaphysiques théistes plus ou moins indépendantes des religions, sont alors volontairement ignorées par l'administration.

La laïcité implique un enseignement d'où la formation religieuse (dans le sens enseignement de la foi) est absente. Pour autant, l'enseignement des religions n'est pas incompatible avec la laïcité, tant qu'il ne s'agit que de décrire des « us et coutumes », et si l'on présente chaque religion d'un point de vue extérieur à celle-ci (si tant est qu'il soit possible de transmettre une culture religieuse en faisant abstraction du dogme qu'elle véhicule et que l'on puisse traiter toutes les religions de manière égale).

Par ailleurs, le terme laïc est également utilisé au sein de la religion catholique dans un sens très différent : il désigne une personne n'étant pas prêtre mais jouant un rôle actif dans l'organisation et l'animation des activités de l'église. Il s'agit en grande partie de femmes, puisque ces dernières n'ont pas accès à la prêtrise.

À l'époque où l'anglais est devenu la langue internationale, un terme français résiste à toute anglicisation, c'est celui de « *laïcité* ». Certains en tirent argument pour affirmer que la laïcité est une « *exception française* ». Peut-être est-il plus exact d'écrire que la laïcité est une « *invention française* », ignorée par certains pays, plus ou moins bien acclimatée dans d'autres ? Mais, curieusement, si l'histoire des religions s'est beaucoup développée depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, celle de la laïcité reste encore assez largement à écrire. En outre, et ceci explique sans doute en partie cela, plusieurs conceptions différentes de la laïcité s'affrontent encore aujourd'hui, si bien que la définition d'une « *vraie laïcité* » reste toujours, en France comme ailleurs, un sujet polémique.

## Point de vue libéral

Pour les libéraux, la laïcité est une tolérance, une neutralité à l'égard des religions. En matière de laïcité, les deux extrêmes que condamnent les libéraux sont les suivants :

- proscrire la religion ou les signes religieux (« *laïcisme* » intolérant) ;
- tolérer les atteintes aux droits individuels causées par la religion (« *laïcisme* » relativiste ou laxiste).

En d'autres termes, la laïcité libérale ne consiste pas à rejeter dans la sphère privée la croyance religieuse, mais à la laisser s'exprimer pacifiquement. Contrairement au point de vue étatiste et plus particulièrement social-démocrate, pour lequel l'expression d'une foi doit rester cantonnée au domaine privé et ne pas interférer avec l'espace public. Cette dernière attitude se remarque aussi dans la volonté étatique de contrôler la religion. On peut remarquer que la proscription de « *signes religieux* » oblige l'État à s'occuper de religion pour définir ce qu'est un « *signe religieux* », ce qui constitue une violation de la laïcité.

Contestant l'administration de la religion par l'État, Émile Faguet avait bien noté : « *L'État est toujours antireligieux, même quand il administre la religion, surtout quand il l'administre ; car il ne l'administre que pour la supprimer comme religion véritable* ».

## Citations

« *La séparation absolue des Eglises et de l'État, les Eglises payées par leurs fidèles, administrées par leurs fidèles, gouvernées par ceux qui ont la confiance de leurs fidèles, c'est la seule solution libérale, c'est la seule solution rationnelle, c'est la seule solution pratique.* » (Émile Faguet)

« *L'État ne doit rien faire pour favoriser ou promouvoir une doctrine compréhensive particulière plutôt qu'une autre ou fournir d'avantage d'assistance à ceux qui en sont partisans.* » (John Rawls)

« *Le libéralisme proclame la tolérance pour toute croyance et toute conception philosophique, non par indifférence à l'égard de ces choses que se trouvent sur un plan "plus élevé" mais parce qu'il est persuadé que l'assurance de la paix à l'intérieur de la société doit primer toute autre chose. Et c'est parce qu'il exige la tolérance pour toutes les opinions, toutes les Églises et toutes les sectes qu'il doit les ramener toutes dans leurs limites lorsqu'elles se montrent intolérantes.* » (Ludwig von Mises)

« *Dès qu'il est reconnu qu'une croyance, et peu importe laquelle, est importante pour toute autre raison que d'être vraie, alors on s'expose aux pires abus. Le*

*contrôle de l'appareil judiciaire en est le premier, mais d'autres sont sûrs de suivre. Les emplois de direction seront réservés aux personnes qui présentent toutes les garanties d'orthodoxie. Les documents historiques seront falsifiés s'ils remettent en cause les opinions reçues. Tôt ou tard, toute déviance sera considérée comme un crime et sera sanctionnée par le bûcher, les purges ou les camps de concentration. » (Bertrand Russell)*

*« Si la laïcité entretient un lien intime avec la démocratie, c'est que celle-ci respecte la liberté de tous les cultes et refuse l'intrusion de l'un ou l'autre de ces cultes dans la sphère publique, laquelle doit rester neutre. » (Jean-François Revel)*

Wikibéral

## ECOLE ET EDUCATION

L'éducation est l'ensemble des moyens permettant le développement des facultés physiques, morales et intellectuelles d'un être humain. Par extension, l'éducation désigne également les moyens mis en place pour permettre cet apprentissage.

### Position libérale

Pour certains libéraux, l'État a un rôle à jouer dans l'éducation, en permettant aux personnes issues des milieux les moins favorisés d'accéder à un niveau d'instruction qui dépend plus d'eux-mêmes que des ressources de leur famille. Cependant, et contrairement à la pratique répandue, cette participation de l'État ne se ferait pas par l'existence et le maintien d'établissements scolaires publics mais par une distribution de moyens directement auprès des personnes concernées - par exemple sous forme de chèque éducation, acceptés par certains établissements privés. C'est par exemple la position que défend Friedrich Hayek dans *La Constitution de la liberté* (Chap. 24) et dans *Droit, législation et liberté* (Chap. 14). Il écrit ainsi dans ce dernier ouvrage :

*« Concernant l'éducation, l'argument primordial en faveur de son assistance par le gouvernement est que les enfants ne sont pas encore des citoyens responsables et ne peuvent être supposés capables de savoir ce dont ils ont besoin, ni ne possèdent de ressources qu'ils pourraient consacrer à l'acquisition du savoir. [...] Ce raisonnement s'applique seulement aux enfants et mineurs. Mais il est complété par une autre considération qui s'applique aussi aux adultes, c'est que l'éducation peut éveiller en ceux qui la reçoivent des capacités dont ils n'avaient pas encore conscience. [...] Qu'il y ait de solides arguments pour que le gouvernement finance au moins une instruction générale n'implique pas que cette éducation doive aussi être administrée par l'État, et encore moins qu'il doive en avoir le monopole » Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté*, Tome 3, chap.14, édition 2007, p.720*

Les libéraux sont en général opposés aux réglementations étatiques contraignantes qui aboutissent à l'absence de sélection au mérite (et, partant, à la dévalorisation des diplômes), au « *collège unique* », à la « *carte scolaire* » (interdiction de choisir son établissement), à l'enseignement indifférencié, etc.

### **Position libertarienne**

Pour certains libertariens, comme Murray Rothbard, l'école publique représente un réel danger pour la liberté, car elle repose sur des croyances d'un faux libéralisme issu du dix-neuvième siècle et par des auteurs utilitaristes comme Jeremy Bentham et des auteurs positivistes.

*«Le libertarien, alors, se fondant sur la tradition libérale classique ancienne, ne doit pas seulement abandonner l'utilitarisme et le positivisme ; il doit aussi abandonner cette tendance du culte de la démocratie et d'une haine irraisonnée envers le catholicisme qui le mène, entre autres défauts, vers la croissance d'un vaste fardeau d'étatisme et de tyrannie, l'école publique.»* Murray Rothbard, *Conservatism and Freedom: A Libertarian Comment*, publié dans *Modern Age*, 1961, spring.

Pour les libertariens, il est injuste de forcer une personne, via l'impôt, à financer l'éducation d'autrui. L'enseignement est donc un service comme les autres, que des individus ou des entreprises vendent à des clients. S'il était appliqué, ce modèle aurait de nombreux avantages sur le plan de la qualité de l'enseignement. Outre les bénéfices tirés de la concurrence entre établissements scolaires et écoles de pédagogie, la délivrance des principaux diplômes ne serait plus un monopole, ce qui permettrait de valoriser de manière optimale les acquis des étudiants.

Le financement des études qui pourrait résulter de ce système est aussi supérieur à la formule de l'instruction publique gratuite. Ce marché, en plus d'intéresser les banques, pourrait voir fleurir les associations délivrant des bourses aux étudiants. Dans les deux cas, l'obtention de prêts serait soumise à la capacité des candidats à convaincre les prêteurs, et donc à fournir des résultats. Ce principe de responsabilisation favoriserait la réussite scolaire et permettrait aux plus méritants de poursuivre des études.

### **L'enseignement en France**

Au XIX<sup>e</sup> siècle le monopole public a été graduellement réduit, le plus souvent par l'action des libéraux :

- la loi Guizot libéralise l'enseignement primaire en 1832 ;

- la loi Falloux, nommée d'après le catholique libéral Alfred de Falloux (1811-1886), libéralise l'enseignement secondaire en 1850 ;
- la loi Dupanloup (1802-1878) libéralise l'enseignement supérieur en 1875.
- 

En revanche, la fin du XX<sup>e</sup> siècle voit une régression sous l'influence des thèses égalitaristes : plan Langevin-Wallon (refus de la sélection, « justice à l'école »), collège unique, carte scolaire, etc.

### Citations

*« Une éducation générale et étatisée n'est qu'un appareil à façonner les gens pour qu'ils soient exactement semblables entre eux ; et le moule utilisé est celui qui plaît aux pouvoirs prépondérants dans le gouvernement, que ce soit un monarque, un clergé, une aristocratie, ou la majorité de la génération en cours, et dans la mesure où l'appareil est efficace et où il est réussi, il établit un despotisme sur les esprits qui, par une pente naturelle, conduit à un despotisme sur les corps. » (John Stuart Mill, De la liberté, édition 1863, p.205)*

*« L'Éducation Nationale se charge quant à elle de l'embrigadement des enfants. Cette structure tentaculaire est parfaite dans ce rôle. 99% des professeurs sont acquis corps et âme à la gauche la plus à gauche qui soit, et ils ont parfaitement conscience de leur place stratégique. Ils mettent donc la plus grande attention à diffuser des versions historiques remaniées, expurgées, triturées, afin que la vérité en cours au sein de l'État soit bien diffusée dans les générations suivantes. Si cette vérité venait à changer, le conditionnement reçu interdit toute lecture critique de la presse et les informations reçues sont automatiquement assimilées en lieu et place de l'ancienne vérité. » (Hervé Duray, L'État est une secte)*

*« Au lendemain de la guerre, en 1947, les communistes Langevin et Wallon proposèrent de réaliser en France l'école unique, creuset de l'homme nouveau socialiste. Repoussé par deux fois à la Chambre sous la IV<sup>e</sup> République, ce projet fut mis en œuvre, paradoxalement, par De Gaulle au début de la V<sup>e</sup>. (...) Dès cette date, l'Éducation ne fut plus nationale. Elle fut, de jure, cogérée par le ministère et les syndicats. De facto, elle fut gérée par les syndicats seuls, car les ministres passaient (et souvent sautaient), alors que les syndicats restaient. Je dis bien que l'Éducation « nationale » usurpe désormais ce qualificatif, car la nation, qui n'a d'autre organe d'expression que le suffrage universel, et d'autres représentants légitimes que le Parlement et le Gouvernement, n'eut plus jamais, de ce jour, son mot à dire dans la politique éducative du pays. » (Philippe Nemo, « Une trop longue erreur », Le Figaro, 16 septembre 2003)*

« Comme on interdit à un employeur d'embaucher un enfant de moins de 16 ans, les élèves n'ont d'autre solution que de fuir l'école ou, s'ils sont contraints d'y aller par la force, de résister par la violence à un système scolaire qui les agresse. S'ils n'ont pas envie d'aller à l'école et que les employeurs légaux n'aient pas le droit de les embaucher, ils se tournent vers le marché noir et la délinquance. Que l'on supprime la scolarité obligatoire, que l'on autorise le travail des enfants en deçà de 16 ans, et ces maux disparaîtront comme par enchantement. (...) Nous avons le problème classique d'un législateur qui se substitue aux individus et aux familles en croyant savoir mieux qu'eux-mêmes ce qui est bon pour eux. Ils sont alors surpris de voir la réaction de ces jeunes. Quand on utilise la violence pour forcer quelqu'un à faire quelque chose qu'il n'a pas envie de faire, il ne faut pas s'étonner des conséquences que cela engendre. » (Bertrand Lemennicier, « Analyse marginale »)

« La propagande nationalo-étatiste décrit la santé et l'éducation comme des « biens sociaux », c'est-à-dire le contraire d'un simple bien de consommation ou, pour employer un terme encore plus dénigré, une « marchandise ». C'est ce qui justifierait la mainmise des bureaucrates sur ces secteurs, au profit de la collectivité tout entière. Comme lorsque les bureaucrates planifient les récoltes de patates, ce qui arrive en pratique est que les services de santé et d'éducation sont rationnés et qu'il faut se contenter de services moindres et de moins bonne qualité que ce que l'on souhaiterait obtenir. D'une réforme majeure à l'autre, ces secteurs sont presque constamment en crise. » (Martin Masse)

« L'éducation, aussi bien que la charité, est devenue, chez la plupart des peuples de nos jours, une affaire nationale. L'État reçoit et souvent prend l'enfant des bras de sa mère pour le confier à ses agents ; c'est lui qui se charge d'inspirer à chaque génération des sentiments, et de lui fournir des idées. L'uniformité règne dans les études comme dans tout le reste ; la diversité, comme la liberté en disparaissent chaque jour. » (Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome II, quatrième partie)

« Si vous pensez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance ! » (Derek Bok) (humour)

## **Pour aller plus loin**

### *Discussions sur le forum*

- Éducation Obligatoire, jusqu'où avec quelles justifications ?
- L'éducation des enfants

Bibliographie

- (en) 1996, Bruce Goldberg, *Why Schools Fail: The Denial of Individuality and the Decline of Learning*, Washington, DC: Cato Institute
- (en) 2001, Claudia R. Hepburn, dir., *Can the market save our schools?*, Vancouver : Fraser Institute
- (en) 2007, Julian Le Grand, *The Other Invisible Hand: Delivering Public Services through Choice and Competition*, Princeton University press
- (fr) 2007, Claude Fouquet, « La fin d'un monopole », *Sociétal*, 1er trimestre 2008
- (fr) 2008, Philippe Nemo, *Les deux républiques françaises*, 2008
- (en) 2008, Jerry Kirkpatrick, *Montessori, Dewey, and capitalism; educational theory for a free market in education*, TLJ Books.

Wikibéral



## CHEQUE EDUCATION

Le chèque éducation (*education voucher* ou *school voucher*) est un système qui permet aux parents de financer directement l'école dans laquelle leur enfant sera scolarisé. Ils financent directement l'école de leur choix et non forcément l'école que leur aurait été imposée par un mécanisme de carte scolaire. On parle également de bon scolaire ou de bon d'études.

### Principe

Il existe plusieurs types de chèque éducation, mais ils partagent une caractéristique commune : Au lieu de subventionner directement les établissements scolaires, ce sont les parents qui reçoivent par un chèque éducation l'argent qui est destiné à l'éducation de leurs enfants. Ils choisissent après à quelle école ils souhaitent donner ce « *chèque* ».

Il existe plusieurs variantes de ce chèque éducation, certains proposant par exemple qu'il soit dégressif en fonction des revenus des familles pour favoriser ceux qui ont les plus bas revenus.

La répartition des enfants dans les établissements se fait non plus sur des critères figés de zone géographique mais sur le libre choix des parents. En contrepartie les écoles bénéficient d'une grande indépendance pour choisir leur pédagogie et mieux prendre en considération les demandes des parents.

### Avantages

Milton Friedman a fait des *vouchers* un de ses principaux combats, en particulier dans *Capitalisme et liberté* (1962). Les partisans de cette mesure se retrouvent d'une part dans les associations de parents et d'enseignants qui promeuvent la liberté d'enseignement : SOS Éducation ou Créer son école. On les retrouve d'autre part dans les propositions d'associations libérales comme Liberté Chérie ou du Parti libéral démocrate et d'Alternative Libérale.

L'instauration du chèque scolaire faisait également partie des programmes de Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers lors de l'élection présidentielle de 2007.

Parmi les avantages de ces bons scolaires, on retrouve une diversité sociale renforcée par rapport aux mesures coercitives comme le *bussing* ou la carte scolaire. En outre, c'est un système qui permettrait de favoriser le financement direct des écoles en fonction de leurs résultats, ce qui stimulerait la qualité de l'enseignement. Par ailleurs, en permettant le libre choix et non l'imposition du lieu d'établissement par un système de carte scolaire, le chèque éducation est plus à même de favoriser la mixité sociale et la méritocratie.

Les libéraux soulignent tout particulièrement l'avantage pour la liberté de ce système : les parents peuvent enfin choisir le meilleur établissement pour leur enfant, en fonction de ses capacités et non de leur lieu de résidence c'est-à-dire de leur richesse. En outre, le système du chèque-éducation donne des incitations aux établissements à développer la meilleure réponse aux besoins des enfants, favorisant donc in fine la meilleure éducation pour tous.

### Applications

De nombreux pays ont mis en place ce système : Chili, Suède, Royaume-Uni, Pays-Bas, Hong Kong, États-Unis. Au Royaume-Uni, une première expérimentation a été tentée mais finalement non mise en place par Keith Joseph sous le gouvernement Thatcher. La Suède l'a mis en place en 1992, l'année de la suppression de la carte scolaire dans le pays<sup>410</sup>.

Aux États-Unis, le système du chèque éducation se met progressivement en place dans certains Etats. En 1990, Milwaukee a inauguré un tel système, qui n'a cessé de se développer depuis. Il ne bénéficiait initialement qu'à 337 élèves pour l'année scolaire 1990-1991. Pour 2006-2007, ce sont 17.275 élèves qui, dans la ville, en bénéficient<sup>411</sup>.

### Critique libertarienne

Pour les libertariens, le chèque éducation est une demi mesure, qui entérine la main mise de l'État sur l'éducation. Ils s'apparentent à une tentative de « mimer » le marché plutôt que de laisser les acteurs décider réellement. Pour

---

<sup>410</sup> « Le collège Al-Azhar, la plus grande école musulmane de Suède », *L'Expansion*, 30 avril 2008

<sup>411</sup> Vouchers, strong growth in Schooling Choice, *JS Online*

William L. Anderson du Mises Institute : « Les bons scolaires ne sont rien d'autre qu'une autre forme du « socialisme de marché » d'Oskar Lange. Ils sont une tentative de « jouer au marché » en utilisant un matériel socialiste, quelque chose qui n'a pas réussi en Union soviétique et qui échouera à la fin ici »<sup>412</sup>.

## Pour aller plus loin

### *Discussions sur le forum*

- Financement de l'enseignement
- L'esprit de Milton Friedman soufflera-t-il sur l'Utah ce mardi ?

### *Bibliographie*

- 1958, Virgil C. Blum, *Freedom of Choice in Education*, New York: Macmillan.
- 1962, Milton Friedman, *Capitalisme et liberté*
- 1974, M.L. Eysenbach, "Voucher plans, voting models, and the efficiency of local school finance", *The Journal of Political Economy*, Juillet-Août, Vol. 82, No. 4, pp. 863-871
- 2000, Margaret Hadderman, "Educational vouchers", *ERIC Digest*, Mai, no. ED-99-C0-0011
- 2001,
- Libby Sternberg, "Lessons from Vermont. 132-Year-Old Voucher Program Rebutts Critics", *Cato Institute Briefing Paper* n°67, 10 septembre
- Frank Heller, "Lessons from Maine. Education Vouchers for Students since 1873", *Cato Institute Briefing Paper* n°66, 10 septembre
- 2002, Joseph Bast, "Using Vouchers to Reform Schools: A Reply to Conservative and Libertarian Doubters", *Journal of Private enterprise*, Volume 17
- 2003,
- Casey J. Lartigue Jr., "School Choice in the District of Columbia. Saving Taxpayers Money, Increasing Opportunities for Children", *Cato Institute Briefing Paper* n°86, 19 septembre

---

<sup>412</sup> William L. Anderson, « Le problème du bon scolaire », 19 septembre 2000, Mises Institute.

- David F. Salisbury, "Lessons from Florida. School Choice Gives Increased Opportunities to Children with Special Needs", *Cato Institute Briefing Paper* n°81, 20 mars
- Daniel McGroarty, *Break These Chains: The Battle for School Choice*, Prima
- David Harmer, *School Choice: Why We Need It-How You Get It*, Cato Institute

Wikibéral

## CARTE SCOLAIRE

En France, chaque élève doit être scolarisé dans l'école primaire ou le collège du secteur où sa famille est domiciliée. La carte scolaire est le découpage géographique d'une ville, ou d'un département en secteurs d'affectation. À chaque école primaire et à chaque collège correspond un secteur géographique défini précisément.

### Présentation

La carte scolaire a été créée en 1963. Elle repose sur l'idée que la meilleure manière de garantir l'égalité des chances est d'uniformiser les établissements et d'y répartir les élèves de façon autoritaire afin de créer de la « *mixité sociale* ». Le placement des élèves dans les écoles est donc régi par une « *carte scolaire* » qui oblige en théorie les parents à inscrire les enfants dans l'établissement de leur quartier.

### Conséquences

*La carte scolaire crée ou encourage la ségrégation*

Le résultat de cette politique, combinée avec celle du logement qui a conduit à créer des cités-ghettos, HLM pauvres géographiquement localisés, a été de condamner les plus défavorisés à frayer entre eux dans des établissements le plus souvent « à problèmes », les habitants des beaux quartiers continuant à bénéficier des services « gratuits » de lycées comme Louis le Grand et Henri IV (Paris), le Parc (Lyon), Fermat (Toulouse), Kléber (Strasbourg),...

Catégories sociales des parents en % au lycée Henri IV

	Cadres sup., prof. lib.	Artisans, comm.	Prof. interm.	Employés	Ouvriers	Retraités, autres	Sans emploi
Henri-IV	74,8	8,8	6,7	3,0	1,8	3,4	1,6
Académie de Paris	47,7	9,3	12,5	13,6	8,3	2,8	5,8

Les « *bons lycées* » attirent les meilleurs professeurs et les plus expérimentés, là où les lycées des banlieues chaudes doivent se contenter d'accueillir des « *sorties d'IUFM* » qui ne pensent qu'à fuir au plus vite ces lieux de travail fort désagréables, une fois acquis des points d'ancienneté qui leur permettent d'obtenir une mutation plus intéressante géographiquement.

On peut en outre remarquer que, si le mécanisme de la carte scolaire aurait théoriquement pu assurer une certaine mixité sociale forcée, les évolutions techniques ont rendu son application impossible : là où dans le passé la séparation entre « *classes sociales* » se faisait sur une base verticale (concierge au rez de chaussée, bourgeois aux premier et deuxième étage, ouvriers en haut), l'apparition de l'ascenseur a entraîné une séparation horizontale, par quartiers. La carte scolaire ne peut donc, au mieux, que conforter des inégalités existantes.

#### *La carte scolaire favorise les plus favorisés*

La carte scolaire constitue, pour les personnes qui connaissent les réseaux et les circuits de prise de décision de l'Éducation nationale, un privilège, et pour ceux qui n'y ont pas accès, une fatalité. Comme le note Philippe Manière, « *la règle, comme souvent en France, n'est incontournable que pour ceux qui n'ont pas de relations. Aux autres, le principe de l'égalité ne s'applique qu'avec une inflexibilité modérée* »<sup>413</sup>.

Bien entendu, la carte scolaire offre des dérogations permettant à certaines catégories privilégiées et aux familles suffisamment éduquées pour naviguer dans le labyrinthe administratif d'éviter les établissements les moins bons. Ainsi les enseignants peuvent scolariser leurs enfants ailleurs que dans leur quartier s'ils n'y travaillent pas. D'une façon générale, un enseignant peut choisir à peu près librement le lieu de scolarisation de sa progéniture. De même,

<sup>413</sup> Philippe Manière, *L'aveuglement français : le libéralisme contre la régression sociale*, Stock, p.41.

en choisissant des secondes langues ou des spécialités rares enseignées dans des bons lycées, on peut s'affranchir de la carte scolaire.

Enfin, les parents aisés ou prêts à tout sacrifier pour l'éducation de leurs enfants, mais qui n'ont pu résider dans le quartier de leur lycée cible, n'hésitent pas à y louer une chambre de bonne, voire à soudoyer des concierges pour que leur nom figure sur une boîte aux lettres d'un immeuble bien placé. Ce système, qui se veut égalitaire, engendre en fait une sélection féroce, non par le mérite de l'élève mais par l'argent ou le passe-droit, une sélection souterraine, perverse et honteuse, qui ne dit pas son nom.

Les libéraux sont donc favorables à l'abolition de la carte scolaire, préférant la sélection sur les compétences à la sélection sur les revenus ou le carnet d'adresse des parents.

Aux États-Unis, la « *carte scolaire* » existe également, mais la concurrence mise en place entre les écoles publiques et les écoles privées constitue une dynamique visant à renforcer et à améliorer la qualité de l'éducation du service public. « *Le choix sauvera l'école publique* » affirme l'ancien ministre Rod Paige<sup>414</sup> qui met ainsi fin à la carte scolaire dans le cadre de Washington D.C., n'acceptant pas que « *les élèves soient enchaînés à une école par un diktat légal et un mandat bureaucratique* » et que seuls les parents qui ont les moyens puissent mettre leurs enfants dans l'école de leur choix.

### Citations

« *La carte scolaire conduit à une ghettoïisation.* » (Alain Madelin<sup>415</sup>)

« *La carte scolaire est ni plus ni moins que la garantie, pour les parents riches, vivant dans un quartier riche disposant d'une école de bonne qualité, que leurs enfants, même fainéants et mauvais élèves, pourront continuer à bénéficier d'un cadre de premier ordre.* » (Éric Prosé)

« *La carte scolaire doit être purement et simplement supprimée parce que ce n'est pas un instrument destiné à améliorer l'école ou même à la faire fonctionner correctement. En réalité, il faut comprendre qu'elle n'a jamais été un instrument pédagogique mais un instrument politique. La carte scolaire a été conçue pour imposer par la contrainte l'école unique* » (Philippe Nemo<sup>416</sup>)

---

<sup>414</sup> *A Time for Choice*, Rod Paige.

<sup>415</sup> « *La carte scolaire conduit à une ghettoïisation* », *La Croix*, 8 octobre 1999

<sup>416</sup> Présentation de Philippe Nemo à *Société en Mouvement*

*Discussions sur le forum*

- Philippe Nemo contre la carte scolaire (for)



## COLLEGE UNIQUE

Le collège unique est une réforme éducative mise en place à partir de 1975, en particulier avec la réforme Haby de 1977. Le but affiché était une uniformisation de l'enseignement, passant par le regroupement de tous les élèves de la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup> dans un même type d'établissement et de leur offrir un enseignement identique afin de « démocratiser » l'accès à l'éducation : comme le dit la loi initiée par René Haby, « *les collèges dispensent un enseignement commun, réparti sur quatre niveaux successifs.* » Cette réforme, aux résultats très négatifs, est fortement critiquée, entre autres par les libéraux.

### Position libérale

Les libéraux s'opposent au collège unique comme aux réformes de la même essence (comme la carte scolaire), qui ignorent la diversité des situations individuelles et des réponses à y apporter. En outre, pour les libéraux, ce n'est pas au « *mammoth* » étatique d'apporter des réponses figées mais aux différents acteurs.

Les réformes de l'enseignement visant à l'uniformiser sous la coupe de l'État ont invariablement suivi des logiques purement politiques : augmenter le contrôle du monarque ou de l'État sur la société. Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, Cardin Le Bret, théoricien de l'absolutisme, appelait de ses vœux l'uniformisation de l'enseignement sous le contrôle du pouvoir monarchique. Le philosophe Philippe Nemo souligne à ce sujet que l'origine idéologique du monopole de l'enseignement est non démocratique mais absolutiste, dans des vues d'embrigadement<sup>417</sup>.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, John Stuart Mill soulignait déjà ce danger de l'uniformisation au service de la puissance étatique<sup>418</sup> :

---

<sup>417</sup> Philippe Nemo, *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains*, PUF, 2002, pp.109-135

<sup>418</sup> « *A general State education is a mere contrivance for moulding people to be exactly like one another: and as the mould in which it casts them is that which pleases the predominant power in the government, whether this be a monarch, a priesthood, an aristocracy, or the majority of the existing generation; in proportion as it is efficient and successful, it establishes a despotism over*

« Une éducation générale et étatisée n'est qu'un appareil à façonner les gens pour qu'ils soient exactement semblables entre eux ; et le moule utilisé est celui qui plaît aux pouvoirs prépondérants dans le gouvernement, que ce soit un monarque, un clergé, une aristocratie, ou la majorité de la génération en cours, et dans la mesure où l'appareil est efficace et où il est réussi, il établit un despotisme sur les esprits qui, par une pente naturelle, conduit à un despotisme sur les corps. » (John Stuart Mill, *De la liberté*).

Cette réforme est également le fruit de l'esprit constructiviste qui croit qu'une décision émanant d'une autorité supérieure pourra, de gré ou de force, sortir de l'obscurantisme les masses incultes et les mener vers le salut. Les motivations affichées par le ministre communiste Henri Wallon lors de l'instauration de l'école unique au lendemain de la seconde guerre mondiale permettent de l'illustrer :

« Il y a deux façons de concevoir l'enseignement démocratique. Il y a d'abord une façon individualiste qui paraît avoir prédominé dans la période de l'entre-deux-guerres : c'est poser que tout homme, tout enfant, quelle que soit son origine sociale, doit pouvoir, s'il en a les mérites, arriver aux plus hautes situations dirigeantes [...] C'est une conception qui reste individualiste [...]. Aujourd'hui, nous envisageons la réforme démocratique de l'enseignement sous une forme beaucoup plus générale [...]. Notre conception démocratique de l'enseignement envisage, elle, une élévation totale de la nation, quelle que soit la situation occupée, ou plutôt quel que soit le travail et quelles que soient les fonctions qu'auront à accomplir tous les individus dans la société » (Henri Wallon, Conférence de Besançon, 1946)

La posture libérale est beaucoup plus modeste et, reconnaissant le risque de l'erreur, insiste sur le rejet de tout monopole qui inscrirait dans le marbre cette erreur. Comme l'écrivait Luigi Einaudi, le libéralisme est la méthode de la liberté qui « reconnaît la possibilité de toujours pouvoir tomber dans l'erreur et qui s'attend à ce que d'autres cherchent à découvrir cette erreur et à trouver la bonne voie vers la vérité. [...] [Le libéral] sait que c'est seulement à travers l'erreur que l'on arrive à la vérité »<sup>419</sup>. Cela s'applique à l'éducation comme à tant d'autres domaines. Ainsi, le chèque éducation permet de rendre aux parents le choix de l'éducation de leur enfant et non de laisser un ministre à Paris tenter de diriger plusieurs centaines de milliers de personnes et plusieurs millions d'enfants.

---

*the mind, leading by natural tendency to one over the body* », John Stuart Mill, *On Liberty*, édition 1863, p.205.

<sup>419</sup> Luigi Einaudi, *Scuola e libertà in Predichi inutili*

## Des résultats très mauvais

Donnant raison à ces arguments, le collège unique a été et reste, malgré les réformes successives, un échec, même au regard des objectifs avoués. Même *Le Monde de l'éducation* de titrer « *Autopsie d'un échec* » à propos du collège unique. Loin de « démocratiser » l'enseignement et de réduire les « inégalités », la réforme et les réformes inspirées des mêmes idéologies les ont augmentées. A l'inverse, comme le souligne Xavier de Lesquen, les réformes fondées sur la délégation de responsabilité au plus près comme en Nouvelle-Zélande permettent de répondre mieux au besoin des enfants pour un coût moindre<sup>420</sup>.

En effet, en imposant un enseignement uniforme, on nie la diversité des situations des élèves et on déresponsabilise les acteurs de l'enseignement. En outre, dévalorisant les diplômes sans réussir à améliorer le niveau des élèves, les politiques de « démocratisation » ont entraîné des frustrations chez les jeunes diplômés déclassés, phénomène qui n'est pas étranger aux éruptions régulières dans les universités et dans les lycées. Loin des discours idéologiques des centrales syndicales, les jeunes professeurs ne disent pas autre chose : selon un sondage Sofrès auprès des enseignants de collèges et de lycées de moins de 35 ans, 73 % d'entre eux pensent que « sa vocation à accueillir tous les élèves » est un « objectif irréaliste ». Pour 71 % de ces nouveaux profs, « inciter le plus d'élèves possible à poursuivre jusqu'au bac » dévalorise l'épreuve et abaisse le niveau.

Cependant, au regard des objectifs idéologiques d'embrigadement, les résultats sont satisfaisants, comme le montre le philosophe Philippe Nemo dans *Les deux républiques françaises* : l'éducation nationale est devenue l'église qui reproduit des mythes identiques d'une génération à l'autre et empêche toute émergence d'un véritable débat<sup>421</sup>.

## Citations

« Qu'il y ait de solides arguments pour que le gouvernement finance au moins une instruction générale n'implique pas que cette éducation doive aussi être administrée par l'État, et encore moins qu'il doive en avoir le monopole. » (Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté*<sup>422</sup>)

« Au lendemain de la guerre, en 1947, les communistes Langevin et Wallon proposèrent de réaliser en France l'école unique, creuset de l'homme nouveau socialiste.

---

<sup>420</sup> Xavier de Lesquen, *État de choc*, Editea, 2007

<sup>421</sup> Philippe Nemo, *Les deux républiques françaises*, PUF, 2008.

<sup>422</sup> Tome 3, chap.14, édition 2007, p.720.

*Repoussé par deux fois à la Chambre sous la IV<sup>e</sup> République, ce projet fut mis en œuvre, paradoxalement, par De Gaulle au début de la V<sup>e</sup>. (...) Dès cette date, l'Éducation ne fut plus nationale. Elle fut, de jure, cogérée par le ministère et les syndicats. De facto, elle fut gérée par les syndicats seuls, car les ministres passaient (et souvent sautaient), alors que les syndicats restaient. Je dis bien que l'Éducation « nationale » usurpe désormais ce qualificatif, car la nation, qui n'a d'autre organe d'expression que le suffrage universel, et d'autres représentants légitimes que le Parlement et le Gouvernement, n'eut plus jamais, de ce jour, son mot à dire dans la politique éducative du pays. » (Philippe Nemo<sup>423</sup>)*

*Le collège unique participe « à l'œuvre de destruction de l'esprit que subissent en leur crépuscule les sociétés libérales occidentales [...], d'aller vers le règne de l'uniformité, digne des démocraties populaires et vers la dépersonnalisation absolue, celle des steppes et des supermarchés. [...] Ce mythe égalitaire est digne de ce peuple de guillotineurs que nous sommes depuis 1793, et se traduit par la culpabilisation de tout aristocratie. De tout élitisme dans le savoir : raccourcir ce qui dépasse, ce qui excelle, voilà le mot d'ordre. » (Jean-Marie Benoist, La génération sacrifiée ; les dégâts de la réforme de l'enseignement, 1980)*

Wikibéral

---

<sup>423</sup> Philippe Nemo, « Une trop longue erreur », *Le Figaro*, 16 septembre 2003

## MONOPOLE UNIVERSITAIRE

Le monopole universitaire désigne le monopole que s'est octroyé l'État en matière d'enseignement universitaire. Les libéraux en ont été les critiques les plus virulents, soulignant le danger à confier à une seule autorité l'ensemble de l'éducation d'un pays. Les catholiques ont été également très actifs contre le monopole universitaire. Charles de Montalembert, catholique et libéral, le qualifia de « *communisme intellectuel* ».

Le monopole fut instauré par Napoléon Bonaparte en 1806, par une loi qui entérine la création de l'université impériale ou Université. Il fut supprimé par la loi Falloux du 15 mars 1850 mais rétabli par la suite par Jules Ferry. Ce dernier octroya en mars 1880 à l'État, l'exclusivité dans la délivrance des diplômes de l'enseignement supérieur. Le titre d'université était et reste strictement réservé aux organismes publics, alors que dans le reste du monde peuvent exister des universités privées telles l'université de Buckingham ou l'université Francisco Marroquin.

Seules les universités catholiques, fondées avant l'interdiction, peuvent porter le titre d'université. Cette interdiction, sans fondement autre que la volonté étatique de pouvoir contrôler l'enseignement à sa convenance, fausse complètement l'émulation que les organismes privés pourraient exercer sur l'université publique, au bénéfice des élèves. Ainsi, au Royaume-Uni, l'université de Buckingham est elle considérée selon la National Student Survey de l'institut de sondage Mori comme l'université répondant le mieux aux besoins de ses élèves. Plus petite qu'une université classique, elle répond aussi davantage aux besoins exprimés par ses élèves, permettant l'acquisition de certains diplômes en deux ans au lieu de trois. Comme l'explique le doyen de Buckingham, le professeur Terence Kealey, « *nous sommes les seuls à travailler en priorité pour les étudiants. Les autres privilégient d'abord les objectifs du gouvernement* ». De même, au Guatemala, l'université Francisco Marroquin est-elle devenue en une trentaine d'années la meilleure université du pays, au plus grand bénéfice de la population locale et du pays.

## Citations

« Que l'État garde donc son Université, si bon lui semble, mais qu'il nous laisse, ainsi que la Charte l'y oblige, la liberté d'en rester dehors, sans être frappés d'incapacité et d'ilotisme. » (Charles de Montalembert, *Du devoir des catholiques dans la question de la liberté de l'enseignement*)

## Bibliographie

- 1843, Charles de Montalembert, *Du devoir des catholiques dans la question de la liberté de l'enseignement*, Paris

Wikibéral

## UNE TROP LONGUE ERREUR

Jean-Pierre Raffarin a installé hier la commission d'une quarantaine de personnalités qui pilotera le « *débat national sur l'école* » dont l'ambition est de déboucher sur une révision de la loi d'orientation de 1989, socle du système éducatif actuel. L'éducation va ainsi occuper le devant de la scène jusqu'en 2004, date à laquelle le gouvernement entend faire voter une nouvelle loi d'orientation « *pour les quinze ans à venir* », selon le ministre Luc Ferry. Nous publions ci-dessous deux contributions au débat.

Il est urgent de comprendre que les crises successives de l'Éducation nationale ne sont pas des phénomènes ponctuels, mais sont le résultat d'une même erreur initiale dans la politique scolaire du pays commise il y a plus de quarante ans et jamais corrigée depuis. Après y avoir longtemps réfléchi<sup>424</sup>, je pense pouvoir retracer ce qui s'est réellement passé pendant ce presque demi-siècle. La tragédie s'est nouée en trois actes.

Acte 1. Au lendemain de la guerre, en 1947, les communistes Langevin et Wallon proposèrent de réaliser en France l'école unique, creuset de l'homme nouveau socialiste. Repoussé par deux fois à la Chambre sous la IV<sup>e</sup> République, ce projet fut mis en œuvre, paradoxalement, par De Gaulle au début de la V<sup>e</sup>.

On unifia le système scolaire, jusque-là divisé en trois grands secteurs plus ou moins indépendants, le primaire, le secondaire et le technique. On supprima les classes primaires des lycées, les classes secondaires du primaire (les « *cours complémentaires* ») et, peu à peu, on homogénéisa les programmes de façon à supprimer les filières.

Le « *collège unique* », faussement attribué à l'initiative de M. Haby, ne fut que l'étape finale de ce processus, qui était programmé dès 1958. L'Éducation nationale devint alors un monstrueux système bureaucratique, et ses syndicats montèrent en puissance à mesure qu'augmenta, dans un système administratif unifié, leur pouvoir de nuire. Dès cette date, l'Éducation ne fut plus nationale. Elle fut, *de jure*, cogérée par le ministère et les syndicats. De facto, elle fut gérée

---

<sup>424</sup> Pourquoi ont-ils tué Jules Ferry?, Grasset, 1991 ; *Le Chaos pédagogique*, Albin Michel, 1993. « La fonction de garderie de l'école : une explication de la dégradation de sa fonction pédagogique », in *École et société. Les paradoxes de la démocratie*, par Raymond Boudon, Nathalie Bulle et Mohamed Cherkaoui, PUF, 2001.

par les syndicats seuls, car les ministres passaient (et souvent sautaient), alors que les syndicats restaient. Je dis bien que l'Éducation « nationale » usurpe désormais ce qualificatif, car la nation, qui n'a d'autre organe d'expression que le suffrage universel, et d'autres représentants légitimes que le Parlement et le Gouvernement, n'eut plus jamais, de ce jour, son mot à dire dans la politique éducative du pays.

Acte II. Pourtant, aussitôt mise en place, l'école unique se révéla produire l'inverse de l'effet recherché. Au lieu de résorber les inégalités scolaires, on s'aperçut qu'elle les exacerbait. On découvrit en effet, dès le début des années 1960 que, quand on place dans une même école et devant un même professeur les 20% d'élèves qui allaient auparavant au lycée et les 80% qui allaient à l'école communale et dans les cours complémentaires, c'étaient toujours les premiers nommés, c'est-à-dire les enfants des milieux « privilégiés », qui réussissaient. Le résultat réellement produit par un cours ne dépend pas en effet seulement du cours lui-même, mais aussi des structures mentales des élèves qui le reçoivent.

Pour suivre l'enseignement secondaire classique, qui, même élémentaire, est déjà par nature scientifique, il faut, dès l'entrée en 6<sup>e</sup> à l'âge de 10 ans, avoir atteint ce que les psychologues de l'intelligence comme Jean Piaget appelle le stade de la pensée « abstraite » et « désintéressée ». Or ce stade n'est atteint à l'âge de l'entrée en 6<sup>e</sup> que par les enfants vivant dans un milieu familial où leur intelligence abstraite est activement stimulée, c'est-à-dire dans les milieux « bourgeois ».

Dans ces conditions, l'école unique conduisait à une double catastrophe. Non seulement c'étaient encore les fils de polytechniciens qui devenaient polytechniciens, donc l'école unique ne changeait rien en pratique. Mais, ce qui était pire, ce privilège devenait légitime, puisque tous les enfants, désormais scolarisés dans une même école, étaient censés avoir eu les mêmes chances.

Constatant cet échec, le gouvernement gaulliste aurait pu renoncer à l'école unique et revenir à l'école méritocratique de Jules Ferry, qui avançait plus lentement, mais plus sûrement, vers la « démocratisation » souhaitée par tous. Mais cette correction de trajectoire ne pouvait pas être acceptée par les syndicats qui, grâce à la tourmente de 1968, imposèrent leurs propres solutions. Celles-ci consistaient en une fuite en avant. Puisque l'« alignement vers le haut » du plan Langevin-Wallon ne fonctionnait pas, on procéderait à un « alignement par le bas ». En un mot, on primariserait le secondaire. Cela tombait bien : la majorité des professeurs du secondaire de l'époque étaient d'anciens instituteurs.

C'est à partir de cette date que l'Éducation dite nationale commença à détruire purement et simplement l'enseignement secondaire français traditionnel. Rejetant une tradition éprouvée, on donna carte blanche aux « pédagogues ». On décréta le caractère oppressif des savoirs. On refondit tous les programmes dans le sens du flou, de l'incohérence et de l'appauvrissement. On rendit impossible la structuration de l'esprit en cassant net, au nom de la



spontanéité des « *apprenants* », le processus d'acquisition méthodique des savoirs.

L'affaire se compliqua par le fait que les réformateurs, menés par la FEN et le SGEN, ne purent, malgré tous leurs efforts, imposer l'intégralité de leurs réformes. La logique de celles-ci aurait été de supprimer jusqu'à la notion même de programme, donc la structuration des collèges et lycées en classes annuelles successives, donc aussi toute hiérarchie entre catégories d'enseignants. Or le SNES communiste veillait aux intérêts corporatifs des professeurs agrégés et certifiés. Il combattit les « *pédagos* » autant qu'il le put. Il en résulta une situation bloquée, provoquant un lent pourrissement. Il n'y eut plus, bientôt, de véritable programme national.

Acte III. Dans les décennies 1960 et 1970, l'école avait subrepticement changé de fonction sociale : elle était devenue peu à peu une simple garderie de la jeunesse. Et c'est parce qu'elle jouait passablement bien ce nouveau rôle qu'on l'a dédouana de ne plus jouer correctement son rôle d'éducation et d'instruction.

Il y eut des raisons sociologiques profondes, tant structurelles et conjoncturelles, à cette transformation insensible de l'école. D'abord, le travail des femmes s'était généralisé ; or les femmes ne peuvent quitter la maison si les enfants ne sont pas gardés à l'extérieur. Ensuite, à partir du début des années 1970, le chômage de masse s'était développé en Europe, et l'on avait réagi à cette pression exercée contre l'emploi en diminuant la durée du travail, soit celle du travail hebdomadaire, soit celle de la vie de travail, ce dernier facteur se décomposant à son tour en abaissement de l'âge de la retraite et en retardement de l'entrée sur le marché de l'emploi. C'est ainsi que la durée moyenne de scolarisation doubla, passant de neuf ans aux lendemains de la guerre à plus de dix-huit ans aujourd'hui. Pendant la même période, les dépenses scolaires décuplaient en francs constants. Ainsi les jeunes étaient-ils gardés entre quatre murs au lieu d'entrer sur le marché du travail et d'y faire baisser les salaires, ou, pire, d'envahir la rue.

Inutile de dire que le niveau scolaire de la nation, dans le même temps, ne décupla ni ne doubla, à supposer qu'il ait augmenté un peu ou même n'ait pas régressé. Par conséquent, si l'on évalue l'output de l'institution scolaire en termes de niveau, on peut dire que la productivité marginale de chaque franc supplémentaire dépensé pour l'école, ou de chaque heure supplémentaire passée à l'école, a tendu vers zéro ou même est devenue négative. Pourquoi la société ne s'est-elle pas révoltée contre ce scandaleux gâchis ? La réponse est claire : c'est que l'investissement public fut réellement productif si l'on prend pour critère non le niveau scolaire, mais la capacité à garder efficacement la jeunesse. L'argent dépensé a réellement servi à construire des écoles et à payer des gardiens.

La preuve que la fonction sociale réelle de l'école est désormais celle d'une garderie est que c'est aux manquements de cette seule fonction que des « *signaux sociaux* » s'allument. On ne voit jamais les parents défiler dans la rue si le professeur de français fait une faute d'orthographe par ligne, ou si le professeur de mathématiques se perd dans ses équations (ce qui est courant aujourd'hui). En revanche si, un seul matin, un gardien, absent, pour quelque raison que ce soit, manque devant une classe, ou si les professeurs sont en grève, ou si l'on menace de fermer une classe dans une agglomération qui se dépeuple, tous événements qui empêchent les parents d'aller travailler en paix, c'est alors que la société réagit brutalement et que l'institution scolaire est sommée de se justifier. A midi, les parents occupent l'école. Le recteur doit s'expliquer l'après-midi devant la télévision régionale, et le ministre au journal de 20h.

On a là l'explication, navrante mais objectivement vraie, du fait stupéfiant que les grands acteurs sociaux n'aient rien fait pour corriger la dérive mortelle de notre système éducatif depuis que son échec est devenu patent. Les associations de parents d'élèves n'ont eu en vue, par définition, que la fonction de garderie. Les syndicats d'enseignants n'ont eu en vue que l'augmentation continue des postes rendue possible par l'aubaine d'une inflation scolaire indéfinie (et de toute façon, ils ne peuvent critiquer leur œuvre). Quant aux politiques, ils se sont patement alignés sur les préoccupations immédiates de la masse de leurs électeurs, en sacrifiant, comme c'est devenu habituel dans nos démocraties médiatiques, les intérêts à long terme du pays.

Le problème est que la France, si elle en reste à la situation actuelle de son système éducatif, va subir la plus effroyable décadence de son histoire : la perte de son statut de grand pays scientifique et technologique. Et je ne vois pas très bien comment on peut espérer faire fonctionner une démocratie digne de ce nom, et en général toutes les institutions, organisations et entreprises d'un pays moderne, dans une société où progressent illettrisme, ignorance et obscurantisme.

Je suis persuadé qu'il n'y a de solution au problème scolaire de notre pays que par la remise en cause radicale de l'option communisante du plan Langevin-Wallon prise et absurdement conservée depuis quarante ans. Il faut un pluralisme scolaire, tant à l'intérieur du système public que par le développement d'un nouveau secteur privé. Il faut qu'on puisse créer librement des écoles et des réseaux d'écoles, et qu'il y ait une émulation entre ceux-ci, seul processus qui sera de nature à créer une spirale vertueuse et à engendrer un vigoureux renouvellement. Quel homme politique aura le courage de faire un pas dans le sens de cette libération ?

Philippe Nemo

## SYNDICALISME

### Naissance du syndicalisme

Le mouvement syndicaliste est né, au cours de la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, dans un esprit fortement anti-démocratique. Le suffrage universel, opposé à la notion de « *classe* », fut perçu à l'origine comme un processus bourgeois socialement mutilant par sa dimension individualiste. Aujourd'hui encore, les grandes confédérations syndicales acceptent difficilement le processus de substitution de processus démocratiques (élections des élus, référendums) au principe organique de représentation. L'unité sociologique (classe sociale, masse homogène) continue à primer, dans leur esprit, sur la diversité démocratique et libérale (le suffrage universel et le libre choix du marché).

Napoléon III octroie le droit de grève aux travailleurs comme soupape de sécurité (24 mai 1864 : loi Ollivier supprimant le délit de coalition et reconnaissant le droit de grève). La légalisation des associations ouvrières semble permettre une canalisation plus contrôlable et plus constructive des revendications et des protestations. La sphère du social, espace de structuration artificielle et collective des rapports sociaux, est née. Bien que vide de sens, elle continuera à rassurer le pouvoir politique au cours du siècle suivant.

Pourtant, la crainte de conflits violents persiste malgré l'instauration de représentations démocratiques à côté de cet espace social structuré. A l'opposé de l'approche communautaire du syndicalisme européen qui connaît un grand succès, le syndicalisme français n'abandonne pas son engagement révolutionnaire et reste ultra minoritaire. Adhérer à un syndicat français signifie incorporer pour militer.

La Charte d'Amiens, en 1905, fixe clairement cette orientation activiste : « La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ». Plus loin : « Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en oeuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. [...] Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'oeuvre du syndicalisme ;

*il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. »*

Le ton est donné. Il ne changera plus.

### **Collectivisation de la sphère sociale**

Pourtant, le législateur lui confie progressivement des pouvoirs croissants, d'abord à l'intérieur des entreprises, mais aussi, après la seconde guerre mondiale, au sein de la sphère de l'État. En s'institutionnalisant et en radicalisant les rapports sociaux dans une perspective de lutte des classes, le syndicalisme continue à s'éloigner davantage des préoccupations concrètes et élémentaires des salariés.

Le Code du Travail, depuis 1910, n'est qu'une stratification confuse de règles fondées sur une sociologie des rapports sociaux et sur une doctrine particulière de l'entreprise, toutes deux d'inspiration sous-jacente marxiste. Il faut noter que depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981, la très nette accélération de l'empilement de textes a doublé le volume de ce Code, déjà complexe et touffu, et mené aussi bien l'entreprise que le marché de l'emploi au bord du gouffre.

Or, la représentativité sociologique, quelle qu'elle soit, n'est pas susceptible d'être juridiquement construite. Le droit du travail s'est donc développé de manière anarchique, sans respecter aucune norme de droit, avec les effets désastreux sur l'emploi, le développement de la précarité et le tassement des salaires vers le bas.

C'est juste après la grande guerre que les contrats collectifs, prioritaires sur les contrats individuels, font leur apparition. Le syndicat peut aussi agir en justice en se substituant aux individus lésés. Bref, le législateur permet une extension constante du domaine d'autorité du syndicalisme. Lors du Front Populaire et dans l'immédiat après-guerre, deux très courtes périodes d'engouement exceptionnel pour le syndicalisme, les accords de Matignon de 1936 introduisent l'élection des délégués du personnel dans les entreprises, et les comités d'entreprise viennent s'ajouter aux précédents en 1945. Dans le même temps. Un Léviathan qui est né : l'« *Etat-providence* ». Le syndicalisme est bien entendu partie prenante de cette collectivisation des rapports économiques et sociaux. On lui assure la main mise sur la sécurité sociale, l'entrée au nouveau Conseil Économique et Social, dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées et à la Commission au Plan.

## Institutionnalisation du cartel syndical

Pire, le décret du 31 mars 1966 instaure un oligopole en fixant une « *présomption irréfragable de représentativité pour cinq confédérations nationales* » et pas une de plus. Dorénavant, elles seules disposent du droit (un monopole) de représenter les salariés au niveau national. Pour renforcer leur pouvoir, les sections syndicales d'entreprise, créées dans la foulée en 1968, sont confiées aux délégués syndicaux, non pas élus mais nommés par ces confédérations. Ainsi les syndicats peuvent-ils engager, par la seule signature de leur délégué nommé, et sans autre condition préalable, l'ensemble des salariés d'une entreprise ou d'une branche professionnelle sur des questions fondamentales touchant à leur vie.

En 1982, les lois Auroux alourdissent considérablement le poids des syndicats dans la vie des entreprises : obligation annuelle de négocier, apparition des « *groupes d'expression* », etc. L'arrivée des socialistes au pouvoir marque aussi l'accélération du déclin du syndicalisme français.

Avec ses 430.000 représentants et permanents actuels et des comptes totalement opaques, cette institution lourdement bureaucratique ne parvient toujours pas à évoluer, à appréhender la diversité des réalités et des attentes des salariés. Malgré plusieurs tentatives d'ouverture et de modernisation de la part de la CFDT, le monde syndical persiste globalement dans la voie du conflit idéologique ou de la défense d'intérêts corporatistes. Les scissions de SUD et de l'UNSA vont, elles, plutôt dans le sens d'une radicalisation des luttes. Dernier sursaut du moribond ?

Rappelons que depuis la révolution française, la loi Le Chapelier a fixé l'idée que l'intérêt particulier constitue une menace pour le pays, que seul l'intérêt général compte. Cette mascarade rhétorique permanente atteint depuis vingt ans son paroxysme lorsque la lutte syndicale, au nom de cet « *intérêt général* », s'est mise à défendre des intérêts spécifiques. On se rend compte, depuis, qu'il n'existe plus de représentation automatique et définitive. Les coalitions sont limitées, les stratégies individuelles et les négociations sont partielles et transversales.

## Fonctionnarisation du syndicalisme

Pourtant, les négociations collectives ont progressivement quitté la sphère de l'entreprise pour être signées au niveau des branches, notion déjà confuse, à l'échelle interprofessionnelle ou bien enfin directement avec les ministres. Ces « *partenaires sociaux* » officiels exercent dès lors une pression croissante sur un monde politique fragilisé qui espère trouver un surcroît de légitimité en négociant avec eux. Mais en définissant au coup par coup le critère de représentativité et en s'appuyant davantage sur cette légitimité sociale factice, le pouvoir politique se retrouve confronté à l'antagonisme initial qui oppose démocratisme et syndicalisme.

## Dictature duale : Etat / syndicats

Dès lors, la société civile se retrouve de plus en plus prise en étau (voire en otage) entre un pouvoir dual. S'adossant au pouvoir politique en quête d'une nouvelle crédibilité, l'institution syndicale cherche une légitimité. L'effondrement de l'illusion marxiste et la situation sociale désastreuse où le syndicalisme a contribué à nous mener, nous offrent l'opportunité d'assainir le syndicalisme dans ses fondements et dans son fonctionnement. Le concept de « *partenaires sociaux* » a prouvé, depuis longtemps mais particulièrement depuis une dizaine d'années, sa nocivité et son injustice. Le moment est aussi venu de repenser notre Code du Travail, oppressif et incohérent. Le travail ne doit plus être perçu comme un mal à combattre, l'entreprise comme un ennemi à terrasser ou la liberté individuelle de négocier comme une menace de classe. Il apparaît urgent d'abandonner l'« *idéologie de la négociation collective* » franco-française, purement incantatoire, pour revenir à un ensemble de normes de Droit et à une vraie place pour les négociations individuelles.

## La position libérale, en résumé

Le syndicalisme est légitime, pour autant qu'il respecte les principes du droit, que les syndicats ne prétendent pas représenter plus que leur base d'adhérents, et ne se voient pas accorder par l'Etat des privilèges (qui sont exorbitants en France : monopole de la représentativité, intrusion illégitime dans la vie des entreprises, gestion de la sécurité sociale, etc.). Ces abus de droit sont d'ailleurs aussi bien le fait des syndicats de salariés que du syndicat patronal.

Quant à la prétention des syndicats de salariés à être capable de faire progresser les salaires, elle est fortement mise en doute par les économistes. Il existe en effet une loi assez stricte qui aligne le niveau des rémunérations (financières ou en nature) sur celui des productivités. Des syndicats peuvent obtenir temporairement et pour quelques activités des conditions plus avantageuses que celles qu'autoriserait la productivité ; mais ce succès n'est qu'un transfert, au détriment d'autres salariés ou des consommateurs, et ne saurait durablement remettre en cause le niveau des rémunérations.

## Citations

« *La pensée libertarienne est pleinement en accord avec un syndicalisme volontaire, mais catégoriquement opposée à un syndicalisme coercitif.* » (Walter Block)

« *Paradoxalement, la baisse des adhésions syndicales peut également s'interpréter comme une rançon du succès des syndicats sur le "marché politique". Dans la mesure où aujourd'hui la législation contraignante de l'État se substitue de plus en*

*plus à la protection du syndicat, il est inévitable que moins de gens se sentent motivés pour mettre leur écot et leur temps à la disposition des centrales ouvrières. Pourquoi payer des cotisations, ou sacrifier du temps à l'activité syndicale si la plupart des objectifs qui guidaient l'action des syndicats sont désormais inscrits dans la loi ? » (Bertrand Lemennicier)*

*« La racine de l'idée syndicaliste se trouve dans la croyance que les entrepreneurs et capitalistes sont d'irresponsables autocrates qui sont libres de conduire arbitrairement leurs affaires. Une telle dictature ne doit pas être tolérée. (...) L'erreur fondamentale de ce raisonnement est évidente. Les entrepreneurs et capitalistes ne sont pas des autocrates irresponsables. Ils sont inconditionnellement soumis à la souveraineté des consommateurs. Le marché est une démocratie de consommateurs. Les syndicalistes veulent transformer cela en démocratie des producteurs. Cette idée est fallacieuse, parce que la seule fin et raison d'être de la production est la consommation. » (Ludwig von Mises, L'Action humaine<sup>425</sup>)*

*« La CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC ne sont nullement gênées par leur ridicule poids réel dans la population salariée. Elles parlent haut et fort et agissent en maîtresses des lieux. Les gouvernements se plient humblement à tous leurs désirs. Et elles empoisonnent la vie de tout le monde avec une bonne conscience affichée qui fait frémir. » (Claude Reichman)*

*« Des dizaines d'années avant l'apparition des premiers partis communistes et même des premiers théoriciens socialistes, ce sont les libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle qui ont posée, avant tout le monde, ce que l'on appelait alors la « question sociale » et qui y ont répondu en élaborant plusieurs des lois fondatrices du droit social moderne. C'est le libéral François Guizot, ministre du roi Louis-Philippe qui, en 1841, fit voter la première loi destinée à limiter le travail des enfants dans les usines. C'est Frédéric Bastiat, cet économiste de génie que l'on qualifierait aujourd'hui d'ultralibéral forcené ou effréné, c'est lui qui, en 1849, député à l'Assemblée législative intervint, le premier dans notre histoire, pour énoncer et demander que l'on reconnaisse le principe du droit de grève. C'est le libéral Émile Ollivier qui, en 1864, convainquit l'empereur Napoléon III d'abolir le délit de coalition, ouvrant ainsi la voie au syndicalisme futur. C'est le libéral Pierre Waldeck-Rousseau qui, en 1884 fit voter la loi attribuant aux syndicats la personnalité civile. » (Jean-François Revel, La Grande parade)*

## Bibliographie

- 1990, Jacques Gareilo, Henri Lepage, Bertrand Lemennicier, Cinq questions sur les syndicats, PUF, ISBN 2130432921

---

<sup>425</sup> 6<sup>e</sup> partie, chap. 33.

- 1997, Collectif sous la direction d'Alain Madelin, *Aux sources du modèle libéral français*, Perrin
- 2003, *La dictature des syndicats*, Bernard Zimmern, Albin Michel, ISBN 2226142096
- 2006, Erwan Seznec, *Syndicats, grands discours et petites combines*, Hachette, ISBN 978-2012359505
- 2006, Dominique Andolfatto, *Histoire des syndicats : 1906-2006*, Seuil, ISBN 978-2020812405

Wikibéral



## **DROIT DE GREVE**

### **Définition de la grève**

La grève est une action collective, qui consiste en une cessation concertée du travail par les salariés d'une entreprise. Elle vise à lutter contre une situation ou une mesure jugée inacceptable, en faisant pression contre le supérieur hiérarchique ou l'employeur (chef d'entreprise ou patron), par la perte de productivité qu'elle entraîne.

### **Droit de grève et philosophie libérale**

Pour un libéral, la coopération dans le cadre du travail repose sur l'exécution de contrats librement et mutuellement consentis. Les seules personnes déterminant les termes du contrat sont les parties impliquées. Ces termes ne sont limités que par le Droit, qui définit les principes de la propriété et la responsabilité.

Par conséquent, dans un cadre libéral, le salariat est une relation d'échange, entre un salarié qui vend son travail et un employeur qui achète ce travail, sous les conditions du contrat de travail. Bien que ce contrat puisse inclure une référence à des contrats génériques tels que des conventions collectives, il n'existe pas d'obligation par défaut comme une rémunération minimale ou un préavis de rupture du contrat.

Une clause du contrat peut prévoir un droit de grève, c'est-à-dire qu'un arrêt de travail du salarié sous certaines conditions suspend le droit qu'a son employeur de le licencier. Cependant, pour les libéraux, il n'existe pas à proprement parler de droit de grève (hormis le cas où il est prévu dans un contrat). L'interdiction que subit aujourd'hui un employeur de se séparer d'un salarié au motif qu'il est gréviste est contraire à ses droits de propriété (sur ses locaux, sur son capital) qui sont prévus par le droit libéral.

Dans une société totalement libérale (ce qui est ici une fiction théorique), on pourrait concevoir que certains contrats de travail autorisent le

droit de grève, et d'autres non (sous peine de rupture unilatérale du contrat). Il reviendrait alors au futur employé de savoir s'il préfère un emploi avec possibilité de droit de grève à un emploi sans droit de grève (sans doute mieux rémunéré toutes choses égales par ailleurs). De même il reviendrait à l'employeur de savoir s'il préfère offrir des contrats de travail avec possibilité de droit de grève ou des contrats sans droit de grève (au risque alors de ne trouver aucun candidat aux postes proposés). C'est donc le marché, c'est-à-dire les décisions de chacune des parties, qui déciderait en dernier ressort, et il est vraisemblable que les situations seraient très différentes d'un secteur d'activité à l'autre.

Il peut paraître paradoxal que les libéraux aient au XIX<sup>e</sup> siècle soutenu le droit de grève (appelé alors « *coalition* »), et que ce droit finisse par être officialisé en France par la loi de 1864 sous l'influence du libéral Émile Ollivier. Mais la grève était alors pénalement punissable, ce qui était une atteinte à la liberté des salariés. Frédéric Bastiat affirme que la grève ne doit être punie qu'en cas de violence :

*« Que le Procureur de la République dise : nous ne vous poursuivons pas parce que vous vous êtes coalisés, vous étiez parfaitement libres. Vous avez demandé une augmentation de salaire, nous n'avons rien dit ; vous avez voulu le chômage, nous n'avons rien dit ; vous avez cherché à agir par la persuasion sur vos camarades, nous n'avons rien dit. Mais vous avez employé les armes, la violence, la menace ; nous vous avons traduits devant les tribunaux ».*

Il est à cette époque implicite que par le droit de grève le salarié met aussi en jeu, sciemment et librement, son emploi dans l'entreprise (à comparer avec le droit de grève instauré ensuite par le droit positif, par lequel la grève ne fait que suspendre temporairement le contrat de travail, ce qui est une atteinte aux droits de l'employeur). Frédéric Bastiat précise que la grève est licite « *si les ouvriers se sont concertés, se sont entendus, et qu'ils se disent : nous ne voulons pas vendre notre marchandise, qui est du travail, à tel prix ; nous en voulons un autre, et si vous refusez, nous allons rentrer dans nos foyers ou chercher de l'ouvrage ailleurs* » - moyen de pression légitime qui peut s'avérer efficace.

C'est en effet la seule position acceptable du point de vue du droit (qui est le point de vue libéral) : la grève est licite, soit que ce droit soit prévu explicitement dans le contrat de travail, soit que le salarié accepte le risque de rupture du contrat de travail qui peut en résulter. Toute autre position n'est qu'un abus de droit, que ce soit du côté de l'employeur (c'était le cas au XIX<sup>e</sup> siècle, où le patronat était sur-représenté politiquement) ou du côté des salariés (qui ont politiquement repris l'avantage, au mépris du droit de l'employeur). Les libéraux ne cherchent pas à favoriser les uns ou les autres, ils exigent une stricte égalité de droits. Interdire le droit de grève comme au XIX<sup>e</sup> siècle serait

illégitime, mais la grève « *sans risque* », en contradiction avec le contrat de travail, telle que l'autorise de nos jours le droit positif, est tout autant illégitime.

Quant à la rhétorique collectiviste qui se fonde sur le prétendu « *échange inégal* » et une supposée dissymétrie entre employeur et salarié pour justifier un droit de grève inconditionnel, elle ne tend qu'à l'égalitarisme. Pourquoi ne pas donner aussi, pour corriger les « *dissymétries* », le même salaire à tous les employés, ou décréter le droit de ne pas travailler tout en étant payé ?

### **Les effets pervers du droit de grève**

- non conformité au principe de continuité du service public (pas de service minimum) ;
- prise en otage des usagers au nom d'intérêts qui leur sont étrangers ;
- blocage de secteurs entiers de l'économie et des transports ;
- souvent, non respect du droit des employés non grévistes, qui ne peuvent travailler ;
- spécialité française : le droit de grève comme prétexte à la violation du droit d'autrui (les étudiants « *en grève* » - alors qu'ils n'ont pas d'employeur - et qui bloquent les universités)

Le « *droit* » de grève est trop souvent l'exemple typique d'un faux droit qui s'exerce au dépens de personnes non consentantes ; dans ce sens il s'agit d'une agression contraire tant aux principes du droit qu'à l'axiome de non-agression libertarien.

### **Grève fiscale**

La grève fiscale est un refus concerté de payer l'impôt. Il s'agit d'une action politique contre un pouvoir oppresseur. On peut la rattacher au droit de résistance à l'oppression et à la désobéissance civile.

### **Citations**

*« Dans plus de la moitié des pays européens, des solutions ont été trouvées pour concilier la liberté de protester et la liberté d'utiliser un service public légitimement dû. La France est ici encore une triste exception, où le dialogue social tourne systématiquement au dialogue de sourds, où des syndicats peu représentatifs (8% des salariés syndiqués, contre 35% en Italie) lancent des grèves avec des préavis très brefs,*

soit cinq jours dans la fonction publique (plus des deux tiers des grèves annuelles). Par ailleurs, la France détient le triste record européen du nombre de grèves (plus d'un millier en 2001). Cette fièvre hexagonale, faite de barricades, de coups de semonce et de rapports de force, a la vie dure ». (Edouard Fillias, Liberté Chérie)

Une réflexion libertarienne de Walter Block sur la grève :

« Quelle est la distinction entre syndicats intrusifs et non-intrusifs ? Contrairement aux premiers, les seconds obéissent à l'axiome libertarien de non-agression. En d'autres termes, les syndicats légitimes limitent leurs actions à l'augmentation des salaires, ce qui ne viole pas les droits des autres, alors que les syndicats illégitimes ne s'en privent pas ».

Cela nous conduit bien sûr à la "question à 1.000 FF". Parmi les armes des syndicats, quelles sont celles qui sont intrusives et celles qui ne le sont pas ? Commençons par étudier une technique légitime : la menace ou l'organisation d'une grève si les revendications salariales ne sont pas satisfaites. Cela ne constitue pas une violation des droits d'autrui puisque l'employeur, en l'absence de contrat, ne peut obliger les gens à travailler pour lui à des salaires qu'ils estiment trop bas. Pas plus que n'est valide l'objection selon laquelle les travailleurs agissent de concert, à l'unisson, en collusion, ou par "complot". Il est évident qu'ils le font. Mais s'il est possible à un travailleur de quitter son emploi, alors tous les travailleurs, ensemble, ont le droit d'en faire autant en masse. Ceci s'inscrit dans la ligne de défense du socialisme volontaire, dont le syndicalisme volontaire n'est qu'une facette. En vérité, le groupe n'a pas plus de droits que les individus qui le composent, et si une personne a le droit de quitter son travail, elle ne perd pas ce droit simplement parce que les autres ont décidé d'en faire autant au même moment.

De nombreux économistes de "droite" considèrent que les lois anti-trust et les lois anti-entente devraient s'appliquer aux syndicats. Donc, même les syndicats volontaires tels que nous les avons décrits seraient illégitimes, car selon eux les "actions collusives" menées par les syndicats "'exploitent' la communauté tout entière" en violant la souveraineté des consommateurs. Mais ceci montre seulement que ce que nous avons appelé laissez-faire est radicalement différent du capitalisme d'État. Revenons à la législation du travail.

Si on peut envisager que les syndicats menacent ou organisent une grève générale, il est inconcevable que les gouvernements édictent une loi les obligeant à reprendre le travail. Cela est parfaitement en accord avec le principe libertarien d'"auto-détention". Selon Murray Rothbard :

"Le 4 Octobre 1971, le Président Nixon invoqua le Taft Hartley Act pour obtenir une décision de justice obligeant les dockers à une suspension de grève de 80 jours; c'était la neuvième fois que le gouvernement fédéral utilisait cette loi dans une grève de dockers. Quelques mois auparavant, le responsable du syndicat d'enseignants de New York avait passé plusieurs jours en prison pour avoir violé une loi interdisant la grève aux employés du secteur public. Il est sans doute très satisfaisant pour le public d'être protégé des longues perturbations dues à une grève. Pourtant la 'solution' qui s'imposa fut de contraindre purement et simplement au travail ; les grévistes furent

*obligés, contre leur gré, de se remettre au travail. Une société revendiquant son opposition à l'esclavage, et un pays qui a déclaré hors la loi la servitude non volontaire n'ont pas d'excuse morale s'ils font appel à la contrainte légale ou judiciaire pour interdire la grève, ou mettre en prison les leaders syndicaux qui ont refusé d'obtempérer. L'esclavage est toujours très apprécié des esclavagistes".*

*Rothbard explique ainsi qu'on ne doit pas contraindre les salariés à la reprise du travail par des mesures de contract enforcement esclavagistes. En contraste avec cette action illibérale de Nixon, Ronald Reagan licencia en 1981 plus de 11000 contrôleurs aériens en grève, pour avoir ignoré son injonction de reprise du travail ».*

*« La meilleure place, pour un gréviste, ce moustique jaune et nuisible, c'est le camp de concentration ». (Léon Trotski, dans la Pravda du 12 Février 1920)*

Wikibéral

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION .....	2
L'AUTEUR .....	2
<i>LES DEUX REPUBLIQUES FRANÇAISES</i> .....	3
L'ASSOCIATION LIBERAUX.ORG .....	4
<i>LES MELANGES</i> .....	5
PRESENTATION DES ENTITES COMPOSANT L'ASSOCIATION LIBERAUX.ORG .....	6
EDITORIAL .....	9
RESULTATS DES VOTES POUR LE PRIX WIKIBERAL 2009.....	11
VOTES A L'ISSUE DU PREMIER TOUR .....	11
VOTES A L'ISSUE DU SECOND TOUR.....	11
COMMENTAIRES ET CRITIQUES SUR LES OUVRAGES EN COMPETITION POUR LE PRIX 2009.....	12
AGNES VERDIER-MOLINIE, <i>LA MONDIALISATION VA-T-ELLE... NOUS TUER ?</i> , JC LATTES, 2008, 162 PAGES. ....	13
AYN RAND, <i>LA VERTU D'EGOÏSME</i> , PREFACE D'ALAIN LAURENT, BIBLIOTHEQUE CLASSIQUE DE LA LIBERTE, LES BELLES LETTRES, 2008, 168 PAGES. ....	17
GILLES CAMPAGNOLO, <i>CARL MENDER, ENTRE ARISTOTE ET HAYEK : AUX SOURCES DE L'ECONOMIE MODERNE</i> , CNRS EDITIONS, 2008, 236 PAGES. ....	24
LAURENT THEIS, <i>FRANÇOIS GUIZOT</i> , FAYARD, 2008, 553 PAGES ..	38
SYLVIE BRUNEL, <i>A QUI PROFITE LE DEVELOPPEMENT DURABLE ?</i> , LAROUSSE, A DIRE VRAI, 2008, 157 PAGES.....	46
ALAIN LAURENT, <i>LA SOCIETE OUVERTE ET SES NOUVEAUX ENNEMIS</i> , LES BELLES LETTRES, 2008, 253 PAGES .....	52

DANIEL J. MAHONEY, ALEXANDRE SOLJENITSYNE, <i>EN FINIR AVEC L'IDEOLOGIE</i> , FAYARD, COLL. COMMENTAIRE, 334 PAGES .....	64
PHILIPPE NEMO, <i>LES DEUX REPUBLIQUES FRANÇAISES</i> , PUF, 2008, 328 PAGES. ....	68
SERGE AUDIER, <i>AUX ORIGINES DU NEO-LIBERALISME : LE COLLOQUE LIPPMANN</i> , LE BORD DE L'EAU, 2008, 354 PAGES.....	74
GUY SORMAN, <i>L'ECONOMIE NE MENT PAS</i> , FAYARD, 2008 2008, 336 PAGES. ....	78

MELANGES EN L'HONNEUR DE L'OUVRAGE PRIME PAR WIKIBERAL EN 2009, <i>LES DEUX REPUBLIQUES FRANÇAISES</i> , DE PHILIPPE NEMO .....	91
---	----

L'AUTEUR .....	91
----------------	----

ENTRETIEN AVEC L'AUTEUR .....	92
BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR .....	100
LA NOTION D'OCCIDENT .....	107
MICHAEL POLANYI .....	112
<i>LA LOGIQUE DE LA LIBERTE</i> , DE MICHAEL POLANYI .....	121
LES FRONTIERES ULTIMES DE L'EUROPE .....	125

SYNTHESE COMMENTEE DE L'OUVRAGE.....	130
--------------------------------------	-----

INTRODUCTION.....	131
PREMIER MYTHE : « 1793 » AURAIT ETE DEMOCRATE.....	141
DEUXIEME MYTHE : « 1793 » AURAIT FONDE LA REPUBLIQUE .....	149
TROISIEME MYTHE : « 1793 » AURAIT ETE LAÏQUE.....	159
QUATRIEME MYTHE : « 1793 » AURAIT ETE DREYFUSARD.....	169
CINQUIEME MYTHE : LES ADVERSAIRES DE « 1793 » AURAIENT ETE NAZIS .....	191
SIXIEME MYTHE : IL N'Y AURAIT DE REPUBLICAINS QU'A GAUCHE .....	205
CONCLUSION : L'EGLISE DE LA GAUCHE .....	216

**MELANGES .....219**

NEMO REPLACE L'ACCEPTATION DE LA DEMOCRATIE LIBERALE COMME CRITERE D'INTELLIGIBILITE DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE .....	220
LA VISION LIBERALE DES DEUX FRANCE .....	237
LIBERALISME N'EST PAS CONSERVATISME .....	244
REPUBLIQUE.....	248
RESTAURATION, MONARCHIE DE JUILLET ET 1789 .....	252
LA LOGIQUE LIBERALE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE .....	264
LE LIBERALISME FRANÇAIS APRES LA REVOLUTION, COMPARE AU LIBERALISME ANGLAIS .....	278
PENSER LA REVOLUTION FRANÇAISE, DE FRANÇOIS FURET.....	290
OPPORTUNISME.....	299
NAZISME .....	305
LA MEMOIRE TRONQUEE.....	309
GAULLISME ET LIBERALISME .....	325
LA DOUBLE OLIGARCHIE DE LA V <sup>EME</sup> REPUBLIQUE.....	332
LA DROITE, OU LA TENTATION DE LA TRAHISON.....	353
DEMOCRATIE.....	359
QU'EST CE QU'UNE ECOLE DE LIBERTE ?.....	369
LAÏCITE.....	377
ECOLE ET EDUCATION .....	380
CHEQUE EDUCATION.....	385
CARTE SCOLAIRE .....	389
COLLEGE UNIQUE .....	393
MONOPOLE UNIVERSITAIRE .....	397
UNE TROP LONGUE ERREUR.....	399
SYNDICALISME .....	403
DROIT DE GREVE .....	409

**TABLE DES MATIERES .....414**